ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS350/R
1er octobre 2008

(08-4545)

Original: anglais

ÉTATS-UNIS – MAINTIEN EN EXISTENCE ET EN APPLICATION DE LA MÉTHODE DE RÉDUCTION À ZÉRO

Rapport du Groupe spécial

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION 1

II. ASPECTS FACTUELS 2

III. CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS DEMANDÉES PAR LES PARTIES 3

IV. ARGUMENTS DES PARTIES 4

V. ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES 4

VI. RAPPORT INTÉRIMAIRE 5

A. DEMANDE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES 5

B. DEMANDE DES ÉTATS-UNIS 11

VII. CONSTATATIONS 16

A. PRINCIPES PERTINENTS CONCERNANT LE CRITÈRE D'EXAMEN, L'INTERPRÉTATION DES TRAITÉS ET LA CHARGE DE LA PREUVE 16

1. Critère d'examen 16

2. Règles d'interprétation des traités 17

3. Charge de la preuve 18

B. LES EXPRESSIONS "RÉDUCTION À ZÉRO SELON LES MODÈLES" ET "RÉDUCTION À ZÉRO SIMPLE" 18

C. MANDAT 18

1. Mesures non incluses dans la demande de consultations des Communautés européennes 19

a) Arguments des parties 19

i) États-Unis 19

ii) Communautés européennes 20

b) Évaluation par le Groupe spécial 21

i) Les 14 procédures antidumping additionnelles 21

ii) Maintien en application des 18 droits antidumping 26

2. Spécificité de la référence faite par les Communautés européennes à 18 affaires 27

a) Arguments des parties 27

i) États-Unis 27

ii) Communautés européennes 28

b) Arguments des tierces parties 29

i) Japon 29

c) Évaluation par le Groupe spécial 29

3. Inclusion des procédures en cours dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Communautés européennes 39

a) Arguments des parties 39

i) États-Unis 39

ii) Communautés européennes 39

b) Évaluation par le Groupe spécial 39
D. MAINTIEN EN APPLICATION DES 18 DROITS ANTIDUMPING 42
1. Arguments des parties 42
a) Communautés européennes 42
b) États-Unis 42
2. Arguments des tierces parties 43
a) Japon 43
3. Évaluation par le Groupe spécial 43
E. RÉDUCTION À ZÉRO DANS LES ENQUÊTES 44
1. Arguments des parties 44
a) Communautés européennes 44
b) États-Unis 45
2. Arguments des tierces parties 45
a) Inde 45
b) Japon 45
c) Corée 46
d) Norvège 46
e) Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu 47
f) Thaïlande 47
3. Évaluation par le Groupe spécial 48
F. RÉDUCTION À ZÉRO DANS LES RÉEXAMENS PÉRIODIQUES 51
1. Arguments des parties 51
a) Communautés européennes 51
b) États-Unis 52
2. Arguments des tierces parties 55
a) Brésil 55
b) Japon 56
c) Corée 57
d) Mexique 57
e) Norvège 58
3. Évaluation par le Groupe spécial 58
a) Faits pertinents 58
i) Barres d'armature en acier pour le béton en provenance de Lettonie (période couverte par le réexamen: 1er septembre 2002-31 août 2003) 62
ii) Barres en acier inoxydable en provenance de France (période couverte par le réexamen: 1er mars 2004-28 février 2005) 63
iii) Barres en acier inoxydable en provenance de France (période couverte par le réexamen: 1er mars 2003-29 février 2004) 63
iv) Barres en acier inoxydable en provenance d'Allemagne (période couverte par le réexamen: 1er mars 2004-28 février 2005) 63
v) Barres en acier inoxydable en provenance d'Allemagne (période couverte par le réexamen: 2 août 2001-28 février 2003) 64
vi) Barres en acier inoxydable en provenance d'Italie (période couverte par le réexamen: 2 août 2001-28 février 2003) 64

vii) *Certaines pâtes alimentaires en provenance d'Italie (période couverte par le réexamen: 1er juillet 2004-30 juin 2005)* *64*
b) La réduction à zéro simple dans les réexamens périodiques est-elle incompatible avec les règles de l'OMC? 65
i) *Description de la méthode de calcul utilisée par l'USDOC dans les réexamens périodiques* *65*
ii) *Analyse juridique* *66*
iii) *Rôle de la jurisprudence* *70*
iv) *Conclusion* *75*
G. RÉDUCTION À ZÉRO DANS LES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION 75
1. Arguments des parties 75
a) Communautés européennes 75
b) États-Unis 76
2. Arguments des tierces parties 76
a) Japon 76
b) Corée 76
c) Norvège 76
3. Évaluation par le Groupe spécial 77
a) Faits pertinents 77
b) Analyse juridique 78
VIII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS 81
IX. OPINION SÉPARÉE D'UN MEMBRE DU GROUPE SPÉCIAL EN CE QUI CONCERNE LES ALLÉGATIONS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES RELATIVES À LA RÉDUCTION À ZÉRO DANS LES ENQUÊTES ET LES RÉEXAMENS PÉRIODIQUES 83

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE A

PREMIÈRES COMMUNICATIONS ÉCRITES DES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe A-1	Première communication écrite des Communautés européennes	A-2
Annexe A-2	Première communication écrite des États-Unis	A-77
Annexe A-3	Réponse des Communautés européennes à la demande de décisions préliminaires présentée par les États-Unis	A-130

ANNEXE B

COMMUNICATIONS ÉCRITES DES TIERCES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe B-1	Communication écrite du Japon en tant que tierce partie	B-2
Annexe B-2	Communication écrite de la République de Corée en tant que tierce partie	B-26
Annexe B-3	Communication écrite de la Norvège en tant que tierce partie	B-32
Annexe B-4	Communication écrite du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu en tant que tierce partie	B-46
Annexe B-5	Communication écrite de la Thaïlande en tant que tierce partie	B-53

ANNEXE C

DEUXIÈMES COMMUNICATIONS ÉCRITES DES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe C-1	Deuxième communication écrite des Communautés européennes	C-2
Annexe C-2	Deuxième communication écrite des États-Unis	C-64

ANNEXE D

DÉCLARATIONS ORALES DES PARTIES ET DES TIERCES PARTIES AUX PREMIÈRE ET DEUXIÈME RÉUNIONS DU GROUPE SPÉCIAL

Table des matières		Page
Annexe D-1	Déclaration liminaire des États-Unis à la première réunion du Groupe spécial	D-2
Annexe D-2	Déclaration liminaire des Communautés européennes à la première réunion du Groupe spécial	D-12
Annexe D-3	Déclaration finale des États-Unis à la première réunion du Groupe spécial	D-18
Annexe D-4	Déclaration finale des Communautés européennes à la première réunion du Groupe spécial	D-22
Annexe D-5	Déclaration orale du Brésil en tant que tierce partie à la première réunion du Groupe spécial	D-24

Table des matières		Page
Annexe D-6	Déclaration orale de l'Inde en tant que tierce partie à la première réunion du Groupe spécial	D-30
Annexe D-7	Déclaration orale du Japon en tant que tierce partie à la première réunion du Groupe spécial	D-32
Annexe D-8	Déclaration orale de la Corée en tant que tierce partie à la première réunion du Groupe spécial	D-35
Annexe D-9	Déclaration orale du Mexique en tant que tierce partie à la première réunion du Groupe spécial	D-37
Annexe D-10	Déclaration orale de la Norvège en tant que tierce partie à la première réunion du Groupe spécial	D-42
Annexe D-11	Déclaration orale du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu en tant que tierce partie à la première réunion du Groupe spécial	D-45
Annexe D-12	Déclaration liminaire des Communautés européennes à la deuxième réunion du Groupe spécial	D-47
Annexe D-13	Déclaration liminaire des États-Unis à la deuxième réunion du Groupe spécial	D-48
Annexe D-14	Déclaration finale des Communautés européennes à la deuxième réunion du Groupe spécial	D-58
Annexe D-15	Déclaration finale des États-Unis à la deuxième réunion du Groupe spécial	D-59

ANNEXE E

OBSERVATIONS DES PARTIES CONCERNANT LE RAPPORT DE L'ORGANE D'APPEL *ÉTATS-UNIS – ACIER INOXYDABLE (MEXIQUE)* (DS344)

Table des matières		Page
Annexe E-1	Observations des Communautés européennes concernant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)* (DS344)	E-2
Annexe E-2	Observations des États-Unis concernant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)* (DS344)	E-3
Annexe E-3	Observations des Communautés européennes concernant les observations des États-Unis relatives au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)* (DS344)	E-29
Annexe E-4	Observations des États-Unis concernant les observations des Communautés européennes relatives au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)* (DS344)	E-33

ANNEXE F

DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL

Table des matières		Page
Annexe F-1	Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Communautés européennes	F-2

AFFAIRES CITÉES

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
Argentine – Chaussures (CE)	Rapport du Groupe spécial *Argentine – Mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures* ("*Argentine – Chaussures (CE)*"), WT/DS121/R, adopté le 12 janvier 2000, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS121/AB/R
Brésil – Aéronefs	Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs* ("*Brésil – Aéronefs*"), WT/DS46/AB/R, adopté le 20 août 1999
Brésil – Aéronefs	Rapport du Groupe spécial *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs* ("*Brésil – Aéronefs*"), WT/DS46/R, adopté le 20 août 1999, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS46/AB/R
Brésil – Noix de coco desséchée	Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Mesures visant la noix de coco desséchée* ("*Brésil – Noix de coco desséchée*"), WT/DS22/AB/R, adopté le 20 mars 1997
Canada – Aéronefs	Rapport du Groupe spécial *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils* ("*Canada – Aéronefs*"), WT/DS70/R, adopté le 20 août 1999, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS70/AB/R
Canada – Aéronefs	Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils* ("*Canada – Aéronefs*"), WT/DS70/AB/R, adopté le 20 août 1999
Canada – Exportations de blé et importations de grains	Rapport du Groupe spécial *Canada – Mesures concernant les exportations de blé et le traitement des grains importés* ("*Canada – Exportations de blé et importations de grains*"), WT/DS276/R, adopté le 27 septembre 2004, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS276/AB/R
CE – Bananes III (Équateur)	Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes, plainte déposée par l'Équateur* ("*CE – Bananes III (Équateur)*"), WT/DS27/R/ECU, adopté le 25 septembre 1997, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS27/AB/R
CE – Matériels informatiques	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Classement tarifaire de certains matériels informatiques* ("*CE – Matériels informatiques*"), WT/DS62/AB/R, WT/DS67/AB/R, WT/DS68/AB/R, adopté le 22 juin 1998
Corée – Produits laitiers	Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers* ("*Corée – Produits laitiers*"), WT/DS98/AB/R, adopté le 12 janvier 2000
États-Unis – Acier au carbone	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne* ("*États-Unis – Acier au carbone*"), WT/DS213/AB/R, adopté le 19 décembre 2002
États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures antidumping finales visant l'acier inoxydable en provenance du Mexique* ("*États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)*"), WT/DS344/AB/R, adopté le 20 mai 2008
États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures antidumping finales visant l'acier inoxydable en provenance du Mexique* ("*États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)*"), WT/DS344/R, adopté le 20 mai 2008, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS344/AB/R
États-Unis – Acier laminé à chaud	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon* ("*États-Unis – Acier laminé à chaud*"), WT/DS184/AB/R, adopté le 23 août 2001

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
États-Unis – Bois de construction résineux V	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Détermination finale de l'existence d'un dumping concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada* ("*États-Unis – Bois de construction résineux V*"), WT/DS264/AB/R, adopté le 31 août 2004
États-Unis – Certains produits en provenance des CE	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures à l'importation de certains produits en provenance des Communautés européennes* ("*États-Unis – Certains produits en provenance des CE*"), WT/DS165/AB/R, adopté le 10 janvier 2001
États-Unis – Chemises et blouses de laine	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde* ("*États-Unis – Chemises et blouses de laine*"), WT/DS33/AB/R et Corr.1, adopté le 23 mai 1997
États-Unis – Crevettes (article 21:5 – Malaisie)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes – Recours de la Malaisie à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends* ("*États-Unis – Crevettes (article 21:5 – Malaisie)*"), WT/DS58/AB/RW, adopté le 21 novembre 2001
États-Unis – Crevettes (Équateur)	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesure antidumping visant les crevettes en provenance de l'Équateur* ("*États-Unis – Crevettes (Équateur)*"), WT/DS335/R, adopté le 20 février 2007
États-Unis – Réduction à zéro (Japon)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures relatives à la réduction à zéro et aux réexamens à l'extinction* ("*États–Unis – Réduction à zéro (Japon)*"), WT/DS322/AB/R, adopté le 23 janvier 2007
États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon* ("*États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*"), WT/DS244/AB/R, adopté le 9 janvier 2004
États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine* ("*États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*"), WT/DS268/AB/R, adopté le 17 décembre 2004
États-Unis – Tôles en acier	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures antidumping et compensatoires appliquées aux tôles en acier en provenance de l'Inde* ("*États-Unis – Tôles en acier*"), WT/DS206/R, adopté le 29 juillet 2002
Japon – Boissons alcooliques II	Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques* ("*Japon – Boissons alcooliques II*"), WT/DS8/AB/R, WT/DS10/AB/R, WT/DS11/AB/R, adopté le 1er novembre 1996
Japon – DRAM (Corée)	Rapport du Groupe spécial *Japon – Droits compensateurs visant les mémoires RAM dynamiques en provenance de Corée* ("*Japon – DRAM (Corée)*"), WT/DS336/R, adopté le 17 décembre 2007, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS336/AB/R
Japon – Pellicules	Rapport du Groupe spécial *Japon – Mesures affectant les pellicules et papiers photographiques destinés aux consommateurs* ("*Japon – Pellicules*"), WT/DS44/R, adopté le 22 avril 1998
Japon – Produits agricoles II	Rapport du Groupe spécial *Japon – Mesures visant les produits agricoles* ("*Japon – Produits agricoles II*"), WT/DS76/R, adopté le 19 mars 1999, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS76/AB/R

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
Mexique – Mesures antidumping visant le riz	Rapport du Groupe spécial *Mexique – Mesures antidumping définitives visant la viande de bœuf et le riz, plainte concernant le riz* ("*Mexique – Mesures antidumping visant le riz*"), WT/DS295/R, adopté le 20 décembre 2005, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS295/AB/R
Mexique – Sirop de maïs	Rapport du Groupe spécial *Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis* ("*Mexique – Sirop de maïs*"), WT/DS132/R et Corr.1, adopté le 24 février 2000

I. INTRODUCTION

1.1 Le 2 octobre 2006, les Communautés européennes (les "CE") ont demandé l'ouverture de consultations[1] avec les États-Unis d'Amérique (les "États-Unis") conformément à l'article 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (le "Mémorandum d'accord"); à l'article XXII:1 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (le "GATT de 1994"); et à l'article 17.2 et 17.3 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (l'"Accord antidumping" ou l'"Accord") en ce qui concerne la pratique et les méthodes consistant à calculer les marges de dumping en ayant recours à la réduction à zéro, et l'application de la réduction à zéro à certaines mesures antidumping spécifiées. Dans leur demande de nouvelles consultations[2], datée du 9 octobre 2006, les Communautés européennes ont ajouté deux mesures à leur demande initiale.

1.2 Le 10 mai 2007, les Communautés européennes ont demandé à l'Organe de règlement des différends (l'"ORD") d'établir un groupe spécial conformément aux articles 2:1 et 6:1 du Mémorandum d'accord; à l'article XXII:2 du GATT de 1994; et à l'article 17.4 et 17.5 de l'Accord antidumping "en ce qui concerne une mesure ou des mesures "en tant que telles" prévoyant la pratique ou les méthodes consistant à calculer les marges de dumping en ayant recours à la réduction à zéro, et l'application de la réduction à zéro dans certaines mesures antidumping spécifiées qui sont maintenues par les États-Unis ...".[3]

1.3 À sa réunion du 4 juin 2007, l'ORD a établi un groupe spécial comme les Communautés européennes l'avaient demandé dans le document WT/DS350/6, conformément à l'article 6 du Mémorandum d'accord.

1.4 Le mandat du Groupe spécial est le suivant:

> "Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes des accords visés cités par les Communautés européennes dans le document WT/DS350/6, la question portée devant l'ORD par les Communautés européennes dans ce document; faire des constatations propres à aider l'ORD à formuler des recommandations ou à statuer sur la question, ainsi qu'il est prévu dans lesdits accords."

1.5 Le 29 juin 2007, les Communautés européennes ont demandé au Directeur général, en vertu du paragraphe 7 de l'article 8 du Mémorandum d'accord, de déterminer la composition du Groupe spécial. Ce paragraphe est ainsi libellé:

> "Si un accord sur la composition du groupe spécial n'intervient pas dans un délai de 20 jours après la date d'établissement du groupe, le Directeur général, à la demande de l'une ou l'autre des parties et en consultation avec le Président de l'ORD et le Président du Comité ou Conseil compétent, déterminera la composition du groupe spécial en désignant les personnes qui lui paraissent les plus indiquées, conformément aux règles ou procédures spéciales ou additionnelles pertinentes de l'accord visé ou des accords visés qui sont invoqués dans le différend, après avoir consulté les parties au différend. Le Président de l'ORD informera les Membres de la composition du groupe spécial ainsi constitué au plus tard dix jours après la date à laquelle il aura reçu une telle demande."

---

[1] WT/DS350/1.
[2] WT/DS350/1/Add.1.
[3] WT/DS350/6.

1.6 En conséquence, le 6 juillet 2007, le Directeur général a donné au Groupe spécial la composition suivante:

Président: M. Faizullah Khilji

Membres: M. Michael Mulgrew
Mme Lilia R. Bautista

1.7 Le Brésil, la Chine, la Corée, l'Égypte, l'Inde, le Japon, le Mexique, la Norvège, le Taipei chinois et la Thaïlande ont réservé leur droit de participer en tant que tierces parties aux travaux du Groupe spécial.

1.8 À la suite de la démission, le 8 novembre 2007, de Mme Lilia R. Bautista, les parties ont désigné un nouveau membre du Groupe spécial le 27 novembre 2007. En conséquence, la composition du Groupe spécial est la suivante:

Président: M. Faizullah Khilji

Membres: M. Michael Mulgrew
Mme Andrea Marie Brown

1.9 Le Groupe spécial s'est réuni avec les parties les 29 et 30 janvier 2008 et le 22 avril 2008. Les réunions avec les parties étaient ouvertes au public. Le Groupe spécial s'est réuni avec les tierces parties le 30 janvier 2008. Une partie de la réunion du Groupe spécial avec les tierces parties était également ouverte au public.

1.10 Après la deuxième réunion avec les parties, et à la suite d'une demande faite par les États-Unis le 2 mai 2008, à laquelle les Communautés européennes n'ont pas fait opposition, le Groupe spécial a donné aux parties la possibilité de faire des observations sur la pertinence du rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)* pour le présent différend, ainsi que sur leurs observations respectives.

II. ASPECTS FACTUELS

2.1 Le présent différend concerne les allégations des CE relatives au maintien en application par les États-Unis des droits antidumping résultant des ordonnances antidumping énumérées dans 18 affaires[4], tels qu'ils ont été calculés ou maintenus en place à un niveau dépassant la marge de

[4] Dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE, la mesure est décrite comme étant "[l]e maintien en application ou l'application des droits antidumping spécifiques résultant des ordonnances antidumping énumérées de I à XVIII dans l'annexe de la présente demande ...". Dans leurs communications au Groupe spécial, les Communautés européennes emploient des expressions légèrement différentes pour désigner la mesure en cause. Bien qu'elles désignent généralement cette mesure comme étant "l'application ou le maintien en application" des 18 droits antidumping en cause, dans certains cas elles emploient uniquement l'expression "maintien en application". En réponse aux questions, les Communautés européennes ont dit que "l'emploi de cette formulation légèrement différente répond[ait] uniquement à un souci de commodité et de clarté et n'a[vait] aucune incidence sur l'évaluation juridique que le Groupe spécial [devait] effectuer". Réponse des Communautés européennes à la question n° 1 b) posée par le Groupe spécial après la première réunion. Pour plus de commodité, dans notre rapport, nous désignons aussi cette mesure comme étant "le maintien en application" des 18 droits en cause. Les États-Unis reconnaissent que, pour plus de commodité, le Groupe spécial peut choisir d'employer l'expression "maintien en application" comme formule abrégée pour "maintien en application ou application". En ce qui concerne le deuxième élément de l'expression que le Groupe spécial a choisi d'utiliser, toutefois, les États-Unis notent que les Communautés européennes contestent "le maintien en application ou l'application des droits antidumping dans 18 affaires", et non "le maintien en application ou l'application de 18 droits antidumping", et ils demandent que le Groupe spécial recoure à une

dumping qui, selon les CE, aurait résulté de l'application correcte des dispositions pertinentes de l'Accord antidumping. Les Communautés européennes contestent en outre les cas spécifiques d'application de ce qu'elles appellent "méthode de la réduction à zéro" dans quatre enquêtes antidumping, 37 réexamens périodiques et onze réexamens à l'extinction se rapportant aux mêmes 18 affaires. Ces 18 affaires et les 52 procédures s'y rapportant sont énumérées dans l'annexe de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE. Les Communautés européennes ne contestent pas la méthode de la réduction à zéro "en tant que telle" dans le présent différend.[5]

2.2 Selon les Communautés européennes, la réduction à zéro est une méthode qui ne prend pas en considération la totalité des transactions à l'exportation dans le calcul des marges de dumping pour le produit considéré dans son ensemble. Spécifiquement, les Communautés européennes contestent le recours à la réduction à zéro dans les enquêtes dans lesquelles la valeur normale et le prix à l'exportation sont comparés sur une base moyenne pondérée à moyenne pondérée ("MP-MP") (ce qu'elles appellent "réduction à zéro selon les modèles")[6], les réexamens périodiques dans lesquels les marges sont calculées sur la base d'une valeur normale moyenne pondérée et des transactions à l'exportation prises individuellement ("MP-T") (ce qu'elles appellent "réduction à zéro simple")[7], et les réexamens à l'extinction dans lesquels les autorités chargées de l'enquête se fondent sur les marges obtenues précédemment au moyen de la réduction à zéro selon les modèles ou de la réduction à zéro simple.

III. CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS DEMANDÉES PAR LES PARTIES

3.1 Les Communautés européennes demandent au Groupe spécial de constater que:

a) Les États-Unis ne se sont pas conformés aux articles 2.4, 2.4.2, 9.3, 11.1 et 11.3 de l'Accord antidumping, à l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994 et à l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC puisqu'ils continuent à appliquer des droits qui ont été calculés au moyen de la réduction à zéro dans les 18 mesures antidumping mentionnées dans l'annexe de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE.

b) Les États-Unis ont agi en violation de l'article 2.4 et 2.4.2 de l'Accord antidumping ainsi que de l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994 lorsqu'ils ont appliqué la réduction à zéro selon les modèles dans les quatre procédures d'enquête initiale mentionnées dans l'annexe de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE.

c) Les États-Unis ont agi en violation des articles 2.4, 2.4.2, 9.3 et 11.2 de l'Accord antidumping ainsi que de l'article VI:1 et VI:2 du GATT lorsqu'ils ont utilisé la réduction à zéro dans les 37 procédures de réexamen administratif figurant dans l'annexe de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE.

---

désignation qui reflète cette différence. Autrement dit, les États-Unis soulignent la différence entre le maintien en application des droits en soi et le maintien en application des droits découlant de diverses affaires antidumping. Demande des États-Unis visant le réexamen d'aspects précis du rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphes 3 à 6. Nous souhaitons réaffirmer que la formule abrégée que nous employons pour désigner la mesure en cause répond uniquement à un souci de commodité et qu'elle ne préjuge en aucun cas notre raisonnement juridique (*supra*, paragraphes 7.40 à 7.67) concernant la compatibilité de cette mesure avec les règles de l'OMC.

[5] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 2.

[6] Voir le paragraphe 7.7 ci-dessous pour une explication de l'expression "réduction à zéro selon les modèles".

[7] Voir les paragraphes 7.159 et 7.160 ci-dessous pour une explication de l'expression "réduction à zéro simple".

d) Les États-Unis ont agi en violation des articles 2.1, 2.4, 2.4.2, 11.1 et 11.3 de l'Accord antidumping dans les procédures de réexamen à l'extinction mentionnées dans l'annexe de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE lorsqu'ils se sont fondés sur des marges de dumping calculées lors d'enquêtes antérieures au moyen de la méthode de la réduction à zéro."[8]

3.2 Les Communautés européennes demandent aussi que le Groupe spécial suggère, conformément à l'article 19 du Mémorandum d'accord, aux États-Unis de cesser d'utiliser la réduction à zéro lorsqu'ils calculent les marges de dumping dans toute procédure antidumping se rapportant aux 18 affaires indiquées dans l'annexe de leur demande d'établissement d'un groupe spécial.

3.3 Les États-Unis demandent au Groupe spécial de rejeter les allégations "tel qu'appliqué" des CE concernant les réexamens périodiques, les réexamens à l'extinction et les enquêtes[9] et de constater qu'ils n'ont pas agi d'une manière incompatible avec l'Accord antidumping et le GATT de 1994. Ils soulèvent aussi trois exceptions préliminaires concernant le mandat du Groupe spécial.[10] Premièrement, les États-Unis demandent au Groupe spécial de constater que 14 des 52 déterminations antidumping, ainsi que le maintien en application des 18 droits antidumping en cause, ne relèvent pas de son mandat parce que ces points n'ont pas été inclus dans la demande de consultations des CE. Deuxièmement, ils demandent au Groupe spécial de constater que la référence faite par les CE dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial au maintien en application des 18 droits antidumping ne satisfait pas au critère de spécificité prévu à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Troisièmement, ils demandent au Groupe spécial de constater que quatre mesures préliminaires indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE ne relèvent pas de son mandat parce que l'indication des mesures mentionnées ne remplit pas les conditions énoncées à l'article 17.4 de l'Accord.

IV. ARGUMENTS DES PARTIES

4.1 Les arguments des parties sont exposés dans leurs communications écrites et déclarations orales présentées au Groupe spécial ainsi que dans leurs réponses aux questions. Les communications et les déclarations orales des parties sont annexées au présent rapport (voir la liste des annexes, pages iv et v).

V. ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES

5.1 Le Brésil, la Chine, la Corée, l'Égypte, l'Inde, le Japon, le Mexique, la Norvège, le Taipei chinois et la Thaïlande ont réservé leur droit de participer en tant que tierces parties aux travaux du Groupe spécial. Le Brésil, la Chine, l'Égypte, l'Inde et le Mexique n'ont pas présenté de communication écrite et la Chine, l'Égypte et la Thaïlande n'ont pas fait de déclaration orale devant le Groupe spécial. Les arguments de la Corée, du Japon, de la Norvège et du Taipei chinois sont exposés dans leurs communications écrites et déclarations orales, ceux du Brésil, de l'Inde et du Mexique sont exposés dans leurs déclarations orales, tandis que les arguments de la Thaïlande sont

[8] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 264.

[9] Dans la présente procédure, les États-Unis ne contestent pas l'incompatibilité alléguée, avec l'article 2.4.2 de l'Accord, de la réduction à zéro dans les enquêtes dans lesquelles la valeur normale moyenne pondérée est comparée avec le prix à l'exportation moyen pondéré. Cependant, ils s'inscrivent en faux contre les allégations formulées par les Communautés européennes au titre d'autres dispositions de l'Accord et de l'article VI du GATT de 1994 au sujet de cette réduction à zéro. Par conséquent, la demande des États-Unis visant à ce que le Groupe spécial rejette les allégations "tel qu'appliqué" des CE concernant la réduction à zéro dans les enquêtes dans lesquelles la valeur normale moyenne pondérée est comparée avec le prix à l'exportation moyen pondéré concerne les allégations autres que celle qui est formulée au titre de l'article 2.4.2. Voir la réponse des États-Unis à la question n° 15 posée par le Groupe spécial après la première réunion.

[10] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 42 à 46.

exposés dans la communication écrite que celle-ci a présentée au Groupe spécial. Les communications écrites et déclarations orales des tierces parties sont annexées au présent rapport (voir la liste des annexes, pages iv et v).

VI. RAPPORT INTÉRIMAIRE

6.1 Le 27 juin 2008, nous avons remis notre rapport intérimaire aux parties. Le 11 juillet 2008, les deux parties ont demandé par écrit le réexamen d'aspects précis du rapport intérimaire. Le 25 juillet 2008, elles ont présenté leurs observations au sujet de la demande de réexamen présentée par l'autre partie. Aucune n'a demandé de réunion consacrée au réexamen intérimaire.

6.2 Nous indiquons ci-après la suite que nous avons donnée aux demandes des parties. Outre les modifications expliquées dans les paragraphes ci-après, nous avons aussi, là où cela était nécessaire, apporté des changements techniques à notre rapport et corrigé des erreurs typographiques et autres petites erreurs figurant dans le rapport intérimaire.

A. DEMANDE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

6.3 Premièrement, les Communautés européennes demandent au Groupe spécial de revoir son évaluation des éléments de preuve qu'elles ont présentés concernant les sept réexamens périodiques examinés aux paragraphes 7.151 à 7.157 ci-après et de constater qu'elles ont montré *prima facie* que l'USDOC avait utilisé la méthode de réduction à zéro simple dans les réexamens mentionnés. Les États-Unis font valoir que les Communautés européennes ne devraient pas avoir la possibilité d'établir des éléments *prima facie* à ce stade tardif de la procédure. Ils estiment que le stade du réexamen est censé uniquement permettre aux parties de formuler des observations sur des aspects précis du rapport intérimaire du Groupe spécial, et non permettre à une partie d'établir des éléments *prima facie* qu'elle n'a pas établis jusqu'alors. Ils rappellent les possibilités que le Groupe spécial a données aux Communautés européennes d'expliquer le fondement factuel de leurs affirmations concernant les sept réexamens en cause. Puisque les Communautés européennes n'ont pas tiré profit de ces possibilités pour démontrer le fondement factuel de leurs allégations concernant les sept réexamens en cause, on ne devrait pas leur accorder une autre chance de le faire au stade du réexamen intérimaire.

6.4 Même si nous comprenons la préoccupation des États-Unis concernant le retard relatif avec lequel les CE tentent d'expliquer le fondement factuel de leurs allégations relatives aux sept réexamens périodiques en cause, nous ne voyons aucune disposition dans le Mémorandum d'accord qui nous empêcherait d'évaluer les explications des CE. Les États-Unis n'ont pas non plus mentionné une telle disposition juridique dans leur argumentation à cet égard. Nous passons donc à notre évaluation des observations des CE.

6.5 Les Communautés européennes formulent tout d'abord des observations générales concernant l'ensemble des sept réexamens périodiques, puis des observations ayant spécifiquement trait aux éléments de preuve présentés au sujet de cinq des sept réexamens en cause.

6.6 Les Communautés européennes commencent leurs observations générales en rappelant l'avis de l'USDOC publié le 27 décembre 2006, dont le passage pertinent se lit comme suit:

> "Dans son avis publié au **Federal Register** le 6 mars 2006, le Département a uniquement proposé de ne plus faire de comparaisons moyenne à moyenne dans les enquêtes sans accorder de compensations pour les comparaisons qui ne faisaient pas apparaître de dumping. Il n'a fait aucune proposition en ce qui concerne une quelconque autre méthode de comparaison ou un quelconque autre segment d'une procédure antidumping, et s'abstient donc d'adopter toute modification en ce sens

> concernant ces autres méthodes dans la présente procédure."[11] (caractères gras dans l'original)

6.7 D'après les Communautés européennes, ce passage de l'avis de l'USDOC signifie ce qui suit:

> "[L]'USDOC a expressément déclaré qu'il *ne modifiait* aucun aspect de ses méthodes de comparaison pour le calcul du dumping si ce n'est qu'il abandonnait la réduction à zéro lors des comparaisons moyenne à moyenne dans les enquêtes initiales. Ainsi, puisque les résultats de tous les réexamens administratifs visés par le présent différend ont été publiés avant la date de publication de l'avis de l'USDOC (à savoir le 27 décembre 2006), il y aurait lieu de conclure que les Communautés européennes ont établi *prima facie* que les États-Unis avaient réellement appliqué la réduction à zéro simple dans le cadre aussi de ces sept réexamens administratifs."[12] (note de bas de page omise, en italique dans l'original, non souligné dans l'original)

6.8 De l'avis des Communautés européennes, cet avis publié au *Federal Register* crée la présomption que la réduction à zéro simple a été utilisée dans les sept réexamens en cause parce qu'ils ont été effectués avant la publication de l'avis.[13] À cet égard, les Communautés européennes prennent également note de notre raisonnement exposé au paragraphe 7.200 ci-après quant à la question de savoir si le même avis montrait que l'USDOC avait utilisé la réduction à zéro selon les modèles dans les quatre enquêtes en cause dans la présente procédure. Les États-Unis répondent qu'une déclaration aussi vaste ne peut constituer la preuve que la réduction à zéro a été utilisée dans chacun des sept réexamens périodiques en cause. "Au contraire, parce que chaque réexamen aux fins de la fixation des droits concerne un produit, un pays, une période et des données concernant les ventes différents, les [Communautés européennes] doivent démontrer qu'une réduction à zéro a eu lieu dans chacun des différents réexamens administratifs contestés."[14]

6.9 Nous notons que le contexte dans lequel nous avons accepté l'inférence faite par les Communautés européennes au paragraphe 7.200 ci-après diffère considérablement du contexte relatif aux allégations des CE concernant l'utilisation alléguée de la réduction à zéro simple dans les sept réexamens périodiques en cause. Le passage de l'avis de l'USDOC cité au paragraphe 7.200 fait spécifiquement référence à des enquêtes dans lesquelles une méthode de comparaison particulière est utilisée et indique que l'USDOC n'utilisera plus cette méthode sans prendre en compte les résultats de toutes les comparaisons. Logiquement, cela signifie que jusqu'à la date du changement de politique, la méthode en cause a été utilisée par l'USDOC sans qu'il soit tenu compte des résultats de toutes les comparaisons. Parce que la méthode de comparaison particulière qui est décrite, à savoir MP-MP, était la méthode dans le cadre de laquelle ce que nous appelons la "réduction à zéro selon les modèles" était couramment utilisée dans les enquêtes, et parce que les enquêtes en cause avaient été achevées avant le changement de politique, nous avons conclu que les Communautés européennes avaient montré *prima facie* que l'USDOC avait utilisé la réduction à zéro selon les modèles dans les enquêtes achevées avant ce changement de politique. Par contre, le changement de politique de l'USDOC ne fait pas spécifiquement référence aux réexamens périodiques ni aux méthodes qui pourraient être utilisées dans ces réexamens. Il est simplement indiqué que l'USDOC ne modifie pas les méthodes qu'il utilise dans les enquêtes dans le cadre desquelles des méthodes autres que MP-MP sont utilisées, ni dans d'autres procédures antidumping. Nous trouvons que cette déclaration, telle qu'elle est

---

[11] Pièce EC-90, page 77724.

[12] Demande des Communautés européennes visant le réexamen d'aspects précis du rapport intérimaire du Groupe spécial, page 2.

[13] Demande des Communautés européennes visant le réexamen d'aspects précis du rapport intérimaire du Groupe spécial, page 6.

[14] Observations des États-Unis sur la demande des Communautés européennes visant le réexamen d'aspects précis du rapport intérimaire du Groupe spécial, page 6.

formulée, est trop vaste pour étayer l'argument des CE selon lequel l'USDOC a utilisé la réduction à zéro simple dans tous les réexamens périodiques effectués avant la date de prise d'effet du changement de politique en cause. Nous rejetons donc l'affirmation des CE à cet égard.

6.10 Les Communautés européennes font valoir que le fait que les mémorandums sur les questions et la décision de l'USDOC relatifs aux sept réexamens périodiques en cause ne mentionnent pas la méthode utilisée n'est pas déterminant pour ce qui est de savoir si la réduction à zéro simple a été utilisée dans ces réexamens. Nous sommes d'accord avec les Communautés européennes. À aucun moment dans notre rapport nous ne laissons entendre que de tels mémorandums constituent la seule façon, pour les Communautés européennes, de démontrer que l'USDOC a utilisé la méthode de réduction à zéro simple dans les sept réexamens en cause. Aux paragraphes 7.151 à 7.157 ci-après, nous notons simplement que les mémorandums sur les questions et la décision de l'USDOC relatifs aux réexamens mentionnés n'apportent pas d'éclaircissement sur la méthode utilisée.

6.11 Les Communautés européennes affirment également que, compte tenu des années de litige sur la méthode de réduction à zéro mettant en cause les États-Unis dans le cadre de l'OMC, il ne devrait pas être contesté que la réduction à zéro simple a été utilisée dans les sept réexamens périodiques en cause. Les États-Unis répondent que les rapports de règlement des différends antérieurs sont uniquement contraignants en ce qui concerne le règlement du différend sur lequel ils portent et que la réponse ou réaction des États-Unis face à ces rapports est dénuée de pertinence pour la présente procédure. Nous ne sommes pas d'accord avec l'affirmation des CE. Nous n'estimons pas que l'existence de différends antérieurs mettant en cause les États-Unis et concernant la réduction à zéro dispense les Communautés européennes de la charge de prouver, en l'espèce, que la méthode de la réduction à zéro simple a été utilisée dans les réexamens périodiques spécifiques contestés. Nous estimons que le point de savoir si les États-Unis se sont conformés aux recommandations et décisions rendues par l'ORD dans des différends antérieurs est sans rapport avec notre tâche dans la présente procédure, puisque chaque différend est un cas d'espèce. Il en est ainsi même si, comme le font valoir les Communautés européennes, ces différends antérieurs portent sur la même mesure que celle qui est en cause dans la présente procédure.

6.12 Les observations générales des CE sont suivies par des observations spécifiques concernant cinq des sept réexamens périodiques en cause. Ces réexamens sont les suivants: *Barres d'armature en acier pour le béton en provenance de Lettonie (période couverte par le réexamen: 1er septembre 2002-31 août 2003)*, *Barres en acier inoxydable en provenance d'Allemagne (période couverte par le réexamen: 1er mars 2004-28 février 2005)*, *Barres en acier inoxydable en provenance d'Allemagne (période couverte par le réexamen: 2 août 2001-28 février 2003)*, *Barres en acier inoxydable en provenance d'Italie (période couverte par le réexamen: 2 août 2001-28 février 2003)* et *Certaines pâtes alimentaires en provenance d'Italie (période couverte par le réexamen: 1er juillet 2004-30 juin 2005)*.

6.13 S'agissant du réexamen périodique dans l'affaire *Barres d'armature en acier pour le béton en provenance de Lettonie (période couverte par le réexamen: 1er septembre 2002-31 août 2003)*, les Communautés européennes affirment que les tableaux de calcul présentés dans la pièce EC-35 montrent que la réduction à zéro a été utilisée parce que le pourcentage en valeur avec marges de dumping et le pourcentage en quantité avec marges de dumping utilisés n'étaient pas de 100 pour cent. Cela signifie que "pour les transactions restantes, aucun "dumping" n'a été constaté et aucune "compensation" n'a été accordée".[15] Les Communautés européennes font également valoir que le programme type utilisé par l'USDOC dans le réexamen en cause contenait la ligne de réduction à zéro qui excluait les comparaisons donnant des résultats négatifs. D'après elles, lorsqu'ils sont lus

[15] Demande des Communautés européennes visant le réexamen d'aspects précis du rapport intérimaire du Groupe spécial, pages 2 et 3.

conjointement, les tableaux et le programme type montrent que la réduction à zéro simple a été utilisée dans le réexamen périodique en cause.

6.14 S'agissant des réexamens périodiques dans les affaires *Barres en acier inoxydable en provenance d'Allemagne (période couverte par le réexamen: 1er mars 2004-28 février 2005)* et *Barres en acier inoxydable en provenance d'Allemagne (période couverte par le réexamen: 2 août 2001-28 février 2003)*, les Communautés européennes renvoient aux tableaux de calcul présentés dans les pièces EC-57 et EC-58 et font valoir que ces tableaux montrent que la réduction a été utilisée dans les deux réexamens en cause. Elles attirent également l'attention sur le fait que les colonnes des deux tableaux mentionnés, qui contiennent les calculs avec la réduction à zéro, correspondent aux marges calculées par l'USDOC; les chiffres figurant dans ces colonnes sont donc exacts. Elles affirment que le programme informatique type utilisé par l'USDOC dans ces réexamens contenait la ligne de réduction à zéro qui éliminerait les comparaisons donnant des résultats négatifs.

6.15 S'agissant du réexamen périodique dans l'affaire *Barres en acier inoxydable en provenance d'Italie (période couverte par le réexamen: 2 août 2001-28 février 2003)*, les Communautés européennes estiment que le tableau de calcul présenté dans la pièce EC-62 montre que le pourcentage en valeur avec marges de dumping et le pourcentage en quantité avec marges de dumping utilisés n'étaient pas de 100 pour cent. Cela signifie que la réduction à zéro a été utilisée dans ce réexamen parce que, "pour les transactions restantes, aucun "dumping" n'a été constaté et aucune "compensation" n'a été accordée".[16] Les Communautés européennes font également valoir que le programme type utilisé par l'USDOC dans le réexamen en cause contenait la ligne de réduction à zéro qui excluait les comparaisons donnant des résultats négatifs. D'après elles, lorsqu'ils sont lus conjointement, le tableau et le programme type montrent que la réduction à zéro simple a été utilisée dans le réexamen périodique en cause.

6.16 S'agissant du réexamen périodique dans l'affaire *Certaines pâtes alimentaires en provenance d'Italie (période couverte par le réexamen: 1er juillet 2004-30 juin 2005)*, les Communautés européennes estiment que le tableau de calcul présenté dans la pièce EC-65 montre que le pourcentage en valeur avec marges de dumping et le pourcentage en quantité avec marges de dumping utilisés n'étaient pas de 100 pour cent. Cela signifie que la réduction à zéro a été utilisée dans ce réexamen parce que, "pour les transactions restantes, aucun "dumping" n'a été constaté et aucune "compensation" n'a été accordée".[17] Les Communautés européennes font également valoir que le programme type utilisé par l'USDOC dans le réexamen en cause contenait la ligne de réduction à zéro qui excluait les comparaisons donnant des résultats négatifs. D'après elles, lorsqu'ils sont lus conjointement, le tableau et le programme type montrent que la réduction à zéro simple a été utilisée dans le réexamen périodique en cause.

6.17 Les États-Unis contestent les arguments des CE. Les observations des États-Unis à cet égard s'appliquent à l'ensemble des cinq réexamens périodiques au sujet desquels les Communautés européennes demandent au Groupe spécial de modifier ses constatations. Les tableaux de calcul présentés par les Communautés européennes au sujet des cinq réexamens en cause n'ayant pas été établis par l'USDOC, Les États-Unis estiment ne pas être en mesure de confirmer leur exactitude. Ces tableaux ne montrent donc pas que la réduction à zéro a été appliquée dans les réexamens périodiques en cause. Les États-Unis affirment également qu'il n'existe pas de "programme informatique type" que l'USDOC utiliserait dans chaque réexamen périodique, pas plus qu'il n'existe de programme qui impose une réduction à zéro. Ils invitent donc le Groupe spécial à rejeter la demande des CE concernant les cinq réexamens périodiques en cause.

[16] Demande des Communautés européennes visant le réexamen d'aspects précis du rapport intérimaire du Groupe spécial, page 5.

[17] Demande des Communautés européennes visant le réexamen d'aspects précis du rapport intérimaire du Groupe spécial, page 6.

6.18 Ayant attentivement examiné les observations des CE concernant les cinq réexamens périodiques dont il est question dans les paragraphes précédents, nous ne voyons aucune raison de modifier notre conclusion selon laquelle les Communautés européennes n'ont pas montré *prima facie* que l'USDOC avait utilisé la réduction à zéro simple dans ces réexamens. Nous avons toutefois modifié le paragraphe 7.151 et les paragraphes 7.154 à 7.157 de notre rapport afin de rendre compte de certaines préoccupations exprimées par les CE dans leurs observations et d'exposer notre raisonnement plus en détail.

6.19 Les Communautés européennes affirment qu'il n'y a pas d'autres documents disponibles concernant les cinq réexamens périodiques en cause et, donc, qu'il appartient aux États-Unis de réfuter les allégations *prima facie* des Communautés européennes. Elles soutiennent que les États-Unis n'ont pas accepté sans condition les rapports antérieurs adoptés de l'Organe d'appel concernant la réduction à zéro et affirment que l'on ne devrait pas permettre que les États-Unis se dérobent à leurs obligations internationales en omettant de communiquer des renseignements aux exportateurs, à elles-mêmes et au Groupe spécial dans le cadre de la présente procédure. Les États-Unis ne sont pas d'accord et font valoir qu'ils n'ont pas contesté les documents qu'ils étaient en mesure d'authentifier en l'espèce et qu'ils ne peuvent confirmer l'exactitude d'autres documents figurant dans les pièces des CE. Ils rappellent que les Communautés européennes ont la charge d'établir *prima facie* que l'USDOC a utilisé la réduction à zéro simple dans les cinq réexamens périodiques en cause.

6.20 Nous rappelons que, conformément aux principes concernant la charge de la preuve applicables dans le cadre du système de règlement des différends de l'OMC[18], il incombe à chaque partie de fournir des éléments de preuve pour les affirmations factuelles qu'elle formule. Afin d'établir *prima facie* que l'USDOC a agi d'une manière incompatible avec l'Accord antidumping en utilisant la réduction à zéro simple dans les cinq réexamens périodiques en cause, les Communautés européennes doivent donc fournir des éléments de preuve pour l'affirmation factuelle sous-jacente. Elles se sont acquittées de cette obligation en ce qui concerne 29 des 37 réexamens périodiques qui relèvent de notre mandat en l'espèce. Toutefois, elles ne l'ont pas fait en ce qui concerne les cinq réexamens dont elles traitent dans leur demande de réexamen du rapport intérimaire. Les Communautés européennes ayant manqué à cette obligation, les États-Unis n'ont rien à réfuter – nous ne pouvons attendre d'eux qu'ils réfutent une allégation *prima facie* qui n'a pas été présentée par les Communautés européennes. S'agissant de l'affirmation des CE selon laquelle les États-Unis ont omis de communiquer des renseignements aux exportateurs, à elles-mêmes et au Groupe spécial, nous rappelons que, conformément à l'article 13 du Mémorandum d'accord, le Groupe spécial a le droit de demander des renseignements à toute personne ou à tout organisme qu'il jugera approprié, y compris les parties à un différend.[19] Si les Communautés européennes pensaient que les États-Unis omettaient de communiquer des renseignements nécessaires, elles auraient pu demander au Groupe spécial de demander ces renseignements aux États-Unis. Elles ne l'ont pas fait.[20] Nous ne formulons pas

[18] Voir *infra*, paragraphe 7.6.

[19] Compte tenu de l'article 13:1 du Mémorandum d'accord et d'autres dispositions, l'Organe d'appel a conclu, dans l'affaire *Canada – Aéronefs*, qu'"un groupe spécial [avait] un vaste pouvoir juridique pour ce qui [était] de demander des renseignements à un Membre qui [était] partie à un différend, et que cette partie [avait] le devoir juridique de fournir ces renseignements". Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils ("Canada – Aéronefs")*, WT/DS70/AB/R, adopté le 20 août 1999, paragraphe 197.

[20] Dans leur réponse à une question du Groupe spécial après la deuxième réunion avec les parties, les Communautés européennes ont indiqué qu'"au cas où le Groupe spécial jugerait nécessaire d'obtenir les calculs de marges détaillés pour chacune des affaires visées par ces sept pièces, il devrait demander une copie de ces calculs détaillés aux [États-Unis]". Réponse des Communautés européennes à la question n° 1 c) du Groupe spécial après la deuxième réunion. De toute évidence, une déclaration aussi générale n'est pas suffisante en tant que requête tendant à ce que le Groupe spécial demande des renseignements factuels spécifiques à l'USDOC, conformément au pouvoir que lui confère l'article 13. De plus, nous estimons qu'il ne serait pas approprié qu'un groupe spécial exerce son pouvoir de demander des renseignements en se fiant à son propre jugement quant à

d'observations sur le point de savoir si le Groupe spécial aurait accédé à pareille demande si elle avait été formulée à temps. Ce qui est certain, c'est qu'en l'absence d'une telle demande, rien ne permet, selon nous, de conclure que les États-Unis ont indûment omis de communiquer des renseignements, empêchant ainsi les Communautés européennes d'établir des éléments *prima facie*. Ainsi, nous ne voyons pas pourquoi les États-Unis seraient censés réfuter une affirmation factuelle non étayée par des éléments de preuve pertinents de la partie ayant formulé cette affirmation. En effet, cela reviendrait à tirer une déduction défavorable à l'encontre des États-Unis à cet égard. Bien qu'un groupe spécial ait le pouvoir de tirer de telles déductions lorsque les renseignements qu'il a demandés ne sont pas fournis[21], il ne devrait pas le faire à la légère, mais uniquement lorsque les circonstances le justifient, ce qui n'est pas le cas en l'espèce.

6.21 Les Communautés européennes affirment que si le Groupe spécial devait rejeter leur demande concernant les cinq réexamens périodiques susmentionnés, il devrait faire mention de 30 réexamens périodiques, et non 29, dans les paragraphes 7.183 et 8.2 b) ci-après. Les États-Unis ne sont pas d'accord et font valoir que les Communautés européennes n'excluent pas des 37 réexamens celui que le Groupe spécial a exclu de son mandat au motif que ces dernières avaient contesté une détermination préliminaire en relation avec le réexamen mentionné. Comme ils le font valoir et comme il est expliqué au paragraphe 7.158 ci-après, nous avons constaté que le réexamen périodique dans l'affaire *Certains produits plats en acier au carbone, laminés à chaud, en provenance des Pays-Bas (période couverte par le réexamen: 1er novembre 2004-31 octobre 2005)* ne relevait pas de notre mandat au motif qu'il concernait une détermination préliminaire établie par l'USDOC. En plus de nos autres conclusions concernant les réexamens qui ne nous sont pas soumis à bon droit, il s'ensuit donc que nos conclusions concernant l'utilisation de la réduction à zéro simple dans les réexamens périodiques s'appliquent uniquement à 29 des 37 réexamens périodiques contestés par les Communautés européennes en l'espèce.

6.22 Deuxièmement, les Communautés européennes demandent au Groupe spécial de modifier la deuxième phrase du paragraphe 7.179 comme suit: "Une telle évaluation objective, *y compris le critère d'examen au titre de l'article 17.6 ii) de l'Accord antidumping*, n'a évidemment pas lieu dans le vide." D'après elles, cela permettrait de concilier différentes déclarations faites dans notre rapport au sujet des interprétations admissibles d'une disposition conventionnelle. Les États-Unis ne sont pas d'accord avec la demande des CE. Ils font valoir que le paragraphe 7.179 porte sur le devoir du Groupe spécial d'effectuer une évaluation objective conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord, et que la phrase additionnelle demandée par les Communautés européennes concerne le critère d'examen. Tout en reconnaissant que l'article 17.6 ii) de l'Accord antidumping complète l'article 11 du Mémorandum d'accord, les États-Unis affirment qu'il serait incorrect de dire que l'obligation d'"évaluation objective" inclut le critère d'examen au titre de l'article 17.6 ii). À nos yeux, la modification proposée par les Communautés européennes est sans fondement juridique. Elle ne servirait pas non plus à clarifier notre raisonnement. Nous nous abstenons donc de modifier notre constatation à cet égard.

6.23 Troisièmement, les Communautés européennes invitent le Groupe spécial à reconsidérer la constatation qu'il formule au paragraphe 8.7 ci-après, selon laquelle il s'abstient de faire une suggestion sur la façon dont les États-Unis doivent mettre leurs mesures en conformité avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC. Elles font valoir que le fait de faire des suggestions, comme il est prévu dans la deuxième phrase de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord, favoriserait le règlement rapide du présent différend. Elles attirent également l'attention sur le fait que les États-Unis n'ont pas mis en œuvre les recommandations et décisions rendues par l'ORD dans les différends antérieurs dans

---

savoir quels renseignements sont nécessaires pour qu'une partie puisse prouver le bien-fondé de ses allégations, plutôt que dans le but de se faire une meilleure idée des faits et des questions propres au différend dont il est saisi.

[21] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs*, *supra*, note 19, paragraphe 203.

le cadre desquels l'utilisation de la méthode de réduction à zéro dans différents contextes a été condamnée. Les États-Unis estiment que le pouvoir conféré aux groupes spéciaux par l'article 19:1 du Mémorandum d'accord ne devrait pas être exercé à la légère par ces derniers. Ils réitèrent leur argument selon lequel le Mémorandum d'accord n'autorise pas le type de suggestion demandée par les Communautés européennes, à savoir une suggestion permettant de clarifier le ressort d'un éventuel groupe spécial de la mise en conformité qui pourrait ou non être établi dans le futur aux fins du règlement du présent différend.

6.24 Ayant analysé les arguments présentés par les CE dans leurs observations sur notre rapport intérimaire, nous estimons que celui-ci exprime pleinement et clairement notre point de vue et ne voyons donc aucune raison de modifier notre analyse concernant la suggestion demandée par les Communautés européennes. Nous rejetons donc la demande de ces dernières.

B. DEMANDE DES ÉTATS-UNIS

6.25 Premièrement, les États-Unis demandent que nous modifiions le paragraphe 1.10 de notre rapport pour rendre compte du fait que c'est à la suite d'une demande faite par les États-Unis que le Groupe spécial a invité les parties à formuler des observations sur la pertinence, pour le présent différend, du rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)*. S'il est fait droit à la demande des États-Unis, les Communautés européennes demandent que nous mentionnions également qu'elles n'ont pas fait opposition à cette demande. Nous avons modifié le paragraphe 1.10 afin de répondre aux demandes des deux parties.

6.26 Deuxièmement, les États-Unis demandent que le Groupe spécial modifie la description utilisée pour la mesure en cause en relation avec l'allégation des CE concernant le maintien en application des droits résultant des 18 affaires spécifiées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE. Ils notent que, dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial, les CE s'élèvent contre le maintien en application ou l'application des droits antidumping spécifiques résultant de 18 affaires différentes indiquées dans l'annexe de cette demande. Ils font donc valoir que le Groupe spécial devrait décrire la mesure en cause à cet égard comme étant "le maintien en application ou l'application de droits antidumping dans 18 affaires" tout au long du présent rapport, au lieu d'utiliser l'expression "maintien en application de 18 droits antidumping". Ils estiment toutefois que, pour plus de commodité, le Groupe spécial peut préférer utiliser l'expression "maintien en application". Autrement dit, les États-Unis ne s'élèvent pas contre l'utilisation, par le Groupe spécial, de l'expression "le maintien en application" au lieu de l'expression "le maintien en application ou l'application" dans la description de la mesure en cause. Ils demandent toutefois au Groupe spécial de faire référence aux "droits antidumping dans 18 affaires" au lieu de faire référence aux "18 droits antidumping", dans la description de cette mesure. En d'autres termes, les États-Unis font valoir que le Groupe spécial devrait utiliser, au minimum, l'expression "maintien en application des droits antidumping dans 18 affaires" au lieu de "maintien en application des 18 droits antidumping". Bien qu'ils soulèvent cette question en relation avec le paragraphe 3.3 de notre rapport, ils demandent au Groupe spécial d'appliquer cette modification à l'ensemble du rapport.

6.27 Les Communautés européennes s'opposent à la demande des États-Unis. Elles font toutefois valoir que, si le Groupe spécial devait accepter de modifier l'expression utilisée pour désigner la mesure en cause, il devrait utiliser le libellé même qui figure dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial, à savoir "le maintien en application ou l'application des droits antidumping spécifiques résultant des ordonnances antidumping dans 18 affaires".

6.28 Nous rappelons, et les États-Unis reconnaissent également, que, dans la note de bas de page 4 de notre rapport, nous faisons remarquer que les Communautés européennes emploient des formulations différentes pour décrire la mesure en cause dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial et à différents endroits dans leurs communications au Groupe spécial, et nous

expliquons que, pour plus de commodité, nous désignons cette mesure comme étant "le maintien en application des 18 droits" en cause. Il est donc clair que l'expression que nous employons est uniquement destinée à faciliter les références multiples que nous faisons à la mesure en cause tout au long de notre rapport et ne préjuge en aucun cas de l'importance juridique que pourraient avoir différentes expressions désignant la même mesure. Nous avons néanmoins changé la note de bas de page 4 de place et modifié son contenu afin de clarifier davantage ce point.

6.29 Troisièmement, les États-Unis demandent au Groupe spécial de modifier le paragraphe 7.8 pour préciser que les termes mentionnés dans ce paragraphe ont été employés par des groupes spéciaux antérieurs et par l'Organe d'appel pour décrire les mesures en cause dans d'autres différends. Les Communautés européennes ne se sont pas opposées à cette demande et nous avons apporté la modification demandée.

6.30 Quatrièmement, les États-Unis soutiennent que le Groupe spécial devrait modifier la sixième phrase du paragraphe 7.12 afin de préciser que l'argument des États-Unis concernait l'ajout par les CE de 14 mesures dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial, plutôt que la description de "la question" en général. Les Communautés européennes font valoir qu'une telle modification n'est pas nécessaire parce que la phrase en cause donne une description précise de l'argument des États-Unis et que la modification demandée par ces derniers serait une répétition de ce qui est dit dans la dernière phrase du paragraphe en cause.

6.31 Nous pensons comme les Communautés européennes que la phrase en cause décrit correctement l'argument des États-Unis. Nous rappelons que cette phrase se fonde sur les communications adressées par les États-Unis au Groupe spécial.[22] Nous notons également que le point essentiel de la modification demandée par les États-Unis, à savoir l'argument selon lequel les mesures non indiquées dans la demande de consultations des CE ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial, est déjà exprimé dans la dernière phrase du paragraphe 7.12. Nous nous abstenons donc d'apporter la modification demandée par les États-Unis.

6.32 Cinquièmement, les États-Unis font référence au paragraphe 7.25 de notre rapport et font valoir qu'il serait inexact de considérer qu'ils ne contestent pas la similitude entre les allégations des CE au sujet des 38 déterminations indiquées dans la demande de consultations des CE et les allégations au sujet des 14 déterminations indiquées pour la première fois dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE. Parce que chaque détermination est séparée et distincte des autres, les allégations en relation avec ces déterminations le sont aussi. Les États-Unis demandent donc que nous modifiions le paragraphe mentionné afin de supprimer cette inexactitude. Les Communautés européennes font valoir que les États-Unis interprètent de façon erronée la déclaration faite par le Groupe spécial dans le paragraphe mentionné et soutiennent qu'il n'est pas nécessaire de la modifier.

6.33 Nous notons que la partie pertinente du paragraphe 7.25 fait état d'une similitude entre les allégations que les Communautés européennes formulent au sujet des 38 déterminations indiquées dans leur demande de consultations et les allégations formulées au sujet des 14 déterminations additionnelles identifiées dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial. Il est ensuite indiqué dans le paragraphe en cause que les États-Unis ne contestent pas cette similitude. Cette déclaration ne porte donc pas sur les similitudes ou les différences entre les 38 et les 14 déterminations, mais plutôt entre les allégations concernant ces déterminations. Nous avons néanmoins modifié le paragraphe 7.25 afin de clarifier davantage ce point.

6.34 Sixièmement, les États-Unis font valoir qu'il ne serait pas exact d'indiquer que, dans le cadre de leur demande de décision préliminaire au sujet des 14 mesures additionnelles indiquées dans la

[22] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 55 à 58.

demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE, ils ont cité la décision rendue par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Certains produits en provenance des CE* sans plus de précisions. Ils demandent au Groupe spécial de corriger la partie pertinente du paragraphe 7.26 afin de supprimer cette inexactitude. Les Communautés européennes ne se sont pas opposées à cette demande et nous avons modifié le paragraphe 7.26 afin de rendre compte avec plus d'exactitude de l'argument des États-Unis à cet égard.

6.35 Septièmement, les États-Unis demandent au Groupe spécial de remplacer l'expression "nombre indéterminé de mesures" employée aux paragraphes 7.31, 7.34 et 7.42 ci-après par l'expression "mesures indéterminées" parce que celle-ci explicite les arguments des États-Unis avec plus d'exactitude. Les Communautés européennes affirment que l'expression en cause, qui est fréquemment employée dans les communications des États-Unis, rend compte avec exactitude de la position des États-Unis et elles invitent le Groupe spécial à rejeter la demande de ces derniers. Nous notons que l'expression en cause a été employée par les États-Unis eux-mêmes dans les communications qu'ils ont adressées au Groupe spécial.[23] En outre, nous ne sommes pas convaincus que cette modification ait le moindre sens dans notre évaluation des allégations des CE concernant le maintien en application des 18 droits antidumping. Nous nous abstenons donc de modifier nos constatations à cet égard.

6.36 Huitièmement, les États-Unis font valoir que le paragraphe 7.32 contient deux arguments différents qu'ils ont présentés dans leur deuxième communication écrite et demandent que ce paragraphe soit modifié afin de mieux refléter ces arguments. Les Communautés européennes sont d'avis que, si le Groupe spécial devait accepter d'apporter la modification demandée, il devrait utiliser le libellé même qui figure dans la communication des États-Unis. Nous avons modifié le paragraphe 7.32 et ajouté le paragraphe 7.53 afin de donner une description plus exacte des arguments des États-Unis.

6.37 Neuvièmement, les États-Unis font valoir que le paragraphe 7.33 ne rend pas pleinement compte de leur argument concernant la qualification par les CE du maintien en application des 18 droits en tant que mesure et demandent que ce paragraphe soit modifié. Les Communautés européennes ne se sont pas opposées à cette demande et nous avons apporté la modification demandée au paragraphe mentionné.

6.38 Dixièmement, les États-Unis affirment que les deux dernières phrases du paragraphe 7.44 ne rendent pas compte avec exactitude de leur argument concernant la nature des allégations des CE sur le maintien en application des 18 droits et ils invitent le Groupe spécial à modifier le paragraphe en question. Les Communautés européennes estiment que le Groupe spécial devrait rejeter la demande des États-Unis dès lors que le libellé qu'ils proposent obscurcit le sens des phrases en cause. Elles demandent au Groupe spécial de tenir compte de cela s'il devait envisager d'apporter la modification demandée. Nous avons modifié le paragraphe 7.44 en tenant compte des avis des deux parties.

6.39 Onzièmement, les États-Unis font valoir que le paragraphe 7.71 de notre rapport ne rend pas compte avec exactitude de leurs arguments concernant les déterminations préliminaires que les Communautés européennes contestent en l'espèce. Ils demandent que nous modifiions la dernière phrase du paragraphe mentionné afin de préciser qu'ils affirment que les Communautés européennes n'ont satisfait à aucune des deux conditions énoncées à l'article 17.4 de l'Accord. Les Communautés européennes s'opposent à la demande des États-Unis et font valoir que le paragraphe en cause ne devrait pas être modifié car il décrit avec exactitude l'argument des États-Unis. En outre, elles rappellent qu'elles ont bien traité la question de l'incidence notable des déterminations préliminaires en cause. Nous avons modifié le paragraphe 7.71 afin de rendre compte des arguments des États-Unis

[23] Voir, par exemple, la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 44, 51, 66, 67 et 69.

concernant les déterminations préliminaires en cause et, en outre, nous avons modifié le paragraphe 7.73 afin de préciser que les Communautés européennes avaient soulevé la question de l'incidence des déterminations préliminaires établies par l'USDOC.

6.40 Douzièmement, les États-Unis contestent la déclaration qui figure au paragraphe 7.80 de notre rapport selon laquelle ils n'ont pas présenté de contre-arguments de fond concernant les allégations des CE sur le maintien en application des 18 droits. Ils font valoir que, du fait que les Communautés européennes ont indiqué que le fondement juridique de leurs allégations concernant le maintien en application des 18 droits était identique à celui de leurs allégations concernant les 52 déterminations, les arguments des États-Unis relatifs aux allégations des CE concernant les 52 déterminations répondent également aux allégations des CE concernant le maintien en application des 18 droits. De plus, ils appellent l'attention du Groupe spécial sur les arguments de fond qu'ils ont présentés concernant l'allégation des CE au titre de l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC au sujet du maintien en application des 18 droits. Les Communautés européennes font observer que, lorsque les États-Unis ont eu l'intention d'incorporer des parties de leurs communications antérieures dans la présente procédure, ils l'ont fait de façon explicite. Toutefois, il n'y a aucune référence de ce type dans les communications des États-Unis qui rendrait leurs arguments relatifs aux 52 déterminations également applicables au maintien en application des 18 droits. Les Communautés européennes demandent donc au Groupe spécial de rejeter la demande des États-Unis.

6.41 Nous pensons comme les Communautés européennes que rien dans les communications des États-Unis n'indique que les arguments de ces derniers relatifs à l'allégation des CE concernant les 52 déterminations étaient également applicables aux allégations des CE concernant le maintien en application des 18 droits. En tout état de cause, nous rappelons que nous n'avons traité aucune des allégations des CE concernant le maintien en application des 18 droits puisque nous avons conclu que cette mesure ne relevait pas de notre mandat. Nous avons toutefois modifié le paragraphe 7.80 pour rendre compte des arguments des États-Unis relatifs à l'allégation des CE au titre de l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC concernant le maintien en application des 18 droits.

6.42 Les États-Unis ont également demandé que nous supprimions le paragraphe 6.78 de notre rapport intérimaire parce qu'il ne rendait pas compte des arguments qu'ils avaient présentés concernant l'allégation des CE au titre de l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC. Les Communautés européennes ont exprimé leur désaccord et fait valoir que le Groupe spécial devrait uniquement modifier ce paragraphe pour rendre compte des arguments des États-Unis à cet égard. Ayant résumé les arguments des États-Unis dans le nouveau paragraphe 7.80 de notre rapport, nous avons supprimé le paragraphe 6.78 de notre rapport intérimaire.

6.43 Treizièmement, les États-Unis demandent au Groupe spécial de remplacer le mot "admettent" par "reconnaissent" dans la deuxième phrase du paragraphe 7.88 parce qu'ils n'ont pas admis que la réduction à zéro selon les modèles dans les enquêtes était incompatible avec les règles de l'OMC, ils ont simplement pris acte des constatations formulées par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux V* et ont reconnu que le même raisonnement était applicable à l'allégation formulée par les CE en l'espèce. Pour les mêmes raisons, ils demandent au Groupe spécial de modifier les paragraphes 7.105 et 7.120 du rapport. Les Communautés européennes s'opposent à la demande des États-Unis. Elles notent qu'ils n'ont pas contesté l'incompatibilité de la réduction à zéro selon les modèles dans les enquêtes avec les règles de l'OMC et ont reconnu que le raisonnement de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux V* était "pareillement applicable" en ce qui concernait les allégations formulées par les CE en l'espèce.

6.44 Nous avons modifié les paragraphes 7.88, 7.105 et 7.120 afin de décrire avec plus d'exactitude la position des États-Unis en ce qui concerne la compatibilité de la réduction à zéro selon les modèles dans les enquêtes avec les règles de l'OMC.

6.45 Quatorzièmement, les États-Unis demandent que trois modifications soient apportées au paragraphe 7.123 de notre rapport de façon à ce qu'il soit mieux rendu compte de leurs arguments concernant la réduction à zéro dans les réexamens périodiques. Les Communautés européennes ne se sont pas opposées à cette demande et nous avons apporté les modifications demandées.

6.46 Quinzièmement, les États-Unis font valoir que la dernière phrase du paragraphe 7.127 ne rend pas compte avec exactitude de leur position concernant la compatibilité de la réduction à zéro selon les modèles dans les enquêtes avec les règles de l'OMC et ils demandent au Groupe spécial de modifier la phrase mentionnée. Les Communautés européennes ne se sont pas opposées à cette demande et nous avons modifié la phrase en cause afin de mieux rendre compte de la position des États-Unis.

6.47 Seizièmement, les États-Unis demandent au Groupe spécial d'apporter trois modifications au paragraphe 7.129 de notre rapport afin de rendre compte avec plus d'exactitude de leurs arguments. Les Communautés européennes ne se sont pas opposées à cette demande et nous avons apporté les modifications demandées au paragraphe 7.129.

6.48 Dix-septièmement, les États-Unis demandent au Groupe spécial d'apporter des modifications aux paragraphes 7.159 et 7.161 de façon à mieux décrire la méthode de calcul utilisée par l'USDOC dans les réexamens périodiques. Les Communautés européennes ne se sont pas opposées à cette demande et nous avons apporté les modifications demandées.

6.49 Dix-huitièmement, les États-Unis demandent qu'une modification soit apportée au paragraphe 7.162 de notre rapport pour rendre compte avec plus d'exactitude du fondement de l'un des aspects du raisonnement mené par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)*. Plus spécifiquement, ils s'élèvent contre l'utilisation de l'expression "produit considéré dans son ensemble" et estiment que, parce que l'Organe d'appel ne s'est pas appuyé sur cette expression dans la décision mentionnée, le Groupe spécial devrait lui aussi s'abstenir de le faire. Les Communautés européennes s'opposent à la demande des États-Unis. Elles sont d'avis que, parce que dans l'affaire *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)* l'Organe d'appel a bien utilisé la notion de "produit considéré dans son ensemble" dans son raisonnement, le Groupe spécial peut lui aussi l'utiliser lorsqu'il se réfère à la décision de l'Organe d'appel. À l'appui de cette affirmation, elles se réfèrent à des paragraphes de la décision de l'Organe d'appel autres que ceux qui sont cités au paragraphe 7.162 de notre rapport. Au paragraphe 7.162 de notre rapport, nous citons des paragraphes spécifiques de la décision de l'Organe d'appel en cause dans lesquels la notion de "produit considéré dans son ensemble" n'est pas, à proprement parler, mentionnée. Nous avons donc modifié le paragraphe 7.162 afin de rendre compte avec plus d'exactitude de la décision de l'Organe d'appel à cet égard.

6.50 Dix-neuvièmement, les États-Unis demandent au Groupe spécial de modifier la troisième phrase du paragraphe 7.180 afin de préciser que la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral peuvent être assurées si les groupes spéciaux procèdent à une évaluation objective et n'accroissent ni ne diminuent les droits et obligations des Membres. D'après les États-Unis, "assurer la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral" n'est pas une chose distincte de "ne pas accroître ni diminuer les droits et obligations des Membres". Les Communautés européennes estiment que le Groupe spécial devrait rejeter la demande des États-Unis. Elles considèrent que la déclaration faite dans la phrase en cause est correcte. Nous estimons que, bien que la proposition voulant que, lorsque les groupes spéciaux n'accroissent ni ne diminuent les droits et obligations des Membres, la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral s'en trouvent assurées soit vraie d'une manière générale, elle ne peut pas se dégager du texte du Mémorandum d'accord. Par ailleurs, nous ne pensons pas que la modification demandée par les États-Unis clarifierait notre raisonnement ou faciliterait le règlement du présent différend. Nous rejetons donc la demande des États-Unis.

6.51 Vingtièmement, les États-Unis soutiennent que le Groupe spécial devrait modifier la déclaration qu'il fait au paragraphe 7.194 pour indiquer qu'il n'apparaissait pas clairement si les marges de dumping passées sur lesquelles s'étaient appuyées les autorités chargées de l'enquête dans le réexamen à l'extinction en cause dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion* avaient été calculées d'une manière incompatible avec l'article 2.4 de l'Accord antidumping. Les Communautés européennes ne se sont pas opposées à cette demande et nous avons modifié le paragraphe 7.194 afin de rendre compte avec plus d'exactitude des faits relatifs au réexamen à l'extinction en cause dans le différend mentionné.

6.52 Vingt et unièmement, les États-Unis estiment que le Groupe spécial devrait modifier la troisième phrase du paragraphe 8.4 ci-après afin de mieux décrire l'argument des États-Unis concernant la suggestion que les Communautés européennes demandent au Groupe spécial de formuler. Celles-ci ne se sont pas opposées à cette demande et nous avons apporté la modification demandée afin de mieux rendre compte de l'argument des États-Unis.

6.53 Nous avons également corrigé, dans notre rapport intérimaire, quelques erreurs mineures signalées par les États-Unis.

VII. CONSTATATIONS

A. PRINCIPES PERTINENTS CONCERNANT LE CRITÈRE D'EXAMEN, L'INTERPRÉTATION DES TRAITÉS ET LA CHARGE DE LA PREUVE

1. Critère d'examen

7.1 L'article 11 du Mémorandum d'accord, qui énonce le critère d'examen pour les groupes spéciaux de l'OMC d'une manière générale, prescrit que ces derniers procèdent à une "évaluation objective de la question", obligation qui s'applique à tous les aspects, tant factuels que juridiques, de l'examen de la "question" par un groupe spécial.[24]

7.2 L'article 17.6 de l'Accord antidumping énonce le critère d'examen spécial qui s'applique à la procédure de règlement des différends relevant de cet accord. Cette disposition est libellée comme suit:

> "Lorsqu'il examinera la question visée au paragraphe 5:
>
> i) dans son évaluation des faits de la cause, le groupe spécial déterminera si l'établissement des faits par les autorités était correct et si leur évaluation de ces faits était impartiale et objective. Si l'établissement des faits était correct et que l'évaluation était impartiale et objective, même si le groupe spécial est arrivé à une conclusion différente, l'évaluation ne sera pas infirmée;
>
> ii) le groupe spécial interprétera les dispositions pertinentes de l'Accord conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international

[24] L'article 11 du Mémorandum d'accord dispose notamment ce qui suit:
"La fonction des groupes spéciaux est d'aider l'ORD à s'acquitter de ses responsabilités au titre du présent mémorandum d'accord et des accords visés. En conséquence, un groupe spécial devrait procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris une évaluation objective des faits de la cause, de l'applicabilité des dispositions des accords visés pertinents et de la conformité des faits avec ces dispositions, et formuler d'autres constatations propres à aider l'ORD à faire des recommandations ou à statuer ainsi qu'il est prévu dans les accords visés."

> public. Dans les cas où le groupe spécial constatera qu'une disposition pertinente de l'Accord se prête à plus d'une interprétation admissible, le groupe spécial constatera que la mesure prise par les autorités est conforme à l'Accord si elle repose sur l'une de ces interprétations admissibles."

Ainsi, lus conjointement, l'article 11 du Mémorandum d'accord et l'article 17.6 de l'Accord antidumping établissent le critère d'examen que nous devons appliquer en ce qui concerne les aspects tant factuels que juridiques du présent différend.

2. Règles d'interprétation des traités

7.3 L'article 3:2 du Mémorandum d'accord dispose que le système de règlement des différends a pour objet de clarifier les dispositions des accords visés "conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public". Il est généralement admis que ces règles coutumières sont énoncées aux articles 31 et 32 de la *Convention de Vienne sur le droit des traités* (la "*Convention de Vienne*"). L'article 31 1) de la *Convention de Vienne* dispose ce qui suit:

> "Un traité doit être interprété de bonne foi suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but."

7.4 Dans le contexte des différends relevant de l'Accord antidumping, l'Organe d'appel a déclaré ce qui suit:

> "La *première* phrase de [l']article [17.6 ii)], très semblable à l'article 3:2 du Mémorandum d'accord, dispose que les *groupes spéciaux* "interpréter[ont]" les dispositions de l'*Accord antidumping* "conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public". De telles règles coutumières sont consacrées dans les articles 31 et 32 de la *Convention de Vienne sur le droit des traités* ("*Convention de Vienne*"). Il est clair que cet aspect de l'article 17.6 ii) n'entraîne aucun "conflit" avec le Mémorandum d'accord mais, plutôt, confirme que les règles habituelles d'interprétation des traités mentionnées dans le Mémorandum d'accord s'appliquent aussi à l'*Accord antidumping*. ...
>
> La *deuxième* phrase de l'article 17.6 ii) ... *présuppose* que l'application des règles d'interprétation des traités énoncées aux articles 31 et 32 de la *Convention de Vienne* pourrait donner lieu à au moins deux interprétations de certaines dispositions de l'*Accord antidumping* qui, au regard de cette convention, seraient toutes deux des "interprétations *admissibles*". En pareil cas, une mesure est réputée conforme à l'*Accord antidumping* "si elle repose sur l'une de ces interprétations admissibles."[25] (italique dans l'original)

7.5 Ainsi, dans le cadre de l'Accord antidumping, les mêmes règles d'interprétation des traités s'appliquent comme dans les autres différends, à ceci près que l'article 17.6 ii) dispose explicitement que, si nous constatons qu'il y a plus d'une interprétation admissible d'une disposition de l'Accord antidumping, nous sommes tenus de confirmer le bien-fondé d'une mesure qui repose sur l'une de ces interprétations.

[25] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon* ("*États-Unis – Acier laminé à chaud*"), WT/DS184/AB/R, adopté le 23 août 2001, paragraphes 57 et 59.

3. Charge de la preuve

7.6 Dans le cadre du règlement des différends à l'OMC, il incombe à la partie qui allègue qu'il y a violation d'une disposition de l'Accord sur l'OMC par un autre Membre d'établir et de prouver son allégation.[26] Les Communautés européennes, en tant que partie plaignante, doivent donc fournir des éléments *prima facie* indiquant qu'il y a violation des dispositions pertinentes des accords en cause, que les États-Unis doivent réfuter. Nous notons aussi qu'il incombe généralement à chaque partie qui affirme un fait, qu'elle soit plaignante ou défenderesse, d'en apporter la preuve.[27] Il s'ensuit qu'il incombe aussi aux États-Unis de fournir des éléments de preuve pour les faits qu'ils affirment. À cet égard, nous rappelons que les éléments *prima facie* sont ceux qui, en l'absence d'une réfutation effective de la part de l'autre partie, obligent un groupe spécial, en droit, à se prononcer en faveur de la partie qui présente ces éléments *prima facie*.

B. LES EXPRESSIONS "RÉDUCTION À ZÉRO SELON LES MODÈLES" ET "RÉDUCTION À ZÉRO SIMPLE"

7.7 Le présent différend concerne l'application dans certaines procédures antidumping d'une certaine méthode que les Communautés européennes appellent "réduction à zéro". Cette méthode particulière, qui est utilisée dans le calcul de la marge de dumping, ne prend pas en compte, selon les Communautés européennes, toutes les transactions à l'exportation. Plus spécifiquement, les Communautés européennes contestent l'utilisation de la méthode de la réduction à zéro dans trois contextes différents. Premièrement, elles contestent l'utilisation de la réduction à zéro dans le contexte des enquêtes dans lesquelles la valeur normale moyenne pondérée ("MP") est comparée au prix à l'exportation moyen pondéré pour différents modèles du produit considéré et dans lesquelles ces résultats par modèle sont ensuite agrégés dans le calcul de la marge pour le produit considéré. Elles appellent cette méthode "réduction à zéro selon les modèles". Deuxièmement, les Communautés européennes contestent l'utilisation de la réduction à zéro dans les réexamens périodiques dans lesquels la valeur normale MP est comparée avec les transactions à l'exportation prises individuellement. Elles appellent cette méthode "réduction à zéro simple". Enfin, les Communautés européennes contestent l'utilisation, dans les réexamens à l'extinction, de marges de dumping calculées au moyen de la réduction à zéro selon les modèles dans des enquêtes antérieures et/ou au moyen de la réduction à zéro simple dans des réexamens périodiques antérieurs.

7.8 Nous notons que les termes employés par les Communautés européennes pour décrire différentes méthodes de calcul ne figurent pas dans l'Accord antidumping ni dans le GATT de 1994. Nous notons aussi, cependant, que ces termes ont été employés par des groupes spéciaux antérieurs et par l'Organe d'appel pour décrire les mesures spécifiques en cause dans ces différends. Nous emploierons donc nous aussi les mêmes termes pour décrire les méthodes en cause en l'espèce. Nous tenons toutefois à souligner que l'emploi de ces termes répond uniquement à un souci de commodité et ne préjuge pas de notre évaluation de la compatibilité des mesures en cause avec les règles de l'OMC.

C. MANDAT

7.9 Les Communautés européennes ne formulent aucune allégation "en tant que tel" dans le présent différend.[28] Autrement dit, elles ne contestent pas la compatibilité de la méthode de la réduction à zéro en soi avec les règles de l'OMC. Toutes les allégations des CE sont des allégations

---

[26] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde* ("*États-Unis – Chemises et blouses de laine*"), WT/DS33/AB/R et Corr.1, adopté le 23 mai 1997.

[27] *Ibid.*

[28] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 2.

"tel qu'appliqué", c'est-à-dire qu'elles concernent le recours à la méthode de la réduction à zéro en relation avec certains droits antidumping ou dans certaines procédures antidumping. Les allégations des CE se rapportent à deux séries de mesures adoptées par les États-Unis:

> "Premièrement, les Communautés européennes contestent l'application ou le maintien en application des droits antidumping spécifiques résultant des 18 ordonnances antidumping énumérées dans l'annexe de la demande d'établissement d'un groupe spécial, tels qu'ils ont été calculés ou maintenus en place à la suite du réexamen administratif le plus récent ou, selon le cas, de la procédure initiale ou de la procédure de réexamen pour changement de circonstances ou de réexamen à l'extinction, car ces droits antidumping sont calculés et maintenus en place à un niveau dépassant la marge de dumping qui résulterait de l'application correcte de l'Accord antidumping.
>
> Deuxièmement, les Communautés européennes contestent l'application de la réduction à zéro (c'est-à-dire le recours soit à la technique de la réduction à zéro selon les modèles soit à la technique de la réduction à zéro simple) telle qu'elle est appliquée dans 52 procédures antidumping, y compris les procédures initiales, les procédures de réexamen administratif et les procédures de réexamen à l'extinction énumérées dans l'annexe de la demande d'établissement d'un groupe spécial."[29] (non souligné dans l'original)

7.10 Les États-Unis soulèvent trois exceptions préliminaires concernant les allégations que les Communautés européennes formulent au sujet de certaines mesures et ils demandent au Groupe spécial de constater que ces allégations ne relèvent pas de son mandat. Notre évaluation en ce qui concerne chacune de ces trois exceptions préliminaires est exposée ci-après.

1. Mesures non incluses dans la demande de consultations des Communautés européennes

a) Arguments des parties

i) États-Unis

7.11 Les États-Unis font valoir que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE indique des mesures qui ne sont pas incluses dans leur demande de consultations. À cet égard, ils contestent deux séries de mesures. Premièrement, les États-Unis soutiennent que la demande de consultations des CE ne mentionne pas le maintien en application de l8 droits antidumping spécifiques. Deuxièmement, ils font valoir que certaines des 52 mesures qui représentent des cas spécifiques d'application de la méthode de la réduction à zéro n'ont pas été incluses dans la demande de consultations des CE. Plus précisément, ils rappellent que la demande initiale de consultations des CE[30] se limitait à 38 mesures spécifiques, à savoir 33 réexamens périodiques, quatre enquêtes initiales et un réexamen à l'extinction. Dans leur demande de consultations additionnelles[31], les CE ont ajouté deux autres réexamens périodiques dont l'un était alors en cours. Or, dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial, elles indiquent 52 mesures, ajoutant 14 mesures aux 38 qui avaient fait l'objet des consultations. Les 14 nouvelles mesures consistaient en sept réexamens à l'extinction finals et à trois réexamens à l'extinction alors en cours ainsi qu'en trois réexamens périodiques finals et un réexamen périodique alors en cours.

7.12 Les États-Unis notent qu'aux termes de l'article 7:1 du Mémorandum d'accord, c'est la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la partie plaignante qui détermine le

[29] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 34 et 35.
[30] WT/DS350/1.
[31] WT/DS350/1/Add.1.

mandat d'un groupe spécial. L'article 4:7 du Mémorandum d'accord stipule néanmoins que le Membre plaignant peut demander l'établissement d'un groupe spécial uniquement en ce qui concerne les mesures qui ont fait l'objet de consultations entre les parties. En outre, les États-Unis notent que l'article 4:4 du Mémorandum d'accord dispose que la demande de consultations doit indiquer les mesures spécifiques en cause. Selon eux, il y a clairement une progression entre les mesures examinées lors des consultations et celles qui apparaissent dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. À cet égard, les États-Unis sont confortés par la constatation de l'Organe d'appel dans l'affaire *Brésil – Aéronefs* selon laquelle "les articles 4 et 6 du Mémorandum d'accord ... définissent un processus selon lequel une partie plaignante doit demander des consultations, et des consultations doivent avoir lieu, avant qu'une question puisse être portée devant l'ORD en vue de l'établissement d'un groupe spécial".[32] Les États-Unis sont d'avis que la question qui détermine le mandat d'un groupe spécial, dans le contexte aussi bien du Mémorandum d'accord que de l'article 17.3 à 17.5 de l'Accord antidumping, est celle qui est soulevée dans les demandes de consultations et d'établissement d'un groupe spécial présentées par la partie plaignante. Par conséquent, des mesures qui n'ont pas été indiquées dans la demande de consultations ne peuvent pas être introduites ultérieurement dans le champ d'un différend au moyen de la demande d'établissement d'un groupe spécial.

7.13 Sur la base de ce raisonnement, les États-Unis demandent que le Groupe spécial décide que 14 des 52 mesures mentionnées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE, ainsi que la mesure appelée "application ou maintien en application des 18 droits antidumping", indiquée pour la première fois dans ladite demande d'établissement d'un groupe spécial, ne relèvent pas de son mandat, et qu'il s'abstienne de formuler des constatations au sujet de ces mesures.

ii) Communautés européennes

7.14 Les Communautés européennes notent que l'objet du présent différend a été désigné comme étant le "maintien en existence et en application de la méthode de la réduction à zéro" dans leur demande de consultations et est resté inchangé par la suite. Leur demande de consultations fait référence au pays et au produit concernés en mentionnant les 18 droits antidumping dont les États-Unis font valoir qu'ils ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial. Elle cite en outre, avec référence au pays et au produit concernés, les procédures antidumping spécifiques dans le cadre desquelles la méthode de la réduction à zéro contestée a été utilisée par l'USDOC. La description donnée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE suit la même approche, qui consiste à indiquer à la fois le maintien en application des 18 droits antidumping et les procédures spécifiques dans le cadre desquelles la réduction à zéro a été utilisée, avec référence au pays et au produit en cause.

7.15 Les Communautés européennes reconnaissent que certaines des procédures antidumping spécifiques indiquées dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial n'apparaissaient pas dans leur demande de consultations. Elles affirment cependant que ces mesures n'en relèvent pas moins du mandat du Groupe spécial. Selon elles, tant que les demandes de consultations et d'établissement d'un groupe spécial concernent essentiellement la même question, les articles 4 et 6 du Mémorandum d'accord, tels qu'ils sont interprétés dans la jurisprudence pertinente, n'exigent pas que les mesures indiquées dans ces deux documents soient les mêmes. Étant donné que les mesures indiquées dans leur demande de consultations et les 14 mesures indiquées dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial sont définies par référence aux pays et aux produits pertinents, les Communautés européennes soutiennent que ces mesures concernent essentiellement la même question. En outre, elles affirment que les 14 mesures en cause relèvent du mandat du Groupe spécial car elles ont un rapport direct avec les mesures énumérées dans la demande de consultations. Selon elles, par conséquent, leurs allégations portant sur les 14 mesures qui apparaissent pour la première fois dans

[32] Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs* ("*Brésil – Aéronefs*"), WT/DS46/AB/R, adopté le 20 août 1999, paragraphe 131.

leur demande d'établissement d'un groupe spécial et les allégations concernant le maintien en application des 18 droits antidumping relèvent du mandat du Groupe spécial.

b) Évaluation par le Groupe spécial

7.16 La demande de décision préliminaire présentée par les États-Unis au sujet des mesures dont il est allégué qu'elles ne sont pas indiquées dans la demande de consultations des CE concerne deux séries de mesures: a) les 14 procédures antidumping spécifiques additionnelles, et b) le maintien en application des 18 droits antidumping. Nous présentons ci-dessous notre évaluation de la demande des États-Unis concernant ces deux séries de mesures, respectivement.

i) Les 14 procédures antidumping additionnelles

7.17 Il n'y a pas de désaccord entre les parties sur le fait que 14 procédures antidumping spécifiques qui étaient indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE n'avaient pas été indiquées dans la demande de consultations de ces dernières. Les États-Unis font valoir que les allégations portant sur les mesures qui n'ont pas été indiquées dans la demande de consultations des CE ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial. Les Communautés européennes font valoir que leurs allégations concernant les 14 procédures en cause relèvent du mandat du Groupe spécial parce que leurs demandes de consultations et d'établissement d'un groupe spécial portent essentiellement sur la même question, à savoir le maintien en existence et en application de la méthode de la réduction à zéro. Elles soutiennent que leurs allégations concernant les 14 procédures relèvent aussi du mandat du Groupe spécial parce que ces 14 procédures ont un rapport direct avec les 38 procédures indiquées dans leur demande de consultations.

7.18 Puisqu'il n'est pas contesté sur le plan factuel que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE fait référence à 14 procédures qui n'ont pas été indiquées dans la demande de consultations de ces dernières, la question à trancher à cet égard est la mesure dans laquelle la demande de consultations des CE a une incidence sur notre mandat. Autrement dit, la question fondamentale est de savoir si le fait que certaines mesures n'ont pas été indiquées dans la demande de consultations des CE nous empêche d'examiner les allégations formulées par les CE dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial en relation avec ces mesures. Si nous constatons que les allégations portant sur les mesures qui n'ont pas été indiquées dans la demande de consultations des CE ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial, nous nous abstiendrons d'examiner ces allégations. Dans le cas contraire, nous devrons les examiner.

7.19 Nous notons que, conformément à l'article 7:1 du Mémorandum d'accord, le mandat d'un groupe spécial est régi par la question portée devant l'ORD dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le membre plaignant.[33] L'article 6:2 du Mémorandum d'accord énonce les prescriptions applicables aux demandes d'établissement d'un groupe spécial:

> "La demande d'établissement d'un groupe spécial sera présentée par écrit. Elle précisera si des consultations ont eu lieu, indiquera les mesures spécifiques en cause et contiendra un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème. Dans le cas où la partie requérante demande l'établissement d'un groupe spécial dont le mandat diffère du mandat type, sa demande écrite contiendra le texte du mandat spécial proposé."

[33] Le fait que le mandat d'un groupe spécial est déterminé par la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le membre plaignant est une règle bien établie du mécanisme de règlement des différends de l'OMC. Voir, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne* ("*États-Unis – Acier au carbone*"), WT/DS213/AB/R, adopté le 19 décembre 2002, paragraphe 124.

Par conséquent, aux termes de l'article 6:2, une demande d'établissement d'un groupe spécial doit indiquer *les mesures spécifiques en cause* et doit contenir un *bref exposé du fondement juridique de la plainte*. Ensemble, ces deux éléments constituent la "question portée devant l'ORD", laquelle sert de fondement au mandat du groupe spécial, en vertu de l'article 7:1 du Mémorandum d'accord. Il importe que la demande d'établissement d'un groupe spécial soit suffisamment claire pour deux raisons. Premièrement, elle définit la portée du différend. Deuxièmement, elle contribue à la *régularité de la procédure* en informant les parties et les tierces parties de la nature de la requête du plaignant.[34]

7.20 La demande de décision préliminaire présentée par les États-Unis concerne l'importance que peut avoir, le cas échéant, la demande de consultations d'une partie plaignante, sur le mandat d'un groupe spécial. Nous notons d'une manière générale que le Mémorandum d'accord ne contient pas de disposition qui traite de cette question précise. Les parties pertinentes de l'article 4 du Mémorandum d'accord, intitulé "Consultations", disposent ce qui suit:

"*Article 4*

Consultations

...

4. ... Toute demande de consultations sera déposée par écrit et motivée; elle comprendra une indication des mesures en cause et du fondement juridique de la plainte.

7. Si les consultations n'aboutissent pas à un règlement du différend dans les 60 jours suivant la date de réception de la demande de consultations, la partie plaignante pourra demander l'établissement d'un groupe spécial. Elle pourra faire cette demande dans le délai de 60 jours si les parties qui ont pris part aux consultations considèrent toutes que celles-ci n'ont pas abouti à un règlement du différend." (non souligné dans l'original)

7.21 Les parties pertinentes de l'article 17 de l'Accord antidumping, qui contient des dispositions parallèles concernant les consultations entre les Membres de l'OMC au sujet des questions soulevées au titre de l'accord mentionné, disposent ce qui suit:

"*Article 17*

Consultations et règlement des différends

17.1 Sauf disposition contraire du présent accord, le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends est applicable aux consultations et au règlement des différends dans le cadre du présent accord.

...

17.3 Dans le cas où un Membre considère qu'un avantage résultant pour lui directement ou indirectement du présent accord se trouve annulé ou compromis, ou que la réalisation de l'un de ses objectifs est entravée, par un autre ou d'autres Membres, il pourra, en vue d'arriver à un règlement mutuellement satisfaisant de la question, demander par écrit à tenir des consultations avec le ou les Membres en

[34] Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Mesures visant la noix de coco desséchée* ("*Brésil – Noix de coco desséchée*"), WT/DS22/AB/R, adopté le 20 mars 1997, page 23.

> question. Chaque Membre examinera avec compréhension toute demande de consultations formulée par un autre Membre.
>
> 17.4 Dans le cas où le Membre qui a demandé l'ouverture de consultations considère que les consultations au titre des dispositions du paragraphe 3 n'ont pas permis d'arriver à une solution mutuellement convenue et où les autorités compétentes du Membre importateur ont pris des mesures de caractère final en vue de percevoir des droits antidumping définitifs ou d'accepter des engagements en matière de prix, ledit Membre pourra porter la question devant l'Organe de règlement des différends ("ORD"). Lorsqu'une mesure provisoire a une incidence notable et que le Membre qui a demandé des consultations estime que l'adoption de cette mesure est contraire aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 7, ce Membre pourra également porter la question devant l'ORD.
>
> 17.5 L'ORD, à la demande de la partie plaignante, établira un groupe spécial ("panel") qu'il chargera d'examiner la question, en se fondant:
>
> i) sur un exposé écrit dans lequel le Membre dont émane la demande indiquera comment un avantage résultant pour lui directement ou indirectement du présent accord s'est trouvé annulé ou compromis, ou comment la réalisation des objectifs de l'Accord est entravée, et
>
> ii) sur les faits communiqués conformément aux procédures internes appropriées aux autorités du Membre importateur.
>
> ..." (non souligné dans l'original)

L'article 4:4 du Mémorandum d'accord dispose qu'une demande de consultations doit indiquer les mesures en cause et le fondement juridique de la plainte. L'article 4:7 du Mémorandum d'accord, quant à lui, stipule que si les parties ne parviennent pas à régler le différend dans les 60 jours suivant la date de réception de la demande de consultations, le Membre plaignant pourra demander l'établissement d'un groupe spécial. L'article 17.1 de l'Accord antidumping dispose que le Mémorandum d'accord est applicable aux consultations et au règlement des différends introduits dans le cadre de l'Accord antidumping. Aux termes de l'article 17.3 de l'Accord antidumping, dans le cas où un Membre considère qu'un avantage résultant pour lui directement ou indirectement de l'Accord mentionné se trouve annulé ou compromis, ou que la réalisation de l'un de ses objectifs est entravée par un autre Membre, il pourra demander à tenir des consultations avec le Membre concerné. L'article 17.4 dispose que, dans le cas où les parties ne parviennent pas à régler le différend par voie de consultations, le Membre plaignant pourra porter la question devant l'ORD afin qu'un groupe spécial soit établi. Enfin, l'article 17.5 stipule que, dans une telle situation, l'ORD établira un groupe spécial pour régler le différend.

7.22 Les dispositions citées ci-dessus ne traitent pas directement de la question de savoir s'il est interdit à un Membre plaignant de formuler des allégations au sujet de mesures indiquées dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial mais non dans sa demande de consultations. L'article 6:2, intitulé "Établissement de groupes spéciaux", dispose qu'une demande d'établissement d'un groupe spécial doit mentionner si des consultations ont eu lieu, mais ne stipule pas que la portée de la demande de consultations limite la portée des allégations qui pourront être formulées ultérieurement devant un groupe spécial. L'article 4:7 du Mémorandum d'accord dispose que si les parties ne parviennent pas à régler "le différend" dans un délai de 60 jours, le Membre plaignant pourra demander l'établissement d'un groupe spécial. De même, l'article 17.4 de l'Accord antidumping dispose que dans le cas d'un échec des consultations, le Membre plaignant ne pourra porter "la question" devant l'ORD. Ces dispositions, à notre avis, étayent l'argument selon lequel tant

que la demande de consultations et la demande d'établissement d'un groupe spécial concernent la même question, ou le même différend, les allégations formulées au sujet des mesures indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Membre plaignant relèveraient du mandat d'un groupe spécial même si ces mesures précises n'étaient pas indiquées dans la demande de consultations.

7.23 Nous notons que la présente question s'est aussi posée dans quelques différends précédents et que notre raisonnement en l'espèce est étayé par le raisonnement que les groupes spéciaux et l'Organe d'appel ont tenu dans le cadre de ces différends. Dans l'affaire *Canada – Aéronefs*, le Groupe spécial a estimé dans son raisonnement que tant que les demandes de consultations et d'établissement d'un groupe spécial faisaient référence au "même différend", les allégations se rapportant à ce différend relevaient de son mandat.[35] Selon ce groupe spécial, cette façon de procéder respecterait les droits du défendeur à une procédure régulière tout en reconnaissant que la nature du différend pourrait changer entre les consultations et l'établissement d'un groupe spécial.[36] Il s'ensuit que la portée d'une demande de consultations et celle d'une demande d'établissement d'un groupe spécial ne doivent pas nécessairement être identiques. Le Groupe spécial *Brésil – Aéronefs* a aussi suivi ce raisonnement. Il a souligné le fait que le mandat d'un groupe spécial de l'OMC était régi par la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Membre plaignant, par opposition à la demande de consultations de ce dernier.[37] Tout en reconnaissant que le Membre plaignant devrait demander l'établissement d'un groupe spécial pour le même différend que celui qui a fait l'objet de consultations, le Groupe spécial *Brésil – Aéronefs* a estimé dans son raisonnement que cela n'exigeait pas que la question ayant fait l'objet de consultations et celle au sujet de laquelle l'établissement d'un groupe spécial était demandé soient exactement identiques.[38] En appel, l'Organe d'appel a confirmé le

---

[35] Le Groupe spécial *Canada – Aéronefs* a dit ce qui suit:

"En conséquence, notre mandat est déterminé par le document WT/DS70/2, c'est-à-dire la demande d'établissement du Groupe spécial présentée par le Brésil. Ce document mentionne expressément les "financements ... accordés par la Société pour l'expansion des exportations ...". Ainsi, en principe, les "financements" accordés par la SEE entrent dans notre domaine de compétence. Comme indiqué plus haut, ils n'entreraient pas dans notre domaine de compétence uniquement s'ils ne faisaient pas partie du "différend" pour lequel le Brésil a demandé des consultations. À notre avis, le Brésil a demandé des consultations pour un "différend" concernant des subventions à l'exportation prohibées qui seraient accordées à l'industrie canadienne des aéronefs civils par la SEE, entre autres. Ce "différend" est aussi l'objet de la demande d'établissement du présent Groupe spécial présentée par le Brésil. Comme les "financements" de la SEE qui sont indiqués dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil faisaient partie du même "différend" que celui pour lequel des consultations ont été demandées, nous constatons que les "financements" de la SEE entrent dans le domaine de compétence du Groupe spécial." (non souligné dans l'original)

Rapport du Groupe spécial *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils* ("*Canada – Aéronefs*"), WT/DS70/R, adopté le 20 août 1999, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS70/AB/R, paragraphe 9.14.

[36] *Ibid.*, paragraphe 9.12.

[37] Le Groupe spécial *Brésil – Aéronefs* a dit ce qui suit:

"Nous rappelons que notre mandat est fondé sur la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada et non sur sa demande de consultations. Ce mandat a été établi par l'ORD conformément à l'article 7:1 du Mémorandum d'accord et il définit les paramètres de nos travaux. Rien dans le texte du Mémorandum d'accord ou de l'article 4 de l'Accord SMC ne dit que la portée des travaux d'un groupe spécial est régie par la portée des consultations préalables." (note de bas de page omise, non souligné dans l'original)

Rapport du Groupe spécial *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs* ("*Brésil – Aéronefs*"), WT/DS46/R, adopté le 20 août 1999, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS46/AB/R, paragraphe 7.9.

[38] "Par conséquent, nous considérons qu'un groupe spécial peut examiner si des consultations ont été tenues au sujet d'un "différend", et qu'une exception préliminaire peut légitimement

raisonnement du Groupe spécial et a réaffirmé le fait que le Mémorandum d'accord n'exigeait pas que les mesures indiquées dans la demande de consultations du Membre plaignant et celles que ce dernier avait indiquées dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial soient exactement identiques.[39]

7.24 Les États-Unis soutiennent que la décision rendue par l'Organe d'appel dans l'affaire *Brésil – Aéronefs* n'est pas pertinente pour la question présentée en l'espèce. À leur avis, alors que dans l'affaire *Brésil – Aéronefs* les nouvelles mesures étaient des instruments réglementaires qui entraînaient périodiquement la promulgation à nouveau de mesures identiques, les mesures ajoutées à la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE en l'espèce sont des déterminations nouvelles et juridiquement distinctes faites par l'USDOC. Bien qu'elles concernent les mêmes produits originaires des mêmes pays, les 14 nouvelles mesures résultaient de procédures qui étaient indépendantes de celles qui sont indiquées dans la demande de consultations des CE.[40]

7.25 À notre avis, la question de savoir si les nouvelles mesures ont été prises dans le cadre de procédures qui, selon la législation des États-Unis, sont indépendantes les unes des autres n'est qu'une considération pertinente pour ce qui est de décider si ces nouvelles mesures relèvent de notre mandat. Nous notons que les 14 et 38 mesures concernent différentes déterminations se rapportant aux mêmes produits originaires des mêmes pays. En outre, ces deux groupes de mesures entraînent l'utilisation alléguée de la même méthode, à savoir la réduction à zéro, qui est le point essentiel des allégations que les CE nous ont présentées. Quant à la formulation des allégations des CE, il n'y a strictement aucune différence entre ces deux séries de mesures. Autrement dit, les allégations formulées par les Communautés européennes au sujet des 38 et 14 mesures en cause sont identiques. Les États-Unis ne contestent pas cette similitude des allégations. Dans notre évaluation de la demande de décision préliminaire présentée par les États-Unis, nous considérons que la similitude de fond entre les deux

---

être soulevée si une partie peut établir que les consultations requises n'ont pas été tenues au sujet d'un différend. Nous ne pensons toutefois pas que l'article 4:7 du Mémorandum d'accord ou l'article 4.4 de l'Accord SMC exigent que la question au sujet de laquelle les consultations ont été tenues et celle au sujet de laquelle l'établissement d'un groupe spécial a été demandé soient exactement identiques." (note de bas de page omise)

Rapport du Groupe spécial *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs* ("*Brésil – Aéronefs*"), WT/DS46/R, adopté le 20 août 1999, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS46/AB/R, paragraphe 7.10.

[39] "Nous ne pensons pas, toutefois, que les articles 4 et 6 du Mémorandum d'accord, ou les paragraphes 1 à 4 de l'article 4 de l'*Accord SMC*, exigent une *identité précise et exacte* des mesures spécifiques qui ont fait l'objet des consultations et des mesures spécifiques indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial ... Nous sommes persuadés que les mesures spécifiques en cause dans la présente affaire sont les subventions à l'exportation accordées par le Brésil pour les aéronefs régionaux au titre du PROEX. Des consultations ont eu lieu entre les parties sur ces subventions et ce sont ces mêmes subventions qui ont été portées devant l'ORD en vue de l'établissement d'un groupe spécial. Nous soulignons que les instruments réglementaires qui sont entrés en vigueur en 1997 et 1998 n'ont pas modifié l'essence des subventions à l'exportation pour les aéronefs régionaux au titre du PROEX." (note de bas de page omise, italique dans l'original, non souligné dans l'original)

Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Aéronefs*, *supra*, note 18, paragraphe 132. Nous notons aussi que les groupes spéciaux *Japon – Produits agricoles II*, *Mexique – Mesures antidumping visant le riz* et *États-Unis – Tôles en acier* ont aussi formulé des constatations similaires. Voir le rapport du Groupe spécial *Japon – Mesures visant les produits agricoles* ("*Japon – Produits agricoles II*"), WT/DS76/R, adopté le 19 mars 1999, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS76/AB/R, paragraphe 8.4 i); le rapport du Groupe spécial *Mexique – Mesures antidumping définitives visant la viande de bœuf et le riz, plainte concernant le riz* ("*Mexique – Mesures antidumping visant le riz*"), WT/DS295/R, adopté le 20 décembre 2005, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS295/AB/R, paragraphe 7.41; le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures antidumping et compensatoires appliquées aux tôles en acier en provenance de l'Inde* ("*États-Unis – Tôles en acier*"), WT/DS206/R, adopté le 29 juillet 2002, paragraphe 7.18.

[40] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 13.

séries de mesures en cause et le fait que ces mesures concernent le même pays et le même produit l'emportent sur le fait qu'elles représentent des déterminations indépendantes selon la législation des États-Unis.

7.26 Les États-Unis soutiennent que leurs arguments sur ce point sont étayés par le raisonnement de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Certains produits en provenance des CE*. Spécifiquement, ils citent les paragraphes 70 et 82 de ce rapport.[41] Or le raisonnement tenu par l'Organe d'appel dans cette affaire montre que ce dernier a effectué une analyse très détaillée de la relation entre les deux mesures en cause dans ledit différend et qu'il est arrivé à la conclusion que ces mesures n'étaient pas suffisamment liées pour permettre à la partie plaignante de formuler des allégations en relation avec la (nouvelle) mesure qui était indiquée pour la première fois dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial. Entre autres choses, l'Organe d'appel a analysé les différences concernant: a) la teneur des mesures[42], b) les organismes gouvernementaux qui avaient publié les mesures[43] et c) le lien juridique entre les mesures.[44]

7.27 Cependant, étant donné les similitudes frappantes entre les 14 nouvelles mesures et les 38 mesures indiquées dans la demande de consultations des CE, nous ne sommes pas d'avis que le raisonnement tenu par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Certains produits en provenance des CE* affaiblit notre raisonnement exposé ci-dessus.

7.28 Nous rappelons qu'il y a une similitude considérable entre les 38 mesures indiquées dans la demande de consultations des CE et celles qui sont apparues pour la première fois dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE. Ces deux séries de mesures portent sur les mêmes produits originaires des mêmes pays. Surtout, la nature juridique des allégations des CE concernant les 14 mesures additionnelles ne diffère en rien de celle des 38 mesures indiquées dans la demande de consultations des CE. Les 14 mesures ont entraîné le même type de méthode de réduction à zéro que les 38 mesures. Par conséquent, il est clair que la demande de consultations et la demande d'établissement d'un groupe spécial présentées par les CE font référence à la même question et au même différend. Nous rejetons donc la demande de décision préliminaire présentée par les États-Unis à cet égard et constatons que les 14 mesures en cause relèvent de notre mandat.

ii) Maintien en application des 18 droits antidumping

7.29 Nous rappelons qu'outre les 14 nouvelles mesures dont nous avons parlé, les États-Unis demandent aussi au Groupe spécial de constater que les allégations des CE concernant le maintien en application des 18 droits antidumping ne relèvent pas non plus de son mandat parce que cette mesure a été indiquée pour la première fois dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE. Les parties ne sont pas d'accord sur la question de savoir si le maintien en application des 18 droits antidumping était indiqué dans la demande de consultations des CE. Les États-Unis affirment que cette mesure a été indiquée pour la première fois dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE, tandis que celles-ci soutiennent qu'elle était aussi indiquée dans leur demande de consultations. Nous notons notre constatation exposée ci-après (paragraphe 6.59) selon laquelle les allégations des CE concernant le maintien en application des 18 droits antidumping ne relèvent pas de notre mandat parce que cette prétendue mesure ne satisfait pas à la prescription de spécificité énoncée à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Nous n'avons donc pas besoin

[41] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 59 et 60; deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 11.

[42] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures à l'importation de certains produits en provenance des Communautés européennes* ("*États-Unis – Certains produits en provenance des CE*"), WT/DS165/AB/R, adopté le 10 janvier 2001, paragraphe 74.

[43] *Ibid.*, paragraphe 75.

[44] *Ibid.*, paragraphes 76 et 77.

d'examiner et n'examinons pas l'affirmation des États-Unis selon laquelle le maintien en application des 18 droits en cause ne relève pas non plus de notre mandat au motif que cette question n'a pas été soulevée dans la demande de consultations des CE.

2. Spécificité de la référence faite par les Communautés européennes à 18 affaires

a) Arguments des parties

i) États-Unis

7.30 Les États-Unis rappellent que le mandat du Groupe spécial est défini par les allégations formulées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE. Conformément à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE doit indiquer, entre autres choses, les mesures spécifiques en cause. Les États-Unis notent que la demande d'établissement d'un groupe spécial qu'ont présentée les CE fait référence au maintien en application de 18 droits antidumping spécifiques résultant d'ordonnances antidumping énumérées dans l'annexe de cette demande, tels qu'ils ont été calculés ou maintenus dans le réexamen périodique le plus récent ou, selon le cas, la procédure initiale, la procédure de réexamen pour changement de circonstances ou la procédure de réexamen à l'extinction. Ils soutiennent qu'en ce qui concerne l'allégation des CE relative à l'application ou au maintien en application des 18 droits, la demande d'établissement d'un groupe spécial n'indique pas les mesures spécifiques en cause, comme l'exige l'article 6:4 du Mémorandum d'accord. Selon eux, on ne voit pas clairement à quelle mesure spécifique cette allégation fait référence.

7.31 Les États-Unis notent la déclaration des CE selon laquelle l'expression "l'application ou le maintien en application des 18 droits" engloberait aussi toute procédure ultérieure qui modifierait ces niveaux de droits et font valoir que cette formulation a effectivement pour effet de demander que le Groupe spécial fasse des constatations au sujet de mesures qui n'existaient pas au moment de son établissement. Ils affirment qu'une telle description ne satisfait pas au critère de spécificité énoncé à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Ils font valoir que les Communautés européennes demandent au Groupe spécial de faire des constatations qui s'appliqueraient à un nombre indéterminé de mesures, ce que, selon eux, le Mémorandum d'accord n'autorise pas.

7.32 Les États-Unis relèvent aussi que les Communautés européennes semblent indiquer que les 18 mesures couvrent l'application ou le maintien en application de la méthode de la "réduction à zéro" dans 18 affaires. Selon eux, dans la mesure où les Communautés européennes déclarent contester l'application ou le maintien en application de la réduction à zéro dans 18 affaires (formulation qui ne figure nulle part dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial), cette "mesure" manque de spécificité. Les États-Unis font valoir que "[l]es [Communautés européennes] ne peuvent pas faire une référence généralisée à l'application de la réduction à zéro dans 18 affaires définies d'une manière large sans indiquer les déterminations exactes dans lesquelles la "réduction à zéro" a été appliquée".[45]

7.33 Les États-Unis contestent l'argument avancé par les CE pour demander que le Groupe spécial traite chaque droit comme une mesure autonome. Selon eux, "les [Communautés européennes] ne tiennent pas compte du fait que, pour toute importation donnée, le droit antidumping fixé dépend d'une détermination administrative correspondante particulière, qu'il s'agisse d'une enquête initiale, d'un réexamen aux fins de la fixation des droits, d'un réexamen lié à de nouveaux exportateurs, ou d'un réexamen pour changement de circonstances, tandis que le maintien de ce droit dépend d'un réexamen à l'extinction correspondant".[46] Les États-Unis soutiennent que "les [Communautés européennes] doivent indiquer la détermination spécifique aboutissant à l'application ou au maintien

[45] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 23.
[46] (note de bas de page omise) Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 25.

en application dans un cas particulier d'un droit antidumping, et [qu']elles ne peuvent pas simplement parler de "droit" d'une manière générale et dissociée".[47] Les États-Unis jugent incohérent que les Communautés européennes, d'une part, fassent valoir qu'elles ne formulent aucune allégation "en tant que tel" en l'espèce et, d'autre part, présentent l'application d'un droit comme une mesure autonome.[48]

7.34 Les États-Unis font valoir qu'autoriser les Communautés européennes à présenter des allégations au sujet d'un nombre indéterminé de mesures porterait gravement atteinte au droit des États-Unis en tant que défendeur dans la présente procédure. Ils soutiennent aussi que les Communautés européennes doivent se conformer aux prescriptions du Mémorandum d'accord concernant l'indication de la mesure spécifique en cause, indépendamment du point de savoir si le fait de ne pas s'y conformer porterait atteinte aux droits des États-Unis à une procédure régulière car le Mémorandum d'accord ne contient aucune prescription en ce sens.

ii) Communautés européennes

7.35 Les Communautés européennes contestent l'affirmation des États-Unis selon laquelle leur demande d'établissement d'un groupe spécial fait référence à un nombre indéterminé de mesures. Elles notent qu'en ce qui concerne le maintien en application des 18 droits, leur demande d'établissement d'un groupe spécial indique les mesures en cause de façon suffisamment précise: "un taux de droit fondé sur l'utilisation de la méthode de la réduction à zéro qui est appliqué à l'encontre des importations d'un produit spécifique en provenance d'un pays spécifique".[49] Les Communautés européennes font valoir que cette description est compatible avec les prescriptions du Mémorandum d'accord, tout comme l'était la description de la pratique de la "réduction à zéro" ainsi qu'en a jugé l'Organe d'appel dans des différends antérieurs sur la question. Selon elles, tant que les affaires qui ont donné lieu aux 18 droits en cause sont décrites dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial par référence aux pays, produits et niveaux de droits concernés, l'absence de référence à la dernière procédure dans laquelle ces droits ont été modifiés est dénuée de pertinence.[50]

7.36 Les Communautés européennes notent et désapprouvent le point de vue des États-Unis selon lequel les mesures contestées dans la procédure de règlement des différends de l'OMC devraient être soit une loi-cadre, soit une procédure antidumping spécifique telle qu'une enquête, un réexamen périodique ou un réexamen à l'extinction. Selon elles, tant que la teneur de la mesure est correctement décrite dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Membre plaignant, la forme sous laquelle la mesure elle-même se manifeste est dénuée de pertinence.[51]

7.37 Les Communautés européennes estiment que, comme cela a été précisé dans la jurisprudence de l'OMC, une mesure qui est étroitement liée à la mesure indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la partie plaignante relève aussi du mandat du groupe spécial. En conséquence, les mesures adoptées après la présentation par les CE de leur demande d'établissement d'un groupe spécial relèveraient du mandat du présent groupe spécial dans la mesure où elles sont liées aux 18 droits antidumping spécifiquement cités dans cette demande.

7.38 Les Communautés européennes affirment que le critère de spécificité qui figure à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord a pour but de protéger le droit des parties à une procédure régulière dans le cadre du règlement des différends. L'argument des CE implique que les États-Unis doivent montrer que le manque de spécificité allégué en ce qui concerne les 18 droits en cause a porté atteinte à leur

[47] *Ibid.*
[48] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 26.
[49] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 53.
[50] Réponse des Communautés européennes à la demande de décisions préliminaires présentée par les États-Unis, paragraphe 37.
[51] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 55.

droit à une procédure régulière. Or les Communautés européennes soutiennent que les États-Unis n'ont pas montré l'existence d'un tel préjudice.

b) Arguments des tierces parties

i) Japon

7.39 Le Japon estime que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE définit d'une manière suffisamment claire la mesure en cause en ce qui concerne les 18 droits antidumping appliqués par les États-Unis. Il affirme que la pratique de la réduction à zéro est appliquée dans toutes les procédures se rapportant à un droit antidumping, y compris les procédures de fixation des droits, les réexamens pour changement de circonstances et les réexamens à l'extinction. Il s'ensuit que l'application ou le maintien en application des 18 droits antidumping en cause constitue une mesure aux fins du règlement des différends à l'OMC. Le Japon rappelle l'argument des États-Unis concernant la mise en œuvre des recommandations et décisions adoptées par l'ORD dans des différends antérieurs portant sur la réduction à zéro, selon lequel, comme les réexamens périodiques jugés incompatibles avec les règles de l'OMC avaient été remplacés par des réexamens périodiques ultérieurs, les États-Unis n'étaient tenus de prendre aucune disposition au sujet de la mise en œuvre de ces décisions et recommandations. Le Japon fait valoir que cette approche compromet l'efficacité du mécanisme de règlement des différends de l'OMC et que la description donnée par les CE de la mesure en cause en l'espèce exclut de fait cette possibilité.

c) Évaluation par le Groupe spécial

7.40 Nous rappelons que c'est la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE qui détermine notre mandat dans la présente procédure. L'article 6:2 du Mémorandum d'accord stipule qu'une demande d'établissement d'un groupe spécial doit indiquer les *mesures spécifiques en cause* et contenir un *bref exposé du fondement juridique* de la plainte. Nous notons que la controverse portant sur l'allégation formulée par les CE au sujet du maintien en application des 18 droits antidumping en cause concerne l'indication des mesures spécifiques en cause. Il n'y a pas de désaccord entre les parties quant à l'inclusion dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE d'un bref exposé du fondement juridique de la plainte.

7.41 Tout d'abord, nous voudrions examiner un argument avancé par les Communautés européennes, qui concerne la charge de la preuve. Les Communautés européennes font valoir que les États-Unis ne contestent pas l'existence de la mesure qu'elles ont indiquée ni la teneur précise de cette mesure telle qu'elles l'ont décrite. Elles soutiennent par conséquent que l'exception préliminaire soulevée à cet égard par les États-Unis est dénuée de fondement.[52] Nous notons cependant que les États-Unis formulent bien une objection contre l'indication des mesures spécifiques en cause et que c'est précisément la raison pour laquelle ils ont soulevé cette exception préliminaire. En outre, nous rappelons que, conformément aux règles régissant la charge de la preuve que nous devons appliquer en l'espèce (*supra*, paragraphe 6.6), il incombe aux Communautés européennes de fournir des éléments *prima facie* avant que la charge de réfuter ces éléments passe aux États-Unis.

7.42 Les Communautés européennes disent explicitement qu'elles ne formulent aucune allégation "en tant que tel" dans le présent différend.[53] Autrement dit, elles ne contestent pas la méthode de la réduction à zéro "en tant que telle", parce que, selon elles, l'Organe d'appel s'est déjà prononcé sur ce point. Toutes les allégations des CE doivent donc être considérées comme contestant des cas particuliers d'application de la méthode de la réduction à zéro. Il n'y a pas de désaccord entre les

[52] Réponse des Communautés européennes à la question n° 1 a) posée par le Groupe spécial après la première réunion.

[53] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 2.

parties sur le fait que les allégations des CE se rapportant aux 52 procédures concernent l'application de la méthode de la réduction à zéro dans des cas spécifiques. Cependant, la nature des allégations des CE concernant le maintien en application des 18 droits n'a pas été précisée clairement. Les États-Unis font valoir que la manière dont cette mesure est décrite dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE revient à contester un nombre indéterminé de mesures et ils demandent que le Groupe spécial constate que, en raison d'un manque de spécificité, les allégations des CE relatives au maintien en application des 18 droits ne relèvent pas de son mandat. Par contre, les Communautés européennes, soutiennent que leur description des mesures en cause est conforme au Mémorandum d'accord puisqu'elle indique les pays et les produits concernés en relation avec chacun des 18 droits en cause.

7.43 La question est donc de savoir si le maintien en application des 18 droits en cause a été indiqué dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE d'une manière qui répond au critère de spécificité énoncé à l'article 6:2.

7.44 Nous notons que les discussions entre les parties sur ce point sont en partie axées sur la question de savoir si les allégations des CE concernant le maintien en application des 18 droits sont des allégations "en tant que tel" ou "tel qu'appliqué". Les Communautés européennes font valoir qu'en ce qui concerne leur allégation relative au maintien en application des 18 droits, les mesures en cause sont des cas d'application de la méthode de la réduction à zéro, et non la méthode "en tant que telle". Selon elles, il n'est pas nécessaire que, pour faire l'objet d'une procédure de règlement des différends, une mesure soit "une norme ou un instrument". Les Communautés européennes soutiennent que "le simple fait que ... la mesure a une durée de vie qui s'étend de manière indéterminée dans l'avenir n'empêche pas que cette mesure puisse faire l'objet d'une procédure de règlement des différends".[54] Les États-Unis, pour leur part, rappellent que les Communautés européennes font valoir qu'elles ne formulent aucune allégation "en tant que tel" en l'espèce, ce qui signifie, selon eux, que toutes les allégations des CE devraient être considérées comme des allégations "tel qu'appliqué". Ils font valoir que la tentative des CE de décrire un droit comme étant une mesure autonome crée, comme les CE l'admettent elles-mêmes, une sorte de mesure "tel qu'appliqué/en tant que tel" ambiguë. Selon les États-Unis, il n'apparaît pas clairement si les Communautés européennes formulent en fait une allégation "tel qu'appliqué".[55]

7.45 Tout d'abord, nous rappelons la déclaration de l'Organe d'appel selon laquelle "[e]n principe, tout acte ou omission imputable à un Membre de l'OMC peut être une mesure de ce Membre aux fins d'une procédure de règlement des différends".[56] Nous notons que la distinction entre allégations "en tant que tel" et allégations "tel qu'appliqué" ne figure pas dans le texte du Mémorandum d'accord. Cette distinction a été établie dans la jurisprudence. Il est bien connu que certains groupes spéciaux du GATT, de même que des groupes spéciaux de l'OMC et l'Organe d'appel, ont examiné non seulement des mesures consistant en des actes qui s'appliquent à des situations particulières, mais aussi celles qui consistent en des actes établissant des règles ou des normes appliquées de manière générale et prospective.[57] Les allégations mettant en cause des mesures appliquées de manière

[54] Réponse des Communautés européennes à la question n° 3 posée par le Groupe spécial après la première réunion.

[55] Déclaration finale des États-Unis à la première réunion, paragraphes 11 à 13; deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 26.

[56] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon* ("*États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*"), WT/DS244/AB/R, adopté le 9 janvier 2004, paragraphe 81.

[57] Pour une citation exhaustive de ces rapports de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel, voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, *Ibid.*, note de bas de page 80.

générale et prospective sont généralement appelées allégations "en tant que tel", tandis que celles qui visent des actes s'appliquant à des situations spécifiques sont appelées allégations "tel qu'appliqué".

7.46 À notre avis, la distinction entre allégations "en tant que tel" et allégations "tel qu'appliqué" ne régit pas la définition d'une mesure aux fins du règlement des différends à l'OMC, et n'est pas non plus censée remplacer ou primer les prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord en ce qui concerne la manière dont les mesures doivent être indiquées dans une demande d'établissement d'un groupe spécial. En principe, le simple fait qu'une mesure n'entre pas dans l'une ou l'autre de ces catégories ne devrait pas être déterminant pour le point de savoir si l'indication de cette mesure est conforme aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Par conséquent, même si nous nous référons à cette distinction dans notre évaluation de la question dont nous sommes saisis, nous nous abstiendrons de lui attribuer une fonction décisive. En fait, nous fonderons notre évaluation sur les dispositions du Mémorandum d'accord, en l'occurrence son article 6:2, et évaluerons le texte de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE à la lumière de la disposition citée.

7.47 En gardant cela présent à l'esprit, nous examinons maintenant la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE. Cette demande indique les mesures spécifiques en cause en l'espèce de la manière suivante:

> "Les mesures en cause et le fondement juridique de la plainte comprennent, mais non exclusivement, ce qui suit:
>
> Le maintien en application ou l'application des droits antidumping spécifiques résultant des ordonnances antidumping énumérées de I à XVIII dans l'annexe de la présente demande, tels qu'ils ont été calculés ou sont maintenus en place à la suite du réexamen administratif le plus récent ou, selon le cas, de la procédure initiale ou de la procédure de réexamen pour changement de circonstances ou de réexamen à l'extinction, à un niveau dépassant la marge de dumping qui résulterait de l'application correcte de l'Accord antidumping (qu'il s'agisse de droits ou de taux des dépôts en espèces ou d'une autre forme de mesure).
>
> Outre ces mesures, les réexamens administratifs, ou selon le cas, les procédures initiales ou les procédures de réexamen pour changement de circonstances ou de réexamen à l'extinction énumérées dans l'annexe (numérotées de 1 à 52) avec les ordonnances antidumping spécifiques et qui sont aussi considérées par les CE comme des mesures visées par la présente demande d'établissement d'un groupe spécial en plus des ordonnances antidumping."[58] (note de bas de page omise, non souligné dans l'original)

7.48 Nous notons que la demande d'établissement d'un groupe spécial et les communications des CE mettent en cause deux différentes séries de mesures. Premièrement, les Communautés européennes indiquent 18 affaires par référence au pays et au produit concernés et font valoir que le maintien en application des droits calculés au moyen de la réduction à zéro dans ces affaires constitue une violation de l'Accord antidumping. Deuxièmement, elles contestent le recours à la réduction à zéro dans 52 procédures antidumping spécifiques (enquêtes, procédures de fixation des droits et réexamens à l'extinction) qui se rapportent à ces 18 affaires.

7.49 Nous notons que la partie de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE que contestent les États-Unis met en cause le maintien en application des 18 droits antidumping énumérés dans l'annexe de cette demande, tels qu'ils ont été calculés ou sont maintenus dans la procédure la plus récente se rapportant à ces droits. Telle qu'elle est libellée, nous jugeons cette

[58] WT/DS350/6, page 3.

description ambiguë, en particulier parce que la demande d'établissement d'un groupe spécial n'établit pas une distinction suffisante entre le maintien en application des 18 droits et le recours à la réduction à zéro dans les 52 procédures spécifiques en cause. Il est clair que le maintien en application des 18 droits ne met pas en cause la réduction à zéro en soi parce que, comme les Communautés européennes le reconnaissent, la méthode de la réduction à zéro "en tant que telle" n'est pas contestée en l'espèce. Il ne semble pas non plus mettre en cause les procédures spécifiques, telles que les enquêtes et différents types de réexamens, dans le cadre desquelles la réduction à zéro a été appliquée selon les allégations. Sinon, il n'aurait pas été nécessaire de contester aussi 52 procédures spécifiques qui se rapportent aux mêmes droits.

7.50 Nous rappelons la déclaration de l'Organe d'appel selon laquelle tout acte ou omission peut, en principe, constituer une mesure aux fins du règlement des différends à l'OMC.[59] À notre avis, cette déclaration précise que la notion de mesure aux fins du droit de l'OMC couvre un large éventail d'actes ou d'instruments. Il n'en demeure pas moins que pour formuler avec succès des allégations à l'encontre d'une mesure, le Membre plaignant doit tout d'abord démontrer l'existence et la teneur précise de cette mesure, conformément aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Par conséquent, à moins que la mesure ne soit indiquée de manière adéquate dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Membre plaignant, celui-ci ne peut pas formuler d'allégations en ce qui concerne cette prétendue mesure.

7.51 Les Communautés européennes font valoir que tant que leur demande d'établissement d'un groupe spécial indique la mesure en cause avec référence au pays et au produit concernés, cette description satisfait aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Elles citent les rapports des groupes spéciaux *Argentine – Chaussures* et *Canada – Blé* à l'appui de l'idée que c'est l'indication de la mesure en cause, et non la description exacte de l'instrument juridique dans lequel cette mesure est inscrite, qui importe aux fins de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.[60] Comme le notent les Communautés européennes, la question qui se posait dans les deux affaires citées était de savoir si l'article 6:2 du Mémorandum d'accord exigeait, outre la description de la mesure spécifique en cause, une description complète de l'instrument juridique dans lequel celle-ci s'inscrivait. À cet égard, nous voyons une différence notable entre la question présentée dans ces affaires et celle dont nous sommes saisis en l'espèce. Il ne s'agit pas ici de la description de l'instrument juridique qui concrétise la mesure contestée mais de l'indication de la mesure elle-même. Par conséquent, nous n'estimons pas que les références aux affaires *Argentine – Chaussures* et *Canada – Blé* soient pertinentes.

7.52 Les Communautés européennes soutiennent que les mesures qui sont postérieures ou étroitement liées à celles qui sont indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial du Membre plaignant relèvent aussi du mandat du groupe spécial.[61] Elles donnent des exemples tirés de la jurisprudence pour étayer cette affirmation. Par exemple, les Communautés européennes citent la décision du groupe spécial dans l'affaire *Japon – Pellicules*. À propos du critère de spécificité énoncé à l'article 6:2, ce groupe spécial a tenu le raisonnement suivant:

> "Il s'agit dès lors de savoir si le critère du sens ordinaire des termes de l'article 6:2, qui prescrit que "les mesures spécifiques en cause" soient indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, peut être rempli dans le cas où une "mesure" n'est pas expressément mentionnée dans la demande. Pour respecter les termes de l'article 6:2, il semble clair qu'une "mesure" qui n'est pas expressément mentionnée dans une demande d'établissement de groupe spécial doit avoir un rapport évident

[59] *Supra*, note 56.
[60] Réponse des Communautés européennes à la demande de décisions préliminaires présentée par les États-Unis, paragraphes 37 et 38.
[61] *Ibid.*, paragraphe 43.

> avec une "mesure" qui y est expressément mentionnée, afin que l'on puisse dire qu'elle est "incluse" dans la "mesure" spécifiée. À notre avis, les prescriptions de l'article 6:2 seraient respectées dans le cas d'une "mesure" qui est annexe à une "mesure" expressément indiquée ou qui lui est si étroitement liée que l'on peut raisonnablement constater que la partie défenderesse a été suffisamment informée de la portée des allégations formulées par la partie plaignante. Les deux éléments essentiels – le lien étroit et l'information – sont interdépendants: ce n'est que si une "mesure" est annexe ou étroitement liée à une "mesure" expressément indiquée que l'information sera suffisante. Par exemple, nous considérons que lorsqu'une loi-cadre fondamentale concernant un domaine restreint et prévoyant des "mesures" de mise en œuvre est spécifiée dans une demande d'établissement de groupe spécial, les "mesures" de mise en œuvre pourraient être considérées dans des circonstances appropriées comme effectivement incluses dans la demande d'établissement du groupe spécial ainsi qu'aux fins de l'article 6:2. Ces circonstances englobent le cas d'une loi-cadre fondamentale qui précise la forme et définit la teneur et la portée éventuelles des "mesures" de mise en œuvre. Comme il est indiqué plus loin, cette interprétation de l'article 6:2 est compatible avec le contexte et l'objet et le but de l'article 6:2 ainsi qu'avec la pratique des groupes spéciaux antérieurs."[62] (non souligné dans l'original)
>
> "À notre avis, il est possible de constater que des "mesures" qui sont annexes ou étroitement liées à des "mesures" spécifiées sont "indiquées de façon adéquate" au sens où ce concept a été appliqué dans l'affaire *Bananes III*."[63] (guillemets dans l'original)

7.53 Les États-Unis font valoir que la contestation par les CE de l'application ou du maintien en application de droits se rapportant à toutes les procédures ultérieures et non indiquées auparavant n'équivaut pas à la situation dans l'affaire *Japon – Pellicules* comme les Communautés européennes l'allèguent. Selon eux, l'application ou le maintien en application des droits antidumping résulte de procédures juridiques distinctes qui aboutissent à une détermination finale. Chaque procédure, qu'il s'agisse d'une enquête initiale, d'un réexamen administratif ou d'un réexamen à l'extinction, concerne des périodes différentes, des importations différentes de marchandises, et des renseignements et données différents. Les États-Unis font valoir que cela n'équivaut pas à la situation dans l'affaire *Japon – Pellicules*, qui concernait une contestation de règlements ultérieurs publiés en vertu d'une loi d'application générale.[64]

7.54 Nous formulons deux observations au sujet de la référence que font les CE à ce rapport de groupe spécial. Premièrement, les circonstances factuelles de l'affaire *Japon – Pellicules* différaient considérablement de celles que nous devons examiner. Dans l'affaire *Japon – Pellicules*, une mesure avait été indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Membre plaignant conformément à l'article 6:2 et une autre mesure, étroitement liée à la mesure déjà indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, avait été invoquée lors de la procédure de groupe spécial ultérieure. Or il s'agit essentiellement en l'espèce de savoir si la description de la mesure figurant dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE satisfait aux prescriptions de l'article 6:2. Deuxièmement, les mesures dont le Groupe spécial *Japon – Pellicules* a constaté qu'elles étaient étroitement liées aux mesures mentionnées spécifiquement dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la partie plaignante existaient pendant la

---

[62] Rapport du Groupe spécial *Japon – Mesures affectant les pellicules et papiers photographiques destinés aux consommateurs* ("*Japon – Pellicules*"), WT/DS44/R, adopté le 22 avril 1998, paragraphe 10.8.

[63] *Ibid.*, paragraphe 10.10.

[64] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 21 et 22.

procédure de groupe spécial.[65] Autrement dit, il n'y avait pas de désaccord sur l'existence des mesures ultérieures. La question était de savoir si les mesures ultérieures étaient suffisamment liées à celles qui avaient été indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial pour pouvoir être considérées à juste titre comme relevant du mandat du Groupe spécial. Il en va de même des mesures contestées dans les affaires *CE – Bananes III*[66] et *Argentine – Chaussures*[67], également citées par les Communautés européennes. Dans le présent différend, cependant, les parties ne sont pas d'accord sur l'existence même de la mesure indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE, à savoir le maintien en application des 18 droits. Nous ne considérons donc pas que le raisonnement tenu par le Groupe spécial dans l'affaire *Japon – Pellicules* est pertinent pour la question qui est posée en l'espèce.

7.55 Les Communautés européennes font valoir que les mesures désignées par l'expression "maintien en application des 18 droits" sont des droits. À cet égard, le mot "droit" désigne "un droit antidumping sur un produit particulier exporté des [Communautés européennes] et importé aux États-Unis"[68] qui reste en place de son imposition à sa suppression. Les Communautés européennes décrivent la teneur du droit comme étant les taux de droits calculés sur la base d'une réduction à zéro. Elles expliquent ce qu'est la réduction à zéro. Se référant aux précédents rapports de l'Organe d'appel sur la réduction à zéro, elles soutiennent ce qui suit:

> "Dans les affaires *États-Unis – Réduction à zéro (CE)* et *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, l'Organe d'appel a admis que tant les CE que le Japon avaient décrit la "teneur précise" dans le contexte de la méthode elle-même. Il s'ensuit nécessairement que ce que les CE ont décrit pour chacune des 18 mesures – à savoir la même chose – satisfait aussi à la prescription relative à la "teneur précise."[69] (notes de bas de page omises, italique dans l'original, non souligné dans l'original)

Nous notons que les Communautés européennes font valoir que la teneur des mesures spécifiques en cause en ce qui concerne le maintien en application des 18 droits est la même que celle des mesures examinées par l'Organe d'appel dans les affaires *États-Unis – Réduction à zéro (CE)* et *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*. Selon cet argument, le maintien en application des 18 droits en cause est assimilé à la méthode de la réduction à zéro "en tant que telle", examinée dans les deux différends antérieurs cités. Étant donné que les CE ont clairement dit qu'elles ne contestaient pas la réduction à zéro "en tant que telle" dans la présente affaire, nous estimons que cette affirmation est incohérente sur le plan interne et la rejetons.

7.56 Les Communautés européennes affirment en outre ce qui suit:

> "La "norme ou [l']instrument" dans ce contexte est la méthode de la réduction à zéro "en tant que telle" – bien qu'il ne soit pas nécessaire de démontrer qu'une "mesure" est une "norme ou un instrument" pour que celle-ci puisse faire l'objet d'une procédure de règlement des différends. Les 18 mesures sont des cas d'application de la méthode de la réduction à zéro. De l'avis des CE, pour que les 18 mesures soient des mesures aux

---

[65] *Ibid.*, paragraphes 10.12 à 10.19.

[66] Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes – Plainte déposée par l'Équateur* ("*CE – Bananes III (Équateur)*"), WT/DS27/R/ECU, adopté le 25 septembre 1997, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS27/AB/R, paragraphe 7.27.

[67] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures* ("*Argentine – Chaussures (CE)*"), WT/DS121/R, adopté le 12 janvier 2000, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS121/AB/R, paragraphe 8.37.

[68] Réponse des Communautés européennes à la question n° 1 a) posée par le Groupe spécial après la première réunion.

[69] *Ibid.*

> fins du règlement des différends, il n'est pas nécessaire qu'elles soient qualifiées de "normes ou [d']instruments". Cependant, ces mesures sont tout autant des "normes ou instruments" que l'est, par exemple, un programme relevant de l'Accord SMC. Le simple fait que les droits (ou les subventions) varient avec le temps et que la mesure a une durée de vie qui s'étend de manière indéterminée dans l'avenir n'empêche pas que cette mesure puisse faire l'objet d'une procédure de règlement des différends."[70] (non souligné dans l'original)

Nous notons que les Communautés européennes tentent de placer le maintien en application des 18 droits dans une catégorie se situant quelque part entre la réduction à zéro "en tant que telle" et la réduction à zéro "telle qu'appliquée". En principe, nous partageons l'avis des CE selon lequel il n'est pas nécessaire, pour qu'il soit une mesure, que le maintien en application des 18 droits constitue une norme ou un instrument. À notre avis, l'intitulé attribué à une mesure n'a pas d'incidence sur la question de savoir si celle-ci constitue une mesure aux fins du règlement des différends à l'OMC. Il n'en demeure pas moins que les Communautés européennes doivent démontrer l'existence et la teneur précise de la prétendue mesure. À cet égard, nous ne jugeons pas non plus pertinent le fait que les Communautés européennes situent le maintien en application des 18 droits entre une allégation "en tant que tel" et une allégation "tel qu'appliqué". Une telle qualification dans l'abstrait ne constitue pas une explication suffisante en ce qui concerne l'existence et la teneur précise de la mesure alléguée. Nous désapprouvons aussi l'analogie que les Communautés européennes établissent entre le maintien en application des 18 droits en cause et un programme de subventions. Un programme de subventions peut être indiqué par différents moyens, y compris les instruments juridiques pertinents, les versements effectués par les pouvoirs publics, etc. Or, en l'espèce, les Communautés européennes contestent le maintien en application de 18 droits, ce qui, en lui-même et à lui seul, n'équivaut pas à l'indication d'une mesure. Nous rappelons que la réduction à zéro "en tant que telle" et "telle qu'appliquée" dans divers types de procédures antidumping peut être, et a été, contestée dans le cadre du mécanisme de règlement des différends de l'OMC. Nous notons toutefois que ce que les Communautés européennes décrivent comme une mesure dans la présente procédure est le maintien en application de 18 droits, considéré isolément de toute procédure au cours de laquelle ces droits ont été calculés, au moyen de la réduction à zéro selon les allégations. À ce titre, nous ne considérons pas que cela représente une mesure en elle-même et à elle seule.

7.57 À propos de la différence entre le maintien en application des 18 droits et le recours à la réduction à zéro dans les 52 procédures antidumping indiquées dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial, les Communautés européennes font valoir ce qui suit:

> "Enfin, le Groupe spécial demande aux CE d'expliquer la différence entre les 18 mesures en cause et les 52 mesures en cause. Comme il est dit plus haut, la première série de mesures contestées par les CE constitue l'application ou le maintien en application de la méthode de la réduction à zéro sous la forme de droits antidumping qui sont calculés au moyen de la réduction à zéro dans les 18 affaires mentionnées dans l'annexe, chacune portant un numéro de référence spécifique de l'USDOC. Les 52 mesures en cause constituent des documents conformément auxquels le droit est imposé pour la première fois ou modifié et/ou finalement recouvré. Il peut y avoir un chevauchement partiel entre les deux séries de mesures en ce sens que les 52 mesures peuvent être considérées comme des manifestations documentaires spécifiques ou des cas d'application des 18 mesures. Cependant, ces deux séries de mesures sont différentes car les 18 mesures sont définies à un niveau plus général que les 52 mesures. En conséquence, les CE considèrent que les

[70] Réponse des Communautés européennes à la question n° 3 posée par le Groupe spécial après la première réunion.

> constatations concernant les 18 mesures auront une incidence plus large que celles qui concernent les 52 mesures."[71] (non souligné dans l'original)

7.58 Les Communautés européennes reconnaissent qu'il y a un certain chevauchement entre ces deux séries de mesures. Nous rappelons que l'article 6:2 du Mémorandum d'accord dispose que les mesures spécifiques en cause doivent être indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Membre plaignant. Cette obligation, à notre avis, s'applique à chaque mesure au sujet de laquelle le Membre plaignant envisage de formuler des allégations. En l'espèce, cela signifie que si les Communautés européennes souhaitent formuler des allégations au sujet du maintien en application des 18 droits en cause, elles doivent tout d'abord indiquer cette mesure indépendamment des autres mesures au sujet desquelles elles formulent d'autres allégations. Étant donné que les CE reconnaissent qu'il y a un chevauchement entre le maintien en application des 18 droits et les 52 procédures, nous estimons illogique l'argument des CE selon lequel le premier élément relève du mandat du Groupe spécial.

7.59 À notre avis, une autre faille dans les arguments des CE concernant le maintien en application des 18 droits en cause est que les Communautés européennes semblent rechercher une mesure corrective qui aurait une incidence sur les procédures antidumping que l'USDOC pourra mener à l'avenir. D'ailleurs, les Communautés européennes ne nient pas ce fait:

> "Les CE ne demandent pas au Groupe spécial de formuler des constatations au sujet de "mesures futures", pas plus qu'un Membre qui cherche à obtenir des constatations au sujet d'un *programme SMC* ne demande que des constatations soient formulées au sujet de cas futurs d'application d'un tel programme. En fait, les CE demandent des constatations au sujet d'une mesure qui, selon ses propres termes, a une durée de vie (c'est-à-dire un laps de temps pendant lequel elle est censée être en vigueur) qui s'étend dans l'avenir. Rien n'empêche que cette mesure fasse l'objet d'une procédure de règlement des différends."[72] (italique dans l'original, non souligné dans l'original)

> "Cependant, ces deux séries de mesures sont différentes car les 18 mesures sont définies à un niveau plus général que les 52 mesures. En conséquence, les CE considèrent que les constatations concernant les 18 mesures auront une incidence plus large que celles qui concernent les 52 mesures."[73] (non souligné dans l'original)

Nous notons que la mesure corrective demandée par les Communautés européennes affectera les déterminations que l'USDOC pourrait faire dans les procédures antidumping qui pourront être menées à l'avenir. Autrement dit, si elles sont effectivement formulées, les constatations demandées par les Communautés européennes auront une incidence sur des mesures qui n'existaient pas au moment de l'établissement du Groupe spécial, ni pendant la procédure de groupe spécial. À notre avis, l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, en principe, n'autorise pas un groupe spécial à formuler des constatations au sujet de mesures qui n'existent pas au moment de son établissement. Il peut y avoir des cas exceptionnels dans lesquels les groupes spéciaux peuvent, si les circonstances le justifient, envisager de formuler des constatations sur des mesures qui n'ont pas été indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la partie plaignante. Cependant, pour que cela se produise, il faut que la ou les nouvelles mesures constituent "une mesure" au sens de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord et qu'elles voient le jour pendant la procédure de groupe spécial.

---

[71] Réponse des Communautés européennes à la question n° 1 a) posée par le Groupe spécial après la première réunion.

[72] Réponse des Communautés européennes à la question n° 5 b) posée par le Groupe spécial après la première réunion.

[73] Réponse des Communautés européennes à la question n° 1 a) posée par le Groupe spécial après la première réunion.

7.60 Nous notons que les Communautés européennes font référence à plusieurs reprises à l'absence alléguée de mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD par les États-Unis dans les précédentes affaires concernant la réduction à zéro. Cela donne à penser que les Communautés européennes établissent une sorte de lien entre leurs allégations concernant le maintien en application des 18 droits en cause et l'absence alléguée de mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD par les États-Unis dans les précédentes affaires concernant la réduction à zéro. Les Communautés européennes ne font pas valoir que les mesures en cause en l'espèce sont des mesures prises pour se conformer aux recommandations et décisions rendues par l'ORD dans les précédentes affaires concernant la réduction à zéro au sens de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord.[74] Elles estiment toutefois que le fait que les États-Unis n'ont pas mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD dans les précédentes affaires concernant la réduction à zéro est pertinent pour l'évaluation par le Groupe spécial de leurs allégations en l'espèce:

> "Du point de vue de la nécessité d'assurer la sécurité et la prévisibilité, le fait que dans ses rapports précédents, l'Organe d'appel ait déjà tranché les questions dont le Groupe spécial est saisi, et que le moyen de défense des États-Unis repose entièrement sur le rejet de ces rapports précédents de l'Organe d'appel, est juridiquement pertinent pour l'évaluation de toutes les allégations des CE par le Groupe spécial."[75]

Les Communautés européennes n'expliquent cependant pas comment exactement l'absence alléguée de mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD par les États-Unis dans les précédentes affaires concernant la réduction à zéro est juridiquement pertinent pour le présent différend. À notre avis, chaque procédure de règlement des différends à l'OMC est indépendante des autres, à l'exception de celles qui sont engagées au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord et qui sont naturellement liées aux procédures initiales pertinentes. En vertu de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord, un Membre est habilité à déposer un recours contre un autre Membre qui ne se conforme pas aux recommandations et décisions de l'ORD à l'issue d'une procédure initiale.[76] Les Communautés européennes font clairement savoir qu'elles ne considèrent pas ces procédures de groupe spécial comme un cadre dans lequel l'absence alléguée de mise en conformité dans certaines affaires antérieures peut être examinée. Or elles font valoir, sans raisonnement convaincant, que cette absence de mise en conformité est d'une certaine manière pertinente pour l'évaluation de leurs allégations par le Groupe spécial dans la présente affaire. Pour les raisons que nous avons expliquées, cette affirmation est dénuée de fondement juridique.

7.61 Sur la base des considérations qui précèdent, nous constatons que les Communautés européennes n'ont pas indiqué la mesure spécifique en cause en relation avec leurs allégations concernant le maintien en application des 18 droits antidumping en cause. Par conséquent, nous constatons que ces allégations ne relèvent pas de notre mandat dans la présente procédure.

7.62 Les Communautés européennes soutiennent que la prescription de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord relative à la spécificité a pour but de protéger le droit du défendeur à une procédure régulière. Par conséquent, pour faire aboutir leur demande de décision préliminaire en ce qui concerne le maintien en application des 18 droits en cause, les États-Unis doivent montrer que l'imperfection alléguée de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE a porté

---

[74] Réponse des Communautés européennes à la question n° 4 a) posée par le Groupe spécial après la première réunion.

[75] Réponse des Communautés européennes à la question n° 4 a) posée par le Groupe spécial après la première réunion.

[76] En fait, les Communautés européennes ont utilisé cette option dans le différend *États-Unis – Réduction à zéro (CE)* et ont engagé une procédure contre les États-Unis au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord. Voir le document WT/DS294/25.

préjudice à leur droit à une procédure régulière. Étant donné qu'ils n'ont pas montré l'existence d'un tel préjudice, le Groupe spécial devrait constater que les allégations formulées par les CE en relation avec le maintien en application des 18 droits relèvent de son mandat. Les Communautés européennes citent les rapports de l'Organe d'appel dans les affaires *CE – Matériels informatiques* et *Corée – Produits laitiers* ainsi que le rapport du Groupe spécial *Canada – Blé* à l'appui de leur argument.[77] Les États-Unis contestent l'affirmation des CE et soutiennent que ni l'article 6:2 du Mémorandum d'accord ni une quelconque autre disposition de l'Accord sur l'OMC ne contiennent une telle prescription en matière de préjudice. Selon eux, dans le cas où la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Membre plaignant n'indique pas les mesures spécifiques en cause, les allégations relatives à ces mesures ne relèveraient pas du mandat du groupe spécial.[78]

7.63 Nous rappelons qu'un groupe spécial peut examiner uniquement les allégations qui sont formulées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Membre plaignant, conformément aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Nous notons que ni cet article ni aucune autre disposition de l'Accord sur l'OMC n'étaye l'argument selon lequel le défendeur doit montrer l'existence d'un préjudice lorsque la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Membre plaignant ne satisfait pas aux prescriptions de l'article 6:2. Un tel argument affaiblirait l'objectif de régularité de la procédure inscrit à l'article 6:2 parce qu'il autoriserait le Membre plaignant à corriger les déficiences de sa demande d'établissement d'un groupe spécial pendant la procédure de groupe spécial.[79]

7.64 Nous notons que la déclaration de l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Matériels informatiques*, que citent les Communautés européennes, a été faite dans les circonstances particulières de ce différend. Dans ce différend, la principale question concernait le sens d'un terme spécifique qui était employé dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Membre plaignant. L'Organe d'appel a noté que ce terme avait un sens générique dans la branche de production pertinente et qu'il avait été employé dans les consultations qui avaient eu lieu entre les parties avant le dépôt d'une demande d'établissement d'un groupe spécial par le Membre plaignant. Sur cette base, l'Organe d'appel a conclu que le manque de clarté allégué du texte de la demande d'établissement d'un groupe spécial n'ayant pas porté atteinte au droit du défendeur de se défendre, le droit fondamental à une procédure régulière n'avait pas été violé.[80]

7.65 À notre avis, le raisonnement tenu par l'Organe d'appel dans l'affaire *Corée – Produits laitiers* était aussi lié aux circonstances particulières de ce différend. Dans cette affaire, l'Organe d'appel a examiné la question de savoir si la simple citation des articles de l'accord pertinent dans une demande d'établissement d'un groupe spécial satisferait ou non aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord et il a estimé dans son raisonnement que cette question devrait être évaluée au cas par cas. Pour résoudre la question dans ce différend particulier, l'Organe d'appel s'est demandé si la simple citation des articles de l'accord pertinent dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Membre plaignant avait porté atteinte au droit du défendeur de se défendre.[81]

---

[77] Réponse des Communautés européennes à la demande de décisions préliminaires des États-Unis, paragraphes 40 à 42.

[78] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 28.

[79] Rapport du Groupe spécial *Japon – Droits compensateurs visant les mémoires RAM dynamiques en provenance de Corée* ("*Japon – DRAM (Corée)*)", WT/DS336/R, adopté le 17 décembre 2007, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS336/AB/R, paragraphe 7.9.

[80] Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Classement tarifaire de certains matériels informatiques* ("*CE – Matériels informatiques*"), WT/DS62/AB/R, WT/DS67/AB/R, WT/DS68/AB/R, adopté le 22 juin 1998, paragraphe 70.

[81] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers* ("*Corée – Produits laitiers*"), WT/DS98/AB/R, adopté le 12 janvier 2000, paragraphe 127.

7.66 Nous n'interprétons pas le raisonnement tenu par l'Organe d'appel dans ces deux différends comme signifiant que l'article 6:2 du Mémorandum d'accord contient une prescription en matière de préjudice. En ce qui concerne la décision préliminaire prise par le Groupe spécial *Canada – Exportations de blé et importations de grains*, nous notons que, dans cette affaire, la question qui se posait portait sur le type de renseignements que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Membre plaignant devait contenir "si le titre d'une mesure d'application générale n'[était] pas indiqué explicitement".[82] Nous ne voyons rien dans cette décision qui donnerait à penser que l'article 6:2 devrait être interprété comme contenant une prescription en matière de préjudice.

7.67 Nous ne souscrivons donc pas à l'argument des CE selon lequel les États-Unis doivent démontrer que l'erreur commise dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE a porté atteinte à leur droit de se défendre dans le cadre de la présente procédure.

3. Inclusion des procédures en cours dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Communautés européennes

a) Arguments des parties

i) États-Unis

7.68 Les États-Unis signalent que quatre des mesures indiquées par les CE dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial étaient les résultats préliminaires de réexamens périodiques ou de réexamens à l'extinction. À leur avis, ces résultats préliminaires ne constituent pas des "mesures de caractère final" au sens de l'article 17.4 de l'Accord antidumping. Les États-Unis notent que l'article 17.4 autorise l'engagement de procédures de règlement des différends en ce qui concerne des mesures provisoires si certains critères sont remplis et affirment que les Communautés européennes n'ont pas montré que ces critères avaient été remplis en l'espèce. Ils demandent par conséquent au Groupe spécial de décider que ces quatre déterminations préliminaires ne relèvent pas de son mandat.

ii) Communautés européennes

7.69 Les Communautés européennes reconnaissent que quatre des mesures indiquées dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial, à savoir trois déterminations préliminaires à l'extinction et une détermination préliminaire formulée dans le cadre d'un réexamen périodique, ne constituaient pas des mesures de caractère final. Elles soutiennent cependant que toute mesure, préliminaire ou définitive, adoptée après les mesures spécifiques indiquées dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial relève du mandat du Groupe spécial.

b) Évaluation par le Groupe spécial

7.70 Il n'est pas contesté du point de vue factuel que quatre des 52 mesures indiquées par les CE dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial étaient des déterminations préliminaires établies par l'USDOC. Il s'agit de trois résultats préliminaires de réexamens à l'extinction et d'un résultat préliminaire d'un réexamen périodique. Ces quatre déterminations préliminaires sont les suivantes:

[82] Rapport du Groupe spécial *Canada – Mesures concernant les exportations de blé et le traitement des grains importés* ("*Canada – Exportations de blé et importations de grains*"), WT/DS276/R, adopté le 27 septembre 2004, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS276/AB/R, paragraphe 6.10.

Type de procédure	Produit et pays	Pièces pertinentes
Réexamen à l'extinction	Barres d'armature en acier pour le béton en provenance de Lettonie A-449-804	EC-70
Réexamen périodique	Certains produits plats en acier au carbone, laminés à chaud en provenance des Pays-Bas A-421-807 (Période couverte par le réexamen: 1er novembre 2004-31 octobre 2005)	EC-59
Réexamen à l'extinction	Certains produits plats en acier au carbone, laminés à chaud en provenance des Pays-Bas A-421-807	EC-77
Réexamen à l'extinction	Certaines pâtes alimentaires en provenance d'Italie A-475-818	EC-78

7.71 Les États-Unis soutiennent que les quatre déterminations préliminaires en cause ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial parce qu'elles ne constituent pas des mesures de caractère final au sens de l'article 17.4 de l'Accord antidumping. Ils rappellent les deux conditions énoncées à l'article 17.4 de l'Accord qui doivent être réunies dans les procédures visant à contester des déterminations préliminaires et font valoir que les Communautés européennes n'ont satisfait à aucune de ces conditions en ce qui concerne les quatre déterminations préliminaires en cause. Autrement dit, les États-Unis soutiennent que les Communautés européennes n'ont pas formulé d'allégation à l'encontre des déterminations préliminaires au titre de l'article 7.1 de l'Accord ni n'ont démontré l'existence d'une incidence notable de ces déterminations.[83]

7.72 L'article 17.4 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

> "Dans le cas où le Membre qui a demandé l'ouverture de consultations considère que les consultations au titre des dispositions du paragraphe 3 n'ont pas permis d'arriver à une solution mutuellement convenue et où les autorités compétentes du Membre importateur ont pris des mesures de caractère final en vue de percevoir des droits antidumping définitifs ou d'accepter des engagements en matière de prix, ledit Membre pourra porter la question devant l'Organe de règlement des différends ("ORD"). Lorsqu'une mesure provisoire a une incidence notable et que le Membre qui a demandé des consultations estime que l'adoption de cette mesure est contraire aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 7, ce Membre pourra également porter la question devant l'ORD." (non souligné dans l'original)

7.73 L'article 17.4 stipule d'une manière générale qu'un Membre peut contester des mesures définitives imposées par d'autres Membres. Il dispose qu'exceptionnellement, une mesure antidumping provisoire peut être contestée si elle a une incidence notable et si le Membre plaignant montre que cette mesure provisoire a été prise d'une manière incompatible avec les dispositions de l'article 7.1 de l'Accord. L'article 7.1 énonce trois conditions pour l'imposition d'une mesure antidumping provisoire.[84] Par conséquent, l'allégation des CE concernant les quatre mesures

[83] Première communication écrite des États-Unis, note de bas de page 69.

[84] L'article 7.1 de l'Accord dispose ce qui suit:

"Des mesures provisoires ne pourront être appliquées que si:

i) une enquête a été ouverte conformément aux dispositions de l'article 5, un avis a été rendu public à cet effet et il a été ménagé aux parties intéressées des possibilités adéquates de donner des renseignements et de formuler des observations;

ii) il a été établi une détermination préliminaire positive de l'existence d'un dumping et d'un dommage en résultant pour une branche de production nationale; et

préliminaires en cause ne peut être acceptée que si les Communautés européennes prouvent que les conditions énoncées à l'article 7.1 de l'Accord n'ont pas été remplies en ce qui concerne ces mesures. Bien que les Communautés européennes fassent valoir, d'une manière générale, que "les déterminations préliminaires établies par l'USDOC ont une incidence sur le niveau du droit définitif qui peut résulter de la procédure la plus récente"[85], elles ne formulent aucune allégation au titre de l'article 7.1 dans la présente procédure. Cela indique que les allégations des CE concernant les quatre mesures préliminaires en cause ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial.

7.74 Les Communautés européennes citent le rapport du Groupe spécial *Mexique – Sirop de maïs* à l'appui de leur argument. Nous notons cependant que, dans ladite affaire, la seule allégation concernant des mesures provisoires se rapportait à une violation alléguée de l'article 7.4 de l'Accord, qui fixe la durée maximale de ces mesures. Autrement dit, il n'y avait dans l'affaire *Mexique – Sirop de maïs* aucune allégation concernant une violation de l'article 7.1.[86] Le Groupe spécial *Mexique – Sirop de maïs* a été d'avis qu'"une allégation concernant la durée d'une mesure provisoire se rapport[ait] au droit antidumping définitif".[87] Cela explique pourquoi, dans cette affaire, le Groupe spécial n'a pas attendu du Membre plaignant qu'il démontre l'existence des deux conditions à remplir, conformément à l'article 17.4, pour contester une mesure antidumping provisoire. Par conséquent, le rapport du Groupe spécial *Mexique – Sirop de maïs* n'étaye pas la position adoptée par les CE en l'espèce.

7.75 En réponse aux questions, les Communautés européennes soutiennent qu'elles ne contestent pas en l'espèce des mesures provisoires au sens de l'article 17.4 de l'Accord antidumping. Dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial, elles décrivent la mesure en cause comme étant le maintien en application des droits antidumping résultant des ordonnances antidumping énumérées dans l'annexe de cette demande, "tels qu'ils ont été calculés ou sont maintenus en place à la suite [des procédures antidumping] le[s] plus récent[es]".[88] De l'avis des Communautés européennes, cette description "inclut toute mesure ultérieure adoptée par les États-Unis, y compris les déterminations préliminaires établissant les niveaux de droits (calculés d'une manière erronée par l'application de la réduction à zéro) et dès lors que ces droits sont toujours en place".[89] Les Communautés européennes soutiennent que le Groupe spécial devrait prendre en considération les circonstances spécifiques du présent différend pour résoudre cette question. Selon elles, ces circonstances spécifiques comprennent la nature de la méthode de la réduction à zéro et le fait que les États-Unis refusent de mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD relatives aux différends antérieurs concernant la réduction à zéro.[90]

7.76 Nous notons que la réponse des CE est incohérente sur le plan interne. D'une part, les Communautés européennes font valoir que les quatre mesures préliminaires doivent être considérées comme des "mesures postérieures" à la description générale de la mesure figurant dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial et relèvent donc du mandat du Groupe spécial. D'autre part, elles soutiennent que le présent différend comporte des circonstances spéciales en ce qui concerne

---

iii) les autorités concernées jugent de telles mesures nécessaires pour empêcher qu'un dommage ne soit causé pendant la durée de l'enquête."

[85] Réponse des Communautés européennes à la demande de décisions préliminaires présentée par les États-Unis, paragraphe 54.

[86] Rapport du Groupe spécial *Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis* ("*Mexique – Sirop de maïs*"), WT/DS132/R et Corr.1, adopté le 24 février 2000, paragraphe 7.48.

[87] *Ibid.*, paragraphe 7.53.

[88] Réponse des Communautés européennes à la question n° 6 posée par le Groupe spécial après la première réunion.

[89] *Ibid.*

[90] *Ibid.*

l'indication des mesures spécifiques en cause et invitent le Groupe spécial à prendre en considération ces circonstances.

7.77 Les arguments présentés par les Communautés européennes à cet égard sont l'un et l'autre dénués de fondement juridique dans l'Accord. Nous sommes aussi d'avis que les circonstances spéciales alléguées du présent différend ne peuvent pas l'emporter sur le texte même de l'article 17.4, qui subordonne les allégations formulées à l'encontre de mesures provisoires à certaines conditions. Nous concluons par conséquent que les allégations des CE concernant les quatre mesures préliminaires en cause ne relèvent pas de notre mandat dans la présente procédure.

D. MAINTIEN EN APPLICATION DES 18 DROITS ANTIDUMPING

1. Arguments des parties

a) Communautés européennes

7.78 Les Communautés européennes ne contestent pas la pratique de la réduction à zéro "en tant que telle" parce qu'elles font valoir que la réduction à zéro en tant que telle a déjà été condamnée dans des affaires précédentes. Elles contestent le maintien en application des 18 droits résultant des 18 affaires énumérées dans l'annexe de leur demande d'établissement d'un groupe spécial. Selon elles, outre l'incompatibilité alléguée avec les règles de l'OMC de l'application de la réduction à zéro pour calculer les marges de dumping dans diverses procédures se rapportant à ces 18 affaires, le maintien en application des droits résultant de ces procédures constitue lui-même une mesure. Les Communautés européennes soutiennent que ces droits sont appliqués à des taux qui dépassent les marges réelles qui auraient été obtenues sans réduction à zéro. Elles affirment que le maintien en application de ces 18 droits est incompatible avec les articles 2.4, 2.4.2, 9.3, 11.1 et 11.3 de l'Accord antidumping et l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994 parce qu'ils correspondent à des marges obtenues au moyen de la réduction à zéro. Elles font valoir que pour les mêmes raisons que celles pour lesquelles la réduction à zéro dans le contexte des enquêtes, des réexamens périodiques et des réexamens à l'extinction est incompatible avec les articles 2.4, 2.4.2, 9.3, 11.1 et 11.3 de l'Accord antidumping et l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994, le maintien en application des droits résultant de l'application de la réduction à zéro est incompatible avec les mêmes dispositions.

7.79 Les Communautés européennes font aussi valoir que le maintien en application de ces 18 droits est incompatible avec l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC. L'argumentation des CE à cet égard est double. Premièrement, les Communautés européennes estiment que, du fait que le maintien en application des 18 droits en cause est contraire aux articles 2.4, 2.4.2, 9.3, 11.1 et 11.3 de l'Accord antidumping et à l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994, il est aussi contraire à l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC. Cela montre, selon elles, que les États-Unis n'ont pas assuré la conformité de leurs lois, réglementations et procédures administratives avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC. Deuxièmement, les Communautés européennes soutiennent qu'en continuant d'appliquer les méthodes de réduction à zéro selon les modèles et de réduction à zéro simple – qui sont des procédures administratives au sens de l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC – dans les procédures engagées après la date d'adoption du premier rapport dans lequel l'Organe d'appel a constaté que la réduction à zéro était incompatible avec les règles de l'OMC, les États-Unis ont manqué à leur obligation au titre de l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC.

b) États-Unis

7.80 Les États-Unis font valoir que l'allégation des CE au titre de l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC est subordonnée à une constatation d'incompatibilité en relation avec les autres allégations formulées par les CE. Ils laissent entendre que, comme ils n'ont pas agi d'une manière incompatible avec les autres obligations dans le cadre de l'OMC citées par les Communautés européennes, le

Groupe spécial doit constater qu'il n'y a pas violation de l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC. Les États-Unis réfutent aussi l'argument des CE selon lequel ils enfreignent l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC du fait qu'ils continuent d'appliquer des mesures qui ont été jugées incompatibles avec les règles de l'OMC par l'Organe d'appel dans des différends antérieurs. À cet égard, ils rappellent la propre déclaration de l'Organe d'appel selon laquelle les rapports de l'Organe d'appel et des groupes spéciaux ne sont contraignants qu'en ce qui concerne le règlement des différends auxquels ils se rapportent.[91] À leur avis, l'approche préconisée par les Communautés européennes rendrait les rapports de l'Organe d'appel et des groupes spéciaux contraignants pour tous les Membres, ce qui serait dénué de tout fondement dans les textes juridiques. Les États-Unis n'ont pas présenté d'arguments au sujet des allégations formulées par les Communautés européennes au titre des articles 2.4, 2.4.2, 9.3, 11.1 et 11.3 de l'Accord antidumping et de l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994 concernant le maintien en application des 18 droits.

2. Arguments des tierces parties

a) Japon

7.81 Le Japon fait observer que, selon la législation des États-Unis, les ordonnances antidumping constituent le fondement juridique de l'imposition de droits antidumping après une enquête. Le montant du droit peut changer par la suite en fonction des différents types de réexamen. Le Japon fait valoir que, conformément à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, une telle ordonnance constitue une mesure susceptible d'être contestée dans le cadre du mécanisme de règlement des différends de l'OMC. De même, elle constitue une "mesure de caractère final" au sens de l'article 17.4 de l'Accord antidumping.

3. Évaluation par le Groupe spécial

7.82 Nous notons qu'à l'exception de l'allégation au titre de l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC, la base juridique quant au fond des allégations des CE concernant le maintien en application des 18 droits en cause ne diffère pas de celle des allégations des CE concernant les 52 mesures imposées dans le cadre d'enquêtes ou de réexamens périodiques ou maintenues après les réexamens à l'extinction. En réponse aux questions, les Communautés européennes font valoir que le Groupe spécial devrait s'abstenir d'appliquer le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne les allégations portant sur le maintien en application des 18 droits. À leur avis, appliquer le principe d'économie jurisprudentielle pour ce qui est de leurs allégations concernant le maintien en application des 18 droits en cause constituerait une fausse économie jurisprudentielle.[92] D'autre part, les Communautés européennes déclarent que si le Groupe spécial formule une constatation en leur faveur pour ce qui est de leurs allégations concernant le maintien en application des 18 droits, il peut appliquer le principe d'économie jurisprudentielle pour ce qui est de leurs allégations concernant le recours à la réduction à zéro dans les 52 procédures spécifiques.

7.83 Nous rappelons notre constatation exposée plus haut (paragraphe 6.59) selon laquelle les allégations des CE relatives au maintien en application des 18 droits en cause ne relèvent pas de notre mandat dans la présente procédure. Nous nous abstenons donc d'examiner ces allégations.

[91] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 159.

[92] Réponse des Communautés européennes à la question n° 2 posée par le Groupe spécial après la première réunion.

E. RÉDUCTION À ZÉRO DANS LES ENQUÊTES

1. Arguments des parties

a) Communautés européennes

7.84 Les Communautés européennes contestent l'utilisation de la réduction à zéro dans quatre enquêtes. Elles développent leurs arguments sur la base des aspects spécifiques d'une de ces enquêtes, l'affaire *Carboxyméthylcellulose purifiée en provenance des Pays-Bas*, mais font valoir que les mêmes arguments s'appliquent aussi aux trois autres enquêtes. Elles font valoir que dans les calculs du dumping effectués dans l'enquête mentionnée, l'USDOC a utilisé une méthode qu'elles désignent par l'expression "réduction à zéro selon les modèles". D'après cette méthode, l'USDOC établissait des catégories du produit visé sous forme de modèles et effectuait les calculs pour chaque modèle au moyen de la méthode moyenne pondérée à moyenne pondérée (MP-MP). Dans l'agrégation de ces calculs par modèle, toutefois, l'USDOC ne tenait pas compte des résultats lorsque le prix à l'exportation moyen pondéré dépassait la valeur normale moyenne pondérée. De l'avis des CE, cela a gonflé la marge de dumping pour le produit considéré dans son ensemble. Selon elles, la marge de dumping de 14,88 pour cent calculée par l'USDOC dans l'affaire *Carboxyméthylcellulose purifiée en provenance des Pays-Bas* aurait été de 12,15 pour cent sans réduction à zéro selon les modèles.

7.85 Les Communautés européennes estiment que l'USDOC a agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4.2 de l'Accord en utilisant la réduction à zéro selon les modèles dans les quatre enquêtes en cause. Selon elles, la définition du dumping figurant à l'article 2.1 de l'Accord et à l'article VI:1 du GATT de 1994 s'applique au produit considéré dans son ensemble, et non à un type, un modèle ou une catégorie de ce produit. L'article 2.4.2 prescrit aussi que les déterminations de l'existence d'un dumping soient établies pour le produit considéré dans son ensemble. Les autorités chargées de l'enquête peuvent établir des catégories du produit sous forme de modèles lors du calcul de la marge de dumping pour le produit considéré dans son ensemble. Ces calculs par modèle ne sont cependant pas des marges de dumping, mais des résultats qui doivent être utilisés dans le calcul de la marge de dumping pour le produit considéré dans son ensemble. Les autorités doivent donc prendre en compte les résultats de tous les calculs par modèle dans le calcul de la marge de dumping pour le produit considéré dans son ensemble. L'USDOC a agi d'une manière incompatible avec l'obligation énoncée à l'article 2.4.2 de l'Accord en excluant les résultats des comparaisons par modèle dans lesquelles le prix à l'exportation moyen pondéré dépassait la valeur normale moyenne pondérée.

7.86 Les Communautés européennes soutiennent aussi que la réduction à zéro selon les modèles utilisée par l'USDOC dans les quatre enquêtes en cause est incompatible avec l'article 2.4 de l'Accord. Elles affirment que la prescription imposant de procéder à une comparaison équitable entre la valeur normale et le prix à l'exportation conformément à l'article 2.4 constitue une obligation indépendante et primordiale. Autrement dit, l'obligation générale énoncée dans la première phrase de l'article 2.4 est indépendante des obligations plus spécifiques figurant ailleurs dans cet article. Ainsi, l'obligation de procéder à une comparaison équitable s'applique non seulement à la comparabilité des prix, mais aussi aux alinéas 2.4.1 et 2.4.2. Selon les Communautés européennes, la réduction à zéro selon les modèles est intrinsèquement biaisée et inéquitable du fait qu'elle gonfle la marge de dumping. En tant qu'option méthodologique qui favorise systématiquement les intérêts des requérants et porte préjudice aux intérêts des exportateurs, la réduction à zéro selon les modèles ne peut pas être considérée comme permettant une comparaison équitable au sens de l'article 2.4.

7.87 Les Communautés européennes soutiennent aussi que l'utilisation de la réduction à zéro selon les modèles dans les quatre enquêtes en cause était contraire aux obligations énoncées à l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994.

b) États-Unis

7.88 Les États-Unis reconnaissent que l'USDOC a appliqué la réduction à zéro selon les modèles dans les quatre enquêtes antidumping en cause. Ils admettent aussi que dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux V*, l'Organe d'appel a constaté que l'utilisation de ce type de réduction à zéro était incompatible avec l'article 2.4.2 de l'Accord et que ce raisonnement est pareillement applicable à l'allégation formulée par les CE dans la présente procédure. La reconnaissance par les États-Unis se limite toutefois à l'allégation des CE au titre de l'article 2.4.2 de l'Accord. Les États-Unis rejettent les autres allégations que les Communautés européennes présentent au sujet de l'utilisation de la réduction à zéro dans les enquêtes. Spécifiquement, ils contestent les allégations des CE au titre de l'article 2.1 et 2.4 de l'Accord car il s'agit de dispositions définitionnelles qui n'imposent pas d'obligations indépendantes. Ils affirment qu'une constatation au titre de l'article 2.4.2 suffirait pour se prononcer sur l'allégation des CE concernant les quatre enquêtes en cause.[93]

2. Arguments des tierces parties

a) Inde

7.89 L'Inde note que malgré les décisions antérieures de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel dans lesquelles il a été constaté que la réduction à zéro était incompatible avec les articles 2.4.2, 9.3, 11.2 et 11.3 de l'Accord, les États-Unis continuent d'utiliser cette méthode dans le calcul des marges de dumping, sauf pour les enquêtes dans lesquelles la méthode MP-MP est utilisée. Selon l'Inde, la réduction à zéro gonfle les marges de dumping, aboutit à une constatation positive de l'existence d'un dumping dans les cas où il n'y aurait pas eu de dumping en l'absence de la réduction à zéro et vicie l'évaluation de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping faite par les autorités chargées de l'enquête. L'Inde demande donc que le Groupe spécial réitère la conclusion selon laquelle l'utilisation de la réduction à zéro en relation avec toutes les méthodes de comparaison et toutes les procédures antidumping est incompatible avec les règles de l'OMC.

b) Japon

7.90 Le Japon fonde ses arguments relatifs à l'utilisation de la réduction à zéro dans les enquêtes sur les rapports de l'Organe d'appel dans les différends antérieurs concernant la réduction à zéro. Il soutient que l'article 2.1 et la première phrase de l'article 2.4.2 de l'Accord prescrivent que les autorités chargées de l'enquête calculent le dumping pour le produit considéré dans son ensemble. La méthode de la réduction à zéro appliquée par l'USDOC dans les enquêtes ne satisfait pas à cette prescription car, dans l'agrégation des calculs par modèle, elle ne tient pas compte des résultats intermédiaires lorsque le prix à l'exportation dépasse la valeur normale. Selon le Japon, les résultats de comparaison se rapportant aux modèles du produit considéré ne constituent pas des marges de dumping. Il s'agit simplement de résultats intermédiaires qui doivent être agrégés dans le calcul de la marge de dumping pour le produit considéré dans son ensemble. Par conséquent, l'utilisation par l'USDOC de la réduction à zéro dans les enquêtes est incompatible avec les obligations énoncées à l'article 2.1 et 2.4.2 de l'Accord.

7.91 Le Japon dit que la méthode de la réduction à zéro que l'USDOC utilise dans les enquêtes gonfle la marge de dumping en ne tenant pas compte des résultats intermédiaires lorsque le prix à l'exportation dépasse la valeur normale. Elle ne permet donc pas d'établir une détermination impartiale, équitable et sans parti pris de l'existence d'un dumping. Il s'ensuit que les déterminations de l'existence d'un dumping établies par l'USDOC dans les enquêtes sont incompatibles avec l'obligation de procéder à une comparaison équitable énoncée à l'article 2.4 de l'Accord.

[93] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 155 et 156.

c) Corée

7.92 La Corée note que l'Organe d'appel a constaté que la réduction à zéro était incompatible avec les règles de l'OMC dans toutes les procédures antidumping et invite le Groupe spécial à réitérer cette constatation générale. Plus spécifiquement, elle rappelle que l'Organe d'appel a constaté que l'utilisation de la réduction à zéro dans les enquêtes dans lesquelles la valeur normale et le prix à l'exportation étaient comparées sur une base MP-MP était incompatible avec l'article 2.4.2 et 2.4 de l'Accord. La Corée invite le Groupe spécial à constater également que l'utilisation de la réduction à zéro dans les enquêtes dans lesquelles la valeur normale et le prix à l'exportation sont comparés sur une base MP-MP est incompatible avec l'article 2.4.2 et 2.4 de l'Accord.

d) Norvège

7.93 La Norvège rappelle que dans les précédentes affaires portant sur la réduction à zéro, l'Organe d'appel a constaté que la réduction à zéro était incompatible avec les prescriptions de l'Accord antidumping. Bien que la doctrine du *stare decisis* ne s'applique pas dans le cadre du règlement des différends à l'OMC, la Norvège fait valoir que dans l'intérêt de la certitude, de la prévisibilité et de l'égalité devant la loi, les groupes spéciaux et l'Organe d'appel ne devraient pas s'écarter des précédents sans en donner une raison valable. Elle estime que les rapports adoptés suscitent chez les Membres de l'OMC des attentes légitimes et devraient donc être suivis par les groupes spéciaux dans la mesure où les questions sont analogues. Elle fait valoir que la présente affaire ne comporte pas d'arguments factuels ou juridiques différents de ceux des affaires antérieures concernant la réduction à zéro. Le Groupe spécial ne devrait donc pas s'écarter des précédents lorsqu'il formulera ses constatations et recommandations.

7.94 En outre, la Norvège soutient que les rapports adoptés des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel ont une incidence sur les obligations des Membres de l'OMC au sens de l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC. Selon elle, bien que les recommandations et décisions de l'ORD dans une affaire donnée concernent uniquement les parties à ce différend, ces décisions et recommandations expliquent aussi les obligations de tous les Membres en général. De ce fait, selon la Norvège, les Membres de l'OMC doivent prendre en considération les rapports adoptés des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel lorsqu'ils adoptent ou maintiennent leurs lois et réglementations nationales.[94]

7.95 La Norvège note les constatations de l'Organe d'appel concernant la réduction à zéro et estime que la prohibition énoncée à cet égard ne se limite pas aux enquêtes et à la méthode MP-MP. Selon elle, la réduction à zéro est prohibée dans toutes les procédures antidumping et en ce qui concerne toutes les méthodes de comparaison car: a) l'article 2.1 prescrit que les déterminations de l'existence d'un dumping soient établies pour le produit considéré dans son ensemble et b) la réduction à zéro est contraire à la prescription de l'article 2.4 relative à la comparaison équitable.

7.96 S'agissant de la tâche des groupes spéciaux de l'OMC en tant qu'interprètes des traités, la Norvège fait valoir que le but de l'interprétation des traités est de parvenir à une "seule et unique interprétation d'un terme".[95] Selon elle, les Groupes spéciaux *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)* et *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)* ont commis un certain nombre d'erreurs de droit dans leur interprétation des dispositions conventionnelles pertinentes. Premièrement, ils n'ont pas fondé leur interprétation des termes "produit" et "marge de dumping" sur les dispositions conventionnelles pertinentes, comme le prescrivent les principes énoncés aux articles 31 et 32 de la Convention de Vienne. Au lieu de cela, ils ont proposé leur propre interprétation, qu'ils ont ensuite considérée comme une interprétation admissible au sens de l'article 17.6 ii) de l'Accord antidumping. Deuxièmement, ces groupes spéciaux ont recouru à l'article 17.6 ii) sans avoir d'abord épuisé tous les

[94] Première communication écrite de la Norvège, paragraphe 18.
[95] Déclaration orale de la Norvège, paragraphe 14.

moyens possibles d'établir une seule interprétation possible des dispositions juridiques qu'ils devaient examiner. La Norvège invite le présent Groupe spécial à ne pas commettre les mêmes erreurs et à suivre le raisonnement convaincant de l'Organe d'appel, qui a constaté que la réduction à zéro était incompatible dans toutes les procédures antidumping et en relation avec tous les types de méthodes de comparaison.

e) Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu

7.97 Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu fait valoir que la définition du dumping figurant à l'article 2.1 de l'Accord s'applique à toutes les procédures antidumping, y compris les procédures de fixation des droits. Il affirme par conséquent que les déterminations de l'existence d'un dumping dans le cadre de ces procédures devraient aussi être conformes aux disciplines énoncées à l'article 2, y compris les alinéas 2.4 et 2.4.2.

7.98 Selon le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu, l'existence d'un dumping doit être établie pour le produit considéré dans son ensemble. Il s'ensuit que tout calcul qui omet certaines transactions à l'exportation sera incompatible avec l'Accord antidumping. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu soutient que le terme "enquête" à l'article 2.4.2 ne se rapporte pas uniquement aux enquêtes initiales menées au titre de l'article 5 de l'Accord. Ce terme n'a pas le même sens dans tous les cas où il apparaît dans l'Accord. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu fait valoir que le terme "enquête", tel qu'il est utilisé à l'article 2.4.2, désigne l'activité d'enquête menée dans tous les types de procédures antidumping. Selon lui, l'objet et le but de l'article 2 seraient compromis si l'article 2.4 et 2.4.2 était interprété comme étant applicable aux enquêtes initiales uniquement.

7.99 Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu affirme que l'article 2.4 de l'Accord énonce l'obligation de procéder à une comparaison équitable entre la valeur normale et le prix à l'exportation en tenant compte des prix de toutes les ventes relatives au produit considéré. Les autorités ne peuvent pas écarter certaines de ces transactions. L'omission de certains prix à l'exportation équivaut à surcorriger le dommage causé par le dumping et va au-delà des limites de l'autorisation de recourir à des mesures antidumping. Cette obligation s'applique à tous les types de procédures antidumping.

7.100 Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu conclut que l'application par les États-Unis de la méthode de la réduction à zéro dans toutes les procédures antidumping relevant de leur législation, y compris les réexamens, est incompatible avec les articles 2.1, 2.4, 2.4.2, 9.3, 11.1, 11.2 et 11.3 de l'Accord antidumping, ainsi qu'avec l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994. Il invite le Groupe spécial à suivre la jurisprudence de l'Organe d'appel et à constater que la réduction à zéro est incompatible avec les règles de l'OMC dans toutes les procédures antidumping et en relation avec tous les types de méthodes de comparaison.

f) Thaïlande

7.101 La Thaïlande dit que la réduction à zéro est incompatible tant avec l'esprit qu'avec la lettre de l'Accord antidumping et de l'article VI du GATT de 1994. La réduction à zéro soit donne lieu à une constatation de l'existence d'un dumping dans des cas où il n'y a pas dumping soit gonfle la marge de dumping réelle. La Thaïlande partage d'une manière générale les vues des Communautés européennes concernant les allégations formulées dans le présent différend. Elle soutient que le présent Groupe spécial devrait suivre le raisonnement exposé par l'Organe d'appel dans les affaires antérieures relatives à la réduction à zéro et constater que les mesures en cause sont incompatibles avec l'Accord antidumping. Elle fait valoir que sinon, la sécurité et la prévisibilité que le mécanisme de règlement des différends doit assurer au système commercial multilatéral seraient compromises.

De l'avis de la Thaïlande, il n'y a aucun contre-argument présenté en l'espèce qui justifierait un écart par rapport à la jurisprudence de l'Organe d'appel concernant la réduction à zéro.

7.102 La Thaïlande conteste également l'avis des États-Unis selon lequel le dumping peut être déterminé pour une transaction à l'importation donnée. Elle ne souscrit pas non plus à l'affirmation selon laquelle le paiement d'un droit dans un système de la valeur normale prospective constitue le paiement du montant final du droit à acquitter. Elle fait valoir que le calcul du montant du droit qui doit être acquitté par un importateur dans le contexte d'un système de la valeur normale prospective ne comporte pas le calcul d'une marge de dumping. Il serait donc illogique de comparer la détermination établie dans une procédure de fixation des droits avec le calcul du droit à acquitter dans un système de la valeur normale prospective.

3. Évaluation par le Groupe spécial

7.103 Les quatre enquêtes en cause sont les suivantes:

Produit et pays concernés	Pièces pertinentes
Carboxyméthylcellulose purifiée en provenance de Suède USDOC, affaire n° A-401-808	EC-28
Carboxyméthylcellulose purifiée en provenance des Pays-Bas USDOC, affaire n° A-421-811	EC-26
Carboxyméthylcellulose purifiée en provenance de Finlande USDOC, affaire n° A-405-803	EC-29
Isocyanurates chlorés en provenance d'Espagne USDOC, affaire n° A-469-814	EC-30

7.104 Les États-Unis admettent que l'USDOC a appliqué la réduction à zéro selon les modèles dans ces enquêtes. En outre, ils reconnaissent que le raisonnement tenu dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux V* par l'Organe d'appel, qui a constaté que la réduction à zéro selon les modèles dans les enquêtes était incompatible avec l'article 2.4.2 de l'Accord, s'applique à l'allégation des CE en cause.[96] Les États-Unis n'ont présenté aucun argument pour contrer l'affirmation des CE selon laquelle la réduction à zéro selon les modèles est incompatible avec l'article 2.4.2 de l'Accord.

7.105 Étant donné que les États-Unis reconnaissent que le raisonnement tenu par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux V* au sujet de la compatibilité de la réduction à zéro selon les modèles dans les enquêtes avec l'article 2.4.2 de l'Accord est pareillement applicable s'agissant des enquêtes contestées dans la présente procédure, la question de la charge de la preuve prend une importance particulière en ce qui concerne l'évaluation de l'allégation en cause. Nous rappelons que, conformément aux principes régissant la charge de la preuve que nous suivons dans la présente procédure (*supra*, paragraphe 7.6), il incombe au Membre plaignant de fournir des éléments *prima facie* concernant une allégation qu'il établit, avant que la charge de réfuter ces éléments passe au défendeur. Les États-Unis ne contestent pas l'allégation formulée par les CE au titre de l'article 2.4.2 à l'encontre de la réduction à zéro selon les modèles dans les enquêtes. À notre avis, cependant, la reconnaissance par les États-Unis ne libère pas les Communautés européennes de leur obligation de présenter des éléments *prima facie* concernant l'incompatibilité alléguée de la réduction à zéro selon les modèles dans les enquêtes avec l'article 2.4.2 de l'Accord.[97] Indépendamment de la reconnaissance par les

[96] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 155 et 156.

[97] Nous notons que cette même question s'est posée dans les deux derniers différends portant sur la réduction à zéro et que les groupes spéciaux ont tenu le raisonnement selon lequel la reconnaissance par le défendeur de l'incompatibilité de la mesure en cause avec les règles de l'OMC ne libérait pas le Membre

États-Unis, nous devons par conséquent évaluer si les arguments des CE sont suffisants pour établir des éléments *prima facie*. C'est alors seulement que nous pourrons constater que les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC. À notre avis, notre obligation de procéder à une "évaluation objective des faits de la cause, de l'applicabilité des dispositions des accords visés pertinents et de la conformité des faits avec ces dispositions", telle qu'elle est énoncée à l'article 11 du Mémorandum d'accord, étaye l'approche que nous adoptons à cet égard. Compte tenu de cela, nous évaluons maintenant l'allégation présentée par les Communautés européennes.

7.106 Les Communautés européennes font valoir que la réduction à zéro selon les modèles dans les enquêtes est incompatible avec l'obligation énoncée à l'article 2.4.2 de l'Accord car elle empêche les autorités chargées de l'enquête d'établir une détermination de l'existence d'un dumping pour le produit considéré dans son ensemble. Cela se fait par le biais de l'exclusion, du calcul final effectué pour le produit considéré dans son ensemble, des résultats des comparaisons par modèle dans lesquelles le prix à l'exportation moyen pondéré dépassait la valeur normale moyenne pondérée. Les Communautés européennes affirment aussi que la réduction à zéro selon les modèles dans les enquêtes est incompatible avec l'article 2.4 de l'Accord parce qu'elle représente une méthode qui est intrinsèquement biaisée et inéquitable. Enfin, les Communautés européennes soutiennent que la réduction à zéro selon les modèles dans les enquêtes est contraire aux obligations énoncées à l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994.

7.107 Nous jugeons approprié de commencer notre analyse par la violation alléguée de l'article 2.4.2 de l'Accord et de passer ensuite aux autres allégations dans la mesure où cela est nécessaire pour régler le différend. L'article 2.4.2 dispose ce qui suit:

"*Article 2*

Détermination de l'existence d'un dumping

...

> 2.4.2 Sous réserve des dispositions régissant la comparaison équitable énoncées au paragraphe 4, l'existence de marges de dumping pendant la phase d'enquête sera normalement établie sur la base d'une comparaison entre une valeur normale moyenne pondérée et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables, ou par comparaison entre la valeur normale et les prix à l'exportation transaction par transaction. Une valeur normale établie sur la base d'une moyenne pondérée pourra être comparée aux prix de transactions à l'exportation prises individuellement si les autorités constatent que, d'après leur configuration, les prix à l'exportation diffèrent notablement entre différents acheteurs, régions ou périodes, et si une explication est donnée quant à la raison pour laquelle il n'est pas possible de prendre dûment en compte de telles différences en utilisant les méthodes de comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée ou transaction par transaction." (non souligné dans l'original)

---

plaignant de son obligation de fournir des éléments *prima facie*. Voir le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesure antidumping visant les crevettes en provenance de l'Équateur* ("*États-Unis – Crevettes (Équateur)*"), WT/DS335/R, adopté le 20 février 2007, paragraphe 7.9; le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures antidumping finales visant l'acier inoxydable en provenance du Mexique* ("*États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)*"), WT/DS344/R, adopté le 20 mai 2008, modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS344/AB/R, paragraphe 7.52.

7.108 L'article 2.4.2 autorise l'utilisation de trois méthodes différentes pour les déterminations de l'existence d'un dumping dans les enquêtes antidumping. Les deux premières, à savoir les méthodes MP-MP et transaction par transaction (T-T), sont indiquées dans la première phrase et la troisième, à savoir la méthode moyenne pondérée à transaction (MP-T), dans la deuxième phrase. L'allégation en cause concerne l'utilisation de la méthode MP-MP. La première phrase de l'article 2.4.2 dispose que dans les enquêtes dans lesquelles les déterminations de l'existence d'un dumping sont fondées sur la méthode MP-MP, la valeur normale moyenne pondérée doit être comparée avec la moyenne pondérée des prix de "toutes les transactions à l'exportation comparables". À notre avis, cela donne à penser que les autorités ne peuvent exclure de leurs calculs aucune transaction à l'exportation effectuée pendant la période couverte par l'enquête pertinente. Les Communautés européennes formulent leur allégation au titre de l'article 2.4.2 en suivant point par point le raisonnement tenu par l'Organe d'appel dans les affaires antérieures relatives à la réduction à zéro, y compris l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux V*. Nous rappelons que les États-Unis reconnaissent que le raisonnement de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux V* est pareillement applicable à l'allégation des CE au titre de l'article 2.4.2 dans la présente procédure.

7.109 Dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux V*, l'Organe d'appel a commencé par préciser que l'article 2.4.2 autorisait l'établissement de moyennes multiples.[98] Cela signifie que les autorités chargées de l'enquête peuvent établir des catégories du produit visé sous forme de différents modèles, procéder à une comparaison sur la base d'une valeur normale moyenne pondérée et d'un prix à l'exportation moyen pondéré pour chacun de ces modèles, puis agréger ces résultats par modèle afin de calculer la marge de dumping pour le produit considéré dans son ensemble. L'Organe d'appel a estimé que lorsque la méthode MP-MP était utilisée, l'article 2.4.2 prescrivait que les autorités chargées de l'enquête prennent en compte la moyenne des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables.[99] Il a ensuite abordé le point de savoir si cette obligation se limitait aux comparaisons par modèle ou si elle s'appliquait aussi à l'agrégation de ces comparaisons. De l'avis de l'Organe d'appel, cela dépendait de l'interprétation des termes "dumping" et "marges de dumping" figurant dans l'Accord antidumping.[100] Selon l'Organe d'appel, la définition du terme "dumping" donnée à l'article 2.1 vise le produit considéré dans son ensemble, tel qu'il est défini par les autorités chargées de l'enquête dans l'enquête pertinente. De plus, l'expression "[a]ux fins du présent accord" figurant à l'article 2.1 indique que cette définition du dumping s'applique dans l'ensemble de l'Accord antidumping, y compris dans le contexte de l'article 2.4.2. Ainsi, l'Organe d'appel est arrivé à la conclusion que l'existence d'un dumping pouvait être constatée uniquement "pour le produit visé par l'enquête dans son ensemble et [qu'elle] ne [pouvait] pas être constatée pour un type, un modèle ou une catégorie de ce produit".[101]

7.110 L'Organe d'appel a déclaré que l'obligation énoncée à l'article 2.4.2 de prendre en compte la moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables s'appliquait non seulement aux comparaisons par modèle mais aussi à leur agrégation aux fins de l'établissement de la marge de dumping pour le produit considéré dans son ensemble.[102] Selon l'Organe d'appel, les résultats de comparaisons par modèle ne sont pas des marges de dumping au sens de l'article 2.4.2 mais constituent des calculs intermédiaires qui doivent être pris en compte dans le calcul de la marge de dumping pour le produit considéré dans son ensemble.[103] En conséquence, lorsque les autorités recourent à l'établissement de moyennes multiples dans leurs déterminations de l'existence d'un

[98] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Détermination finale de l'existence d'un dumping concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada* ("*États-Unis – Bois de construction résineux V*"), WT/DS264/AB/R, adopté le 31 août 2004, paragraphe 81.
[99] *Ibid.*, paragraphe 86.
[100] *Ibid.*, paragraphe 90.
[101] *Ibid.*, paragraphe 96.
[102] *Ibid.*, paragraphe 98.
[103] *Ibid.*, paragraphe 97.

dumping dans les enquêtes, l'article 2.4.2 prescrit que toutes les comparaisons par modèle soient incluses dans le calcul de la marge de dumping pour le produit considéré dans son ensemble.

7.111 Nous partageons l'avis de l'Organe d'appel selon lequel l'expression "toutes les transactions à l'exportation comparables" figurant à l'article 2.4.2 exige que les autorités prennent en compte la moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables lorsqu'elles calculent les marges de dumping dans les enquêtes dans lesquelles la méthode MP-MP est utilisée. La réduction à zéro selon les modèles est contraire à cette obligation car elle exclut du calcul de la marge de dumping pour le produit considéré dans son ensemble les résultats des comparaisons par modèle dans lesquelles le prix à l'exportation moyen pondéré dépasse la valeur normale moyenne pondérée. En conséquence, nous constatons que la réduction à zéro selon les modèles est incompatible avec l'obligation énoncée à l'article 2.4.2 de l'Accord. Il s'ensuit que les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec l'obligation énoncée à l'article 2.4.2 en utilisant la réduction à zéro selon les modèles dans les quatre enquêtes en cause.[104]

7.112 Ayant constaté que la réduction à zéro selon les modèles dans les enquêtes était incompatible avec l'obligation énoncée à l'article 2.4.2 de l'Accord, nous n'avons pas besoin d'examiner et n'examinons pas les allégations des CE au titre de l'article 2.4 de l'Accord antidumping et de l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994.

F. RÉDUCTION À ZÉRO DANS LES RÉEXAMENS PÉRIODIQUES

1. Arguments des parties

a) Communautés européennes

7.113 Les Communautés européennes font valoir que l'USDOC a appliqué ce qu'elles appellent la "réduction à zéro simple" dans 37 réexamens périodiques énumérés dans l'annexe de leur demande d'établissement d'un groupe spécial. Elles développent leurs arguments à ce sujet sur la base des particularités de l'un de ces réexamens périodiques, l'affaire *Roulements à billes en provenance d'Italie*, et soulignent que les mêmes arguments s'appliquent également aux réexamens périodiques restants. Dans le réexamen périodique en cause, l'USDOC a calculé les taux d'imposition pour les importations effectuées pendant la période couverte par le réexamen et le nouveau taux de dépôt en espèces pour les importations futures. Ce faisant, il a utilisé la méthode MP-T. Il a donc commencé ses calculs du dumping en procédant à diverses comparaisons entre une valeur normale moyenne pondérée et des transactions à l'exportation prises individuellement. Les résultats de ces comparaisons ont ensuite été agrégés pour obtenir la marge de dumping moyenne pondérée globale. Dans cette agrégation, l'USDOC n'a pas tenu compte des résultats des comparaisons dans lesquelles le prix à l'exportation dépassait la valeur normale moyenne pondérée. De l'avis des Communautés européennes, cela a gonflé la marge de dumping globale. Dans le réexamen périodique visant les *Roulements à billes en provenance d'Italie*, par exemple, les deux marges calculées pour les deux défendeurs, soit 2,52 et 7,65 pour cent, auraient été négatives si l'USDOC n'avait pas appliqué la réduction à zéro simple.

7.114 Les Communautés européennes déclarent qu'en utilisant la réduction à zéro simple dans les 37 réexamens périodiques en cause, l'USDOC a agi d'une manière incompatible avec les obligations énoncées aux articles 2.1, 2.4, 2.4.2 et 9.3 de l'Accord antidumping ainsi qu'à l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994. Elles font valoir que bien que l'article 9.3 de l'Accord ne prescrive pas une méthode spécifique pour la fixation des droits, comme l'Organe d'appel l'a relevé, la marge de dumping calculée

[104] Nous voudrions signaler que les vues de la majorité des membres du Groupe spécial concernant l'interprétation par l'Organe d'appel de la question du "produit considéré dans son ensemble" sont subordonnées aux observations figurant aux paragraphes 7.162 à 7.169 ci-après.

pour le produit considéré dans son ensemble fonctionne comme un plafond pour le droit fixé au titre de l'article 9.3. À leur avis, la réduction à zéro simple appliquée par l'USDOC dans les 37 réexamens périodiques en cause aboutit à des marges qui étaient plus élevées que les marges réelles des exportateurs car cette méthode ne tient pas compte des résultats des comparaisons dans lesquelles le prix à l'exportation dépassait la valeur normale moyenne pondérée. De ce fait, selon les Communautés européennes, l'USDOC a agi d'une manière incompatible avec les articles 2 et 9.3 de l'Accord.[105]

7.115 Les Communautés européennes font valoir que, selon le raisonnement de l'Organe d'appel, la prescription relative à la comparaison équitable énoncée à l'article 2.4 s'applique aux procédures de fixation des droits au titre de l'article 9.3 de l'Accord. La méthode de la réduction à zéro simple utilisée par l'USDOC dans les réexamens périodiques est intrinsèquement biaisée et déséquilibrée. Elle entraîne systématiquement et inévitablement une marge plus élevée. Il s'ensuit que la réduction à zéro simple dans les réexamens périodiques est incompatible avec l'article 2.4 de l'Accord.

7.116 Les Communautés européennes qualifient d'enquêtes toutes les procédures antidumping et font valoir que l'article 2.4.2 s'applique non seulement aux enquêtes initiales, mais aussi à toutes les procédures antidumping, y compris les réexamens périodiques. En conséquence, les marges de dumping établies dans les réexamens périodiques doivent être calculées d'une manière compatible avec les dispositions de l'article 2.4.2, c'est-à-dire pour le produit considéré dans son ensemble.

7.117 Les Communautés européennes soutiennent que l'utilisation de la réduction à zéro simple dans les réexamens périodiques en cause était incompatible avec l'article 2.4.2 de l'Accord, pour deux raisons. Premièrement, elles font valoir que l'USDOC a agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4.2 en utilisant la troisième méthode de comparaison sans observer les conditions énoncées dans la deuxième phrase de l'article 2.4.2. Deuxièmement, elles déclarent que l'USDOC a agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4.2 en ne tenant pas compte des résultats des comparaisons intermédiaires dans lesquelles le prix à l'exportation dépassait la valeur normale moyenne pondérée.

7.118 Enfin, les Communautés européennes affirment que l'USDOC a agi d'une manière incompatible avec l'article 11.2 de l'Accord dans les réexamens périodiques en cause. Selon elles, le calcul du nouveau taux de dépôt en espèces dans le cadre d'un réexamen périodique constitue un examen de la question de savoir si le maintien du droit est nécessaire au sens de l'article 11.2. Les Communautés européennes font valoir que les effets du calcul des nouveaux taux de dépôt en espèces et ceux des réexamens au titre de l'article 11.2 sont les mêmes. Elles soutiennent que l'USDOC a agi d'une manière incompatible avec l'obligation énoncée à l'article 11.2 car il n'a pas déterminé si le maintien du droit était nécessaire pour neutraliser le "dumping" au sens de l'article 2, c'est-à-dire tel que celui-ci avait été calculé pour le produit considéré dans son ensemble. Au lieu de cela, l'USDOC a analysé la nécessité de maintenir le droit par rapport à quelque chose qui ne constituait pas un "dumping" au sens de l'article 2.

7.119 S'agissant du rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)*, les Communautés européennes notent que le rapport confirme encore une fois l'incompatibilité de la réduction à zéro simple dans les réexamens périodiques avec les règles de l'OMC et invitent le Groupe spécial à adopter la même approche.

b) États-Unis

7.120 Les États-Unis font valoir qu'une prohibition générale de la réduction à zéro applicable dans le contexte des réexamens périodiques ne peut pas être conciliée avec l'interprétation exposée par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux V*, dans laquelle l'Organe

[105] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 197.

d'appel a constaté que la réduction à zéro était prohibée dans le contexte des comparaisons MP-MP car l'expression "toutes les transactions à l'exportation comparables" figurant à l'article 2.4.2 signifiait que l'existence d'un dumping devait être déterminée pour le "produit dans son ensemble". Les États-Unis soutiennent que l'Organe d'appel a par la suite, de façon erronée, étendu le concept de "produit considéré dans son ensemble" au-delà de ce contexte étroit et décidé que l'existence d'un dumping ne pouvait pas être déterminée pour des transactions individuelles. Ils invitent le Groupe spécial à procéder à sa propre évaluation objective de la question dont il est saisi et à s'abstenir d'adopter le raisonnement de l'Organe d'appel qui n'accepte pas une interprétation admissible des dispositions conventionnelles pertinentes, d'une manière incompatible avec le critère d'examen énoncé à l'article 17.6 ii) de l'Accord antidumping.

7.121 Les États-Unis affirment que l'article 2.1 de l'Accord et l'article VI:1 du GATT de 1994 contiennent des dispositions définitionnelles qui n'imposent pas d'obligations juridiques indépendantes. Il s'agit cependant de moyens importants pour l'interprétation des autres dispositions conventionnelles pertinentes. Les États-Unis font observer que le dumping peut se produire lors d'une seule transaction à l'exportation. Rien dans le GATT de 1994 ou dans l'Accord antidumping n'étaye l'affirmation selon laquelle un dumping dommageable qui se produit lors d'une seule transaction est atténué par une autre transaction effectuée à un prix qui n'est pas un prix de dumping. Les États-Unis invoquent à l'appui de cette interprétation du concept de dumping la pratique du GATT ainsi que l'historique de la négociation de l'Accord antidumping issu du Cycle d'Uruguay. Ils déclarent que l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux V* a interprété l'expression "toutes les transactions à l'exportation comparables" figurant à l'article 2.4.2 de l'Accord comme signifiant que lorsqu'il était fait appel à l'établissement de moyennes multiples dans une enquête, les résultats de toutes les comparaisons devaient être pris en compte dans l'agrégation de ces comparaisons. Par la suite, cependant, l'Organe d'appel a décidé que la réduction à zéro était prohibée chaque fois qu'il était procédé à des comparaisons multiples.

7.122 Selon les États-Unis, l'Accord n'étaye pas l'argument selon lequel le mot "produit" désigne généralement le "produit considéré dans son ensemble". Les États-Unis font valoir que dans certains cas relevant de l'Accord antidumping et du GATT de 1994, le mot "produit" est employé pour faire référence à des transactions individuelles, et non au produit considéré dans son ensemble. Dans le même ordre d'idées, ils font valoir que dans un système de la valeur normale prospective, le mot "produit" fait nécessairement référence à une transaction unique.

7.123 Les États-Unis estiment que l'expression "phase d'enquête" employée à l'article 2.4.2 limite l'application de cette disposition aux enquêtes. Interpréter l'article 2.4.2 comme s'appliquant aux procédures de fixation des droits au titre de l'article 9.3 rendrait donc inutiles les termes de l'article 2.4.2 qui en limitent expressément l'application aux enquêtes. Les États-Unis soutiennent que de nombreuses dispositions de l'Accord ainsi que les constatations formulées par des groupes spéciaux antérieurs et par l'Organe d'appel infirment l'affirmation selon laquelle toutes les procédures antidumping, y compris les procédures de fixation des droits au titre de l'article 9.3, constituent des enquêtes au sens de l'article 2.4.2. Ils font valoir que, du fait que l'application de l'article 2.4.2 se limite à la phase d'enquête de la procédure, l'Accord antidumping n'étaye pas une prohibition de la réduction à zéro dans le contexte des réexamens périodiques au titre de l'article 9.

7.124 Les États-Unis contestent aussi l'affirmation des CE selon laquelle l'article 2.4.2 s'applique aux réexamens périodiques en raison du renvoi à l'article 2, qui figure à l'article 9.3. Selon eux, ce renvoi est assujetti aux limites énoncées à l'article 2 lui-même. Il s'ensuit que l'article 2.4.2 ne s'applique pas aux réexamens périodiques puisque son texte en limite l'application aux enquêtes. Les États-Unis notent que les Communautés européennes laissent entendre que l'USDOC aurait dû démontrer que les conditions énoncées dans la deuxième phrase de l'article 2.4.2 pour l'utilisation de la troisième méthode, asymétrique, étaient remplies avant d'y recourir dans les réexamens périodiques. Ils contestent cette affirmation car l'article 2.4.2 lui-même limite son application aux enquêtes. De

plus, ils déclarent que l'article 9.4 ii) autorise spécifiquement l'utilisation de la méthode MP-T dans les procédures de fixation des droits.

7.125 Les États-Unis estiment qu'une interprétation qui étend la prohibition de la réduction à zéro au-delà du contexte des enquêtes dans lesquelles la méthode MP-MP est utilisée viderait de tout son sens la deuxième phrase de l'article 2.4.2 de l'Accord. Plus spécifiquement, ils soutiennent que si la réduction à zéro est prohibée dans tous les contextes, la méthode exceptionnelle MP-T prévue dans la deuxième phrase de l'article 2.4.2 donnerait mathématiquement le même résultat que la méthode MP-MP. Une telle approche serait incompatible avec le principe de l'interprétation des traités dit de l'effet utile. À ce propos, les États-Unis notent que le Tribunal de première instance des Communautés européennes a approuvé la réduction à zéro dans le contexte de la méthode MP-T sur la base de l'argument relatif à l'"équivalence mathématique".

7.126 Les États-Unis font valoir que l'interprétation par les CE du mot "produit" dans le contexte des réexamens périodiques au titre de l'article 9.3 rendrait rétrospectifs les systèmes de la valeur normale prospective. Elle empêcherait la réalisation du but de l'imposition d'un droit antidumping, qui est de contrebalancer le dommage causé par le dumping.

7.127 Les États-Unis soutiennent que la réduction à zéro dans les réexamens périodiques n'est pas incompatible avec l'article 2.4 de l'Accord. Selon eux, l'allégation des CE au titre de l'article 2.4 fait fond sur la présomption selon laquelle l'expression "marge de dumping", telle qu'elle est utilisée à l'article 9.3, ne peut pas être interprétée comme faisant référence à des transactions individuelles. Comme l'article 9.3 n'exclut pas une telle interprétation, l'allégation des CE au titre de l'article 2.4 n'est pas défendable. Les États-Unis contestent aussi l'affirmation des CE selon laquelle la réduction à zéro est intrinsèquement inéquitable. Selon eux, rien dans l'Accord n'étaye cette affirmation. Une méthode ne peut pas être qualifiée d'équitable ou d'inéquitable simplement du fait qu'elle aboutit à une marge de dumping plus élevée ou plus faible. Les États-Unis font valoir qu'une interprétation de l'article 2.4 comme prohibant d'une façon générale la réduction à zéro viderait de leur sens les distinctions entre les méthodes MP-MP et MP-T qui figurent à l'article 2.4.2 et serait ainsi incompatible avec le principe de l'interprétation des traités dit de l'effet utile.[106]

7.128 Enfin, les États-Unis affirment que l'article 11.2 ne s'applique pas aux réexamens périodiques. Un réexamen périodique effectué au titre de l'article 9.3 de l'Accord consiste bien à examiner s'il est toujours nécessaire d'imposer le droit antidumping. Les États-Unis font valoir qu'un réexamen au titre de l'article 11.2 est axé sur le fait qu'un dommage subsisterait ou se reproduirait si le droit est supprimé, alors qu'un réexamen périodique concerne simplement la détermination d'un taux de droit variable.

7.129 Pour ce qui est du rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)*, les États-Unis déclarent que ce rapport est "gravement entaché d'erreurs" et que le présent Groupe spécial ne devrait pas suivre le raisonnement qui y est exposé. Plus spécifiquement, ils soutiennent que le raisonnement de l'Organe d'appel concernant l'incompatibilité de la réduction à zéro simple dans les réexamens périodiques avec les règles de l'OMC est dénué de fondement juridique. De plus, ils affirment que l'Organe d'appel attribue indûment un effet obligatoire à ses rapports adoptés. Selon eux, telle n'était pas l'intention des rédacteurs de l'Accord sur l'OMC. À cet égard, les États-Unis rappellent que l'Accord sur l'OMC habilite la Conférence ministérielle et le Conseil général, et non l'Organe d'appel, à donner une interprétation faisant autorité des dispositions de l'Accord sur l'OMC. Ils notent aussi que les articles 3:2 et 19:2 du Mémorandum d'accord disposent que les recommandations et décisions de l'ORD, ainsi que les constatations et recommandations des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel ne peuvent pas accroître ou diminuer les droits et obligations des Membres de l'OMC. Ils soutiennent que l'obligation énoncée à l'article 11 du Mémorandum

[106] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 145.

d'accord exige que le présent Groupe spécial procède à sa propre évaluation objective de la question dont il est saisi. À cet égard, ils notent que le Groupe spécial *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)* a conclu que le souci d'assurer une jurisprudence constante ne devrait pas l'emporter sur la tâche du Groupe spécial, qui était de procéder à une évaluation objective en interprétant les dispositions conventionnelles pertinentes conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public. Les États-Unis estiment qu'une évaluation objective devrait amener le Groupe spécial à s'écarter du raisonnement de l'Organe d'appel concernant la compatibilité de la réduction à zéro simple dans les réexamens périodiques avec les règles de l'OMC.

2. Arguments des tierces parties

a) Brésil

7.130 Le Brésil note que, malgré les nombreuses constatations d'incompatibilité relatives à la pratique de la réduction à zéro, les États-Unis continuent de l'appliquer. Selon lui, les décisions rendues dans les affaires antérieures visant la réduction à zéro à l'encontre des États-Unis ont confirmé l'incompatibilité de cette méthode avec les règles de l'OMC. Le Brésil note aussi que la plupart des arguments avancés par les États-Unis en l'espèce ont été examinés et rejetés par des groupes spéciaux et l'Organe d'appel. Il conteste les principaux arguments sur lesquels le moyen de défense des États-Unis repose en l'espèce. Il soutient d'une manière générale que les principaux concepts de l'article 2 de l'Accord, à savoir "produit", "marges de dumping" et "comparaison équitable", s'appliquent aux déterminations de l'existence d'un dumping dans toutes les procédures antidumping. De l'avis du Brésil, l'Accord lie le concept de "dumping" à celui de "produit", et non à celui de "transaction". Ainsi, rien dans l'Accord n'étaye l'argument des États-Unis selon lequel le dumping peut être défini pour des transactions à l'importation individuelles. Le dumping est défini en relation avec le produit dans son ensemble et cette définition s'applique à tous les types d'enquête antidumping, qu'il s'agisse d'enquêtes initiales, d'enquêtes dans le cadre de réexamens ou d'enquêtes à l'extinction. Comme pour le "dumping", le concept de "marges de dumping" est également défini en relation avec le produit considéré dans son ensemble. La marge de dumping ne peut pas être correctement établie sans prise en compte des résultats de tous les calculs intermédiaires effectués pour le produit considéré dans son ensemble. La marge de dumping établie sur la base de tous ces calculs intermédiaires fonctionne comme un plafond au niveau duquel le droit antidumping résultant peut être recouvré. À cet égard, le Brésil estime que les concepts de "dumping", de "marges de dumping" et de "produit considéré dans son ensemble" sont liés. Il fait aussi valoir que la réduction à zéro va à l'encontre de la prescription de l'article 2.4 de l'Accord relative à la comparaison équitable car elle aboutit à des marges de dumping artificiellement élevées et rend donc plus probable une constatation de l'existence d'un dumping.

7.131 Le Brésil conteste les arguments des États-Unis concernant la dernière phrase de l'article 2.4.2. Cet article énonce une méthode exceptionnelle. Celle-ci ne peut cependant pas aller à l'encontre des principes fondamentaux de l'Accord antidumping qui, selon le Brésil, n'entérinent pas la réduction à zéro en soi. Le Brésil conteste aussi l'argument selon lequel, du fait que des procédures antidumping différentes ont des buts différents, elles ne sont pas nécessairement soumises aux mêmes disciplines. Quel que soit le but de chacune de ces procédures, ce qui importe en définitive, selon lui, c'est qu'elles traitent toutes d'un type quelconque de calcul de marge de dumping et que ce calcul doit être effectué conformément aux disciplines de l'article 2 de l'Accord. En outre, le Brésil note que même à supposer que ces procédures aient des buts différents, les failles des déterminations établies dans une procédure ont nécessairement une incidence sur les déterminations établies dans des procédures ultérieures.

7.132 Le Brésil ne juge pas convaincants les arguments présentés par les États-Unis à propos de l'historique de la négociation de l'Accord. Selon lui, la principale question à la base du présent différend est le fait que les États-Unis persistent à ne pas respecter les décisions de l'ORD qui ont

condamné la réduction à zéro. Le Brésil invite donc le Groupe spécial à réaffirmer que la réduction à zéro est incompatible avec l'Accord dans toutes les procédures antidumping et quelle que soit la méthode appliquée.

b) Japon

7.133 Le Japon fonde ses arguments concernant l'utilisation de la réduction à zéro dans les réexamens périodiques sur les rapports de l'Organe d'appel sur les différends antérieurs relatifs à la réduction à zéro. Il note le texte introductif de l'article 9.3 de l'Accord qui dispose que "[l]e montant du droit antidumping ne dépassera pas la marge de dumping déterminée selon l'article 2". À son avis, cette disposition fait pendant au texte de l'article VI:2 du GATT de 1994. Elle renforce également la disposition de l'article 9.1 selon laquelle le montant du droit ne peut pas être supérieur à la marge de dumping. Selon le Japon, le renvoi, dans l'article 9.3, à l'article 2 indique que dans les réexamens administratifs, les autorités doivent calculer la marge de dumping pour le produit considéré dans son ensemble. Il s'ensuit que si les autorités décident de procéder à des comparaisons intermédiaires au cours de leurs déterminations de l'existence d'un dumping lors de ces réexamens, elles doivent tenir compte des résultats de toutes ces comparaisons dans le calcul de la marge de dumping pour le produit considéré dans son ensemble. Le Japon fait valoir que l'article 6.10 de l'Accord exclut le calcul de marges de dumping pour des transactions à l'importation individuelles. Cet article prescrit aussi que des marges soient calculées pour les producteurs étrangers ou les exportateurs, et non pour les importateurs. Le Japon estime que les autorités peuvent fixer des droits sur la base de transactions à l'importation tant que cette fixation n'aboutit pas à un droit supérieur à la marge de dumping calculée pour le produit considéré dans son ensemble et en ce qui concerne l'exportateur ou le producteur étranger en cause.

7.134 Le Japon conteste l'argument des États-Unis selon lequel l'article 9.4 ii) de l'Accord, qui autorise les systèmes de la valeur normale prospective, étaye l'opinion selon laquelle des marges de dumping peuvent être calculées pour des transactions à l'importation individuelles. À cet égard, il affirme que le concept de "marge de dumping" ne devrait pas être confondu avec celui de "montant du droit". Les Membres peuvent appliquer des méthodes différentes pour fixer le montant du droit à acquitter. La marge de dumping calculée conformément aux disciplines de l'article 2 fonctionne cependant comme un plafond pour la fixation des droits. Par conséquent, le droit fixé ne peut pas aller au-delà de la marge de dumping calculée pour le produit considéré dans son ensemble et en ce qui concerne l'exportateur ou le producteur étranger en cause. Le Japon conclut en conséquence que l'utilisation de la réduction à zéro dans les réexamens périodiques est incompatible avec les articles 2.1 et 9.3 de l'Accord. Il ne prend cependant pas position à propos de l'incompatibilité alléguée de la réduction à zéro en question avec les articles 2.4.2 et 11.2 de l'Accord.

7.135 Le Japon fait valoir que l'utilisation de la réduction à zéro dans les réexamens périodiques est également incompatible avec l'obligation de procéder à une comparaison équitable au titre de l'article 2.4 de l'Accord car elle aboutit à une marge qui dépasse la marge réelle des exportateurs ou producteurs étrangers pertinents.

7.136 Le Japon rappelle que l'Organe d'appel est hiérarchiquement supérieur aux groupes spéciaux et qu'il a constamment établi dans les affaires antérieures concernant la réduction à zéro que cette pratique était incompatible avec les règles de l'OMC, quelles que soient la procédure dans laquelle elle était utilisée et la méthode de comparaison appliquée par les autorités chargées de l'enquête. Il fait valoir que la nécessité d'assurer la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral, énoncée à l'article 3:2 du Mémorandum d'accord, exige que le présent Groupe spécial suive le raisonnement de l'Organe d'appel. Il reconnaît que les groupes spéciaux peuvent, dans des circonstances exceptionnelles, s'écarter du raisonnement de l'Organe d'appel, mais fait valoir que le présent différend ne comporte pas de telles circonstances. Le Japon soutient en conséquence que pour

s'acquitter de son obligation de procéder à un examen objectif de la question dont il est saisi, le Groupe spécial devrait s'appuyer sur le raisonnement de l'Organe d'appel.

c) Corée

7.137 La Corée soutient que l'article 2.4 de l'Accord énonce une obligation qui est indépendante du reste de l'article 2. Cette obligation s'applique à toutes les procédures antidumping, y compris les réexamens périodiques. Selon la Corée, une comparaison qui ne prend pas en compte toutes les transactions à l'exportation ne peut pas constituer une comparaison équitable au sens de l'article 2.4. Une telle méthode, à son avis, aboutit à une comparaison inéquitable. L'utilisation de la réduction à zéro par l'USDOC dans les réexamens périodiques est donc incompatible avec la prescription de l'article 2.4 relative à la comparaison équitable, car elle ne tient pas compte des résultats des comparaisons intermédiaires dans lesquelles le prix à l'exportation dépasse la valeur normale.

7.138 La Corée déclare aussi que l'expression "phase d'enquête" figurant à l'article 2.4.2 a une large portée qui couvre les réexamens périodiques. Selon elle, le mot "enquête" au sens de l'article 2.4.2 désigne l'enquête menée par les autorités, et non une étape particulière de la procédure. Il s'ensuit que l'utilisation de la méthode de la réduction à zéro dans les réexamens périodiques est également contraire à l'article 2.4.2. La Corée rejette les arguments des États-Unis qui prétendent faire la distinction entre les réexamens périodiques et les enquêtes. Comme ces procédures comportent l'une et l'autre des calculs de marges de dumping, elles doivent être assujetties aux mêmes disciplines juridiques. La Corée fait donc valoir que les calculs de marges effectués par l'USDOC dans les réexamens périodiques sont incompatibles avec les règles de l'OMC en ce qui concerne tant le montant final du droit à acquitter par les importateurs que le nouveau taux de dépôt en espèces pour les exportateurs ou les producteurs étrangers.

7.139 La Corée souscrit à l'argument des CE selon lequel l'article 11.2 s'applique aux réexamens périodiques et selon lequel l'utilisation de la réduction à zéro dans ces réexamens est aussi contraire à l'obligation énoncée à l'article mentionné. Elle fait aussi valoir que l'utilisation de la réduction à zéro dans les réexamens périodiques est incompatible avec l'article 9.3 de l'Accord.

7.140 S'agissant de la pertinence des rapports antérieurs de l'Organe d'appel pour la question de la réduction à zéro, la Corée soutient que le Groupe spécial devrait suivre le raisonnement élaboré et réaffirmé dans ces rapports. Selon elle, cela est essentiel pour maintenir l'intégrité du système de règlement des différends de l'OMC. À ce sujet, la Corée attire également l'attention sur le fait que les États-Unis affirment que le Groupe spécial devrait s'abstenir de suivre le raisonnement de l'Organe d'appel concernant la réduction à zéro, tout en citant en même temps d'autres rapports de l'Organe d'appel pour renforcer les arguments juridiques qu'ils ont présentés au Groupe spécial.

d) Mexique

7.141 Le Mexique partage dans l'ensemble l'opinion des Communautés européennes en ce qui concerne la pertinence pour la présente procédure des rapports antérieurs de l'Organe d'appel sur la question de la réduction à zéro. Il rappelle les rapports de l'Organe d'appel dans lesquels il a été constaté que la réduction à zéro "en tant que telle" était incompatible avec les règles de l'OMC et fait valoir que la position adoptée par les États-Unis en l'espèce va à l'encontre du but de l'autorisation des allégations "en tant que tel" dans une procédure de règlement des différends à l'OMC, qui est d'éliminer la cause profonde d'un comportement incompatible avec les règles de l'OMC. Le Mexique note que les mesures en cause en l'espèce et les arguments présentés par les États-Unis sont les mêmes que ceux des affaires antérieures relatives à la réduction à zéro et il invite donc le Groupe spécial à suivre le raisonnement de l'Organe d'appel. À son avis, cela serait également compatible avec l'obligation du Groupe spécial de procéder à un examen objectif de la question dont il est saisi, comme l'exige l'article 11 du Mémorandum d'accord. Le Mexique fait valoir que le fait de ne pas suivre le

raisonnement de l'Organe d'appel en l'espèce irait à l'encontre de la nécessité d'assurer la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral, énoncée à l'article 3:2 du Mémorandum d'accord.

7.142 Le Mexique conteste l'affirmation des États-Unis selon laquelle le raisonnement juridique suivi par l'Organe d'appel dans les affaires antérieures concernant la réduction à zéro s'est modifié au fil du temps. Selon lui, le raisonnement de l'Organe d'appel est le même depuis la première affaire portant sur la réduction à zéro, à savoir l'affaire *CE – Linge de lit*. L'Organe d'appel a fondé son raisonnement sur l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994 et l'article 2.1 de l'Accord antidumping, qui définissent le "dumping", aux fins de toutes les procédures antidumping, par référence au produit considéré dans son ensemble. L'Organe d'appel a reconnu que les autorités pouvaient procéder à des comparaisons multiples pour calculer la marge de dumping mais il a noté que les résultats de toutes ces comparaisons devaient être pris en compte dans la détermination de la marge finale pour le produit considéré dans son ensemble. De plus, il a estimé que c'étaient les exportateurs ou les producteurs étrangers, et non les importateurs, qui pratiquaient le dumping. Enfin, l'Organe d'appel a considéré que cela assurerait la constance dans les procédures antidumping en ce sens que la définition des "importations faisant l'objet d'un dumping" serait la même aux fins des déterminations de l'existence d'un dumping et d'un dommage. Le Mexique conteste donc l'argument des États-Unis selon lequel le raisonnement de l'Organe d'appel est fondé sur l'expression "toutes les transactions à l'exportation comparables" figurant à l'article 2.4.2 de l'Accord.

7.143 Le Mexique appelle l'attention sur la différence entre les systèmes de recouvrement des droits et le calcul des marges de dumping. Il reconnaît que l'Accord prévoit une faculté discrétionnaire quant aux différents systèmes de recouvrement des droits que les Membres peuvent adopter. Quel que soit le système choisi, cependant, les droits recouvrés demeurent assujettis à l'article 9.3 de l'Accord, qui dispose que les droits ne peuvent pas dépasser la marge de dumping déterminée selon l'article 2.

e) Norvège

7.144 La Norvège soutient que les trois méthodes de comparaison prévues à l'article 2.4.2 de l'Accord constituent les seules méthodes qui peuvent être utilisées dans toutes les procédures antidumping, y compris les réexamens aux fins de la fixation des droits. Elle note que l'article 9.3 ne prescrit pas de méthode pour les procédures de fixation des droits. Toutefois, selon elle, le renvoi à l'article 2 devrait être interprété comme signifiant que les autorités doivent observer les disciplines de l'article 2 dans les déterminations qu'elles établissent lors des procédures de fixation des droits. De plus, la Norvège affirme que l'article 2.4.2 s'applique aussi aux procédures de fixation des droits. Elle approuve l'affirmation des CE selon laquelle le mot "enquête", au sens de l'article 2.4.2, ne désigne pas les enquêtes initiales. En fait, ce terme désigne l'examen effectué par les autorités chargées de l'enquête dans les différentes procédures antidumping, y compris les procédures de fixation des droits. Selon la Norvège, limiter le champ d'application de l'article 2.4.2 aux enquêtes initiales conduirait à des résultats absurdes.

3. Évaluation par le Groupe spécial

a) Faits pertinents

7.145 Les Communautés européennes ont fourni des copies des mémorandums sur les questions et la décision de l'USDOC pour 30 des 37 réexamens périodiques en cause. Les États-Unis conviennent que ces mémorandums montrent que la réduction à zéro simple a été utilisée dans les 30 réexamens périodiques pertinents.[107] Les allégations des CE se rapportant à la réduction à zéro simple dans les réexamens périodiques concernent les 37 réexamens périodiques ci-après:

[107] Réponse des États-Unis à la question n° 1 b) du Groupe spécial après la deuxième réunion.

Numéro	Produit et pays concernés	Période couverte par le réexamen	Pièces pertinentes
1	Barres d'armature en acier pour le béton en provenance de Lettonie USDOC n° A-449-804	1er septembre 2004- 31 août 2005	EC-33
2	Barres d'armature en acier pour le béton en provenance de Lettonie USDOC n° A-449-804	1er septembre 2003- 31 août 2004	EC-34
3	Barres d'armature en acier pour le béton en provenance de Lettonie USDOC n° A-449-804	1er septembre 2002- 31 août 2003	EC-35 et EC-81
4	Roulements à billes et leurs parties en provenance d'Italie USDOC n° A-475-801	1er mai 2004- 30 avril 2005	EC-31
5	Roulements à billes et leurs parties en provenance d'Italie USDOC n° A-475-801	1er mai 2003- 30 avril 2004	EC-36
6	Roulements à billes et leurs parties en provenance d'Italie USDOC n° A-475-801	1er mai 2002- 30 avril 2003	EC-37
7	Roulements à billes et leurs parties en provenance d'Italie USDOC n° A-475-801	1er mai 2001- 30 avril 2002	EC-38
8	Roulements à billes et leurs parties en provenance d'Allemagne USDOC n° A-428-801	1er mai 2004- 30 avril 2005	EC-39
9	Roulements à billes et leurs parties en provenance d'Allemagne USDOC n° A-428-801	1er mai 2003- 30 avril 2004	EC-40
10	Roulements à billes et leurs parties en provenance d'Allemagne USDOC n° A-428-801	1er mai 2002- 30 avril 2003	EC-41
11	Roulements à billes et leurs parties en provenance d'Allemagne USDOC n° A-428-801	1er mai 2001- 30 avril 2002	EC-42
12	Roulements à billes et leurs parties en provenance de France USDOC n° A-427-801	1er mai 2004- 30 avril 2005	EC-43
13	Roulements à billes et leurs parties en provenance de France USDOC n° A-427-801	1er mai 2003- 30 avril 2004	EC-44
14	Roulements à billes et leurs parties en provenance de France USDOC n° A-427-801	1er mai 2002- 30 avril 2003	EC-45
15	Roulements à billes et leurs parties en provenance de France USDOC n° A-427-801	1er mai 2001- 30 avril 2002	EC-46
16	Barres en acier inoxydable en provenance de France USDOC n° A-427-820	1er mars 2004- 28 février 2005	EC-47 et EC-82

Numéro	Produit et pays concernés	Période couverte par le réexamen	Pièces pertinentes
17	Barres en acier inoxydable en provenance de France USDOC n° A-427-820	1er mars 2003- 29 février 2004	EC-48 et EC-83
18	Tôles et bandes en acier inoxydable, en rouleaux, en provenance d'Allemagne USDOC n° A-428-825	1er juillet 2004- 30 juin 2005	EC-49
19	Tôles et bandes en acier inoxydable, en rouleaux, en provenance d'Allemagne USDOC n° A-428-825	1er juillet 2003- 30 juin 2004	EC-50
20	Tôles et bandes en acier inoxydable, en rouleaux, en provenance d'Allemagne USDOC n° A-428-825	1er juillet 2002- 30 juin 2003	EC-51
21	Tôles et bandes en acier inoxydable, en rouleaux, en provenance d'Allemagne USDOC n° A-428-825	1er juillet 2001- 30 juin 2002	EC-52
22	Tôles en acier inoxydable, en rouleaux, en provenance de Belgique USDOC n° A-423-808	1er mai 2003- 30 avril 2004	EC-53
23	Tôles en acier inoxydable, en rouleaux, en provenance de Belgique USDOC n° A-423-808	1er mai 2002- 30 avril 2003	EC-54
24	Roulements à billes et leurs parties en provenance du Royaume-Uni USDOC n° A-412-801	1er mai 2003- 30 avril 2004	EC-55
25	Roulements à billes et leurs parties en provenance du Royaume-Uni USDOC n° A-412-801	1er mai 2002- 30 avril 2003	EC-56
26	Barres en acier inoxydable en provenance d'Allemagne USDOC n° A-428-830	1er mars 2004- 28 février 2005	EC-57 et EC-84 et EC-88 et EC-89
27	Barres en acier inoxydable en provenance d'Allemagne USDOC n° A-428-830	2 août 2001- 28 février 2003	EC-58 et EC-85
28	Certains produits plats en acier au carbone, laminés à chaud, en provenance des Pays-Bas USDOC n° A-421-807 **(RÉSULTATS PRÉLIMINAIRES)**	1er novembre 2004- 31 octobre 2005	EC-59
29	Certains produits plats en acier au carbone, laminés à chaud, en provenance des Pays-Bas USDOC n° A-421-807	1er novembre 2002- 31 octobre 2003	EC-60
30	Certains produits plats en acier au carbone, laminés à chaud, en provenance des Pays-Bas USDOC n° A-421-807	3 mai 2001- 31 octobre 2002	EC-61
31	Barres en acier inoxydable en provenance d'Italie USDOC n° A-475-829	2 août 2001- 28 février 2003	EC-62 et EC-86
32	Tôles et bandes en acier inoxydable, en rouleaux, en provenance d'Italie USDOC n° A-475-824	1er juillet 2002- 30 juin 2003	EC-63

Numéro	Produit et pays concernés	Période couverte par le réexamen	Pièces pertinentes
33	Tôles et bandes en acier inoxydable, en rouleaux, en provenance d'Italie USDOC n° A-475-824	1er juillet 2001- 30 juin 2002	EC-64
34	Certaines pâtes alimentaires en provenance d'Italie USDOC n° A-475-818	1er juillet 2004- 30 juin 2005	EC-65 et EC-87
35	Certaines pâtes alimentaires en provenance d'Italie USDOC n° A-475-818	1er juillet 2003- 30 juin 2004	EC-66
36	Certaines pâtes alimentaires en provenance d'Italie USDOC n° A-475-818	1er juillet 2002- 30 juin 2003	EC-67
37	Certaines pâtes alimentaires en provenance d'Italie USDOC n° A-475-818	1er juillet 2001- 30 juin 2002	EC-68

7.146 En ce qui concerne les sept réexamens périodiques restants, les Communautés européennes, dans un premier temps, n'ont pas présenté de copies des mémorandums sur les questions et la décision de l'USDOC. Après la deuxième réunion avec les parties, le Groupe spécial a demandé aux Communautés européennes pourquoi des copies de ces mémorandums n'avaient pas été présentées pour les sept réexamens périodiques en cause et les a invitées à le faire, si elles le souhaitaient. En réponse, les Communautés européennes ont dit qu'elles n'avaient pas présenté de copies des mémorandums pour les sept réexamens périodiques en cause car, à la différence de ceux dont les copies avaient été présentées pour les 30 autres réexamens périodiques, les mémorandums relatifs aux sept réexamens ne contenaient aucune analyse de la question de la réduction à zéro simple.[108] Les Communautés européennes ont joint à leur réponse des copies des mémorandums se rapportant aux sept réexamens. En outre, elles ont communiqué, avec leur réponse à la question du Groupe spécial, des copies des deux programmes de calcul des marges utilisés dans l'un des sept réexamens, à savoir l'affaire *Barres en acier inoxydable en provenance d'Allemagne (période couverte par le réexamen: 1er mars 2004-28 février 2005)*.

7.147 Pour ce qui de la présentation par les Communautés européennes des deux programmes de calcul des marges se rapportant au réexamen périodique concernant les *Barres en acier inoxydable en provenance d'Allemagne*, les États-Unis font valoir que cette action va à l'encontre du paragraphe 14 des procédures de travail du Groupe spécial car cela constitue des éléments de preuve factuels nouveaux qui ne peuvent être présentés que dans les circonstances décrites au paragraphe 14. Les États-Unis soutiennent que le Groupe spécial a ménagé aux Communautés européennes la possibilité de présenter des copies des mémorandums sur les questions et la décision pertinents et font valoir que la présentation des programmes de calcul des marges n'entrait pas dans le cadre de cette possibilité.[109]

7.148 Le paragraphe 14 de nos procédures de travail dispose ce qui suit:

> "Chaque partie présentera au Groupe spécial tous les éléments de preuve factuels au plus tard pendant la première réunion de fond, sauf en ce qui concerne les éléments de preuve nécessaires aux fins des réfutations ou des réponses aux questions. Des exceptions à cette procédure seront autorisées sur exposé de raisons valables. L'autre partie se verra accorder un délai pour faire des observations, selon qu'il sera approprié, au sujet de tout élément de preuve factuel nouveau présenté après la première réunion de fond."

[108] Réponse des Communautés européennes à la question n° 1 c) du Groupe spécial après la deuxième réunion.

[109] Observation des États-Unis concernant la réponse des Communautés européennes à la question n° 1 c) du Groupe spécial après la deuxième réunion.

Le paragraphe 14 dispose que tous les éléments de preuve factuels doivent être présentés au plus tard pendant la première réunion de fond du Groupe spécial. Toutefois, il prévoit aussi certaines exceptions. Ainsi, le paragraphe 14 autorise la présentation d'éléments de preuve factuels après la première réunion de fond du Groupe spécial: a) lorsque cela est nécessaire aux fins des réfutations et des réponses aux questions, ou b) sur exposé de raisons valables. Il dispose aussi que dans les cas où des éléments de preuve factuels additionnels sont présentés après la première réunion de fond, l'autre partie se verra ménager la possibilité de faire des observations à leur sujet. Nous contestons l'interprétation étroite donnée par les États-Unis du libellé de la question que nous avons posée aux Communautés européennes. Les parties pertinentes de la question en cause se lisent comme suit:

> "Veuillez expliquer la raison pour laquelle les Communautés européennes n'ont pas présenté une copie des mémorandums sur les questions et la décision de l'USDOC en relation avec sept des 36 pièces figurant dans le tableau ci-dessus. Vous pouvez, si vous le souhaitez, présenter des copies des mémorandums relatifs aux sept réexamens administratifs mentionnés, conjointement avec vos réponses à ces questions."[110]

La raison pour laquelle nous avons invité les Communautés européennes à présenter des copies des mémorandums sur les questions et la décision pertinents relatifs aux sept réexamens périodiques en cause est que ce document était celui que les Communautés européennes avaient présenté pour les 30 autres réexamens. Nous nous attendions à ce que les mêmes mémorandums relatifs aux sept réexamens contiennent aussi une analyse de la méthode utilisée dans ces réexamens. Nous n'avions pas l'intention de limiter à ces mémorandums les éléments de preuve présentés conjointement avec la réponse des CE à la question en cause.

7.149 Nous notons que les Communautés européennes ont présenté les renseignements factuels additionnels en cause conjointement avec leur réponse à la question du Groupe spécial. Nous notons aussi que les États-Unis ont eu la possibilité de formuler des observations au sujet des documents présentés avec la réponse des CE. Nous ne partageons donc pas l'avis des États-Unis selon lequel la présentation des deux tableaux de calculs était contraire au paragraphe 14 de nos procédures de travail. En tout état de cause, comme il est expliqué au paragraphe 7.154 ci-après, nous avons constaté que les deux programmes informatiques présentés par les Communautés européennes n'avaient pas démontré que la réduction à zéro simple avait été utilisée dans le réexamen périodique en cause.

7.150 Nous passons maintenant à l'évaluation des éléments de preuve présentés par les Communautés européennes en ce qui concerne les sept réexamens périodiques pour lesquels les mémorandums sur les questions et la décision ne contiennent aucune analyse de la méthode utilisée par l'USDOC.

i) Barres d'armature en acier pour le béton en provenance de Lettonie (période couverte par le réexamen: 1er septembre 2002-31 août 2003)

7.151 Afin de démontrer que l'USDOC a utilisé la réduction à zéro simple dans ce réexamen périodique, les Communautés européennes ont présenté, dans la pièce EC-35, une copie du numéro du *Federal Register* dans lequel les résultats finals des déterminations de l'USDOC avaient été publiés, des documents montrant le programme informatique type que l'USDOC avait utilisé dans ce réexamen, l'application du programme en question au producteur visé par le réexamen et des tableaux qui montraient les résultats des calculs avec et sans réduction à zéro. Nous notons que les résultats finals publiés par l'USDOC au *Federal Register* n'indiquent pas si la réduction à zéro simple a été utilisée dans le réexamen en cause. Nous notons aussi qu'aucun des autres documents communiqués par les Communautés européennes n'a été publié par l'USDOC pendant le réexamen en cause. Les

[110] Question n° 1 c) du Groupe spécial après la deuxième réunion.

parties pertinentes des programmes dont il est allégué qu'ils ont été utilisés dans le réexamen en cause contiennent certaines commandes informatiques qui ne montrent pas nécessairement que la méthode de la réduction à zéro simple a été utilisée par l'USDOC. Nous ne pensons pas que les tableaux dont il est allégué qu'ils contiennent des résultats avec et sans réduction à zéro montrent nécessairement que la réduction à zéro simple a effectivement été utilisée dans le réexamen périodique en cause. Les Communautés européennes ont également présenté, dans la pièce EC-81, une copie du mémorandum sur les questions et la décision de l'USDOC. Ce mémorandum ne mentionne toutefois pas si la réduction à zéro simple a été appliquée. Nous estimons par conséquent que les Communautés européennes n'ont pas démontré en fait que la réduction à zéro simple avait été utilisée par l'USDOC dans ce réexamen périodique.

ii) Barres en acier inoxydable en provenance de France (période couverte par le réexamen: 1er mars 2004-28 février 2005)

7.152 S'agissant de ce réexamen périodique, les Communautés européennes ont présenté, dans la pièce EC-47, une copie du numéro du *Federal Register* dans lequel les résultats finals des déterminations de l'USDOC avaient été publiés et, dans la pièce EC-82, une copie du mémorandum sur les questions et la décision de l'USDOC. Aucun de ces deux documents ne montre que la réduction à zéro simple a été utilisée dans ce réexamen. Nous estimons par conséquent que les Communautés européennes n'ont pas démontré que la réduction à zéro simple avait été utilisée par l'USDOC dans ce réexamen périodique.

iii) Barres en acier inoxydable en provenance de France (période couverte par le réexamen: 1er mars 2003-29 février 2004)

7.153 S'agissant de ce réexamen périodique, les Communautés européennes ont présenté, dans la pièce EC-48, une copie du numéro du *Federal Register* dans lequel les résultats finals des déterminations de l'USDOC avaient été publiés et, dans la pièce EC-83, une copie du mémorandum sur les questions et la décision de l'USDOC. Aucun de ces documents ne démontre que la réduction à zéro simple a été utilisée dans ce réexamen. Nous estimons par conséquent que les Communautés européennes n'ont pas démontré que la réduction à zéro simple avait été utilisée par l'USDOC dans ce réexamen périodique.

iv) Barres en acier inoxydable en provenance d'Allemagne (période couverte par le réexamen: 1er mars 2004-28 février 2005)

7.154 S'agissant de ce réexamen périodique, les Communautés européennes ont présenté, dans la pièce EC-57, une copie du numéro du *Federal Register* dans lequel les résultats finals des déterminations de l'USDOC avaient été publiés, le programme type utilisé par l'USDOC pour calculer les marges dans ce réexamen périodique et un tableau montrant les résultats avec et sans réduction à zéro. Nous notons que les résultats finals publiés par l'USDOC au *Federal Register* n'indiquent pas si la réduction à zéro simple a été utilisée dans le réexamen en cause. Les tableaux montrant les calculs des marges avec et sans réduction à zéro n'ont pas été établis par l'USDOC pendant le réexamen en cause. Les Communautés européennes ont aussi présenté, avec leur réponse à la question n° 1 c) du Groupe spécial après la deuxième réunion, les pièces EC-88 et EC-89 contenant deux programmes de calcul de marges utilisés dans ce réexamen périodique et la pièce EC-84 contenant une copie du mémorandum sur les questions et la décision de l'USDOC. Les documents contenant les programmes de calcul des marges n'ont pas été établis par l'USDOC pendant le réexamen en cause. Il ne ressort pas non plus clairement de ces documents que la méthode de la réduction à zéro simple a été utilisée dans ce réexamen périodique. De même, le mémorandum sur les questions et la décision de l'USDOC n'apporte pas d'éclaircissements sur cette question. Nous estimons par conséquent que les Communautés européennes n'ont pas démontré que la réduction à zéro simple avait été utilisée par l'USDOC dans ce réexamen périodique.

v) Barres en acier inoxydable en provenance d'Allemagne (période couverte par le réexamen: 2 août 2001-28 février 2003)

7.155 S'agissant de ce réexamen périodique, les Communautés européennes ont présenté, dans la pièce EC-58, une copie du numéro du *Federal Register* dans lequel les résultats finals des déterminations de l'USDOC avaient été publiés, le programme type utilisé par l'USDOC pour calculer les marges dans ce réexamen ainsi que deux tableaux montrant les résultats avec et sans réduction à zéro. Nous notons que les résultats finals publiés par l'USDOC au *Federal Register* n'indiquent pas si la réduction à zéro simple a été utilisée dans le réexamen en cause. Les tableaux montrant les calculs des marges avec et sans réduction à zéro n'ont pas été établis par l'USDOC pendant le réexamen en cause. La copie du mémorandum sur les questions et la décision de l'USDOC, présentée dans la pièce EC-85, ne démontre pas non plus que la réduction à zéro simple a été utilisée. Nous estimons par conséquent que les Communautés européennes n'ont pas démontré en fait que la réduction à zéro simple avait été utilisée par l'USDOC dans ce réexamen périodique.

vi) Barres en acier inoxydable en provenance d'Italie (période couverte par le réexamen: 2 août 2001-28 février 2003)

7.156 S'agissant de ce réexamen périodique, les Communautés européennes ont présenté, dans la pièce EC-62, une copie du numéro du *Federal Register* dans lequel les résultats finals des déterminations de l'USDOC avaient été publiés, une copie de l'application du programme informatique type de l'USDOC et un tableau montrant les résultats des calculs avec réduction à zéro. Nous notons que les résultats finals publiés par l'USDOC au *Federal Register* n'indiquent pas si la réduction à zéro simple a été utilisée dans le réexamen en cause. Nous notons aussi que le tableau de calculs dont il est allégué qu'il montre les résultats des calculs avec réduction à zéro n'a pas été établi par l'USDOC. La copie du mémorandum sur les questions et la décision de l'USDOC, présentée dans la pièce EC-86, ne démontre pas non plus que la réduction à zéro simple a été utilisée. Nous estimons par conséquent que les Communautés européennes n'ont pas démontré que la réduction à zéro simple avait été utilisée par l'USDOC dans ce réexamen périodique.

vii) Certaines pâtes alimentaires en provenance d'Italie (période couverte par le réexamen: 1er juillet 2004-30 juin 2005)

7.157 S'agissant de ce réexamen périodique, les Communautés européennes ont présenté, dans la pièce EC-65, une copie du numéro du *Federal Register* dans lequel les résultats finals des déterminations de l'USDOC avaient été publiés, un tableau qui montre l'application du programme informatique de l'USDOC à l'un des exportateurs dans ce réexamen et un autre tableau dont il est allégué qu'il montre les résultats des calculs de marges sans réduction à zéro. Nous notons que les résultats finals publiés par l'USDOC au *Federal Register* n'indiquent pas si la réduction à zéro simple a été utilisée dans le réexamen en cause. Les tableaux de calculs présentés par les Communautés européennes n'ont pas été établis par l'USDOC pendant le réexamen périodique en cause. Il ne ressort pas clairement non plus de ces tableaux que la réduction à zéro simple a été utilisée. Aucun de ces éléments, à notre avis, ne montre que la méthode de la réduction à zéro simple mise en cause dans la présente procédure a été utilisée par l'USDOC dans le réexamen en cause. La copie du mémorandum sur les questions et la décision de l'USDOC, présentée dans la pièce EC-87, ne montre pas non plus que la réduction à zéro simple a été utilisée. Nous estimons par conséquent que les Communautés européennes n'ont pas démontré que la réduction à zéro simple avait été utilisée par l'USDOC dans ce réexamen périodique.

7.158 Les Communautés européennes n'ont pas montré que la réduction à zéro simple avait été utilisée dans les sept réexamens examinés ci-dessus. Les constatations du Groupe spécial concernant l'utilisation de la réduction à zéro simple dans les réexamens périodiques ne s'appliqueront donc pas à

ces réexamens.[111] De plus, nous rappelons notre constatation exposée ci-dessus (paragraphe 7.77) selon laquelle les déterminations préliminaires indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE ne relèvent pas de notre mandat. Par conséquent, le réexamen périodique dans l'affaire *Certains produits plats en acier au carbone, laminés à chaud, en provenance des Pays-Bas (période couverte par le réexamen: 1er novembre 2004-31 octobre 2005)* (pièce EC-59) ne relève pas de notre mandat. En conséquence, notre raisonnement exposé ci-après au sujet de l'utilisation de la réduction à zéro simple dans les réexamens périodiques s'applique uniquement à 29 des 37 réexamens contestés par les Communautés européennes.

b) La réduction à zéro simple dans les réexamens périodiques est-elle incompatible avec les règles de l'OMC?

i) Description de la méthode de calcul utilisée par l'USDOC dans les réexamens périodiques

7.159 Nous notons qu'il n'y a pas désaccord entre les parties sur la description de la méthode de calcul utilisée par l'USDOC pour calculer les marges de dumping dans les réexamens périodiques. Les États-Unis ont un système de fixation rétrospective des droits. Dans ce système, le droit antidumping imposé à la suite d'une enquête ne constitue pas la détermination finale du montant des droits antidumping à acquitter sur les importations du produit visé aux États-Unis. En fait, dans le système des États-Unis, un importateur dépose une garantie sous forme d'un dépôt en espèces au moment de l'importation. Par la suite, il peut, chaque année, demander à l'USDOC de calculer le montant final des droits antidumping qu'il doit acquitter pour toutes les importations effectuées pendant l'année précédente. Une telle demande peut aussi être faite par un producteur national ou un exportateur ou producteur étranger. Dans un réexamen périodique de ce genre, l'USDOC effectue deux calculs: il calcule le montant final des droits antidumping que l'importateur doit acquitter sur ses importations pendant la période couverte par le réexamen, et il calcule un nouveau taux de dépôt en espèces pour les importations futures en provenance de chaque exportateur. Le premier calcul est un calcul par importateur alors que le second est un calcul par exportateur. Les deux calculs sont fondés sur les données relatives à la valeur normale et au prix à l'exportation qui se rapportent à la période couverte par le réexamen.

7.160 La méthode utilisée par l'USDOC pour calculer ces deux marges est la même. Le produit considéré est divisé en groupes de modèles et une valeur normale moyenne pondérée mensuelle est déterminée pour chaque modèle exporté par chaque exportateur faisant l'objet du réexamen. Chaque transaction à l'exportation est comparée à la valeur normale moyenne pondérée mensuelle pertinente. Ces comparaisons sont ensuite agrégées, les résultats des comparaisons dans lesquelles le prix à l'exportation dépasse la valeur normale moyenne pondérée étant traités comme étant égaux à zéro. Une marge de dumping moyenne pondérée est calculée pour chaque exportateur en divisant le total agrégé par la valeur totale des exportations, le résultat devenant le taux de dépôt en espèces pour cet exportateur pour la période suivante. Le calcul du taux d'imposition par importateur se fait de manière analogue. L'USDOC compare la valeur normale moyenne pondérée par exportateur pour chaque modèle avec le prix à l'exportation dans chaque transaction effectuée par l'importateur qui concerne le produit de l'exportateur en question. Ces comparaisons sont ensuite agrégées, les résultats des comparaisons dans lesquelles le prix à l'exportation dépasse la valeur normale moyenne pondérée étant traités comme étant égaux à zéro. Le total agrégé pour toutes les transactions est ensuite divisé par la valeur totale des importations effectuées par l'importateur. En d'autres termes, le numérateur pour la marge de dumping moyenne pondérée de l'exportateur pour la période couverte par le réexamen, c'est-à-dire le futur taux de dépôt en espèces, est le total des comparaisons dans lesquelles la valeur normale dépasse le prix à l'exportation et le dénominateur est la valeur de toutes les

[111] Les lignes en grisé du tableau figurant au paragraphe 7.145 ci-dessus représentent les réexamens périodiques pour lesquels le Groupe spécial estime que les Communautés européennes n'ont pas démontré que la réduction à zéro simple avait été utilisée.

exportations en provenance de cet exportateur pendant la période couverte par le réexamen. Le numérateur pour le taux d'imposition par importateur est le total des comparaisons de toutes les transactions dans lesquelles la valeur normale dépasse le prix à l'exportation dans toutes les importations effectuées par cet importateur, et le dénominateur est la valeur totale de toutes les importations effectuées par l'importateur.

7.161 Si le droit définitif par importateur calculé dans un réexamen périodique dépasse le dépôt en espèces initial, l'importateur doit acquitter la différence, majorée des intérêts. Lorsque l'inverse se produit, la différence est remboursée avec intérêts. Dans les cas où aucun réexamen périodique n'est demandé, le dépôt en espèces initial effectué au moment de l'importation est automatiquement considéré comme le droit définitif.

ii) Analyse juridique

7.162 L'allégation des CE concernant la réduction à zéro simple dans les réexamens périodiques soulève un certain nombre de questions importantes relatives à l'interprétation des traités. La première est de savoir si l'existence d'un dumping peut être déterminée sur la base d'une transaction à l'exportation prise individuellement ou si cela exige une agrégation de toutes les transactions à l'exportation effectuées pendant la période couverte par le réexamen. Les Communautés européennes font valoir que l'existence d'un dumping ne peut être déterminée que pour le produit considéré dans son ensemble, c'est-à-dire que toutes les transactions à l'exportation concernant le produit visé par un réexamen périodique doivent être prises en compte dans le calcul de la marge de dumping. Selon elles, la réduction à zéro simple dans les réexamens périodiques est incompatible avec les articles 2.1, 2.4, 2.4.2 et 9.3 de l'Accord du fait qu'elle exclut une détermination de l'existence d'un dumping pour le produit considéré dans son ensemble. Les États-Unis ne sont pas de cet avis et soutiennent que cette affirmation n'est pas étayée par l'Accord. Selon eux, une interprétation de l'Accord selon laquelle l'existence d'un dumping peut être déterminée pour des transactions à l'exportation prises individuellement est une interprétation admissible. Nous sommes portés à approuver cette conclusion, pour les raisons indiquées tout dernièrement par le Groupe spécial *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)*.[112] Nous notons cependant que l'Organe d'appel a infirmé les constatations du Groupe spécial sur ce point. Faisant fond sur son raisonnement antérieur, l'Organe d'appel a souligné que l'existence d'un dumping ne pouvait pas être déterminée sur la base de transactions à l'exportation prises individuellement. Selon lui, "s'il était admissible de déterminer une marge de dumping distincte pour chaque transaction individuelle, plusieurs marges de dumping existeraient pour chaque

[112] Nous rappelons que la question de la compatibilité de la réduction à zéro simple dans les réexamens périodiques avec les règles de l'OMC a été soulevée jusqu'à présent dans trois différends, à savoir dans les affaires *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)* et *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)*. Dans tous les trois différends, les groupes spéciaux ont constaté que la réduction à zéro simple dans les réexamens périodiques était admissible au regard de l'Accord antidumping. Les trois rapports de groupes spéciaux ont tous fait l'objet d'un appel et l'Organe d'appel a infirmé les constatations des groupes spéciaux sur ce sujet dans toutes les trois affaires. Nous notons aussi que dans ces affaires, les raisonnements respectifs des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel ont généralement été constants en ce qui concerne les questions de droit ayant trait à la réduction à zéro simple dans les réexamens périodiques. Les groupes spéciaux et l'Organe d'appel ont généralement développé leur raisonnement sur la base de rapports antérieurs. Nous notons que le différend le plus récent dans lequel la réduction à zéro simple dans les réexamens périodiques était mise en cause, l'affaire *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)*, constitue un résumé complet des principales questions de droit et des principaux arguments juridiques invoqués par les parties aux différends au sujet de ce type de réduction à zéro. Pour plus de commodité, nous avons donc cité les rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)*, qui concordent avec ces rapports antérieurs des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel, au lieu de citer *seriatim* tous les rapports antérieurs qui aboutissaient à des conclusions analogues.

exportateur et pour le produit considéré".[113] Cela ne peut pas être, de l'avis de l'Organe d'appel, concilié avec l'interprétation et l'application de plusieurs dispositions de l'Accord, y compris en ce qui concerne la détermination de l'existence d'un dommage au titre de l'article 3, l'acceptation d'engagements en matière de prix au titre de l'article 8 et la conduite des réexamens prévus à l'article 11.2 et 11.3.[114]

7.163 Une deuxième question, liée à la première, est de savoir si le dumping est nécessairement un concept se rapportant spécifiquement à l'exportateur ou s'il peut aussi être déterminé pour des importateurs individuels. Les Communautés européennes soutiennent que le dumping est un concept se rapportant spécifiquement à l'exportateur. Cependant, les États-Unis ne sont pas de cet avis et affirment que cette approche n'est pas étayée par l'Accord. Nous sommes enclins à penser que le dumping n'est pas nécessairement et exclusivement un concept se rapportant spécifiquement à l'exportateur, le raisonnement du Groupe spécial *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)* nous paraissant convaincant. Ce groupe spécial a appelé l'attention, entre autres choses, sur le fait que le paiement des droits antidumping est spécifiquement lié à l'importateur. D'après lui, l'affirmation selon laquelle une marge de dumping peut être déterminée pour des importateurs individuels représente une interprétation admissible des dispositions conventionnelles pertinentes au sens de l'article 17.6 ii) de l'Accord antidumping.[115] Nous notons toutefois que sur ce point aussi, l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)* a infirmé les constatations du Groupe spécial, en réaffirmant que le dumping était nécessairement un concept se rapportant spécifiquement à l'exportateur. L'Organe d'appel a estimé dans son raisonnement que certains éléments des dispositions définitionnelles figurant à l'article 2.1 de l'Accord antidumping et à l'article VI:1 du GATT de 1994 imposaient l'idée que le dumping était la manifestation du comportement de l'exportateur. Il a trouvé des éléments contextuels à l'appui de son interprétation dans d'autres dispositions de l'Accord, y compris les articles 2.3, 5.2 ii), 6.1.1, 6.7, 5.8, 6.10, 9.5, 8.1, 8.2, 8.5 et 9.4 i) et ii).[116] L'Organe d'appel a également réaffirmé la prescription primordiale de l'article 9.3 selon laquelle le niveau du droit antidumping ne peut pas dépasser la marge de dumping déterminée selon l'article 2 de l'Accord. Il a déclaré dans son raisonnement que l'existence d'un dumping pouvait être déterminée uniquement pour l'exportateur et en relation avec le produit considéré dans son ensemble, et a estimé que cette définition du "dumping" s'appliquait tout au long de l'Accord. En conséquence, selon le raisonnement de l'Organe d'appel, la marge de dumping calculée conformément à l'article 2 établit un plafond pour le montant total des droits antidumping qui peuvent être perçus sur les importations du produit visé. L'Organe d'appel a conclu qu'il n'y avait "rien dans l'article VI:2 du GATT de 1994 ou dans les articles 2 et 9.3 de l'*Accord antidumping* qui justifi[ait] de ne pas tenir compte des résultats des comparaisons dans lesquelles le prix à l'exportation dépass[ait] la valeur normale lors du calcul de la marge de dumping pour un exportateur".[117]

7.164 Les États-Unis font valoir que la prohibition de la réduction à zéro simple dans les réexamens périodiques favoriserait les importateurs qui ont des marges élevées par rapport à ceux qui ont des marges faibles. Nous partageons ces préoccupations et nous notons que le Groupe spécial *États-Unis*

---

[113] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures antidumping finales visant l'acier inoxydable en provenance du Mexique* ("*États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)*"), WT/DS344/AB/R, adopté le 20 mai 2008, paragraphe 99.

[114] *Ibid.*

[115] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)*, *supra*, note 97, paragraphes 7.124 à 7.128.

[116] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)*, *supra*, note 113, paragraphes 83 à 96.

[117] *Ibid.*, paragraphe 103. L'Organe d'appel a noté, entre autres choses, que si la réduction à zéro simple dans les réexamens périodiques était autorisée au titre de l'article 9.3 de l'Accord, cela permettrait aux Membres de contourner la prohibition, prévue à l'article 2.4.2, de la réduction à zéro dans les enquêtes. Selon l'Organe d'appel, "cela signifie que le simple fait de procéder à un réexamen périodique introduirait la réduction à zéro après l'imposition de l'ordonnance en matière de droits antidumping". *Ibid.*, paragraphe 109.

– *Acier inoxydable (Mexique)* a souscrit aux arguments des États-Unis à cet égard.[118] L'Organe d'appel a cependant infirmé les constatations du Groupe spécial, en faisant observer que la prohibition de la réduction à zéro simple dans les réexamens périodiques n'empêchait pas les Membres de procéder à un examen par importateur pour déterminer le montant des droits antidumping à recouvrer, tant que le droit recouvré ne dépasse pas la marge de dumping par exportateur établie pour le produit considéré dans son ensemble.[119]

7.165 Les États-Unis attirent notre attention sur le fait qu'un groupe d'experts s'est réuni en 1960 pour examiner certaines questions se rapportant au fonctionnement de l'article VI du GATT de 1947. Selon eux, ce groupe a relevé que la "méthode idéale" pour l'imposition de droits antidumping serait fondée sur une détermination par importateur de l'existence d'un dumping et d'un dommage.[120] À notre avis, l'opinion présentée dans ce rapport étaye la conclusion selon laquelle l'existence d'un dumping pourrait être déterminée pour des importateurs individuels. L'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)* a toutefois rejeté cet argument, constatant que l'interprétation de l'Accord à cet égard ne nécessitait pas une analyse des moyens complémentaires d'interprétation prévus à l'article 32 de la Convention de Vienne. De plus, l'Organe d'appel a estimé dans son raisonnement que le rapport n'éclaircissait pas la question de savoir si la réduction à zéro simple dans les réexamens périodiques était autorisée au titre de l'Accord antidumping car il n'exprimait que les vues de quelques-unes des parties aux négociations bien avant l'entrée en vigueur de l'Accord antidumping.[121]

7.166 Les États-Unis affirment que l'article 9.4 ii) de l'Accord, qui prévoit les systèmes de la valeur normale prospective, étaye l'affirmation selon laquelle le dumping peut être interprété en relation avec des transactions à l'exportation prises individuellement. Nous sommes enclins à approuver l'affirmation selon laquelle la reconnaissance dans l'Accord d'un système de la valeur normale prospective renforce l'argument selon lequel l'existence d'un dumping peut être déterminée sur la base de transactions à l'exportation prises individuellement, et notons que le Groupe spécial *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)* a également partagé ce point de vue.[122] Cependant, l'Organe d'appel n'a pas été de cet avis, et a déclaré que "le Groupe spécial n'a[vait] pas fait de distinction entre le "recouvrement" du droit au moment de l'importation, d'une part, et les déterminations concernant le montant du droit définitif à acquitter par l'importateur et la marge de dumping correspondant à un exportateur, d'autre part".[123] Il a mis en avant le fait que le droit recouvré au moment de l'importation dans le cadre d'un système de la valeur normale prospective ne représentait pas la marge de dumping au sens de l'article 9.3 et a noté que ce droit était soumis à réexamen au titre de l'article 9.3.2.[124]

7.167 Les États-Unis affirment que si l'Accord est interprété d'une façon qui prohibe généralement la réduction à zéro, la troisième méthode prévue dans la deuxième phrase de l'article 2.4.2 aboutirait au même résultat mathématique que la première méthode.[125] Selon les États-Unis et le Groupe spécial

---

[118] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)*, *supra*, note 97, paragraphe 7.146.

[119] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)*, *supra*, note 113, paragraphe 113.

[120] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 86.

[121] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)*, *supra*, note 113, paragraphes 128 à 132.

[122] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)*, *supra*, note 97, paragraphes 7.130 à 7.133.

[123] (note de bas de page omise) Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)*, *supra*, note 113, paragraphe 120.

[124] *Ibid.*

[125] Nous rappelons que le texte de l'article 2.4.2 se lit comme suit:

"Sous réserve des dispositions régissant la comparaison équitable énoncées au paragraphe 4, l'existence de marges de dumping pendant la phase d'enquête sera normalement établie sur la

États-Unis – Acier inoxydable (Mexique), cela rendrait la deuxième phrase de l'article 2.4.2 inutile et irait donc à l'encontre du principe de l'interprétation des traités dit de l'effet utile. À ce sujet, nous sommes enclins à approuver les vues exprimées par les États-Unis, comme l'a fait le Groupe spécial *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)*.[126] L'Organe d'appel a écarté cette préoccupation, en notant que "si la détermination des valeurs normales moyennes pondérées était fondée sur des *périodes différentes*, les calculs de la marge de dumping effectués suivant ces deux méthodes aboutiraient à des résultats mathématiques différents".[127] Il a aussi réaffirmé son opinion selon laquelle "[c]onstituant une exception, la méthode de comparaison énoncée dans la deuxième phrase de l'article 2.4.2 (moyenne pondérée à transaction) à elle seule ne [pouvait] pas déterminer l'interprétation des deux méthodes prévues à la première phrase".[128] De plus, l'Organe d'appel a estimé qu'"[a]fin de déceler le dumping ciblé, l'autorité chargée de l'enquête [pouvait] limiter l'application de la méthode de comparaison M-T aux prix des transactions à l'exportation qui entr[aient] dans la configuration pertinente".[129]

7.168 En ce qui concerne ce dernier point, nous notons que le Groupe spécial *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)* avait souligné ce qui suit:

> "Cette approche laisse certaines questions sans réponses. Premièrement, l'Organe d'appel n'a indiqué aucun fondement textuel pour l'affirmation selon laquelle les transactions à l'exportation qui doivent être retenues aux fins de la troisième méthode seraient nécessairement plus limitées que celles auxquelles s'appliquent les deux premières méthodes. À la lumière du texte de l'article 2.4.2, il n'est pas évident pour nous que les déterminations de l'existence d'un dumping suivant la troisième méthode pourraient se limiter au sous-ensemble des transactions à l'exportation qui entrent dans la configuration des prix pertinente. Dans la deuxième phrase de l'article 2.4.2 il est simplement dit que les autorités peuvent, dans certaines circonstances, comparer les prix des transactions à l'exportation prises individuellement avec la valeur normale moyenne pondérée. Rien n'est dit pour ce qui est de savoir si cette comparaison peut, ou doit, se limiter au sous-ensemble des transactions à l'exportation qui entrent dans la configuration des prix pertinente. Deuxièmement, à supposer que cette affirmation ait bien un fondement textuel dans l'Accord, l'Organe d'appel n'a pas expliqué comment les autorités traiteraient les transactions à l'exportation restantes. Si, par exemple, l'Organe d'appel voulait dire que les transactions à l'exportation qui n'entraient pas dans la configuration des prix pertinente devaient être exclues des déterminations de l'existence d'un dumping, cela signifierait qu'elles ne seraient pas

---

> base d'une comparaison entre une valeur normale moyenne pondérée et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables, ou par comparaison entre la valeur normale et les prix à l'exportation transaction par transaction. Une valeur normale établie sur la base d'une moyenne pondérée pourra être comparée aux prix de transactions à l'exportation prises individuellement si les autorités constatent que, d'après leur configuration, les prix à l'exportation diffèrent notablement entre différents acheteurs, régions ou périodes, et si une explication est donnée quant à la raison pour laquelle il n'est pas possible de prendre dûment en compte de telles différences en utilisant les méthodes de comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée ou transaction par transaction."

[126] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)*, *supra*, note 97, paragraphes 7.130 à 7.133.

[127] (note de bas de page omise) Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)*, *supra*, note 113, paragraphe 126.

Nous notons que le raisonnement de l'Organe d'appel à cet égard repose sur l'utilisation de données différentes et doit logiquement aboutir à un résultat mathématique différent.

[128] (note de bas de page omise) Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)*, *supra*, note 113, paragraphe 127.

[129] (note de bas de page omise) *Ibid.*

> prises en compte. Étant donné que l'Organe d'appel a exprimé avec force l'opinion selon laquelle l'existence d'un dumping devait être déterminée pour le produit considéré dans son ensemble et, par conséquent, toutes les transactions à l'exportation concernant le produit considéré devaient être prises en considération par les autorités, nous ne pensons pas que cela puisse être ce que l'Organe d'appel a voulu dire. À titre subsidiaire, si l'Organe d'appel voulait dire que les autorités utiliseraient la méthode MP-MP en ce qui concerne les transactions à l'exportation qui n'entraient pas dans la configuration des prix pertinente et qu'elles combineraient ces résultats avec les résultats obtenus par la méthode MP-T pour les prix qui entraient dans cette configuration, nous notons qu'une telle approche aboutirait aussi au même résultat mathématique que la méthode MP-MP. En conséquence, nous n'estimons pas que l'approche de l'Organe d'appel invalide le problème de l'équivalence mathématique."[130] (note de bas de page omise)

Dans ladite affaire, le Groupe spécial a été d'avis que le raisonnement de l'Organe d'appel concernant l'argument relatif à l'équivalence mathématique exposé dans des rapports antérieurs n'était pas cohérent au niveau interne. Selon le Groupe spécial, bien que l'Organe d'appel ait estimé que, tout en utilisant la troisième méthode, les autorités limiteraient leurs déterminations de l'existence d'un dumping au sous-ensemble de transactions à l'exportation qui entraient dans la configuration des prix pertinente, il n'a pas expliqué comment les transactions à l'exportation qui n'entraient pas dans cette configuration devraient être traitées. Nous partageons la préoccupation exprimée à ce propos par le Groupe spécial en question et notons que l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)* n'a pas répondu à cette préoccupation.

7.169 Après avoir identifié les questions soulevées par l'allégation des CE au sujet de la réduction à zéro simple dans les réexamens périodiques et après avoir examiné les arguments des parties et les rapports des groupes spéciaux antérieurs et de l'Organe d'appel, nous avons, d'une manière générale, jugé convaincant le raisonnement des groupes spéciaux antérieurs concernant ces questions.[131] Nous sommes cependant face à une situation dans laquelle les rapports de l'Organe d'appel, adoptés par l'ORD, ont constamment infirmé les constatations figurant dans les rapports de groupes spéciaux mentionnés selon lesquelles la réduction à zéro simple dans les réexamens périodiques n'était pas incompatible avec les règles de l'OMC. Par conséquent, avant de formuler des constatations définitives au sujet de l'allégation dont nous sommes saisis, nous abordons une question systémique importante.

iii) Rôle de la jurisprudence

7.170 Étant donné le raisonnement constant qui sous-tend la conclusion de l'Organe d'appel concernant la réduction à zéro simple dans les réexamens périodiques, nous devons, pour nous prononcer sur l'allégation des CE dont nous sommes saisis, nécessairement examiner le rôle des rapports adoptés de l'Organe d'appel. Nous notons que l'effet net des rapports adoptés de l'Organe d'appel ou de groupes spéciaux n'est pas directement traité dans le Mémorandum d'accord ni dans un quelconque accord visé. Cette question s'est cependant posée dans des différends antérieurs et

[130] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)*, *supra*, note 97, paragraphe 7.139.

[131] Nous notons, comme l'Organe d'appel l'a reconnu (rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)*, *supra*, note 113, paragraphe 76), que l'article 17.6 ii) de l'Accord antidumping prévoit la possibilité de plus d'une interprétation admissible de ses dispositions. Nous sommes d'avis que la position des États-Unis, telle qu'elle est exprimée dans les rapports de groupes spéciaux susmentionnés, correspond à au moins une interprétation admissible des dispositions pertinentes de l'Accord antidumping. Si l'interprétation présentée par les Communautés européennes, et reprise dans les rapports de l'Organe d'appel concernant la réduction à zéro et l'opinion séparée d'un membre du Groupe spécial (*infra*, paragraphes 9.1 à 9.10), peut aussi être une interprétation admissible, nous ne pensons pas qu'elle soit la seule.

l'Organe d'appel l'a examinée. Dans l'affaire *Japon – Boissons alcooliques II*, l'Organe d'appel a exprimé l'opinion suivante:

> "Les rapports de groupes spéciaux adoptés sont une partie importante de l'"acquis" du GATT. Ils sont souvent examinés par les groupes spéciaux établis ultérieurement. Ils suscitent chez les Membres de l'OMC des attentes légitimes et devraient donc être pris en compte lorsqu'ils ont un rapport avec un autre différend. Mais ils n'ont aucune force obligatoire, sauf pour ce qui est du règlement du différend entre les parties en cause. En résumé, ni le caractère ni le statut juridique de ces rapports n'ont changé avec l'entrée en vigueur de l'*Accord sur l'OMC*."[132] (note de bas de page omise, italique dans l'original, non souligné dans l'original)

L'Organe d'appel a fait cette déclaration dans le contexte de l'évaluation de l'importance des rapports adoptés des groupes spéciaux du GATT.[133] Toutefois, son raisonnement porte aussi sur le statut des rapports des groupes spéciaux de l'OMC. Dans son raisonnement, l'Organe d'appel souligne le fait que les rapports adoptés de groupes spéciaux suscitent chez les Membres de l'OMC des attentes légitimes et estime qu'ils devraient être pris en compte par les groupes spéciaux établis ultérieurement lorsque les questions juridiques sont analogues, en notant cependant que ces rapports n'ont aucune force obligatoire hors du champ du différend pertinent.

7.171 Dans l'affaire *États-Unis – Crevettes (article 21:5 – Malaisie)* ultérieure, l'Organe d'appel a étendu ce raisonnement à ses rapports adoptés.[134] Il a approuvé la référence faite à son rapport par le Groupe spécial chargé de cette affaire et a relevé que "[l'Organe d'appel s']attend[ait] à ce qu'il le fasse".[135] Par la suite, dans l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, l'Organe d'appel est allé plus loin en ce qui concerne le rôle de ses rapports adoptés et a été d'avis que "suivre les conclusions de l'Organe d'appel dans des différends précédents n'[était] pas seulement approprié, mais c'[était] ce que l'on attend[ait] des groupes spéciaux, en particulier dans les cas où les questions [étaient] les mêmes".[136]

7.172 Le Groupe spécial *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)* a considéré les constatations de l'Organe d'appel sur la question de la réduction à zéro simple dans les réexamens périodiques pour établir sa conclusion. Pour établir sa conclusion, qui ne suivait pas les rapports en question de l'Organe d'appel, le Groupe spécial a fait observer que même si le Mémorandum d'accord n'attribuait pas un effet obligatoire aux rapports adoptés de groupes spéciaux ou de l'Organe d'appel, "celui-ci, *de facto*, attend[ait] [des groupes spéciaux] qu'ils le fassent dans la mesure où les questions juridiques examinées [étaient] analogues".[137] Le Groupe spécial a rappelé et fait sien l'avis exprimé par le Groupe spécial *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)* selon lequel "le souci de préserver une jurisprudence constante ne devrait pas l'emporter sur la tâche d'un groupe spécial de procéder à un

---

[132] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques* ("*Japon – Boissons alcooliques II*"), WT/DS8/AB/R, WT/DS10/AB/R, WT/DS11/AB/R, adopté le 1er novembre 1996, page 17.

[133] *Ibid.*, pages 15 à 17.

[134] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes – Recours de la Malaisie à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends* ("*États-Unis – Crevettes (article 21:5 – Malaisie)*"), WT/DS58/AB/RW, adopté le 21 novembre 2001, paragraphe 109.

[135] *Ibid.*, paragraphe 107.

[136] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine* ("*États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*"), WT/DS268/AB/R, adopté le 17 décembre 2004, paragraphe 188.

[137] (italique dans l'original) Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)*, *supra*, note 97, paragraphe 7.105.

examen objectif de la question dont il [était] saisi" comme le prescrivait l'article 11 du Mémorandum d'accord.[138]

7.173 En appel, l'Organe d'appel a rappelé les constatations qu'il avait formulées antérieurement dans les affaires *Japon – Boissons alcooliques II*, *États-Unis – Crevettes (article 21:5 – Malaisie)* et *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, et il a réaffirmé que "les rapports de l'Organe d'appel n'[avaient] aucune force obligatoire, sauf pour ce qui [était] du règlement du différend entre les parties".[139] Il a néanmoins noté que, "[l]es rapports de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel adoptés [étaient] souvent cités par les parties à l'appui de leurs arguments juridiques dans les procédures de règlement des différends, et [étaient] invoqués par les groupes spéciaux et l'Organe d'appel dans les différends ultérieurs".[140] Il a souligné que par ailleurs, lorsqu'ils adoptaient ou modifiaient leur législation nationale, les Membres prenaient souvent en considération l'interprétation des accords visés donnée dans ces rapports.[141] Selon l'Organe d'appel, par conséquent, "l'interprétation du droit consignée dans les rapports de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel adoptés dev[enait] partie intégrante de l'acquis du système de règlement des différends de l'OMC".[142]

7.174 De l'avis de l'Organe d'appel, l'obligation de procéder à un examen objectif que l'article 11 du Mémorandum d'accord impose aux groupes spéciaux de l'OMC est éclairée par les dispositions générales de l'article 3 du Mémorandum d'accord, y compris le paragraphe 2 qui dispose que "[l]e système de règlement des différends de l'OMC est un élément essentiel pour assurer la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral".[143] Selon l'Organe d'appel, assurer la "sécurité et la prévisibilité" du système de règlement des différends exige à son tour qu'une jurisprudence constante soit établie et appliquée aux mêmes questions juridiques, en l'absence de raisons impérieuses.[144]

7.175 En outre, l'Organe d'appel a souligné la structure hiérarchique prévue dans le Mémorandum d'accord et a déclaré ce qui suit:

> "La création de l'Organe d'appel par les Membres de l'OMC pour réexaminer les interprétations du droit données par les groupes spéciaux montre que les Membres reconnaissaient l'importance de l'uniformité et de la stabilité dans l'interprétation de leurs droits et obligations au titre des accords visés. Cela est essentiel pour promouvoir "la sécurité et la prévisibilité" du système de règlement des différends et pour assurer le "règlement rapide" des différends. Le fait que le Groupe spécial n'a pas suivi des rapports de l'Organe d'appel adoptés précédemment qui traitaient des mêmes questions compromet la constitution d'une jurisprudence cohérente et prévisible clarifiant les droits et les obligations des Membres au titre des accords visés ainsi qu'il est prévu par le Mémorandum d'accord."[145] (non souligné dans l'original)

Les vues de l'Organe d'appel à ce sujet, en particulier en ce qui concerne l'expression "sécurité et prévisibilité", supposent qu'il est nécessaire d'établir une jurisprudence constante pour clarifier les droits et obligations des Membres de l'OMC. L'Organe d'appel a souligné que tout rapport de groupe

---

[138] *Ibid*.
[139] (note de bas de page omise) Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)*, *supra*, note 113, paragraphe 158.
[140] *Ibid.*, paragraphe 160.
[141] *Ibid*.
[142] *Ibid*.
[143] *Ibid.*, paragraphe 157.
[144] *Ibid.*, paragraphe 160.
[145] *Ibid.*, paragraphe 161.

spécial qui ne suit pas la jurisprudence établie dans les rapports adoptés de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel porterait atteinte à cette fonction jurisprudentielle importante.

7.176 De plus, l'Organe d'appel a déclaré ce qui suit:

> "La clarification, qui est envisagée à l'article 3:2 du Mémorandum d'accord, éclaircit la portée et la signification des dispositions des accords visés conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public. Si l'application d'une disposition peut être considérée comme limitée au contexte dans lequel elle a lieu, la pertinence de la clarification figurant dans des rapports de l'Organe d'appel adoptés n'est pas limitée à l'application d'une disposition particulière dans une affaire donnée."[146] (non souligné dans l'original)

Dans cette partie de son rapport, l'Organe d'appel a exprimé l'opinion selon laquelle l'interprétation du droit donnée dans ses rapports adoptés avait des incidences qui allaient au-delà des particularités du différend pertinent. Autrement dit, selon l'Organe d'appel, cette interprétation doit être prise en compte dans l'interprétation des droits et obligations des Membres de l'OMC.

7.177 L'Organe d'appel s'est dit profondément préoccupé du fait que le Groupe spécial *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)* n'avait pas suivi l'interprétation du droit qu'il avait donnée dans ses rapports précédents au sujet de la réduction à zéro simple dans les réexamens périodiques. Selon lui, "[l]'approche du Groupe spécial a de graves implications pour le bon fonctionnement du système de règlement des différends de l'OMC".[147] Pour autant, bien que le Mexique lui ait demandé de constater que le fait que le Groupe spécial n'avait pas suivi le raisonnement établi de l'Organe d'appel concernant la réduction à zéro simple dans les réexamens périodiques était incompatible avec l'obligation de procéder à un examen objectif, comme le prescrivait l'article 11 du Mémorandum d'accord, l'Organe d'appel s'est abstenu de formuler une constatation en ce sens, concluant que "la défaillance du Groupe spécial découlait, par essence, de son interprétation peu judicieuse des dispositions juridiques en cause".[148]

7.178 À la lumière de ce rapport récent, nous jugeons nécessaire d'examiner nos obligations en matière de prise de décisions. Nous commençons donc par les obligations générales imposées aux groupes spéciaux qui sont énoncées à l'article 11 du Mémorandum d'accord, dont la partie pertinente dispose ce qui suit:

"*Fonction des groupes spéciaux*

> La fonction des groupes spéciaux est d'aider l'ORD à s'acquitter de ses responsabilités au titre du présent mémorandum d'accord et des accords visés. En conséquence, un groupe spécial devrait procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris une évaluation objective des faits de la cause, de l'applicabilité des dispositions des accords visés pertinents et de la conformité des faits avec ces dispositions, et formuler d'autres constatations propres à aider l'ORD à faire des recommandations ou à statuer ainsi qu'il est prévu dans les accords visés."

7.179 Il est clair que le principe directeur qui régit les travaux du présent Groupe spécial ou de tout autre groupe spécial est l'injonction de procéder à une "évaluation objective" en ce qui concerne à la fois les faits et le droit pertinents pour le différend dont il est saisi. Une telle évaluation objective n'a évidemment pas lieu dans le vide. D'autres dispositions du Mémorandum d'accord constituent le

---

[146] *Ibid*.
[147] *Ibid*., paragraphe 162.
[148] *Ibid*.

contexte de cette tâche. Des éléments contextuels importants qui doivent être pris en compte figurent à l'article 3:2 du Mémorandum d'accord, qui dispose ce qui suit:

> "Le système de règlement des différends de l'OMC est un élément essentiel pour assurer la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral. Les Membres reconnaissent qu'il a pour objet de préserver les droits et les obligations résultant pour les Membres des accords visés, et de clarifier les dispositions existantes de ces accords conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public. Les recommandations et décisions de l'ORD ne peuvent pas accroître ou diminuer les droits et obligations énoncés dans les accords visés." (non souligné dans l'original)

Ainsi, l'article 3:2 établit que le système de règlement des différends de l'OMC a pour objet d'assurer la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral. À cet égard les éléments les plus pertinents parmi ceux que comporte le système de règlement des différends de l'OMC sont le processus de consultation, l'examen des faits et du droit par les groupes spéciaux, l'appel concernant des questions de droit, et les disciplines relatives à la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD après un différend, y compris le recours à une rétorsion proportionnée. Tous ces éléments fonctionnent conjointement pour assurer la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral. L'Organe d'appel laisse entendre que la sécurité et la prévisibilité du système de règlement des différends en soi est un but auquel contribue l'établissement d'une jurisprudence constante et fondée sur le fait que les groupes spéciaux suivent le raisonnement exposé dans les rapports adoptés de l'Organe d'appel.[149] Nous convenons que la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral peuvent aussi être favorisées par l'établissement d'une jurisprudence constante et son application aux mêmes questions juridiques, en l'absence de raisons impérieuses d'agir autrement. À notre avis, il incombe manifestement à tout groupe spécial de prendre en compte les rapports adoptés antérieurs de l'Organe d'appel, ainsi que les rapports adoptés de groupes spéciaux et les rapports adoptés de groupes spéciaux du GATT, lorsqu'il procède à l'évaluation objective prescrite à l'article 11. Les rapports adoptés antérieurs font partie de l'acquis du GATT/de l'OMC et, comme l'Organe d'appel l'a déclaré, suscitent chez les Membres de l'OMC des attentes légitimes et devraient donc être pris en compte lorsqu'ils sont pertinents.[150] Cela dit, nous ne pensons pas que l'établissement d'une jurisprudence ayant effet obligatoire soit un élément envisagé pour permettre au système de règlement des différends d'assurer la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral.

7.180 De toute évidence, il importante qu'un groupe spécial ait des raisons impérieuses pour toute décision qu'il rend, indépendamment de la question de savoir s'il y a ou non des rapports adoptés pertinents et du point de savoir s'il suit ou non ces rapports. Une partie essentielle de la tâche d'un groupe spécial au titre de l'article 11 est d'expliquer son évaluation objective de la question dont il est saisi. Cette explication, ainsi que les raisons données, permet de faire en sorte que les groupes spéciaux n'accroissent ni ne diminuent les droits et obligations des Membres, tout en promouvant l'objectif qui est d'assurer la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral grâce au fonctionnement du système de règlement des différends. À notre avis, cependant, un groupe spécial ne peut pas simplement suivre le rapport adopté d'un autre groupe spécial, ou de l'Organe d'appel, sans avoir soigneusement examiné les faits et les arguments présentés par les parties au différend dont il est saisi. Le faire reviendrait à se dérober à ses responsabilités au titre de l'article 11. Dans le même ordre d'idées, cependant, un groupe spécial ne devrait pas non plus formuler une constatation différente de celle qui figure dans un rapport adopté antérieur d'un groupe spécial ou de l'Organe d'appel se rapportant à des faits et arguments analogues sans un examen attentif et une explication des

[149] *Ibid.*, paragraphe 160.
[150] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, *supra*, note 132, page 17.

raisons pour lesquelles un résultat différent est justifié et sans s'être assuré que sa constatation ne porte pas atteinte aux objectifs du système.

7.181 Comme il est dit plus haut, nous partageons plusieurs préoccupations exprimées par le Groupe spécial *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)*, en particulier pour ce qui est de l'argument des États-Unis relatif à l'équivalence mathématique. Nous reconnaissons néanmoins que l'Organe d'appel, dans son rapport, a infirmé les constatations du Groupe spécial et que ce rapport a pris effet juridique du fait de son adoption par l'ORD. Nous notons que cela ajoute à une série de recommandations constantes faites par l'ORD au cours des dernières années à la suite de rapports qui traitaient des mêmes questions en grande partie sur la base des mêmes arguments.

7.182 Outre le but qui est d'assurer la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral, nous rappelons que l'article 3:3 du Mémorandum d'accord dispose que "[l]e règlement rapide de toute situation dans laquelle un Membre considère qu'un avantage résultant pour lui directement ou indirectement des accords visés se trouve compromis par des mesures prises par un autre Membre est indispensable au bon fonctionnement de l'OMC et à l'existence d'un juste équilibre entre les droits et les obligations des Membres". Au vu de la jurisprudence constante adoptée au sujet des questions juridiques dont nous sommes saisis en ce qui concerne la réduction à zéro simple dans les réexamens périodiques, nous estimons qu'un règlement rapide du présent différend de cette manière sera le meilleur moyen de contribuer aux objectifs multiples du Mémorandum d'accord et, tout bien considéré, sera facilité si les constatations adoptées de l'Organe d'appel sont suivies en l'espèce.

iv) Conclusion

7.183 Sur la base des considérations exposées plus haut, nous concluons que les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article VI:2 du GATT de 1994 et de l'article 9.3 de l'Accord antidumping en appliquant la réduction à zéro simple dans les 29 réexamens périodiques en cause. Ayant constaté que les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article VI:2 du GATT de 1994 et de l'article 9.3 de l'Accord antidumping, nous nous abstenons de formuler des constatations au sujet des allégations des CE au titre des articles 2.1, 2.4, 2.4.2 et 11.2 de l'Accord antidumping et de l'article VI:1 du GATT de 1994.

G. RÉDUCTION À ZÉRO DANS LES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION

1. Arguments des parties

a) Communautés européennes

7.184 Les Communautés européennes contestent l'utilisation de la réduction à zéro dans onze réexamens à l'extinction effectués par l'USDOC. Elles exposent leurs allégations concernant l'utilisation de la réduction à zéro dans les réexamens à l'extinction en se référant à un seul réexamen à l'extinction spécifique, à savoir celui de l'affaire *Tôles et bandes en acier inoxydable, en rouleaux – Italie*, mais font valoir que les mêmes allégations s'appliquent aux autres réexamens à l'extinction en cause. Elles font valoir que, dans le cadre de ses déterminations à l'extinction, l'USDOC s'appuie sur des marges de dumping calculées antérieurement. De ce fait, l'USDOC s'appuie sur des marges calculées au moyen de la réduction à zéro. Dans le réexamen à l'extinction dans l'affaire *Tôles et bandes en acier inoxydable, en rouleaux – Italie*, sur la base d'un dumping dont l'existence avait été établie dans l'enquête initiale et les réexamens ultérieurs et qui avait été calculé au moyen de la réduction à zéro, l'USDOC a déterminé qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait si le droit était supprimé.

7.185 Les Communautés européennes notent que l'article 11.3 de l'Accord ne définit pas le mot "dumping". La définition du dumping qui figure à l'article VI:1 du GATT de 1994 et à l'article 2.1 de

l'Accord antidumping s'applique donc aux réexamens à l'extinction. Il s'ensuit que les marges de dumping utilisées dans les réexamens à l'extinction doivent être conformes aux dispositions de l'Accord, y compris l'article 2. Les Communautés européennes affirment que les marges utilisées par l'USDOC dans le réexamen à l'extinction en cause avaient été calculées d'une manière incompatible avec l'article 2.1, 2.4 et 2.4.2 de l'Accord. Pour cette raison, la détermination à l'extinction que l'USDOC a établie en s'appuyant sur ces marges incompatibles avec les règles de l'OMC est également incompatible avec ces mêmes dispositions. Les Communautés européennes font valoir que, par conséquent, l'USDOC a aussi agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 11.1 et 11.3 de l'Accord.

b) États-Unis

7.186 Les États-Unis font valoir que les allégations des CE concernant l'utilisation de la réduction à zéro dans les réexamens à l'extinction doivent être rejetées parce que "[l]es Communautés européennes n'ont pas démontré qu'un calcul effectué conformément à leur approche aboutirait à des marges de dumping nulles ou *de minimis* dans les affaires citées, entraînant l'abrogation de l'ordonnance".[151]

2. Arguments des tierces parties

a) Japon

7.187 Le Japon soutient que les déterminations à l'extinction sont incompatibles avec les disciplines de l'Accord antidumping dans la mesure où elles se fondent sur des marges antérieures calculées au moyen de la réduction à zéro. Il ne prend pas position en ce qui concerne les circonstances factuelles entourant les déterminations à l'extinction contestées par les Communautés européennes dans la présente procédure. Toutefois, le Japon fait valoir que, dans la mesure où l'USDOC a utilisé des marges antérieures établies au moyen de la réduction à zéro, il a agi d'une manière incompatible avec les articles 2.1, 2.4 et 11.3 de l'Accord antidumping et avec l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994.

b) Corée

7.188 De l'avis de la Corée, les réexamens à l'extinction constituent le prolongement des procédures antidumping antérieures et ne peuvent pas en être dissociés. Il s'ensuit que, dans la mesure où l'USDOC s'appuie, dans ses déterminations à l'extinction, sur des marges antérieures calculées au moyen de la réduction à zéro, il manque aux obligations énoncées aux articles 2.4, 2.4.2, 11.1 et 11.3 de l'Accord.

c) Norvège

7.189 La Norvège rappelle les rapports pertinents de l'Organe d'appel et estime que, dans la mesure où les autorités s'appuient, dans un réexamen à l'extinction, sur des marges de dumping antérieures obtenues au moyen de la réduction à zéro, leurs déterminations à l'extinction en sont viciées. Elle conteste l'argument des États-Unis selon lequel les Communautés européennes doivent démontrer qu'un calcul sans réduction à zéro aboutirait à des marges nulles ou *de minimis*. D'après elle, les CE ont l'obligation de montrer qu'il y a violation de l'article 11.3 de l'Accord. Elles n'ont pas à démontrer ce que les marges antérieures auraient été sans réduction à zéro. Le Groupe spécial n'est pas tenu non plus d'établir une telle détermination pour les États-Unis.

[151] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 154.

3. Évaluation par le Groupe spécial

a) Faits pertinents

7.190 Les allégations des CE concernant l'utilisation de la réduction à zéro dans les réexamens à l'extinction portent sur les onze réexamens à l'extinction suivants:

Numéro	Pays et produit en cause	Détermination finale de l'USDOC	Pièces pertinentes
1	Barres d'armature en acier pour le béton en provenance de Lettonie USDOC n° A-449-804	72 FR 16767 5 avril 2007 **(RÉSULTATS PRÉLIMINAIRES)**	EC-70
2	Roulements à billes et leurs parties en provenance d'Italie USDOC n° A-475-801	70 FR 58183 5 octobre 2005	EC-71
3	Roulements à billes et leurs parties en provenance d'Allemagne USDOC n° A-428-801	70 FR 58183 5 octobre 2005	EC-72
4	Roulements à billes et leurs parties en provenance de France USDOC n° A-427-801	70 FR 58183 5 octobre 2005	EC-73
5	Tôles et bandes en acier inoxydable, en rouleaux en provenance d'Allemagne USDOC n° A-428-825	69 FR 67896 22 novembre 2004	EC-74
6	Tôles en acier inoxydable, en rouleaux, en provenance de Belgique USDOC n° A-423-808	69 FR 61798 21 octobre 2004	EC-75
7	Roulements à billes et leurs parties en provenance du Royaume-Uni USDOC n° A-412-801	70 FR 58183 5 octobre 2005	EC-76
8	Certains produits plats en acier au carbone, laminés à chaud, en provenance des Pays-Bas USDOC n° A-421-807	72 FR 7604 16 février 2007 **(RÉSULTATS PRÉLIMINAIRES)** **(ORDONNANCE ABROGÉE)**	EC-77
9	Tôles et bandes en acier inoxydable, en rouleaux, en provenance d'Italie USDOC n° A-475-824	69 FR 67894 22 novembre 2004	EC-69
10	Certaines pâtes alimentaires en provenance d'Italie USDOC n° A-475-818	72 FR 5266 5 février 2007 **(RÉSULTATS PRÉLIMINAIRES)**	EC-78
11	Feuilles et bandes en laiton en provenance d'Allemagne USDOC n° A-428-602	71 FR 4348 26 janvier 2006	EC-79

7.191 Nous rappelons la constatation que nous avons formulée plus haut (paragraphe 7.77) selon laquelle les déterminations préliminaires indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE ne relèvent pas de notre mandat dans la présente procédure. Les trois réexamens à l'extinction figurant dans le tableau ci-dessus au sujet desquels les Communautés européennes contestent les déterminations préliminaires de l'USDOC ne seront donc pas affectés par nos constatations concernant l'utilisation de la réduction à zéro dans les réexamens à l'extinction.[152] Nos constatations s'appliqueront uniquement à huit des onze déterminations à l'extinction qui figurent dans le tableau mentionné.

b) Analyse juridique

7.192 Nous notons que pour nous prononcer sur l'allégation des CE concernant les déterminations de l'USDOC dans les huit réexamens à l'extinction en cause, il nous faut traiter deux questions: a) les autorités peuvent-elles s'appuyer sur des marges de dumping antérieures obtenues au moyen de la réduction à zéro lorsqu'elles établissent leur détermination concernant la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira dans un réexamen à l'extinction? et b) l'USDOC s'est-il appuyé sur des marges de dumping antérieures obtenues au moyen de la réduction à zéro lorsqu'il a établi ses déterminations de la probabilité dans les réexamens à l'extinction en cause dans la présente procédure?

7.193 En ce qui concerne la première question, nous commencerons notre analyse par le texte de l'article 11.3 de l'Accord, qui se lit comme suit:

> "Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, tout droit antidumping définitif sera supprimé cinq ans au plus tard à compter de la date à laquelle il aura été imposé (ou à compter de la date du réexamen le plus récent au titre du paragraphe 2 si ce réexamen a porté à la fois sur le dumping et le dommage, ou au titre du présent paragraphe), à moins que les autorités ne déterminent, au cours d'un réexamen entrepris avant cette date, soit de leur propre initiative, soit à la suite d'une demande dûment justifiée présentée par la branche de production nationale ou en son nom, dans un laps de temps raisonnable avant cette date, qu'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé. Le droit pourra demeurer en vigueur en attendant le résultat de ce réexamen." (note de bas de page omise)

7.194 L'article 11.3 prévoit qu'un droit antidumping sera supprimé après cinq ans à compter de la date à laquelle il aura été imposé à moins que les autorités ne déterminent, avant l'expiration de la période de cinq ans, que le dumping et le dommage subsisteraient ou se reproduiraient si cette suppression a lieu. Il ne précise pas, toutefois, la nature d'une telle détermination. Spécifiquement, il n'indique pas si les autorités peuvent s'appuyer sur des marges de dumping antérieures pour déterminer si le dumping et le dommage subsisteraient ou se reproduiraient si le droit est supprimé.

[152] L'ordonnance concernant l'affaire *Certains produits plats en acier au carbone, laminés à chaud, en provenance des Pays-Bas* (pièce EC-77) a été abrogée le 23 avril 2007. La date de prise d'effet de l'abrogation a été ensuite modifiée et fixée au 29 novembre 2006. Voir la réponse des États-Unis à la question n° 2 d) du Groupe spécial après la deuxième réunion. Dans leur réponse à la question n° 2 d) du Groupe spécial après la deuxième réunion, les deux parties sont convenues que le Groupe spécial pouvait, en principe, formuler des constatations au sujet d'une mesure abrogée. Les Communautés européennes ont en outre déclaré qu'il suffirait que le Groupe spécial formule uniquement des constatations au sujet de cette mesure sans faire de recommandations. Comme il est dit au paragraphe 7.77 ci-dessus, l'ordonnance en cause ne relève pas de notre mandat car c'est l'une des quatre mesures préliminaires indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE. Nous n'avons donc pas besoin d'examiner et n'examinons pas la question de savoir s'il serait approprié de formuler des constatations et/ou des recommandations au sujet de cette ordonnance abrogée.

Cette question particulière s'est posée dans le cadre du règlement des différends à l'OMC et l'Organe d'appel a formulé des constatations à son sujet. Dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, l'Organe d'appel a affirmé que "les autorités procédant à un réexamen à l'extinction [devaient] agir avec un degré de diligence approprié et arriver à une conclusion motivée sur la base des renseignements recueillis dans le cadre d'un processus de reconsidération et d'examen".[153] Il a également estimé dans son raisonnement que les autorités n'étaient pas tenues de calculer des marges de dumping ni de s'appuyer sur celles-ci pour établir leur détermination de la probabilité. Toutefois, si elles choisissent de le faire, ces marges doivent être conformes aux disciplines énoncées à l'article 2 de l'Accord. Sinon, la détermination de la probabilité serait incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord.[154] Autrement dit, de l'avis de l'Organe d'appel, le fait de s'appuyer sur des marges incompatibles avec les règles de l'OMC vicierait la détermination à l'extinction établie par les autorités.[155]

7.195 L'Organe d'appel a également appliqué ce raisonnement dans le différend ultérieur *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)* et a affirmé ce qui suit:

> "En l'espèce, le Groupe spécial a constaté, en fait, que, dans sa détermination de la probabilité d'un dumping, l'USDOC s'était appuyé "sur des marges de dumping établies lors de procédures antérieures". Il a aussi constaté que ces marges étaient calculées au cours de réexamens périodiques "sur la base de la réduction à zéro simple."[156] (notes de bas de page omises)
>
> "Nous avons conclu précédemment que la réduction à zéro, telle qu'elle se rapportait aux réexamens périodiques, était incompatible, en tant que telle, avec l'article 2.4 et l'article 9.3. Comme les déterminations de la probabilité d'un dumping dans les réexamens à l'extinction en cause dans le présent appel étaient fondées sur des marges de dumping calculées d'une manière incompatible avec l'*Accord antidumping*, elles sont incompatibles avec l'article 11.3 du même accord."[157] (note de bas de page omise, italique dans l'original)

7.196 Nous jugeons convaincant le raisonnement de l'Organe d'appel selon lequel, dans la mesure où les marges utilisées dans les déterminations à l'extinction sont incompatibles avec les règles de l'OMC, la détermination à l'extinction qui en résulte devient également incompatible avec les règles de l'OMC. Nous avons constaté que la réduction à zéro selon les modèles dans les enquêtes était incompatible avec l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping et que la réduction à zéro simple dans les réexamens périodiques était incompatible avec l'article VI:2 du GATT de 1994 et l'article 9.3 de l'Accord antidumping (paragraphes 7.111 et 7.183, respectivement). Nous constaterons donc que les déterminations établies par l'USDOC dans les huit réexamens à l'extinction en cause étaient incompatibles avec son obligation au titre de l'article 11.3 de l'Accord si nous constatons que l'USDOC a utilisé, dans ces déterminations, des marges obtenues au moyen de la réduction selon les modèles lors d'enquêtes antérieures ou de la réduction à zéro simple lors de réexamens périodiques antérieurs.

---

[153] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, *supra*, note 56, paragraphe 111.

[154] *Ibid*., paragraphe 127.

[155] *Ibid*.

[156] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures relatives à la réduction à zéro et aux réexamens à l'extinction* ("*États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*"), WT/DS322/AB/R, adoopté le 23 janvier 2007, paragraphe 184.

[157] *Ibid*., paragraphe 185.

7.197 Cela nous amène à la deuxième question que nous avons identifiée au début de notre analyse, qui est de savoir si les Communautés européennes ont démontré, en fait, que l'USDOC s'était appuyé, dans les réexamens à l'extinction en cause, sur des marges antérieures obtenues au moyen de la réduction à zéro.

7.198 Les Communautés européennes font valoir d'une manière générale que dans les réexamens à l'extinction en cause, l'USDOC a utilisé des marges ramenées à zéro issues d'enquêtes et de réexamens périodiques antérieurs.[158] Nous notons toutefois qu'elles fondent principalement leur allégation sur l'utilisation de marges obtenues au moyen de la réduction à zéro selon les modèles dans les enquêtes correspondantes.[159] Les Communautés européennes ont présenté au Groupe spécial, en tant que base factuelle de cette affirmation, des copies des mémorandums sur les questions et la décision publiés par l'USDOC lors des réexamens à l'extinction en cause. Elles font valoir, et les États-Unis reconnaissent[160], que dans les réexamens à l'extinction en cause, l'USDOC a utilisé les marges obtenues lors des enquêtes correspondantes. Elles rappellent que le 22 février 2007, les États-Unis ont formellement modifié leur méthode de calcul dans les enquêtes et ont supprimé la réduction à zéro selon les modèles. Elles soutiennent que, puisque les enquêtes dont l'USDOC a tiré les marges utilisées dans les réexamens à l'extinction en cause ont été effectuées avant cette date, il est clair que ces marges ont été calculées au moyen de la réduction à zéro selon les modèles.[161]

7.199 Le passage pertinent du texte relatif au changement de politique mentionné, publié au *Federal Register*, dispose ce qui suit:

> "Le Département ne fera plus de comparaisons moyenne à moyenne dans les enquêtes sans accorder de compensation pour les comparaisons ne faisant pas apparaître un dumping."[162]

7.200 Les États-Unis ne nient pas ce changement de politique. Ils ne contestent pas non plus l'argument des CE selon lequel les enquêtes en cause ont été effectuées avant la date de prise d'effet du changement de politique mentionné. Ils affirment toutefois qu'"[u]ne déclaration aussi générale ... n'apporte pas d'élément de preuve spécifique pour la question de savoir si la réduction à zéro a servi à calculer les marges utilisées dans chacun des réexamens à l'extinction contestés".[163] Nous ne sommes pas d'accord avec les États-Unis. Nous notons que les Communautés européennes ont présenté des copies des mémorandums établis par l'USDOC, qui montrent que ce dernier a utilisé les marges obtenues dans les enquêtes correspondantes, menées avant la date de prise d'effet du changement de politique de l'USDOC concernant les calculs de marges dans les enquêtes. Ainsi, les Communautés européennes ont montré *prima facie* que les marges dans les enquêtes en cause ont été obtenues au

---

[158] Voir, par exemple, la première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 242 et 263.

[159] Voir, par exemple, les observations des Communautés européennes concernant la réponse des États-Unis à la question n° 2 a) du Groupe spécial après la deuxième réunion.

[160] Réponse des États-Unis à la question n° 2 e) du Groupe spécial après la deuxième réunion.

[161] Réponse des Communautés européennes à la question n° 2 b) du Groupe spécial après la deuxième réunion.

Les États-Unis font valoir que le fait que les CE ont présenté de nouveaux éléments de preuve conjointement avec leur réponse à la question n° 2 b) du Groupe spécial après la deuxième réunion était incompatible avec le paragraphe 14 de nos procédures de travail. Observation des États-Unis concernant la réponse des CE à la question n° 2 b) du Groupe spécial après la deuxième réunion. Pour les raisons que nous avons exposées aux paragraphes 7.147 à 7.149 ci-dessus, nous rejetons l'affirmation des États-Unis. En tout état de cause, nous notons que nous ne nous sommes pas appuyés sur les renseignements en cause dans notre rapport.

[162] Pièce EC-90, page 77722.

[163] Observation des États-Unis concernant la réponse des CE à la question n° 2 b) du Groupe spécial après la deuxième réunion.

moyen de la réduction à zéro selon les modèles. Or, les États-Unis n'ont pas présenté d'éléments de preuve pour réfuter cette affirmation. Nous considérons donc que les Communautés européennes ont démontré que dans les huit réexamens à l'extinction en cause, l'USDOC s'est appuyé, exclusivement ou conjointement avec des marges obtenues lors de réexamens périodiques antérieurs, sur des marges obtenues au moyen de la réduction à zéro selon les modèles lors d'enquêtes antérieures.

7.201 Les États-Unis déclarent que "[l]es [Communautés européennes] n'ont pas démontré qu'un calcul effectué conformément à leur approche aboutirait à des marges de dumping nulles ou *de minimis* dans les affaires citées, entraînant l'abrogation de l'ordonnance".[164] La question que soulève l'argument des États-Unis est de savoir si l'incidence de la réduction à zéro sur les marges utilisées par l'USDOC dans les réexamens à l'extinction en cause a une influence quelconque sur la compatibilité des déterminations à l'extinction de l'USDOC avec l'article 11.3. À notre avis, l'incidence de la réduction à zéro sur l'importance des marges obtenues dans les enquêtes initiales ou les réexamens périodiques n'est pas pertinente pour la compatibilité avec les règles de l'OMC d'un réexamen à l'extinction ultérieur lorsque ces marges ramenées à zéro sont utilisées. Dans la mesure où une détermination à l'extinction est fondée sur des marges antérieures obtenues au moyen d'une méthode qui est incompatible avec les règles de l'OMC, la détermination à l'extinction qui en résulte deviendrait aussi incompatible avec les règles de l'OMC.

7.202 Sur la base de ce qui précède, nous constatons que les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 11.3 de l'Accord en s'appuyant, dans les huit réexamens à l'extinction en cause, sur des marges obtenues au moyen de la réduction à zéro selon les modèles lors d'enquêtes antérieures. Ayant constaté que les États-Unis ont agi en violation de l'article 11.3 de l'Accord dans les réexamens à l'extinction en cause, nous n'avons pas besoin de formuler, et nous ne formulons pas, de constatations en ce qui concerne les allégations des CE au titre des articles 2.1, 2.4, 2.4.2 et 11.1 de l'Accord.

VIII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

8.1 Sur la base des constatations exposées plus haut, nous concluons ce qui suit:

a) les 14 procédures antidumping qui ont été indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE mais non dans leur demande de consultations relèvent de notre mandat,

b) les allégations des CE en relation avec le maintien en application des 18 droits antidumping ne relèvent pas de notre mandat,

c) les allégations des CE concernant les quatre déterminations préliminaires indiquées dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial ne relèvent pas de notre mandat,

d) les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec l'obligation énoncée à l'article 2.4.2 en utilisant la réduction à zéro selon les modèles dans les quatre enquêtes en cause dans le présent différend,

e) les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article VI:2 du GATT de 1994 et de l'article 9.3 de l'Accord antidumping en appliquant la réduction à zéro simple dans les 29 réexamens périodiques en cause dans le présent différend,

[164] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 154.

f) les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 11.3 de l'Accord en utilisant, dans les huit réexamens à l'extinction en cause dans le présent différend, des marges de dumping obtenues au moyen de la réduction à zéro selon les modèles lors d'enquêtes antérieures.

8.2 Nous avons appliqué le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne:

a) les allégations des CE au titre de l'article 2.4 de l'Accord antidumping et de l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994 relatives à l'utilisation de la réduction à zéro selon les modèles dans les quatre enquêtes en cause dans le présent différend,

b) les allégations des CE au titre des articles 2.1, 2.4, 2.4.2 et 11.2 de l'Accord antidumping relatives à l'utilisation de la réduction à zéro simple dans les 29 réexamens périodiques en cause dans le présent différend,

c) les allégations des CE au titre des articles 2.1, 2.4, 2.4.2 et 11.1 de l'Accord relatives à l'utilisation, dans les huit réexamens à l'extinction en cause dans le présent différend, de marges de dumping obtenues lors de procédures antérieures au moyen de la méthode de la réduction à zéro.

8.3 Nous recommandons que l'ORD demande aux États-Unis de rendre leurs mesures mentionnées aux alinéas 8.1 d), 8.1 e) et 8.1 f) ci-dessus conformes à leurs obligations au titre de l'Accord sur l'OMC.

8.4 Les Communautés européennes demandent que nous formulions une suggestion au titre de la deuxième phrase de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord. Elles demandent au Groupe spécial de suggérer que les dispositions que les États-Unis pourraient prendre pour mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD à la suite du présent différend soient compatibles avec les règles de l'OMC, en particulier en ce qui concerne la question de la réduction à zéro.[165] Les États-Unis estiment que rien dans le Mémorandum d'accord ne permet à un groupe spécial de formuler une suggestion afin d'éviter des discussions inutiles sur ce qui pourrait ou ne pourrait pas relever du ressort d'un groupe spécial de la mise en conformité. D'après eux, "[i]l est déraisonnable que les [Communautés européennes] demandent même au présent Groupe spécial de partir de l'hypothèse qu'il y aurait un différend concernant la mise en conformité".[166]

8.5 L'article 19:1 du Mémorandum d'accord prévoit ce qui suit:

> "Dans les cas où un groupe spécial ou l'Organe d'appel conclura qu'une mesure est incompatible avec un accord visé, il recommandera que le Membre concerné la rende conforme audit accord. Outre les recommandations qu'il fera, le groupe spécial ou l'Organe d'appel pourra suggérer au Membre concerné des façons de mettre en œuvre ces recommandations." (notes de bas de page omises)

8.6 L'article 19:1 dispose que lorsqu'un groupe spécial ou l'Organe d'appel constatera qu'une mesure est incompatible avec un accord visé, il recommandera que la mesure soit rendue conforme à l'accord pertinent. En outre, il indique que le groupe spécial ou l'Organe d'appel pourra suggérer des façons de mettre en œuvre cette recommandation.

---

[165] Déclaration finale des Communautés européennes à la deuxième réunion.

[166] Observation des États-Unis concernant la réponse des CE à la question n° 4 du Groupe spécial après la deuxième réunion.

8.7 Ayant constaté que les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec certaines obligations qu'ils ont contractées dans le cadre de l'Accord antidumping et du GATT de 1994 et ayant formulé notre recommandation, comme le prévoit l'article 19:1, nous nous abstenons de formuler une suggestion sur la façon dont les recommandations et décisions de l'ORD pourront être mises en œuvre par les États-Unis. À notre avis, il est évident, aux termes du Mémorandum d'accord, en particulier de l'article 19:1, que les Membres doivent mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD d'une manière qui soit compatible avec les règles de l'OMC. Nous ne pouvons pas présumer que les Membres pourraient agir d'une manière incompatible avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC lors de la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD. En conséquence, nous rejetons la demande des CE.

IX. OPINION SÉPARÉE D'UN MEMBRE DU GROUPE SPÉCIAL EN CE QUI CONCERNE LES ALLÉGATIONS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES RELATIVES À LA RÉDUCTION À ZÉRO DANS LES ENQUÊTES ET LES RÉEXAMENS PÉRIODIQUES

9.1 Je souscris aux conclusions auxquelles la majorité des membres du présent Groupe spécial est parvenue au sujet de toutes les allégations formulées par les Communautés européennes dans le présent différend. Toutefois, je ne souscris pas au raisonnement juridique élaboré par la majorité en ce qui concerne les allégations des CE relatives à la réduction à zéro simple dans les réexamens périodiques et, en partie[167], la réduction à zéro selon les modèles dans les enquêtes, et je présente ci-après mon opinion.

9.2 Je rappelle que les affaires portant sur la réduction à zéro font depuis longtemps l'objet de procédures de règlement des différends à l'OMC et que divers groupes spéciaux et l'Organe d'appel ont, à maintes reprises, exprimé leur avis sur différents types de réduction à zéro.[168] Bien que mes vues coïncident généralement avec le raisonnement de l'Organe d'appel concernant la réduction à zéro, je tiens à souligner qu'elles témoignent de mon examen objectif des faits et des questions de droit présentés en l'espèce, comme l'exige l'article 11 du Mémorandum d'accord, et non d'une simple acceptation de l'opinion de l'Organe d'appel.

9.3 Étant donné que l'approche que j'adopte au sujet de la réduction à zéro selon les modèles dans les enquêtes et la réduction à zéro simple dans les réexamens périodiques a été analysée de façon très détaillée par l'Organe d'appel, je n'ai pas l'intention de traiter tous ces détails ici. Je soulignerai plutôt les principaux points de mon désaccord avec le raisonnement de la majorité dans la présente affaire.

9.4 La majorité considère que l'idée que l'existence d'un dumping peut être déterminée en relation avec des transactions à l'exportation individuelles est une interprétation admissible de l'Accord antidumping. Or, je note qu'elle considère aussi que l'autre interprétation, à savoir que l'existence d'un dumping peut être déterminée pour le produit considéré dans son ensemble, est admissible au sens de l'article 17.6 ii) de l'Accord antidumping.[169] La question est donc de savoir si les dispositions pertinentes de l'Accord autorisent plus d'une interprétation admissible concernant la compatibilité avec les règles de l'OMC de la réduction à zéro selon les modèles dans les enquêtes et de la réduction à zéro simple dans les réexamens périodiques.

---

[167] Mon raisonnement juridique concernant la réduction à zéro selon les modèles dans les enquêtes diffère de celui de la majorité en ce sens que, contrairement à celle-ci, j'estime que la réduction à zéro selon les modèles dans les enquêtes est incompatible avec l'article 2.1 de l'Accord parce qu'elle empêche une détermination de l'existence d'un dumping pour "le produit considéré dans son ensemble", outre qu'elle est incompatible avec l'article 2.4.2, comme la majorité l'a dit dans son raisonnement.

[168] Je tiens à signaler que l'approche décrite dans la note de bas de page 112 ci-dessus s'applique aussi à mon opinion séparée.

[169] *Supra*, note de bas de page 131.

9.5 À cet égard, je partage l'avis exprimé par l'Organe d'appel selon lequel, au regard de l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994 et de l'article 2.1 de l'Accord antidumping, l'existence d'un "dumping" et de "marges de dumping" peut uniquement être constatée pour le produit considéré dans son ensemble. Comme l'Organe d'appel, je pense qu'il serait anormal que des marges multiples soient calculées pour le même exportateur. À mon sens, une détermination de l'existence d'un dumping pour le produit considéré dans son ensemble est également nécessaire pour l'établissement d'une détermination concernant le volume des importations faisant l'objet du dumping, le dommage et le lien de causalité.[170]

9.6 De plus, je ne partage pas l'opinion de la majorité selon laquelle le dumping n'est pas nécessairement et exclusivement un concept se rapportant spécifiquement à l'exportateur et selon laquelle on peut calculer une marge de dumping par importateur. À cet égard, je juge convaincante l'opinion de l'Organe d'appel selon laquelle l'article VI:1 du GATT de 1994 et l'article 2.1 de l'Accord antidumping étayent tous deux l'idée que le dumping reflète nécessairement le comportement de l'exportateur. En outre, je conviens avec l'Organe d'appel qu'il y a dans les articles 2.3, 5.2 ii), 6.1.1, 6.7, 5.8, 6.10, 9.5, 8.1, 8.2, 8.5 et 9.4 i) et ii) de l'Accord antidumping des éléments contextuels qui étayent l'idée que le dumping est, de par sa nature, spécifiquement lié à l'exportateur. À mon avis, aucune disposition de l'Accord ne donne à penser que les marges de dumping peuvent être établies pour des importateurs individuels. Je suis aussi d'avis que la référence à la "marge de dumping" qui figure à l'article 9.3 indique que l'existence d'un dumping peut uniquement être déterminée d'une manière compatible avec les dispositions de l'article 2 et en relation avec le produit considéré dans son ensemble pour un exportateur.

9.7 Je ne partage pas les préoccupations exprimées par la majorité en l'espèce selon lesquelles la prohibition de la réduction à zéro simple dans les réexamens périodiques favoriserait les importateurs ayant des marges de dumping élevées par rapport aux importateurs ayant des marges faibles. Il appartient aux autorités de déterminer comment un droit antidumping doit être recouvré, la seule prescription étant que le droit recouvré ne doit pas dépasser la marge de dumping par exportateur calculée pour le produit considéré dans son ensemble.

9.8 Bien que la majorité se réfère au rapport du Groupe d'experts réuni en 1960, je ne juge pas nécessaire de recourir à des moyens complémentaires d'interprétation car l'interprétation textuelle montre suffisamment clairement que l'existence d'un dumping peut uniquement être déterminée pour les exportateurs et en relation avec le produit considéré dans son ensemble.

9.9 Contrairement à la majorité, je ne pense pas que la reconnaissance d'un système de la valeur normale prospective à l'article 9.4 ii) de l'Accord antidumping renforce l'argument selon lequel l'existence d'un dumping peut être déterminée sur la base de transactions à l'exportation individuelles. Ce raisonnement mélange recouvrement des droits au moment de l'importation et détermination du montant final des droits à acquitter. L'article 9.3 de l'Accord indique clairement que le montant du droit recouvré au moment de l'importation ne représente pas une marge de dumping. Le droit recouvré au moment de l'importation, à mon avis, est soumis à réexamen au titre de l'article 9.3.2. Je ne vois rien dans l'Accord qui donne à penser que le droit recouvré dans un système de la valeur normale prospective ne peut pas être visé par un réexamen au titre de l'article 9.3.

9.10 De l'avis de la majorité, certaines questions relatives à l'équivalence mathématique alléguée entre les première et troisième méthodes, dans le cas d'une prohibition générale de la réduction à zéro, n'ont pas été examinées par l'Organe d'appel. À cet égard, je rappelle et j'approuve l'explication donnée par l'Organe d'appel selon laquelle, en tant qu'exception aux deux méthodes énoncées dans la

[170] Je tiens à signaler que mes vues concernant le "produit considéré dans son ensemble" s'appliquent à la fois à la réduction à zéro selon les modèles dans les enquêtes et à la réduction à zéro simple dans les réexamens périodiques.

première phrase de l'article 2.4.2, la troisième méthode ne peut pas être utilisée comme fondement pour interpréter les deux autres. Ensuite, comme l'Organe d'appel l'a noté, on pourrait faire valoir que si la réduction à zéro était permise au titre de la première phrase de l'article 2.4.2, cela permettrait aux autorités chargées de l'enquête d'appréhender les configurations de prix constituant un dumping ciblé, rendant ainsi la troisième méthode inutile.

ANNEXE A

PREMIÈRES COMMUNICATIONS ÉCRITES DES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe A-1	Première communication écrite des Communautés européennes	A-2
Annexe A-2	Première communication écrite des États-Unis	A-77
Annexe A-3	Réponse des Communautés européennes à la demande de décisions préliminaires présentée par les États-Unis	A-130

ANNEXE A-1

PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION 7

II. LES FAITS 8

A. ENQUÊTES INITIALES 8

1. Imposition de droits antidumping 8

2. Méthode de comparaison entre la valeur normale et le prix à l'exportation 8

3. Réduction à zéro selon les modèles 9

B. RÉEXAMENS ADMINISTRATIFS 10

1. Calcul des marges de dumping par exportateur et des taux d'imposition par importateur 12

2. Méthode de comparaison entre la valeur normale et le prix à l'exportation 12

3. Réduction à zéro simple 13

C. RÉEXAMENS À L'EXTINCTION 13

D. MESURES EN CAUSE 14

1. Maintien en application des droits antidumping dépassant la marge de dumping qui résulterait de l'application correcte de l'*Accord antidumping* 15

2. La méthode de réduction à zéro telle qu'elle est appliquée dans 52 procédures antidumping, y compris les enquêtes initiales, les procédures de réexamen administratif et les procédures de réexamen à l'extinction 16

III. ALLÉGATIONS ET ARGUMENTS 17

A. RÉDUCTION À ZÉRO: UNE MÉTHODE "EN TANT QUE TELLE" ET "TELLE QU'APPLIQUÉE" PROHIBÉE PAR LES RÈGLES DE L'OMC 17

1. Réduction à zéro selon les modèles utilisée dans les enquêtes initiales 18

2. Réduction à zéro simple utilisée dans les réexamens administratifs 19

3. Réduction à zéro utilisée dans les réexamens à l'extinction 20

4. Conclusions 21

B. RÔLE DU PRÉCÉDENT: VALEUR DES RAPPORTS DE L'ORGANE D'APPEL 21

1. Introduction 22

2. Recours à la jurisprudence antérieure dans les systèmes juridiques nationaux et internationaux 23

a) Principe de constance et de prévisibilité de la jurisprudence 23

b) Les décisions des tribunaux supérieurs sont-elles contraignantes pour les tribunaux inférieurs? 24
3. Le système de règlement des différends de l'OMC 26
a) But du système de règlement des différends de l'OMC: sécurité et prévisibilité 26
b) L'Organe d'appel dans le système de règlement des différends de l'OMC 26
4. Valeur de précédent de la jurisprudence de l'Organe d'appel 27
5. Valeur de précédent des rapports de l'Organe d'appel concernant la réduction à zéro 29
6. Conclusions 30
C. MAINTIEN EN APPLICATION, DANS 18 MESURES ANTIDUMPING, DE DROITS ANTIDUMPING D'UN NIVEAU DÉPASSANT LA MARGE DE DUMPING QUI RÉSULTERAIT DE L'APPLICATION CORRECTE DE L'ACCORD ANTIDUMPING 31
1. La mesure en cause 31
2. Violation des articles 2.4, 2.4.2, 9.3, 11.1 et 11.3 de l'Accord antidumping et de l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994 34
3. Violation de l'article XVI:4 de l'Accord établissant l'OMC 35
4. Conclusions 37
D. LA MÉTHODE DE RÉDUCTION À ZÉRO TELLE QU'ELLE EST APPLIQUÉE DANS 52 PROCÉDURES ANTIDUMPING, Y COMPRIS LES ENQUÊTES INITIALES, LES PROCÉDURES DE RÉEXAMEN ADMINISTRATIF ET LES PROCÉDURES DE RÉEXAMEN À L'EXTINCTION 37
1. Enquêtes initiales 37
1.1 Carboxy-méthyl cellulose purifiée – Pays-Bas (A-421-811) 37
a) La mesure en cause 37
b) Violation de l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping* 39
i) Le "dumping" et les "marges de dumping" sont déterminés en ce qui concerne un produit dans son ensemble 40
ii) Les États-Unis n'ont pas établi la marge de dumping en ce qui concerne le produit visé dans son ensemble 42
c) Violation de l'article 2.4 de l'Accord antidumping 42
i) "Comparaison équitable": une obligation indépendante et primordiale 42
ii) "Comparaison équitable": une obligation générale 43
iii) Caractère non équitable de la méthode de comparaison de la réduction à zéro selon les modèles utilisée par les États-Unis 44
iv) La jurisprudence existante confirme le caractère non équitable de la réduction à zéro selon les modèles utilisée par les États-Unis 45
v) Les États-Unis n'ont pas procédé à une comparaison équitable 47
d) Conclusions 47
1.2 Autres mesures en cause 47
1.3 Conclusions 47

2. Réexamens administratifs 47
2.1 Roulements à billes en provenance d'Italie (A-475-801) 48
a) La mesure en cause 48
b) Violation des articles 2.1, 2.4, 2.4.2 et 9.3 de l'*Accord antidumping* 49
i) Le droit ne doit pas dépasser la marge de dumping déterminée en ce qui concerne le produit dans son ensemble 51
ii) Le droit ne doit pas dépasser la marge de dumping établie conformément à la prescription de l'article 2.4 de l'Accord antidumping relative à la comparaison équitable 51
iii) Violation de l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping 55
1) Interprétation de l'expression "l'existence de marges de dumping pendant la phase d'enquête" 56
2) Contexte de l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping* 56
3) Les réexamens administratifs doivent être conformes aux prescriptions de l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping* 57
iv) Conclusions 58
c) Violation de l'article 11.2 de l'*Accord antidumping* 58
d) Conclusions 60
2.2 Autres mesures en cause 60
2.3 Conclusions 60
3. Réexamens à l'extinction 61
3.1 Tôles et bandes en acier inoxydable, en rouleaux – Italie (A-475-824) 61
a) La mesure en cause 61
b) Violation de l'article 2.1, 2.4 et 2.4.2 de l'*Accord antidumping* 63
i) Les marges de dumping utilisées dans les réexamens à l'extinction doivent être déterminées en ce qui concerne un produit dans son ensemble 63
ii) Les marges de dumping utilisées dans les réexamens à l'extinction doivent être conformes aux disciplines énoncées à l'article 2.4 de l'Accord antidumping 63
c) Violation de l'article 11.1 et 11.3 de l'*Accord antidumping* 64
d) Conclusions 65
3.2 Autres mesures en cause 65
3.3 Conclusions 66
IV. CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS DEMANDÉES 66

AFFAIRES CITÉES

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
CE – Linge de lit	Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde*, WT/DS141/R, adopté le 12 mars 2001, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS141/AB/R
CE – Linge de lit	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde*, WT/DS141/AB/R, adopté le 12 mars 2001
CE – Sardines	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Désignation commerciale des sardines*, WT/DS231/AB/R, adopté le 23 octobre 2002
CE – Accessoires de tuyauterie	*Communautés européennes – Droits antidumping sur les accessoires de tuyauterie en fonte malléable en provenance du Brésil*, WT/DS219/R, adopté le 18 août 2003, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS219/AB/R
Japon – Boissons alcooliques II	Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques*, WT/DS8/AB/R, WT/DS10/AB/R et WT/DS11/AB/R (4 octobre 1996), adopté le 1er novembre 1996
États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les OCTG	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine*, WT/DS268/AB/R (29 novembre 2004), adopté le 17 décembre 2004
États-Unis – Loi de 1916 (CE)	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Loi antidumping de 1916, plainte des Communautés européennes*, WT/DS136/R et Corr.1, adopté le 26 septembre 2000, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS136/AB/R, WT/DS162/AB/R
États-Unis – Loi de 1916 (Japon)	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Loi antidumping de 1916, plainte du Japon*, WT/DS162/R et Add.1, adopté le 26 septembre 2000, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS136/AB/R, WT/DS162/AB/R
États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon*, WT/DS244/AB/R, adopté le 9 janvier 2004
États-Unis – Loi sur la compensation (Amendement Byrd)	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention*, WT/DS217/AB/R, WT/DS234/AB/R, adopté le 27 janvier 2003
États-Unis – Acier laminé à chaud	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminé à chaud en provenance du Japon*, WT/DS184/AB/R, adopté le 23 août 2001
États-Unis – Article 301, Loi sur le commerce extérieur	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Articles 301 à 310 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur*, WT/DS152/R (22 décembre 1999), adopté le 27 janvier 2000
États-Unis – Crevettes (article 21:5 – Malaisie)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes – Recours de la Malaisie à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS58/AB/RW (22 octobre 2001), adopté le 21 novembre 2001

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
États-Unis – Bois de construction résineux V	*États-Unis – Détermination finale de l'existence d'un dumping concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada*, WT/DS264/R, adopté le 31 août 2004, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS264/AB/R
États-Unis – Bois de construction résineux V	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Détermination finale de l'existence d'un dumping concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada*, WT/DS264/AB/R (11 août 2004), adopté le 31 août 2004
États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21:5 – Canada)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Détermination finale de l'existence d'un dumping concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS264/AB/RW, adopté le 1er septembre 2006
États-Unis – Crevettes (Équateur)	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesure antidumping visant les crevettes en provenance de l'Équateur*,WT/DS335/R, distribué aux Membres de l'OMC le 30 janvier 2007, adopté le 20 février 2007
États-Unis – Réduction à zéro (CE)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Lois, réglementations et méthode de calcul des marges de dumping ("réduction à zéro")*, WT/DS294/AB/R et Corr.1, adopté le 9 mai 2006
États-Unis – Réduction à zéro (CE)	Rapport du Groupe spécial *États–Unis – Lois, réglementations et méthode de calcul des marges de dumping ("réduction à zéro")*, WT/DS294/R, adopté le 9 mai 2006, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS294/AB/R
États-Unis – Réduction à zéro (Japon)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures relatives à la réduction à zéro et aux réexamens à l'extinction*, WT/DS322/AB/R, distribué aux Membres de l'OMC le 9 janvier 2007, adopté le 23 janvier 2007
États-Unis – Réduction à zéro (Japon)	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures relatives à la réduction à zéro et aux réexamens à l'extinction*, WT/DS322/R, distribué aux Membres de l'OMC le 20 septembre 2006, adopté le 23 janvier 2007, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS322/AB/R

I. INTRODUCTION

1. Les Communautés européennes demandent que le présent Groupe spécial se prononce sur une question qui a été jugée à plusieurs reprises incompatible avec les règles de l'OMC dans des affaires précédentes et en relation avec laquelle les États-Unis ne se sont pas acquittés de leurs obligations. En effet, ces dernières années, les États-Unis ont fait l'objet de procédures intenses de règlement des différends à l'OMC contestant l'utilisation de la réduction à zéro lors du calcul de la marge de dumping pour les produits dans le cadre de procédures antidumping. Dans toutes les affaires, l'Organe d'appel a donné une interprétation claire des dispositions pertinentes des Accords de l'OMC, en constatant que la réduction à zéro en tant que telle et telle qu'appliquée par les États-Unis était incompatible avec les règles de l'OMC, en particulier l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (le GATT de 1994) et l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (l'*Accord antidumping*).

2. Eu égard à cette interprétation constante des dispositions pertinentes des Accords de l'OMC, les Communautés européennes ont décidé de ne pas demander que le présent Groupe spécial se prononce à nouveau sur l'incompatibilité avec les règles de l'OMC de la méthode de réduction à zéro des États-Unis "en tant que telle" dans les enquêtes initiales et les enquêtes aux fins de réexamens. L'incompatibilité de la méthode, "en tant que telle", avec les règles de l'OMC a déjà été effectivement établie dans les affaires *États-Unis – Réduction à zéro (CE)* et *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*. Conformément à l'article 17:14 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, les États-Unis doivent être réputés avoir accepté sans condition les constatations de l'Organe d'appel concernant la réduction à zéro "en tant que telle". Du fait que la pratique "en tant que telle" s'applique aux importations en provenance de toutes les sources, les Communautés européennes estiment que son caractère illicite à leur égard (et à l'égard de tous les autres Membres de l'OMC) est établi. Par conséquent, elles ne voient pas l'utilité d'engager la même discussion juridique sur les mêmes faits, étant donné que l'Organe de règlement des différends a déjà réglé cette question.

3. Le manquement des États-Unis à leurs obligations au titre des accords mentionnés a entraîné une imposition et un recouvrement excessifs de droits antidumping ainsi que la prorogation indue de ces droits en vertu de réexamens à l'extinction dans les 18 mesures mentionnées dans l'annexe de la demande d'établissement d'un groupe spécial.[1]

4. Les Communautés européennes regrettent d'avoir dû engager la présente procédure de règlement des différends devant l'OMC. Eu égard aux décisions des multiples groupes spéciaux et de l'Organe d'appel qui ont déjà examiné cette question et aux nombreuses nouvelles procédures de règlement des différends qui sont toujours en cours au sujet de la même question, elles se seraient attendues à ce que les États-Unis se mettent en conformité, à savoir en renonçant à utiliser la réduction à zéro dans tous les types de procédures antidumping. Comme cela n'est pas le cas, elles exposeront dans leur première communication écrite les allégations à l'encontre du maintien en application de la réduction à zéro dans les affaires en cause. Comme les Communautés européennes l'expliqueront ci-après, les États-Unis maintiennent des droits antidumping à des niveaux spécifiques sur la base d'un certain nombre de différents critères. Premièrement, à la suite d'une enquête initiale, les États-Unis établissent qu'il y a eu dumping et que, par conséquent, des droits antidumping peuvent être imposés sous la forme de dépôts en espèces exigés au moment de l'importation des produits. Deuxièmement, à la suite d'enquêtes aux fins de réexamens administratifs, ils ajustent le taux de dépôt et déterminent le montant des droits à acquitter pour telle ou telle période considérée individuellement. Troisièmement, à la suite d'enquêtes aux fins de réexamens à l'extinction, les États-Unis examinent la probabilité que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront afin de déterminer si les droits devraient être abrogés. En conséquence, les Communautés

[1] Pièce EC-1 (Demande d'établissement d'un groupe spécial, WT/DS350/6).

européennes contestent la mesure se présentant sous la forme du maintien de l'imposition de droits antidumping.

5. En outre, les Communautés européennes contestent les résultats individuels des différentes enquêtes effectuées par les États-Unis en ce qui concerne les 18 mesures mentionnées dans l'annexe de la demande d'établissement d'un groupe spécial, à savoir quatre procédures initiales, 37 procédures de réexamen administratif et onze procédures de réexamen à l'extinction.

II. LES FAITS

A. ENQUÊTES INITIALES

1. Imposition de droits antidumping

6. L'imposition de droits antidumping dans les enquêtes initiales aux États-Unis peut être décrite en gros comme suit. Pour déterminer si l'imposition de mesures antidumping à des exportateurs connus d'un produit soumis à enquête peut être justifiée, les États-Unis examinent l'existence d'un dumping et le degré de celui-ci pendant une période couverte par l'enquête donnée. Cette détermination est faite par le Département du commerce des États-Unis (l'"USDOC") et est publiée dans un avis de détermination finale de l'existence de ventes à un prix inférieur à la juste valeur. Cet avis décrit l'évaluation par l'USDOC de l'existence d'un dumping et du degré de celui-ci. À la suite d'une détermination finale de l'existence de ventes à un prix inférieur à la juste valeur, l'USDOC ordonne généralement le dépôt de droits antidumping estimatifs.[2] La Commission du commerce international des États-Unis (l'"USITC") détermine ensuite si la branche de production pertinente des États-Unis a subi un dommage du fait des importations faisant l'objet d'un dumping.

7. Lorsque l'USDOC constate l'existence d'un dumping et que l'USITC constate que ce dumping a causé un dommage à la branche de production nationale, l'USDOC publie un avis d'ordonnance en matière de droits antidumping imposant des droits antidumping.[3] Cette ordonnance prescrit à l'Administration des douanes de fixer un droit antidumping égal au montant à concurrence duquel la valeur normale de la marchandise dépasse le prix à l'exportation, une fois que l'autorité administrante a reçu des renseignements satisfaisants sur la base desquels le droit peut être fixé.[4] L'ordonnance prescrit aussi le dépôt de droits antidumping estimatifs dans l'attente de la liquidation en douane des importations futures.[5] Les importations de la marchandise, dont la liquidation a été suspendue, sont assujetties à l'imposition de droits antidumping en vertu de l'article 731 de la Loi douanière.[6]

8. Ainsi, après la publication d'une ordonnance antidumping, des droits sont imposés et le montant des droits antidumping estimatifs doit être déposé au moment de l'importation des produits visés par l'ordonnance. Toutefois, la fixation finale (c'est-à-dire le recouvrement final des droits) n'a pas lieu immédiatement.

2. Méthode de comparaison entre la valeur normale et le prix à l'exportation

9. Dans une enquête initiale, lorsqu'il compare la valeur normale et le prix à l'exportation, l'USDOC utilise en général une méthode de comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée ou

---

[2] Conformément à la dernière modification énoncée dans la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay (l'"URAA") (la "Loi douanière"), article 735 c), pièce EC-2 (Loi douanière – Titre VII, en particulier les articles 731 à 783).

[3] Loi douanière, article 735 c) 2).

[4] Loi douanière, article 736 a) 1).

[5] Loi douanière, article 736 a) 3).

[6] Loi douanière, article 736 b) 1).

transaction par transaction[7]; dans la plupart des cas, l'USDOC a appliqué la méthode moyenne à moyenne.[8] La méthode transaction par transaction est uniquement utilisée dans des situations inhabituelles, par exemple lorsqu'il y a très peu de ventes et que la marchandise vendue sur chaque marché est identique ou très semblable ou encore fabriquée sur spécification.[9] À titre exceptionnel, l'autorité chargée de l'enquête peut comparer une valeur normale moyenne pondérée avec des transactions à l'exportation prises individuellement, si, d'après leur configuration, les prix à l'exportation diffèrent notablement entre les acheteurs, régions ou périodes, et si l'autorité administrante explique pourquoi il n'est pas possible de prendre en compte de telles différences au moyen d'une méthode symétrique (situation désignée dans le règlement par l'expression "dumping ciblé").[10]

3. Réduction à zéro selon les modèles

10. Lorsqu'ils calculent l'importance d'une marge de dumping pour déterminer si l'imposition de droits antidumping en relation avec les importations en provenance d'exportateurs connus d'un produit considéré peut être justifiée, et dans l'affirmative quel devrait être le montant approprié du droit, les États-Unis ont recours à une méthode couramment appelée "réduction à zéro selon les modèles". Tout en déterminant l'ensemble des produits visés par la procédure[11], l'autorité chargée de l'enquête identifie les ventes de sous-produits ou de modèles aux États-Unis considérées comme comparables et inclut ces ventes dans un groupe de calcul de la moyenne.[12] Un groupe de calcul de la moyenne comprend des marchandises qui sont identiques ou virtuellement identiques dans toutes les caractéristiques physiques.[13] À chaque catégorie de modèles ou de sous-produits de la marchandise visée est attribué un numéro de contrôle (CONNUM).[14] Une comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée entre la valeur normale et le prix à l'exportation est effectuée dans chaque groupe de calcul de la moyenne.[15] Le montant à concurrence duquel la valeur normale dépasse le prix à l'exportation est considéré par les États-Unis comme étant la "marge de dumping"[16] ou le montant du dumping (que les États-Unis appellent droits antidumping irrécouvrables potentiels ou "PUDD").[17] Si le prix à l'exportation dépasse la valeur normale (la marge est négative), la "marge de dumping" ou les PUDD pour ce groupe de calcul de la moyenne sont considérés comme nuls.

11. La marge de dumping globale pour le produit est obtenue en agrégeant les comparaisons multiples fondées sur les modèles et en exprimant le résultat en pourcentage. L'USDOC calcule à la fois le numérateur et le dénominateur pour la fraction dont le pourcentage global est dérivé. Le numérateur est le montant total du dumping par modèle et le dénominateur est la valeur totale de

---

[7] Loi douanière, article 777A d) 1 A); voir aussi le règlement concernant les procédures en matière de droits antidumping et de droits compensateurs adopté par l'USDOC ("le règlement"), article 351.414 b) 1) et 2), pièce EC-3 (règlement).

[8] Règlement, article 351.414 c).

[9] Règlement, article 351.414 c).

[10] Loi douanière, article 777A d) 1) B); article 351.414 f) du règlement. Voir, d'une manière générale, l'édition de 1997 du Manuel antidumping de l'Administration des importations (le "Manuel"), les pièces EC-4.intro; EC-4.contents; et EC-4.1 à EC-4.20, en particulier le chapitre 6, page 7, deuxième paragraphe; le chapitre 7, pages 28 et 29.

[11] Loi douanière, article 771 25).

[12] Règlement, article 351.414 d) 1).

[13] Règlement, article 351.414 d) 2).

[14] Manuel antidumping, chapitre 4, pages 8 et 9; chapitre 5, page 9, deuxième paragraphe; chapitre 9, pages 23 et 27.

[15] Règlement, article 351.414 d) 1); Manuel antidumping, chapitre 7, pages 27 et 28; chapitre 9, pages 23 et 27.

[16] Les Communautés européennes estiment que ce concept ne correspond pas à l'expression "marge de dumping" telle qu'elle est utilisée, par exemple, aux articles 2.4.2 et 9.3 de l'*Accord antidumping*.

[17] Manuel antidumping, chapitre 6, page 9.

toutes les transactions à l'exportation "comparables". Lorsqu'il additionne les résultats des comparaisons par modèle pour calculer le numérateur dans la procédure de réduction à zéro selon les modèles, l'USDOC inclut uniquement les résultats des modèles pour lesquels la différence est positive. Toutes les comparaisons pour lesquelles les différences sont négatives sont écartées dans le calcul du numérateur. Ainsi, pour les modèles donnant des résultats négatifs, l'USDOC ignore les résultats de la comparaison entre la valeur normale et le prix à l'exportation. En conséquence, le montant total du dumping dans le numérateur est gonflé d'un montant égal aux résultats négatifs exclus.

12. Le programme type de calcul des marges antidumping utilisé par l'USDOC pour effectuer la comparaison entre la valeur normale et le prix à l'exportation par modèle dans les enquêtes initiales contient les lignes suivantes du code informatique, ou un code ayant substantiellement la même structure ou le même effet:

```
PROC MEANS NOPRINT DATA = MARGIN
WHERE EMARGIN GT 0;
VAR EMARGIN & MUSQTY USVALUE;
OUTPUT OUT = ALLPUDD (DROP=_FREQ_ _TYPE_)
SUM = TOTPUDD MARGQTY MARGVAL
```

13. Une explication détaillée de chaque élément de ces procédures types figure dans la pièce EC-5. En gros, les procédures types de réduction à zéro font la distinction entre les ventes pour lesquelles les marges sont positives (GT 0) et les ventes pour lesquelles les marges sont négatives, et calculent le sous-total du montant du dumping ("TOTPUDD") uniquement pour les ventes assorties de marges positives. La somme est inscrite dans l'ensemble de données dénommé "ALLPUDD", qui est utilisé pour calculer la marge de dumping finale.

14. Les Communautés européennes notent que, le 26 décembre 2006, les États-Unis ont annoncé qu'ils avaient partiellement mis en œuvre les décisions et recommandations de l'ORD dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (CE)* en modifiant la méthode décrite ci-dessus, de façon à renoncer à utiliser la réduction à zéro.[18] Toutefois, les mesures en cause dans le présent différend n'ont pas été rectifiées et demeurent entachées par le recours à la réduction à zéro.

B. RÉEXAMENS ADMINISTRATIFS

15. Les États-Unis appliquent un système de fixation rétrospective des droits dans le cadre duquel le montant final des droits antidumping à acquitter est déterminé après l'importation de la marchandise.[19] Dans ce système, un droit antidumping devient exigible au moment de l'importation mais il n'est pas effectivement fixé à titre final à ce moment-là. Au lieu de cela, les États-Unis recouvrent une garantie sous la forme d'un dépôt en espèces au moment de l'importation et déterminent à une date ultérieure le montant final des droits exigibles pour l'importation, sur la base de marges de dumping correspondant à la période contemporaine des importations, par opposition à la période couverte par l'enquête initiale.

16. Spécifiquement, chaque année pendant le mois anniversaire de la publication d'une ordonnance en matière de droits antidumping, une partie intéressée nationale, le gouvernement étranger du pays exportateur/pays de fabrication, un exportateur ou producteur visé par une ordonnance ou un importateur de la marchandise visée peuvent demander un "réexamen

[18] Avis des États-Unis concernant la réduction à zéro dans les enquêtes initiales (pièce EC-6).
[19] Règlement, article 351.212 et 351.213.

administratif"[20] du montant du droit.[21] L'USDOC publie chaque mois au *Federal Register* un "avis de possibilité de demander un réexamen administratif" informant les parties intéressées qu'elles peuvent demander un "réexamen administratif" du montant du droit et énumérant les ordonnances dont le mois anniversaire correspond au mois de la publication de cet avis.[22] À la suite d'une demande, l'USDOC publie dans les moindres délais au *Federal Register* un avis d'engagement de la procédure et envoie aux parties intéressées ou autres personnes appropriées des questionnaires pour leur demander des renseignements factuels, normalement au plus tard 30 jours après la date de publication de l'avis d'engagement de la procédure. L'USDOC procède ensuite à une enquête. Les renseignements demandés dans les questionnaires concernent les ventes à l'exportation, les ventes intérieures et les coûts de production pendant la période couverte par le réexamen.[23] L'USDOC détermine la valeur normale et le prix à l'exportation de la marchandise visée.[24] Il effectue, s'il y a lieu, des vérifications, annonce et publie au *Federal Register* les résultats préliminaires et finals, et donne rapidement pour instruction à l'Administration des douanes de fixer les droits antidumping. En général, les résultats préliminaires doivent être annoncés dans les 245 jours suivant le dernier jour du mois anniversaire au cours duquel la demande a été présentée, et les résultats finals dans un nouveau délai de 120 jours, à moins que ces délais ne soient prorogés.[25] Dans le cas d'un réexamen judiciaire, une injonction contre la liquidation peut être demandée, auquel cas la suspension de la liquidation est maintenue.[26] À l'USDOC, la même équipe suit la même affaire de l'enquête initiale au processus du "réexamen administratif", afin que l'affaire soit traitée de manière cohérente.[27]

17. La période couverte par le "réexamen" sera normalement de 12 mois. La période couverte par le premier "réexamen administratif" sera généralement plus longue, remontant à la date à laquelle les mesures provisoires ont été appliquées pour la première fois ou la liquidation suspendue pour la première fois (autrement dit, la suspension de l'évaluation en douane au sens de l'article 7 de l'*Accord antidumping*). Les résultats du premier "réexamen administratif" sont donc le recouvrement du montant effectif des droits et l'établissement d'un nouveau taux de dépôt.[28]

18. Ainsi, s'il y a un "réexamen administratif" au titre de l'article 751 a) de la Loi douanière, l'USDOC établit le montant final des droits antidumping à acquitter en relation avec la période visée par l'enquête, ce qui implique la détermination de la mesure dans laquelle il y a eu des ventes à un prix inférieur à la juste valeur (autrement dit, une marge de dumping) effectuées par la société visée par l'enquête pendant la période couverte par le réexamen. Par comparaison, notamment, avec l'enquête initiale, la période à laquelle se rapportent les données utilisées pour calculer la marge de

[20] L'expression "réexamen périodique" désigne souvent, par référence au titre plus général de l'article 751 de la Loi douanière, un réexamen administratif au titre de l'article 751 a) 1) de la Loi douanière, qui est parfois dénommé par l'expression abrégée "réexamen administratif", conformément à la définition figurant à l'article 351.102 b) du règlement. Aux termes de la Loi douanière, toutefois, l'expression "réexamen administratif" englobe tous les types de réexamens au titre de l'article 751 de la Loi douanière (y compris, par exemple, les réexamens appelés réexamens liés à de nouveaux exportateurs, réexamens pour changement de circonstances et réexamens après cinq ans). Dans la présente communication, les Communautés européennes emploieront l'expression "réexamen administratif".

[21] Règlement, article 351.213 b); article 9.3.1 de l'*Accord antidumping*: "… une demande de fixation à titre final du montant du droit antidumping aura été présentée …".

[22] Manuel antidumping, chapitre 18, page 3.

[23] Manuel antidumping, chapitre 18, page 4, chapitre 4.

[24] Loi douanière, article 751 a) 2) A) i).

[25] Règlement, article 351.213 h); article 9.3.1 de l'*Accord antidumping*: "… le montant … sera déterminé … normalement dans les 12 mois, et en aucun cas plus de 18 mois, après la date à laquelle une demande de fixation à titre final du montant du droit antidumping aura été présentée".

[26] Manuel antidumping, chapitre 18, pages 6 et 7, article 9.3.1 de l'*Accord antidumping*, note de bas de page 20: "Il est entendu qu'il ne sera peut-être pas possible de respecter les délais mentionnés dans cet alinéa ainsi que dans l'alinéa 3.2 si le produit en question fait l'objet d'une procédure de révision judiciaire."

[27] Manuel antidumping, Introduction, page 9.

[28] Règlement, article 351.213 e).

dumping (actualisée) et la période pendant laquelle les transactions à l'exportation passibles du droit ont lieu coïncideront généralement. Cette concordance temporelle rétrospective aux fins du montant final à acquitter est l'élément essentiel et le "but fondamental" des "réexamens administratifs" des États-Unis.[29]

19. Alors que, d'une manière générale, le montant des droits à fixer est déterminé dans un "réexamen" de l'ordonnance couvrant une période précise, si un tel réexamen n'est pas demandé, les droits sont fixés au taux établi dans le "réexamen" achevé portant sur la période antérieure la plus récente, ou, si aucun "réexamen" n'a été achevé, au taux de dépôt applicable au moment de l'importation de la marchandise.[30] Ainsi, s'il n'y a pas de "réexamen administratif" pour une société particulière, les importations en provenance de cette société sont imposées au taux applicable au moment de l'importation.[31]

1. Calcul des marges de dumping par exportateur et des taux d'imposition par importateur

20. Dans les enquêtes aux fins de réexamens administratifs, les États-Unis calculent toujours deux types de marges: une "marge de dumping moyenne pondérée" globale pour chaque exportateur et des taux d'imposition par importateur.

21. La marge de dumping moyenne pondérée globale calculée au moyen de la réduction à zéro devient le taux de dépôt au titre des droits appliqué par les États-Unis aux importations futures du produit aux fins de recouvrement des droits estimatifs, jusqu'à l'achèvement du prochain réexamen.

22. Les taux d'imposition par importateur sont utilisés par les États-Unis pour recouvrer les droits antidumping définitifs se rapportant à la période couverte par le réexamen. Le montant des droits antidumping dus par chaque importateur individuel est calculé sur la base de comparaisons entre les "valeurs normales" mensuelles par exportateur, établies sur la base d'une moyenne pondérée, et les prix de transactions à l'exportation prises individuellement. Le montant total du dumping associé à chaque importateur est ensuite agrégé et exprimé en pourcentage des importations aux États-Unis de cet importateur (taux d'imposition). Ce taux d'imposition est ensuite appliqué aux importations effectuées pendant la période couverte par le réexamen.[32]

23. Le droit antidumping final à acquitter pour les importations antérieures et le nouveau taux de dépôt en espèces pour les importations futures sont calculés par l'USDOC et publiés dans un avis de résultats finals de réexamens administratifs de droits antidumping.

2. Méthode de comparaison entre la valeur normale et le prix à l'exportation

24. Dans les enquêtes aux fins de réexamens administratifs, lorsqu'elle compare la valeur normale et le prix à l'exportation, l'autorité chargée de l'enquête emploie normalement la méthode moyenne à transaction.[33] Lorsque la valeur normale est fondée sur la moyenne pondérée des ventes du produit similaire étranger, le calcul de la moyenne de ces prix sera limité aux ventes effectuées pendant le mois contemporain.[34]

---

[29] Manuel antidumping, chapitre 18, page 3.
[30] Règlement, article 351.212 et 351.213, Manuel antidumping, Introduction, page 7.
[31] Règlement, article 351.212 a).
[32] Règlement, article 351.212 et 351.213; Manuel antidumping, Introduction, page 7.
[33] Règlement, article 351.414 c) 2); Manuel antidumping, chapitre 6, page 7.
[34] Loi douanière, article 777A d) 2); règlement, article 351.414 e); Manuel antidumping, chapitre 6, page 7.

3. Réduction à zéro simple

25. Dans les enquêtes aux fins de réexamens administratifs, lorsqu'ils calculent l'importance d'une marge de dumping, les États-Unis emploient une méthode couramment appelée "réduction à zéro simple". Lors de la comparaison entre une valeur normale moyenne pondérée et une transaction à l'exportation prise individuellement, le montant à concurrence duquel la valeur normale dépasse le prix à l'exportation est considéré comme étant la "marge de dumping"[35] ou le montant du dumping pour la transaction à l'exportation en question.[36] Si le prix à l'exportation dépasse la valeur normale (c'est-à-dire lorsque la marge est négative), la "marge de dumping" ou le montant du dumping pour la transaction à l'exportation en question sont considérés comme nuls.

26. La marge de dumping globale est calculée par la combinaison des résultats de chaque comparaison. Le montant total du dumping (les montants négatifs étant exclus ou considérés comme nuls) est exprimé en pourcentage du prix à l'exportation total (y compris toutes les transactions à l'exportation). L'USDOC additionne les différences de prix exclusivement pour les comparaisons pour lesquelles la marge de dumping est positive. Toutes les comparaisons aboutissant à des différences négatives sont écartées dans le calcul du numérateur pour la fraction concernant la marge de dumping globale. Ainsi, lorsque la différence est négative, l'USDOC ignore les résultats des comparaisons entre les transactions à l'exportation et la valeur normale. En conséquence, le montant total du dumping est gonflé d'un montant égal aux différences négatives exclues.

27. Le programme type de calcul des marges antidumping employé par l'USDOC dans les réexamens administratifs contient les lignes suivantes du code informatique, ou un code ayant substantiellement la même structure ou le même effet:

```
PROC MEANS NOPRINT DATA = MARGIN;
BY & USCLASS;
WHERE EMARGIN GT 0;
VAR WTDMRG WTDQTY WTDVAL;
OUTPUT OUT = ALLPUD (DROP = _FREQ_ _TYPE_)
SUM = TOTPUDD MARGQTY MARGVAL
```

28. Une explication détaillée de chaque élément de ces procédures types figure dans la pièce EC-5. En gros, les procédures types de réduction à zéro font la distinction entre les transactions pour lesquelles les marges sont positives (GT 0) et les transactions pour lesquelles les marges sont négatives, et calculent le sous-total du montant du dumping ("TOTPUDD") uniquement pour les transactions assorties de marges positives. La somme est inscrite dans l'ensemble de données dénommé "ALLPUDD", qui est utilisé pour calculer la marge de dumping finale.

29. L'importateur est assujetti au paiement du droit antidumping définitif, tel qu'il résulte de la procédure de réexamen administratif. L'USDOC transmet à l'Administration des douanes des instructions concernant l'évaluation en douane, déterminant un "taux d'imposition" et donc le droit antidumping définitif à acquitter.[37]

C. RÉEXAMENS À L'EXTINCTION

30. Dans les enquêtes aux fins de réexamens à l'extinction, cinq ans après la publication d'une ordonnance en matière de droits antidumping, l'USDOC et l'USITC, respectivement, réexaminent la

[35] Les Communautés européennes estiment que ce concept ne correspond pas à l'expression "marge de dumping" telle qu'elle est utilisée, par exemple, aux articles 2.4.2 et 9.3 de l'*Accord antidumping*.

[36] Loi douanière, article 751 a) 2) A; article 777A d) 2).

[37] Règlement, article 351.212 b) 1).

question de savoir s'il "*est probable que le dumping … et le dommage important subsisteront ou se reproduiront*" si l'ordonnance est abrogée. L'USDOC peut déterminer qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira si l'ordonnance antidumping est abrogée, notamment parce que le dumping a subsisté à des niveaux supérieurs au niveau *de minimis* après la publication de l'ordonnance. Pour constater que le dumping a subsisté après la publication de l'ordonnance, l'USDOC se fonde sur les marges de dumping calculées lors de l'enquête initiale et/ou des procédures de réexamen administratif au moyen de la réduction à zéro. Bien que les réexamens à l'extinction ne modifient pas le taux de dépôt pour le montant du droit antidumping (lequel demeure déterminé par l'ordonnance initiale ou le réexamen administratif le plus récent), l'USDOC est tenu de déterminer un taux de droit qui "prévaudra probablement" en cas d'abrogation de l'ordonnance et de communiquer également ce taux à l'ITC.[38]

31. Dans la plupart des cas, l'USDOC estime que la marge de dumping constatée lors de l'enquête initiale devrait être considérée comme étant le taux qui prévaudra probablement en cas d'abrogation de l'ordonnance, car c'est la seule marge qui reflète le comportement d'un exportateur ou producteur en l'absence de la discipline instaurée par une ordonnance mise en place. L'USDOC peut aussi estimer que la marge de dumping constatée lors des réexamens administratifs précédents est celle qui devrait être choisie aux fins du réexamen à l'extinction. Dans les deux cas, c'est-à-dire lors d'enquêtes initiales ou de réexamens administratifs, les marges de dumping sont calculées au moyen de la réduction à zéro selon les modèles ou de la réduction à zéro simple.

D. MESURES EN CAUSE

32. L'article 6:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends dispose que la demande d'établissement d'un groupe spécial doit indiquer les mesures spécifiques en cause et contenir un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème. Dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial, les Communautés européennes ont indiqué comme suit les mesures spécifiques en cause dans le présent différend:

> "Les mesures en cause et le fondement juridique de la plainte comprennent, mais non exclusivement, ce qui suit:
>
> Le maintien en application ou l'application des droits antidumping spécifiques résultant des ordonnances antidumping énumérées de I à XVIII dans l'annexe de la présente demande, tels qu'ils ont été calculés ou sont maintenus en place à la suite du réexamen administratif le plus récent ou, selon le cas, de la procédure initiale ou de la procédure de réexamen pour changement de circonstances ou de réexamen à l'extinction, à un niveau dépassant la marge de dumping qui résulterait de l'application correcte de l'Accord antidumping (qu'il s'agisse de droits ou de taux des dépôts en espèces ou d'une autre forme de mesure).
>
> Outre ces mesures, les réexamens administratifs, ou selon le cas, les procédures initiales ou les procédures de réexamen pour changement de circonstances ou de réexamen à l'extinction énumérées dans l'annexe (numérotées de 1 à 52) avec les ordonnances antidumping spécifiques et qui sont aussi considérées par les CE comme des mesures visées par la présente demande d'établissement d'un groupe spécial en plus des ordonnances antidumping.

[38] Article 752 c) 3) de la Loi douanière de 1930; article 315.218 e) 2) i) du règlement d'application de l'USDOC; et Policies Regarding the Conduct of Five-year ("Sunset") Reviews of Antidumping and Countervailing Duty Orders, pièce EC-7, Sunset Policy Bulletin, paragraphe II.B.

> Cela comprend les déterminations se rapportant à toutes les sociétés ainsi que toutes instructions concernant la fixation des droits, automatique ou non, qui sont émises à tout moment conformément à l'une quelconque des mesures énumérées dans l'annexe. Les droits antidumping maintenus (sous quelque forme que ce soit) conformément à ces ordonnances, et les réexamens administratifs, ou, selon le cas, les procédures initiales et les procédures de réexamen pour changement de circonstances ou de réexamen à l'extinction énumérées dans l'annexe sont incompatibles avec les dispositions ci-après ..."

33. Il y a donc deux séries de mesures que les Communautés européennes contestent dans le présent différend.

34. Premièrement, les Communautés européennes contestent l'application ou le maintien en application des droits antidumping spécifiques résultant des 18 ordonnances antidumping énumérées dans l'annexe de la demande d'établissement d'un groupe spécial, tels qu'ils ont été calculés ou maintenus en place à la suite du réexamen administratif le plus récent ou, selon le cas, de la procédure initiale, ou de la procédure de réexamen pour changement de circonstances ou de réexamen à l'extinction, car ces droits antidumping sont calculés et maintenus en place à un niveau dépassant la marge de dumping qui résulterait de l'application correcte de l'*Accord antidumping*.

35. Deuxièmement, les Communautés européennes contestent l'application de la réduction à zéro (c'est-à-dire le recours soit à la technique de réduction à zéro selon les modèles soit à la technique de réduction à zéro simple) telle qu'elle est appliquée dans 52 procédures antidumping, y compris les procédures initiales, les procédures de réexamen administratif et les procédures de réexamen à l'extinction énumérées dans l'annexe de la demande d'établissement d'un groupe spécial.

1. Maintien en application des droits antidumping dépassant la marge de dumping qui résulterait de l'application correcte de l'*Accord antidumping*

36. Les Communautés européennes contestent, en ce qui concerne 18 mesures antidumping spécifiques[39], l'application ou le maintien en application des droits antidumping qui ont été calculés et sont maintenus en place à la suite de l'enquête la plus récente à un niveau dépassant la marge de dumping qui résulterait de l'application correcte de l'*Accord antidumping*, c'est-à-dire sans réduction à zéro.

37. Dans ces 18 mesures antidumping, l'USDOC a d'abord déterminé dans la procédure d'enquête initiale le niveau des droits antidumping en appliquant la réduction à zéro selon les modèles. Dans

[39] Les 18 mesures antidumping sont les suivantes: barres d'armature en acier pour le béton en provenance de Lettonie (USDOC n° A-449-804); roulements à billes et leurs parties en provenance d'Italie (USDOC n° A-475-801); roulements à billes et leurs parties en provenance d'Allemagne (USDOC n° A-428-801); roulements à billes et leurs parties en provenance de France (USDOC n° A-427-801); barres en acier inoxydable en provenance de France (USDOC n° A-427-820); tôles et bandes en acier inoxydable, en rouleaux, en provenance d'Allemagne (USDOC n° A-428-825); tôles en acier inoxydable, en rouleaux, en provenance de Belgique (USDOC n° A-423-808); roulements à billes et leurs parties en provenance du Royaume-Uni (USDOC n° A-412-801); barres en acier inoxydable en provenance d'Allemagne (USDOC n° A-428-830); certains produits plats en acier au carbone, laminés à chaud, en provenance des Pays-Bas (USDOC n° A-421-807); barres en acier inoxydable en provenance d'Italie (USDOC n° A-475-829); tôles et bandes en acier inoxydable, en rouleaux, en provenance d'Italie (USDOC n° A-475-824); certaines pâtes alimentaires en provenance d'Italie (USDOC n° A-475-818); feuilles et bandes en laiton en provenance d'Allemagne (USDOC n° A-428-602); carboxy-méthyl cellulose purifiée en provenance de Suède (USDOC n° A-401-808); carboxy-méthyl cellulose purifiée en provenance des Pays-Bas (USDOC n° A-421-811); carboxy-méthyl cellulose purifiée en provenance de Finlande (USDOC n° A-405-803); isocyanurates chlorés – Espagne (USDOC n° A-469-814).

certaines de ces affaires, en appliquant la réduction à zéro simple, l'USDOC a réexaminé les droits antidumping à la suite de réexamens administratifs et/ou les a maintenus en place à la suite de réexamens à l'extinction. Dans le deuxième cas, il a déterminé qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait si l'ordonnance antidumping était abrogée, notamment parce que le dumping avait subsisté à des niveaux supérieurs au niveau *de minimis* après la publication de l'ordonnance. Afin de constater que le dumping avait subsisté après la publication de l'ordonnance, l'USDOC s'est fondé sur les marges de dumping calculées au moyen de la réduction à zéro lors de l'enquête initiale et dans la procédure de réexamen administratif. Indépendamment du point de savoir si les taux de droit étaient établis à la suite d'une enquête initiale, d'une enquête aux fins d'un réexamen administratif ou d'une enquête aux fins d'un réexamen à l'extinction, les droits antidumping ont été calculés et sont maintenus en place à un niveau dépassant une marge de dumping compatible avec l'*Accord antidumping*, car ils ont été déterminés au moyen de la réduction à zéro.

38. En résumé, dans la présente affaire, les Communautés européennes contestent les taux de droits actuellement appliqués dans les 18 mesures antidumping en cause du fait que les marges de dumping ont été établies dans les enquêtes initiales et dans les procédures de réexamen ultérieures par l'application d'une méthode de comparaison que l'Organe d'appel a déjà jugée incompatible "en tant que telle" – et "telle qu'appliquée" par les États-Unis en particulier – avec l'*Accord antidumping* et le GATT de 1994.

39. S'agissant des instruments dans lesquels elles sont énoncées, les mesures contestées font référence, pour chacune des 18 mesures antidumping en cause, aux ordonnances en matière de droits antidumping telles qu'elles sont maintenues ou modifiées à la suite d'une procédure de réexamen administratif ou, selon le cas, d'une procédure initiale, d'une procédure de réexamen pour changement de circonstances ou d'une procédure de réexamen à l'extinction (c'est-à-dire toute mesure adoptée par les États-Unis qui affecte les niveaux de droits en ce qui concerne les 18 mesures en cause).

2. La méthode de réduction à zéro telle qu'elle est appliquée dans 52 procédures antidumping, y compris les enquêtes initiales, les procédures de réexamen administratif et les procédures de réexamen à l'extinction

40. Les Communautés européennes contestent aussi l'utilisation de la réduction à zéro (que ce soit la technique de réduction à zéro selon les modèles ou la technique de réduction à zéro simple) telle qu'elle est appliquée dans quatre enquêtes initiales, 37 procédures de réexamen administratif et onze procédures de réexamen à l'extinction. Les mesures en cause comprennent:

- en ce qui concerne les enquêtes initiales, la détermination finale et toutes modifications s'y rapportant. La détermination finale fait référence au mémorandum sur les questions et la décision, lequel fait référence au "calcul des marges", à savoir les mémorandums sur le calcul, le fichier journal du programme de calcul des marges finales et les résultats de ce programme pour toutes les sociétés visées par l'enquête. Les mesures en cause comprennent aussi l'ordonnance en matière de droits antidumping et toutes modifications y compris les instructions concernant la fixation des droits auxquelles il est fait de même référence; ainsi que la détermination de l'existence d'un dommage établie par l'ITC (sur laquelle l'ordonnance en matière de droits antidumping est en tout état de cause fondée);

- en ce qui concerne les procédures de réexamen administratif, les avis de résultats finals de réexamens administratifs de droits antidumping, y compris toutes les modifications, ainsi que tous les mémorandums sur les questions et la décision auxquels ils font référence, et tous les fichiers journaux du programme de calcul des marges finales ainsi que les résultats de ce programme auxquels il est également fait référence, pour toutes les sociétés visées par l'enquête, et chacune des instructions

concernant la fixation des droits qui sont données à la suite de l'un quelconque des avis de résultats finals;

- en ce qui concerne les procédures de réexamen à l'extinction, le maintien en application des ordonnances antidumping et toutes modifications y compris toutes instructions concernant la fixation des droits; la détermination finale et toutes modifications s'y rapportant; le mémorandum sur les questions et la décision, lequel fait référence au "calcul des marges", à savoir les mémorandums sur les calculs ainsi que le fichier journal du programme de calcul des marges finales et les résultats de ce programme pour toutes les sociétés visées par l'enquête.

III. ALLÉGATIONS ET ARGUMENTS

41. Les Communautés européennes considèrent que le manquement répété des États-Unis à leurs obligations au titre de l'*Accord antidumping* et du GATT de 1994 est particulièrement flagrant, compte tenu du fait que l'Organe d'appel a expressément condamné la réduction à zéro à plusieurs reprises.

42. Les Communautés européennes examineront tout d'abord, dans leur communication, les principales constatations des Groupes spéciaux et, principalement, de l'Organe d'appel à cet égard. Elles examineront ensuite la valeur de précédent de ces rapports dans le système de l'OMC et, en particulier, l'importance que le Groupe spécial devrait leur accorder lorsqu'il se prononcera dans la présente affaire. Puis, elles montreront que le maintien de droits par les États-Unis dans les 18 mesures antidumping en cause est contraire aux articles 2.4, 2.4.2, 9.3, 11.1 et 11.3 de l'*Accord antidumping*, à l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994, et à l'article XVI:4 de l'Accord établissant l'OMC (Accord sur l'OMC), puisque les États-Unis ont utilisé la réduction à zéro pour calculer les marges de dumping dans les enquêtes initiales et dans leurs procédures de réexamen ultérieures. Enfin, elles montreront que les quatre procédures initiales, les 37 procédures de réexamen administratif et les onze procédures de réexamen à l'extinction couvrant les 18 mesures antidumping en cause sont incompatibles avec les articles 2.1, 2.4, 2.4.2, 9.3, 11.1, 11.2 et 11.3 de l'*Accord antidumping* et avec l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994, puisque les États-Unis ont utilisé la réduction à zéro selon les modèles ou la réduction à zéro simple pour calculer les marges de dumping.

A. RÉDUCTION À ZÉRO: UNE MÉTHODE "EN TANT QUE TELLE" ET "TELLE QU'APPLIQUÉE" PROHIBÉE PAR LES RÈGLES DE L'OMC

43. La réduction à zéro a été contestée à plusieurs reprises dans des procédures de règlement des différends de l'OMC au cours des dernières années. Dans toutes les affaires, l'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial ou de l'Organe d'appel dans lequel il était constaté que cette méthode était incompatible avec l'*Accord antidumping* et le GATT de 1994. En particulier, l'interprétation de l'Organe d'appel concernant l'utilisation de la réduction à zéro aux fins d'une comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée (W-W) dans des enquêtes initiales, ainsi que dans le cas de comparaisons moyenne pondérée à transaction (W-T) dans des procédures de réexamen administratif et des procédures de réexamen à l'extinction, est restée constante, établissant que ces comparaisons sont incompatibles avec les obligations internationales des États-Unis au titre de ces accords.

44. Dans les sections ci-après, les Communautés européennes examineront les principaux arguments et les conclusions de l'Organe d'appel concernant l'utilisation de la réduction à zéro dans les méthodes de comparaison appliquées dans les enquêtes initiales et les enquêtes aux fins de réexamens en cause dans la présente affaire.

1. Réduction à zéro selon les modèles utilisée dans les enquêtes initiales

45. L'utilisation de la réduction à zéro par les États-Unis dans les enquêtes initiales, comme il est exposé plus haut, a été jugée "en tant que telle" incompatible avec l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping* par l'Organe d'appel. Dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, ce dernier a conclu ce qui suit: "la méthode de réduction à zéro, telle qu'elle se rapporte aux enquêtes initiales dans lesquelles la méthode de comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée est utilisée pour calculer les marges de dumping, est incompatible, en tant que telle, avec l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping*"[40] Ce faisant, il a confirmé les constatations du Groupe spécial, qui s'était également appuyé sur l'interprétation constante de l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping* donnée par l'Organe d'appel dans des affaires précédentes.[41]

46. En effet, l'Organe d'appel a également constaté à de multiples reprises que cette même méthode "telle qu'appliquée" par les États-Unis était incompatible avec l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping*. En particulier, dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux V*, le Canada a contesté une ordonnance en matière de droits antidumping délivrée par les États-Unis concernant le bois d'œuvre résineux canadien, en relation avec une enquête initiale dans laquelle la méthode de comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée avait été utilisée pour calculer les marges de dumping. Le Groupe spécial avait conclu qu'en ne tenant pas compte de *toutes* les transactions à l'exportation comparables dans sa pratique de la réduction à zéro dans le cadre de l'enquête antidumping initiale en cause, les États-Unis avaient agi en violation de l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping*.[42] En appel, l'Organe d'appel a examiné la question des "marges de dumping" mentionnées à l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping*. Il a fait référence au libellé de la deuxième phrase de l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994 et des articles 2.1, 9.2 et 6.10 de l'*Accord antidumping* pour confirmer son avis selon lequel l'existence d'un dumping ne pouvait être constatée que "pour le produit visé par l'enquête dans son ensemble et ne [pouvait] pas être constatée pour un type, un modèle ou une catégorie de ce produit".[43] À cet égard, il a indiqué que les résultats des comparaisons multiples au niveau des sous-groupes, obtenus au moyen de l'"établissement de moyennes multiples", n'étaient pas des "marges de dumping" au sens de l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping*. En fait, ces résultats ne correspondaient qu'à des calculs intermédiaires effectués par l'autorité chargée de l'enquête dans le cadre de l'établissement de marges de dumping pour le produit visé par l'enquête. Par conséquent, l'Organe d'appel a conclu que ce n'était que sur la base de l'agrégation de *toutes* ces valeurs intermédiaires que l'autorité chargée de l'enquête pouvait établir des marges de dumping pour le produit visé par l'enquête dans son ensemble.[44]

47. L'Organe d'appel a examiné certains arguments additionnels présentés par les États-Unis à ce sujet, mais les a tous rejetés. D'autre part, en ce qui concerne l'argument des États-Unis fondé sur le contexte historique de l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping*, l'Organe d'appel a indiqué ce qui suit: "Les éléments auxquels les États-Unis font référence ne tranchent pas, selon nous, la question de savoir si les négociateurs de l'*Accord antidumping* avaient l'intention d'interdire la réduction à zéro", notant que les États-Unis avaient reconnu que ces éléments ne constituaient pas des "*travaux préparatoires*". En tout cas, l'Organe d'appel a souligné qu'il avait conclu, sur la base du sens ordinaire de l'article 2.4.2 lu dans son contexte, que la réduction à zéro était interdite lors de l'établissement de l'existence de marges de dumping dans le cadre de la méthode de comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée.[45] D'autre part, il a rejeté l'argument des États-Unis selon lequel, en constatant que la "réduction à zéro" était interdite au titre de l'article 2.4.2 de l'*Accord*

[40] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 222.
[41] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphes 7.27 et 7.28.
[42] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphes 67 à 74.
[43] *Idem*, paragraphes 92 à 94.
[44] *Idem*, paragraphes 95 à 98.
[45] *Idem*, paragraphes 107 et 108.

antidumping, le Groupe spécial n'avait pas appliqué le critère d'examen énoncé à l'article 17.6 ii) de l'*Accord antidumping*.[46]

48. Compte tenu du raisonnement qui précède, l'Organe d'appel a confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping* en déterminant l'existence de marges de dumping sur la base d'une méthode de comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée incluant la pratique de la "réduction à zéro".[47]

49. Enfin, il convient de noter que les deux Groupes spéciaux et l'Organe d'appel ont toujours constaté que l'utilisation de la "réduction à zéro", lorsqu'une comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée était utilisée pour calculer les marges de dumping, était incompatible avec l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping*.[48]

50. Compte tenu de ce qui précède, on peut conclure que l'utilisation de la "réduction à zéro" lorsque l'on applique une méthode de comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée pour calculer la marge de dumping dans les enquêtes initiales est, en tant que telle, contraire à l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping*. À cet égard, comme il a été dit précédemment, les Communautés européennes notent que, le 26 décembre 2006, les États-Unis ont reconnu l'incompatibilité de la méthode décrite ci-dessus avec les règles de l'OMC.[49]

2. Réduction à zéro simple utilisée dans les réexamens administratifs

51. Comme il a été décrit plus haut, dans les procédures de réexamen administratif, lorsqu'ils calculent l'importance d'une marge de dumping afin de fixer le montant final des droits antidumping à acquitter et le taux des futurs dépôts en espèces par exportateur, les États-Unis utilisent normalement la méthode moyenne pondérée à transaction[50] et appliquent la méthode dite de la "réduction à zéro simple".

52. L'utilisation de la réduction à zéro par les États-Unis dans les procédures de réexamen administratif, comme il est exposé plus haut, a été jugée, "en tant que telle", incompatible avec les articles 2.4 et 9.3 de l'*Accord antidumping*, et avec l'article VI:2 du GATT de 1994, par l'Organe d'appel. Dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*[51], l'Organe d'appel s'est tout d'abord penché sur l'article 9.3 de l'*Accord antidumping* et l'article VI:2 du GATT de 1994, et n'a pas souscrit à l'avis du Groupe spécial, affirmant une fois encore que l'existence d'un "dumping" et de "marges de dumping" pouvait uniquement être constatée au niveau d'un produit.[52] De plus, il a rejeté l'examen de l'article 9 effectué par le Groupe spécial, rappelant son affirmation antérieure dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*[53], à savoir que la marge de dumping faisait office de *plafond* s'agissant du montant total des droits antidumping.[54]

53. L'Organe d'appel a ensuite examiné les questions liées au fonctionnement des systèmes de la valeur normale prospective, constatant que "[d]ans n'importe quel système de fixation des droits, la

[46] *Idem*, paragraphes 113 à 116.
[47] *Idem*, paragraphe 117.
[48] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit*, paragraphe 66; rapport du Groupe spécial *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphe 7.216; et rapport du Groupe spécial *États-Unis – Crevettes en provenance de l'Équateur* (n'a pas fait l'objet d'un appel), paragraphes 7.40 à 7.43.
[49] Avis des États-Unis concernant la réduction à zéro dans les enquêtes initiales (pièce EC-6).
[50] Règlement, article 351.414 c) 2); Manuel antidumping, chapitre 6, page 7.
[51] Rapport de l'Organe d'appel États-Unis – Réduction à zéro (Japon).
[52] *Idem*, paragraphes 149 à 151.
[53] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 130.
[54] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphes 152 à 156.

marge de dumping établie selon l'article 2 fai[sait] office de plafond s'agissant du montant des droits antidumping qui pourraient être recouvrés en ce qui concern[ait] les ventes effectuées par un exportateur". Ainsi, s'agissant du système rétrospectif des États-Unis, "[d]ans la mesure où les droits sont acquittés par un importateur, celui-ci a la possibilité de réclamer un remboursement si ce plafond est dépassé".

54. Sur cette base, l'Organe d'appel a infirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle les États-Unis n'agissaient pas d'une manière incompatible avec l'article 9.3 de l'*Accord antidumping* et avec l'article VI:2 du GATT de 1994 en maintenant les procédures de réduction à zéro dans les réexamens administratifs.[55]

55. L'Organe d'appel a ensuite examiné la question de la réduction à zéro dans les réexamens administratifs au regard de la prescription de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* relative à la "comparaison équitable". À cet égard, il a indiqué que l'utilisation de la réduction à zéro signifiait que les droits antidumping recouvrés dépassaient la marge de dumping, méthode qui ne comportait pas de "comparaison équitable".[56] En conséquence, l'Organe d'appel a infirmé les constatations du Groupe spécial selon lesquelles la réduction à zéro n'était pas, en tant que telle, incompatible avec les articles 2.1, 9.1 et 9.2 de l'*Accord antidumping* et avec l'article VI:1 du GATT de 1994.[57]

56. L'Organe d'appel a également constaté que l'utilisation de la réduction à zéro "telle qu'appliquée" dans les réexamens administratifs, dans le cadre desquels les États-Unis appliquaient une méthode de comparaison moyenne pondérée à transaction, était incompatible avec les articles 2.1, 2.4, 9.1 et 9.3 de l'*Accord antidumping*, et avec l'article VI:1 et VI:2 du GATT.[58]

3. Réduction à zéro utilisée dans les réexamens à l'extinction

57. L'Organe d'appel a eu l'occasion de se prononcer sur l'incompatibilité de l'utilisation de la réduction à zéro dans les procédures de réexamen à l'extinction pour des mesures adoptées par les États-Unis dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*. S'agissant des déterminations établies dans le cadre des réexamens à l'extinction spécifiques en cause, il a rappelé ses précédents rapports selon lesquels les termes "déterminer" et "réexamen" figurant à l'article 11.3 de l'*Accord antidumping* appelaient une conclusion motivée "fondée sur" des éléments de preuve positifs et une "base factuelle suffisante". Il a noté en particulier qu'il avait précédemment décidé que, lorsque les autorités chargées de l'enquête s'appuyaient sur des marges de dumping passées pour établir leur détermination de la probabilité dans un réexamen à l'extinction, ces marges devraient être compatibles avec l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*.[59] Il a également noté que l'USDOC s'était appuyé sur des marges passées calculées au cours de réexamens administratifs sur la base de la "réduction à zéro simple". Ayant précédemment conclu que la réduction à zéro dans des réexamens administratifs était incompatible avec les articles 2.4 et 9.3 de l'*Accord antidumping*, l'Organe d'appel a constaté que les déterminations établies dans les réexamens à l'extinction en cause étaient incompatibles avec l'article 11.3 de l'*Accord antidumping*.

58. Sur cette base, l'Organe d'appel a infirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle les États-Unis avaient agi d'une manière compatible avec les articles 2 et 11 de l'*Accord antidumping* lorsque, dans les réexamens à l'extinction en cause dans cette affaire, ils s'étaient appuyés sur des

[55] *Idem*, paragraphe 166.
[56] *Idem*, paragraphes 167 à 169.
[57] *Idem*, paragraphes 170 et 171.
[58] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphes 174 à 176; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 135.
[59] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 127; et rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 180.

marges de dumping calculées lors de procédures de réexamen administratif antérieures. Il a constaté, au contraire, que les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec l'article 11.3 de l'*Accord antidumping*.

59. Par conséquent, l'Organe d'appel a décidé que l'utilisation, dans les réexamens à l'extinction, de la réduction à zéro telle qu'appliquée par les États-Unis était incompatible avec les articles 2.4, 9.3 et 11.3 de l'*Accord antidumping*.

4. Conclusions

60. Il ressort clairement de l'interprétation que l'Organe d'appel a donné, au cours des dernières années, des dispositions pertinentes de l'OMC que l'utilisation de la réduction à zéro (c'est-à-dire le fait de ne pas compenser les résultats des comparaisons entre la valeur normale et le prix à l'exportation pour déterminer la marge de dumping) dans le cas d'enquêtes initiales lorsqu'une méthode de comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée est appliquée, dans le cas de procédures de réexamen administratif lorsqu'une méthode de comparaison moyenne pondérée à transaction est appliquée, ou dans le cadre de procédures de réexamen à l'extinction, a été jugée à plusieurs reprises contraire aux règles de l'OMC dans des procédures de règlements des différends de l'Organisation.

61. Cette interprétation constante des règles indique clairement que l'existence d'un "dumping" et de "marges de dumping" ne peut être constatée qu'en relation avec le produit dans son ensemble tel qu'il a été défini par l'autorité chargée de l'enquête. Cette existence ne peut pas être constatée uniquement pour un type, un modèle ou une catégorie de ce produit. Elle ne peut pas non plus, quelle que soit la méthode de comparaison utilisée, être constatée au niveau d'une transaction individuelle. Ainsi, il est clair que, quand l'autorité chargée de l'enquête calcule une marge de dumping sur la base de comparaisons multiples entre la valeur normale et le prix à l'exportation, les résultats de telles comparaisons intermédiaires ne sont pas, en eux-mêmes, des "marges de dumping". Ils ne sont en fait que des "apports" qui doivent être agrégés pour établir la marge de dumping du produit visé par l'enquête pour chaque exportateur ou producteur.

B. RÔLE DU PRÉCÉDENT: VALEUR DES RAPPORTS DE L'ORGANE D'APPEL

62. Dans la mesure où des groupes spéciaux et l'Organe d'appel ont déjà analysé la réduction à zéro selon les modèles et la réduction à zéro simple dans différentes affaires, et dans la mesure où, comme il a été expliqué ci-dessus, l'Organe d'appel a constaté que la méthode de réduction à zéro utilisée dans des comparaisons moyenne pondérée à moyenne pondérée dans le cadre d'enquêtes initiales et dans des comparaisons moyenne pondérée à transaction dans le cadre de réexamens administratifs et de réexamens à l'extinction, était incompatible avec l'*Accord antidumping* et le GATT de 1994, il est essentiel d'examiner, aux fins de la présente affaire – qui porte en fait sur les mêmes questions – le rôle des précédents, c'est-à-dire la question de savoir quelle est la valeur des rapports antérieurs des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel, en particulier ceux de l'Organe d'appel.

63. À cet égard, les Communautés européennes estiment que le Groupe spécial, en l'espèce, ne devrait pas s'écarter des constatations des rapports antérieurs de l'Organe d'appel qui traitaient clairement du même sujet et donnaient une interprétation constante des diverses dispositions en cause. Si le Groupe spécial devait s'écarter des décisions antérieures, un tel écart devrait être mûrement pesé et fondé sur des raisons impérieuses.

1. Introduction

64. Dans le système de règlement des différends de l'OMC, il n'y a pas de doctrine du *stare decisis*, ou du précédent judiciaire contraignant, en vertu de laquelle les tribunaux sont liés par leurs décisions antérieures. La doctrine du *stare decisis*, qui est traditionnellement reconnue par les juridictions de *common law*, n'est donc pas appliquée dans le système de règlement des différends de l'OMC et il en va généralement de même dans tous les domaines du droit international public.[60]

65. Cet état de fait peut être illustré par le Statut de la Cour internationale de Justice (CIJ), l'organe judiciaire suprême des Nations Unies, qui est compétent pour régler les différends relevant du droit international et opposant les États souverains ayant reconnu sa compétence. L'article 38 1) du Statut de la CIJ énonce le droit que cette cour doit appliquer. Bien que ces dispositions soient libellées de façon à définir la fonction de la CIJ, elles reflètent la pratique antérieure des tribunaux arbitraux et sont généralement considérées comme énonçant de la manière la plus complète les sources du droit international.[61] Conformément à l'article 38 1) d), les décisions judiciaires sont (uniquement) un "moyen auxiliaire de détermination des règles de droit [international]". En outre, l'article 59 du Statut de la CIJ prévoit que "[l]a décision de la Cour n'est obligatoire que pour les parties en litige et dans le cas qui a été décidé".[62] Ces dispositions indiquent qu'il n'y a pas de *stare decisis* à la CIJ.

66. Dans la mesure où ils rejettent la doctrine des précédents judiciaires contraignants, on dit des cours et des tribunaux internationaux qu'ils ressemblent de près aux juridictions de droit romano-germanique. Dans la tradition de droit romano-germanique, l'élaboration des lois est considérée comme une fonction du corps législatif; contrairement aux juges du *common law*, les juges du droit romano-germanique s'acquittent d'une tâche considérée comme passive: ils doivent mettre en œuvre les règles de droit figurant principalement dans différents codes, lois et statuts.[63]

67. Toutefois, même s'il n'y a pas, en droit international, de doctrine du *stare decisis* en ce sens que les jugements ne lient que les parties et uniquement en ce qui concerne l'affaire dans laquelle ils sont rendus, l'absence de *stare decisis* n'a pas empêché la création d'une jurisprudence et le recours à cette jurisprudence dans les affaires ultérieures. En ce qui concerne la CIJ, l'Organe d'appel a noté que "*l'article 59 [du Statut de la CIJ] n'a pas empêché la Cour (ni son prédécesseur) de créer une jurisprudence qui accorde de toute évidence une importance considérable à la valeur des décisions précédentes*".[64]

68. Le recours à la jurisprudence antérieure découle en fait de la nécessité de garantir, dans tout système juridique, la sécurité, la constance et la prévisibilité. Ainsi, même lorsque des décisions antérieures ne sont pas contraignantes en soi, le recours à la jurisprudence antérieure est nécessaire pour garantir la constance d'une telle jurisprudence, en particulier lorsque cette jurisprudence émane de cours ou de tribunaux supérieurs.

69. Les Communautés européennes estiment que ces principes de sécurité, de constance et de prévisibilité – qui s'appliquent dans les systèmes de droit romano-germanique et dans d'autres cours et tribunaux internationaux – s'appliquent également dans le cadre du système de règlement des différends de l'OMC. Ces mêmes principes supposent que les groupes spéciaux aient recours à la

---

[60] Waincymer, *WTO Litigation: Procedural Aspects of Formal Dispute Settlement* (Cameron May, 2002) page 510 (pièce EC-8).

[61] Brownlie, *Principles of Public International Law*, (5ème éd. 1988), page 3 (pièce EC-9).

[62] Statut de la CIJ (pièce EC-10).

[63] Arnull, *the European Union and its Court of Justice* (2006), page 623 (pièce EC-11).

[64] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques II*, note de bas de page 30, page 17.

jurisprudence antérieure, et principalement lorsqu'une telle jurisprudence émane de l'Organe d'appel, qui est hiérarchiquement supérieur aux groupes spéciaux. Les Communautés européennes expliqueront ci-après ces principes tels qu'ils existent dans les systèmes juridiques nationaux et internationaux, et de quelle façon ils s'appliquent au système de l'OMC.

2. Recours à la jurisprudence antérieure dans les systèmes juridiques nationaux et internationaux

a) Principe de constance et de prévisibilité de la jurisprudence

70. Dans tous les systèmes juridiques, il faut que la jurisprudence soit constante et prévisible. C'est probablement là la principale raison de l'application de la doctrine du *stare decisis* dans les systèmes de *common law*. Toutefois, on admet généralement qu'il y a des limites à cette doctrine. Dans les systèmes de *common law*, les plus hautes instances traitent les décisions antérieures comme étant "normalement contraignantes", mais elles se réservent le droit de s'en écarter dans certaines circonstances exceptionnelles étroitement définies.

71. Dans les juridictions de droit romano-germanique, qui ne reconnaissent pas le principe du *stare decisis*, les plus hautes instances auront toutefois pour politique et pratique judiciaires de suivre leurs décisions antérieures. Cela est illustré par les systèmes juridiques français[65] et italien.[66]

72. La Cour européenne de justice (CEJ), qui est une cour hybride – en partie cour constitutionnelle et en partie cour nationale générale de dernière instance – accorde également une attention particulière à sa jurisprudence.[67] La position générale est que la CEJ n'est pas liée par ses décisions antérieures mais que, dans la pratique, elle ne s'en écarte pas souvent.[68]

73. Comme il est indiqué plus haut, le Statut de la CIJ indique clairement que les décisions qu'elle rend dans un différend particulier entre États ne peuvent pas être contraignantes pour d'autres États en litige devant la Cour. Toutefois, même si, au sens strict, la CIJ ne respecte pas la doctrine du précédent (sauf, toutefois, en ce qui concerne les questions de procédures), il ne fait pas de doute qu'elle s'efforce de maintenir la constance de sa jurisprudence.[69] Le juge *Shahabuddeen* a fait observer ce qui suit:

> "Les souhaits de **constance, stabilité et prévisibilité**, qui sous-tendent un **système juridique responsable**, suggèrent que la Cour n'use pas de son pouvoir pour s'écarter d'une décision antérieure, si ce n'est avec circonspection … **La Cour applique donc une politique judiciaire consistant à ne pas porter inutilement atteinte à l'autorité de ses décisions.**"[70] (pas de caractères gras dans l'original)

---

[65] David et De Vries, *The French Legal System* (1985), page 113 et suivantes, dans une analyse de Zweigert et Kötz, *op.cit*., pages 262 et 263 (pièce EC-12).

[66] Cappelletti et al., *The Italian Legal System: An Introduction* (1967), page 271, dans une analyse de Zweigert et Kötz, *op. cit*., page 263 (pièce EC-12).

[67] Le système judiciaire de l'UE est un système de caractère *sui generis*. Il se compose de plusieurs instances, à commencer par la Cour européenne de justice (CEJ) établie en 1952. La CEJ a été complétée en 1988 par le Tribunal de première instance (TPI), qui connaît des affaires dans lesquelles des parties privées s'opposent à des décisions prises par les institutions de l'UE, et des États membres s'opposent à des décisions prises par la Commission européenne: Rosas, "The European Court of Justice: sources of law and methods of interpretation", dans *The WTO at Ten* (2006), page 482 (pièce EC-13).

[68] *Idem*.

[69] Brownlie, *op. cit.*, pages 21 et 22.

[70] Shahabuddeen, *Precedent in the World Court* (1996), page 239 (pièce EC-14).

74. Dans l'affaire des *Traités de paix*, le juge *Zoricic* a dûment expliqué la valeur que la CIJ pouvait accorder aux décisions d'autres tribunaux internationaux, y compris la CIJ elle-même:

> "(...) il est parfaitement vrai qu'aucune Cour internationale n'est liée par des précédents. Mais ce dont la Cour est obligée de tenir compte, ce sont les principes du droit international. Si un précédent est solidement fondé sur un pareil principe, la Cour ne saurait trancher un cas analogue dans un sens contraire aussi longtemps que le principe retient sa valeur".[71]

75. Vu sous cet angle, il n'est pas surprenant de noter que la CIJ, comme d'autres tribunaux (internationaux), invoque fréquemment des décisions antérieures pour appuyer une décision rendue dans un cas particulier. Ce n'est pas parce que les décisions antérieures sont considérées comme des précédents qui lieraient la Cour en application du principe du *stare decisis*. Les décisions antérieures sont invoquées parce qu'elles constituent une indication de ce que la Cour a considéré comme étant "la position juridique correcte".[72]

76. On retrouve également cette importance des décisions antérieures dans d'autres tribunaux ou cours internationaux, y compris le Tribunal international du droit de la mer, la Cour européenne des droits de l'homme et les tribunaux pénaux internationaux.[73]

77. Il ne faudrait pas confondre le rejet formel de la doctrine du *stare decisis* avec l'intérêt qu'ont tous les systèmes juridiques à maintenir la continuité dans la jurisprudence. Qu'il s'agisse de doctrine ou de pratique, tous les systèmes juridiques attachent une grande valeur à la constance, la certitude et la prévisibilité de la jurisprudence, en particulier pour ce qui est des décisions rendues par les plus hautes instances. Les écarts par rapport aux décisions antérieures sont mûrement pesés et doivent être motivés par des *raisons impérieuses*.

78. Lorsque les cours, en particulier celles qui traitent du droit international, ne sont pas formellement liées par leurs décisions antérieures, elles ne s'en estimeront pas moins liées par le droit (international) tel qu'il est dit avec autorité dans une décision.

79. Une règle telle que celle qui est énoncée à l'article 59 du Statut de la CIJ, citée ci-dessus, ne porte que sur la notion selon laquelle la décision, en tant que telle, ne lie que les parties dans le cas qui est décidé. Toutefois, elle n'empêche pas que cette décision soit traitée, dans un cas ultérieur, par la même cour ou le même tribunal comme la *position juridique correcte.*

b) Les décisions des tribunaux supérieurs sont-elles contraignantes pour les tribunaux inférieurs?

80. Dans les systèmes de *common law*, les décisions d'un tribunal supérieur sont contraignantes pour les tribunaux inférieurs.[74] Bien qu'il n'y ait pas de doctrine du précédent contraignant dans les

---

[71] *Interpretation of the Peace Treaties with Bulgaria, Hungary and Romania*, avis consultatif, CIJ. Recueil 1950, pages 65 à 104, Juge Zoricic, Opinion dissidente, citée dans Shahabuddeen, *op.cit*., page 237.

[72] Shabuddeen, *op.cit*., page 236.

[73] Treves, "The International Tribunal for the Law of the Sea", dans *The WTO at 10* (1996), pages 490 à 493 (pièce EC-15); Reid, *A Practitioner's Guide to the European Convention on Human Rights* (2ème édition 2004), page 51 (pièce EC-16); et article 21 2) du Statut de la Cour pénale internationale, qui indique ce qui suit: "La Cour peut appliquer les principes et règles de droit tels qu'elle les a interprétés dans ses décisions antérieures": texte du Statut de Rome distribué sous la cote A/CONF.183/9, en date du 17 juillet 1998, et amendé par les procès-verbaux en date des 10 novembre 1998, 12 juillet 1999, 30 novembre 1999, 8 mai 2000, 17 janvier 2001 et 16 janvier 2002. Le Statut est entré en vigueur le 1er juillet 2002 (pièce EC-17).

[74] Kmiec, "The Origin and Current Meanings of "Judicial Activism"", observation, *California Law Review*, octobre 2004, 1466-1467 (pièce EC-18).

juridictions de droit romano-germanique, dans la pratique, les tribunaux inférieurs ont tendance à suivre les décisions des tribunaux supérieurs, même s'il existe rarement une règle juridique explicite obligeant un juge à suivre les décisions d'un tribunal supérieur.

81. Dans le système judiciaire de l'UE, le Tribunal de première instance (TPI) confirmera normalement la jurisprudence de la CEJ. Il se conformera aux précédents établis par la CEJ pour deux raisons. Premièrement, comme dans les systèmes judiciaires des États membres des CE, les tribunaux hiérarchiquement inférieurs acceptent, d'une manière générale, l'autorité des précédents; deuxièmement, la décision établissant le TPI était accompagnée d'une disposition permettant de faire appel des jugements du TPI auprès de la CEJ pour cause de "violation du droit communautaire".[75] Les précédents établis par la Cour font, bien entendu, partie du droit communautaire, de sorte que, lorsqu'ils sont clairs et constants, le tribunal inférieur se considérera comme tenu de s'y conformer, au risque de voir sa décision cassée en appel.[76]

82. De même, dans les systèmes juridiques internationaux dans lesquels il existe deux niveaux hiérarchiques ou plus de tribunaux ou de cours, la règle générale semble être que les décisions de l'organe hiérarchiquement supérieur sont suivies par l'organe hiérarchiquement inférieur, du moins en ce qui concerne le *ratio decidendi*, les principes juridiques ou les points de droit. C'est le cas, entre autres, à la Cour européenne des droits de l'homme[77], au TPiy/TPIR[78] et au CIRDI.[79]

83. L'étude ci-dessus concernant les systèmes juridiques nationaux et internationaux montre que même s'il n'y a pas de doctrine du *stare decisis*, pour ce qui est de la pratique judiciaire, tous les systèmes juridiques attachent une grande valeur à la constance, à la certitude et à la prévisibilité de la jurisprudence, ce qui conduit leurs cours et tribunaux à suivre les décisions antérieures. Les écarts par rapport aux décisions antérieures sont mûrement pesés et doivent être motivés par des raisons importantes.

84. L'étude ci-dessus démontre également que même dans les systèmes juridiques dans lesquels il n'y a pas de doctrine des précédents judiciaires contraignants, les tribunaux inférieurs suivent, dans la pratique, les décisions des tribunaux supérieurs. Cela tient probablement au fait que les organes supérieurs ont généralement des fonctions plus limitées centrées sur le règlement des questions de droit, alors que les tâches qui incombent aux organes inférieurs sont habituellement centrées sur l'établissement des faits et les circonstances propres à chaque affaire. En outre, une déclaration indiquant qu'une décision d'un organe hiérarchiquement supérieur est contraignante pour un organe inférieur se limitera normalement aux principes juridiques en cause, le *ratio decidendi*. Pour autant, le *ratio decidendi* ne peut être distingué simplement parce que les faits auxquels il s'applique sont différents.

---

[75] Statut de la CEJ, article 58: "Le pourvoi devant la Cour est limité aux questions de droit. Il peut être fondé sur des moyens tirés de l'incompétence du Tribunal, d'irrégularités de procédure devant le tribunal portant atteinte aux intérêts de la partie requérante ainsi que de la violation du droit communautaire par le Tribunal" (pièce EC-19).

[76] Neville et Kennedy, *The Court of Justice of the European Communities* (2000), pages 370 à 377 (pièce EC-20).

[77] Reid, *A Practitioner's Guide to the European Convention on Human Rights* (1ère édition, 1998), page 43 (pièce EC-21).

[78] TPIR, *Aleksovski Appeal Judgement*, affaire n° IT-95-14/1-A, 24 mars 2000, paragraphe 113, pages 47-48 (pièce EC-22).

[79] ICSID Secretariat Discussion Paper, *Possible Improvements of the Framework for ICSID Arbitration*, 22 octobre 2004; partie VI et annexe, *Possible Features of an ICSID Appeals Facility*, paragraphes 5, 7, 9 (pièce EC-23); et Working Paper of the ICSID Secretariat, *Suggested Changes to the ICSID Rules and Regulations*, 12 mai 2005, paragraphe 4 (pièce EC-24).

85. Cela n'implique pas qu'en traitant des circonstances d'un différend ou d'une affaire en particulier, les organes inférieurs n'auraient aucune possibilité d'enrichir la jurisprudence. Toutefois, les écarts par rapport aux décisions prises par des tribunaux supérieurs concernant des questions de droit doivent être mûrement pesés. Il faut des *raisons impérieuses* pour qu'une cour ou un tribunal inférieur s'écarte des positions juridiques adoptées par des tribunaux hiérarchiquement supérieurs. Si la cour ou le tribunal inférieur s'écarte de ce que le tribunal supérieur a considéré comme la position juridique correcte, sa décision risque d'être annulée. Il en sera en particulier ainsi lorsque le tribunal supérieur s'est efforcé de créer, à l'aide d'une série de décisions, une jurisprudence constante sur une question donnée. Un organe inférieur peut faire état d'un désaccord motivé avec l'organe supérieur concernant des principes juridiques, mais ce désaccord sera, en dernier recours, soumis à l'organe supérieur pour examen.

86. Les Communautés européennes reconnaissent que les références aux doctrines et pratiques suivies dans d'autres systèmes juridiques, nationaux ou internationaux, ne permettent pas de déterminer l'autorité des décisions antérieures – de l'Organe d'appel – dans le système de règlement des différends de l'OMC. Toutefois, elles pensent que les principes et préoccupations qui constituent, dans d'autres systèmes juridiques, la base d'une pratique consistant à suivre les décisions antérieures, en particulier celles des tribunaux supérieurs, existent dans le système de règlement des différends de l'OMC, compte tenu en particulier des caractéristiques de ce système, ainsi que de la place et des fonctions que l'Organe d'appel y occupe.

3. Le système de règlement des différends de l'OMC

a) But du système de règlement des différends de l'OMC: sécurité et prévisibilité

87. Comme il est indiqué à l'article 3:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, le but principal du système de règlement des différends est d'"*assurer la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral*". Cela doit se faire en préservant les droits et les obligations résultant pour les Membres des accords visés et en clarifiant les dispositions existantes de ces accords conformément aux règles coutumières du droit international. Cela doit être fait sans accroître ou diminuer les droits et obligations énoncés dans les accords visés.

88. Ainsi, d'après les Communautés européennes, la fonction la plus importante du système de règlement des différends est d'*assurer la sécurité et la prévisibilité* pour les Membres et le système dans son ensemble en présentant de façon détaillée et en interprétant les règles, et en exposant les droits et les obligations des Membres, pour que ceux-ci puissent agir en conséquence.

89. L'importance de la sécurité et de la prévisibilité en tant qu'objet et but du système de règlement des différends de l'OMC a été reconnue dans de nombreux rapports de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel.[80]

b) L'Organe d'appel dans le système de règlement des différends de l'OMC

90. La tâche de l'Organe d'appel consiste à "connaî[tre] des appels concernant des affaires soumises à des groupes spéciaux".[81] Dans cette mesure, cet organe occupe une position supérieure dans la hiérarchie du système de règlement des différends de l'OMC.

[80] Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Article 301, Loi sur le commerce extérieur*, paragraphe 7.75.

[81] Article 17:1 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

91. La fonction de l'Organe d'appel se limite à connaître des appels concernant des questions de droit ou interprétations du droit formulées par un groupe spécial dans son rapport.[82] L'Organe d'appel ne peut pas réexaminer des questions de fait ni des constatations factuelles. À cet égard, il ressemble un peu à la Cour de cassation française, Cour suprême la plus élevée de France qui ne peut traiter que des questions de droit. Le but est de faire en sorte que l'interprétation juridique soit conforme aux accords visés.

92. Le fait que l'Organe d'appel soit, contrairement aux groupes spéciaux, un organe permanent composé de sept membres permanents accentue encore l'importance de son rôle, qui est d'assurer la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral.

93. Compte tenu de ce qui précède, il apparaît que la principale fonction de l'Organe d'appel consiste, en raison de ses caractéristiques (à savoir, le fait qu'il s'agisse d'un organe permanent, qu'il soit hiérarchiquement plus élevé et qu'il ne puisse traiter que des questions de droit), à assurer la constance et la cohérence de l'interprétation des Accords qui peuvent être examinés dans le cadre du système de règlement des différends. En ce sens, l'Organe d'appel donne l'interprétation correcte des règles pertinentes.

4. Valeur de précédent de la jurisprudence de l'Organe d'appel

94. Comme il a été expliqué ci-dessus, il n'y a pas de *stare decisis* dans le système de règlement des différends de l'OMC. Les groupes spéciaux ne sont donc pas, au sens strict, liés par les constatations antérieures de l'Organe d'appel. Toutefois, *la prévisibilité et la stabilité* exigent une interprétation constante des règles qui s'appuie rigoureusement sur les décisions antérieures et évite les écarts inconsidérés par rapport aux interprétations antérieures.

95. À titre d'observation préliminaire, il convient de noter que l'Organe d'appel tout comme les groupes spéciaux invoquent régulièrement des décisions antérieures – en particulier des décisions de l'Organe d'appel – dans leurs rapports, même s'ils ne traitent pas de la question de la valeur de ces rapports.

96. La question de la valeur des rapports adoptés a été traitée pour la première fois par l'Organe d'appel dans l'affaire *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques*, dans laquelle il a indiqué ce qui suit[83]:

> "**Les rapports de groupes spéciaux adoptés** sont une partie importante de l'"acquis" du GATT. Ils sont souvent examinés par les groupes spéciaux établis ultérieurement. Ils **suscitent chez les Membres de l'OMC des attentes légitimes et devraient donc être pris en compte lorsqu'ils ont un rapport avec un autre différend**. Mais ils n'ont aucune force obligatoire, sauf pour ce qui est du règlement du différend entre les parties en cause. En résumé, ni le caractère ni le statut juridique de ces rapports n'ont changé avec l'entrée en vigueur de l'*Accord sur l'OMC*." (pas de caractères gras dans l'original)

97. Dans l'affaire *États-Unis – Crevettes (article 21:5 – Malaisie)*, l'Organe d'appel a confirmé que la constatation qu'il avait formulée dans l'affaire *Japon – Boissons alcooliques* s'appliquait également aux rapports de l'Organe d'appel et a expliqué ce qui suit[84]:

---

[82] Article 17:6 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.
[83] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques II*, page 17.
[84] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes (article 21:5 – Malaisie)*, paragraphe 107.

> "Le raisonnement que nous avons suivi dans notre rapport concernant l'affaire *États-Unis – Crevettes*, sur lequel le Groupe spécial s'est fondé, ne constituait pas des opinions incidentes; il était essentiel pour notre décision. Le Groupe spécial a eu raison de l'utiliser et a eu raison de s'en prévaloir. Nous ne jugeons pas non plus surprenant que le Groupe spécial ait évoqué fréquemment notre rapport sur l'affaire *États-Unis – Crevettes*. En réalité, nous nous attendions à ce qu'il le fasse. Le Groupe spécial devait nécessairement prendre en compte nos vues à ce sujet, puisque nous avions infirmé certains aspects des constatations du Groupe spécial initial relatives à cette question et, chose plus importante, que nous avions donné des indications en matière d'interprétation destinées aux groupes spéciaux futurs, comme le Groupe spécial chargé de la présente affaire."

98. Ce qui précède étaye le point de vue selon lequel les groupes spéciaux devraient suivre la jurisprudence antérieure de l'Organe d'appel. Cela est encore plus important lorsque les questions soulevées sont les mêmes, comme l'a souligné l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les OCTG*. Dans cette affaire, les États-Unis avaient fait appel de la constatation du Groupe spécial voulant que le Sunset Policy Bulletin soit une mesure. En appel, ils ont contesté cette constatation, faisant valoir que le Groupe spécial avait fait erreur en concluant que le SPB était une mesure parce qu'une telle conclusion ne résultait pas d'"une évaluation objective" conforme à l'article 11 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, en ce sens que le Groupe spécial "n'[avait] pas expliqué pourquoi les constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, s'agissant du point de savoir si le SPB était une mesure, "seraient convaincantes compte tenu du dossier factuel en l'espèce"". L'Organe d'appel a constaté ce qui suit[85]:

> "S'agissant des arguments présentés par les États-Unis au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord, nous ne pensons pas, contrairement aux États-Unis, que le Groupe spécial n'a pas évalué objectivement si le SPB était une mesure. Selon nous, une telle évaluation constitue une qualification juridique et pas seulement factuelle et le Groupe spécial a correctement mené son analyse. Il s'est référé tout d'abord au SPB, qui constituait l'élément factuel nécessaire pour effectuer l'exercice de qualification juridique. Il était saisi exactement du même instrument que celui qui avait été examiné par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*; il était donc approprié que, pour déterminer si le SPB était une mesure, il s'appuie sur la conclusion de l'Organe d'appel dans cette affaire. **En fait, suivre les conclusions de l'Organe d'appel dans des différends précédents n'est pas seulement approprié, mais c'est ce que l'on attend des groupes spéciaux, <u>en particulier dans les cas où les questions sont les mêmes</u>**. Bien que le Groupe spécial se soit peut-être exprimé de façon concise, nous ne voyons dans son analyse aucune lacune qui pourrait justifier de décider qu'il a manqué à ses obligations au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord." (pas de caractères gras et non souligné dans l'original)

99. Dans cette affaire, l'Organe d'appel a donc clairement indiqué que les groupes spéciaux étaient liés par son analyse juridique. Cela est conforme au but visé par le système de règlement des différends qui est d'assurer *la sécurité et la prévisibilité* du système commercial multilatéral et à la tâche spécifique qui incombe à l'Organe d'appel, en tant qu'organe hiérarchiquement supérieur, qui statue uniquement sur des questions de droit et des interprétations du droit.

---

[85] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les OCTG*, paragraphe 188.

100. À cet égard, les Communautés européennes estiment qu'en conséquence, les groupes spéciaux devraient suivre les constatations de l'Organe d'appel dans la mesure où elles portent sur les mêmes questions de droit et interprétations du droit. Les groupes spéciaux ne devraient s'en écarter que s'ils ont des raisons et des arguments sérieux pour le faire.

5. Valeur de précédent des rapports de l'Organe d'appel concernant la réduction à zéro

101. Comme il est indiqué à la section III.A, la question de la réduction à zéro a été examinée et analysée à plusieurs reprises dans le cadre du système de règlement des différends de l'OMC. Des groupes spéciaux et l'Organe d'appel ont déjà examiné plusieurs aspects de la réduction à zéro dans des différends antérieurs. Dans le contexte de ces différends, il a souvent été fait référence à des constatations antérieures de l'Organe d'appel.

102. Par exemple, dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, l'Organe d'appel a expressément fait référence à ses rapports dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21:5)* pour justifier sa conclusion selon laquelle l'utilisation de la réduction à zéro dans la méthode de comparaison transaction par transaction dans le cadre des enquêtes initiales était incompatible avec l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping*[86]:

> "Nous ne voyons aucune raison de nous écarter du raisonnement suivi par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21:5 – Canada)*, qui est conforme à l'approche adoptée par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux V* antérieure et qui est compatible avec les disciplines fondamentales qui s'appliquent en vertu de l'*Accord antidumping* et de l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994, comme cela a été indiqué plus haut."

103. De même, dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, le Groupe spécial a noté que le calcul était identique sur les aspects pertinents à la méthode de réduction à zéro examinée par les groupes spéciaux et l'Organe d'appel dans les affaires *CE – Linge de lit* et *États-Unis – Bois de construction résineux V*. Il a indiqué qu'il avait examiné attentivement les arguments avancés par les États-Unis. Toutefois, il a noté que ces questions avaient déjà été examinées par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux V*. Il a fait observer que, bien que les décisions antérieures de l'Organe d'appel ne soient pas, à proprement parler, contraignantes pour les groupes spéciaux, il était évident que l'on s'attendait à ce qu'ils suivent ces décisions dans les affaires ultérieures qui portaient sur les questions que l'Organe d'appel avait expressément traitées et il a conclu ce qui suit: "nous ne pensons pas qu'il soit approprié que nous nous écartions de la conclusion de l'Organe d'appel selon laquelle lorsqu'une marge de dumping est calculée sur la base de moyennes multiples établies par type de modèle, la marge de dumping pour le produit en question doit refléter les résultats de toutes les comparaisons en ce sens, y compris les prix à l'exportation moyens pondérés qui sont supérieurs à la valeur normale pour les différents modèles".[87]

104. S'agissant de l'utilisation de la réduction à zéro selon les modèles dans les comparaisons moyenne pondérée à moyenne pondérée dans les enquêtes initiales, l'Organe d'appel a constaté qu'une telle pratique était incompatible avec l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping*, tout d'abord dans l'affaire *CE – Linge de lit*, puis dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux V*, et enfin dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*. Comme l'a noté le Groupe spécial chargé de l'affaire *États-Unis – Crevettes en provenance de l'Équateur*[88]:

---

[86] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 121.
[87] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 7.31.
[88] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Crevettes en provenance de l'Équateur*, paragraphe 7.40.

> "Nous notons en outre que l'Organe d'appel, dans son rapport sur l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, avait également fait référence à son raisonnement et à ses constatations dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux V*. Par conséquent, selon nous, **il y a désormais une série cohérente de rapports de l'Organe d'appel, depuis l'affaire *CE – Linge de lit* jusqu'à l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, dans lesquels il est établi que la "réduction à zéro" dans le cadre de la méthode moyenne pondérée à moyenne pondérée lors des enquêtes initiales (première méthode prévue à la première phrase de l'article 2.4.2) est incompatible avec l'article 2.4.2**." (pas de caractères gras dans l'original)

105. En ce qui concerne l'utilisation de la réduction à zéro simple dans les réexamens administratifs, l'Organe d'appel a également constaté dans deux affaires *(États-Unis – Réduction à zéro (CE)* et *États-Unis – Réduction à zéro (Japon))* qu'une telle pratique était incompatible avec l'*Accord antidumping*. Dans la seconde affaire, il s'est référé aux constatations antérieures qu'il avait formulées dans le différend *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*.[89]

106. En conséquence, les Communautés européennes estiment que, même si le principe du *stare decisis* ne s'applique pas dans le système de règlement des différends de l'OMC et si le Groupe spécial est donc autorisé à s'écarter des décisions antérieures concernant les questions de fond soulevées dans la présente procédure, il ne devrait pas s'écarter des décisions antérieures, en particulier compte tenu de ce qui suit:

- il s'agit de constatations de l'Organe d'appel, qui est hiérarchiquement supérieur et qui traite uniquement des questions de droit;

- ces constatations ont été répétées dans plusieurs affaires, de sorte qu'il existe maintenant une série cohérente d'interprétations; et

- plus particulièrement, dans la mesure où l'Organe d'appel a déjà examiné les arguments qui pourraient être avancés par le défendeur en l'espèce.

6. Conclusions

107. Les décisions de l'Organe d'appel doivent, de l'avis des Communautés européennes, être considérées comme faisant particulièrement autorité auprès des groupes spéciaux. Et cela en dépit du fait qu'il n'y a pas de doctrine formelle du *stare decisis* dans le système de règlement des différends de l'OMC et que, d'après l'article 17:14 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, les rapports de l'Organe d'appel ne lient que les parties au différend en cause.

108. Premièrement, les décisions de l'Organe d'appel devraient être dûment respectées par les groupes spéciaux et les parties à la procédure en tant qu'avis autorisé sur le droit. Deuxièmement, le système de "consensus négatif" utilisé pour l'adoption des rapports conduit nécessairement à accorder, en tout premier lieu, une grande importance à l'exactitude des décisions de l'Organe d'appel, puisque les mécanismes de correction des erreurs ne peuvent pas aisément être invoqués. Troisièmement, puisque l'Organe d'appel est l'organe hiérarchiquement supérieur chargé de se prononcer sur les questions de droit et les interprétations du droit, les groupes spéciaux devraient suivre ses décisions, qui constituent une interprétation du droit faisant autorité que le groupe spécial doit appliquer.

109. C'est pourquoi les Communautés européennes estiment que l'Organe d'appel a indiqué que les rapports des groupes spéciaux – tout comme les rapports adoptés de l'Organe d'appel – "suscit[aient]

[89] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 155.

chez les Membres de l'OMC des attentes légitimes et devraient donc être pris en compte lorsqu'ils [avaient] un rapport avec un autre différend".[90]

110. Compte tenu de ce qui précède, les Communautés européennes estiment qu'en l'espèce, le Groupe spécial ne devrait pas s'écarter des constatations des rapports antérieurs de l'Organe d'appel qui traitent clairement du même sujet (à savoir, l'utilisation de la réduction à zéro dans des procédures initiales, des procédures administratives et des procédures à l'extinction), qui donnent une interprétation constante des différentes dispositions en cause et qui concluent que la méthode de réduction à zéro, lorsque les résultats de la comparaison entre la valeur normale et le prix à l'exportation sont agrégés, est incompatible avec les règles de l'OMC.

C. MAINTIEN EN APPLICATION, DANS 18 MESURES ANTIDUMPING, DE DROITS ANTIDUMPING D'UN NIVEAU DÉPASSANT LA MARGE DE DUMPING QUI RÉSULTERAIT DE L'APPLICATION CORRECTE DE L'ACCORD ANTIDUMPING

1. La mesure en cause

111. Les Communautés européennes contestent, dans les 18 affaires antidumping spécifiques mentionnées dans l'annexe de la demande d'établissement d'un groupe spécial, l'application ou le maintien en application de droits antidumping qui ont été calculés et sont maintenus en place à la suite du réexamen administratif le plus récent ou, selon le cas, de la procédure initiale ou de la procédure de réexamen pour changement de circonstances ou de réexamen à l'extinction, à un niveau dépassant la marge de dumping qui résulterait de l'application correcte de l'*Accord antidumping*, à savoir sans réduction à zéro.

112. L'application ou le maintien en application de droits antidumping, comme il est exposé plus haut, est une mesure qui peut faire l'objet d'une évaluation de la conformité par le Groupe spécial. Dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, l'Organe d'appel a affirmé qu'en principe, tout acte ou omission imputable à un Membre de l'OMC pouvait être une "mesure" de ce Membre aux fins d'une procédure de règlement des différends à l'OMC, et que la notion de mesure au sens du Mémorandum d'accord englobait certains actes ou instruments indépendamment de leur application dans des cas spécifiques. L'Organe d'appel a qualifié ces actes ou instruments d'"actes établissant des règles ou des normes censées être appliquées de manière générale et prospective" et d'"instruments d'un Membre qui cont[enaient] des règles ou des normes". Le fait de ne pas autoriser des allégations à l'encontre d'instruments établissant des règles ou des normes incompatibles avec les obligations d'un Membre compromettrait l'objectif qui consiste à protéger la sécurité et la prévisibilité pour la réalisation des échanges futurs et aboutirait à une multiplicité de procédures. [91]

113. L'Organe d'appel a aussi souligné que l'article 17.3 de l'*Accord antidumping* ne contenait aucune prescription liminaire voulant que la mesure faisant l'objet d'une procédure de règlement des différends soit d'un certain type[92], et que l'expression "lois, réglementations et procédures administratives" figurant à l'article 18.4 de l'*Accord antidumping* impliquait que "tout le corps des règles, normes et critères d'application générale adoptés par les Membres en ce qui concerne la conduite des procédures antidumping" pouvaient être contestés en tant que tels dans le cadre du système de règlement des différends.[93]

---

[90] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, page 17.

[91] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 82.

[92] *Idem*, paragraphe 86.

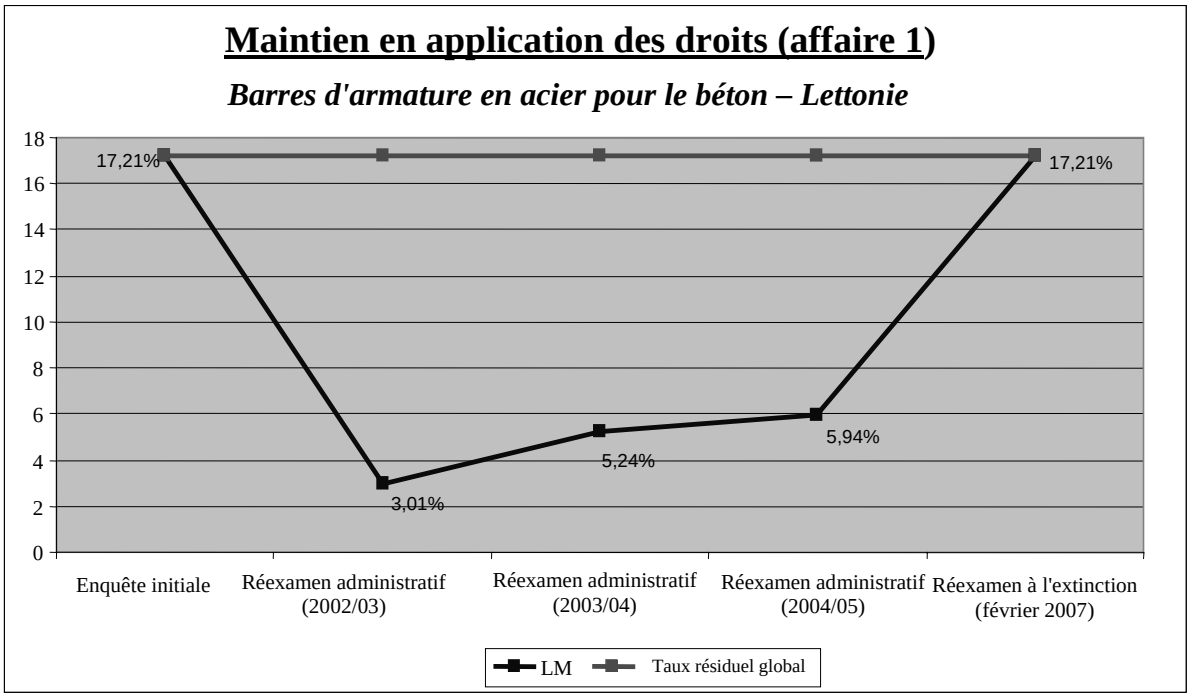
[93] *Idem*, paragraphe 87.

114. Une mesure peut exister lorsqu'il y a des éléments de preuve de l'existence d'une règle ou norme générale d'application prospective, comme quand il y a une pratique constante qui peut uniquement être expliquée par l'existence d'une règle générale qui est appliquée. Dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, l'Organe d'appel a confirmé que les "procédures de réduction à zéro" dans le cadre des différentes méthodes de comparaison, et aux différentes étapes des procédures antidumping, ne correspondaient pas à des règles ou normes distinctes mais étaient simplement des *formes différentes d'une règle ou norme unique*.[94]

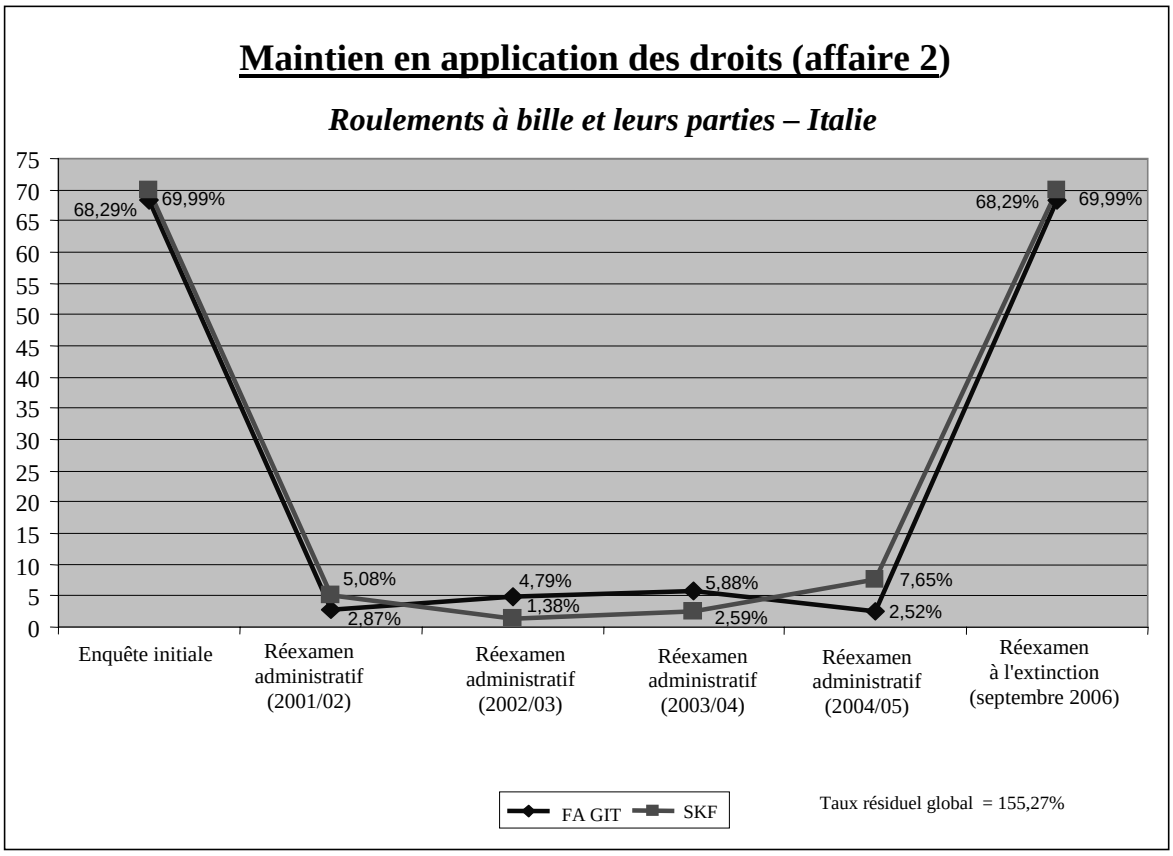
115. Les Communautés européennes ne contestent donc pas la méthode de réduction à zéro "en tant que telle" puisque l'incompatibilité avec les règles de l'OMC d'une telle pratique a déjà été établie dans des différends antérieurs, en particulier *États-Unis – Réduction à zéro (CE)* et *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*. Par contre, elles contestent l'utilisation de la méthode de réduction à zéro dans 18 mesures antidumping spécifiques, en d'autres termes, en ce qui concerne 18 produits spécifiques originaires d'un État membre des CE spécifique. À cet égard, elles estiment qu'en plus des violations des dispositions pertinentes de l'*Accord antidumping* et du GATT de 1994 résultant de l'utilisation de la réduction à zéro dans les procédures de réexamen administratif et de réexamen à l'extinction spécifiques, l'application (depuis l'ordonnance antidumping initiale) et le maintien en application par les États-Unis de droits antidumping dans les affaires figurant dans l'annexe de la demande d'établissement d'un groupe spécial à un niveau dépassant une marge de dumping compatible avec les règles de l'OMC constituent également une mesure adoptée par les États-Unis, qui est elle aussi incompatible avec l'*Accord antidumping* et le GATT de 1994.

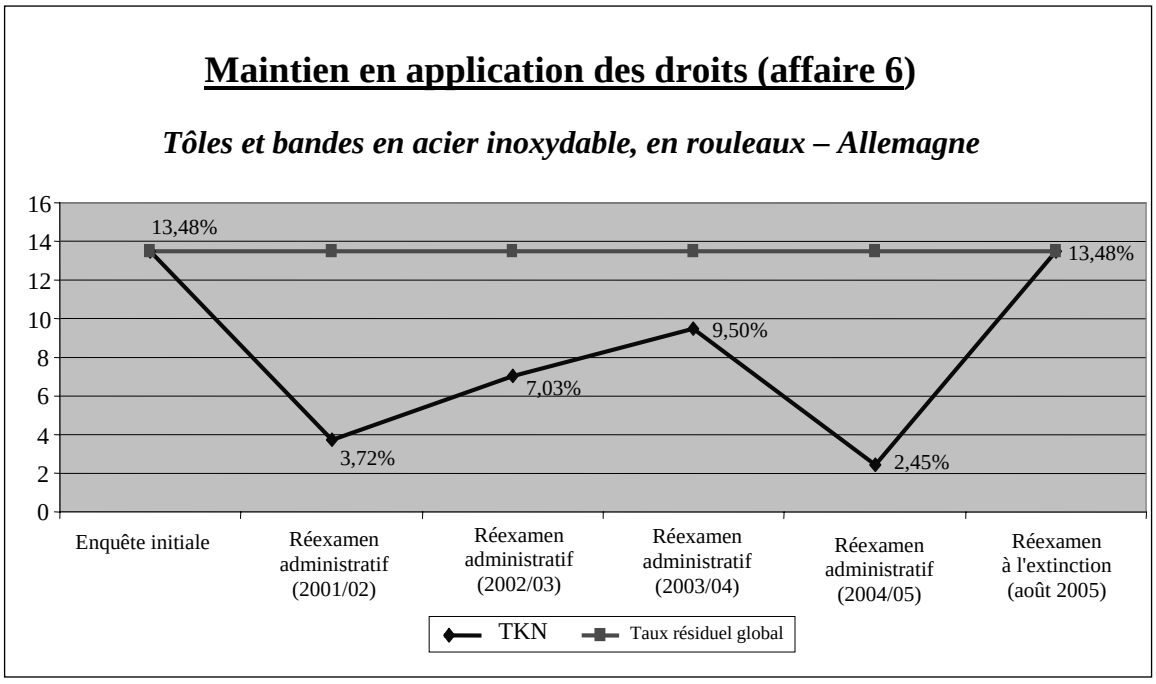
116. Les diagrammes ci-après serviront à illustrer la position des Communautés européennes à cet égard. Dans l'**affaire 1** figurant dans l'annexe de la demande d'établissement d'un groupe spécial, on peut observer que les États-Unis ont d'abord établi une marge de dumping dans l'enquête initiale (17,21 pour cent) d'une manière incompatible avec les règles de l'OMC, à savoir en appliquant la réduction à zéro selon les modèles. Les importations du produit visé faisaient l'objet de garanties (par exemple, des dépôts en espèces) dès la date de publication de l'ordonnance antidumping. Puis, dans le cadre d'une procédure de réexamen administratif ultérieure, une société a demandé que ses droits soient réexaminés. Pour chacun d'entre eux, les États-Unis ont calculé la marge de dumping en appliquant une autre méthode jugée incompatible avec les règles de l'OMC, à savoir la réduction à zéro simple. Cela signifie que les États-Unis ont rétrospectivement recouvré un montant de droits incorrect et ont établi une nouvelle marge par exportateur faisant l'objet de garanties au moment de l'importation, en ce qui concerne cette société, pour l'année suivante. Cinq ans après, dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, les États-Unis ont considéré qu'il était probable que le dumping se reproduirait dans le futur et ont établi le nouveau niveau de la marge de dumping au taux imposé dans l'enquête initiale. Là encore, les États-Unis ont imposé des droits d'une manière et à des niveaux contraires aux règles de l'OMC.

[94] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 88.



117. On peut observer le même effet dans toutes les affaires mentionnées dans l'annexe de la demande d'établissement d'un groupe spécial. Par souci de simplicité, les Communautés européennes feront référence aux affaires 2 et 6 pour illustrer le même effet.





118. Comme on peut le voir, les Communautés européennes contestent l'adoption de droits antidumping en ce qui concerne les 18 mesures mentionnées dans l'annexe de la demande d'établissement d'un groupe spécial dès lors que les niveaux de droit établis initialement et les niveaux établis lors de réexamens ultérieurs sont incompatibles avec les règles de l'OMC, en raison de l'utilisation de la réduction à zéro par les États-Unis.

119. Par conséquent, les Communautés européennes estiment que les 18 mesures présentées au Groupe spécial sont les taux de droit appliqués dans les 18 procédures antidumping visées. Puisque les marges de dumping ont été établies dans le cadre de procédures initiales et de leurs réexamens ultérieurs à l'aide d'une méthode de comparaison ayant déjà été jugée incompatible "en tant que telle" et "telle qu'appliquée" avec l'*Accord antidumping* et le GATT de 1994 par l'Organe d'appel, les Communautés européennes estiment que les États-Unis ont enfreint plusieurs dispositions de l'*Accord antidumping* et du GATT de 1994.

2. Violation des articles 2.4, 2.4.2, 9.3, 11.1 et 11.3 de l'Accord antidumping et de l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994

120. Les Communautés européennes estiment que le maintien en application de mesures antidumping dans les 18 mesures mentionnées dans l'annexe de la demande d'établissement d'un groupe spécial, dès lors que de tels droits ont été calculés au moyen de la réduction à zéro, sont incompatibles avec les articles 2.4, 2.4.2, 9.3, 11.1 et 11.3 de l'*Accord antidumping* et avec l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994.

121. Par souci de concision, les Communautés européennes ne vont pas répéter ici les arguments concernant ces violations, puisqu'ils sont identiques à ceux qu'elles présentent dans la section III.D ci-après. Par conséquent, elles renvoient le Groupe spécial à la section en question, qui étaye cette allégation, les arguments qui y figurent s'appliquant également aux présentes mesures et allégations.

3. Violation de l'article XVI:4 de l'Accord établissant l'OMC

122. Outre les dispositions pertinentes de l'*Accord antidumping* et du GATT de 1994, les Communautés européennes estiment qu'en maintenant en application des droits antidumping calculés à l'aide de la réduction à zéro dans les 18 mesures figurant dans l'annexe de la demande d'établissement d'un groupe spécial, les États-Unis ont également enfreint en violation de l'article XVI:4 de l'Accord établissant l'OMC (Accord sur l'OMC).

123. Les Communautés européennes notent qu'en temps normal, la détermination de l'existence d'une infraction à une disposition d'un Accord de l'OMC visé entraîne automatiquement une violation de l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC. Cette disposition est libellée comme suit:

> "Chaque Membre assurera la conformité de ses lois, réglementations et procédures administratives avec ses obligations telles qu'elles sont énoncées dans les Accords figurant en annexe."

124. Comme l'a dit le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *États-Unis – Loi de 1916 (Japon)*:

> "[S]'il y a violation d'une disposition d'un "Accord figurant en annexe", il y a immédiatement une violation de l'article XVI:4. Le GATT de 1994 est l'un des "Accords figurant en annexe" au sens de l'article XVI:4. Comme nous avons constaté qu'il y avait eu violation des dispositions de l'article VI du GATT de 1994, nous concluons qu'en violant ces dispositions, les États-Unis violent l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC."[95]

125. De même, le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *États-Unis – Loi de 1916 (CE)* a constaté ce qui suit:

> "Si l'article XVI:4 a un sens, c'est que lorsqu'une loi, une réglementation ou une procédure administrative d'un Membre a été jugée incompatible avec les obligations incombant à ce Membre dans le cadre de l'OMC en vertu de l'un quelconque des accords annexés à l'Accord instituant l'OMC, ce Membre manque aussi à ses obligations au titre de l'article XVI:4."[96]

126. Puisque l'utilisation de la réduction à zéro selon les modèles et la réduction à zéro simple dans les procédures d'enquête initiale, de réexamen administratif et de réexamen à l'extinction constitue une violation des articles 2.4, 2.4.2, 9.3, 11.1 et 11.3 de l'*Accord antidumping* et de l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994, il s'ensuit que les États-Unis n'ont pas assuré la conformité de leurs lois, réglementations et procédures administratives avec les obligations établies dans ces accords de l'OMC. À cet égard, les Communautés européennes estiment que les États-Unis ont agi en violation de l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC.

127. De plus, les Communautés européennes allèguent que les États-Unis ont agi en violation de l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC dès lors que cette disposition établit également une obligation claire pour tous les Membres de l'OMC d'assurer la conformité de leurs lois, réglementations et procédures administratives existantes avec les obligations énoncées dans les accords visés.[97] Cette

---

[95] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Loi de 1916 (Japon)*, paragraphe 6.287.

[96] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Loi de 1916 (CE)*, paragraphe 6.223.

[97] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Sardines*, paragraphe 213. Une obligation similaire est prévue à l'article 18.4 de l'*Accord antidumping*: "Chaque Membre prendra toutes les mesures nécessaires, de caractère général ou particulier, pour assurer, au plus tard à la date où l'Accord sur l'OMC entrera en vigueur pour lui, la conformité de ses lois, réglementations et procédures administratives avec les dispositions du présent accord, dans la mesure où elles pourront s'appliquer au Membre en question."

obligation devient plus évidente dans les affaires dans lesquelles un rapport de l'ORD adopté a conclu qu'une loi, réglementation ou pratique administrative spécifique, en tant que telle et telle qu'appliquée dans de nombreuses affaires, était contraire à plusieurs dispositions de l'*Accord antidumping* et du GATT de 1994.

128. À cet égard, les Communautés européennes estiment que les constatations de l'Organe d'appel adoptées par l'ORD dans une affaire spécifique créent une obligation internationale indépendante dont la partie perdante de l'affaire en question doit s'acquitter. Comme l'a noté John H. Jackson, "un rapport de règlement des différends adopté impose au Membre en question l'obligation juridique internationale de modifier sa pratique pour la rendre conforme aux règles de l'Accord sur l'OMC et de ses annexes". D'après M. Jackson, l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC "peut servir de fondement important à l'idée selon laquelle le résultat de la procédure de règlement des différends est d'établir l'obligation juridique internationale de se conformer aux résultats … et demandes ... de ladite procédure".[98]

129. L'objectif consistant à protéger *la sécurité et la prévisibilité* nécessaires à la conduite des échanges futurs serait compromis si les instruments fixant les règles ou normes incompatibles avec les obligations d'un Membre restaient en vigueur en dépit des constatations d'un rapport de l'ORD adopté faisant état de leur incompatibilité avec les règles de l'OMC. Cela aboutirait également à une multiplicité de procédures interminables. Ainsi, le fait d'admettre des allégations concernant des mesures qui résultent de l'application d'instruments ou de normes dont il a été constaté qu'ils étaient, en tant que tels, incompatibles avec les règles de l'OMC, sert à éviter de futurs différends en permettant l'élimination de l'origine d'un comportement incompatible avec les règles de l'OMC.

130. De plus, dans le cas où des Membres ne tiennent pas compte d'une décision claire et refusent de modifier leurs lois ou pratiques, on peut faire valoir qu'il y aurait manquement au devoir d'agir *de bonne foi*. Le principe de la bonne foi veut qu'une partie à un traité s'abstienne d'agir d'une manière qui réduirait à néant l'objet et le but du traité dans son ensemble ou de l'une de ses dispositions.[99]

131. Les procédures de réduction à zéro invariablement utilisées par l'USDOC dans les procédures d'enquête initiale, de réexamen administratif et de réexamen à l'extinction mentionnées dans l'annexe de la demande d'établissement d'un groupe spécial constituent un manquement aux obligations énoncées dans diverses dispositions des Accords de l'OMC. Telle a été la conclusion des rapports adoptés par l'ORD le 9 mai 2006 dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (CE)* et le 23 janvier 2007 dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*. Les Communautés européennes considèrent que, tout au moins à compter de la date d'adoption du premier rapport de l'Organe d'appel indiquant que les procédures de réduction à zéro étaient incompatibles avec les règles de l'OMC, il est apparu clairement que les États-Unis étaient obligés de se conformer à la recommandation prescrivant de "rend[re la mesure] conforme" à leurs obligations dans le futur. La plupart des affaires mentionnées dans l'annexe de la demande d'établissement d'un groupe spécial, en ce qui concerne la dernière détermination de l'existence d'une marge de dumping ayant abouti à l'imposition des droits antidumping actuels, sont ultérieures à cette date et ne tiennent donc pas compte de l'obligation établie dans les rapports de l'ORD adoptés.

132. Par conséquent, les Communautés européennes estiment qu'en maintenant et en appliquant les procédures de réduction à zéro selon les modèles et de réduction à zéro simple, qui sont des procédures administratives non conformes à diverses dispositions de l'*Accord antidumping* et du GATT de 1994, les États-Unis n'ont pas pris toutes les mesures nécessaires pour faire en sorte de

[98] John H. Jackson, "International Law Status of WTO Dispute Settlement Reports: Obligation to Comply or Option to "Buy Out", 98 *American Journal of International Law* 109 (2004), pièce EC-25.

[99] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Amendement Byrd*, paragraphe 7.64.

respecter leurs obligations dans le cadre de l'OMC. En conséquence, les États-Unis manquent également à leur obligation au titre de l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC.

4. Conclusions

133. Compte tenu de ce qui précède, les Communautés européennes estiment que les États-Unis ne se sont pas conformés à leurs obligations conformément aux articles 2.4, 2.4.2, 9.3, 11.1 et 11.3 de l'*Accord antidumping*, à l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994, ainsi qu'à l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC, en utilisant la réduction à zéro pour calculer les marges de dumping dans les procédures initiales et leurs procédures de réexamen ultérieures mentionnées dans l'annexe de la demande d'établissement d'un groupe spécial.

D. LA MÉTHODE DE RÉDUCTION À ZÉRO TELLE QU'ELLE EST APPLIQUÉE DANS 52 PROCÉDURES ANTIDUMPING, Y COMPRIS LES ENQUÊTES INITIALES, LES PROCÉDURES DE RÉEXAMEN ADMINISTRATIF ET LES PROCÉDURES DE RÉEXAMEN À L'EXTINCTION

134. Les Communautés européennes estiment également que les quatre enquêtes initiales, les 37 procédures de réexamen administratif et les onze procédures de réexamen à l'extinction couvrant les 18 mesures antidumping visées sont incompatibles avec les articles 2.1, 2.4, 2.4.2, 9.3, 11.1, 11.2 et 11.3 de l'*Accord antidumping* et avec l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994. En effet, comme les Communautés européennes le montreront ci-après, les États-Unis ont utilisé la réduction à zéro selon les modèles ou la réduction simple pour calculer les marges de dumping dans ces affaires. Les Communautés européennes examineront d'abord les allégations concernant les enquêtes initiales visées, puis passeront aux arguments concernant les procédures de réexamen administratif et de réexamen à l'extinction.

1. Enquêtes initiales

135. Les Communautés européennes considèrent que les États-Unis ne se sont pas conformés à leurs obligations au titre de l'*Accord antidumping* et du GATT de 1994 en ce qui concerne les déterminations établies dans les enquêtes initiales figurant dans l'annexe de la demande d'établissement d'un groupe spécial (affaires XV à XVIII). Elles décriront ci-après les principaux faits et constatations établis par les États-Unis dans l'**affaire XV** *Carboxy-méthyl cellulose purifiée – Pays-Bas (A-421-811), n° 50* (pièce EC-26), et les violations de l'*Accord antidumping* et du GATT qui en résultent. Par souci de simplicité, elles ne répéteront pas les mêmes arguments en ce qui concerne les trois autres enquêtes initiales. Au lieu de cela, elles indiqueront les sections pertinentes de la détermination de l'USDOC qui témoignent de l'utilisation de la réduction à zéro selon les modèles dans les autres affaires.

1.1 Carboxy-méthyl cellulose purifiée – Pays-Bas (A-421-811)

a) La mesure en cause

136. Dans l'"Avis d'ordonnances en matière de droits antidumping" publié au Registre fédéral[100], des marges de dumping de 14,88 pour cent (Noviant B.V.), de 13,39 pour cent (Akzo Nobel) et de 14,57 pour cent (autres) ont été calculées en ce qui concerne la période couverte par l'enquête allant du 1er avril 2003 au 31 mars 2004 et le produit visé.

[100] Pièce EC-26, Appendice I, pages 28277 et 39735.

137. L'application du programme type et donc de la réduction à zéro à *Noviant BV* apparaît comme suit dans le programme[101]:

```
PROC MEANS NOPRINT DATA = MARGIN;
   WHERE EMARGIN GT 0;
   VAR EMARGIN QTYU VALUE;
   OUTPUT OUT = ALLPUDD  (DROP = _FREQ_ _TYPE_)
      SUM = TOTPUDD MARGQTY MARGVAL;
RUN;
```

138. L'application de la réduction à zéro apparaît également comme suit dans le fichier journal du programme[102]:

```
6934
6935  PROC MEANS NOPRINT DATA = MARGIN;
6936    WHERE EMARGIN GT 0;
6937    VAR EMARGIN QTYU VALUE;
6938    OUTPUT OUT = ALLPUDD  (DROP = _FREQ_ _TYPE_)
6939           SUM = TOTPUDD MARGQTY MARGVAL;
6940  RUN;

NOTE:  There were 243 observations read from the data set WORK.MARGIN.
     WHERE EMARGIN>0;
NOTE:  The data set WORK.ALLPUDD has 1 observations and 3 variables.
NOTE:  PROCEDURE MEANS used (Total process time):
     real time          0.01 seconds
     cpu time           0.02 seconds
```

139. Les tableaux pertinents contenant les calculs concernant *Noviant BV* montrent que la réduction à zéro a été utilisée dans cette affaire.[103] En effet, on trouve à la page 22 le pourcentage de la valeur avec des marges de dumping (63,3199) et le pourcentage de la quantité avec des marges de dumping (69,1105). Ainsi, pour les transactions restantes, aucun dumping n'a été constaté et aucune compensation n'a été accordée. Le taux du droit antidumping définitif calculé à l'aide de la réduction à zéro était de 14,8815.

140. Les tableaux contenant les calculs concernant *Noviant BV* effectués sans réduction à zéro montrent qu'avec les mêmes données, la marge antidumping finale aurait été de 12,1508 (c'est-à-dire en prenant 100 pour cent des transactions et en compensant les marges positives et négatives constatées).[104]

141. Par conséquent, dans cette affaire, pour déterminer les droits antidumping à imposer à la suite de la procédure d'enquête initiale, l'USDOC a calculé les marges de dumping en utilisant une comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée qui incluait les procédures types de réduction à zéro selon les modèles. Lors de l'agrégation des résultats des comparaisons par transaction multiples pour obtenir la marge de dumping moyenne pondérée globale, seules les comparaisons pour lesquelles il y avait des résultats positifs ont été prises en compte. En d'autres termes, l'USDOC a écarté toutes

[101] Pièce EC-26, Appendice III, page 31 du code du programme, Calculate overall margin (calculer la marge globale).
[102] Pièce EC-26, Appendice IV, page 56 du fichier journal du programme, Calculate overall margin (calculer la marge globale).
[103] Pièce EC-26, Appendice V.
[104] Pièce EC-26, Appendice V, page 23.

les comparaisons avec une valeur négative. De ce fait, le montant total du dumping a été gonflé d'un montant égal aux valeurs négatives exclues. Sans réduction à zéro, les résultats de ces calculs auraient été inférieurs.

b) Violation de l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping*

142. Les Communautés européennes estiment que la méthode de "réduction à zéro selon les modèles" utilisée par les États-Unis dans cette affaire n'est pas conforme aux obligations de ces derniers énoncées à l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping*.

143. Comme il est indiqué à la section III.A, plusieurs groupes spéciaux et l'Organe d'appel ont à diverses reprises constaté que l'utilisation de la "réduction à zéro selon les modèles" dans les enquêtes initiales était incompatible avec l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping*.[105] En particulier, dans une affaire récente, à savoir *États-Unis – Mesure antidumping visant les crevettes en provenance de l'Équateur*, le Groupe spécial, après avoir expliqué le raisonnement de l'Organe d'appel sur ce point dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux V*, a affirmé ce qui suit:

> Nous notons en outre que l'Organe d'appel, dans son rapport sur l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, avait également fait référence à son raisonnement et à ses constatations dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux V*. Par conséquent, selon nous, **il y a désormais une série cohérente de rapports de l'Organe d'appel**, depuis l'affaire *CE – Linge de lit* jusqu'à l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, **dans lesquels il est établi que la "réduction à zéro" dans le cadre de la méthode moyenne pondérée à moyenne pondérée lors des enquêtes initiales (première méthode prévue à la première phrase de l'article 2.4.2) est incompatible avec l'article 2.4.2**.[106] (pas de caractères gras dans l'original)

144. Les Communautés européennes estiment qu'en l'espèce, suivant les constatations formulées par l'Organe d'appel dans les différends susmentionnés, le Groupe spécial devrait conclure, sur les mêmes bases, que la réduction à zéro dans le cadre de la méthode moyenne pondérée à moyenne pondérée lors des enquêtes initiales est incompatible avec l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping*.

145. Les Communautés européennes notent également que les États-Unis n'ont pas contesté l'allégation d'incompatibilité avec l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping* devant l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, ni devant les groupes spéciaux chargés des affaires *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)* et *États-Unis – Réduction à zéro (Équateur)*. En fait, l'USDOC a publié un avis dans lequel il indiquait son intention d'éliminer l'utilisation de la réduction à zéro dans les enquêtes initiales lorsque les comparaisons sont effectuées moyenne à moyenne.[107]

---

[105] Voir le rapport du Groupe spécial *CE – Linge de lit*, paragraphe 6.119; le rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit*, paragraphe 66; le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphe 7.224; le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphe 117; le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 7.32; et le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Crevettes en provenance de l'Équateur*, paragraphe 7.43.

[106] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Crevettes (Équateur)*, paragraphe 7.40.

[107] Voir *Antidumping Proceedings: Calculation of the Weighted-Average Dumping Margin During an Antidumping Investigation*, 71 FR 77722 (USDOC) (27 décembre 2006) (modification finale), où l'USDOC indique qu'il "modifie [sa] méthode dans les enquêtes antidumping" pour "ne plus faire de comparaisons moyenne à moyenne dans les enquêtes sans accorder de compensation pour les comparaisons ne faisant pas apparaître un dumping". Voir également *Antidumping Proceedings: Calculation of the Weighted-Average Dumping Margins in Antidumping Investigations*, 72 FR 3783 (USDOC) (26 janvier 2007), où il est indiqué que la date effective de mise en œuvre de cette modification était le 22 février 2007. De plus, le 9 avril 2007, les États-Unis ont publiquement annoncé qu'ils mettaient en œuvre la décision rendue par le Groupe spécial de

146. Indépendamment de cela, par souci d'exhaustivité, les arguments étayant l'allégation selon laquelle les États-Unis ne se sont pas conformés à l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping* lorsqu'ils ont utilisé la "réduction à zéro selon les modèles" dans les enquêtes initiales sont expliqués et détaillés ci-après.

i) Le "dumping" et les "marges de dumping" sont déterminés en ce qui concerne un produit dans son ensemble

147. L'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping* prévoit ce qui suit:

> Sous réserve des dispositions régissant la comparaison équitable énoncées au paragraphe 4, l'existence de **marges de dumping** pendant la phase d'enquête sera normalement établie sur la base d'une comparaison entre une valeur normale moyenne pondérée et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables, ou par comparaison entre la valeur normale et les prix à l'exportation transaction par transaction. Une valeur normale établie sur la base d'une moyenne pondérée pourra être comparée aux prix de transactions à l'exportation prises individuellement si les autorités constatent que, d'après leur configuration, les prix à l'exportation diffèrent notablement entre différents acheteurs, régions ou périodes, et si une explication est donnée quant à la raison pour laquelle il n'est pas possible de prendre dûment en compte de telles différences en utilisant les méthodes de comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée ou transaction par transaction. (pas de caractères gras dans l'original)

148. L'article 2.1 de l'*Accord antidumping* prévoit ce qui suit:

> Aux fins du présent accord, **un produit** doit être considéré comme faisant l'objet d'un **dumping**, c'est-à-dire comme étant introduit sur le marché d'un autre pays à un prix inférieur à sa valeur normale, si le prix à l'exportation de **ce produit**, lorsqu'il est exporté d'un pays vers un autre, est inférieur au prix comparable pratiqué au cours d'opérations commerciales normales pour **le produit similaire** destiné à la consommation dans le pays exportateur. (pas de caractères gras dans l'original)

149. Cette définition reprend la définition du "dumping" qui est donnée à l'article VI:1 du GATT de 1994.[108] Donc, il ressort clairement de l'article 2.1 que le "dumping" est déterminé par rapport à un produit spécifique tel qu'il est défini par l'autorité chargée de l'enquête. Comme l'a noté l'Organe d'appel, l'article 2.1 de l'*Accord antidumping* indique "clairement (…) que le dumping est défini par rapport à un produit dans son ensemble", et non par rapport à "un type, un modèle ou une catégorie" de produits.[109] Étant donné que l'article 2.1 s'applique à l'ensemble de l'*Accord antidumping* (puisqu'il indique clairement que la définition qui y est énoncée l'est "[a]ux fins du présent accord"), il s'applique également à l'article 2.4.2 et les "marges de dumping" au titre de l'article 2.4.2 doivent donc également être établies pour le produit dans son ensemble.[110]

150. Par conséquent, il découle de l'article VI:1 du GATT de 1994 et de l'article 2.1 et 2.4.2 de l'*Accord antidumping* qu'un "dumping" et une "marge de dumping" peuvent uniquement exister en ce

---

l'OMC chargé de l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (CE)* en ce qui concernait 12 déterminations initiales contestées dans cette affaire (pièce EC-27).

[108] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphe 92.

[109] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphe 93; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 126.

[110] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphes 93 et 96.

qui concerne le produit dans son ensemble et non en ce qui concerne une catégorie, un type ou un modèle de ce produit.

151. D'autres dispositions de l'*Accord antidumping* fournissent également des éléments contextuels à l'appui de cette conclusion. Tout d'abord, l'article VI:2 du GATT de 1994 prévoit qu'"[e]n vue de neutraliser ou d'empêcher le dumping, toute partie contractante pourra percevoir sur tout produit faisant l'objet d'un dumping un droit antidumping dont le montant ne sera pas supérieur à la marge de dumping afférente à ce produit". Ensuite, l'article 9.2 de l'*Accord antidumping* fait également référence à l'imposition d'un droit antidumping en ce qui concerne *un produit*. Enfin, l'article 6.10 de l'*Accord antidumping* indique aussi qu'"[e]n règle générale, les autorités détermineront une marge de dumping individuelle pour chaque exportateur connu ou producteur concerné *du produit visé par l'enquête*". Ainsi, à la lumière de ces dispositions, il est clair que le "dumping" et les "marges de dumping" peuvent uniquement être définis en ce qui concerne un produit et non en ce qui concerne une catégorie, un modèle ou un type de ce produit.

152. La nécessité de déterminer des marges de dumping pour le produit dans son ensemble n'empêche pas, toutefois, les autorités chargées de l'enquête de calculer des résultats intermédiaires en ce qui concerne différents groupes de calcul de la moyenne. En d'autres termes, les autorités chargées de l'enquête sont autorisées à calculer une marge de dumping sur la base de "comparaisons multiples" pour des subdivisions du produit.[111] Toutefois, les résultats de ces comparaisons multiples au niveau des sous-groupes ne constituent pas des "marges de dumping" au sens de l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping*, mais correspondent uniquement à des calculs intermédiaires.[112] Ce n'est que sur la base de l'agrégation de toutes ces valeurs intermédiaires que l'autorité chargée de l'enquête peut établir une marge de dumping pour le produit visé par l'enquête dans son ensemble.[113]

153. Comme l'Organe d'appel l'a souligné dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux V*, cette analyse n'est pas compromise par l'utilisation du pluriel "marges de dumping" à l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping*. En effet, conformément à l'article 6.10 de l'*Accord antidumping*, qui prévoit qu'en règle générale, les autorités détermineront une marge de dumping individuelle pour chaque exportateur connu ou producteur concerné du produit visé par l'enquête, dès lors qu'il y a plus d'un producteur ou d'un exportateur dans une enquête, il devrait y avoir plusieurs marges de dumping. De même, rien n'empêche les autorités chargées de l'enquête d'enquêter sur plus d'un pays dans le cadre d'une procédure unique.[114] Pour ces raisons, une procédure unique peut aboutir à plus d'une marge de dumping. Ainsi, le pluriel utilisé à l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne les marges de dumping a une explication logique, indépendamment du fait que les autorités chargées de l'enquête choisissent de calculer le dumping sur la base des groupes de calcul de la moyenne.

154. De même, cette analyse n'est pas compromise par l'emploi du mot "comparables" à l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping*. À partir du moment où les autorités chargées de l'enquête définissent le produit visé par l'enquête et considèrent qu'il est suffisamment comparable pour justifier le calcul d'une marge de dumping unique et l'imposition d'un droit unique, elles ne sont pas en droit de décider que certains modèles, à savoir ceux dont le "prix à l'exportation" dépassait la "valeur normale", ont cessé d'être comparables.

---

[111] *Idem*, paragraphe 97.

[112] *Idem*

[113] *Idem*, paragraphes 93 et 99: "Nous ne voyons rien qui justifie, au titre de l'*Accord antidumping*, de traiter les mêmes transactions relevant des sous-groupes comme "ne faisant pas l'objet d'un dumping" à une fin et comme "faisant l'objet d'un dumping" à d'autres fins."

[114] Articles 3.3 a) et 6.10 de l'*Accord antidumping.*

155. En conséquence, lorsqu'il s'agit de déterminer l'existence d'un dumping et de calculer la marge de dumping pour le produit dans son ensemble, l'article 2.1 et 2.4.2 de l'*Accord antidumping*, conjointement avec l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994, interdisent à un Membre d'écarter les résultats de toute comparaison multiple effectuée par les autorités. Comme il est expliqué ci-dessous, dans le cas d'espèce, les États-Unis ne se sont pas conformés à ces prescriptions.

ii) Les États-Unis n'ont pas établi la marge de dumping en ce qui concerne le produit visé dans son ensemble

156. En l'espèce, les États-Unis ont défini le produit comme suit: "Toutes les carboxy-méthyl celluloses (CMC) purifiées, parfois aussi appelées CMC de sodium purifiées, celluloses polyanioniques ou gommes de cellulose, sous forme de poudre blanche ou blanc cassé, non toxique, inodore et biodégradable, contenant de la CMC de sodium qui a été raffinée et purifiée jusqu'à obtention d'une teneur minimum de 90 pour cent. La CMC purifiée n'inclut pas la CMC non purifiée ou brute, les suspensions polymères fluidifiées de CMC ni la CMC réticulée par traitement thermique. La CMC purifiée est une CMC qui a subi une ou plusieurs opérations de purification qui, au minimum, ramènent la part de sel ou d'autres produits qui reste dans le produit en question à moins de 10 pour cent. La marchandise visée par cette enquête est classée dans le Tarif douanier harmonisé des États-Unis (TDHEU) sous la sous-position 3912.31.00." Les États-Unis ont ensuite décidé de faire des "groupes de calcul de la moyenne" aux fins de la détermination du dumping et du calcul des marges de dumping pour chaque exportateur. Les Communautés européennes estiment que, même si les États-Unis étaient autorisés à calculer le dumping sur la base de comparaisons multiples au niveau des sous-groupes, ils ne pouvaient pas le faire en contrevenant aux prescriptions de l'article 2.4.2, qui demandent que les marges de dumping soient déterminées pour le produit dans son ensemble.

157. Lorsqu'ils ont combiné les résultats intermédiaires calculés pour chaque groupe de calcul de la moyenne, afin de calculer la marge de dumping du produit visé par l'enquête, les États-Unis n'ont pas tenu compte des groupes de calcul de la moyenne pour lesquels le prix à l'exportation dépassait la valeur normale, gonflant ainsi la marge de dumping globale pour le produit visé.[115]

158. Pour ces raisons, les Communautés européennes considèrent qu'une fois que les États-Unis ont défini le produit visé par la procédure antidumping, ils ne pouvaient pas réduire à zéro les résultats intermédiaires négatifs calculés pour certains groupes de calcul de la moyenne. Ce procédé est incompatible avec l'obligation découlant de l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping*.

c) Violation de l'article 2.4 de l'Accord antidumping

159. Les Communautés européennes estiment également que les États-Unis n'ont pas respecté le principe fondamental de la *comparaison équitable* consacré par l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* lorsqu'ils ont appliqué la réduction à zéro selon les modèles dans le cas d'espèce.

i) "Comparaison équitable": une obligation indépendante et primordiale

160. Conformément à l'article 2.1 de l'*Accord antidumping*, afin de déterminer s'il y a eu un dumping en ce qui concerne un produit donné, une comparaison doit être faite entre la valeur normale et le prix à l'exportation de ce produit. L'article 2.4 de l'*Accord antidumping* précise comment cette comparaison doit être faite. Il prévoit ce qui suit:

> Il sera procédé à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale. Elle sera faite au même niveau commercial, qui sera normalement le stade

[115] Voir la pièce EC-26, Appendice IV (fichier journal utilisé dans cette affaire contenant la ligne de réduction à zéro – WHERE EMARGIN GT 0).

> sortie usine, et pour des ventes effectuées à des dates aussi voisines que possible. Il sera dûment tenu compte dans chaque cas, selon ses particularités, des différences affectant la comparabilité des prix, y compris des différences dans les conditions de vente, dans la taxation, dans les niveaux commerciaux, dans les quantités et les caractéristiques physiques, et de toutes les autres différences dont il est aussi démontré qu'elles affectent la comparabilité des prix. Dans les cas visés au paragraphe 3, il devrait être tenu compte également des frais, droits et taxes compris, intervenus entre l'importation et la revente, ainsi que des bénéfices. Si, dans ces cas, la comparabilité des prix a été affectée, les autorités établiront la valeur normale à un niveau commercial équivalant au niveau commercial du prix à l'exportation construit, ou tiendront dûment compte des éléments que le présent paragraphe permet de prendre en considération. Les autorités indiqueront aux parties en question quels renseignements sont nécessaires pour assurer une comparaison équitable, et la charge de la preuve qu'elles imposeront à ces parties ne sera pas déraisonnable.

161. Ainsi, la première phrase de l'article 2.4 exige qu'il soit procédé à une comparaison équitable entre le prix à l'exportation et la valeur normale. Cette prescription au titre de l'article 2.4 de procéder à une comparaison équitable entre le prix à l'exportation et la valeur normale constitue une obligation *indépendante* et *primordiale*. En d'autres termes, le champ d'application de la prescription relative à la "comparaison équitable" prévue à l'article 2.4 n'est pas déterminé de façon exhaustive par le reste du paragraphe concernant les mesures à prendre pour mettre en œuvre la comparabilité des prix.[116] Cela signifie que l'obligation juridique créée par la première phrase de l'article 2.4 est indépendante des autres obligations créées dans la deuxième et la troisième phrase dudit article de l'*Accord antidumping*.

162. Cette interprétation est confirmée par la modification apportée à cette disposition dans l'*Accord antidumping* du Cycle d'Uruguay. En effet, le texte de l'*Accord antidumping* du Cycle d'Uruguay contient une innovation importante et significative par rapport au texte antérieur du Code antidumping du Tokyo Round, dans lequel les dispositions équivalentes ou similaires à la première et à la deuxième phrase de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* du Cycle d'Uruguay étaient contenues dans la même phrase.[117] Dans l'*Accord antidumping* du Cycle d'Uruguay, toutefois, les mots "comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale" ont été extraits et insérés à part dans une nouvelle première phrase de l'article 2.4. Cette modification confirme que l'article 2.4 contient l'obligation primordiale et indépendante de procéder à une comparaison équitable.

ii) "Comparaison équitable": une obligation générale

163. La prescription, conformément à l'article 2.4, imposant de procéder à une comparaison équitable entre le prix à l'exportation et la valeur normale n'est pas limitée à la comparabilité des prix au titre du paragraphe 4 de l'article 2. En d'autres termes, l'obligation de procéder à une "comparaison équitable" constitue une obligation *générale* qui s'applique non seulement à la comparabilité des prix au titre de l'article 2.4, mais aussi aux alinéas 2.4.1 et 2.4.2.

---

[116] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 7.2; et rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 146.

[117] Code antidumping du Tokyo Round, article 2:6, première phrase: "Pour que la comparaison entre le prix d'exportation et le prix intérieur dans le pays d'exportation (ou dans le pays d'origine) ou, s'il y a lieu, le prix établi conformément aux dispositions de l'article VI, paragraphe 1 *b)*, de l'Accord général, soit équitable, elle portera sur des prix pratiqués au même niveau commercial, qui sera normalement le stade sortie usine, et sur des ventes effectuées à des dates aussi voisines que possible."

164. Cela est étayé par le fait que l'article 2.4.2 indique expressément que la règle qu'il inclut s'applique "[s]ous réserve des dispositions régissant la comparaison équitable énoncées au paragraphe 4".

165. Le caractère général de l'obligation de procéder à une "comparaison équitable" a été souligné par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Linge de lit*:

> "L'article 2.4 énonce **l'obligation générale** d'établir une "comparaison équitable" entre le prix à l'exportation et la valeur normale. À notre avis, cette obligation générale éclaire l'ensemble de l'article 2, mais s'applique en particulier à l'article 2.4.2, qui a été rédigé expressément "sous réserve des dispositions régissant la comparaison équitable énoncées [à l'article 2.4]"."[118] (pas de caractères gras dans l'original)

iii) Caractère non équitable de la méthode de comparaison de la réduction à zéro selon les modèles utilisée par les États-Unis

166. Les Communautés européennes estiment que l'obligation imposée à l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* de procéder à une comparaison équitable interdisait la méthode de comparaison de la réduction à zéro selon les modèles utilisée par les États-Unis en l'espèce.

167. Le terme "fair" (équitable) est généralement entendu comme dénotant l'impartialité, l'équité ou l'absence de parti pris.[119] Toutefois, l'utilisation de la réduction à zéro selon les modèles dans le cadre de la méthode de comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée lors de l'agrégation des résultats des comparaisons entre "groupes de calcul de la moyenne" aux fins du calcul des "marges de dumping" est intrinsèquement biaisée.

168. La méthode de comparaison de la réduction à zéro selon les modèles suppose une comparaison non équitable. En excluant les résultats négatifs de toutes comparaisons de l'agrégation du dumping total, les procédures de réduction à zéro surestiment le montant total du dumping à concurrence d'un montant égal aux valeurs négatives exclues. De ce fait, la marge de dumping est gonflée. En outre, dans les cas où la valeur agrégée des résultats négatifs exclus dépasse la valeur agrégée des résultats positifs inclus, les procédures de réduction à zéro conduisent à une détermination de l'existence d'un dumping alors que le produit dans son ensemble ne fait pas l'objet d'un dumping. En conséquence, l'USDOC procède à son enquête "de manière telle qu'il devienne *plus probable* que … [il] déterminera que" il existe un dumping. [120] En rendant une détermination de l'existence d'un dumping plus probable, et en gonflant systématiquement la marge de dumping, les procédures de réduction à zéro privent d'impartialité la comparaison entre la valeur normale et le prix à l'exportation. En revanche, les procédures favorisent systématiquement les intérêts des requérants, et portent systématiquement préjudice aux intérêts des exportateurs.

169. L'utilisation de la réduction à zéro selon les modèles pourrait même conduire à une situation dans laquelle un dumping est constaté alors que, dans les faits, il n'y a pas de dumping. Dans le cas

---

[118] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit*, paragraphe 59; voir également les rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphes 7.254 et 7.255, et 146, respectivement.

[119] Selon le dictionnaire, le mot "fair" (équitable) signifie "just, unbiased, equitable, impartial; legitimate, in accordance with the rules or standards" (juste, non biaisé, conforme à l'équité, impartial; légitime, conforme aux règles ou aux normes) et "offering an equal chance of success" (offrant une chance égale de succès). (*Shorter Oxford English Dictionary*, 5th edn, W.R. Trumble, A. Stevenson (eds) (Oxford University Press, 2002), vol. 1, page 915), cité par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21:5)*, paragraphe 138.

[120] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 196.

d'espèce, l'effet considérable de la méthode de réduction à zéro intrinsèquement biaisée utilisée par les États-Unis sur le résultat des calculs concernant Noviant B.V. a été d'accroître automatiquement les droits de 2,73 pour cent. Les autres sociétés exportatrices ont également fait l'objet des mêmes calculs, ce qui a conduit au même effet de gonflement des marges de dumping calculées.

170. Ainsi, la méthode de réduction à zéro que les États-Unis utilisent est biaisée parce que, quand un exportateur fait certaines ventes à un prix supérieur à la valeur normale et certaines ventes à un prix inférieur à la valeur normale, l'utilisation de la réduction à zéro entraînera inévitablement une marge plus élevée que celle qui aurait été calculée sinon. Un choix méthodologique qui aboutit systématiquement et inévitablement à une marge plus élevée sans qu'il y ait eu aucun changement dans le comportement en matière de fixation des prix est intrinsèquement biaisé et non équitable, et donc incompatible avec l'*Accord antidumping*.

iv) La jurisprudence existante confirme le caractère non équitable de la réduction à zéro selon les modèles utilisée par les États-Unis

171. Les conclusions susmentionnées sont confirmées par les constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Linge de lit*:

> "L'article 2.4 énonce l'obligation générale d'établir une "comparaison équitable" entre le prix à l'exportation et la valeur normale.[121]
>
> Par ailleurs, nous estimons également qu'une comparaison entre un prix à l'exportation et une valeur normale qui *ne* tient *pas* dûment compte des prix de *toutes* les transactions à l'exportation comparables - comme c'est le cas avec la pratique de la "réduction à zéro" qui est en cause dans le présent différend - *n'*est *pas* une "comparaison équitable" entre un prix à l'exportation et une valeur normale, comme l'exigent le paragraphe 2.4 et l'alinéa 2.4.2".[122]

172. Ces conclusions sont également confirmées par les constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone en provenance du Japon*:

> "Toutefois, au cas où les autorités chargées de l'enquête choisiraient de s'appuyer sur des marges de dumping pour établir leur détermination de la probabilité, le calcul de ces marges doit être conforme aux disciplines énoncées à l'article 2.4. Nous ne voyons pas d'autres dispositions dans l'*Accord antidumping* en vertu desquelles les Membres peuvent calculer des marges de dumping. Dans le réexamen à l'extinction CRS, l'USDOC a choisi de fonder sa détermination positive de la probabilité sur des marges de dumping positives qui avaient été calculées antérieurement dans le cadre de deux réexamens administratifs particuliers. Si ces marges étaient viciées sur le plan juridique parce qu'elles avaient été calculées d'une manière incompatible avec l'article 2.4, cela pouvait entraîner une incompatibilité non seulement avec l'article 2.4, mais aussi avec l'article 11.3 de l'*Accord antidumping*.[123]
>
> Il s'ensuit que nous ne partageons pas l'avis du Groupe spécial selon lequel les disciplines énoncées à l'article 2 concernant le calcul des marges de dumping ne s'appliquent pas à la détermination de la probabilité qui doit être établie dans un réexamen à l'extinction au titre de l'article 11.3. En conséquence, nous infirmons la

[121] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit*, paragraphe 59.
[122] *Idem*, paragraphe 55.
[123] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 127.

> constatation corollaire formulée par le Groupe spécial au paragraphe 8.1 d) iii) de son rapport, selon laquelle les États-Unis n'ont pas agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* dans le réexamen à l'extinction CRS en s'appuyant sur des marges de dumping dont le Japon allègue qu'elles ont été calculées d'une manière incompatible avec l'article 2.4.[124]
>
> Comme il est expliqué plus haut, si une détermination de la probabilité est fondée sur une marge de dumping calculée au moyen d'une méthode incompatible avec l'article 2.4, ce défaut ternit également la détermination de la probabilité. Ainsi, la compatibilité avec l'article 2.4 de la méthode que l'USDOC a utilisée pour calculer les marges de dumping dans les réexamens administratifs a une influence sur la compatibilité avec l'article 11.3 de la détermination de la probabilité établie par l'USDOC dans le réexamen à l'extinction CRS. Dans le réexamen à l'extinction CRS, l'USDOC a fondé sa détermination selon laquelle "il est probable que le dumping subsisterait si l'ordonnance [CRS] était abrogée" sur l'"existence de marges de dumping" calculées dans le cadre des réexamens administratifs. Si ces marges ont effectivement été calculées au moyen d'une méthode qui est incompatible avec l'article 2.4 – question que nous examinons ci-après – la détermination de la probabilité établie par l'USDOC ne pouvait pas constituer un fondement approprié pour le maintien des droits antidumping au titre de l'article 11.3."[125]

173. L'Organe d'appel a également rappelé ses constatations dans l'affaire *CE – Linge de lit*, et a indiqué ce qui suit:

> "**Lorsque les autorités chargées de l'enquête utilisent une méthode de réduction à zéro telle que celle qui a été examinée dans l'affaire *CE – Linge de lit* pour calculer une marge de dumping**, que ce soit dans le cadre d'une enquête initiale ou à un autre titre, **cette méthode aura tendance à gonfler les marges calculées**. À part gonfler les marges, une telle méthode pourrait, dans certains cas, transformer une marge de dumping négative en une marge de dumping positive. Comme le Groupe spécial lui-même l'a reconnu dans le présent différend, "la réduction à zéro … peut conduire à une détermination positive de l'existence d'un dumping alors que l'existence d'un dumping n'aurait pas été établie en l'absence de la réduction à zéro". **Ainsi, la distorsion inhérente à une méthode de réduction à zéro de ce type peut fausser non seulement l'importance d'une marge de dumping, mais aussi une constatation de l'existence même d'un dumping**."[126] (pas de caractères gras dans l'original)

174. Ces conclusions ont encore été confirmées par le Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux V*, la question qui lui était soumise étant celle de savoir si la méthode de réduction à zéro des États-Unis était "compatible avec les obligations imposées par l'article 2.4.2 et la prescription relative à la "comparaison équitable" énoncée à l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*".[127] Dans cette affaire, l'Organe d'appel a encore une fois constaté ce qui suit:

> "La réduction à zéro signifie, *dans les faits*, qu'au moins dans le cas de *certaines* transactions à l'exportation, les prix à l'exportation sont traités comme s'ils étaient inférieurs à ce qu'ils sont en fait. La réduction à zéro ne prend donc pas en considération dans leur *intégralité* les *prix* de *certaines* transactions à l'exportation, à

---

[124] *Idem*, paragraphe 128.
[125] *Idem*, paragraphe 130.
[126] *Idem*, paragraphe 135.
[127] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphe 7.196.

> savoir les prix des transactions à l'exportation dans les sous-groupes dans lesquels la valeur normale moyenne pondérée est inférieure au prix à l'exportation moyen pondéré. La réduction à zéro gonfle donc la marge de dumping pour le produit dans son ensemble."

175. Enfin, dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, l'Organe d'appel a encore une fois confirmé que l'utilisation de la réduction à zéro selon les modèles dans les enquêtes initiales était, en tant que telle, incompatible, entre autres, avec le principe de la comparaison équitable consacré par l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*.[128]

v) Les États-Unis n'ont pas procédé à une comparaison équitable

176. Les Communautés européennes estiment que, dans la présente affaire, la méthode de réduction à zéro selon les modèles utilisée par les États-Unis a comporté une distorsion inhérente qui a eu pour effet de gonfler la marge de dumping. La détermination en l'espèce était donc incompatible avec l'obligation imposée aux États-Unis par l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* de procéder à une comparaison équitable entre la valeur normale et le prix à l'exportation. La méthode de réduction à zéro selon les modèles utilisée par les États-Unis n'était pas équitable au sens de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*. Elle ne tenait pas dûment compte des prix réels des transactions à l'exportation effectuées pendant la période couverte par l'enquête, comme elle aurait dû le faire une fois que les États-Unis eurent fixé les paramètres de leur enquête en termes de produit visé.

d) Conclusions

177. Compte tenu de ce qui précède, les Communautés européennes estiment que les États-Unis ont agi en violation de l'article 2.4 et 2.4.2 de l'*Accord antidumping*, ainsi que de l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994 lorsqu'ils ont utilisé la réduction à zéro selon les modèles dans la procédure d'enquête initiale appelée "affaire XVI" dans l'annexe de la demande d'établissement d'un groupe spécial.

1.2 Autres mesures en cause

178. Les Communautés européennes estiment que les trois autres enquêtes initiales figurant dans l'annexe de la demande d'établissement d'un groupe spécial sont incompatibles avec l'article 2.4 et 2.4.2 de l'*Accord antidumping* sur la base des mêmes arguments que ceux qui ont été présentés ci-dessus. Par souci de simplicité, elles ne répéteront pas les arguments déjà exposés. Au lieu de cela, elles ont indiqué, dans les pièces EC-28 à 30, les sections pertinentes de la détermination des États-Unis qui témoignent de l'utilisation de la réduction à zéro selon les modèles.

1.3 Conclusions

179. Les Communautés européennes concluent de ce qui précède que les États-Unis ont agi en violation de l'article 2.4 et 2.4.2 de l'*Accord antidumping*, ainsi que de l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994 lorsqu'ils ont appliqué la réduction à zéro selon les modèles dans les quatre procédures d'enquête initiale mentionnées dans l'annexe de la demande d'établissement d'un groupe spécial.

2. Réexamens administratifs

180. Les Communautés européennes considèrent que les États-Unis ne se sont pas conformés à leurs obligations au titre de l'*Accord antidumping* et du GATT de 1994 en ce qui concerne les

[128] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphes 146 et 147.

déterminations établies dans les enquêtes aux fins de réexamens administratifs figurant dans l'annexe de la demande d'établissement d'un groupe spécial.

181. Les Communautés européennes décriront ci-après les principaux faits et constatations établis par les États-Unis dans l'**affaire II** *Roulements à billes et leurs parties – Italie (A-475-801), n° 5* (pièce EC-31), ainsi que les violations de l'*Accord antidumping* et du GATT qui en résultent. Par souci de simplicité, elles ne répéteront pas les mêmes arguments en ce qui concerne les autres procédures de réexamen administratif. Au lieu de cela, elles indiqueront les sections pertinentes de la détermination de l'USDOC qui témoignent de l'utilisation de la réduction à zéro simple.

2.1 Roulements à billes en provenance d'Italie (A-475-801)

a) La mesure en cause

182. Dans les "Résultats finals de réexamens administratifs de droits antidumping", un avis publié au Registre fédéral[129], des marges de dumping de 7,65 pour cent et 2,52 pour cent ont été calculées respectivement pour *SKF Italy* et pour *FAG Italy*.

183. Au point 1 du mémorandum sur les questions et la décision, intitulé "Offsetting of Negative Margins" (compensation des marges négatives), l'USDOC dit quelle est sa position quant aux arguments du défendeur concernant la réduction à zéro. Il fait référence à sa pratique établie. Il explique qu'il estime avoir pour instruction, au titre de la Loi des États-Unis, d'utiliser la méthode de la réduction à zéro. En particulier, il insiste sur la définition de la "marge de dumping" donnée à l'article 771 35) A) de la Loi, à savoir "montant dont la valeur normale de la marchandise *dépasse* son prix à l'exportation ou son prix à l'exportation construit". D'après lui, cela signifie qu'une marge de dumping existe uniquement lorsque la valeur normale est supérieure au prix à l'exportation ou au prix à l'exportation construit. Comme il n'existe aucune marge de dumping en ce qui concerne les ventes pour lesquelles la valeur normale est égale ou inférieure au prix à l'exportation ou au prix à l'exportation construit, l'USDOC n'a pas permis que ces ventes ne faisant pas l'objet d'un dumping compensent le montant du dumping constaté pour d'autres ventes. Il a également considéré qu'il n'avait pas pour obligation d'agir sur la base des rapports de l'Organe d'appel dans les affaires *États-Unis – Bois de construction résineux* et *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*.[130]

184. L'application du programme type et, donc, de la réduction à zéro simple à *FAG Italy* se traduisait comme suit dans le fichier journal du programme de calcul des marges finales[131]:

> MPRINT(US14_MARGINS): PROC MEANS NOPRINT DATA = MARGCALC;
> MPRINT(US14_MARGINS): **WHERE EMARGIN GT 0**;
> MPRINT(US14_MARGINS): VAR EMARGIN QTYU USVALUE;
> MPRINT(US14_MARGINS): WEIGHT WTFACT
> MPRINT(US14_MARGINS): OUTPUT OUT = ALLPUDD (DROP=_FREQ_ _TYPE_) SUM = TOTPUDD MARGQTY MARGVAL;
> MPRINT(US14_MARGINS): RUN;
> NOTE: There were [155] observations read from the data set WORK.MARGCALC.
> WHERE EMARGIN>0;
> NOTE: The data set WORK.ALLPUDD has [1] observations and [3] variables.
> NOTE: PROCEDURE MEANS used (Total process time):
> real time 0.01 seconds
> cpu time 0.02 seconds

[129] Pièce EC-31, Appendice I.
[130] Pièce EC-31, Appendice II, page 11.
[131] Pièce EC-31, Appendice III, page 41.

185. Dans le fichier journal du programme de calcul des marges finales concernant *SKF Italy*, l'application du programme type et, donc, de la réduction à zéro simple se traduisait comme suit[132]:

> MPRINT(US14_MARGINS): PROC MEANS NOPRINT DATA = MARGCALC;
> MPRINT(US14_MARGINS): **WHERE EMARGIN GT 0**;
> MPRINT(US14_MARGINS): VAR EMARGIN QTYU USVALUE;
> MPRINT(US14_MARGINS): WEIGHT WTFACT
> MPRINT(US14_MARGINS): OUTPUT OUT = ALLPUDD (DROP=_FREQ_ _TYPE_) SUM = TOTPUDD MARGQTY MARGVAL;
> MPRINT(US14_MARGINS): RUN;
> NOTE: There were [ ] observations read from the data set WORK.MARGCALC.
> WHERE EMARGIN>0;
> NOTE: The data set WORK.ALLPUDD has [ ] observations and [3] variables.
> NOTE: PROCEDURE MEANS used (Total process time):
> real time 0.00 seconds
> cpu time 0.01 seconds

186. Dans les deux cas, lorsque la réduction à zéro n'est pas appliquée, les calculs du dumping concernant *FAG Italy* et *SKF Italy* ne révèlent aucun dumping. En fait, la marge de dumping aurait été négative. Les tableaux contenant les calculs concernant *FAG Italy* sans réduction à zéro montrent qu'avec les mêmes données, la marge antidumping finale aurait été négative, soit -30,27 (c'est-à-dire que si l'on prend en compte 100 pour cent des transactions et tous les cas de dumping positifs et négatifs constatés, il n'y a pas eu de dumping).[133] Par contre l'utilisation de la réduction à zéro dans ce cas a abouti à l'imposition de droits de 2,52 pour cent.

187. De même, les tableaux contenant les calculs concernant *SKF Italy* sans réduction à zéro montrent qu'avec les mêmes données, la marge antidumping finale aurait été négative, soit -4,00.[134] Par contre, l'utilisation de la réduction à zéro dans ce cas a abouti à l'imposition de droits de 7,65 pour cent.

188. Par conséquent, dans cette affaire, pour déterminer les droits antidumping à recouvrer pour les importations effectuées pendant la période couverte par le réexamen, c'est-à-dire le taux d'imposition, et pour déterminer le taux de dépôt pour les importations futures, l'USDOC a calculé les marges de dumping en utilisant une comparaison moyenne pondérée à transaction qui incluait les procédures types de réduction à zéro simple. L'USDOC, par conséquent, a procédé à des comparaisons multiples entre une valeur normale moyenne pondérée et le prix à l'exportation pour une série de transactions à l'exportation individuelles comparables. Conformément aux procédures types de réduction à zéro simple de l'USDOC, lors de l'agrégation des résultats des comparaisons par transaction multiples pour obtenir la marge de dumping moyenne pondérée globale, seules les comparaisons pour lesquelles il y avait des résultats positifs ont été prises en compte. En d'autres termes, l'USDOC a écarté toutes les comparaisons avec une valeur négative. De ce fait, le montant total du dumping a été gonflé d'un montant égal aux valeurs négatives exclues. Sans réduction à zéro, les résultats de ces calculs auraient été négatifs pour chacune de ces trois sociétés interrogées, et aucun droit antidumping n'aurait été fixé ni recouvré.

b) Violation des articles 2.1, 2.4, 2.4.2 et 9.3 de l'*Accord antidumping*

189. Les Communautés européennes estiment qu'en utilisant la méthode de réduction à zéro simple dans le réexamen administratif en cause, les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec les

---

[132] Pièce EC-31, Appendice IV, pages 43 et 44.
[133] Pièce EC-31, Appendices V et VII.
[134] Pièce EC- 31, Appendices VI et VIII.

articles 2.1, 2.4, 2.4.2 et 9.3 de l'*Accord antidumping*. La raison en est que la détermination de l'USDOC ne reflétait pas la marge de dumping pour le produit dans son ensemble. En fait, l'USDOC a utilisé, sans justification, une méthode de comparaison asymétrique entre la valeur normale et le prix à l'exportation. Il ne s'est donc pas conformé à l'obligation qui lui est faite de faire en sorte que le montant du droit antidumping recouvré ne dépasse pas la marge de dumping, conformément à l'article 9.3 de l'*Accord antidumping*.

190. Le réexamen administratif visé inclut des fixations rétrospectives finales, comme le prévoit l'article 9.3.1 de l'*Accord antidumping*. Il n'est donc pas contesté qu'un tel réexamen administratif doit être compatible avec, entre autres, les obligations pertinentes énoncées à l'article 9.3 de l'*Accord antidumping*, qui prévoit ce qui suit:

> "Le montant du droit antidumping ne dépassera pas la marge de dumping déterminée selon l'article 2."

191. L'article 9.3 de l'*Accord antidumping* ne prescrit pas de méthode spécifique suivant laquelle les droits devraient être fixés. L'Organe d'appel a noté ce qui suit dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*:

> "En particulier, une lecture de l'article 9.3 de l'*Accord antidumping* et de l'article VI:2 du GATT de 1994 ne donne pas à entendre que le montant des droits antidumping définitifs à acquitter ne peut pas être fixé par transaction ou par importateur ou que les autorités chargées de l'enquête ne peuvent pas utiliser des méthodes spécifiques qui tiennent compte de la nature et du but distincts des procédures régies par ces dispositions afin de fixer le montant des droits antidumping définitifs à acquitter, à condition que le montant total des droits antidumping qui sont perçus ne dépasse les marges de dumping pour les exportateurs ou les producteurs étrangers."[135]

192. Toutefois, bien que l'article 9.3 de l'*Accord antidumping* ne prescrive pas de méthode spécifique suivant laquelle les droits devraient être fixés, il énonce une prescription concernant le montant des droits antidumping à fixer. L'Organe d'appel a noté ce qui suit:

> "Les autorités chargées de l'enquête sont tenues de faire en sorte que le montant total des droits antidumping recouvrés sur les importations d'un produit en provenance d'un exportateur donné ne dépasse pas la marge de dumping déterminée pour cet exportateur. En d'autres termes, la marge de dumping déterminée pour un exportateur ou un producteur étranger fait office de *plafond* s'agissant du montant total des droits antidumping qui peuvent être perçus sur les importations du produit visé (en provenance de cet exportateur) faisant l'objet de la procédure de fixation des droits."[136]

193. Compte tenu du fait que l'article 9.3 fait explicitement référence à l'article 2 de l'*Accord antidumping*, il faut faire en sorte que les marges de dumping qui font office de *plafond* s'agissant du montant des droits antidumping fixés soient établies conformément à l'article 2.[137]

---

[135] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 131.

[136] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 130.

[137] En outre, cela est compatible avec la constatation ci-après formulée par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion:* "au cas où les autorités chargées de l'enquête choisiraient de s'appuyer sur des marges de dumping pour établir leur détermination de la probabilité, le calcul de ces marges doit être conforme aux disciplines énoncées à l'article 2.4. Nous ne voyons pas d'autres dispositions dans l'*Accord antidumping* en vertu desquelles les Membres peuvent calculer des marges de dumping" (paragraphe 127).

i) Le droit ne doit pas dépasser la marge de dumping déterminée en ce qui concerne le produit dans son ensemble

194. Comme il a été dit ci-dessus à la section III.D.1.1 b) i), le "dumping" et les "marges de dumping" définis à l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994 et à l'article 2.1 de l'*Accord antidumping* sont des notions définies de façon stricte en relation avec le "produit" visé par l'enquête.[138] Les expressions "dumping" et "marges de dumping" figurant dans l'*Accord antidumping* s'appliquent donc au produit visé par l'enquête *dans son ensemble* et ne s'appliquent pas au niveau des sous-groupes.[139] Ces définitions s'appliquent tout au long de l'Accord dans chacun des cinq types de procédures antidumping (y compris les enquêtes initiales et les réexamens administratifs) et par rapport à toutes les méthodes de comparaison (à savoir, les comparaisons moyenne à moyenne, transaction à transaction et moyenne à transaction).[140]

195. Les autorités chargées de l'enquête peuvent effectuer des comparaisons multiples intermédiaires entre une "valeur normale" moyenne pondérée et des transactions à l'exportation individuelles. Toutefois, les résultats de ces comparaisons multiples ne sont pas des "marges de dumping" au sens de l'article 9.3 de l'*Accord antidumping*. Ce n'est que sur la base de l'agrégation de toutes ces "valeurs intermédiaires" que l'autorité chargée de l'enquête peut établir des marges de dumping pour le produit visé par l'enquête dans son ensemble.[141]

196. Les Communautés européennes font valoir que la réduction à zéro simple utilisée par l'USDOC dans le réexamen administratif en cause n'a pas permis de calculer la marge de dumping pour le produit dans son ensemble. Comme il a été expliqué précédemment, l'USDOC a écarté les résultats des comparaisons intermédiaires dans les cas où le prix à l'exportation dépassait la valeur normale moyenne contemporaine lorsqu'il a calculé la marge de dumping globale pour déterminer les nouveaux taux des dépôts en espèces par exportateur et taux d'imposition par importateur. En écartant systématiquement les résultats des comparaisons intermédiaires de prix lorsque le prix à l'exportation dépasse la valeur normale, l'USDOC a déterminé une marge de dumping qui ne prend que *partiellement* compte des transactions visées et qui ne correspond donc pas au produit dans son ensemble.

197. En conséquence, dans le réexamen administratif en cause, le montant des droits fixés par l'USDOC dépassait la marge de dumping du producteur étranger ou de l'exportateur pour le produit considéré, au titre de l'article 2. Les Communautés européennes estiment que cela constitue un manquement direct à l'obligation de calculer la marge de dumping pour le produit dans son ensemble et aboutit à des recouvrements dépassant le *plafond* établi conformément à l'article 2 de l'*Accord antidumping*, ainsi qu'à des taux de dépôt en espèces gonflés, qui sont donc incompatibles avec les articles 2 et 9.3 de l'*Accord antidumping*.[142]

ii) Le droit ne doit pas dépasser la marge de dumping établie conformément à la prescription de l'article 2.4 de l'Accord antidumping relative à la comparaison équitable

198. À titre préliminaire, il convient de souligner, comme l'a fait l'Organe d'appel, qu'une conséquence du fait que la comparaison équitable soit exprimée sous la forme d'un critère général et

---

[138] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 110.

[139] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphe 102.

[140] *Idem*, paragraphe 93; et rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 115.

[141] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphes 126 et 132.

[142] *Idem*, paragraphe 133; et rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 155.

abstrait est que cette prescription est aussi applicable aux procédures régies par l'article 9.3 de l'*Accord antidumping*.[143]

199. Les Communautés européennes estiment que la méthode de réduction à zéro simple utilisée par les États-Unis dans les mesures pertinentes en cause aboutit au calcul d'une marge de dumping, exprimée sous la forme d'un montant ou d'un taux de pourcentage, qui est déséquilibrée et intrinsèquement biaisée, et donc incompatible avec la prescription de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* relative à la comparaison équitable.

200. Comme il a été indiqué précédemment, le terme "fair" (équitable) est généralement entendu comme dénotant l'impartialité, l'équité ou l'absence de parti pris.[144] Loin d'être "équitable", l'utilisation de la réduction à zéro simple dans les réexamens administratifs est intrinsèquement biaisée parce que, quand un exportateur fait certaines ventes à un prix supérieur à la valeur normale et certaines ventes à un prix inférieur à la valeur normale, l'utilisation de la réduction à zéro entraînera inévitablement une marge plus élevée que celle qui aurait été calculée sinon. Cette augmentation de la marge n'est imputable à aucun changement dans le comportement de l'exportateur en matière de fixation des prix. En fait, elle est le résultat direct de la décision des États-Unis de limiter le numérateur du calcul du dumping aux transactions pour lesquelles les résultats des comparaisons intermédiaires sont positifs. Un choix méthodologique qui aboutit systématiquement et inévitablement à une marge plus élevée sans qu'il y ait eu aucun changement dans le comportement en matière de fixation des prix est intrinsèquement biaisé et non équitable, et donc incompatible avec l'article 2.4 de l'*Accord antidumping.*

201. On obtient confirmation de ces conclusions en considérant la situation du point de vue de l'exportateur. Ayant été soumis à un droit antidumping à la suite de l'enquête initiale, un exportateur souhaitera très probablement remédier à cette situation en augmentant ses prix pour éliminer le dumping. Cependant, la suppression de la marge de dumping initiale n'empêchera pas que l'exportateur soit soumis à nouveau à l'imposition d'un droit à la suite de l'examen administratif par les États-Unis du montant du droit, à moins que l'exportateur n'augmente effectivement ses prix d'un montant *supérieur à* la marge de dumping. Cela ne peut pas être compatible avec le principe primordial général selon lequel les comparaisons entre la valeur normale et le prix d'exportation doivent être équitables.

202. Comme il est indiqué à la section III.A.2 ci-dessus, des rapports antérieurs de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel ont confirmé cette interprétation de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*. Dans l'affaire *CE – Linge de lit*, l'Organe d'appel a noté ce qui suit:

> "Par ailleurs, nous estimons également qu'une comparaison entre un prix à l'exportation et une valeur normale qui *ne* tient *pas* dûment compte des prix de *toutes* les transactions à l'exportation comparables – comme c'est le cas avec la pratique de la "réduction à zéro" qui est en cause dans le présent différend – *n'*est *pas* une "comparaison équitable" entre un prix à l'exportation et une valeur normale, comme l'exigent le paragraphe 2.4 et l'alinéa 2.4.2."[145]

[143] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 146.

[144] Selon le dictionnaire, le mot "fair" (équitable) signifie " just, unbiased, equitable, impartial; legitimate, in accordance with the rules of standards (juste, non biaisé, conforme à l'équité, impartial; légitime, conforme aux règles ou aux normes) et "offering an equal chance of success" (offrant une chance égale de succès). (*Shorter Oxford English Dictionary*, 5 th edn, W.R. Trumble, A. Stevenson (eds) (Oxford University Press, 2002), vol.1, page 915), cité par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21:5)*, paragraphe 138.

[145] Rapport de l'Organe d'Appel *CE – Linge de lit*, paragraphe 55.

203. Dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone en provenance du Japon*, l'Organe d'appel a également rappelé ses constatations dans l'affaire *CE – Linge de lit* et a indiqué ce qui suit:

> "Lorsque les autorités chargées de l'enquête utilisent une méthode de réduction à zéro telle que celle qui a été examinée dans l'affaire *CE – Linge de lit* pour calculer une marge de dumping, que ce soit dans le cadre d'une enquête initiale ou *à un autre titre*, cette méthode aura tendance à gonfler les marges calculées. À part gonfler les marges, une telle méthode pourrait, dans certains cas, transformer une marge de dumping négative en une marge de dumping positive. Comme le Groupe spécial lui-même l'a reconnu dans le présent différend, "la réduction à zéro … peut conduire à une détermination positive de l'existence d'un dumping alors que l'existence d'un dumping n'aurait pas été établie en l'absence de la réduction à zéro". Ainsi, la distorsion inhérente à une méthode de réduction à zéro de ce type peut fausser non seulement l'importance d'une marge de dumping, mais aussi une constatation de l'existence même d'un dumping."[146] (pas d'italique dans l'original)

204. Ces conclusions ont encore été confirmées par le Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux V*, la question soumise à ce groupe étant celle de savoir si la méthode de réduction à zéro des États-Unis était "compatible avec les obligations imposées par l'article 2.4.2 et la prescription relative à la "comparaison équitable" énoncée à l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*".[147] Dans cette affaire, l'Organe d'appel a encore une fois constaté ce qui suit:

> "La réduction à zéro signifie, *dans les faits*, qu'au moins dans le cas de *certaines* transactions à l'exportation, les prix à l'exportation sont traités comme s'ils étaient inférieurs à ce qu'ils sont en fait. La réduction à zéro ne prend donc pas en considération dans leur *intégralité* les *prix* de *certaines* transactions à l'exportation, à savoir les prix des transactions à l'exportation dans les sous-groupes dans lesquels la valeur normale moyenne pondérée est inférieure au prix à l'exportation moyen pondéré. La réduction à zéro gonfle donc la marge de dumping pour le produit dans son ensemble."[148]

205. De même, dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21:5 – Canada)*, l'Organe d'appel a conclu que l'utilisation de la réduction à zéro dans la Détermination au titre de l'article 129 était incompatible avec l'article 2.4:

> "Le terme "fair" (équitable) est généralement entendu comme dénotant l'impartialité, l'équité ou l'absence de parti pris. Pour les raisons exposées ci-dessous, nous estimons que l'utilisation de la réduction à zéro dans le cadre de la méthode de comparaison transaction par transaction est difficile à concilier avec les notions d'impartialité, d'équité et d'absence de parti pris dénotées par la prescription relative à une "comparaison équitable" énoncée à l'article 2.4.
>
> Premièrement, l'utilisation de la réduction à zéro dans le cadre de la méthode de comparaison transaction par transaction lors de l'agrégation des comparaisons par transaction aux fins du calcul des "marges de dumping" fausse les prix de certaines transactions à l'exportation, parce que les transactions à l'exportation réalisées à des prix supérieurs à la valeur normale ne sont pas prises en considération à leur valeur réelle. Les prix auxquels sont réalisées ces transactions à l'exportation sont

[146] Rapport de l'Organe d'appel États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion, paragraphe 135.
[147] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphe 7.196.
[148] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphe 101.

> artificiellement réduits lorsque la réduction à zéro est effectuée dans le cadre de la méthode de comparaison transaction par transaction. Comme l'Organe d'appel l'a indiqué dans le différend initial, "[l]a réduction à zéro signifie, *dans les faits*, qu'au moins dans le cas de *certaines* transactions à l'exportation, les prix à l'exportation sont traités comme s'ils étaient inférieurs à ce qu'ils sont en fait".
>
> Deuxièmement, l'utilisation de la réduction à zéro dans le cadre de la méthode de comparaison transaction par transaction, comme dans le cadre de la méthode moyenne pondérée à moyenne pondérée, tend à donner des marges de dumping plus élevées. Comme l'Organe d'appel l'a souligné dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, l'utilisation de la réduction à zéro:
>
> ... aura tendance à gonfler les marges calculées. À part gonfler les marges, une telle méthode pourrait, dans certains cas, transformer une marge de dumping négative en une marge de dumping positive. ... Ainsi, la distorsion inhérente à une méthode de réduction à zéro de ce type peut fausser non seulement l'importance d'une marge de dumping, mais aussi une constatation de l'existence même d'un dumping.
>
> En bref, l'utilisation de la réduction à zéro dans le cadre de la méthode de comparaison transaction par transaction gonfle artificiellement l'importance du dumping, si bien que les marges de dumping sont plus élevées et que la détermination positive de l'existence d'un dumping est plus probable. On ne peut pas dire que cette manière de calculer soit impartiale, équitable ou sans parti pris. C'est pourquoi nous ne considérons pas que le calcul des "marges de dumping", sur la base d'une comparaison transaction par transaction qui utilise la réduction à zéro, satisfait à la prescription relative à une "comparaison équitable" au sens de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*." [149]

206. Enfin, dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, l'Organe d'appel a indiqué ce qui suit en ce qui concerne la réduction à zéro dans les réexamens administratifs:

> "Si les droits antidumping sont fixés sur la base d'une méthode comportant des comparaisons entre le prix à l'exportation et la valeur normale d'une façon qui aboutit au recouvrement auprès des importateurs de droits antidumping qui dépassent le montant de la marge de dumping de l'exportateur ou du producteur étranger, cette méthode ne peut pas alors être considérée comme comportant une "comparaison équitable" au sens de la première phrase de l'article 2.4. Il en est ainsi parce qu'une telle fixation des droits aboutirait au recouvrement auprès des importateurs de droits dépassant la marge de dumping établie selon l'article 2, comme nous l'avons expliqué précédemment. Ainsi, les groupes spéciaux et l'Organe d'appel ont précisé que l'utilisation de la réduction à zéro selon les modèles dans les réexamens administratifs va à l'encontre de l'obligation de procéder à une comparaison équitable figurant à l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*."[150]

207. Les Communautés européennes estiment que, dans la présente affaire, la méthode de réduction à zéro utilisée par les États-Unis a comporté une distorsion inhérente qui a eu pour effet de gonfler (ou de surgonfler) la marge de dumping et même de transformer une marge négative en marge

---

[149] Rapport de l'Organe d'appel États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21:5 – Canada), paragraphes 139 à 142.

[150] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 168.

positive.[151] En effet, les calculs concernant *FAG Italy* avec et sans réduction à zéro montrent qu'avec les mêmes données, la marge antidumping finale varie de -30,27 à 2,52 pour cent. On obtient une fourchette de -4,00 à 7,65 pour cent en ce qui concerne *SKF Italy*. En l'espèce, la détermination était donc incompatible avec l'obligation imposée aux États-Unis par l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* de procéder à une comparaison équitable entre la valeur normale et le prix à l'exportation.

208. Par conséquent, la méthode de réduction à zéro simple utilisée par les États-Unis en l'espèce n'était pas équitable au sens de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*.

iii) Violation de l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping

209. Les Communautés européennes estiment qu'en utilisant la méthode asymétrique de comparaison prévue dans la deuxième phrase de l'article 2.4.2 et en utilisant la réduction à zéro simple dans la mesure en cause, les États-Unis ont enfreint l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping*.

210. L'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping* prévoit ce qui suit:

> "Sous réserve des dispositions régissant la comparaison équitable énoncées au paragraphe 4, l'existence de marges de dumping pendant la phase d'enquête sera normalement établie sur la base d'une comparaison entre une valeur normale moyenne pondérée et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables, ou par comparaison entre la valeur normale et les prix à l'exportation transaction par transaction. Une valeur normale établie sur la base d'une moyenne pondérée pourra être comparée aux prix de transactions à l'exportation prises individuellement si les autorités constatent que, d'après leur configuration, les prix à l'exportation diffèrent notablement entre différents acheteurs, régions ou périodes, et si une explication est donnée quant à la raison pour laquelle il n'est pas possible de prendre dûment en compte de telles différences en utilisant les méthodes de comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée ou transaction par transaction."

211. L'article 2.4.2 énonce donc trois méthodes de comparaison que les autorités chargées de l'enquête peuvent utiliser pour calculer les marges de dumping. La première phrase de l'article 2.4.2 prévoit deux méthodes de comparaison qui supposent des comparaisons symétriques de la valeur normale et du prix à l'exportation (moyenne pondérée à moyenne pondérée et transaction par transaction). L'article 2.4.2 dispose que ces deux méthodes "seront normalement" utilisées par les autorités chargées de l'enquête pour établir les marges de dumping. En tant qu'exception aux deux méthodes normales, la deuxième phrase de l'article 2.4.2 expose une troisième méthode de comparaison qui suppose une comparaison asymétrique entre la valeur normale moyenne pondérée et les prix de transactions à l'exportation prises individuellement. Cette méthode ne peut être utilisée que si les circonstances définies dans la deuxième phrase de l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping* se réalisent.

212. Les Communautés européennes examineront ci-après la question de l'application de l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping* à tous les types d'enquêtes menées conformément à l'article VI du GATT de 1994 et à l'*Accord antidumping* dans lesquelles des marges de dumping sont calculées ou utilisées. À cet égard, elles estiment que l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping* s'applique non seulement dans le contexte des procédures d'enquête initiale, mais aussi dans le contexte des procédures de réexamen, y compris les "réexamens administratifs".

[151] Pièce EC-31, Appendices V à VIII.

1) Interprétation de l'expression "l'existence de marges de dumping pendant la phase d'enquête"

213. L'article 2.4.2 fait référence à la détermination de l'"existence de marges de dumping pendant la phase d'*enquête*" (pas d'italique dans l'original). Le sens ordinaire du mot "enquête" indique un examen systématique ou une demande systématique de renseignements, ou une étude minutieuse ou des recherches concernant un sujet particulier.[152] D'après les Communautés européennes, ce sujet particulier peut être limité par les termes d'une disposition particulière de l'*Accord antidumping*.

214. Par exemple, l'article 5.1 de l'*Accord antidumping* fait référence à une enquête "visant à déterminer l'existence, le degré et l'effet de tout dumping allégué", comme ce qui se fait dans une enquête initiale. (non souligné dans l'original) Les mots entre guillemets seraient redondants si les affirmations antérieures des États-Unis concernant le sens "limité" ou spécial du mot "enquête" étaient correctes. De même, l'article 9.5 de l'*Accord antidumping* exige qu'une enquête soit menée concernant l'existence et le degré d'un dumping causé par un nouvel exportateur; l'article 11.2 de l'*Accord antidumping* exige qu'une enquête soit menée sur le point de savoir si le maintien du droit est nécessaire pour neutraliser le dumping, ou si le dommage serait susceptible de subsister ou de se reproduire au cas où le droit serait éliminé ou modifié; l'article 11.3 de l'*Accord antidumping* exige qu'une enquête soit menée sur le point de savoir s'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé; et l'article 9.3.1 de l'*Accord antidumping* exige qu'une enquête soit menée sur le montant du droit antidumping qui devrait être fixé rétrospectivement.

215. Il est manifeste que, dans tous les cas ci-dessus, et en particulier pour fixer le montant du droit à payer selon son système de fixation rétrospective des droits, l'autorité chargée de l'enquête est tenue d'entreprendre un "examen systématique" ou une "étude minutieuse". L'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping* ne contient pas de libellé limitatif à cet égard. Donner de l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping* une lecture qui inclue tout autre libellé limitatif – tel que celui de l'article 5.1 de l'*Accord antidumping* –, alors que ce libellé n'y figure pas, serait juridiquement incorrect.

216. Cette interprétation de bonne foi est confirmée par le sens ordinaire de tous les termes de la phrase, considérés séparément ou conjointement, y compris la structure grammaticale de la phrase, dans son contexte et compte tenu de son objet et de son but. Elle est également confirmée sans équivoque par les travaux préparatoires.

2) Contexte de l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping*

217. L'application de l'article 2.4.2 à tous les types d'enquêtes dans lesquelles des marges de dumping sont calculées ou utilisées est étayée par le contexte de l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping*, en particulier l'article VI du GATT de 1994, ainsi que l'article 9.3 de l'*Accord antidumping*.

218. L'article 2.4.2 contient un lien direct avec d'autres expressions de l'Accord: l'expression "marges de dumping" figurant à l'article 2.4.2 a un sens spécial défini, qui est donné à l'article VI:2 du GATT de 1994. L'article VI:1 du GATT de 1994 définit le mot "dumping", tandis que l'article VI:2 du GATT de 1994 définit l'expression "marge de dumping". Ainsi, chaque fois que le mot "dumping" est utilisé dans l'*Accord antidumping*, il a le sens spécial donné au mot défini "dumping", et chaque fois que l'expression "marge de dumping" est utilisée dans l'*Accord antidumping*, elle a le sens spécial

[152] Investigation (enquête): "The action or process of investigating; systematic examination; careful research (…). An instance of this; a systematic inquiry; a careful study of a particular subject" (l'action ou le processus de mener une enquête; examen systématique, recherche minutieuse (...). La réalisation de cette action pour ce processus dans un cas concret; recherche systématique de renseignements; étude minutieuse d'un sujet particulier) (The New Shorter Oxford English Dictionary) (pièce EC-32).

donné à l'expression définie "marge de dumping". L'article 2.1 de l'*Accord antidumping* met en œuvre la définition du mot "dumping". De même, les alinéas 1 à 4 de l'article 2 de l'*Accord antidumping* mettent en œuvre la définition de l'expression "marges de dumping". Il n'y a pas, dans l'*Accord antidumping*, d'autres dispositions qui portent sur la façon de calculer une marge de dumping.

219. Étant donné que l'article 2.4 met en œuvre les dispositions de l'article VI:2 du GATT de 1994 concernant les "marges de dumping", il doit nécessairement s'appliquer à l'ensemble de l'Accord. L'expression "marges de dumping", dont une définition précise est donnée à l'article VI:2 du GATT de 1994, ne peut pas avoir des sens différents dans le contexte de diverses enquêtes.

220. Comme l'a noté l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier traité contre la corrosion*, dans le cadre des réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3 – mais cela s'applique également aux réexamens administratifs – "au cas où les autorités chargées de l'enquête choisiraient de s'appuyer sur des marges de dumping pour établir leur détermination de la probabilité, le calcul de ces marges doit être conforme aux disciplines énoncées à l'article 2.4. Nous ne voyons pas d'autres dispositions dans l'*Accord antidumping* en vertu desquelles les Membres peuvent calculer des marges de dumping".[153]

221. Cela est logique. Si à la fois l'article 2.4 et l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping* se limitaient aux "enquêtes initiales", cela ouvrirait dans l'*Accord antidumping* une large brèche en ce qui concerne la question fondamentale du mode de calcul d'une marge de dumping. De plus, cela priverait de valeur les résultats d'une enquête initiale. Cela viderait complètement de substance l'obligation primordiale et indépendante figurant à l'article 2.4. Cela conduirait à des résultats absurdes, en particulier dans le contexte du système antidumping des États-Unis dans lequel les résultats des fixations rétrospectives éclipsent complètement les résultats de l'enquête initiale. En effet, imaginons qu'à la suite d'une procédure d'enquête initiale sans réduction à zéro, des droits de 5 pour cent soient imposés. Dans l'hypothèse où l'exportateur ait effectué le même nombre de transactions à des prix égaux au cours de l'année suivante, l'utilisation de la réduction à zéro dans la première procédure de réexamen administratif gonflerait automatiquement la marge de dumping et le montant à recouvrer. En d'autres termes, cela permettrait donc aux États-Unis de réintroduire la méthode illicite de la réduction à zéro par la "petite porte", dans le cadre d'un réexamen administratif effectué dès que possible après l'imposition des droits et dont les résultats annuleraient complètement les résultats de la procédure d'enquête initiale.

222. De plus, conformément à l'article 9.3 de l'*Accord antidumping*, "[l]e montant du droit antidumping ne dépassera pas la marge de dumping déterminée selon l'article 2". La référence à l'article 2 doit être considérée comme étant une référence à l'article 2 dans son ensemble. Aucune partie de l'article 2 n'est exclue dans ce renvoi. Lorsque les renvois qui figurent dans l'*Accord antidumping* font uniquement référence à certains paragraphes ou alinéas d'un article, ou lorsqu'ils sont limités d'une façon ou d'une autre, ils le précisent. Ce n'est pas le cas en ce qui concerne le renvoi à l'article 2 qui figure à l'article 9.3. Cela confirme que, dans le contexte de l'article 9.3, une "marge de dumping" doit être établie par référence à l'ensemble de l'article 2 en conformité avec l'utilisation, à l'article 2.4.2, de l'expression définie "marges de dumping".

3) Les réexamens administratifs doivent être conformes aux prescriptions de l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping*

223. Compte tenu de ce qui précède, les Communautés européennes estiment que le membre de phrase "l'existence de marges de dumping pendant la phase d'enquête" figurant à l'article 2.4.2 de

[153] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 127.

l'*Accord antidumping* ne se limite pas aux enquêtes initiales, mais concerne également d'autres procédures d'enquêtes, par exemple les réexamens. En effet, il existe cinq types différents de procédures antidumping dont il est expressément fait mention dans le texte de l'*Accord antidumping*: la *procédure* initiale (voir, par exemple, l'article 5.9); la *procédure* pour changement de circonstances (voir, par exemple, les "procédures normales … de réexamen" au titre de l'article 9.5); la *procédure* à l'extinction (voir, par exemple, les "procédures normales … de réexamen" au titre de l'article 9.5); et la *procédure* de fixation des droits ou de remboursement (voir, par exemple, les "procédures normales … de réexamen" au titre de l'article 9.5). La procédure de fixation des droits prévue à l'article 9.3.1 ou la procédure de remboursement prévue à l'article 9.3.2 doivent donc être distinguées de la procédure initiale prévue à l'article 5. Ces différents types de procédures ont des buts différents et ne sont pas tous assujetties à toutes les dispositions de l'*Accord antidumping*.

224. Toutefois, toutes ces procédures comportent en général la tenue d'une enquête sur quelque chose. Dans le cas de l'article 5, il s'agit d'une enquête sur l'existence, l'étendue et l'effet d'un dumping allégué; dans le cas de l'article 9.5, il s'agit d'une enquête sur la marge de dumping d'un nouveau venu; dans le cas de l'article 11.2, il s'agit d'une enquête sur le point de savoir si un changement de circonstances justifie une variation du droit; dans le cas de l'article 11.3, il s'agit d'une enquête sur le point de savoir s'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé; et dans le cas de l'article 9.3, il s'agit d'une enquête sur la marge de dumping effective (contemporaine) et le montant final des droits à acquitter. D'une manière compatible avec la définition de l'expression "marge de dumping" qui figure à l'article VI:2 du GATT de 1994, telle qu'elle est mise en œuvre dans l'ensemble de l'article 2, et avec le renvoi dans l'article 9.3 à l'ensemble de l'article 2, chaque fois que l'autorité procède à une enquête ou s'appuie sur une "marge de dumping" dans l'une ou l'autre de ces procédures antidumping, cette marge de dumping doit être calculée d'une manière compatible avec l'article 2, c'est-à-dire pour le produit *dans son ensemble*.

225. Par conséquent, comme il a été expliqué à la section III.D.1.1 b), puisque l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping* interdit la réduction à zéro des résultats intermédiaires négatifs calculés pour certaines transactions, les États-Unis ont également agi en violation de cette disposition dans la procédure de réexamen administratif en cause, conformément à l'article 9.3 de l'*Accord antidumping*.

iv) Conclusions

226. Compte tenu de ce qui précède, les Communautés européennes considèrent qu'en utilisant la méthode de réduction à zéro simple dans leur réexamen administratif en cause, les États-Unis ont agi en violation des articles 2.1, 2.4, 2.4.2 et 9.3 de l'*Accord antidumping*, puisque la détermination de l'USDOC ne reflétait pas la marge de dumping pour le produit dans son ensemble.

c) Violation de l'article 11.2 de l'*Accord antidumping*

227. Comme il est indiqué à la section II.B.1, à la suite des réexamens administratifs effectués par les États-Unis, des droits sont recouvrés en ce qui concerne une période visée par un réexamen antérieur, et un taux de dépôt estimatif révisé au titre du droit antidumping est imposé en ce qui concerne les importations futures.

228. Les Communautés européennes font valoir que la nouvelle enquête des États-Unis sur le taux de dépôt en espèces, qui est menée en liaison avec la procédure de fixation rétrospective des droits, doit aussi être compatible avec les obligations énoncées à l'article 11.2. Cette disposition fait référence à la nouvelle enquête sur la marge de dumping calculée pendant la procédure initiale. Les Communautés européennes considèrent que, si l'autorité chargée de l'enquête fait une détermination de l'existence d'un dumping aux fins de l'article 11.2 de l'*Accord antidumping* ou se fonde sur une telle détermination, elle est tenue d'établir une telle marge de dumping conformément aux dispositions

de l'article 2.4, y compris l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping*. À cet égard, l'article 11.2 doit être lu conjointement avec les autres dispositions de l'*Accord antidumping*, y compris, nécessairement, celles qui contiennent des définitions pertinentes, telles que l'article 2, qui définit le dumping.

229. L'article 11.2 de l'*Accord antidumping* indique ce qui suit:

> "Les autorités réexamineront la nécessité de maintenir le droit dans les cas où cela sera justifié, de leur propre initiative ou, à condition qu'un laps de temps raisonnable se soit écoulé depuis l'imposition du droit antidumping définitif, à la demande de toute partie intéressée qui justifierait par des données positives la nécessité d'un tel réexamen.[21] Les parties intéressées auront le droit de demander aux autorités d'examiner si le maintien du droit est nécessaire pour neutraliser le dumping, si le dommage serait susceptible de subsister ou de se reproduire au cas où le droit serait éliminé ou modifié, ou l'un et l'autre. Si, à la suite du réexamen effectué au titre du présent paragraphe, les autorités déterminent que le droit antidumping n'est plus justifié, il sera supprimé immédiatement.
>
> [21] La détermination du montant final des droits antidumping à acquitter, telle qu'elle est prévue au paragraphe 3 de l'article 9, ne constitue pas en soi un réexamen au sens du présent article."

230. L'article 11.2 de l'*Accord antidumping* est centré sur le réexamen de la nécessité de maintenir le droit antidumping. Le principe reste que, dans la mesure où le Membre importateur doit examiner des marges de dumping au cours d'un réexamen au titre de l'article 11.2, ou modifie le droit antidumping à la suite d'un réexamen au titre de l'article 11.2, la marge de dumping sera établie conformément aux dispositions de l'article 2 et le montant du droit antidumping ne dépassera pas la marge de dumping ainsi établie.

231. Les Communautés européennes estiment que la nouvelle fixation d'un taux de dépôt en espèces à appliquer aux importations futures constitue également un "réexamen" du point de savoir s'il est nécessaire de maintenir le droit antidumping pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage.

232. Les Communautés européennes sont d'avis que les "réexamens administratifs" effectués par les États-Unis comptent deux étapes: premièrement, la détermination du montant définitif des droits et, deuxièmement, l'établissement de nouveaux taux de dépôt par exportateur pour les importations futures. À cet égard, la première étape serait couverte par les dispositions de l'article 9.3, alors que la seconde relèverait de l'article 11.2 de l'*Accord antidumping*.

233. La note 21 de l'*Accord antidumping*, dans le contexte de l'article 9.3.1, ne contredit pas cette conclusion. Elle indique ce qui suit:

> "La détermination du montant final des droits antidumping à acquitter, telle qu'elle est prévue au paragraphe 3 de l'article 9, ne constitue pas en soi un réexamen au sens du présent article [article 11.2 de l'*Accord antidumping*]."

234. Les Communautés européennes souhaitent appeler l'attention du Groupe spécial sur les mots "en soi". En effet, le recouvrement de droits définitifs dans le cadre d'un réexamen administratif relève de l'article 9.3.1 de l'*Accord antidumping*, qui exige une enquête sur le montant du droit antidumping qui devrait être fixé rétrospectivement. Cela ne constitue pas *en soi* un "réexamen" conformément à l'article 11.2 de l'*Accord antidumping*. Par contre, l'imposition de nouveaux taux de dépôt pour les importations futures après une nouvelle fixation de marge de dumping, ce qui est

différent du recouvrement de droits définitifs, équivaut à un "réexamen" du point de savoir s'il est nécessaire de maintenir le droit antidumping pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage.

235. À cet égard, les Communautés européennes souhaitent ajouter que les effets des réexamens au titre de l'article 11.2 de l'*Accord antidumping* et la nouvelle fixation de taux de dépôt pour les importations futures dans le cadre des réexamens administratifs sont une seule et même chose. En effet, dans le cadre des réexamens administratifs[154], les États-Unis fixent une période visée par un réexamen mise à jour, rassemblent toutes les données nécessaires concernant la valeur normale et le prix à l'exportation au cours de cette nouvelle période, recalculent les valeurs normales et les prix à l'exportation, font la comparaison et recalculent une marge de dumping. En ce sens, ils réexaminent les niveaux de droit en vigueur à la lumière des données les plus récentes, fixent le montant final des droits antidumping à acquitter et imposent de nouveaux taux de dépôt pour les importations futures.

236. Dans cette mesure spécifique en cause, telle qu'elle est mentionnée à la section III.D.2.1, en raison de l'utilisation de la méthode illicite de réduction à zéro décrite dans la présente communication, la marge de dumping déterminée par les États-Unis n'a pas été calculée conformément à l'article 2 de l'*Accord antidumping*, et en particulier à l'article 2.4 et 2.4.2 dudit accord.

237. Les États-Unis ont également agi, dans ce cas, d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 11.2 de l'*Accord antidumping*. Ils n'ont pas examiné la question de savoir si l'imposition du droit était nécessaire pour neutraliser le "dumping" tel qu'il est défini à l'article 2 de l'*Accord antidumping*. En fait, les États-Unis ont cherché à justifier le maintien du droit comme étant nécessaire pour neutraliser quelque chose qui ne constituait pas un *dumping* au sens de l'article 2 de l'*Accord antidumping*. En effet, dans la mesure en cause, le calcul de la marge de dumping sans réduction à zéro aurait donné un résultat négatif (à savoir, absence de dumping).

d) Conclusions

238. Ainsi, les Communautés européennes considèrent que les États-Unis ont agi en violation des articles 2.1, 2.4, 2.4.2, 9.3 et 11.2 de l'*Accord antidumping* en utilisant la méthode de réduction à zéro simple dans la procédure de réexamen administratif examinée ici.

2.2 Autres mesures en cause

239. Les pièces EC-33 à EC-68 contiennent des documents concernant les autres affaires, y compris en général les résultats finaux, le mémorandum sur les questions et la décision, le fichier journal du programme de calcul des marges finales et les résultats de ce programme, ainsi que le calcul des marges sans réduction à zéro. Ces documents démontrent d'une manière générale: que la réduction zéro simple a été utilisée, qu'il y avait certaines marges intermédiaires négatives – ramenées à zéro par l'USDOC; et que la réduction à zéro simple a eu un effet de supra-gonflement.

240. Cette même méthode illicite de réduction à zéro a été utilisée par les États-Unis et a eu le même effet, dans chacune de ces affaires. En conséquence, pour les mêmes raisons, dans chacune de ces affaires, les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec les obligations que leur imposent les articles 2.4, 2.4.2, 9.3 et 11.2 de l'*Accord antidumping*.

2.3 Conclusions

241. Compte tenu de ce qui précède, les Communautés européennes estiment que les États-Unis ont agi en violation des articles 2.4, 2.4.2, 9.3 et 11.2 de l'*Accord antidumping*, ainsi que de

[154] Voir la section II.B ci-dessus.

l'article VI.1 et VI.2 du GATT lorsqu'ils ont utilisé la réduction à zéro selon les modèles dans les réexamens administratifs figurant dans l'annexe de la demande d'établissement d'un groupe spécial.

3. Réexamens à l'extinction

242. Comme il est indiqué à la section II.C, dans les réexamens à l'extinction, cinq ans après la publication d'une ordonnance antidumping, l'USDOC et l'USITC réexaminent la question de savoir s'il "est probable que le dumping ... et le dommage important subsisteront ou se reproduiront" si l'ordonnance est abrogée.[155] Ce faisant, l'USDOC s'appuie sur les marges de dumping calculées dans une enquête initiale ou un réexamen administratif antérieurs comme base de la détermination dans le cadre du réexamen. En conséquence, l'USDOC s'appuie nécessairement sur des marges qui sont calculées soit avec la procédure de réduction à zéro selon les modèles, soit avec la procédure de réduction à zéro simple, l'une des deux procédures figurant toujours dans les calculs de la marge effectués par l'USDOC.

243. Les Communautés européennes estiment qu'en ce qui concerne les réexamens à l'extinction figurant dans l'annexe de la demande d'établissement d'un groupe spécial, les États-Unis ne se sont pas conformés à leurs obligations au titre de l'*Accord antidumping* et du GATT de 1994 en s'appuyant sur des marges de dumping calculées dans des procédures d'enquête antérieures au moyen de la réduction à zéro.

244. Les Communautés européennes décriront ci-après les principaux faits et constatations établis par les États-Unis dans l'**affaire XII** *Tôles et bandes en acier inoxydable, en rouleaux – Italie (A-475-824), n° 42*, (pièce EC-69), ainsi que les violations de l'*Accord antidumping* et du GATT qui en résultent. Par souci de simplicité, elles ne répéteront pas encore une fois les mêmes arguments en ce qui concerne les dix autres affaires. Elles présentent des éléments de preuve de l'utilisation de marges calculées au moyen des procédures types de réduction à zéro dans les pièces EC-70 à EC-79.

3.1 Tôles et bandes en acier inoxydable, en rouleaux – Italie (A-475-824)

a) La mesure en cause

245. Dans l'avis intitulé "Continuation of Antidumping Duty Orders on Stainless Steel Sheet and Strip in Coils from Germany, Italy, Japan, the Republic of Korea, Mexico, and Taiwan, and Countervailing Duty Orders on Stainless Steel Sheet and Strip in Coils from Italy and the Republic of Korea" (maintien d'ordonnances en matière de droits antidumping concernant les tôles et bandes en acier inoxydable, en rouleaux, en provenance d'Allemagne, d'Italie, du Japon, du Mexique, de la République de Corée et de Taiwan et d'ordonnances en matière de droits compensateurs concernant les tôles et bandes en acier inoxydable, en rouleaux, en provenance d'Italie et de la République de Corée) publié au Registre fédéral[156], les États-Unis ont décidé, au cours du réexamen accéléré à l'extinction, qu'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait si l'ordonnance antidumping visant les tôles et bandes en acier inoxydable, en rouleaux, en provenance d'Italie était abrogée, selon les marges moyennes pondérées suivantes exprimées en pourcentage: 11,23 pour cent en ce qui concerne *ThyssenKrupp Acciai Speciali Terni, S.A.* (*TKAST*) et 11,23 pour cent à titre de marge résiduelle globale.

246. À la page 4 du mémorandum sur la décision de l'Administration du commerce international daté du 22 novembre 2004 (69 FR 67894), il est indiqué ce qui suit: "après avoir examiné les marges de dumping déterminées dans le cadre de l'enquête et des réexamens ultérieurs, le Département détermine qu'il convient de communiquer à l'USITC les taux concernant *TKAST* et les taux résiduels

[155] *Ibid.*, article 751 c) 1).
[156] Pièce EC-69, Appendices I et II.

globaux de la détermination finale modifiée parce qu'il s'agit des seuls taux calculés qui rendent compte du comportement des sociétés en l'absence de la discipline imposée par l'ordonnance. Ainsi, nous communiquerons à l'USITC les taux publiés dans la détermination finale modifiée et indiqués dans la section suivante".[157]

247. On peut observer que les droits imposés à la suite de l'enquête aux fins du réexamen à l'extinction étaient identiques aux niveaux de droit calculés dans l'enquête initiale, à savoir 11,23 pour cent (voir *Notice of Amended Final Determination of Sales at Less Than Fair Value and Antidumping Duty Order; Stainless Steel Sheet and Strip in Coils From Italy* (avis de détermination finale modifiée de l'existence de ventes à un prix inférieur à la juste valeur et d'ordonnance en matière de droits antidumping; tôles et bandes en acier inoxydable, en rouleaux, en provenance d'Italie), 64 FR 40567, du 27 juillet 1999).[158] Il ne devrait donc pas être contesté que les États-Unis ont utilisé, conformément à leurs règlements, à leur manuel de procédures, à leurs programmes types, etc., la réduction à zéro selon les modèles dans les enquêtes initiales, y compris celle-ci.[159]

248. Dans le cas d'espèce, le résultat du fichier journal du programme dans la procédure d'enquête initiale montre que la réduction à zéro a été utilisée[160]:

```
3813
3814
3815            ****************************************
3816            ***  CALCULATE OVERALL MARGIN.  ***
3817            ****************************************
3818
3819            PROC MEANS NOPRINT DATA = MARGIN;
3820                    VAR VALUE QTY;
3821                    OUTPUT OUT = ALLVAL (DROP = _FREQ_  _TYPE_)
3822                            SUM = TOTVAL TOTQTY;
3823            RUN;

NOTE:           The data set WORK.ALLVAL has 1 observations and 2 variables.
NOTE:           The PROCEDURE MEANS used 0.08 seconds.

3824
3825            PROC PRINT DATA = ALLVAL (
SYMBOLGEN:              Macro variable PRINTOBS resolves to 10
3825                            OBS = &PRINTOBS);
3826                    TITLE3 "TOTAL VALUE AND QUANTITY OF U.S. SALES";
3827            RUN;
```

[157] Pièce EC-69, Appendice III.
[158] Pièce EC-69, Appendice IV.
[159] En effet, les Communautés européennes souhaitent rappeler plusieurs déclarations faites par les États-Unis dans lesquelles ils reconnaissent avoir utilisé la réduction à zéro selon les modèles dans les enquêtes initiales par le passé (pièce EC-80).
[160] Pièce EC-69, Appendice V.

NOTE: The procedure PRINT used 0.02 seconds.

```
3828
3829        PROC MEANS NOPRINT DATA = MARGIN;
3830              WHERE EMARGIN GT 0;
3831              VAR PCTEMARG;
3832              OUTPUT OUT = MINMAX (DROP = _FREQ_  _TYPE_)
3833              MIN = MINMARG MAX = MAXMARG;
3834        RUN;
```

249. Les tableaux contenant les résultats des calculs préliminaires montrent qu'avec la réduction à zéro, la marge de dumping constatée pour *TKAST* était de 3,52461, alors qu'avec les mêmes données mais sans réduction à zéro, aucun dumping n'aurait été constaté (-12,94723). La détermination finale sans réduction à zéro aurait abouti à une marge de dumping négative (-0,41), au lieu de 11,23 pour cent.[161]

b) Violation de l'article 2.1, 2.4 et 2.4.2 de l'*Accord antidumping*

i) Les marges de dumping utilisées dans les réexamens à l'extinction doivent être déterminées en ce qui concerne un produit dans son ensemble

250. Dans les réexamens à l'extinction, conformément à l'article 11.3 de l'*Accord antidumping*, les autorités chargées de l'enquête doivent déterminer s'il est probable que le *dumping* subsistera ou se reproduira si le droit qui a été imposé à l'issue d'une enquête initiale est supprimé.

251. L'article 11.3 de l'*Accord antidumping* ne définit pas le mot "dumping". Toutefois, la définition du dumping qui est donnée à l'article VI:1 du GATT de 1994 et à l'article 2.1 de l'*Accord antidumping* s'applique aux réexamens à l'extinction. En effet, l'expression "[a]ux fins du présent accord" utilisée à l'article 2.1 indique clairement que la définition du dumping figurant dans cette disposition s'applique à l'Accord tout entier, y compris son article 11.3. Cette interprétation est étayée par le fait que l'article 11.3 n'indique pas, expressément ou implicitement, que le terme "dumping" a, dans le contexte des réexamens à l'extinction, un sens différent de celui qu'il a dans le reste de l'*Accord antidumping*. Par conséquent, dans les réexamens à l'extinction, la question à laquelle les autorités chargées de l'enquête doivent répondre est de savoir s'il est probable que le dumping du produit assujetti au droit (c'est-à-dire l'introduction de ce produit sur le marché du pays importateur à un prix inférieur à sa valeur normale) subsistera ou se reproduira si le droit est supprimé.[162]

252. Comme il est indiqué plus haut, l'article 2.1 de l'*Accord antidumping* indique clairement que le dumping est défini par rapport à un produit dans son ensemble et non par rapport à un type, un modèle ou une catégorie de produits. Ainsi, si des marges de dumping sont utilisées dans la détermination de la probabilité d'un dumping établie dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, elles doivent être déterminées pour le produit dans son ensemble.

ii) Les marges de dumping utilisées dans les réexamens à l'extinction doivent être conformes aux disciplines énoncées à l'article 2.4 de l'Accord antidumping

253. Dans un réexamen à l'extinction, les autorités chargées de l'enquête ne sont pas autorisées à s'appuyer sur des marges de dumping qui sont incompatibles avec l'*Accord antidumping*, en

[161] Pièce EC-69, Appendices VI et VII.

[162] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 109.

particulier avec l'article 2. Dans l'affaire *États-Unis – Acier traité contre la corrosion*, l'Organe d'appel a précisé ce qui suit:

> "L'article 2 énonce les disciplines convenues dans l'*Accord antidumping* pour le calcul des marges de dumping. Comme nous l'avons fait observer plus haut, nous ne voyons rien à l'article 11.3 qui fasse obligation aux autorités chargées de l'enquête de calculer des marges de dumping ou de s'appuyer sur de telles marges pour déterminer la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira. Toutefois, **au cas où les autorités chargées de l'enquête choisiraient de s'appuyer sur des marges de dumping pour établir leur détermination de la probabilité, le calcul de ces marges doit être conforme aux disciplines énoncées à l'article 2.4**. Nous ne voyons pas d'autres dispositions dans l'*Accord antidumping* en vertu desquelles les Membres peuvent calculer des marges de dumping. Dans le réexamen à l'extinction CRS, l'USDOC a choisi de fonder sa détermination positive de la probabilité sur des marges de dumping positives qui avaient été calculées antérieurement dans le cadre de deux réexamens administratifs particuliers. Si ces marges étaient viciées sur le plan juridique parce qu'elles avaient été calculées d'une manière incompatible avec l'article 2.4, cela pouvait entraîner une incompatibilité non seulement avec l'article 2.4, mais aussi avec l'article 11.3 de l'*Accord antidumping*."[163] (pas de caractères gras dans l'original)

254. Ainsi, si les autorités chargées de l'enquête décident de s'appuyer sur des marges de dumping calculées dans des enquêtes initiales ou des enquêtes ultérieures aux fins de réexamens administratifs, ces marges doivent être calculées d'une manière compatible avec l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*.

255. Les Communautés européennes estiment que, dans la mesure où les marges de dumping sur lesquelles l'USDOC s'est appuyé dans le présent réexamen à l'extinction ont été déterminées sur la base de la réduction à zéro, elles sont incompatibles avec l'article 2.1, 2.4 et 2.4.2 de l'*Accord antidumping*. En effet, comme il a été dit précédemment, l'USDOC s'est appuyé sur des marges de dumping publiées dans la détermination finale modifiée comme étant les seules qui rendaient compte du comportement des sociétés en l'absence de la discipline imposée par l'ordonnance.[164] Ces marges avaient été calculées au moyen de la réduction à zéro selon les modèles.[165]

c) Violation de l'article 11.1 et 11.3 de l'*Accord antidumping*

256. L'article 11.1 et 1.3 de l'*Accord antidumping* prévoit ce qui suit:

> "11.1 Les droits antidumping ne resteront en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage."

> "11.3 Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, tout droit antidumping définitif sera supprimé cinq ans au plus tard à compter de la date à laquelle il aura été imposé (ou à compter de la date du réexamen le plus récent au titre du paragraphe 2 si ce réexamen a porté à la fois sur le dumping et le dommage, ou au titre du présent paragraphe), à moins que les autorités ne déterminent, au cours d'un réexamen entrepris avant cette date, soit de leur propre initiative, soit à la suite d'une demande dûment justifiée présentée par la branche de production nationale ou en son nom, dans un laps de temps raisonnable avant cette date, qu'il est probable que le dumping

[163] *Idem*, paragraphe 127.
[164] Pièce EC-69, Appendice III, page 4.
[165] Pièce EC-69, Appendices V à VII.

et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé. Le droit pourra demeurer en vigueur en attendant le résultat de ce réexamen."

257. Comme l'a souligné l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier traité contre la corrosion*, si une détermination de la probabilité établie au titre de l'article 11.3 de l'*Accord antidumping* est fondée sur une marge de dumping calculée au moyen d'une méthode incompatible avec l'article 2.4, ce défaut ternit également la détermination de la probabilité et la détermination de la probabilité établie par l'USDOC ne pouvait donc pas constituer un fondement approprié pour le maintien des droits antidumping au titre de l'article 11.3 de l'*Accord antidumping*.

258. Même si l'autorité chargée de l'enquête ne s'appuie pas sur des marges de dumping calculées après la procédure initiale, elle doit quand même nécessairement s'appuyer sur la marge de dumping calculée lors de la procédure initiale elle-même. La raison en est que les termes "se reproduire" et "subsister" se rapportent nécessairement à quelque chose qui non seulement va se produire dans le futur, mais qui s'est également produit dans le passé. S'il n'y a rien dans le passé, il n'y a rien qui puisse se reproduire ou subsister. Par conséquent, tout au moins dans le cas où l'utilisation de la réduction à zéro dans la procédure initiale a eu pour effet de créer une marge de dumping supérieure au niveau *de minimis*, alors qu'en fait il n'y avait pas de dumping ou il n'y avait qu'un montant *de minimis* de dumping, la mesure prise à l'issue du réexamen à l'extinction sera *par définition* incompatible avec l'*Accord antidumping*.

259. Sur la base de ce qui précède, les Communautés européennes estiment qu'en s'appuyant, dans le présent réexamen à l'extinction, sur des marges calculées dans le cadre de procédures antérieures au moyen de la réduction à zéro selon les modèles, l'USDOC n'a pas satisfait à ses obligations au titre de l'article 2.1, 2.4 et 2.4.2 parce que ces marges ne se fondaient pas sur une comparaison équitable et n'étaient pas calculées pour le produit dans son ensemble.[166] En conséquence, l'USDOC a contrevenu à l'article 11.3 de l'*Accord antidumping*. De même, puisque les réexamens effectués par l'USDOC conformément à ces dispositions sont viciés, les États-Unis n'ont pas satisfait à l'obligation énoncée à l'article 11.1 de l'*Accord antidumping*.

260. L'Organe d'appel est également arrivé à ces conclusions dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*. Dans ce différend, il a noté que, puisque l'USDOC s'était appuyé, dans sa détermination de la probabilité d'un dumping, sur des marges de dumping établies lors de procédures antérieures et calculées au cours de réexamens administratifs sur la base de la réduction à zéro simple, et puisque une telle réduction à zéro était incompatible avec les articles 2.4 et 9.3, les déterminations de la probabilité d'un dumping établies dans les réexamens à l'extinction sur la base de ces marges de dumping antérieures étaient incompatibles avec l'article 11.3 de l'*Accord antidumping*.[167]

d) Conclusions

261. Dans ces conditions, les Communautés européennes estiment que les États-Unis ont agi en violation des articles 2.1, 2.4, 2.4.2, 11.1 et 11.3 de l'*Accord antidumping* dans le réexamen à l'extinction appelé "**affaire XII**", n° 42 dans l'annexe de la demande d'établissement d'un groupe spécial lorsqu'ils se sont appuyés sur des marges de dumping calculées lors d'enquêtes antérieures au moyen de la méthode de réduction à zéro.

3.2 Autres mesures en cause

262. Les Communautés européennes estiment que les dix autres procédures de réexamen à l'extinction figurant dans l'annexe de la demande d'établissement d'un groupe spécial sont

[166] *Idem*.
[167] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphes 184 à 187.

incompatibles avec les articles 2.1, 2.4, 2.4.2, 11.1 et 11.3 de l'*Accord antidumping* sur la base des mêmes arguments que ceux qui ont été présentés ci-dessus. Par souci de simplicité, elles ne répéteront pas ces arguments. Au lieu de cela, elles ont indiqué, dans les pièces EC-70 à 79, les sections pertinentes des déterminations de l'USDOC qui témoignent de l'utilisation de la réduction à zéro.

3.3 Conclusions

263. Compte tenu de ce qui précède, les Communautés européennes estiment que les États-Unis ont agi en violation des articles 2.1, 2.4, 2.4.2, 11.1 et 11.3 de l'*Accord antidumping* dans les réexamens à l'extinction mentionnés dans l'annexe de la demande d'établissement d'un groupe spécial lorsqu'ils se sont appuyés sur des marges de dumping calculées lors de procédures antérieures au moyen de la méthode de réduction à zéro.

IV. CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS DEMANDÉES

264. Pour les raisons exposées ci-dessus, les Communautés européennes demandent au présent Groupe spécial de formuler les constatations suivantes:

- Les États-Unis ne se sont pas conformés aux articles 2.4, 2.4.2, 9.3, 11.1 et 11.3 de l'*Accord antidumping*, à l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994 et à l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC puisqu'ils continuent à appliquer des droits qui ont été calculés au moyen de la réduction à zéro dans les 18 mesures antidumping mentionnées dans l'annexe de la demande d'établissement d'un groupe spécial.

- Les États-Unis ont agi en violation de l'article 2.4 et 2.4.2 de l'*Accord antidumping* ainsi que de l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994 lorsqu'ils ont appliqué la réduction à zéro selon les modèles dans les quatre procédures d'enquête initiale mentionnées dans l'annexe de la demande d'établissement d'un groupe spécial.

- Les États-Unis ont agi en violation des articles 2.4, 2.4.2, 9.3 et 11.2 de l'*Accord antidumping* ainsi que de l'article VI:1 et VI:2 du GATT lorsqu'ils ont utilisé la réduction à zéro selon les modèles dans les 37 procédures de réexamen administratif figurant dans l'annexe de la demande d'établissement d'un groupe spécial.

- Les États-Unis ont agi en violation des articles 2.1, 2.4, 2.4.2, 11.1 et 11.3 de l'*Accord antidumping* dans les procédures de réexamen à l'extinction mentionnées dans l'annexe de la demande d'établissement d'un groupe spécial lorsqu'ils se sont fondés sur des marges de dumping calculées lors d'enquêtes antérieures au moyen de la méthode de la réduction à zéro.

265. Les Communautés européennes notent que, contrairement à ce qui est prévu à l'article 4:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, les États-Unis n'ont pas, jusqu'ici, examiné avec compréhension les représentations des Communautés européennes sur cette question. Compte tenu des obligations énoncées à l'article 3 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, en particulier celle qui est faite aux Membres de l'OMC d'engager des procédures de bonne foi dans un effort visant à régler le différend, les Communautés européennes invitent une fois encore les États-Unis à se conformer à leurs obligations au titre des Accords de l'OMC.

266. Afin de rendre ces obligations effectives, les Communautés européennes demandent au présent Groupe spécial de recommander, conformément à l'article 19 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, que les États-Unis prennent les mesures nécessaires pour rendre leurs mesures conformes aux dispositions de l'OMC citées. En particulier, de l'avis des Communautés

européennes, le Groupe spécial devrait suggérer que les États-Unis cessent d'utiliser la réduction à zéro lorsqu'ils calculent les marges de dumping dans toute procédure antidumping, en ce qui concerne les 18 mesures mentionnées dans l'annexe de la demande d'établissement d'un groupe spécial ou toute autre mesure. Cette recommandation sera appropriée pour faciliter le règlement du différend.

LISTE DES PIÈCES

EC-1	Demande d'établissement d'un groupe spécial (DS350)
EC-2	Loi douanière de 1930 (extrait)
EC-3	Règlement (en trois parties)
EC-4	Manuel (par chapitre)
EC-5	Explication détaillée concernant le langage informatique
EC-6	Avis des États-Unis concernant la réduction à zéro dans les enquêtes initiales
EC-7	Sunset Policy Bulletin
EC-8	Waincymer, WTO Litigation: Procedural Aspects of Formal Dispute Settlement (Cameron May, 2002), p. 510
EC-9	Brownlie, Principles of Public International Law (5th ed. 1988) pp. 3-5, pp. 20-21
EC-10	Statut de la CIJ
EC-11	Arnull, The European Union and its Court of Justice (2006) pp. 622-638
EC-12	Zweigert and Kötz, An Introduction to Comparative Law (3rd ed. 1988), pp. 256-265
EC-13	Rosas, "The European Court of Justice: sources of law and methods of interpretation", in The WTO at Ten (2006), pp. 482-489
EC-14	Shahabuddeen, Precedent in the World Court (1996), pp. 234-241
EC-15	Treves, "The International Tribunal for the Law of the Sea", in The WTO at 10, (1996), pp. 490-500
EC-16	Reid, A Practitioner's Guide to the European Convention on Human Rights (2nd ed. 2004), p. 51
EC-17	Statut de la CPI
EC-18	Kmiec, The Origin and Current Meanings of "Judicial Activism", Comment, California Law Review, October 2004, 1422-1477
EC-19	Statut de la CEJ
EC-20	Neville and Kennedy, The Court of Justice of the European Communities (2000), pp. 370-377
EC-21	Reid, A Practitioner's Guide to the European Convention on Human Rights (1st ed. 1998), p. 43

EC-22 International Criminal Tribunal for the former Yugoslavia: Prosecutor v. Zlatko Aleksovski, Case No. IT-95-14/1-A, Judgement 24 March 2000, pp. 41-48 and Declaration of Judge David Hunt

EC-23 ICSID Secretariat Discussion Paper, "Possible Improvements of the Framework for ICSID Arbitration", 22 October 2004

EC-24 ICSID Secretariat Working Paper, "Suggested Changes to the ICSID Rules and Regulations", 12 May 2005

EC-25 Jackson, "International Law Status of WTO Dispute Settlement Reports: Obligation to Comply or Option to "Buy Out", 98 American Journal of International Law 109 (2004)

EC-26 [A-421-811] Purified Carboxymethylcellulose from the Netherlands (No. 50)
Appendix I: Final USDOC Determination (70 FR 28275) and Final Order (70 FR 39734)
Appendix II: USITC Determination (70 FR 39334)
Appendix III: Program Code of Noviant BV
Appendix IV: Program Log of Noviant BV
Appendix V: Tables containing calculations with zeroing for Noviant BV
Appendix VI: Tables containing calculations without zeroing for Noviant BV

EC-27 Issues and Decision Memorandum for the Final Results of the Section 129 Determinations (9 April 2007)

EC-28 [A–401-808] Purified Carboxymethylcellulose from Sweden (No. 49)
Appendix I: USDOC Determination (70 FR 28278)
Appendix II: USITC Determination (70 FR 39334)
Appendix III: Final Order (70 FR 39734)

EC-29 [A–405-803] Purified Carboxymethylcellulose from Finland (No. 51)
Appendix I: USDOC Determination (70 FR 39734)
Appendix II: USITC Determination (70 FR 39334)
Appendix III: Final Order (70 FR 28279)

EC-30 [A–469-814] Purified Carboxymethylcellulose from Spain (No. 52)
Appendix I: USDOC Determination (70 FR 24506)
Appendix II: USITC Determinations (70 FR 36205)
Appendix III: Final Order (70 FR 36562)
Appendix IV: Program Log of Aragonesas Delsa S.A.

EC-31 [A-475-801] Ball Bearings and Parts Thereof from Italy (No. 5)
Appendix I: USDOC Determination (71 FR 400064)
Appendix II: Issues and Decision Memorandum
Appendix III: Program Logs of FAG
Appendix IV: Program Logs of SKF
Appendix V: Tables containing calculations with zeroing for FAG
Appendix VI: Tables containing calculations with zeroing for SKF
Appendix VII: Tables containing calculations without zeroing for FAG
Appendix VIII: Tables containing calculations without zeroing for SKF

EC-32 Investigation, New Shorter Oxford English Dictionary

EC-33 [A-449-804] Steel Concrete Reinforcing Bars from Latvia (No. 1)
Appendix I: Notice of Final Results (71 FR 74900)
Appendix II: Issues and Decision Memorandum
Appendix III: Program used with respect to LM
Appendix IV: Program Log of LM
Appendix V: Tables containing LM's calculations with zeroing
Appendix VI: Tables containing LM's calculations without zeroing

EC-34 [A-449-804] Steel Concrete Reinforcing Bars from Latvia (No. 2)
Appendix I: Notice of Final Results (71 FR 7016)
Appendix II: Issues and Decision Memorandum
Appendix III: Program used with respect to LM
Appendix IV: Program Log of LM
Appendix V: Tables containing LM's calculations with zeroing
Appendix VI: Tables containing LM's calculations without zeroing

EC-35 [A-449-804] Steel Concrete Reinforcing Bars from Latvia (No. 3)
Appendix I: Notice of Final Results (69 FR 74498)
Appendix II: Program used with respect to LM
Appendix III: Program Log of LM
Appendix IV: Tables containing LM's calculations with zeroing
Appendix V: Tables containing LM's calculations without zeroing

EC-36 [A-475-801] Ball Bearings and Parts Thereof from Italy (No. 6)
Appendix I: Notice of Final Results (70 FR 54711)
Appendix II: Issues and Decision Memorandum
Appendix III: Program Log of FAG Italy
Appendix IV: Program Log of SKF Italy
Appendix V: Table containing calculations with zeroing for FAG Italy
Appendix VI: Table containing calculations with zeroing for SKF Italy
Appendix VII: Table containing calculations without zeroing for FAG Italy
Appendix VIII: Tables containing calculations without zeroing for SKF Italy

EC-37 [A-475-801] Ball Bearings and Parts Thereof from Italy (No. 7)
Appendix I: Notice of Final Results (69 FR 55574) + amendment (69 FR 62023)
Appendix II: Issues and Decision Memorandum
Appendix III: Program Log of SKF Italy
Appendix IV: Program Log of FAG Italy
Appendix V: Table containing calculations with zeroing for FAG Italy
Appendix VI: Tables containing calculations without zeroing for FAG Italy
Appendix VII: Tables containing calculations with zeroing for SKF Italy
Appendix VIII: Tables containing calculations without zeroing for SKF Italy

EC-38 [A-475-801] Ball Bearings and Parts Thereof from Italy (No. 8)
Appendix I: Notice of Final Results (68 FR 35623)
Appendix II: Issues and Decision Memorandum
Appendix III: Program Log for SKF Italy
Appendix IV: Program Log for FAG Italy
Appendix V: Table containing calculations with zeroing for FAG Italy
Appendix VI: Table containing calculations without zeroing for FAG Italy
Appendix VII: Tables containing calculations with zeroing for SKF Italy
Appendix VIII: Tables containing calculations without zeroing for SKF Italy

EC-39 [A-428-801] Ball Bearings and Parts Thereof from Germany (No. 10)
Appendix I: Notice of Final Results (71 FR 40064)
Appendix II: Issues and Decision Memorandum
Appendix III: Program Log of SKF Germany
Appendix IV: Program Logs of FAG Germany
Appendix V: Tables containing calculations with zeroing for FAG
Appendix VI: Tables containing calculations without zeroing for FAG
Appendix VII: Tables containing calculations with zeroing for SKF
Appendix VIII: Tables containing calculations without zeroing for SKF

EC-40 [A-428-801] Ball Bearings and Parts Thereof from Germany (No. 11)
Appendix I: Notice of Final Results (70 FR 54711)
Appendix II: Issues and Decision Memorandum
Appendix III: Program Log of FAG Germany
Appendix IV: Program Log of SKF Germany
Appendix V: Table containing calculations with zeroing for FAG Germany
Appendix VI: Tables containing calculations with zeroing for SKF Germany
Appendix VII: Table containing calculations without zeroing for FAG Germany
Appendix VIII: Tables containing calculations without zeroing for SKF Germany

EC-41 [A-428-801] Ball Bearings and Parts Thereof from Germany (No. 12)
Appendix I: Notice of Final Results (69 FR 55574) + amendment (69 FR 63507)
Appendix II: Issues and Decision Memorandum
Appendix III: Program Log of SKF Germany
Appendix IV: Program Log of FAG Germany
Appendix V: Table containing calculations with zeroing for SKF Germany
Appendix VI: Tables containing calculations without zeroing for SKF Germany
Appendix VII: Tables containing calculations with zeroing for FAG Germany
Appendix VIII: Tables containing calculations without zeroing for FAG Germany

EC-42 [A-428-801] Ball Bearings and Parts Thereof from Germany (No. 13)
Appendix I: Notice of Final Results (68 FR 35623)
Appendix II: Issues and Decision Memorandum
Appendix III: Program Log of SKF Germany
Appendix IV: Program Log of FAG Germany
Appendix V: Table containing calculations with zeroing for SKF Germany
Appendix VI: Table containing calculations without zeroing for SKF Germany
Appendix VII: Table containing calculations with and without zeroing for FAG Germany

EC-43 [A-427-801] Ball Bearings and Parts Thereof from France (No. 15)
Appendix I: Notice of Final Results (71 FR 40064)
Appendix II: Issues and Decision Memorandum
Appendix III: Program Logs of SKF France
Appendix IV: Tables containing calculations with zeroing for SKF France
Appendix V: Tables containing calculations without zeroing for SKF France

EC-44 [A-427-801] Ball Bearings and Parts Thereof from France (No. 16)
Appendix I: Notice of Final Results (70 FR 54711)
Appendix II: Issues and Decision Memorandum
Appendix III: Program Log of SKF France
Appendix IV: Table containing calculations with zeroing for SKF France

Appendix V: Tables containing calculations without zeroing for SKF France

EC-45 [A-427-801] Ball Bearings and Parts Thereof from France (No. 17)
Appendix I: Notice of Final Results (69 FR 55574) + amendment (69 FR 62023)
Appendix II: Issues and Decision Memorandum
Appendix III: Program Log of SKF France
Appendix IV: Program Log of SNR
Appendix V: Table containing calculations with zeroing for SKF France
Appendix VI: Table containing calculations without zeroing for SKF France
Appendix VII: Tables containing calculations with zeroing for SNR
Appendix VIII: Tables containing calculations without zeroing for SNR

EC-46 [A-427-801] Ball Bearings and Parts Thereof from France (No. 18)
Appendix I: Notice of Final Results (68 FR 35623) + amendment (68 FR 43712)
Appendix II: Issues and Decision Memorandum
Appendix III: Program Code of SKF France
Appendix IV: Program Log of SKF France
Appendix V: Table containing calculations with zeroing for SFK France
Appendix VI: Tables containing calculations without zeroing for SKF France

EC-47 [A-427-820] Stainless Steel Bar from France (No. 20)
Appendix I: Notice of Final Results (71 FR 30873)

EC-48 [A-427-820] Stainless Steel Bar from France (No. 21)
Appendix I: Notice of Final Results (70 FR 46482)

EC-49 [A-428-825] Stainless Steel Sheet and Strip in Coils from Germany (No. 22)
Appendix I: Notice of Final Results (71 FR 74897)
Appendix II: Issues and Decision Memorandum
Appendix III: Program Code of TKN
Appendix IV: Program Log of TKN
Appendix V: Tables containing calculations with zeroing for TKN
Appendix VI: Tables containing calculations without zeroing for TKN

EC-50 [A-428-825] Stainless Steel Sheet and Strip in Coils from Germany (No. 23)
Appendix I: Notice of Final Results (70 FR 73729)
Appendix II: Issues and Decision Memorandum
Appendix III: Program Code of TKN
Appendix IV: Program Log of TKN
Appendix V: Tables containing calculations with zeroing for TKN
Appendix VI: Tables containing calculations without zeroing for TKN

EC-51 [A-428-825] Stainless Steel Sheet and Strip in Coils from Germany (No. 24)
Appendix I: Notice of Final Results (69 FR 75930)
Appendix II: Issues and Decision Memorandum
Appendix III: Program Code of TKN
Appendix IV: Program Log of TKN
Appendix V: Tables containing calculations with zeroing for TKN
Appendix VI: Tables containing calculations without zeroing for TKN

EC-52 [A-428-825] Stainless Steel Sheet and Strip in Coils from Germany (No. 25)
Appendix I: Notice of Final Results (69 FR 6262)
Appendix II: Issues and Decision Memorandum
Appendix III: Program Code of TKN
Appendix IV: Program Log of TKN
Appendix V: Tables containing calculations with zeroing for TKN
Appendix VI: Tables containing calculations without zeroing for TKN

EC-53 [A-423-808] Stainless Steel Plate in Coils from Belgium (No. 27)
Appendix I: Notice of Final Results (70 FR 72789)
Appendix II: Issues and Decision Memorandum

EC-54 [A-423-808] Stainless Steel Plate in Coils from Belgium (No. 28)
Appendix I: Notice of Final Results (69 FR 74495)
Appendix II: Issues and Decision Memorandum
Appendix III: Program Log of U&A Belgium
Appendix IV: Tables containing calculations with zeroing for U&A Belgium
Appendix V: Tables containing calculations without zeroing for U&A Belgium

EC-55 [A-412-801] Ball Bearings and Parts Thereof from the United Kingdom (No.30)
Appendix I: Notice of Final Results (70 FR 54711)
Appendix II: Issues and Decision Memorandum
Appendix III: Program Log of Barden/FAG
Appendix IV: Tables containing calculations with and without zeroing for Barden/FAG

EC-56 [A-412-801] Ball Bearings and Parts Thereof from the United Kingdom (No. 31)
Appendix I: Notice of Final Results (69 FR 55574)
Appendix II: Issues and Decision Memorandum
Appendix III: Program Log of Barden/FAG
Appendix IV: Tables containing calculations with zeroing for Barden/FAG
Appendix V: Tables containing calculations without zeroing for Barden/FAG

EC-57 [A-428-830] Stainless Steel Bar from Germany (No. 33)
Appendix I: Notice of Final Results (71 FR 42802) + amendment (71 FR 52063)
Appendix II: Program Code of BGH
Appendix III: Tables containing calculations with and without zeroing for BGH

EC-58 [A-428-830] Stainless Steel Bar from Germany (No. 34)
Appendix I: Notice of Final Results (69 FR 32982)
Appendix II: Program Code of BGH
Appendix III: Tables containing calculations with zeroing for BGH
Appendix IV: Tables containing calculations without zeroing for BGH

EC-59 [A-421-807] Certain Hot–Rolled Carbon Steel Flat Products from the Netherlands (No. 35)
Appendix I: Notice of Final Results (72 FR 28676) + amendment (72 FR 34441)
Appendix II: Issues and Decision Memorandum
Appendix III: Program Code of Corus Staal
Appendix IV: Program Log of Corus Staal
Appendix V: Tables containing calculations with zeroing for Corus Staal
Appendix VI: Tables containing calculations without zeroing for Corus Staal

EC-60 [A-421-807] Certain Hot–Rolled Carbon Steel Flat Products from the Netherlands (No. 36)
- Appendix I: Notice of Final Results (70 FR 18366)
- Appendix II: Issues and Decision Memorandum
- Appendix III: Program Code of Corus Staal
- Appendix IV: Program Log of Corus Staal
- Appendix V: Tables containing calculations with zeroing for Corus Staal
- Appendix VI: Tables containing calculations without zeroing for Corus Staal

EC-61 [A-421-807] Certain Hot–Rolled Carbon Steel Flat Products from the Netherlands (No. 37)
- Appendix I: Notice of Final Results (69 FR 33630) + amended Final Results (69 FR 43801)
- Appendix II: Issues and Decision Memorandum
- Appendix III: Program Log of Corus Staal
- Appendix IV: Program Log of Corus Staal and Program Log of the amended Final Results
- Appendix V: Table containing calculations with zeroing for Corus Staal amended Final Results
- Appendix VI: Tables containing calculations without zeroing for Corus Staal

EC-62 [A-475-829] Stainless Steel Bar from Italy (No. 39)
- Appendix I: Notice of Final Results (69 FR 32984)
- Appendix II: Program Log of Forini
- Appendix III: Calculations with zeroing for Forini

EC-63 [A-475-824] Stainless Steel Sheet and Strip in Coils from Italy (No. 40)
- Appendix I: Notice of Final Results (70 FR 7472) + Amended Final Results (70 FR 13009)
- Appendix II: Issues and Decision Memorandum
- Appendix III: Program Code of TKAST
- Appendix IV: Program Log of TKAST
- Appendix V: Tables containing calculations with zeroing for TKAST
- Appendix VI: Tables containing calculations without zeroing for TKAST

EC-64 [A-475-824] Stainless Steel Sheet and Strip in Coils from Italy (No. 41)
- Appendix I: Notice of Final (68 FR 69382)
- Appendix II: Issues and Decision Memorandum
- Appendix III: Program Log of TKAST
- Appendix IV: Tables containing calculations with zeroing for TKAST
- Appendix V: Tables containing calculations without zeroing for TKAST

EC-65 [A-475-818] Certain Pasta from Italy (No. 43)
- Appendix I: Notice of Final Results (72 FR 7011)
- Appendix II: Program Log of Atar
- Appendix III: Tables containing calculations with zeroing for Atar

EC-66 [A-475-818] Certain Pasta from Italy (No. 44)
- Appendix I: Notice of Final Results (70 FR 71464)
- Appendix II: Issues and Decision Memorandum
- Appendix III: Table containing calculations without zeroing

EC-67 [A-475-818] Certain Pasta from Italy (No. 45)
Appendix I: Notice of Final Results (70 FR 6832)
Appendix II: Issues and Decision Memorandum
Appendix III: Table containing calculations without zeroing

EC-68 [A-475-818] Certain Pasta from Italy (No. 46)
Appendix I: Notice of Final Results (69 FR 6255) + amendment (69 FR 22761)
Appendix II: Issues and Decision Memorandum

EC-69 [A-475-824] Stainless Steel Sheet & Strip in Coils from Italy (No. 42)
Appendix I: Notice of Final Results (69 FR 67894)
Appendix II: Continuation Order
Appendix III: Issues and Decision Memorandum
Appendix IV: Notice of Amended Final Determination of Sales at Less Than Fair Value and Antidumping Duty Order (64 FR 40567)
Appendix V: Program Log of TKAST (Original investigation proceeding)
Appendix VI: Calculations with zeroing for TKAST (Preliminary Determination of Investigation)
Appendix VII: Calculations without zeroing for TKAST (Preliminary and Final)

EC-70 [A-449-804] Steel Concrete Reinforcing Bars from Latvia (No. 4)
Appendix I Notice of Final Results (72 FR 16767)
Appendix II Issues and Decision Memorandum
Appendix III Antidumping Duty Order (66 FR46777)
Appendix IV Program Log of LM (Original Investigation Proceeding)

EC-71 [A–475–801] Ball Bearings And Parts Thereof from Italy (No. 9)
Appendix I: Notice of Final Result (70 FR 58183) + Continuation Order (71 FR 54469)
Appendix II: Issues and Decision Memorandum
Appendix III: Original Order (54 FR 20903)

EC-72 [A-428-801] Ball Bearings and Parts Thereof from Germany (No. 14)
Appendix I: Notice of Final Results (70 FR 58183)
Appendix II: Continuation Order (71 FR 54469)
Appendix III: Issues and Decision Memorandum
Appendix IV: Original Order (54 FR No. 92, 15 May 1989)

EC-73 [A-427-801] Ball Bearings and Parts Thereof from France (No. 19)
Appendix I: Notice of Final Results (70 FR 58183)
Appendix II: Continuation Order (71 FR 54469)
Appendix III: Issues and Decision Memorandum
Appendix IV: Original Order (54 FR No. 92, 15 May 1989)

EC-74 [A–428–825] Stainless Steel Sheet and Strip in Coils from Germany (No. 26)
Appendix I: Notice of Final Results (69 FR 67896)
Appendix II: Continuation Order (70 FR 44886)
Appendix III: Issues and Decision Memorandum
Appendix IV: Original Order (64 FR 40557)

EC-75 [A–423–808] Certain Stainless Steel Plate in Coils from Belgium (No. 29)
Appendix I: Notice of Final Results (69 FR 61798)
Appendix II: Continuation Order (70 FR 41202)
Appendix III: Issues and Decision Memorandum
Appendix IV: Original Order (64 FR 27756)

EC-76 [A-412-801] Ball Bearings and Parts Thereof from the United Kingdom (No. 32)
Appendix I: Notice of Final Results (70 FR 58183)
Appendix II: Continuation Order (71 FR 54469)
Appendix III: Issues and Decision Memorandum
Appendix IV: Original Orders (54 FR No. 92, 15 May 1989)

EC-77 [A-421-807] Certain Hot–Rolled Carbon Steel Flat Products from the Netherlands (No. 38)
Appendix I: Notice of Preliminary Results (72 FR 7604)
Appendix II: Final Results and Revocation Order (72 FR 35220)
Appendix III: Issues and Decision Memorandum, Section 129 Determinations
Appendix IV: Issues and Decision Memorandums
Appendix V: Original Order (66 FR 50408) + amendment (66 FR 55637)

EC-78 [A-475-818] Certain Pasta from Italy (No. 47)
Appendix I: Notice of Final Results (72 FR 5266)
Appendix II: Notice of Antidumping Duty Order and Amended Final Determination of Sales at Less Than Fair Value (61 FR 38547)
Appendix III: Issues and Decision Memo for the Expedited Sunset Reviews of the Antidumping Duty Orders on Certain Pasta from Italy and Turkey; Final Results (66 FR 51015)
Appendix IV: Continuation of Countervailing and Anti-dumping Duty Orders: Pasta from Italy and Turkey, and Clad Steel Plate From Japan (66 FR 57703)

EC-79 [A- 428-602] Brass Sheet and Strips from Germany (No. 48)
Appendix I: Notice of Final Results (71 FR 4348)
Appendix II: Continuation Order (71 FR 16552)
Appendix III: Issues and Decision Memorandum
Appendix IV: Original Order (52 FR 35750)

EC-80 Déclarations des États-Unis dans lesquelles ils reconnaissent avoir utilisé la réduction à zéro selon les modèles dans les enquêtes initiales par le passé

ANNEXE A-2

PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DES ÉTATS-UNIS

TABLE DES MATIÈRES

Page

RAPPORTS CITÉS **79**

I. INTRODUCTION **82**

II. CONTEXTE FACTUEL **83**

A. LA PHASE D'ENQUÊTE PRÉVUE À L'ARTICLE 5 84

B. LA PHASE DE FIXATION DES DROITS 85

III. CONTEXTE PROCÉDURAL **86**

IV. PRINCIPES GÉNÉRAUX **86**

A. CHARGE DE LA PREUVE 86

B. CRITÈRE D'EXAMEN 87

1. Le critère d'examen applicable consiste à savoir si la mesure prise par l'autorité repose sur une interprétation admissible de l'Accord antidumping **87**

2. Le Groupe spécial devrait procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi et ne pas accroître ou diminuer les droits et obligations énoncés dans les accords visés **87**

V. ARGUMENTATION **91**

A. DEMANDE DE DÉCISIONS PRÉLIMINAIRES 91

1. Les CE ont demandé l'établissement du Groupe spécial en ce qui concerne des mesures ne figurant pas dans leur demande de consultations **92**

2. Les CE ne peuvent pas étendre le mandat du Groupe spécial en incluant dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial des mesures spécifiques ne figurant pas dans leur demande de consultations **94**

3. Les CE ont demandé l'établissement du Groupe spécial concernant des mesures qui n'étaient pas finales au moment de leur demande d'établissement d'un groupe spécial **99**

B. LA MÉTHODE UTILISÉE PAR LES ÉTATS-UNIS POUR FIXER LES DROITS ANTIDUMPING EST COMPATIBLE AVEC LES OBLIGATIONS ÉNONCÉES DANS L'ACCORD ANTIDUMPING 100

1. L'article 2.1 de l'Accord antidumping et l'article VI du GATT de 1994 ..... **102**

2. L'article 2.4.2 ..... **108**

3. L'article 2.4.2, deuxième phrase **111**

4. L'article 9 ..... **114**

5. L'article 2.4 ..... **121**

6. L'article 11.2 n'est pas applicable aux procédures de fixation des droits prévues à l'article 9.3 124

C. LES ALLÉGATIONS DES CE RELATIVES AUX RÉEXAMENS À L'EXTINCTION 125

D. LES ALLÉGATIONS DES CE RELATIVES AUX ENQUÊTES 125

E. L'ARTICLE XVI:4 DE L'ACCORD SUR L'OMC 125

VI. CONCLUSION 128

LISTE DES PIÈCES 129

RAPPORTS CITÉS

Titre abrégé	Référence complète
Argentine – Volaille	Rapport du Groupe spécial *Argentine – Droits antidumping définitifs visant la viande de volaille en provenance du Brésil*, WT/DS241/R, adopté le 19 mai 2003
Brésil – Aéronefs (AB)	Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs*, WT/DS46/AB/R, adopté le 20 août 1999
Brésil – Noix de coco desséchée (AB)	Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Mesures visant la noix de coco desséchée*, WT/DS22/AB/R, adopté le 20 mars 1997
CE – Cassettes audio	Rapport du Groupe spécial du GATT *CE - Droits antidumping sur les bandes audio en cassettes originaires du Japon*, ADP/136, distribué le 28 avril 1995 (non adopté)
CE – Fils de coton	Comité des pratiques antidumping, rapport du Groupe spécial *CE – Imposition de droits antidumping sur les fils de coton en provenance du Brésil*, ADP/137, adopté le 30 octobre 1995
CE – Linge de lit (article 21:5) (Groupe spécial)	Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde – Recours de l'Inde à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS141/RW, adopté le 24 avril 2003, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS141/AB/RW
CE – Linge de lit (article 21:5) (AB)	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde – Recours de l'Inde à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS141/AB/RW, adopté le 24 avril 2003
Égypte – Barres d'armature	Rapport du Groupe spécial *Égypte – Mesures antidumping définitives à l'importation de barres d'armature en acier en provenance de Turquie*, WT/DS211/R, adopté le 1er octobre 2002
États-Unis – Acier laminé à chaud (AB)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, WT/DS184/AB/R, adopté le 23 août 2001
États-Unis – Article 211 (AB)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Article 211 de la Loi générale de 1998 portant ouverture de crédits*, WT/DS176/AB/R, adopté le 1er février 2002
États-Unis – Certains produits en provenance des CE (AB)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures à l'importation de certains produits en provenance des Communautés européennes*, WT/DS165/AB/R, adopté le 10 janvier 2001
États-Unis – Crevettes (article 21:5) (Groupe spécial)	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes – Recours de la Malaisie à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS58/RW, adopté le 21 novembre 2001, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS58/AB/RW
États-Unis – Détermination finale en matière de droits compensateurs concernant les bois de construction résineux (article 21:5) (AB)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Détermination finale en matière de droits compensateurs concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS257/AB/RW, adopté le 20 décembre 2005
États-Unis – DRAM AD	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Droit antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) de un mégabit ou plus, originaires de Corée*, WT/DS99/R, adopté le 19 mars 1999

Titre abrégé	Référence complète
États-Unis – Droits compensateurs sur l'acier traité contre la corrosion (AB)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, WT/DS213/AB/R, adopté le 19 décembre 2002
États-Unis – Dumping concernant les bois de construction résineux (AB)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Détermination finale de l'existence d'un dumping concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada*, WT/DS264/AB/R, adopté le 31 août 2004
États-Unis – Dumping concernant les bois de construction résineux (article 21:5) (Groupe spécial)	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Détermination finale de l'existence d'un dumping concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS264/RW, adopté le 1er septembre 2006, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS264/AB/RW
États-Unis – Dumping concernant les bois de construction résineux (article 21:5) (AB)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Détermination finale de l'existence d'un dumping concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS264/AB/RW, adopté le 1er septembre 2006
États-Unis – Essence (AB)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules*, WT/DS2/AB/R, adopté le 20 mai 1996
États-Unis – Jeux (AB)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures visant la fourniture transfrontières de services de jeux et paris*, WT/DS285/AB/R, adopté le 20 avril 2005
États-Unis – Loi de 1916 (AB)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Loi antidumping de 1916*, WT/DS136/AB/R, WT/DS162/AB/R, adopté le 26 septembre 2000
États-Unis – Loi de 1916 (CE) (Groupe spécial)	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Loi antidumping de 1916*, WT/DS136/R, adopté le 26 septembre 2000, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS136/AB/R, WT/DS162/AB/R
États-Unis – Loi de 1916 (Japon) (Groupe spécial)	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Loi antidumping de 1916*, WT/DS162/R, adopté le 26 septembre 2000, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS136/AB/R, WT/DS162/AB/R
États-Unis – Loi sur la compensation (Amendement Byrd) (AB)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention*, WT/DS217/AB/R, WT/DS234/AB/R, adopté le 27 janvier 2003
États-Unis – Mesure antidumping visant les crevettes (Équateur)	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesure antidumping visant les crevettes en provenance de l'Équateur*, WT/DS335/R, adopté le 20 février 2007
États-Unis – OCTG en provenance d'Argentine (AB)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine*, WT/DS268/AB/R, adopté le 17 décembre 2004
États-Unis – OCTG en provenance du Mexique (Groupe spécial)	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance du Mexique*, WT/DS282/R, adopté le 28 novembre 2005, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS282/AB/R
États-Unis – Réduction à zéro (CE) (AB)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Lois, réglementations et méthode de calcul des marges de dumping*, WT/DS294/AB/R, adopté le 9 mai 2006
États-Unis – Réduction à zéro (CE) (Groupe spécial)	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Lois, réglementations et méthode de calcul des marges de dumping*, WT/DS294/R, adopté le 9 mai 2006, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS294/AB/R

Titre abrégé	Référence complète
États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (AB)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures relatives à la réduction à zéro et aux réexamens à l'extinction*, WT/DS322/AB/R, adopté le 23 janvier 2007
États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Groupe spécial)	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures relatives à la réduction à zéro et aux réexamens à l'extinction*, WT/DS322/R, adopté le 23 janvier 2007, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS322/AB/R
États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion (Groupe spécial)	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon*, WT/DS244/R, adopté le 9 janvier 2004, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS244/AB/R
États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion (AB)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon*, WT/DS244/AB/R, adopté le 9 janvier 2004
États-Unis – Subventions concernant le coton (Groupe spécial)	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Subventions concernant le coton upland*, WT/DS267/R, adopté le 21 mars 2005, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS267/AB/R
États-Unis – Vêtements de dessous (AB)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Restrictions à l'importation de vêtements de dessous de coton et de fibres synthétiques ou artificielles*, WT/DS24/AB/R, adopté le 25 février 1997
Guatemala – Ciment I (AB)	Rapport de l'Organe d'appel *Guatemala – Enquête antidumping concernant le ciment Portland en provenance du Mexique*, WT/DS60/AB/R, adopté le 25 novembre 1998
Inde – Brevets (AB)	Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture*, WT/DS50/AB/R, adopté le 16 janvier 1998
Indonésie – Automobiles	Rapport du Groupe spécial *Indonésie – Certaines mesures affectant l'industrie automobile*, WT/DS54/R, WT/DS55/R, WT/DS59/R, WT/DS64/R, adopté le 23 juillet 1998
Japon – Taxes sur l'alcool (AB)	Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques*, WT/DS8/AB/R, WT/DS10/AB/R et WT/DS11/AB/R, adopté le 1er novembre 1996
Mexique – SHTF (article 21:5) (AB)	Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis: Recours des États-Unis à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS132/AB/RW, adopté le 21 novembre 2001

I. INTRODUCTION

1. Selon un principe fondamental des règles coutumières d'interprétation du droit international public, toute interprétation doit porter sur le texte de l'accord et l'on ne peut pas imputer à l'accord des mots et des obligations qu'il ne contient pas.[1] En outre, pour régler les différends entre les Membres, les groupes spéciaux et l'Organe d'appel chargés du règlement des différends dans le cadre de l'OMC "ne peuvent pas accroître ou diminuer les droits et obligations énoncés dans les accords visés".[2]

2. Les Communautés européennes ("CE"), pour faire valoir leurs demandes de réparation, s'appuient beaucoup sur les rapports antérieurs de l'Organe d'appel, affirmant que "le Groupe spécial ne devrait pas s'écarter" desdits rapports. Bien qu'elles reconnaissent qu'il n'y a aucune obligation imposant à un groupe spécial de suivre le raisonnement utilisé dans des rapports antérieurs, les CE tentent d'établir un seuil juridique de l'écart par rapport à ceux-ci. Toutefois, les droits et obligations des Membres découlent, non pas des groupes spéciaux ou de l'Organe d'appel, mais du texte des accords visés. L'article 11 du *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* ("Mémorandum d'accord") exige clairement que chaque groupe spécial procède à sa propre évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris une évaluation objective des faits, de l'applicabilité des dispositions des accords visés pertinents et de la conformité des faits avec ces dispositions.

3. Les points contestés par les CE en l'espèce exigent nécessairement que le présent Groupe spécial inclue une obligation dans l'*Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* ("Accord antidumping") et dans l'article VI de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* ("GATT de 1994"), en dépit du fait qu'il n'y a aucune base textuelle justifiant les obligations que les CE proposent. En l'espèce, les CE cherchent à inclure dans les accords une obligation de réduire les droits antidumping frappant les importations qui font l'objet d'un dumping des montants à concurrence desquels toutes autres importations visées par la même procédure de fixation des droits dépassent la valeur normale. La position des États-Unis est qu'il n'est pas nécessaire d'accorder cette compensation ou ce crédit pendant la phase de fixation des droits de la procédure antidumping.

4. La situation réelle est bien différente de l'allégation des CE selon laquelle un raisonnement "constant" est suivi dans les rapports antérieurs des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel en ce qui concerne la question des compensations. Trois groupes spéciaux de l'OMC composés d'experts en matière de mesures correctives commerciales ont examiné s'il existait une obligation d'accorder des compensations au-delà du contexte des comparaisons moyenne à moyenne dans une enquête. Dans chaque cas, le groupe spécial a déterminé que les règles coutumières d'interprétation du droit international public n'étayaient pas une lecture de l'Accord antidumping ou du GATT de 1994 qui étend la prohibition de la réduction à zéro au-delà des comparaisons moyenne à moyenne dans une enquête.[3]

5. Néanmoins, l'Organe d'appel a adopté une interprétation de l'Accord antidumping qui comporte une prohibition générale de la réduction à zéro. Utilisant un raisonnement qui s'est modifié de différend en différend, l'Organe d'appel a constaté dans ces rapports, en dépit de l'interprétation contraire proposée par les groupes spéciaux, qu'une prohibition générale de la réduction à zéro correspondait à la seule interprétation admissible de l'Accord antidumping. Les allégations des CE en

---

[1] *Inde – Brevets (Organe d'appel)*, paragraphe 45.

[2] *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* ("Mémorandum d'accord"), article 19.2; *voir idem*, article 3.2.

[3] *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Groupe spécial)*, paragraphes 7.216, 7.219, 7.222, 7.259; *États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux (article 21:5) (Groupe spécial)*, paragraphes 5.65, 5.66, 5.77; *États-Unis – Réduction à zéro (CE) (Groupe spécial)*, paragraphes 7.223, 7.284.

l'espèce reposent entièrement sur cette conclusion. Les États-Unis contestent le raisonnement appliqué dans ces rapports de l'Organe d'appel selon lequel la seule interprétation admissible de l'Accord antidumping comporte une prohibition générale de la réduction à zéro. En conséquence, ils demandent au présent Groupe spécial de s'abstenir d'adopter l'interprétation donnée par l'Organe d'appel. Au lieu de cela, ils lui demandent de rester fidèle au texte de l'Accord antidumping et de constater que l'interprétation donnée par les États-Unis hors du contexte des comparaisons moyenne à moyenne dans les enquêtes est admissible.

6. Comme les États-Unis le démontreront, il faudrait, pour pouvoir accepter les arguments des CE, être prêt à écarter ses doutes et à prétendre que les procédures de fixation des droits sont des enquêtes et que les autres méthodes de fixation des droits envisagées à l'article 9.3 de l'Accord antidumping n'existent pas.

7. Comme les États-Unis l'expliqueront plus bas, les dispositions des Accords de l'OMC invoquées par les CE n'imposent pas d'accorder une compensation ou un crédit en cas de "dumping négatif" dans les procédures de fixation des droits et n'imposent pas d'utiliser la méthode moyenne à moyenne ou la méthode transaction par transaction dans les procédures de fixation des droits.

8. Les allégations des CE concernant l'incompatibilité avec les règles de l'OMC des réexamens à l'extinction contestés devraient être rejetées, car les CE n'ont pas démontré qu'un calcul effectué conformément à leur approche aboutirait à des marges de dumping nulles ou *de minimis* dans les affaires citées.

9. L'allégation des CE concernant l'article XVI:4 de l'*Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce* ("l'Accord sur l'OMC") est subordonnée à une constatation d'incompatibilité avec les dispositions de l'Accord antidumping et du GATT de 1994, ce que les CE n'ont pas démontré. Par voie de conséquence, il n'y a pas d'infraction à l'article XVI:4. Les CE ont en outre tenté d'interpréter l'article XVI:4 d'une manière nouvelle qui modifierait notablement la nature du système de règlement des différends de l'OMC et contredirait directement l'Accord sur l'OMC. La tentative des CE devrait être rejetée.

10. En outre, comme cela est indiqué ci-dessous, les États-Unis demandent qu'il soit décidé à titre préliminaire que les mesures qui n'avaient pas fait l'objet des consultations mais sont au lieu de cela apparues pour la première fois dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial. Contrairement aux articles 4.4, 4.7 et 6.2 du Mémorandum d'accord et à l'article 17.3, 17.4 et 17.5 de l'Accord antidumping, les CE cherchent à étendre la question soulevée dans le présent différend au-delà des mesures au sujet desquelles des consultations avaient été demandées. De plus, dans la mesure où les CE ont ajouté des mesures indéterminées, le Groupe spécial devrait constater que celles-ci ne relèvent pas de son mandat parce qu'elles ne respectent pas l'obligation de "spécificité" énoncée à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

II. CONTEXTE FACTUEL

11. La législation des États-Unis en matière de droits antidumping est destinée à fournir aux producteurs nationaux une mesure corrective en cas de dumping dommageable. La loi américaine régissant les procédures antidumping est la Loi douanière de 1930 des États-Unis, modifiée (la "Loi douanière"). Conformément à l'Accord antidumping, cette loi prévoit deux phases distinctes dans les procédures antidumping. La première étape de la procédure antidumping est la phase d'enquête. Le Département du commerce des États-Unis déterminera s'il y a eu dumping pendant la période couverte par l'enquête en calculant une marge de dumping moyenne pondérée globale pour chaque producteur étranger/exportateur faisant l'objet de l'enquête. Séparément, la Commission du commerce

international des États-Unis ("ITC") détermine si une branche de production aux États-Unis subit un dommage important du fait des importations faisant l'objet d'un dumping.

12. Si le Département du commerce constate qu'il y a eu dumping pendant la période couverte par l'enquête et que l'ITC détermine que la branche de production des États-Unis a subi un dommage du fait des importations ayant fait l'objet d'un dumping, la phase d'enquête prend fin et la seconde phase de la procédure antidumping – la phase de fixation des droits – commence. Dans la phase de fixation des droits, on s'intéresse au calcul et à la fixation des droits antidumping visant des importations spécifiques effectuées par des importateurs individuels.

A. LA PHASE D'ENQUÊTE PRÉVUE À L'ARTICLE 5

13. S'agissant de la phase d'enquête, la législation des États-Unis prévoit que le Département du commerce utilisera normalement la méthode moyenne à moyenne pour les transactions comparables pendant la période couverte par l'enquête.[4] Elle prévoit aussi l'utilisation de comparaisons transaction par transaction[5] et, à condition qu'il y ait une configuration des prix qui diffère notablement entre régions ou périodes, entre autres choses[6], l'utilisation de la méthode moyenne à transaction.[7]

14. Dans la phase d'enquête, le Département du commerce doit régler la question liminaire de savoir s'il "existe" un dumping qui permet de justifier l'imposition d'une mesure antidumping. L'article 771(35)(A) de la Loi douanière définit la "marge de dumping" aux fins de la législation des États-Unis comme étant "le montant dont la valeur normale de la marchandise visée dépasse son prix à l'exportation ou son prix à l'exportation construit".[8] Donc, aux fins de la législation des États-Unis, la "marge de dumping" est le résultat d'une comparaison spécifique entre un prix d'exportation (ou prix à l'exportation construit) et la valeur normale pour les transactions comparables. Lorsque les comparaisons moyenne à moyenne sont utilisées, les transactions à l'exportation semblables[9] sont regroupées et un prix à l'exportation moyen est calculé pour le groupe de comparaison qui est comparé à une valeur normale comparable. Certaines de ces comparaisons pourraient produire des marges de dumping alors qu'il se pourrait que d'autres ne produisent pas de marge de dumping.

15. L'article 771(35)(B) de la Loi douanière définit la "marge de dumping moyenne pondérée" comme étant "le pourcentage obtenu en divisant la somme des marges de dumping déterminées pour un exportateur ou producteur particulier par la somme des prix à l'exportation et des prix à l'exportation construits dudit exportateur ou producteur".[10] Par conséquent, pour calculer une marge de dumping moyenne pondérée unique pour chaque exportateur ou producteur étranger qui a fait individuellement l'objet d'une enquête, le Département du commerce a établi le montant total du dumping constaté pour chaque groupe de comparaison pour cet exportateur ou ce producteur aux États-Unis pendant la période couverte par l'enquête. Après le 22 février 2007, il a l'intention, lorsqu'il procède à des comparaisons moyenne à moyenne dans les enquêtes, d'accorder pour les comparaisons ne faisant pas apparaître un dumping des compensations qui réduisent le montant total du dumping constaté du montant à concurrence duquel le prix à l'exportation moyen dépasse la valeur

[4] 19 C.F.R. 351.414(c)(1) (pièce EC-3).
[5] 19 U.S.C. 1677f-1(d)(1)(A) (pièce EC-2).
[6] Cette configuration est communément appelée "dumping ciblé".
[7] 19 U.S.C. 1677f-1(d)(1)(B) (pièce EC-2).
[8] 19 U.S.C. 1677(35)(A) (pièce EC-2).
[9] La similitude des transactions à l'exportation est généralement déterminée sur la base des caractéristiques du produit. Par conséquent, les groupes de comparaison sont communément dénommés "modèles". Toutefois, d'autres facteurs affectant la comparabilité des prix sont pris en compte, par exemple le niveau commercial.
[10] 19 U.S.C. 1677(35)(B) (pièce EC-2).

normale d'après les comparaisons.[11] Par exemple, le Département du commerce a effectivement accordé des compensations dans l'enquête concernant certains charbons activés en provenance de la République populaire de Chine.[12]

16. Le Département du commerce divise ensuite le montant global obtenu à partir de la somme des groupes de comparaison par la somme des prix à l'exportation de *toutes* les ventes aux États-Unis effectuées par l'exportateur/le producteur pendant la période couverte par l'enquête afin d'obtenir la "marge de dumping moyenne pondérée".[13]

17. Si la marge de dumping moyenne pondérée globale pour un exportateur/producteur particulier est *de minimis*, cet exportateur/ce producteur est exclu du champ d'application de toute mesure antidumping.[14] Si la marge de dumping moyenne pondérée globale pour chaque producteur/exportateur est *de minimis*, la procédure antidumping est close.[15] Si le Département du commerce et l'ITC font des déterminations finales positives de l'existence d'un dumping et de l'existence d'un dommage, respectivement, alors le Département du commerce ordonne l'imposition de droits antidumping ("ordonnance en matière de droits antidumping" ou, simplement, "ordonnance" dans le langage utilisé aux États-Unis).[16] La publication d'une ordonnance en matière de droits antidumping termine la phase d'enquête.

B. LA PHASE DE FIXATION DES DROITS

18. À la différence des enquêtes, qui sont soumises à un ensemble unique de règles, l'Accord antidumping ménage aux Membres la flexibilité nécessaire pour adopter différents systèmes pour ce qui est de la phase de fixation des droits. Il y a deux types fondamentaux de systèmes de fixation des droits – la fixation prospective et la fixation rétrospective des droits. Dans un système prospectif, les valeurs normales ou un taux de droit *ad valorem* sont établis et appliqués importation par importation, au moment de l'importation, à la marchandise visée par la mesure antidumping. Alors que dans les systèmes *ad valorem*, toutes les importations visées sont frappées de droits, dans les systèmes de la valeur normale prospective, les importations pour lesquelles le prix à l'exportation est supérieur ou égal à la valeur normale ne font pas naître une obligation d'acquitter un droit. Toutefois, aucune compensation n'est accordée en ce qui concerne d'autres transactions pour lesquelles le prix à l'exportation est inférieur à la valeur normale.

19. Les États-Unis ont un système de fixation rétrospective des droits. Au titre de ce système, les marchandises sont passibles de droits antidumping au moment de l'importation, mais les droits ne sont pas réellement fixés à ce moment-là. Par contre, les États-Unis perçoivent une garantie sous la forme d'un dépôt en espèces au moment de l'importation et déterminent à une date ultérieure le montant des droits exigibles pour l'importation. Spécifiquement, une fois par an (pendant le mois anniversaire des ordonnances), les parties intéressées peuvent demander un réexamen visant à déterminer le montant des droits dus sur les importations effectuées au cours de l'année précédente.[17] Les droits antidumping

---

[11] *Voir Antidumping Proceedings: Calculation of the Weighted-Average Dumping Margin During an Antidumping Investigation; Final Modification*, 71 Fed. Reg. 77.722 (27 décembre 2006); *Antidumping Proceedings: Calculation of the Weighted-Average Dumping Margins in Antidumping Investigations; Change in Effective Date of Final Modification*, 72 Fed. Reg. 3.783 (26 janvier 2007) (pièce EC-6).

[12] *Voir Final Determination of Sales for Less Than Fair Value: Certain Activated Carbon from the People's Republic of China*, 72 Fed. Reg. 9.508 (2 mars 2007) (pièce US-1).

[13] 19 U.S.C. 1677(35)(B) (pièce EC-2).

[14] 19 C.F.R. 351.204(e)(1) (pièce EC-3).

[15] 19 U.S.C. 1673d(c)(2) (pièce EC-2).

[16] 19 U.S.C. 1673e(a) (pièce EC-2).

[17] La période visée par les procédures de fixation des droits suivies par les États-Unis est normalement de 12 mois. Cependant, dans le cas de la première procédure de fixation des droits suivant l'enquête, elle peut aller jusqu'à 18 mois pour couvrir toutes les importations qui pourraient avoir fait l'objet de mesures provisoires.

sont calculés transaction par transaction et sont acquittés par l'importateur qui a effectué la transaction, comme dans les systèmes de fixation prospective des droits. Si le montant final des droits à acquitter est, en fin de compte, inférieur au dépôt en espèces, la différence est restituée. Si aucun réexamen n'est demandé, les dépôts en espèces versés pour les importations au cours de l'année précédente sont automatiquement considérés comme des droits définitifs. Pour simplifier le recouvrement des droits calculés transaction par transaction, le total du montant absolu des droits calculés pour les transactions de chaque importateur est établi puis divisé par la valeur déclarée totale des transactions dudit importateur, y compris celles pour lesquelles aucun droit n'a été calculé. Les autorités douanières des États-Unis appliquent ensuite ce taux à la valeur déclarée des importations pour recouvrer le montant total correct des droits exigibles.

III. CONTEXTE PROCÉDURAL

20. Le présent différend a commencé lorsque les CE ont demandé des consultations, le 2 octobre 2006.[18] Le 9 octobre 2006, les CE ont présenté une deuxième demande de consultations qui incluait deux examens administratifs additionnels.[19] Les États-Unis et les CE ont tenu des consultations les 14 novembre 2006 et 28 février 2007.

21. Le 10 mai 2007, les CE ont demandé l'établissement d'un groupe spécial.[20] Le 4 juin 2007, l'Organe de règlement des différends a établi un groupe spécial conformément à la demande révisée des CE.

IV. PRINCIPES GÉNÉRAUX

A. CHARGE DE LA PREUVE

22. L'Accord antidumping impose aux autorités des obligations qu'elles doivent remplir, mais c'est à la partie plaignante qu'il appartient de prouver que ces obligations n'ont pas été remplies. Dans l'affaire *États-Unis – Acier traité contre la corrosion, droits compensateurs*, l'Organe d'appel a déclaré que la charge de la preuve incombait à la partie plaignante:

> [c]'est le Membre plaignant qui a la charge de prouver son allégation. À cet égard, nous rappelons notre observation dans l'affaire *États-Unis – Chemises et blouses de laine* selon laquelle:
>
> ... un critère de la preuve généralement admis en régime "code civil", en régime "*common law*" et, en fait, dans la plupart des systèmes juridiques, est que *la charge de la preuve incombe à la partie, qu'elle soit demanderesse ou défenderesse, qui établit, par voie d'affirmation, une allégation ou un moyen de défense particulier.* (pas d'italique dans l'original)[21]

23. En conséquence, il incombe aux CE de prouver qu'il existe des mesures des États-Unis qui sont incompatibles avec les obligations des États-Unis au titre de l'accord visé pertinent. Ce ne sont pas les États-Unis qui ont la charge de prouver qu'ils ont agi d'une manière compatible avec les règles de l'OMC.

---

[18] WT/DS350/1 (3 octobre 2006). Les CE avaient déposé initialement une demande d'ouverture de consultations le 22 septembre 2006 mais se sont aperçues qu'elles avaient omis une mesure. Elles ont retiré cette demande le 2 octobre en faveur de leur demande du 2 octobre 2006.

[19] WT/DS350/1 Add.1 (11 octobre 2006).

[20] WT/DS350/6 (11 mai 2007). Comme il est indiqué en détail ci-dessous, les CE ont ajouté des mesures additionnelles qui ne figuraient pas dans leur demande de consultations.

[21] *États-Unis – Acier traité contre la corrosion, droits compensateurs (Organe d'appel)*, paragraphes 156 et 157. (note de bas de page omise)

B. CRITÈRE D'EXAMEN

1. Le critère d'examen applicable consiste à savoir si la mesure prise par l'autorité repose sur une interprétation admissible de l'Accord antidumping

24. L'article 11 du Mémorandum d'accord définit d'une manière générale le mandat d'un groupe spécial s'agissant d'examiner la compatibilité de mesures prises par les Membres avec les accords visés. Dans un différend concernant l'Accord antidumping, un groupe spécial doit également tenir compte du critère d'examen énoncé à l'article 17.6 ii) de l'Accord antidumping.[22] L'article 17.6 ii) dispose ce qui suit:

> le groupe spécial interprétera les dispositions pertinentes de l'Accord conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public. Dans les cas où le groupe spécial constatera qu'une disposition pertinente de l'Accord se prête à plus d'une interprétation admissible, le groupe spécial constatera que la mesure prise par les autorités est conforme à l'Accord si elle repose sur l'une de ces interprétations admissibles.

25. La question relevant de l'article 17.6 ii) est celle de savoir si une interprétation de l'Accord antidumping donnée par l'autorité chargée de l'enquête est une interprétation admissible. L'article 17.6 ii) confirme qu'il y a des dispositions de l'Accord qui "se prête[nt] à plus d'une interprétation admissible". Si c'est le cas et que l'autorité chargée de l'enquête s'est appuyée sur une telle interprétation, un groupe spécial doit constater que l'interprétation est conforme à l'Accord.[23]

26. La confirmation explicite du fait qu'il y a des dispositions de l'Accord antidumping qui peuvent donner lieu à plus d'une lecture admissible constitue le contexte de l'interprétation de l'Accord antidumping. Cette disposition montre que les négociateurs reconnaissaient qu'ils avaient laissé un certain nombre de questions en suspens et que les règles coutumières d'interprétation n'aboutiraient pas toujours à une seule lecture admissible d'une disposition donnée.

27. Un groupe spécial a rappelé que "[c]onformément à l'article 17.6 ii) de l'Accord antidumping, si une interprétation est "admissible", nous sommes obligés de l'accepter".[24] De même en l'espèce, il est utile de garder présent à l'esprit que l'article 17.6 ii) s'applique et qu'il peut exister de multiples interprétations admissibles de certaines dispositions de l'Accord antidumping.

2. Le Groupe spécial devrait procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi et ne pas accroître ou diminuer les droits et obligations énoncés dans les accords visés

28. L'article 11 du Mémorandum d'accord exige d'un groupe spécial qu'il procède à une évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris une évaluation objective des faits de la cause, de l'applicabilité des dispositions des accords visés pertinents et de la conformité des faits avec ces dispositions. L'Organe d'appel a expliqué que la question englobait à la fois les faits de la cause (et les mesures spécifiques en cause en particulier) et les allégations juridiques formulées.[25] Les articles 3:2 et 19:2 du Mémorandum d'accord énoncent le principe fondamental selon lequel les constatations et recommandations d'un groupe spécial ou de l'Organe d'appel, ainsi que les

---

[22] *Voir CE – Linge de lit (article 21:5) (Organe d'appel)*, paragraphes 108, 114, et 118.

[23] *Voir Argentine – Viande de volaille*, paragraphe 7.341 et note de bas de page 223.

[24] *Argentine – Viande de volaille*, paragraphe 7.45 (indiquant qu'au titre de l'article 17.6 i), les groupes spéciaux "ne [peuvent] pas procéder à un examen *de novo*").

[25] *Guatemala – Ciment I (Organe d'appel)*, paragraphe 73.

recommandations et décisions de l'ORD, ne peuvent pas accroître ou diminuer les droits et obligations énoncés dans les accords visés.

29. Les CE se lancent dans un long discours sur leur point de vue particulier en ce qui concerne le droit national, d'autres systèmes juridiques et juridictions, et exhortent le Groupe spécial à ne pas "s'écarter" des rapports antérieurs de l'Organe d'appel traitant la question de la réduction à zéro.[26] En substance, elles demandent instamment au Groupe spécial d'entériner purement et simplement les rapports antérieurs qui sont en faveur de leur position, de ne pas tenir compte des rapports des groupes spéciaux qui démontrent que la position des CE est contraire au texte convenu des Accords de l'OMC, et de faire abstraction des obligations qui lui sont faites au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord, à savoir procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi. En s'appuyant si largement sur des exemples pris hors du contexte du règlement des différends de l'OMC, les CE font ressortir le fait que rien n'étaye leur approche dans le Mémorandum d'accord, qui régit l'examen par le Groupe spécial de la compatibilité des mesures avec l'Accord sur l'OMC. Un groupe spécial est tenu de procéder à une évaluation objective au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord, et il ne doit pas formuler des constatations et recommandations qui accroissent ou diminuent les droits et obligations énoncés dans les accords visés.

30. Les CE font valoir à tort que "l'incompatibilité avec les règles de l'OMC de ... [la réduction à zéro] a déjà été établie dans des différends antérieurs".[27] Les citations des CE relatives à des éléments de preuve présentés à des groupes spéciaux distincts et à l'Organe d'appel n'autorisent pas le Groupe spécial à simplement adopter ici ces constatations sans une évaluation objective des faits en cause. Le Groupe spécial *États-Unis – Subventions concernant le coton upland* a rejeté la demande du Brésil visant à ce qu'il accepte et applique purement et simplement le raisonnement d'un groupe spécial antérieur, modifié par le rapport de l'Organe d'appel. En s'abstenant de le faire, le Groupe spécial a indiqué qu'il n'y avait "dans le texte du Mémorandum d'accord ... rien qui permette une telle incorporation par référence des allégations et arguments formulés dans le cadre d'un différend antérieur ou une application quasi-automatique des constatations, recommandations et décisions issues d'un différend antérieur".[28]

31. Paradoxalement, alors que les CE font valoir qu'un groupe spécial devrait suivre le raisonnement adopté dans des rapports antérieurs de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel, il semble que leur point de vue concernant le système de règlement des différends de l'OMC diverge nettement par rapport à celui qui est exprimé dans des rapports antérieurs de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel. Elles partent d'une prémisse plutôt surprenante – elles allèguent que "le but principal" du système de règlement des différends est d'"assurer la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral".[29] On pourrait pardonner aux utilisateurs du système de règlement des différends qui auraient pensé que le but principal du système de règlement des différends était de résoudre les différends.

---

[26] *Voir* la première communication écrite des CE, paragraphes 63, 110. Les CE semblent défendre l'idée que le Groupe spécial ne tient pas compte du devoir qui lui est fait à l'article 11 du Mémorandum d'accord lorsqu'elles affirment qu'il ne devrait pas s'écarter des constatations antérieures de l'Organe d'appel concernant la réduction à zéro "dans la mesure où l'Organe d'appel a déjà examiné les arguments qui pourraient être avancés en l'espèce par le défendeur". Première communication écrite des CE, paragraphe 106. Le Groupe spécial est tenu de procéder à une "évaluation objective" de la présente affaire, et il ne peut pas simplement refuser d'examiner les arguments des États-Unis parce que les CE allèguent que ces arguments sont semblables à ceux qui avaient été avancés dans un autre différend faisant l'objet d'un rapport adopté de l'Organe d'appel.

[27] *Voir* la première communication écrite des CE, paragraphes 115.

[28] *États-Unis – Subventions concernant le coton (Groupe spécial)*, paragraphes 735 à 739.

[29] Première communication des CE, paragraphe 87.

32. En outre, si les rapports antérieurs de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel qui ont été adoptés suscitent des attentes légitimes chez les Membres de l'OMC[30], le présent Groupe spécial n'est pas tenu de suivre le raisonnement formulé dans un rapport de l'Organe d'appel. En l'espèce, les CE demandent instamment au Groupe spécial de suivre les précédentes constatations de l'Organe d'appel pour assurer les "sécurité et prévisibilité" visées à l'article 3:2 du Mémorandum d'accord.[31] Toutefois, lue dans le contexte qui est le sien à l'article 3:2, la référence à la sécurité et à la prévisibilité qui figure à l'article 3:2 étaye la conclusion opposée. Les droits et obligations des Membres découlent, non pas des rapports de groupes spéciaux ou de l'Organe d'appel, mais du texte des accords visés. À cet égard, les "sécurité et prévisibilité" dont il est question dans la première phrase de l'article 3:2 résultent de l'application de l'approche interprétative correcte énoncée dans la deuxième phrase de l'article 3:2 – les règles coutumières d'interprétation du droit international public – aux dispositions de l'Accord sur l'OMC. Un résultat qui accroît ou diminue les droits ou obligations des Membres énoncés dans les accords visés est prohibé par la troisième phrase de l'article 3.2 et est donc l'antithèse de la "sécurité et [de la] prévisibilité" mentionnées dans la première phrase de l'article 3:2. Cette conclusion demeure parce que le résultat en question avait été obtenu antérieurement par l'Organe d'appel.

33. Les rapports de l'Organe d'appel devraient être pris en compte seulement dans la mesure où le raisonnement suivi est convaincant. L'Organe d'appel lui-même a dit que ses rapports ne liaient pas les groupes spéciaux.[32] Bien que le raisonnement suivi dans ces rapports puisse être pris en compte, les Membres sont libres d'expliquer pourquoi un raisonnement ou des constatations ne devraient *pas* être pris en compte.[33] Par conséquent, bien que le système de règlement des différends serve à résoudre un différend particulier et à clarifier les dispositions des accords dans ce contexte, ni les groupes spéciaux ni l'Organe d'appel ne peuvent donner des interprétations faisant autorité qui ont force obligatoire en ce qui concerne un autre différend.

34. Les CE font valoir que, dans l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères (Organe d'appel)*, l'Organe d'appel "a clairement indiqué que les groupes spéciaux étaient liés par son analyse juridique".[34] Dans cette affaire, toutefois, l'Organe d'appel a simplement dit qu'il s'attendait à ce que les groupes spéciaux suivent les conclusions antérieures dans les cas où les questions étaient les mêmes, et non que les groupes spéciaux étaient juridiquement liés par des rapports antérieurs de l'Organe d'appel. La déclaration de l'Organe d'appel ne constitue pas une incorporation de la doctrine du *stare decisis* dans le système de règlement des différends de l'OMC, et d'ailleurs elle ne le pourrait pas.

35. Les CE affirment en outre que "le Groupe spécial ne devrait pas s'écarter" des rapports antérieurs de l'Organe d'appel concernant la réduction à zéro parce que l'Organe d'appel occupe une "position supérieure" dans la hiérarchie de l'OMC, est un "organe permanent", et "donne

---

[30] *Japon – Taxes sur l'alcool (Organe d'appel)*, paragraphe 14.

[31] *Voir* la première communication écrite des CE, paragraphes 94, 99.

[32] *Voir États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux (Organe d'appel)*, paragraphe 111 (*citant Japon – Taxes sur l'alcool (Organe d'appel) et États-Unis – Crevettes (article 21:5) (Organe d'appel)*). Comme l'Organe d'appel l'a noté dans *États-Unis – Bois de construction résineux*, les rapports adoptés "n'ont aucune force obligatoire, sauf pour ce qui est du règlement du différend entre les parties en cause". *États-Unis – Bois de construction résineux (Organe d'appel)*, paragraphe 111 (*citant Japon – Taxes sur l'alcool (Organe d'appel)*). Les groupes spéciaux ont également reconnu qu'ils n'étaient pas liés par les rapports de groupes spéciaux antérieurs. *Voir Argentine – Viande de volaille*, paragraphe 7.41 ("Nous notons que nous ne sommes pas tenus de suivre les décisions figurant dans les rapports de groupes spéciaux de l'OMC qui ont été adoptés.").

[33] *États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux (Organe d'appel)*, note de bas de page 175.

[34] Première communication écrite des CE, paragraphe 99.

l'interprétation correcte des règles pertinentes".[35] Rien de cela n'est énoncé dans le Mémorandum d'accord. Bien que l'Organe d'appel joue indéniablement un rôle important dans le système de règlement des différends de l'OMC, les groupes spéciaux sont également investis de responsabilités fondamentales en vertu des articles 3:2, 11, et 19:2 du Mémorandum d'accord, et ils ne sont pas libres de les ignorer simplement parce qu'une partie fait référence aux constatations formulées par l'Organe d'appel sur une question semblable dans un autre différend. Les groupes spéciaux doivent procéder à une évaluation objective de la question et doivent appliquer correctement les règles coutumières d'interprétation du droit international public, même lorsque cela exige une conclusion différente de celle à laquelle était parvenu un rapport antérieur.

36. En ce qui concerne les rapports traitant de la "réduction à zéro", le Groupe spécial *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)* a jugé que les groupes spéciaux n'étaient pas tenus d'appliquer le raisonnement et les constatations de l'Organe d'appel sur le sujet.[36] Expliquant pourquoi il s'était écarté du raisonnement de l'Organe d'appel sur certains aspects de l'allégation relative à la réduction à zéro, il a reconnu que, bien qu'il faille tenir compte des rapports de l'Organe d'appel lorsqu'ils étaient pertinents pour un différend, "un groupe spécial [avait] l'obligation, en vertu de l'article 11 du Mémorandum d'accord, de "procéder à une évaluation objective de la question dont il [était] saisi, y compris une évaluation objective des faits de la cause, de l'applicabilité des dispositions des accords visés pertinents et de la conformité des faits avec ces dispositions ...""".[37] En outre, comme le Groupe spécial l'a relevé, "l'article 3:2 du Mémorandum d'accord dispose que les groupes spéciaux doivent "clarifier les dispositions existantes de ces accords conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public" et que "[l]es recommandations et décisions de l'ORD ne peuvent pas accroître ou diminuer les droits et obligations énoncés dans les accords visés"".[38]

37. De la même façon, récemment, dans l'affaire *États-Unis – Mesure antidumping visant les crevettes (Équateur)*, le Groupe spécial a dit à juste titre que, conformément à ses obligations au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord, il devait s'assurer que l'Équateur avait établi des éléments *prima facie* en présentant des éléments de preuve et des arguments visant à identifier la mesure contestée et en expliquant le fondement de l'incompatibilité alléguée de la réduction à zéro avec une disposition de l'OMC, en dépit du fait que la partie défenderesse ne contestait pas les allégations formulées par l'Équateur.[39] Le Groupe spécial a dit ce qui suit:

> [L]e fait que les États-Unis ne contestent pas les allégations de l'Équateur ne constitue pas un fondement suffisant pour que nous puissions conclure de façon sommaire que les allégations de l'Équateur sont bien fondées. En fait, nous ne pouvons trancher en faveur de l'Équateur que si nous sommes convaincus que celui-ci a fourni des éléments *prima facie*.[40]

38. Enfin, les États-Unis notent que l'allégation des CE voulant que les rapports antérieurs de l'Organe d'appel "constituent une interprétation du droit faisant autorité"[41] ne peut pas être conciliée avec l'article IX:2 de l'*Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce*, qui confère le "pouvoir exclusif d'adopter des interprétations" des accords visés à la Conférence

---

[35] Première communication écrite des CE, paragraphes 90, 93, 106.

[36] Les États-Unis donnent plus bas une analyse spécifique concernant les raisons pour lesquelles les rapports antérieurs de l'Organe d'appel ne sont pas pertinents en l'espèce.

[37] *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.99 et note de bas de page 733.

[38] *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.99 et note de bas de page 733.

[39] *États-Unis – Mesure antidumping visant les crevettes (Équateur)*, paragraphes 7.10 et 7.11 (*citant États-Unis – Jeux (Organe d'appel)*, paragraphe 141).

[40] *États-Unis – Mesure antidumping visant les crevettes (Équateur)*, paragraphe 7.9.

[41] *Voir* la première communication des CE, paragraphe 108.

ministérielle et au Conseil général.[42] Par conséquent, bien que le système de règlement des différends serve à résoudre un différend particulier et à clarifier les dispositions des accords dans ce contexte, ni les groupes spéciaux ni l'Organe d'appel n'ont le "pouvoir" d'adopter des interprétations qui auraient force obligatoire en ce qui concerne un autre différend. Le même défaut existe également s'agissant de l'argument nouveau avancé par les CE en ce qui concerne l'article XVI:4 de l'Accord de Marrakech, comme cela est examiné plus bas en détail.

V. ARGUMENTATION

39. L'argument des États-Unis s'articule de la façon suivante. Premièrement, dans la Section A, les États-Unis demandent au Groupe spécial de rendre des décisions préliminaires concernant la portée de son mandat. Comme nous le démontrons, le Groupe spécial devrait limiter son mandat aux mesures *finales* qui ont été indiquées dans un premier temps dans la demande de consultations et, ultérieurement, dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. En outre, les mesures additionnelles des CE, dans la mesure où il est considéré qu'elles sont indéterminées, ne relèvent pas non plus du mandat du Groupe spécial parce qu'elles ne respectent pas la prescription en matière de spécificité énoncée à l'article 6:2 du *Mémorandum d'accord*.

40. Dans la Section B, les États-Unis répondent aux allégations des CE concernant les procédures de fixation des droits. Ils démontreront qu'aux fins d'une procédure de fixation des droits, il n'existe aucune règle de l'OMC exigeant de compenser le "dumping négatif" ni d'utiliser la méthode moyenne à moyenne ou la méthode transaction par transaction.[43] En conséquence, le Groupe spécial devrait rejeter les allégations des CE relatives à la procédure de fixation des droits.

41. Dans la Section C, les États-Unis réfutent l'argument des CE selon lequel les déterminations établies par le Département du commerce dans le cadre des réexamens à l'extinction contestés sont incompatibles avec les articles 11.1, 11.3, 2.1, 2.4 et 2.4.2 de l'Accord antidumping. Dans la Section D, ils traitent l'allégation "tel qu'appliqué" des CE concernant quatre enquêtes initiales. Enfin, dans la Section E, ils répondent à l'allégation des CE relative à l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC. En raison du fait que les CE n'ont pas démontré l'incompatibilité avec les dispositions de l'Accord antidumping et du GATT de 1994, il ne peut pas y avoir infraction à l'article XVI:4. Les États-Unis démontreront aussi que l'interprétation large donnée par les CE de l'article XVI:4 produirait une distorsion du système de règlement des différends de l'OMC et devrait être rejetée.

A. DEMANDE DE DÉCISIONS PRÉLIMINAIRES

42. Les États-Unis demandent qu'il soit décidé à titre préliminaire que les mesures figurant pour la première fois dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial. Contrairement aux articles 4.4, 4.7, 6.2 et 7.1 du Mémorandum d'accord, et aux articles 17.3, 17.4 et 17.5 de l'Accord antidumping, les CE cherchent à étendre la

[42] L'Organe d'appel a reconnu ce point dans l'un de ses premiers rapports, lorsqu'il a noté que "[l]'article IX:2 de l'Accord sur l'OMC dispos[ait] ce qui suit: "La Conférence ministérielle et le Conseil général auront le pouvoir exclusif d'adopter des interprétations du présent accord et des Accords commerciaux multilatéraux." Il prévoit en outre que de telles décisions seront prises "à une majorité des trois quarts des Membres". Le fait que ce "pouvoir exclusif" d'interpréter le traité a été établi de façon si précise dans l'Accord sur l'OMC est un motif suffisant pour conclure que ce pouvoir n'est conféré nulle part ailleurs de façon implicite ou fortuite". *Japon – Taxes sur l'alcool (Organe d'appel),* page 13.

[43] Ou, autrement dit, qu'il est admissible dans le cadre des Accords de l'OMC d'utiliser la méthode moyenne à transaction dans les procédures de fixation des droits pour les situations autres que celles qui font intervenir un "dumping ciblé".

question faisant l'objet du présent différend au-delà des mesures au sujet desquelles des consultations avaient été demandées.[44]

43. Premièrement, parmi les 52 mesures alléguées (que les CE appellent "procédures") qui sont spécifiquement indiquées par les CE dans l'annexe de leur demande d'établissement d'un groupe spécial, 14 ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial. Ces 14 mesures spécifiques alléguées n'étaient pas indiquées dans la demande de consultations présentée par les CE et elles n'ont pas fait l'objet de consultations; elles ne relèvent donc pas du mandat du Groupe spécial.

44. Deuxièmement, les CE ajoutent dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial une allégation visant "[l]e maintien en application ou l'application des droits antidumping spécifiques résultant des ordonnances antidumping …, [qui] ont été calculés ou sont maintenus en place à la suite du réexamen administratif le plus récent ou, selon le cas, de la procédure initiale ou de la procédure de réexamen pour changement de circonstances ou de réexamen à l'extinction" dans 18 affaires énumérées.[45] Les États-Unis supposent que cette demande fait référence à la mesure la plus récente incluse pour chacune des 18 affaires énumérées dans l'annexe. Dans la mesure où la demande des CE ne fait pas référence à la mesure la plus récente indiquée, mais à toute mesure la plus récente, elle fait référence à un nombre indéterminé de mesures alléguées. Des mesures indéterminées qui ne sont indiquées nulle part spécifiquement ne relèveraient pas du mandat du Groupe spécial. Comme pour les 14 mesures alléguées susmentionnées, les CE n'ont pas indiqué le maintien en application ou l'application des droits antidumping spécifiques résultant des 18 affaires énumérées – spécifiquement ou généralement – dans leur demande de consultations.

45. Dans la mesure où il est considéré que la mesure ajoutée des CE concernant l'application et le maintien en application de droits antidumping est indéterminée, le Groupe spécial devrait constater qu'elle ne relève pas de son mandat parce qu'elle ne respecte pas la prescription de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord en matière de spécificité.

46. Enfin, quatre des mesures nouvellement alléguées étaient des résultats préliminaires de procédures en cours dans lesquelles aucune détermination finale n'avait été faite au moment de la demande d'établissement d'un groupe spécial. Pour cette raison supplémentaire, le Groupe spécial devrait décider que ces quatre procédures en cours ne relèvent pas de son mandat.

1. Les CE ont demandé l'établissement du Groupe spécial en ce qui concerne des mesures ne figurant pas dans leur demande de consultations

a) Les mesures énoncées dans la demande de consultations initiale des CE

47. La demande de consultations des CE datée du 2 octobre 2006 était explicitement limitée à 38 mesures spécifiques.[46] Le paragraphe 2 b) de la demande mentionne "*[l]es réexamens*

[44] *États-Unis – Crevettes (article 21:5) (Groupe spécial)*, paragraphe 5.6 ("Nous notons, comme l'a confirmé l'Organe d'appel, qu'un groupe spécial a la responsabilité de déterminer sa compétence et que l'appréciation de la portée de son mandat est un élément essentiel de cette détermination" (citant *États-Unis – Loi de 1916 (Organe d'appel)*, paragraphe 54.))

[45] *Voir* WT/DS350/6 (11 mai 2007) au paragraphe 2; *voir aussi* la première communication des CE, paragraphe 111.

[46] *Voir* WT/DS350/1 (3 octobre 2006). Le paragraphe 2 a) de la demande de consultations datée du 2 octobre 2006 spécifie, comme objet des consultations: "Les règlements, la méthode de réduction à zéro, la pratique, les procédures administratives et les mesures des États-Unis servant à déterminer la marge de dumping dans les réexamens mentionnés plus haut au point 1 a) et qui, de l'avis des CE, sont incompatibles avec plusieurs dispositions de l'*Accord antidumping*, du GATT de 1994 et de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce." Le paragraphe 2 de la demande d'établissement d'un groupe spécial formulée par les CE n'indique pas ces mêmes mesures alléguées.

administratifs antidumping spécifiques énumérés à l'annexe I de la présente demande et les instructions données conformément à ces réexamens ..." (pas d'italique dans l'original). L'annexe I énumère 33 réexamens administratifs spécifiques, dont l'un était une procédure en cours au moment de la demande de consultations.[47] De même, le paragraphe 2 c) de la demande de consultations décrit les enquêtes visées par la demande de consultations comme étant "[l]*a détermination spécifique de l'existence d'un dumping établie dans le cadre des enquêtes initiales énumérées à l'annexe III* de la présente demande et les instructions données automatiquement conformément à ces déterminations …". (pas d'italique dans l'original) L'annexe III énumère quatre déterminations finales spécifiques concernant des enquêtes antidumping initiales. Enfin, le paragraphe 2 d) de la demande de consultations décrit l'unique réexamen à l'extinction visé par la demande comme étant "*[l]a détermination spécifique établie à l'issue du réexamen à l'extinction dans l'affaire mentionnée à l'annexe II* de la présente demande". (pas d'italique dans l'original) L'annexe II indique une détermination spécifique dans le cadre d'un réexamen à l'extinction.

48. La demande de consultations additionnelle des CE datée du 9 octobre 2006, par rapport à leur demande initiale, ajoutait à l'annexe de ladite demande deux réexamens administratifs, dont l'un était une procédure en cours à la date de l'addendum.[48] Les CE ont donc indiqué un total de 38 mesures spécifiques et deux procédures en cours dans leur demande de consultations.

b) La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE indique explicitement des mesures alléguées additionnelles qui n'étaient pas indiquées dans leur demande de consultations

49. À la différence de la demande de consultations, la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE indiquait 52 mesures spécifiques: les 38 mesures initiales, plus 14 mesures alléguées additionnelles, y compris sept réexamens à l'extinction additionnels finals et trois en cours[49], et trois réexamens administratifs additionnels finals et un en cours.[50] Aucune de ces

---

[47] *Voir* WT/DS350/1 (3 octobre 2006) (indiquant *Steel Concrete Reinforcing Bars from Latvia*, 71 Fed. Reg. 45.031 (8 août 2006) (résultats préliminaires)).

[48] WT/DS350/1/Add.1 (11 octobre 2006) (indiquant *Stainless Steel Sheet and Strip in Coils from Germany*, 71 Fed. Reg. 45.024 (8 août 2004) (résultats préliminaires)) (pièce EC-49).

[49] *Comparer* WT/DS350/6 (11 mai 2007), annexe, *avec* WT/DS350/1 (3 octobre 2006), annexe; WT/DS350/1/Add.1 (11 octobre 2006), annexe. Les réexamens à l'extinction additionnels incluent les déterminations finales dans le cadre de réexamens à l'extinction suivantes: *Ball Bearings and Parts Thereof from Italy*, 71 Fed. Reg. 54.469 (15 septembre 2006) (pièce EC-71); *Ball Bearings and Parts Thereof from Germany*, 71 Fed. Reg. 54.469 (15 septembre 2006) (pièce EC-72); *Ball Bearings and Parts Thereof from France*, 71 Fed. Reg. 54.469 (septembre 2006) (pièce EC-73); *Stainless Steel Sheet and Strip in Coils from Germany*, 70 Fed. Reg. 44.886 (4 août 2005) (pièce EC-74); *Stainless Steel Plate in Coils from Belgium*, 70 Fed. Reg. 41.202 (18 juillet 2005) (pièce EC-75); *Ball Bearings and Parts Thereof from the United Kingdom*, 71 Fed. Reg. 54.469 (15 septembre 2006) (pièce EC-76); *Stainless Steel Sheet and Strip in Coils from Italy*, 70 Fed. Reg. 44.886 (4 août 2005) (pièce EC-69). La demande d'établissement d'un groupe spécial inclut aussi les déterminations en cours dans le cadre de réexamens à l'extinction *Steel Concrete Reinforcing Bars from Latvia*, 72 Fed. Reg. 16.767 (5 avril 2007) (l'USITC n'avait pas encore déterminé l'existence d'un dommage au moment de la demande d'établissement d'un groupe spécial) (pièce EC-70); *Certains produits plats en acier au carbone laminés à chaud en provenance des Pays-Bas*, 72 Fed. Reg. 7604 (16 février 2007) (résultats préliminaires) (pièce EC-77); et *Certain Pasta from Italy*, 72 Fed. Reg. 5266 (5 février 2007) (l'USITC n'avait pas encore déterminé l'existence d'un dommage au moment de la demande d'établissement d'un groupe spécial) (pièce EC-78).

[50] *Comparer* WT/DS350/6 (11 mai 2007), annexe, *avec* WT/DS350/1 (3 octobre 2006), annexe; WT/DS350/1/Add.1 (11 octobre 2006), annexe. Les résultats des réexamens administratifs additionnels finals sont les suivants: *Steel Concrete Reinforcing Bars from Latvia*, 71 Fed. Reg. 45.031 (8 août 2006) (indiqué en tant que résultats préliminaires dans la demande de consultations) (pièce EC-65); *Stainless Steel Sheet and Strip in Coils from Germany*, 71 Fed. Reg. 45.024 (8 août 2006) (indiqué en tant que résultats préliminaires dans la demande de consultations) (pièce EC-49); et *Certain Pasta from Italy*, 72 Fed. Reg. 7011 (14 février 2007)

14 mesures alléguées n'avait été mentionnée dans la demande de consultations, et aucune n'était formellement incluse dans les consultations.

50. La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE ajoutait aussi une nouvelle demande visant à ce que le groupe spécial examine:

> Le maintien en application ou l'application des droits antidumping spécifiques résultant des ordonnances antidumping énumérées de I à XVIII dans l'annexe de la présente demande, tels qu'ils ont été calculés ou sont maintenus en place à la suite du réexamen administratif le plus récent ou, selon le cas, de la procédure initiale ou de la procédure de réexamen pour changement de circonstances ou de réexamen à l'extinction, à un niveau dépassant la marge de dumping qui résulterait de l'application correcte de l'Accord antidumping (qu'il s'agisse de droits ou de taux des dépôts en espèces ou d'une autre forme de mesure).[51]

51. Les États-Unis supposent que cette demande additionnelle fait référence au maintien en application ou à l'application des droits antidumping spécifiques concernant les plus récentes des mesures spécifiquement énumérées pour chacune des 18 affaires figurant dans l'annexe. Dans la mesure où la demande des CE ne fait pas référence à la mesure la plus récente indiquée, elle fait référence à un nombre indéterminé de mesures alléguées relativement aux 18 affaires. Dans ce cas, les CE contesteraient la réduction à zéro "telle qu'appliquée" dans le calcul des droits antidumping dans le cadre des enquêtes initiales, et un nombre indéterminé de réexamens administratifs passés, de réexamens pour changement de circonstances passés, et de réexamens à l'extinction passés. La nouvelle allégation contesterait aussi le calcul des droits antidumping dans un nombre indéterminé de réexamens actuels et/ou futurs dont il est allégué que le Département du commerce les clôt ou les clora à un moment donné dans le futur.

52. Avec cette demande additionnelle, les CE donneraient à entendre qu'il y a une mesure ou des mesures concernant les ordonnances, distinctes et indépendantes des déterminations particulières indiquées dans leurs annexes, qui comportent des calculs de droits antidumping. Les CE n'ont indiqué spécifiquement aucune de ces mesures alléguées. Ces mesures passées et futures alléguées auxquelles elles semblent faire allusion ne faisaient pas formellement partie de leur demande de consultations et ne figuraient pas dans leur demande de consultations.

2. Les CE ne peuvent pas étendre le mandat du Groupe spécial en incluant dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial des mesures spécifiques ne figurant pas dans leur demande de consultations

a) Des consultations doivent avoir lieu relativement à une mesure spécifique avant qu'un Membre puisse porter cette mesure devant l'ORD

53. Le mandat d'un groupe spécial est déterminé par la demande d'établissement d'un groupe spécial déposée par la partie plaignante, laquelle, en application de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, doit "indiquer *les mesures spécifiques en cause*". (pas d'italique dans l'original) Toutefois, un Membre ne peut pas demander l'établissement d'un groupe spécial en ce qui concerne *n'importe quelle* mesure; en fait, il peut déposer une demande d'établissement d'un groupe spécial seulement en ce qui concerne une mesure au sujet de laquelle le processus de consultations est terminé. Spécifiquement, l'article 4:7 du Mémorandum d'accord prévoit qu'une partie plaignante pourra

---

(pièce EC-65). Le résultat du réexamen administratif additionnel en cours est *Certains produits plats en acier au carbone laminés à chaud en provenance des Pays-Bas*, 70 Fed. Reg. 71.523 (11 décembre 2006) (résultats préliminaires) (pièce EC-59).

[51] WT/DS350/6 (11 mai 2007).

demander l'établissement d'un groupe spécial seulement si "les consultations n'aboutissent pas à un règlement du différend".

54. À son tour, l'article 4:4 du Mémorandum d'accord prévoit qu'une demande de consultations doit être motivée et qu'"elle comprendra une indication *des mesures en cause* et du fondement juridique de la plainte". (pas d'italique dans l'original)

55. Ainsi, il y a une progression claire entre les mesures examinées dans les consultations menées en application de l'article 4 du Mémorandum d'accord et les mesures indiquées dans la demande aux fins de l'établissement d'un groupe spécial, laquelle, à son tour, constitue le fondement du mandat du groupe spécial. De fait, l'Organe d'appel dans l'affaire *Brésil – Aéronefs* a dit ce qui suit:

> les articles 4 et 6 du Mémorandum d'accord … définissent un processus selon lequel une partie plaignante doit demander des consultations, et des consultations doivent avoir lieu, avant qu'une question puisse être portée devant l'ORD en vue de l'établissement d'un groupe spécial.[52]

En outre, l'Organe d'appel a constaté que "de manière générale, les consultations sont une condition préalable à une procédure de groupe spécial".[53]

56. Ces règles s'appliquent avec la même force aux différends engagés au titre de l'Accord antidumping, et l'Accord antidumping lui-même apporte d'autres précisions sur la relation entre les consultations et les demandes d'établissement d'un groupe spécial.[54] L'article 17.4 de l'Accord antidumping dispose qu'un Membre pourra porter "la question" devant l'ORD seulement après que les consultations n'auront pas permis d'arriver à une solution mutuellement acceptable et que les autorités compétentes du Membre importateur n'auront pas pris des mesures de caractère final en vue de percevoir des droits antidumping définitifs ou d'accepter des engagements en matière de prix. Dans l'affaire *Guatemala – Ciment (Organe d'appel)*, l'Organe d'appel a expliqué que ce qui constituait la "question" était le "concept essentiel pour définir le champ d'un différend qui peut être porté devant l'ORD au titre de l'*Accord antidumping* et, par conséquent, pour définir les paramètres du mandat d'un groupe spécial dans un différend concernant la lutte contre le dumping".[55] L'Organe d'appel a analysé la "question" visée aux paragraphes 3 à 6 de l'article 17 de l'Accord antidumping et a constaté que les prescriptions spécifiques énoncées à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord – indication de la mesure spécifique en cause et du fondement juridique de la plainte – définissaient la "question" et, par voie de conséquence, le mandat du groupe spécial.[56] Il a également constaté que le terme "question" avait ce même sens à l'article 17.3, s'agissant de la demande de consultations, et aux paragraphes 4 et 5 de l'article 17, s'agissant de porter une question devant l'ORD et de demander la constitution d'un groupe spécial qui sera chargé d'examiner la question.[57]

57. L'article 17.3 dispose que les consultations doivent avoir lieu en vue d'"arriver à un règlement mutuellement satisfaisant de *la question*". En outre, l'article 17.4 prévoit que, lorsque "les

---

[52] *Brésil – Aéronefs (Organe d'appel)*, paragraphe 131.

[53] *Mexique – SHTF (article 21:5) (Organe d'appel)*, paragraphe 58.

[54] Conformément à l'article 1:2 et à l'Appendice 2 du Mémorandum d'accord, dans les différends relevant de l'Accord antidumping, les dispositions du Mémorandum d'accord "s'appliqu[ent] sous réserve des règles et procédures spéciales ou additionnelles relatives au règlement des différends contenues dans les accords visés qui sont récapitulées à l'Appendice 2", c'est-à-dire les articles 17.4 à 17.7 de l'Accord antidumping. Dans la mesure où il y a des différences, qui n'existent pas ici, entre les règles du Mémorandum d'accord et celles de l'Accord antidumping, les règles et procédures spéciales énoncées aux articles 17.4 à 17.7 s'appliqueraient. *Voir* le Mémorandum d'accord, article 1:2.

[55] *Guatemala – Ciment I (Organe d'appel)*, paragraphe 70.

[56] *Guatemala – Ciment I (Organe d'appel)*, paragraphes 71 à 73.

[57] *Guatemala – Ciment I (Organe d'appel)*, paragraphe 76.

consultations au titre [de l'article 17.3 de l'Accord antidumping] n'ont pas permis d'arriver à une solution mutuellement convenue" et que les autorités compétentes "ont pris des mesures de caractère final", un Membre "pourra porter *la question* devant l'Organe de règlement des différends ("ORD")". Enfin, au titre de l'article 17.5, l'ORD, "à la demande de la partie plaignante, établira un groupe spécial ("panel") qu'il chargera d'examiner *la question*". (pas d'italique dans l'original) Dans tous les cas, *la question* inclut la mesure spécifique indiquée ou les mesures spécifiques indiquées par la partie plaignante, et le fondement juridique de la plainte.

58. L'article 17.3, 17.4, et 17.5, ainsi que les articles 4 et 6 du Mémorandum d'accord, énoncent donc un processus suivant lequel une partie plaignante doit demander des consultations sur une question spécifique avant que cette question puisse être portée devant l'ORD en vue de l'établissement d'un groupe spécial. En outre, en vertu de ces dispositions, le mandat d'un groupe spécial ne peut pas inclure des mesures qui ne figuraient pas dans la demande de consultations.

59. Des questions semblables ont été posées dans un différend antérieur. Dans l'affaire *États-Unis – Mesures à l'importation de certains produits en provenance des CE*, l'Organe d'appel a confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle une action particulière menée par les États-Unis ne relevait pas du mandat du Groupe spécial, parce que les CE, alors qu'elles mentionnaient cette action dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial, n'avaient pas demandé l'ouverture de consultations à son sujet. En particulier, la demande de consultations présentée par les CE faisait référence à la caution majorée perçue par les États-Unis et devant être déposée à compter du 3 mars 1999 pour les importations énumérées en provenance des CE en relation avec le différend *CE – Bananes*, mais *pas* à l'action menée par les États-Unis le 19 avril 1999 en vue d'imposer des droits de 100 pour cent sur certains produits désignés provenant des CE.[58] Lorsque les CE ont cherché à obtenir des constatations concernant à la fois la mesure du 3 mars *et* l'action du 19 avril, le Groupe spécial a constaté que la mesure du 3 mars et l'action du 19 avril étaient deux mesures juridiquement distinctes, et que l'action du 19 avril ne relevait pas du mandat du Groupe spécial.[59]

60. L'Organe d'appel a confirmé la constatation du Groupe spécial. Il a constaté que parce que la demande de consultations ne mentionnait pas l'action du 19 avril 1999, et puisque les CE avaient admis à l'audience que l'action du 19 avril "n'était pas *formellement* l'objet des consultations", ce n'était pas une mesure en cause dans ce différend et qu'elle ne relevait pas du mandat du Groupe spécial.[60]

b) Du fait que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE contenait des mesures qui n'avaient pas été l'objet de leur demande de consultations, ces mesures additionnelles ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial

61. La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE a explicitement introduit dans le différend 14 nouvelles déterminations établies dans le cadre de réexamens administratifs et de réexamens à l'extinction. Aucune de ces mesures alléguées n'avait fait l'objet de la demande de consultations présentée par les CE.

62. Les CE ont aussi demandé l'établissement d'un groupe spécial concernant "le maintien en application ou l'application des droits antidumping spécifiques résultant" des déterminations rendues dans le cadre des 18 affaires indiquées dans l'annexe de leur demande d'établissement d'un groupe spécial. La demande de consultations présentée par les CE ne contenait pas de référence, spécifique ou générale, à ces mesures alléguées.

---

[58] *États-Unis – Certains produits en provenance des CE (Organe d'appel)*, paragraphe 70.
[59] *États-Unis – Certains produits en provenance des CE (Organe d'appel)*, paragraphe 82.
[60] *États-Unis – Certains produits en provenance des CE (Organe d'appel)*, paragraphe 70.

63. La situation en l'espèce ressemble à celle qui existait dans l'affaire *États-Unis – Mesures à l'importation*. Comme dans ce différend ou dans tout autre, le champ des mesures qui doivent être portées devant l'ORD est défini par la demande de consultations et, en l'absence de demande de consultations, le groupe spécial ne peut pas être saisi d'une mesure. La demande de consultations présentée par les CE ne mentionnait aucune des mesures additionnelles et, en conséquence, ces "mesures" "ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial".[61]

64. Autoriser les CE à demander l'établissement d'un groupe spécial au sujet de mesures concernant lesquelles il n'a pas été tenu de consultations aurait aussi des conséquences systémiques dangereuses pour le système de règlement des différends de l'OMC. Le but même des consultations et tout intérêt pratique qu'elles pourraient présenter seraient réduits à néant si un plaignant pouvait ajouter à une demande d'établissement d'un groupe spécial des mesures complètement nouvelles au sujet desquelles aucune consultation n'a eu lieu. Permettre à une partie plaignante de recourir aux procédures de groupe spécial sans avoir tenu de consultations sur une mesure priverait les deux parties de la possibilité d'essayer de régler leurs points de divergence et résoudre le différend, ce qui contredirait le rôle imparti par l'article 3:3 du Mémorandum d'accord au système de règlement des différends dans le "règlement rapide" de toute situation dans laquelle un Membre considère que les avantages résultant pour lui des accords visés se trouvent annulés ou compromis par des mesures prises par un autre Membre. On ne voit pas bien non plus en quoi un tel résultat ferait avancer le but des consultations; nous notons à cet égard que l'article 4:1 du Mémorandum d'accord demande aux Membres "de renforcer et d'améliorer l'efficacité des procédures de consultation utilisées par les Membres".

65. Pour les raisons qui viennent d'être exposées, les États-Unis ont l'honneur de demander au Groupe spécial de constater que les 14 nouvelles mesures alléguées qui sont spécifiquement indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE, ainsi que le "maintien en application et l'application des droits" concernant les 18 affaires mentionnées dans ladite demande, ne relèvent pas de son mandat.

c) La référence faite par les CE à "18 affaires" ne s'accorde pas avec les prescriptions de l'article 6.2 en matière de spécificité

66. Dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial, les CE ont indiqué comme "mesures" additionnelles "le maintien en application ou l'application des droits antidumping spécifiques résultant des ordonnances antidumping énumérées de I à XVIII dans l'annexe de la présente demande, tels qu'ils ont été calculés ou sont maintenus en place à la suite du réexamen administratif le plus récent ou, selon le cas, de la procédure initiale ou de la procédure de réexamen pour changement de circonstances ou de réexamen à l'extinction".[62] Les États-Unis supposent que cette demande fait référence à la plus récente des mesures spécifiquement énumérées pour chacune des procédures engagées dans chacune des 18 affaires figurant dans l'annexe. Toutefois, dans la mesure où la demande de consultations présentée par les CE ne fait pas référence à la mesure la plus récente indiquée, elle fait référence à un nombre indéterminé de mesures alléguées.

67. Une référence générale à un nombre indéterminé de mesures ne satisfait pas à la prescription de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord selon laquelle une demande d'établissement de groupe spécial "indiquera les *mesures spécifiques* en cause". (pas d'italique dans l'original) Chaque mesure qui calcule et fixe des marges de dumping constitue une mesure juridiquement distincte. Pour contester des mesures juridiquement distinctes, un Membre doit spécifiquement indiquer chaque mesure dans sa demande de consultations et sa demande d'établissement d'un groupe spécial.[63] Les

[61] *États-Unis – Certains produits en provenance des CE (Organe d'appel)*, paragraphe 70.
[62] *Voir* WT/DS350/6 (11 mai 2007).
[63] *Voir États-Unis – Certains produits en provenance des CE (Organe d'appel)*, paragraphe 76.

CE n'ont pas respecté cette prescription. Par conséquent, ni ces 18 affaires ni toutes procédures additionnelles qui en découleraient, au-delà des mesures spécifiquement indiquées à la fois dans la demande de consultations et dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, ne peuvent être incluses dans le mandat du présent Groupe spécial.[64]

68. Autoriser les CE à étendre le mandat pour y inclure les mesures indéterminées non spécifiquement indiquées causerait un préjudice grave aux États-Unis. Les procédures individuelles de fixation des droits ne concernent que certaines sociétés désignées et visées par la procédure de réexamen. Les CE, dans la mesure où leur contestation porte sur certaines procédures énumérées, limitent l'application de ladite contestation à certaines sociétés désignées dans l'annexe de leur demande d'établissement d'un groupe spécial. Il est, toutefois, concevable 1) que des sociétés autres que celles qui sont désignées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE aient pu faire l'objet d'un réexamen dans le cadre d'un ou de plusieurs des éléments particuliers contestés et 2) que les ordonnances indiquées par les CE visent des sociétés en plus de celles que les CE ont indiquées. Cela soulève donc non seulement la question de savoir quelles procédures les CE contestent, mais encore celle de savoir si les CE limitent leur contestation aux seules sociétés désignées dans l'annexe de leur demande d'établissement d'un groupe spécial.

69. Du fait que les États-Unis n'ont pas eu la possibilité de tenir des consultations avec les CE au sujet de ce nombre indéterminé de mesures alléguées, ils ont été dans l'incapacité de demander d'autres précisions concernant la portée et l'effet des mesures que les CE contestent. Sans consultations préalables sur des mesures spécifiques, un Membre ne peut pas répondre de manière adéquate aux allégations formulées par un autre Membre. Cette incapacité cause un préjudice aux États-Unis s'agissant de présenter leurs arguments au Groupe spécial, et prive celui-ci d'une argumentation complète sur la question.

70. Par ailleurs, outre qu'elle manque de clarté, toute tentative des CE pour défendre une contestation large, générale, des "18 affaires", et donner à penser que leur allégation vise toutes les procédures individuelles qui découlent de ces affaires est indéfendable. Du fait qu'elles n'ont pas indiqué les mesures spécifiques en cause, les CE n'ont pas établi d'éléments *prima facie* concernant les ordonnances en général, ou concernant toute procédure qu'elles n'ont pas spécifiquement désignée. Les enquêtes initiales et les réexamens aux fins de la fixation des droits, même lorsqu'ils portent sur la même marchandise visée, sont des processus différents qui servent des buts distincts. Une enquête a pour objet de déterminer l'existence, l'importance et l'effet d'un dumping allégué, alors que le réexamen a pour objet de déterminer le montant du droit qui sera prélevé sur les importations antérieures de la marchandise visée, ainsi que le montant du droit antidumping estimé qui sera appliqué aux importations futures. Une contestation et la constatation formulée par un groupe spécial au sujet d'une procédure administrative n'appellent pas le même type de constatation que s'il s'agit de toutes les procédures qui se rapportent à la même marchandise visée.

71. L'Organe d'appel a reconnu dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux, droits compensateurs (21:5) (Organe d'appel)* que des procédures distinctes étaient indépendantes l'une de l'autre et qu'elles obéissaient à leur propre échéancier et à leur propre procédure.[65] Dans cette affaire, l'Organe d'appel a constaté que la détermination au titre de l'article 129 et la décision rendue dans le cadre du premier réexamen en ce qui concerne la transmission étaient liées parce que le réexamen administratif faisait référence aux procédures et constatations de l'OMC.[66] Toutefois, en adaptant sa constatation aux seuls faits de la cause, et en indiquant qu'il n'avait pas entendu que sa constatation

[64] *Voir États-Unis – Certains produits en provenance des CE (Organe d'appel)*, paragraphe 70.

[65] *États-Unis – Détermination finale en matière de droits compensateurs concernant certains bois d'œuvre résineux (article 21:5) (Organe d'appel)*, paragraphe 88.

[66] *Voir États-Unis – Détermination finale en matière de droits compensateurs concernant certains bois d'œuvre résineux (article 21:5) (Organe d'appel)*, paragraphes 90 à 92.

soit applicable d'une manière générale, l'Organe d'appel a effectivement fait savoir qu'à moins que les faits particuliers n'imposent de procéder autrement, chaque procédure devrait être traitée comme étant sa propre mesure.[67]

3. Les CE ont demandé l'établissement du Groupe spécial concernant des mesures qui n'étaient pas finales au moment de leur demande d'établissement d'un groupe spécial

72. Ainsi qu'il est indiqué plus haut, quatre des mesures alléguées indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial étaient des résultats préliminaires de réexamens aux fins de la fixation des droits.[68] Ceux-ci ne constituent pas des "mesures de caractère final" au sens de l'article 17.4 de l'Accord antidumping, et ne peuvent donc pas servir de fondement pour demander l'établissement d'un groupe spécial.

73. Une question ne peut être portée devant un groupe spécial que si "les autorités compétentes du Membre importateur ont pris des mesures de caractère final".[69] Les CE, toutefois, appellent l'attention du Groupe spécial sur le fait que certaines des questions qu'elles ont portées devant l'ORD se rapportent à des procédures qui ne sont pas finales en montrant très visiblement dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial que les mesures qu'elles contestent sont des "résultats finals (*sauf indication contraire*)", et en indiquant le réexamen administratif en cours et l'un des réexamens à l'extinction en cours en tant que "résultats préliminaires".[70] Elles omettent par ailleurs de mentionner dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial les décisions finales de l'ITC et les ordonnances finales rendues dans deux des réexamens à l'extinction parce que ces procédures aussi étaient en cours au moment où elles ont présenté leur demande. Ces quatre procédures en cours qu'elles contestent ne sont pas des "mesures de caractère final ... [que] les autorités compétentes du Membre importateur ont pris[es] en vue de percevoir des droits antidumping définitifs".[71] Au contraire, au moment de la demande d'établissement d'un groupe spécial, aucune décision n'avait été prise en vue de percevoir des droits définitifs.[72] En fait, il était entièrement possible qu'il ne soit pas du tout perçu, ou ne continue pas du tout d'être perçu, de droit antidumping définitif.

---

[67] *États-Unis – Détermination finale en matière de droits compensateurs concernant certains bois d'œuvre résineux (article 21:5) (Organe d'appel)*, paragraphe 93.

[68] *Voir* WT/DS350/6, annexe: Liste des affaires (*indiquant Certains produits plats en acier au carbone laminés à chaud en provenance des Pays-Bas*, 70 Fed. Reg. 71.523 (11 décembre 2006) (résultats préliminaires) (*voir* pièce EC-59); *Certains produits plats en acier au carbone laminés à chaud en provenance des Pays-Bas*, 72 Fed. Reg. 7604 (16 février 2007) (résultats préliminaires) (*voir* pièce EC-77); *Steel Concrete Reinforcing Bars from Latvia*, 72 Fed. Reg. 16.767 (5 avril 2007) (L'USITC n'a pas encore déterminé l'existence d'un dommage) (pièce EC-70); *Certain Pasta from Italy*, 72 Fed. Reg. 5266 (5 février 2007) (L'USITC n'a pas encore déterminé l'existence d'un dommage) (pièce EC-78). *Voir* WT/DS350/1 (3 octobre 2006) (*indiquant Steel Concrete Reinforcing Bars from Latvia*, 71 Fed. Reg. 45.031 (8 août 2006) (résultats préliminaires) (pièce EC-33). *Voir* WT/DS350/1/Add.1 (11 octobre 2006) (*indiquant Stainless Steel Sheet and Strip in Coils from Germany*, 71 Fed. Reg. 45.024 (8 août 2006) (résultats préliminaires) (pièce EC-49).

[69] Accord antidumping, article 17.4. Une mesure provisoire peut être contestée uniquement lorsqu'elle "a une incidence notable et que le Membre qui a demandé des consultations estime que l'adoption de cette mesure est contraire aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 7". Les CE n'ont ni allégué ni démontré que ces critères étaient remplis s'agissant des résultats préliminaires indiqués.

[70] WT/DS350/6, annexe: Liste des affaires (page 11) (pas d'italique dans l'original); *Certains produits plats en acier au carbone laminés à chaud en provenance des Pays-Bas*, 72 Fed. Reg. 7604 (16 février 2007) (résultats préliminaires) (*voir* pièce EC-77); *Certains produits plats en acier au carbone laminés à chaud en provenance des Pays-Bas*, 70 Fed. Reg. 71.523 (11 décembre 206) (résultats préliminaires) (*voir* pièce EC-59).

[71] Accord antidumping, article 17.4.

[72] *Steel Concrete Reinforcing Bars from Latvia*, 72 Fed. Reg. 16.767 (5 avril 2007) (L'USITC n'a pas encore déterminé l'existence d'un dommage) (pièce EC-70); *Certain Pasta from Italy*, 72 Fed. Reg. 5266 (5 février 2007) (L'USITC n'a pas encore déterminé l'existence d'un dommage) (pièce EC-78).

74. Présenter une demande d'établissement d'un groupe spécial chargé d'examiner des procédures qui ne sont pas finales n'est pas autorisé par l'article 17.4 de l'Accord antidumping. D'ailleurs, des mesures qui n'existent pas encore au moment de l'établissement d'un groupe spécial ne relèvent pas non plus du mandat de ce groupe spécial au titre du Mémorandum d'accord.[73] Nous avons l'honneur de demander au Groupe spécial de constater que les quatre procédures en cours ne relèvent pas de son mandat.

B. LA MÉTHODE UTILISÉE PAR LES ÉTATS-UNIS POUR FIXER LES DROITS ANTIDUMPING EST COMPATIBLE AVEC LES OBLIGATIONS ÉNONCÉES DANS L'ACCORD ANTIDUMPING

75. Dans la mesure où les CE contestent la compatibilité avec les règles de l'OMC de la méthode de la réduction à zéro telle qu'appliquée dans les procédures de fixation des droits, comme nous le démontrons plus bas, les allégations des CE contredisent directement le texte de l'Accord antidumping. La méthode utilisée par les États-Unis pour calculer les droits antidumping dans les procédures de fixation des droits en question est compatible avec les règles de l'OMC.

76. L'Accord antidumping ne prévoit aucune obligation générale de tenir compte des transactions pour lesquelles le prix à l'exportation dépasse la valeur normale pour compenser le montant du dumping constaté en rapport avec d'autres transactions à des prix inférieurs à la valeur normale. Le fondement textuel exclusif de l'obligation de tenir compte d'une telle absence de dumping dans le calcul des marges de dumping apparaît en rapport avec l'obligation énoncée à l'article 2.4.2 selon laquelle "l'existence de marges de dumping pendant la phase d'enquête sera normalement établie sur la base d'une comparaison entre une *valeur normale moyenne pondérée et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables* …".[74] Ce passage de l'article 2.4.2 en particulier s'applique seulement dans un contexte limité lorsqu'il s'agit de déterminer si un dumping existe pendant la phase d'enquête et que l'on utilise la méthode de comparaison moyenne à moyenne prévue à l'article 2.4.2.[75] Aucun élément textuel ne vient étayer les obligations additionnelles que les CE voudraient que le présent Groupe spécial impose.

77. Dans l'affaire *États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux (Organe d'appel)*, l'Organe d'appel a spécifiquement reconnu que la question dont il était saisi était de savoir si la réduction à zéro était prohibée en rapport avec la méthode de comparaison moyenne à moyenne prévue à l'article 2.4.2.[76] Ainsi, il était seulement constaté dans le rapport que "la réduction à zéro était interdite lors de l'établissement de l'existence de marges de dumping dans le cadre de la méthode de comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée".[77] L'Organe d'appel est parvenu à cette conclusion en interprétant les expressions "marges de dumping" et "toutes les transactions à l'exportation comparables" telles qu'elles sont utilisées dans l'article 2.4.2, d'une "manière intégrée".[78]

---

[73] *Voir*, par exemple, *États-Unis – Subventions concernant le coton upland (Groupe spécial)*, paragraphe 7.158 (constatant qu'une mesure qui n'avait pas encore été adoptée ne pouvait pas relever du mandat du groupe spécial); rapport du Groupe spécial *Indonésie – Certaines mesures affectant l'industrie automobile (Groupe spécial)*, paragraphe 14.3 (souscrivant à l'avis de la partie défenderesse selon lequel une mesure adoptée après l'établissement du groupe spécial ne relevait pas du mandat du groupe spécial).

[74] Pas d'italique dans l'original. *Voir États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux (Organe d'appel)*, paragraphes 82, 86, et 98.

[75] *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.213; *États-Unis – Réduction à zéro (CE) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.197; *États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux (article 21:5) (Groupe spécial)*, paragraphes 5.65 et 5.66, et 5.77.

[76] *États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux (Organe d'appel)*, paragraphes 104, 105, et 108.

[77] *États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux (Organe d'appel)*, paragraphe 108.

[78] *États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux (Organe d'appel)*, paragraphes 86 à 103.

Autrement dit, l'expression "toutes les transactions à l'exportation comparables" faisait partie intégrante de l'interprétation selon laquelle les comparaisons multiples de la valeur normale moyenne et des prix à l'exportation moyens pour les groupes de calcul de la moyenne ne constituaient pas une comparaison moyenne à moyenne de toutes les transactions à l'exportation comparables à moins que les résultats de toutes ces comparaisons n'aient été agrégés. L'obligation de prévoir des compensations était, par conséquent, liée au texte de la disposition traitant de l'utilisation de la méthode de comparaison moyenne à moyenne dans une enquête, et ne résultait pas d'une quelconque obligation indépendante de compenser les prix.

78. L'argument des CE selon lequel il y a une prohibition générale de la "réduction à zéro", ou une prohibition spécifiquement applicable au contexte plus particulier des procédures de fixation des droits, ne peut pas être concilié avec l'interprétation donnée dans l'affaire *États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux (Organe d'appel)*, dans laquelle l'expression "toutes les transactions à l'exportation comparables" qui figure à l'article 2.4.2 signifiait que la réduction à zéro était prohibée dans le contexte des comparaisons moyenne à moyenne dans les enquêtes. S'il y avait, comme les CE semblent le faire valoir, une interdiction générale de la réduction à zéro qui s'applique dans toutes les procédures et pour toutes les méthodes de comparaison, le sens attribué à l'expression "toutes les transactions à l'exportation comparables" par l'Organe d'appel dans ce différend serait redondant par rapport à la prohibition générale de la réduction à zéro et donc "inutile".

79. La nécessité d'éviter cette redondance a été reconnue dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Organe d'appel)* pour laquelle l'Organe d'appel a changé son interprétation de cette expression. Dans l'affaire *États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux (Organe d'appel)*, les expressions "marges de dumping" et "toutes les transactions à l'exportation comparables" ont été interprétées d'une manière intégrée. L'Organe d'appel a constaté que, pour agréger les résultats des comparaisons par modèle, il faut tenir compte de "toutes" les transactions à l'exportation comparables. Ainsi, cette expression fait nécessairement référence à toutes les transactions se rapportant à tous les modèles pour le produit visé par l'enquête, c'est-à-dire le produit "dans son ensemble". La référence textuelle "toutes les transactions à l'exportation comparables" était le fondement qui permettait à l'Organe d'appel de conclure que ce "produit" devait s'entendre du "produit dans son ensemble" et que les marges de dumping ne devaient pas être fondées sur des comparaisons de groupes de calcul de la moyenne pris individuellement. L'Organe d'appel s'est par la suite appuyé sur cette notion de "produit dans son ensemble", encore qu'il l'ait dissociée du fondement textuel correspondant, en concluant que les marges de dumping ne pouvaient pas être calculées pour des transactions individuelles.[79]

80. Toutefois, dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Organe d'appel)*, l'Organe d'appel a donné une nouvelle interprétation de l'expression "toutes les transactions à l'exportation comparables" selon laquelle celles-ci désignent uniquement toutes les transactions se rapportant à un seul modèle et non à tous les modèles pour le produit visé par l'enquête.[80] En faisant cela, l'Organe

[79] *États-Unis – Réduction à zéro (CE) (Organe d'appel)*, paragraphes 126, 127; *États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux (article 21:5) (Organe d'appel)*, paragraphes 89, 114; *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Organe d'appel)*, paragraphes 121, 122, 151.

[80] *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Organe d'appel)*, paragraphe 124 ("[L]e membre de phrase "toutes les transactions à l'exportation comparables" exige que chaque groupe comprenne uniquement les transactions qui sont comparables et qu'aucune transaction à l'exportation ne puisse être laissée de côté au moment de la détermination des marges de dumping selon cette méthode [la comparaison moyenne à moyenne]").

d'appel a abandonné le seul fondement textuel de son raisonnement dans l'affaire *États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux (Organe d'appel)*.[81]

81. Pour procéder à sa propre "évaluation objective", toutefois, le présent Groupe spécial doit accorder une attention particulière au critère d'examen spécial concernant les questions soulevées dans le cadre de l'Accord antidumping – selon lequel il ne peut pas être constaté que la mesure d'un Membre est incompatible avec les obligations énoncées dans l'Accord antidumping si la mesure repose sur une interprétation admissible de l'Accord. Par conséquent, pour les raisons qui sont exposées ci-dessous, le Groupe spécial ne devrait pas adopter le raisonnement et les conclusions tirés de rapports de l'Organe d'appel qui rejettent une interprétation admissible de l'Accord antidumping.

1. L'article 2.1 de l'Accord antidumping et l'article VI du GATT de 1994[82]

82. Pour commencer, l'article 2.1 de l'Accord antidumping et l'article VI:1 du GATT de 1994 sont des dispositions définitionnelles qui, "lues isolément, n'imposent pas d'obligations indépendantes".[83] Néanmoins, ces définitions sont importantes pour l'interprétation des autres dispositions de l'Accord antidumping en cause dans le présent différend. En particulier, il est extrêmement important que l'article 2.1 de l'Accord antidumping et l'article VI du GATT de 1994 ne définissent pas le "dumping" et les "marges de dumping" de telle sorte que les transactions à l'exportation doivent être examinées à un niveau agrégé. La définition du "dumping" figurant dans ces dispositions mentionne un "produit … introduit sur le marché d'un autre pays à un prix inférieur à sa valeur normale". Cette définition décrit le comportement commercial correspondant à la réalité suivant lequel un produit est importé dans un pays, c'est-à-dire transaction par transaction.[84] Le dumping est donc défini comme se produisant au cours d'une transaction commerciale dans laquelle le produit qui fait l'objet de la transaction est "introduit sur le marché" du pays importateur à un prix d'exportation "inférieur à sa valeur normale".

83. De plus, les mots "inférieur à sa valeur normale" sont définis comme le moment où le "prix à l'exportation de ce produit … est inférieur au prix comparable …".[85] Là encore, cette définition décrit un comportement commercial correspondant à la réalité en matière de prix, c'est-à-dire quand un prix est inférieur à un autre prix. Le sens ordinaire du terme "prix" tel qu'il est utilisé dans la définition du dumping est le "paiement pour l'achat de quelque chose".[86] Cette définition "peut facilement être appliquée à des transactions individuelles et n'exige pas un examen des transactions à l'exportation à un niveau agrégé".[87]

---

[81] Les États-Unis ont soulevé ces points dans la déclaration qu'ils ont faite à l'ORD et leur communication du 20 février 2007 (pièce US-2). *Voir aussi*, la communication des États-Unis WT/DS294/16, et la communication des États-Unis WT/DS294/18.

[82] En raison du fait que l'article 2.1 et 2.4 de l'Accord antidumping n'impose pas d'obligations indépendantes, dans la mesure où les CE allèguent que les mesures contestées sont incompatibles avec les "obligations" énoncées aux paragraphes 1 ou 4 de l'article 2, les CE n'établissent pas l'existence d'obligations au titre de ces dispositions définitionnelles et, par conséquent, pour leurs allégations, il faut nécessairement prendre en compte l'article 2.4.2. Si, toutefois, le Groupe spécial choisit de ne pas suivre le raisonnement employé dans les constatations antérieures de l'Organe d'appel (*voir,* par exemple, *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Organe d'appel)*, paragraphe 140) et constate que l'application de la réduction à zéro dans les réexamens est incompatible avec l'article 2.1 et 2.4, il peut alors appliquer le principe d'économie jurisprudentielle et n'a pas besoin d'examiner l'argument avancé par les CE en ce qui concerne l'article 2.4.2.

[83] *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Organe d'appel)*, paragraphe 140.

[84] *Voir États-Unis – Réduction à zéro (CE) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.285.

[85] Article VI:1 du GATT de 1994, article 2.1 l'Accord antidumping.

[86] *New Shorter Oxford English Dictionary (1993)*, page 2349.

[87] *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.106.

84. La description donnée dans la définition du "dumping" concernant le comportement auquel les droits antidumping sont censés remédier fournit de solides éléments contextuels à l'appui de l'interprétation des dispositions selon laquelle il est permis à l'autorité d'examiner un dumping en relation avec le comportement particulier décrit, c'est-à-dire les transactions à l'importation prises individuellement. Ainsi, dans le différend *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, le Groupe spécial a conclu à juste titre que la définition du dumping elle-même "affaibl[issait] ... l'argument selon lequel il n'[était] pas admissible d'interpréter le concept de dumping comme étant applicable à des transactions de vente individuelles".[88]

85. En d'autres termes, le dumping – tel qu'il est défini d'après ces dispositions – peut se produire au cours d'une transaction unique. Il n'y a rien dans le GATT de 1994 ni dans l'Accord antidumping qui suggère qu'un dumping dommageable qui se produit en rapport avec une transaction est atténué par une autre transaction effectuée à un prix qui n'est pas un prix de dumping. En vérité, la réalité commerciale est que le producteur étranger ou l'exportateur lui-même tire exclusivement profit de la mesure dans laquelle le prix d'une transaction à l'exportation ne faisant pas apparaître un dumping dépasse la valeur normale.

86. Dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, le Groupe spécial a noté ce qui suit: "les comptes rendus des discussions antérieures dans le cadre du GATT montrent que le concept de dumping a de tout temps été interprété comme étant applicable au niveau des transactions à l'exportation prises individuellement".[89] Bien avant le récent débat sur "la réduction à zéro" ou "les compensations", un groupe d'experts s'est réuni pour examiner de nombreuses questions en rapport avec l'application de l'article VI du GATT de 1947. Dans ce rapport, le groupe d'experts a considéré que la "méthode idéale" pour appliquer des droits antidumping "consisterait à apprécier pour chaque importation du produit en cause s'il y a à la fois dumping et préjudice important".[90]

87. Adoptant le même point de vue, le Groupe spécial *États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux (article 21:5)* a suivi le raisonnement suivant:

> En faisant référence au fait d'"apprécier pour chaque importation du produit en cause s'il y [avait] ... dumping", le groupe d'experts songeait manifestement au calcul de marges de dumping par transaction. Cela donne à penser qu'il n'estimait pas qu'il y avait quoi que ce soit dans la définition du dumping figurant à l'article VI du GATT qui empêchait le calcul de ces marges par transaction.[91]

88. Ainsi, comme le Groupe spécial *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)* l'a constaté, "le concept de dumping a de tout temps été interprété comme étant applicable au niveau des transactions à l'exportation prises individuellement".[92]

89. Il est bon de rappeler que l'Accord antidumping a été négocié dans le contexte du Code antidumping et des méthodes d'enquête antidumping de chaque partie contractante au titre du Code. La méthode qui consiste à ne pas compenser le dumping sur la base des comparaisons dans lesquelles le prix à l'exportation était plus élevé que la valeur normale a été examinée par deux groupes spéciaux du GATT et il a été constaté qu'elle était compatible avec le Code antidumping.[93] Compte tenu de ces

---

[88] *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.106.

[89] *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.107 et note de bas de page 743.

[90] *Droits antidumping et droits compensateurs*, deuxième rapport du Groupe d'experts, L/1141, adopté le 27 mai 1960, IBDD, S9/204, paragraphe 7.

[91] *États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux (article 21:5) (Groupe spécial)*, paragraphe 5.64.

[92] *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.107.

[93] *Voir*, par exemple, *CE – Cassettes audio*, paragraphe 360; *CE – Fils de coton*, paragraphe 502.

constatations, les négociateurs du Cycle d'Uruguay ont débattu activement de la question de savoir si l'utilisation de la "réduction à zéro" devrait être restreinte.[94] Le texte de l'article VI du GATT de 1947, toutefois, n'a pas changé suite à la conclusion des Accords du Cycle d'Uruguay.[95] L'inférence normale que l'on peut tirer de l'absence de modification du libellé est que les rédacteurs n'entendaient pas en changer le sens.[96]

90. Les allégations des CE dans le présent différend dépendent d'une interprétation contraire de ces dispositions selon laquelle les expressions "dumping" et "marges de dumping" s'appliquent au produit visé par l'enquête "dans son ensemble" et ne s'appliquent pas au niveau des sous-groupes.[97] L'allégation des CE est subordonnée au raisonnement énoncé dans les rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)* et *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*[98], qui ont rejeté l'idée que le dumping puisse se produire en rapport avec une transaction individuelle en l'absence du fondement textuel qui existait dans les affaires *CE – Linge de lit (Organe d'appel)* et *États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux (Organe d'appel)*. Cette interprétation repose sur l'idée que le mot "produit" est seulement et exclusivement synonyme du concept de "produit dans son ensemble". En particulier, elle ne tient pas compte du fait que le sens ordinaire du mot "produit" ou "produits" utilisé à l'article 2.1 de l'Accord antidumping et à l'article VI du GATT de 1994 englobe un sens se rapportant à une transaction. Toutefois, comme il est expliqué dans le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, "il n'y a rien d'inhérent au mot "produit[ ]" (tel que celui-ci est utilisé à l'article VI:1 du GATT de 1994 et à l'article 2.1 de l'Accord antidumping) qui laisse penser que ce mot devrait exclure la possibilité d'établir des marges de dumping par transaction ...".[99]

91. Dans l'affaire *États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux (Organe d'appel)*, l'Organe d'appel a tenu le raisonnement suivant lequel la réduction à zéro n'était pas autorisée dans le contexte de l'"établissement de moyennes multiples", en se fondant sur le membre de phrase "toutes les transactions à l'exportation comparables", mais il n'a pas expliqué comment la réduction à zéro pouvait être prohibée dans le contexte des "comparaisons multiples" en général. À la différence de l'affaire *États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux (Organe d'appel)*, dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (CE) (Organe d'appel)* une nouvelle interprétation a été adoptée, de sorte que le concept de "produit dans son ensemble" a conduit à

---

[94] *Voir*, par exemple, la *Communication du Japon* MTN.GNG/NG8/W/30 (20 juin 1988), point I.4(3), dans laquelle le Japon a exprimé des préoccupations concernant une méthode qui "ne [tenait] pas compte des marges de dumping négatives, c'est-à-dire de la différence en plus entre le prix à l'exportation et la valeur normale"; *Proposition concernant les éléments d'un cadre de négociation: principes et objectifs des dispositions antidumping, Communication de la délégation de Singapour*, MTN.GNG/NG8/W/55 (13 octobre 1989), au point II.E.d) (dans lequel il est dit que "pour le calcul des marges de dumping, il faudrait prendre en compte le dumping "négatif", ce qui revient à dire que si certaines transactions sont effectuées à un prix supérieur à la valeur normale sur le marché étranger, ce dépassement devrait être compensé par des ventes de marchandise à un prix inférieur à la valeur normale"); *Communication de la Délégation de Hong Kong*, MTN.GNG/NG8/W46 (3 juillet 1989), au point 7.

[95] De même, le texte de l'article 2.1 de l'Accord antidumping est le pendant de celui du Code antidumping du Tokyo Round.

[96] Un exemple instructif à cet égard est l'affaire *États-Unis – Vêtements de dessous* (Organe d'appel), page 17, dans laquelle l'Organe d'appel a constaté que le fait que la disposition figurant dans l'*Accord multifibres*, qui permettait de donner effet rétroactivement à une mesure de limitation, n'était pas reprise dans l'*Accord sur les textiles et les vêtements* "renfor[çait] beaucoup la présomption qu'une telle application rétroactive n'[était] plus autorisée". Le corollaire, toutefois, est que lorsqu'une disposition n'est pas modifiée, il existe une présomption voulant que le comportement qui était jusqu'alors autorisé demeure autorisé.

[97] *Voir* la première communication des CE, paragraphe 194.

[98] Première communication des CE, paragraphe 195, note de bas de page 141 et paragraphe 197, note de bas de page 142.

[99] *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.105 (citant États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux (article 21:5) (Groupe spécial), note de bas de page 32).

conclure que la réduction à zéro était prohibée chaque fois que des "comparaisons multiples" étaient faites. Les expressions "produit dans son ensemble" et "comparaisons multiples" n'apparaissent pas dans l'*Accord antidumping* mais ont été tirées d'interprétations fondées sur l'expression "toutes les transactions à l'exportation comparables", qui n'apparaît qu'au sujet des comparaisons moyenne à moyenne effectuées pendant les enquêtes. Compte tenu de cette situation, le Groupe spécial *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)* a constaté ce qui suit:

> aucune explication de ce glissement entre l'utilisation du concept de "produit dans son ensemble" comme contexte pour l'interprétation de l'expression "marges de dumping" dans la première phrase de l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping en relation avec l'établissement de moyennes multiples, d'une part, et l'utilisation de ce concept comme fondement juridique autonome d'une prohibition générale de la réduction à zéro, d'autre part. À cet égard, nous notons, en particulier, que l'Organe d'appel n'examine pas pourquoi le fait que, dans le contexte de l'établissement de moyennes multiples, les termes "dumping" et "marges de dumping" ne peuvent pas s'appliquer à un *sous-groupe* d'un produit, amène logiquement à conclure de manière plus générale que les Membres ne peuvent pas faire de distinction entre les *transactions* dans lesquelles les prix à l'exportation sont inférieurs à la valeur normale et les *transactions* dans lesquelles les prix à l'exportation dépassent la valeur normale.[100]

Ainsi, le concept de "produit dans son ensemble" tel qu'il est adopté n'étaye pas une allégation selon laquelle les mesures contestées sont incompatibles en raison de quelque prohibition générale de la réduction à zéro qui vaudrait dans toutes les procédures et pour toutes les méthodes de comparaison.

92. L'examen du terme "produit" tel qu'il est utilisé dans tout l'Accord antidumping et dans le GATT de 1994 démontre que, dans ces dispositions, le terme "produit" ne renvoie pas exclusivement à "produit dans son ensemble". Il en ressort plutôt que le terme "produit" peut avoir soit un sens collectif, soit un sens individuel. Par exemple, l'article 2.6 de l'Accord antidumping – qui définit l'expression "produit similaire" en relation avec le "produit considéré" – utilise manifestement le terme "produit" au sens collectif. En revanche, l'article VII:3 du GATT de 1994 – qui fait référence à "[l]a valeur en douane de toute marchandise importée" – utilise manifestement le terme "produit" au sens individuel d'objet d'une transaction particulière (c'est-à-dire une vente portant sur une quantité spécifique de marchandise qui correspond aux critères du "produit" à un prix particulier). Par conséquent, on ne peut pas présumer que le même terme a un tel sens exclusif lorsqu'il est utilisé à l'article 2.1 de l'Accord antidumping et à l'article VI du GATT de 1994.

93. Comme le Groupe spécial *États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux (article 21:5)* l'a expliqué, "il ressort d'une analyse de l'utilisation des mots produit et produits dans tout le GATT de 1994 que rien ne justifie que l'on assimile le mot produit à "produit dans son ensemble"… C'est ainsi, par exemple, que lorsque l'article VII:3 du GATT fait référence à "[l]a valeur en douane de toute marchandise importée", cela ne peut être interprété que comme désignant la valeur d'un produit dans une transaction à l'importation particulière."[101] Le Groupe spécial a énuméré nombre d'exemples additionnels dans lesquels le terme "produit" tel qu'il est utilisé dans l'Accord antidumping et dans le GATT de 1994 n'étaye pas une signification qui est seulement et exclusivement synonyme de "produit dans son ensemble":

> Étendre la référence au concept de "produit dans son ensemble" faite par l'Organe d'appel dans le sens que propose le Canada à la méthode T-T reviendrait à accepter qu'il s'applique dans tout l'article VI du GATT de 1994 et l'Accord antidumping,

[100] *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.101.
[101] *États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux (article 21:5) (Groupe spécial)*, paragraphe 5.23, note de bas de page 36.

> chaque fois que le mot "produit" ou "produits" apparaît. Un examen de l'utilisation de ces termes n'étaye pas l'affirmation selon laquelle le terme "produit" doit toujours s'entendre de l'ensemble tout entier du produit faisant l'objet d'une enquête antidumping. Par exemple, l'article VI:2 dispose qu'une partie contractante "pourra percevoir sur tout produit faisant l'objet d'un dumping" un droit antidumping. L'article VI:3 dispose qu'"[i]l ne sera perçu sur un produit ... aucun droit compensateur". L'article VI:6 a) dispose qu'"[a]ucune partie contractante ne percevra de droits antidumping ou de droits compensateurs à l'importation d'un produit ...". De même, l'article VI:6 b) dispose qu'une partie contractante pourra être autorisée "à percevoir un droit antidumping ou un droit compensateur à l'importation de tout produit". Considérées conjointement, ces dispositions suggèrent que "percevoir un droit sur un produit" a le même sens que "percevoir un droit à l'importation de ce produit". La position du Canada, si on l'appliquait à ces dispositions, signifierait que l'expression "importation d'un produit" ne peut faire référence à une transaction à l'importation unique. En bien des endroits de l'article VI du GATT de 1994 où sont utilisés les mots produit ou produits, une interprétation de ces mots comme faisant nécessairement référence à l'ensemble tout entier des transactions à l'exportation visées par l'enquête ne s'impose pas.[102]

De fait, dans un système de la valeur normale prospective, un droit est nécessairement perçu sur la base d'une importation, et non sur la base du produit dans son ensemble.

94. En résumé, les termes "produit" et "produits" ne peuvent pas être interprétés d'une manière exclusive qui les priverait de l'un de leurs sens ordinaires, en particulier le "produit" ou les "produits" qui font l'objet de transactions individuelles. Par conséquent, les mots "produit" et "produits" tels qu'ils figurent à l'article 2.1 de l'Accord antidumping et à l'article VI du GATT de 1994 ne peuvent pas être interprétés comme constituant un fondement textuel pour une interprétation exigeant que les marges de dumping établies en rapport avec le "produit" doivent nécessairement être établies sur une base agrégée pour le "produit dans son ensemble".

95. De même, l'examen de l'expression "marges de dumping" elle-même n'étaye en rien l'interprétation des CE selon laquelle cette expression se rapporte seulement, et exclusivement, au "produit dans son ensemble".[103] Comme le Groupe spécial *États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux (article 21:5)* l'a fait observer:

> l'article VI:2 du GATT de 1994 dispose que, aux fins de l'article VI, "il faut entendre par marge de dumping la différence de prix déterminée conformément aux dispositions du paragraphe premier" de l'article VI. Le paragraphe premier de l'article VI définit le dumping comme une pratique "qui permet l'introduction des produits d'un pays sur le marché d'un autre pays à un prix <u>inférieur</u> à leur valeur normale" (non souligné dans l'original). … [L]'article VI:1 dispose qu'"un produit exporté d'un pays vers un autre doit être considéré comme étant introduit sur le marché d'un pays importateur à un prix <u>inférieur</u> à sa valeur normale, si le prix de ce produit est a) <u>inférieur</u> au prix comparable pratiqué au cours d'opérations commerciales normales pour un produit similaire dans le pays exportateur" (non souligné dans l'original). En d'autres termes, il y a dumping lorsque le "prix" à l'exportation est <u>inférieur</u> à la valeur normale. Étant donné cette définition du dumping, et du lien exprès entre cette définition et l'expression "différence de prix", il serait admissible qu'un Membre interprète la "différence de prix" mentionnée à

[102] *États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux (article 21:5) (Groupe spécial)*, paragraphe 5.23.

[103] *Voir* la première communication des CE, paragraphe 196.

> l'article VI:2 comme étant le montant à hauteur duquel le prix à l'exportation est inférieur à la valeur normale, et se réfère à cette "différence de prix" comme étant la "marge de dumping".[104]

Ainsi, le Groupe spécial n'a pas vu "pourquoi un Membre ne pourrait pas … établir la "marge de dumping" sur la base du montant total à hauteur duquel les prix à l'exportation par transaction sont inférieurs aux valeurs normales par transaction".[105] Certes, il examinait les marges de dumping dans le contexte de la méthode de comparaison transaction par transaction dans les enquêtes au titre de l'article 2.4.2, mais son raisonnement vaut également pour les marges de dumping établies spécifiquement par transaction dans le cadre d'une procédure de fixation des droits au titre de l'article 9.3.

96. En outre, l'expression "marge de dumping", telle qu'elle est utilisée ailleurs dans le GATT de 1994 et dans l'Accord antidumping, ne renvoie pas exclusivement aux résultats agrégés de comparaisons pour le "produit dans son ensemble". Telle qu'elle est utilisée dans la note relative à l'article VI:1, qui prévoit une comparaison des prix par importateur, l'expression "marge de dumping" ne peut pas se rapporter aux résultats agrégés de toutes les comparaisons pour le "produit dans son ensemble" parce qu'un exportateur ou un producteur étranger peut effectuer des transactions à l'exportation par l'intermédiaire de multiples importateurs.

97. De même, l'expression "marge de dumping" telle qu'elle est employée à l'article 2.2 de l'Accord antidumping exigerait l'utilisation de la valeur construite pour le "produit dans son ensemble", même si la condition préalable à l'utilisation de la valeur construite au titre de l'article 2.2 se rapporte seulement à une partie des comparaisons. Le Groupe spécial *États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux (article 21:5)* a fait observer que cela "irait à l'encontre du principe voulant qu'une valeur normale construite soit une option qu'il convient d'utiliser uniquement dans les circonstances limitées qui sont prévues à l'article 2.2. … Nous ne sommes pas convaincus que l'Organe d'appel ait pu vouloir que les constatations qu'il a formulées dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux* soient appliquées de cette manière.[106]

98. Néanmoins, les CE affirment que "ce n'est que sur la base de l'agrégation [des] "valeurs intermédiaires" que l'autorité chargée de l'enquête peut établir des marges de dumping pour le produit visé par l'enquête dans son ensemble".[107] À cet égard, le raisonnement utilisé dans les rapports de l'Organe d'appel sur lesquels se sont appuyées les CE n'est pas convaincant parce qu'il est contraire à la grande force probante des preuves qui indiquent que les concepts de dumping et de marge de dumping sont depuis longtemps interprétés comme étant liés aux transactions individuelles, ainsi que l'attestent le rapport du groupe d'experts, les rapports des groupes spéciaux du GATT, la pratique bien établie des Membres qui utilisent des régimes antidumping, l'historique de la négociation de l'Accord antidumping, de même que le sens ordinaire du texte des dispositions pertinentes de l'Accord antidumping, du Code antidumping, du GATT de 1947 et du GATT de 1994. Par conséquent, l'article 2.1 de l'Accord antidumping et l'article VI du GATT de 1994 ne définissent pas les expressions "dumping" et "marge de dumping" de telle sorte que les transactions à l'exportation doivent nécessairement être examinées à un niveau agrégé.

---

[104] *États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux (article 21:5) (Groupe spécial)*, paragraphe 5.27.

[105] *États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux (article 21:5) (Groupe spécial)*, paragraphe 5.28.

[106] *États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux (article 21:5) (Groupe spécial)*, paragraphe 5.62.

[107] Première communication des CE, paragraphe 195.

2. L'article 2.4.2

99. Le texte et le contexte des dispositions pertinentes de l'Accord antidumping, interprétés conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public, n'étayent pas une prohibition générale de la réduction à zéro qui s'appliquerait dans le contexte des procédures de fixation des droits. Les termes exprès de l'article 2.4.2 limitent l'application de cet article à la "phase d'enquête" d'une procédure. Exiger l'application de l'article 2.4.2 à la procédure de fixation des droits de l'article 9 donnerait de l'Accord antidumping une lecture qui exclut la limitation expresse aux enquêtes figurant à l'article 2.4.2. Un tel résultat serait incompatible avec le principe de l'effet utile, conformément auquel il convient de donner un sens à chacun des termes d'un accord.[108]

100. L'article 2.4.2 dispose ce qui suit:

> Sous réserve des dispositions régissant la comparaison équitable énoncées au paragraphe 4, l'existence de marges de dumping pendant la phase d'enquête sera normalement établie sur la base d'une comparaison entre une valeur normale moyenne pondérée et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables, ou par comparaison entre la valeur normale et les prix à l'exportation transaction par transaction. (non souligné dans l'original)

101. D'autres dispositions de l'Accord antidumping limitent aussi expressément leur application à la phase d'enquête d'une procédure antidumping à l'exclusion de toute autre phase. Par exemple, l'article 5.1 dit qu'"une enquête visant à déterminer l'existence, le degré et l'effet de tout dumping allégué sera ouverte sur demande présentée par écrit par la branche de production nationale ou en son nom". De même, l'article 5.7 prévoit que les éléments de preuve de l'existence d'un dumping et d'un dommage doivent être examinés simultanément "pour décider si une enquête sera ouverte ou non" et "pendant l'enquête". Les groupes spéciaux ont constamment constaté que les références à une "enquête" à l'article 5 ne faisaient référence qu'à l'enquête initiale et non aux phases ultérieures de la procédure antidumping.[109] Comme le Groupe spécial l'a constaté dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping concernant l'acier traité contre la corrosion*:

> [L]e texte du paragraphe 8 de l'article 5 fait expressément référence à la clôture d'une enquête dans le cas de marges de dumping *de minimis*. Il n'y a donc dans l'article 5.8 aucune indication textuelle qui permettrait de penser ou prescrirait que l'obligation inscrite à l'article 5.8 existe aussi dans le cas des réexamens à l'extinction.[110]

102. L'applicabilité limitée de l'article 2.4.2 ne pourrait pas être plus manifeste. L'article 2.4.2, par ses termes mêmes, est limité à la "phase d'enquête". Le texte ne laisse donc aucun doute sur le fait que les Membres n'avaient pas l'intention d'étendre ces obligations à une phase quelconque au-delà de la phase d'enquête. En conséquence, un groupe spécial a déjà reconnu que l'application de l'article 2.4.2 était expressément limitée à la phase d'enquête d'une procédure antidumping. Comme l'a constaté le Groupe spécial *Argentine – Viande de volaille*:

---

[108] *Voir*, par exemple, *Japon – Taxes sur l'alcool (Organe d'appel)*, sections G & H (examinant le principe fondamental de l'effet utile de l'interprétation des traités); *voir aussi États-Unis – Loi de 1916 (Organe d'appel)*, paragraphe 123.

[109] *États-Unis – Droit antidumping sur les DRAM*, paragraphe 521, à la note de bas de page 519 (le terme "enquête" désigne la phase investigatrice aboutissant à la détermination finale de l'autorité chargée de l'enquête); *CE – Linge de lit (article 21:5) (Groupe spécial)*, paragraphe 6.114 (l'article 5.7 s'applique aux enquêtes).

[110] *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion (Groupe spécial)*, paragraphe 7.70.

> [L]'article 2.4.2, cas unique parmi les dispositions de l'article 2, traite de l'établissement de la marge de dumping "pendant la phase d'enquête".[111]

Ainsi, le sens ordinaire de l'expression "phase d'enquête", telle qu'elle est utilisée dans l'Accord antidumping, n'inclut pas les phases ultérieures telles que les réexamens aux fins de la fixation des droits.

103. De même, le Groupe spécial *États-Unis – Réduction à zéro (CE)* a effectué une analyse approfondie du texte de l'Accord antidumping, constatant que "l'expression "pendant la phase d'enquête" constitu[ait] une limitation unique du champ de l'article 2.4.2", qui contredisait les arguments selon lesquels cette expression avait le sens général applicable à d'autres parties de l'Accord antidumping.[112] En bref, le Groupe spécial a constaté ce qui suit:

> Premièrement, le membre de phrase "l'existence de marges de dumping pendant la phase d'enquête" figurant à l'article 2.4.2, lu dans son sens ordinaire et dans le contexte de l'*Accord antidumping* dans son ensemble, signifie que l'article 2.4.2 s'applique à la phase de l'"enquête initiale", c'est-à-dire l'enquête au sens de l'article 5 de l'*Accord antidumping*, par opposition aux phases ultérieures de la fixation des droits et du réexamen. Deuxièmement, notre interprétation du sens de ce membre de phrase comme limitant l'applicabilité de l'article 2.4.2 aux enquêtes au sens de l'article 5 est aussi compatible avec la distinction faite entre enquêtes et procédures ultérieures dans différentes décisions de l'Organe d'appel. Troisièmement, les autres sens suggérés par les Communautés européennes sont, au mieux, peu plausibles et privent ce membre de phrase de toute fonction réelle, en contradiction avec les principes d'interprétation. Quatrièmement, cette interprétation est entièrement compatible avec les différentes fonctions assurées par les "enquêtes initiales" et les procédures de fixation des droits. …[113]

Le Groupe spécial *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, lorsqu'il a procédé à une évaluation objective des faits dont il était saisi, conformément aux principes coutumiers du droit international, a effectué un examen approfondi et solide du texte et du contexte de l'article 2.4.2.[114] À cet égard, nous demandons au présent Groupe spécial de constater que le raisonnement développé par le Groupe spécial dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (CE)* est convaincant.

104. Les CE font valoir en outre que le membre de phrase "l'existence de marges de dumping pendant la phase d'enquête" à l'article 2.4.2 n'est pas limité aux enquêtes initiales parce que toutes les procédures antidumping employées par le Département du commerce "comportent en général la tenue d'une enquête sur quelque chose".[115] Le texte de l'Accord antidumping et les rapports antérieurs des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel, toutefois, n'étayent pas cet argument.

105. L'article 18.3 de l'Accord antidumping reconnaît explicitement la différence entre les enquêtes, qui peuvent conduire à l'imposition d'une mesure, et les "réexamens" de mesures existantes. Dans l'affaire *Brésil – Noix de coco desséchée (Organe d'appel)*, l'Organe d'appel, analysant une distinction identique qui figure à l'article 32.3 de l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires* ("l'Accord SMC"), a noté que l'imposition de droits "définitifs" (une "ordonnance"

---

[111] *Argentine – Viande de volaille*, paragraphe 7.357.

[112] *États-Unis – Réduction à zéro (CE) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.188; *voir aussi id.*, paragraphes 7.146 à 7.188.

[113] *États-Unis – Réduction à zéro (CE) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.220.

[114] *Voir États-Unis – Réduction à zéro (CE) (Groupe spécial)*, paragraphes 7.220, 7.6 et 7.7.

[115] Première communication des CE, paragraphes 223 et 224.

dans le langage utilisé aux États-Unis) achevait la phase investigatrice.[116] Cette distinction existe également dans les dispositions de fonds de l'Accord antidumping.

106. L'Organe d'appel et les groupes spéciaux antérieurs ont aussi constaté constamment que les dispositions de l'Accord antidumping qui se limitaient expressément aux enquêtes étaient en fait limitées à la phase d'enquête d'une procédure. Pour évaluer si les restrictions concernant le cumul dans les enquêtes étaient également applicables aux réexamens à l'extinction, l'Organe d'appel a noté que l'article 3.3 de l'Accord antidumping – comme l'article 2.4.2 – "concern[ait] clairement les enquêtes antidumping ... [Cette disposition] ne fait aucunement mention des analyses concernant le dommage entreprises au cours d'une procédure autre que les enquêtes initiales … . [L]e texte [] de l'article 3.3 en limite clairement l'applicabilité aux enquêtes initiales".[117] La constatation de l'Organe d'appel confirme l'approche suivie par les groupes spéciaux antérieurs. Par exemple, le Groupe spécial *États-Unis – Droit antidumping sur les DRAM* a constaté que le terme "enquête" désignait "la phase investigatrice aboutissant à la détermination finale de l'autorité chargée de l'enquête".[118]

107. Les CE, citant la définition donnée par le dictionnaire du mot "enquête", font valoir que l'article 2.4.2 est applicable dans toutes les phases des procédures antidumping parce que toutes les procédures comportent nécessairement "un examen systématique ou une demande systématique de renseignements, une étude minutieuse ou des recherches concernant un sujet particulier.[119] Le Groupe spécial *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, toutefois, a purement et simplement rejeté l'idée selon laquelle "l'élément déterminant en ce qui concerne l'interprétation du champ de l'article 2.4.2 [était] le mot "enquête", qui n'[avait] pas été défini dans l'Accord antidumping et qui [devait] donc être interprété rigoureusement par référence à une définition du dictionnaire".[120]

108. La constance avec laquelle l'Organe d'appel et les groupes spéciaux ont reconnu la distinction entre les enquêtes et les autres éléments d'une procédure antidumping est compatible avec le but distinct de la phase d'enquête, qui est d'établir, avant toutes choses, si l'imposition d'une mesure antidumping est justifiée. Les autres phases (comme les procédures de fixation des droits au titre de l'article 9 ou les réexamens à l'extinction au titre de l'article 11) ont des buts différents. Alors que le but d'une enquête est de déterminer s'il faudrait mettre en place une mesure corrective à l'encontre du dumping, le but d'une procédure de fixation des droits est de déterminer le montant précis de cette mesure.

109. Il n'est en outre pas exact, comme les CE l'infèrent dans leur communication, qu'une marge soit "établie" lorsque le Département du commerce procède à un réexamen périodique.[121] Il serait plus exact de décrire les trois principaux calculs effectués dans un examen périodique comme étant: 1) le calcul des marges de dumping pour chaque transaction à l'exportation; 2) le calcul d'un taux d'imposition pour chaque importateur sur la base des marges de dumping des transactions de l'importateur avec chaque producteur/exportateur pendant la période examinée; et 3) le calcul d'un taux de dépôt en espèces pour les importations futures de chaque exportateur/producteur sur la base des marges de dumping des transactions de l'exportateur/du producteur pendant la période examinée. À cet égard, les dispositions de la législation des États-Unis relatives à chacun des calculs sont les suivantes: 19 U.S.C. 1675(a)(2)(A) (prévoyant que le Département du commerce déterminera la

[116] *Brésil – Noix de coco desséchée (Organe d'appel)*, page 9. *Voir aussi États-Unis – Acier laminé à chaud (Organe d'appel)*, paragraphes 53, 61 (établissant une distinction entre les examens au titre de l'article 21.2 et la détermination initiale dans une enquête).

[117] *États-Unis – Produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine (Organe d'appel)*, paragraphes 294, 301.

[118] *États-Unis – Droit antidumping sur les DRAM*, paragraphe 6.87, note de bas de page 519, examinant l'article 5 de l'Accord antidumping.

[119] Première communication des CE, paragraphe 213.

[120] *États-Unis – Réduction à zéro (CE) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.151.

[121] Première communication des CE, paragraphe 222.

marge de dumping pour chaque importation de la marchandise visée), et 19 U.S.C. 1675(a)(2)(C) (prévoyant que la détermination de la marge de dumping pour chaque importation sera la base pour la fixation des droits antidumping et pour les dépôts correspondant aux droits estimatifs (c'est-à-dire le dépôt en espèces)).

110. Enfin, l'application de l'article 2.4.2 à la phase d'enquête est compatible avec les fonctions divergentes des enquêtes et des autres procédures au titre de l'Accord antidumping. L'Organe d'appel a déjà reconnu que les enquêtes et les autres procédures au titre de l'Accord antidumping avaient des objectifs différents et des fonctions différentes et qu'elles étaient par conséquent soumises à des obligations différentes dans le cadre de l'Accord.[122] Ainsi, contrairement à ce que soutiennent apparemment les CE, l'*Accord antidumping* n'exige pas des Membres qu'ils examinent si les marges de dumping existent au cours de la phase de fixation des droits.[123] Les procédures de fixation des droits énoncées à l'article 9 n'ont pas trait à la question existentielle de savoir s'il existe un dumping dommageable au-dessus d'un niveau *de minimis* de sorte que l'imposition de mesures antidumping est justifiée. Cette question aurait déjà été résolue, avec une réponse affirmative, au cours de la phase d'enquête. L'article 9, en revanche, par ses termes, porte sur le montant du droit à fixer pour des importations particulières, exercice distinct et différent du calcul d'une marge de dumping globale au cours de la phase d'enquête liminaire d'une procédure antidumping.

111. La limitation expresse à la phase d'enquête énoncée à l'article 2.4.2 est aussi compatible avec le fait que les systèmes antidumping des Membres sont différents aux fins de la phase de fixation des droits. Les différentes méthodes appliquées par les Membres incluent l'utilisation des valeurs normales prospectives, des valeurs normales rétrospectives et la fixation prospective de droits *ad valorem*. Si les prescriptions de l'article 2.4.2 concernant les méthodes de comparaison s'appliquaient à la fixation des droits antidumping, cette divergence dans les systèmes de fixation des droits ne serait pas possible. Par exemple, il n'est pas possible de réconcilier le système de la valeur normale prospective utilisée par certains Membres avec une prescription selon laquelle il faut utiliser soit la méthode moyenne à moyenne soit la méthode transaction par transaction parce que de tels systèmes comparent les valeurs normales moyennes pondérées aux prix à l'exportation individuels pour fixer des droits antidumping pour des transactions individuelles. Ainsi, pour conserver la flexibilité dans les systèmes de fixation des droits reflétée à l'article 9, il était non seulement approprié, mais aussi nécessaire, de limiter les prescriptions de l'article 2.4.2 à la phase d'enquête.

3. L'article 2.4.2, deuxième phrase

112. De plus, une prohibition générale de la réduction à zéro s'appliquant au-delà du contexte des comparaisons moyenne à moyenne dans les enquêtes, serait incompatible avec le reste de l'énoncé de l'article 2.4.2, qui prévoit la méthode du "dumping ciblé" pouvant être utilisée dans certaines circonstances. La méthode du "dumping ciblé" a été mise au point à titre d'exception à l'obligation d'effectuer des comparaisons symétriques dans une enquête. D'après les termes de l'article 2.4.2, elle peut être utilisée "si les autorités constatent que, d'après leur configuration, les prix à l'exportation diffèrent notablement entre différents acheteurs, régions ou périodes ...". Lorsque l'autorité chargée de l'enquête donne une explication quant à la raison pour laquelle "il n'est pas possible de prendre dûment en compte [de telles] différences en utilisant les méthodes de comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée ou transaction par transaction", elle peut alors utiliser la comparaison asymétrique moyenne à transaction pour établir l'existence de marges de dumping pendant la phase d'enquête.

---

[122] *Voir*, par exemple, *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion (Organe d'appel)*, paragraphe 87.

[123] *Voir* la première communication des CE, paragraphe 222. ("Cela confirme que, dans le contexte de l'article 9.3, une "marge de dumping" doit être établie par référence à l'ensemble de l'article 2 ...").

113. L'implication mathématique d'une prohibition générale de la réduction à zéro, toutefois, est que la clause relative au dumping ciblé serait rendue inutile. La raison en est que la méthode du dumping ciblé, prévue par l'article 2.4.2, doit donner d'un point de vue mathématique le même résultat qu'une comparaison moyenne à moyenne si, dans les deux cas, des comparaisons des transactions ne faisant pas apparaître un dumping sont nécessaires pour compenser les comparaisons des transactions faisant apparaître un dumping.[124] À cet égard, une prohibition générale de la réduction à zéro viderait complètement de son sens l'exception relative au dumping ciblé prévue à l'article 2.4.2 Une telle interprétation serait désapprouvée au titre d'un élément essentiel des règles coutumières d'interprétation des traités, à savoir qu'une "interprétation doit donner sens et effet à tous les termes d'un traité".[125]

114. Dans les affaires *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, *États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux (article 21:5)* et *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, chacun des groupes spéciaux a reconnu que les règles coutumières d'interprétation du droit international public empêchaient une interprétation qui rendait la disposition de l'article 2.4.2 relative au dumping ciblé redondante.[126] Le Groupe spécial *États-Unis – Réduction à zéro (CE)* a constaté qu'une prohibition générale de la réduction à zéro qui s'appliquerait à la méthode du dumping ciblé "priverait la deuxième phrase [de l'article 2.4.2] de la fonction même pour laquelle elle a été formulée".[127] Le fait que, dans le cadre d'une prohibition générale de la réduction à zéro, la méthode de comparaison moyenne à moyenne et la méthode de comparaison transaction par transaction donneraient des résultats identiques a été reconnu par chacun des groupes spéciaux.[128]

115. Malgré les constatations *de fait* des groupes spéciaux selon lesquelles les résultats de la méthode du dumping ciblé "donner[ont] nécessairement toujours un résultat identique à celui d'une comparaison moyenne à moyenne"[129], dans le cadre d'une prohibition générale de la réduction à zéro,

---

[124] La raison en est que, si une compensation est prescrite, toutes les ventes ne faisant pas l'objet d'un dumping (c'est-à-dire les valeurs négatives) compenseront alors les marges sur toutes les ventes faisant l'objet d'un dumping (c'est-à-dire les valeurs positives). Il ne fait aucune différence, d'un point de vue mathématique, que le calcul de la marge de dumping globale finale soit fondé sur une comparaison des prix à l'exportation moyens pondérés et des valeurs normales moyennes pondérées ou sur une comparaison des prix à l'exportation par transaction et des valeurs normales pondérées moyennes. Dans les deux cas, la somme totale des valeurs positives sera compensée par la somme totale des valeurs négatives, et les résultats seront les mêmes.

[125] *États-Unis – Essence (Organe d'appel)*, page 23.

[126] *États-Unis – Réduction à zéro (CE) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.266, *États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux (article 21:5) (Groupe spécial)*, paragraphe 5.52, *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.127.

[127] *États-Unis – Réduction à zéro (CE) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.266; *voir aussi États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux (article 21:5) (Groupe spécial)*, paragraphe 5.52 ("[U]ne prohibition générale de la réduction à zéro ... priverait la deuxième phrase de l'article 2.4.2 d'effet"); *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.127 ("Si la réduction à zéro est prohibée dans le cas d'une comparaison moyenne à transaction, l'utilisation de cette méthode donnera nécessairement toujours un résultat identique à celui d'une comparaison moyenne à moyenne".)

[128] *États-Unis – Réduction à zéro (CE) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.266 ("En fait, suivant une telle interprétation, cette autre méthode de comparaison asymétrique produirait mathématiquement un résultat qui serait identique à celui de la première, à savoir la méthode moyenne à moyenne"); *États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux (article 21:5) (Groupe spécial)*, paragraphe 5.76 ("[U]ne interdiction de la réduction à zéro dans le cadre de la méthode de comparaison relative au dumping ciblé ... déboucherait sur une marge de dumping mathématiquement équivalente à celle qui serait établie selon la méthode de comparaison M-M."); *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.127, note de bas de page 763 ("Mathématiquement, si la réduction à zéro est prohibée dans le cadre de la méthode moyenne à transaction, la somme totale des montants à concurrence desquels les prix à l'exportation sont supérieurs à la valeur normale compensera la somme totale des montants à concurrence desquels les prix à l'exportation sont inférieurs à la valeur normale.").

[129] *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.127.

l'Organe d'appel a constaté que cette préoccupation était "exagérée".[130] L'Organe d'appel a affirmé que l'équivalence mathématique se produirait seulement dans "certaines situations"[131] et représentait "une hypothèse non vérifiée"[132] parce que "[les États-Unis] n'[avaient] jamais appliqué la méthode [du dumping ciblé], et [] n'[avaient] pas non plus donné d'exemples de la manière dont les autres Membres de l'OMC [avaient] appliqué cette méthode".[133] Toutefois, ces objections ne sont pas convaincantes. Premièrement, les groupes spéciaux ont spécifiquement traité toutes les situations dans lesquelles il a été soutenu que l'équivalence mathématique ne serait pas obtenue et ont constaté que ces situations ne représentaient pas des méthodes compatibles avec l'Accord antidumping.[134] La disposition relative au dumping ciblé est rendue inutile si les seules méthodes de remplacement qui n'aboutissent pas à l'équivalence mathématique sont, elles-mêmes, incompatibles avec l'*Accord antidumping*. Deuxièmement, l'équivalence mathématique n'est pas une "hypothèse non vérifiée" parce que les CE, Membre de l'OMC qui utilise activement cette méthode, doivent réellement faire face à ce problème dans l'administration de leur régime de droits antidumping, comme cela est expliqué plus bas en détail.

116. Dans son dernier rapport visant à traiter cette question, l'Organe d'appel a rejeté la redondance découlant de l'équivalence mathématique en concluant qu'il pouvait être admissible d'appliquer la méthode du dumping ciblé à un sous-ensemble de transactions à l'exportation.[135] À la connaissance des États-Unis, aucun Membre n'a jamais fait cela, et aucun Membre n'a jamais non plus donné à entendre qu'il administrerait son régime antidumping de cette manière. Le texte de l'*Accord antidumping* ne dit rien sur la sélection d'un sous-ensemble de transactions au cours d'une analyse du dumping ciblé. L'Organe d'appel a tiré ses conclusions au sujet de la "réduction à zéro" de son interprétation du "dumping" comme se rapportant à un "produit", c'est-à-dire un "produit dans son ensemble". La disposition relative au dumping ciblé prévoit que lorsque certaines conditions sont remplies, les Membres sont autorisés à comparer les valeurs normales moyennes aux prix à l'exportation par transaction. Si l'Organe d'appel a raison de dire que le dumping ne peut être déterminé que pour le produit dans son ensemble (ce que les États-Unis n'admettent pas), il n'existe aucun fondement textuel pour inférer que la méthode de comparaison relative au dumping ciblé constitue une exception à cette disposition (qui, comme l'article 2.1 le prévoit, s'applique dans tout l'Accord antidumping). La disposition relative au dumping ciblé prévoit simplement une exception à la prescription relative aux comparaisons moyenne à moyenne ou transaction par transaction énoncée à la première phrase de l'article 2.4.2. Par voie de conséquence, il semble aussi que l'utilisation d'un sous-ensemble de transactions à l'exportation comme moyen d'éviter l'équivalence mathématique soit incompatible avec l'Accord antidumping.

117. On ne peut passer sous silence ce problème de l'équivalence mathématique que pose l'interprétation récente donnée par l'Organe d'appel de l'article 2.4.2, en particulier lorsque des Membres comme les CE jouent un rôle actif dans l'administration de régimes de droits antidumping qui appliquent la disposition relative au dumping ciblé. De fait, la redondance qui résulte de cette équivalence mathématique semble avoir déjà amené les CE, alors qu'elles tentaient de régler la question devant leurs tribunaux nationaux, à avancer une interprétation de l'Accord antidumping qui est contraire à l'interprétation sur laquelle elles s'appuient nécessairement dans le présent différend.

---

[130] *États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux (article 21:5) (Organe d'appel)*, paragraphe 100.

[131] *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Organe d'appel)*, paragraphe 133.

[132] *États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux (article 21:5)* (Organe d'appel), paragraphe 97.

[133] *États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux (article 21:5) (Organe d'appel)*, paragraphe 97.

[134] *Voir États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Groupe spécial)*, paragraphes 7.127 à 7.137; *États-Unis – Réduction à zéro (CE) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.266; *États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux (article 21:5) (Groupe spécial)*, paragraphes 5.33 à 5.52.

[135] *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Organe d'appel)*, paragraphe 135.

Spécifiquement, le Conseil de l'Union européenne a fait valoir devant le Tribunal de première instance ce qui suit:

> la méthode asymétrique n'a de sens, par rapport à la première méthode symétrique, que si la réduction à zéro est appliquée. En effet, sans ce mécanisme, cette méthode aboutirait mathématiquement au même résultat que la première méthode symétrique et ne permettrait pas d'éviter que les exportations ne faisant pas l'objet de dumping ne dissimulent celles qui en font l'objet.[136]
>
> Le Tribunal a souscrit à ce point de vue, en constatant ce qui suit:
>
> comme le Conseil l'a relevé dans ses écritures, la réduction à zéro s'avère mathématiquement nécessaire pour distinguer, quant à ses résultats, la méthode asymétrique de la première méthode symétrique. En effet, en l'absence de cette réduction, la méthode asymétrique aboutit toujours au même résultat que la première méthode symétrique … .[137]

Ainsi en effet, les CE elles-mêmes, Membre qui a toujours utilisé la comparaison moyenne à transaction dans les enquêtes, lorsqu'elles traitent cette question devant leur tribunaux nationaux, partagent l'avis exprimé par les États-Unis et dans les rapports des groupes spéciaux précités selon lequel une prohibition générale de la réduction à zéro valant également à la fois dans les procédures de fixation des droits et dans les enquêtes initiales rendrait la comparaison moyenne à transaction inutile.

118. La redondance de la disposition relative au dumping ciblé énoncée à l'article 2.4.2 se présente comme une conséquence de toute interprétation qui résulte d'une prohibition générale de la réduction à zéro, qu'elle soit tirée des termes définitionnels de l'article 2.1 de l'Accord antidumping et de l'article VI du GATT de 1994, de l'obligation de "comparaison équitable" énoncée à l'article 2.4 de l'Accord antidumping, ou d'une autre disposition. En conséquence, le Groupe spécial devrait rejeter sommairement toute affirmation selon laquelle la réduction à zéro est nécessairement prohibée dans tous les contextes, dans le cadre de toutes les méthodes de comparaison, y compris en ce qui concerne les procédures de fixation des droits. "Un interprète n'est pas libre d'adopter une interprétation qui aurait pour résultat de rendre redondants ou inutiles des clauses ou des paragraphes entiers d'un traité."[138]

4. L'article 9

119. Pour les raisons qui ont été examinées ci-dessus, une analyse du texte de l'article 2.4.2 démontre que cet article ne s'applique pas aux procédures de fixation des droits. Les CE font valoir cependant que l'article 2.4.2 est néanmoins applicable aux procédures de fixation des droits en vertu du renvoi, dans l'article 9.3, à l'article 2 de l'Accord antidumping.[139] L'article 9.3 dispose ce qui suit:

> Le montant du droit antidumping ne dépassera pas la marge de dumping déterminée selon l'article 2.

---

[136] Affaire T-274/02, Ritek Corp. c. Conseil de l'Union européenne, 24 octobre 2006, paragraphe 94 (pièce US-3). Nonobstant le fait qu'elles ont soutenu cet argument devant leurs tribunaux internes, les CE ont adopté une position contraire dans les procédures de règlement des différends de l'OMC. *Voir, par exemple, Dumping concernant le bois de construction résineux (article 21:5) (Organe d'appel)*, paragraphe 49 ("Les Communautés européennes rejettent l'argument relatif à l'"équivalence mathématique" ...").

[137] Ritek Corp., paragraphe 109 (pièce US-3).

[138] *États-Unis – Essence (Organe d'appel)*, page 23.

[139] Première communication des CE, paragraphe 224.

120. Toutefois, la référence générale à l'article 2 énoncée à l'article 9.3 inclut nécessairement toutes les limitations figurant dans le texte de l'article 2. Comme il a été indiqué plus haut, l'article 2.4.2, selon ses propres termes, est explicitement limité à la phase d'enquête. Le texte de l'article 9.3 n'étaye donc pas l'argument des CE selon lequel les prescriptions de l'article 2.4.2 s'appliquent dans les procédures de fixation des droits.

121. La référence, dans l'article 9.3, à l'article 2 signifie que le montant du droit antidumping fixé ne peut pas dépasser le montant du droit antidumping calculé conformément aux prescriptions générales de l'article 2, selon lesquelles il faut par exemple procéder aux divers ajustements énoncés à l'article 2.4 qui sont nécessaires pour obtenir une comparaison équitable. Comme l'a constaté le Groupe spécial *Argentine – Viande de volaille*:

> L'article 9.3 ne fait toutefois pas référence à la marge de dumping déterminée "selon l'article 2.4.2", mais à la marge de dumping déterminée "selon l'article 2". À notre avis, cela veut simplement dire que lorsqu'il s'assure que le montant du droit ne dépasse pas la marge de dumping, un Membre devrait se référer à la méthodologie énoncée à l'article 2. Cette démarche est tout à fait compatible avec la clause introductive de l'article 2, qui donne une définition du dumping "aux fins du présent accord ...". De fait, il ne serait pas possible d'établir une marge de dumping sans se référer aux différents éléments de l'article 2. Par exemple, il ne serait pas possible d'établir une marge de dumping sans déterminer une valeur normale, ainsi qu'il est prévu à l'article 2.2, ou sans procéder aux ajustements pertinents pour assurer une comparaison équitable, ainsi qu'il est prévu à l'article 2.4.[140]

122. Le contexte de l'article 9 démontre en outre qu'aucune disposition de cet article ne permet de passer outre au libellé explicite de l'article 2.4.2 qui en limite la portée aux enquêtes. Comme le Groupe spécial *Argentine – Viande de volaille* l'a constaté:

> [R]ien dans l'*Accord antidumping* ne précise explicitement la forme que les droits antidumping doivent prendre. … Comme l'indique le titre de l'article 9 de l'Accord antidumping, l'article 9.3 est une disposition concernant l'imposition et le recouvrement de droits antidumping. L'article 9.3 dispose qu'un droit ne peut pas être recouvré en dépassement de la marge de dumping déterminée selon l'article 2. Les modalités permettant d'assurer le respect de cette obligation sont exposées aux alinéas 1, 2 et 3 de l'article 9.3, qui portent chacun sur la fixation (assessment) des droits et le remboursement des droits excessifs. Le principal objectif de l'article 9.3, lu conjointement avec les alinéas 1 à 3, est de faire en sorte que des droits antidumping finals ne soient pas fixés en dépassement de la marge de dumping pertinente et de prévoir le remboursement des droits dans les cas où des droits antidumping excessifs seraient autrement recouvrés.[141]

123. En d'autres termes, l'article 9 énonce certaines obligations de procédure applicables aux réexamens aux fins de la fixation des droits. Il ne prescrit cependant aucune méthode pour les procédures de fixation des droits telle que celles qui sont prévues à l'article 2.4.2 pour la phase d'enquête. Par contre, il établit des délais pour le déroulement de la procédure de fixation des droits, afin de faire en sorte que les sociétés interrogées puissent obtenir en temps voulu le remboursement de tout excédent de droit antidumping recouvré par un Membre.[142]

---

[140] *Argentine – Viande de volaille*, paragraphe 7.357.

[141] *Argentine – Viande de volaille*, paragraphe 7.355.

[142] Les alinéas 1 et 2 de l'article 9.3, respectivement, établissent des calendriers pour les systèmes de fixation rétrospective et prospective des droits s'agissant du laps de temps dans lequel le montant final des droits

124. S'appuyant sur leur extension de l'article 2.4.2 aux procédures de fixation des droits, les CE semblent suggérer que les États-Unis ne peuvent procéder à des comparaisons "asymétriques" dans les procédures de fixation des droits que lorsqu'ils constatent que les conditions préalables de l'article 2.4.2 concernant le "dumping ciblé" ont été réunies (à savoir que "d'après leur configuration, les prix à l'exportation diffèrent notablement entre différents acheteurs, régions ou périodes").[143] L'argument des CE est dénué de fondement. Non seulement les restrictions prévues à l'article 2.4.2 pour la phase d'enquête ne sont pas pertinentes pour les procédures de fixation des droits, mais l'article 9 prévoit expressément des comparaisons entre les valeurs normales moyennes pondérées et les transactions à l'exportation individuelles dans les procédures de fixation des droits, nonobstant la description donnée par les CE de telles comparaisons comme étant "asymétriques". Ainsi, les CE voudraient que le Groupe spécial ne tienne pas compte du texte non pas d'une seule mais de deux dispositions de l'Accord antidumping.

125. L'article 9.4 ii) prévoit explicitement le calcul des droits antidumping, pendant la phase de la fixation des droits, sur la base d'une comparaison entre les valeurs normales moyennes pondérées et les prix à l'exportation individuels, en indiquant que le montant du droit ne devra pas dépasser:

> dans les cas où le montant des droits antidumping à acquitter est calculé sur la base d'une valeur normale prospective, la différence entre la valeur normale moyenne pondérée pour les exportateurs ou les producteurs choisis et les prix à l'exportation pour les exportateurs ou les producteurs qui n'ont pas fait individuellement l'objet d'un examen.

Cette disposition indique clairement que la fixation de droits antidumping sur la base de comparaisons entre des valeurs normales moyennes pondérées et des prix à l'exportation individuels n'a rien d'exceptionnel.

126. En fait, il a été constaté que le calcul de droits antidumping pour chaque transaction au cours de réexamens aux fins de la fixation des droits était entièrement compatible avec l'Accord antidumping. Dans l'affaire *Argentine – Viande de volaille*, le Groupe spécial a constaté que le système de fixation des droits de l'Argentine, fondé sur la valeur normale prospective, était pleinement compatible avec l'Accord antidumping.[144] Au titre de ce système, les autorités imposaient des droits transaction par transaction lorsque des prix à l'exportation étaient inférieurs à la valeur normale moyenne pondérée. Les États-Unis approuvent la position des CE dans ladite affaire selon laquelle:

> L'article 9.3.1 prévoit la possibilité d'un recouvrement des droits sur une base rétrospective, ce qui, par définition, présuppose la possibilité de calculer les marges de dumping à partir de données relatives à des expéditions données ou à des périodes autres que la période couverte par l'enquête.[145]

Comme les CE l'ont reconnu dans l'affaire *Argentine – Viande de volaille*, l'Accord antidumping ne précise pas la forme que les droits doivent prendre dans les réexamens aux fins de la fixation des droits. En outre, la référence de l'article 9.3 à l'article 2 ne prévaut pas sur le libellé limitatif de l'article 2.4.2 qui, de par ses propres termes, limite les obligations qui y sont prévues à "la phase d'enquête".

---

antidumping à acquitter doit être déterminé ou dans lequel le remboursement du droit acquitté en dépassement de la marge de dumping doit intervenir.

[143] Première communication des CE, paragraphe 211.

[144] *Argentine – Viande de volaille*, paragraphes 7.345 à 7.367.

[145] *Argentine – Viande de volaille*, annexe C-2, paragraphe 33.

127. Il n'y a dans l'Accord antidumping tout simplement aucun fondement textuel étayant l'affirmation des CE selon laquelle l'article 9.3 exige l'application de l'article 2.4.2 dans les procédures de fixation des droits. L'article 9 de l'Accord antidumping porte, comme son intitulé l'indique, sur l'imposition et le recouvrement de droits antidumping. En particulier, l'article 9.3 dispose que "le montant du droit antidumping ne dépassera pas la marge de dumping déterminée selon l'article 2". Pour les raisons indiquées en détail ci-dessus, l'expression "marge de dumping", telle qu'elle est définie à l'article 2.1 de l'Accord antidumping et à l'article VI du GATT de 1994, peut être appliquée à des transactions individuelles. Cette interprétation de l'expression "marge de dumping" est particulièrement appropriée dans le contexte de la fixation des droits antidumping. Dans le cas concret de l'administration des régimes antidumping, les transactions individuelles constituent à la fois le moyen par lequel des prix inférieurs à la juste valeur sont établis et le mécanisme au moyen duquel l'objet de la transaction (c'est-à-dire le "produit") est "introduit sur le marché du pays importateur". De la même façon, les droits antidumping sont fixés pour des importations individuelles résultant de ces transactions individuelles. Par conséquent, l'obligation énoncée à l'article 9.3 de ne calculer comme droit antidumping pas plus que la marge de dumping est applicable de la même façon au niveau des transactions individuelles.

128. L'allégation apparente des CE au titre de l'article 9.3 de l'Accord antidumping est que le montant du droit antidumping a dépassé la marge de dumping déterminée selon l'article 2.[146] Cette allégation, toutefois, dépend nécessairement du point de savoir si l'interprétation privilégiée par les CE en ce qui concerne la "marge de dumping", qui exclut toute possibilité de marges de dumping par transaction, est la seule interprétation admissible de cette expression telle qu'elle est utilisée à l'article 9.3 de l'Accord antidumping. Selon ce point de vue, un Membre contrevient à l'article 9.3 s'il ne prévoit pas de compensations, parce que les Membres sont tenus de calculer des marges de dumping par exportateur pour le produit "*dans son ensemble*" et, en conséquence, un Membre est tenu d'agréger les résultats de "*toutes*" les "*comparaisons intermédiaires*", y compris celles pour lesquelles le prix à l'exportation dépasse la valeur normale. Les États-Unis notent que les termes sur lesquels repose cette interprétation brillent par leur absence dans l'énoncé tant de l'article 2.1 que de l'article 9.3 et que ladite interprétation n'est donc pas prescrite par la définition du dumping figurant à l'article 2.1, comme il est décrit en détail ci-dessus.

129. Comme le Groupe spécial *États-Unis – Réduction à zéro (CE)* l'a conclu à juste titre, il n'y a "dans l'article 9.3 aucun élément textuel étayant l'avis selon lequel l'*Accord antidumping* prescrit une fixation des droits antidumping en fonction de l'exportateur, suivant laquelle, si une valeur normale moyenne est calculée pour une période particulière couverte par le réexamen, le montant du droit antidumping à acquitter sur une transaction particulière est déterminé selon que la moyenne globale des prix à l'exportation de toutes les ventes effectuées par un exportateur pendant cette période est inférieure à la valeur normale moyenne".[147] Le Groupe spécial *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)* a rejeté de la même façon la conclusion selon laquelle la "marge de dumping, au regard de l'article 9.3, doit être déterminée sur la base d'un examen agrégé des prix à l'exportation au cours d'une période couverte par le réexamen dans lequel les prix à l'exportation supérieurs à la valeur normale ont le même poids que les prix à l'exportation inférieurs à la valeur normale …".[148]

---

[146] Première communication des CE, paragraphe 224.

[147] *États-Unis – Réduction à zéro (CE) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.204 ("À notre avis, si les rédacteurs de l'*Accord antidumping* avaient voulu imposer une prescription uniforme exigeant l'adoption d'une méthode de fixation des droits en fonction de l'exportateur, qui aurait entraîné une modification importante de la pratique et de la législation de certains participants aux négociations, on aurait pu s'attendre à ce qu'ils l'aient indiqué plus clairement.").

[148] *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.199. Le Groupe spécial *États-Unis – Réduction à zéro (CE)* a exprimé essentiellement le même avis. *États-Unis – Réduction à zéro (CE) (Groupe spécial)*, paragraphes 7.204 à 7.207 et 7.220 à 7.223.

130. Dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, le Groupe spécial a constaté qu'"il y [avait] des considérations importantes spécifiques à l'article 9 de l'Accord antidumping qui [venaient] aussi étayer l'opinion selon laquelle il [était] admissible ... d'interpréter l'article VI du GATT de 1994 et les dispositions pertinentes de l'Accord antidumping comme signifiant qu'il n'y [avait] pas de prescription générale imposant de déterminer l'existence d'un dumping et de marges de dumping pour le produit dans son ensemble, qui, en elle-même ou conjointement avec une prescription imposant d'établir des marges de dumping pour les exportateurs ou les producteurs étrangers, entraîn[ait] une prohibition générale de la réduction à zéro".[149] En particulier, le Groupe spécial a expliqué qu'une telle prescription était incompatible avec l'obligation d'acquitter un droit antidumping par importateur et par importation:

> Dans le contexte de l'article 9.3, une marge de dumping est calculée pour la détermination du *montant final des droits antidumping à acquitter* au titre de l'article 9.3.1 ou pour la détermination du *montant du droit antidumping* qui doit être *remboursé* au titre de l'article 9.3.2. Un droit antidumping est acquitté par un importateur pour une importation particulière du produit sur lequel un droit antidumping a été imposé. L'importateur n'est pas tenu d'acquitter un droit antidumping pour la totalité des ventes d'un produit effectuées par un exportateur vers le pays en question mais uniquement pour les ventes effectuées par cet exportateur avec l'importateur en question. Ainsi, l'obligation d'acquitter un droit antidumping est contractée sur une base liée spécifiquement à l'*importateur* et liée spécifiquement à l'*importation*. Étant donné que le calcul d'une marge de dumping dans le contexte de l'article 9.3 fait partie du processus de fixation du montant du droit qui doit être acquitté ou qui doit être remboursé, le fait que le paiement des droits antidumping est ainsi lié spécifiquement à l'importateur et spécifiquement à l'importation doit être pris en compte dans l'interprétation du sens de l'expression "marge de dumping".[150]

131. De même, le Groupe spécial *États-Unis – Réduction à zéro (CE)* a expliqué ce qui suit:

> À notre avis, le fait que dans une procédure de fixation des droits au titre de l'article 9.3, la marge de dumping doit être liée au montant exigible en ce qui concerne des transactions à l'importation particulières est un élément important qui distingue les procédures au titre de l'article 9.3 des enquêtes au sens de l'article 5. ... [D]ans un contexte relevant de l'article 9.3, l'ampleur du dumping constaté au sujet d'un exportateur particulier doit se traduire par un montant de droits antidumping à acquitter par les importateurs en relation avec des transactions à l'importation spécifiques.[151]

132. L'interprétation de l'article 9.3 donnée par le Groupe spécial constitue, au minimum, une interprétation admissible de la disposition. De fait, l'interprétation donnée par les CE de l'expression "marge de dumping" telle qu'elle est utilisée à l'article 9.3, si elle était appliquée, modifierait fondamentalement les pratiques antidumping de nombreux Membres utilisant cette mesure corrective et rendrait nombre de ces systèmes difficiles, voire impossibles, à administrer. En particulier, l'interprétation de l'article 9.3 donnée par les CE empêcherait les droits antidumping de remplir le rôle qui leur est dévolu en vertu de l'article VI:2 du GATT de 1994, parce que les importateurs qui contribuent le plus au dumping dommageable seraient favorisés par rapport aux autres importateurs (et aux concurrents nationaux) qui vendent au juste prix, et rendrait les systèmes de la valeur normale prospective rétrospectifs, comme cela est expliqué en détail ci-dessous.

---

[149] *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.196.

[150] *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.198 et 7.199. (italique dans l'original)

[151] *États-Unis – Réduction à zéro (CE) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.201.

133. Comme l'Organe d'appel l'a indiqué dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, alors que le dumping suppose que les exportateurs ou les producteurs aient un comportement entraînant des prix différenciés entre leur marché d'exportation et la valeur normale[152], le dumping se produit néanmoins au niveau des transactions individuelles. De plus, la mesure corrective pour le dumping prévue à l'article VI:2 du GATT de 1994, c'est-à-dire les droits antidumping, est appliquée au niveau des importations individuelles pour lesquelles les importateurs sont tenus d'acquitter ces droits. Ainsi, l'importateur peut être incité à augmenter les prix de revente pour couvrir le montant du droit antidumping, empêchant de cette façon le dumping de continuer de produire son effet dommageable. Si, au lieu de cela, le montant du droit antidumping doit être réduit pour tenir compte du montant à concurrence duquel une autre transaction a été effectuée au-dessus de la valeur normale et dans laquelle est peut-être intervenu un tout autre importateur, le droit antidumping sera insuffisant pour produire l'effet escompté. L'importateur du produit faisant l'objet d'un dumping resterait dans une position lui permettant de revendre avec profit le produit se situant encore à un prix de dumping dommageable. Pour cette raison, si l'interprétation que les CE donnent de la marge de dumping est adoptée comme seule interprétation admissible de l'article 9.3, la mesure corrective prévue par l'Accord antidumping et le GATT de 1994 ne pourra plus remédier au dumping dommageable.

134. Ces préoccupations ont amené le Groupe spécial *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)* à rejeter la même interprétation que celle que les CE font dans le présent différend. Le Groupe spécial a fait observer que l'implication de cette interprétation était que les Membres qui appliquent un système de fixation rétrospective des droits "[peuvent] être empêché[s] de recouvrer des droits antidumping pour des transactions à l'exportation particulières effectuées à des prix inférieurs à la valeur normale avec un importateur particulier à un moment particulier en raison des prix de transactions à l'exportation effectuées avec d'autres importateurs à d'autres moments qui dépassent la valeur normale".[153] Il a constaté que ce résultat n'était pas étayé par le texte de l'article 9.3, qui "ne contient aucun libellé exigeant un tel examen agrégé des transactions à l'exportation lorsqu'il s'agit de déterminer le montant final des droits antidumping à acquitter ...".

135. Il s'ensuit par ailleurs que, si un Membre n'est pas en mesure de calculer et de fixer les droits par transaction, les importateurs de la marchandise pour laquelle le montant du dumping est le plus élevé auront en réalité un avantage sur leurs concurrents qui importent à des prix correspondant à la juste valeur parce qu'ils tireront profit des compensations qui résultent des importations à des prix justes de leurs concurrents. En effet, même si l'on ne devait pas imposer de droits concernant les importateurs dont les importations n'étaient pas à l'origine de la constatation de l'existence d'un dumping, les importateurs achetant à des prix qui ne sont pas des prix de dumping seraient quand même notablement désavantagés parce que ceux qui achètent aux prix de dumping auraient toujours un avantage en matière de coûts puisque les droits qu'ils acquittent sur la marchandise faisant l'objet d'un dumping seraient diminués du montant à concurrence duquel le prix de la marchandise ne faisant pas l'objet d'un dumping dépasse la valeur normale.

136. Comme le Groupe spécial *États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux (article 21:5)* l'a fait observer, les incitations pernicieuses créées par l'octroi de compensations sont aussi manifestes dans le contexte du système de fixation prospective des droits:

> [Une] obligation de tenir compte de toutes les comparaisons (y compris celles ne faisant pas apparaître de dumping) pour déterminer la marge de dumping pour le produit dans son ensemble … [est] illogique car cela donnerait aux importateurs dédouanant les marchandises sur lesquelles porteraient les transactions faisant l'objet d'un dumping un double avantage concurrentiel par rapport à d'autres importateurs: premièrement, … [le] prix plus bas inhérent à une transaction faisant l'objet d'un

[152] *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Organe d'appel)*, paragraphe 156.
[153] *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.199.

> dumping; deuxièmement, … [les] compensations, ou crédits, "financés" par les prix plus élevés payés par d'autres importateurs dédouanant les marchandises sur lesquelles porteraient les transactions ne faisant pas l'objet d'un dumping ou faisant l'objet d'un dumping moins important.
> ...
> Une fois de plus, cela n'a aucun sens dans le contexte d'un système de fixation des droits fondé sur la valeur normale prospective, car (ainsi que même le Canada le reconnaît) la "marge de dumping" en cause est une différence de prix par transaction calculée pour une transaction à l'importation spécifique. De plus, si d'autres comparaisons pour le produit dans son ensemble étaient pour une raison ou une autre pertinentes, il devrait être procédé à des compensations pour les transactions ne faisant pas l'objet d'un dumping, de sorte qu'un importateur pourrait demander un remboursement sur la base d'une marge de dumping calculée par référence à des transactions ne faisant pas l'objet d'un dumping effectuées par d'autres importateurs. Nous ne sommes pas en mesure d'admettre que l'Organe d'appel ait pu vouloir que des résultats aussi absurdes découlent de l'interprétation de l'expression "marges de dumping" qu'il a donnée dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux V*.[154]

137. En outre, l'interprétation donnée par les CE de l'article 9.3, selon laquelle le montant du droit antidumping à acquitter doit être déterminé pour le produit "dans son ensemble", est incompatible avec la disposition spécifique de l'article 9 qui reconnaît l'existence de systèmes de fixation des droits fondés sur la valeur normale prospective.[155] L'article 9.4 ii) de l'Accord antidumping "fait expressément référence au calcul du montant des droits antidumping à acquitter sur la base d'un système de la valeur normale prospective".[156] Dans un tel système, le montant des droits antidumping à acquitter est déterminé au moment de l'importation sur la base d'une comparaison entre les prix des transactions à l'exportation prises individuellement et la valeur normale prospective.[157] Par exemple, un importateur qui importe un produit dont le prix à l'exportation est égal ou supérieur à la valeur normale prospective ne peut pas être tenu d'acquitter des droits antidumping. L'inverse est vrai aussi. Le montant des droits à acquitter pour une vente faisant l'objet d'un dumping serait déterminé en comparant le prix d'une transaction à l'exportation individuelle avec la valeur normale prospective, et les prix d'autres transactions sont sans pertinence pour cette détermination.[158] Comme le Groupe spécial *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)* l'a constaté, "[i]l n'y a aucune base textuelle dans l'article 9 qui permette de dire que des prix à l'exportation d'autres transactions aient une pertinence quelconque à cet égard".[159]

138. Du fait que dans un système de la valeur normale prospective, l'obligation d'acquitter des droits antidumping ne doit être assumée que dans la mesure où les prix de transactions à l'exportation individuelles sont inférieurs à la valeur normale, le Groupe spécial *États-Unis – Réduction à zéro*

---

[154] *États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux (article 21:5) (Groupe spécial)*, paragraphes 5.54 à 5.57.

[155] *Voir* la première communication des CE, paragraphe 194 et 195.

[156] *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.201.

[157] *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.201; *Voir aussi États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux (article 21:5) (Groupe spécial)*, paragraphe 5.53.

[158] *États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux (article 21:5) (Groupe spécial)*, paragraphe 5.53 ("Dans un système de fixation des droits fondé sur la valeur normale prospective, les droits antidumping sont fixés à mesure que des transactions à l'exportation individuelles sont réalisées, par comparaison d'un prix à l'exportation par transaction avec une valeur normale prospective ... Dans le contexte d'une telle fixation des droits par transaction, cela n'a aucun sens de parler d'une marge de dumping déterminée pour le produit dans son ensemble, par agrégation des résultats de toutes les comparaisons, car il n'y a qu'une seule comparaison en cause.").

[159] *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.201.

(Japon) a conclu que "le fait que l'Accord antidumping contient une disposition expresse au sujet de ce type de système confirme que le concept de dumping peut s'appliquer spécifiquement par transaction aux prix de transactions à l'exportation individuelles qui sont inférieurs à la valeur normale et que l'Accord antidumping ne prescrit pas que dans le calcul des marges de dumping, la même importance soit accordée aux prix à l'exportation supérieurs à la valeur normale et aux prix à l'exportation inférieurs à la valeur normale".[160]

139. Si, dans un système de la valeur normale prospective, des transactions à l'exportation individuelles effectuées à des prix inférieurs à la valeur normale peuvent donner lieu à un montant de droits antidumping à acquitter, que les prix d'autres transactions à l'exportation dépassent ou non la valeur normale, il n'y a aucune raison pour que le montant des droits antidumping à acquitter ne puisse pas être fixé de manière semblable sur la base des prix à l'exportation inférieurs à la valeur normale dans le système rétrospectif appliqué par les États-Unis.[161]

140. En outre, accepter l'interprétation des CE selon laquelle un Membre doit agréger les résultats de "*toutes*" les comparaisons par exportateur exigerait que des réexamens rétrospectifs soient effectués, même dans des systèmes de la valeur normale prospective, pour que "*toutes*" les transactions des exportateurs soient prises en considération. Le réexamen rétrospectif aurait pour résultats de déterminer le montant des droits antidumping à acquitter sur une base rétrospective. Or, ce résultat est contraire à la notion même de système de la valeur normale prospective. Comme le Groupe spécial *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)* l'a expliqué, "le montant des droits antidumping à acquitter est final dans un système de la valeur normale prospective au moment de l'importation d'un produit".[162] De fait, les systèmes de la valeur normale prospective deviendront rétrospectifs, conclusion à laquelle est également parvenu un rapport parlementaire canadien sur des modifications éventuelles de son système de la valeur normale prospective.[163] Dans ce rapport et dans son examen de politique commerciale, le Canada a estimé que, dans un système de la valeur normale prospective, chaque importation est associée à une marge de dumping.[164] Si, en fait, les Membres avaient voulu que les systèmes de la valeur normale prospective comportent de tels examens, on aurait pu penser qu'ils l'auraient explicitement précisé dans l'Accord.

5. L'article 2.4

141. Le texte de l'article 2.4 dispose qu'"[i]l sera procédé à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale". Le texte de l'article 2.4, toutefois, ne règle pas le point de savoir si des droits antidumping fixés dans un cas particulier dépassent la marge de dumping, parce qu'il ne règle pas le point de savoir si le "dumping" et les "marges de dumping" sont des notions qui s'appliquent à des transactions individuelles. Il ne règle pas non plus le point de savoir si, aux fins de la fixation du droit antidumping à acquitter, une marge de dumping peut être spécifique à chaque

---

[160] *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.205; *voir aussi États-Unis – Réduction à zéro (CE) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.206.

[161] *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.208 ("Nous ne voyons aucun élément textuel dans l'article 9.3 et 9.4 qui permette de penser que si l'autorité fixe le montant du droit antidumping sur une base rétrospective en examinant les transactions à l'exportation qui ont eu lieu pendant une certaine période, elle est obligée de prendre en compte les prix à l'exportation supérieurs à la valeur normale qu'elle n'aurait pas été tenue de prendre en compte si elle avait appliqué un système de la valeur normale prospective.").

[162] *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.205.

[163] Rapport sur la Loi sur les mesures spéciales d'importation, Chambre des Communes Canada, décembre 1996, http://www.parl.gc.ca/35/Archives/committees352/sima/reports/01_1996-12/chap4e.html (pièce US-4) (ci-après "Rapport sur la LMSI"). *Voir aussi* Le Guide d'autocotisation LMSI ("Valeur normale - prix à l'exportation = droits antidumping (ou marge de dumping)"), http://www.cbsa-asfc.gc.ca/sima-lmsi/self-fra.html (pièce US-5).

[164] *Id.*

importateur qui est tenu d'acquitter des droits antidumping. En fait, le texte de l'article 2.4 ne règle pas la question de savoir si la réduction à zéro est "équitable" ou "inéquitable". Comme le Groupe spécial *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)* l'a noté, le "sens précis" de la prescription relative à la "comparaison équitable" "doit être interprété à la lumière de la nature de l'activité en cause".[165] Le Groupe spécial a conclu que "la prescription relative à la "comparaison équitable" ne peut pas avoir eu pour objet de permettre à un groupe spécial d'examiner une mesure à la lumière d'une appréciation, qui est forcément quelque peu subjective, de ce que l'équité signifie dans l'abstrait et en l'isolant totalement du contexte quant au fond".[166]

142. La fixation de droits antidumping correspondant au montant à concurrence duquel la valeur normale dépassait le prix à l'exportation, transaction par transaction, sans accorder une compensation pour les transactions qui ne font pas l'objet d'un dumping correspond effectivement à une "comparaison équitable" effectuée pour chaque transaction à l'exportation. L'affirmation des CE selon laquelle les États-Unis ont fixé des droits antidumping "en dépassement de la marge de dumping effective pour le produit" est fondée sur l'hypothèse que la réduction à zéro est prohibée – sinon, les fixations de droits contestées refléteraient l'importance exacte des marges de dumping.

143. L'allégation d'incompatibilité avec l'article 2.4 formulée par les CE reprend le raisonnement figurant dans le rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, dans lequel il est constaté qu'une méthode ne peut pas être considérée comme comportant une "comparaison équitable" en vertu de l'article 2.4 si les droits fixés qui en résultent dépassent la "marge de dumping établie selon l'article 2".[167] Cependant, le raisonnement sur lequel s'appuient les CE découle entièrement de l'analyse précédente de l'expression "marge de dumping" figurant dans le rapport de l'Organe d'appel. De fait, le passage cité par les CE établit clairement que l'approche suivie dans le rapport de l'Organe d'appel était fondée sur les *résultats* de la méthode de comparaison par rapport à la "marge de dumping", telle qu'elle était interprétée précédemment, plutôt que sur tout aspect intrinsèquement inéquitable de la méthode de comparaison à proprement parler. Par conséquent, pour cette allégation d'"iniquité", il faut tenir compte non pas du texte de l'article 2.4, mais de la question de savoir s'il est admissible d'interpréter l'expression "marge de dumping" telle qu'elle est employée à l'article 9.3 comme s'appliquant aux transactions.

144. Comme les Groupes spéciaux *États-Unis – Réduction à zéro (CE)* et *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)* l'ont conclu, il est admissible d'interpréter "marge de dumping" telle que cette expression

---

[165] *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.155; *voir aussi États-Unis – Réduction à zéro (CE) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.260 ("[I]l y a particulièrement lieu de faire preuve de circonspection … lorsque, comme dans le cas de la première phrase de l'article 2.4, une règle juridique est exprimée sous la forme d'une norme qui, de par sa nature même, est plus abstraite et moins précise que la plupart des autres règles de l'Accord antidumping. Le sens du mot "équitable" dans une règle juridique doit nécessairement être déterminé eu égard au contexte particulier dans lequel cette règle s'applique."); *voir aussi États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux (article 21:5) (Groupe spécial)*, paragraphe 5.74 ("[N]ous estimons qu'une allégation fondée sur un critère très général et subjectif comme la "comparaison équitable" devrait être abordée avec prudence par ceux qui interprètent les traités. Pour cette raison, toute conception de l'"équité" devrait être solidement enracinée dans le contexte fourni par l'*Accord antidumping*, et peut-être, d'une manière plus générale, par l'*Accord sur l'OMC*. Il doit donc y avoir dans l'*Accord antidumping*, et peut-être dans l'*Accord sur l'OMC*, un critère discernable qui permet d'évaluer si une comparaison a été "équitable" ou "inéquitable". Par conséquent, le fait que la méthode de comparaison A produit une marge de dumping plus élevée que la méthode de comparaison B ne rendrait la méthode de comparaison A inéquitable que si la méthode de comparaison B était le critère applicable. Toutefois, si l'*Accord antidumping* autorisait soit la méthode de comparaison A, soit la méthode de comparaison B, cela ne serait pas le cas").

[166] *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.158 (*citant États-Unis – Réduction à zéro (CE) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.261).

[167] Première communication des CE, paragraphe 206 (*citant États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Organe d'appel)*, paragraphe 168).

est employée à l'article 9.3 comme s'appliquant à une transaction individuelle.[168] En conséquence, il n'y a aucune obligation d'agréger les transactions pour calculer les marges de dumping dans une procédure de fixation des droits, et il ne peut y avoir d'obligation de compenser le montant des droits antidumping à acquitter pour une transaction pour rendre compte de la mesure dans laquelle d'autres transactions ne font pas apparaître de dumping. Par conséquent, si le Groupe spécial constate, comme les groupes spéciaux antérieurs l'ont fait, qu'il est admissible d'interpréter l'expression "marge de dumping" telle qu'elle est employée à l'article 9.3 comme s'appliquant à une transaction individuelle, la fixation des droits contestés ne dépassera pas la marge de dumping et aucun élément ne viendra étayer, suivant l'approche adoptée par les CE, une constatation d'incompatibilité avec l'article 2.4.

145. De plus, comme il est indiqué plus haut, une interprétation de l'article 2.4 qui donne lieu à une prohibition générale de la réduction à zéro rend par ailleurs inutile la deuxième phrase de l'article 2.4.2, à savoir la "disposition relative au dumping ciblé".[169] La disposition relative au dumping ciblé est une exception aux méthodes de comparaison symétrique prescrites d'une manière générale par l'article 2.4.2. Elle ne constitue pas une exception à l'obligation de comparaison équitable énoncée à l'article 2.4. Ainsi, une interprétation de l'article 2.4 selon laquelle la réduction à zéro serait prohibée d'une manière générale dans tous les contextes viderait de leur sens les distinctions faites entre les méthodes moyenne à moyenne et moyenne à transaction prévues à l'article 2.4.2.[170] Un groupe spécial ne devrait pas interpréter l'Accord antidumping de telle manière que ses dispositions expresses deviennent vides de sens ou superflues.[171] Comme l'Organe d'appel l'a constamment constaté, "l'interprétation doit donner sens et effet à tous les termes d'un traité. Un interprète n'est pas libre d'adopter une interprétation qui aurait pour résultat de rendre redondants ou inutiles des clauses ou des paragraphes entiers d'un traité".[172] Une interprétation de l'article 2.4 de l'Accord antidumping qui exigerait que les marges de dumping soient compensées par des transactions ne faisant pas l'objet d'un dumping est par conséquent inadmissible et doit être rejetée.

146. Les CE font valoir en outre que la méthode de fixation des droits des États-Unis est incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 2.4 parce qu'elle est "intrinsèquement biaisée", par opposition à la méthode privilégiée par les CE.[173] Cependant, les CE ne peuvent mentionner aucune disposition du texte de l'Accord qui étayerait leur affirmation selon laquelle une méthode peut être qualifiée d'"équitable" ou d'"inéquitable" au sens de l'article 2.4 uniquement en fonction du point de savoir si elle fait augmenter ou diminuer les marges de dumping.

147. En outre, l'allégation des CE selon laquelle la méthode de fixation des droits des États-Unis donne nécessairement des droits antidumping plus élevés que ne le ferait une comparaison dite "symétrique" est incorrecte. Un simple exemple le montre. Supposons que, pour une transaction donnée, le prix à l'exportation soit de 9, et qu'il existe deux transactions correspondantes sur le marché intérieur, l'une à 8 et l'autre à 10. Supposons aussi que les deux transactions sur le marché intérieur soient comparables à la transaction à l'exportation, mais que la transaction à 10 en soit la plus proche. Selon la méthode transaction par transaction, la transaction à 10 serait retenue comme la valeur normale, ce qui donnerait un montant de dumping de 1 (10 - 9 = 1). Or la méthode dite "asymétrique" moyenne à transaction consisterait à faire la moyenne des deux transactions sur le marché intérieur, ce qui donnerait une valeur normale de 9, et donc un montant de dumping de zéro (9 - 9 = 0).

---

[168] *États-Unis – Réduction à zéro (CE) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.201 à 7.206; *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.194 à 7.199.

[169] *États-Unis – Réduction à zéro (CE) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.266; *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.159.

[170] *Id.*

[171] *Voir États-Unis – Essence (Organe d'appel)*, page 23; *Japon – Taxes sur l'alcool (Organe d'appel)*, page 12; *Égypte – Barres d'armature*, paragraphe 7.277.

[172] *États-Unis – Essence (Organe d'appel)*, page 23; *voir aussi Japon – Taxes sur l'alcool (Organe d'appel)*, page 12; *États-Unis – Vêtements de dessous (Organe d'appel)*, page 16.

[173] Première communication des CE, paragraphe 200.

148. Dans le cadre de la méthode de comparaison moyenne à transaction utilisée par les États-Unis, il ne serait fixé aucun droit antidumping dans cette situation parce que le prix à l'exportation – 9 – n'est pas inférieur à la valeur normale moyenne pondérée – 9. Toutefois, dans le cadre de la méthode de comparaison transaction par transaction – méthode de comparaison "symétrique" explicitement autorisée dans les enquêtes en vertu de l'article 2.4.2 –, les États-Unis seraient autorisés à fixer des droits antidumping de 1 dollar pour cette transaction. En conséquence, il n'y a aucune distorsion inhérente qui soit liée à la méthode de fixation des droits des États-Unis.

149. En outre, les CE n'ont avancé aucun argument quant à la manière dont une compensation des droits antidumping pouvant être fixée pour un lot de marchandises importées du fait qu'un lot particulier a été vendu à un prix supérieur à la valeur normale serait considérée comme un ajustement ou un autre critère de comparaison qui relèvent de l'article 2.4. L'article 2.4 porte sur le choix des transactions comparables et les ajustements appropriés à apporter à ces transactions afin de les rendre comparables. Même telle qu'elle est décrite par les CE, une prescription relative à la compensation s'appliquerait aux *résultats* des comparaisons, et ne concernerait pas les comparaisons elles-mêmes.[174] En conséquence, elle ne relève manifestement pas du champ d'application de l'article 2.4.

150. Enfin, la tentative des CE visant à s'appuyer sur la référence à la "comparaison équitable" figurant à l'article 2.4 pour vider de son sens la limitation expresse prévue à l'article 2.4.2 est incompatible avec les principes de l'interprétation des traités et, pour cette raison, devrait être rejetée par le Groupe spécial.

6. L'article 11.2 n'est pas applicable aux procédures de fixation des droits prévues à l'article 9.3

151. La détermination du taux de droits dans une procédure de fixation des droits menée conformément à l'article 9.3 de l'Accord antidumping ne constitue pas un réexamen de la nécessité de maintenir le droit antidumping et n'est donc pas assujettie aux obligations énoncées à l'article 11.2. L'argument des CE selon lequel les réexamens au titre de l'article 11.2 de l'Accord antidumping et la nouvelle fixation de taux de dépôt pour les importations futures dans le cadre de réexamens futurs sont "les mêmes"[175] n'est pas étayé par les termes mêmes de l'article 11.2 de l'Accord antidumping.

152. L'article 11.2 autorise les parties intéressées à demander un réexamen afin de déterminer "si le dommage serait susceptible de subsister ou de se reproduire au cas où le droit serait éliminé ou modifié". Par conséquent, un réexamen au titre de l'article 11.2 porte sur le point de savoir si le dommage subsisterait ou se reproduirait si le droit était modifié, et non sur la détermination d'un taux de droit variable. Les CE citent la note de bas de page 21 à l'appui de leur position; toutefois, la note de bas de page 21 indique simplement qu'une détermination du montant des droits antidumping à acquitter faite conformément à l'article 9.3 ne constitue pas en soi un réexamen au titre de l'article 11.2. Cette déclaration étaye la position selon laquelle les procédures de fixation des droits menées au titre de l'article 9.3 de l'Accord antidumping ne sont pas assujetties aux obligations prévues à l'article 11.2. En outre, la note de bas de page 22 de l'Accord antidumping prévoit que dans le cadre d'un système rétrospectif, si une procédure menée conformément à l'article 9.3 a conduit à la conclusion qu'aucun droit ne devait être perçu, cela n'oblige pas en soi à supprimer le droit définitif. Aucune de ces dispositions n'étaye le point de vue des CE selon lequel une détermination du montant du droit antidumping à fixer pour des transactions à l'importation spécifiques établie dans le cadre de procédures de fixation des droits se rapporte à l'enquête exigée à l'article 11.2 sur le point de savoir si le dommage serait susceptible de subsister ou de se reproduire au cas où le droit serait éliminé ou modifié.

[174] Première communication des CE, paragraphe 207.
[175] Première communication des CE, paragraphe 235.

C. LES ALLÉGATIONS DES CE RELATIVES AUX RÉEXAMENS À L'EXTINCTION

153. Les CE font valoir que les déterminations faites par les États-Unis dans le cadre des réexamens à l'extinction contestés sont incompatibles avec l'article 11.1 et 11.3 de l'Accord antidumping parce que, lorsqu'ils ont établi leurs déterminations selon lesquelles il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait si le droit antidumping était éliminé, les États-Unis ont utilisé des marges qui étaient calculées dans le cadre de "procédures utilisant la réduction à zéro selon les modèles" et, par conséquent, "n'ont pas respecté leurs obligations au titre de l'article 2.1, 2.4 et 2.4.2 parce que ces marges n'étaient pas fondées sur une comparaison équitable et n'étaient pas calculées pour le produit dans son ensemble".[176]

154. L'argument des CE, toutefois, devrait être rejeté. Les CE n'ont pas démontré qu'un calcul effectué conformément à leur approche aboutirait à des marges de dumping nulles ou *de minimis* dans les affaires citées, entraînant l'abrogation de l'ordonnance.

D. LES ALLÉGATIONS DES CE RELATIVES AUX ENQUÊTES

155. S'agissant des quatre enquêtes soumises à bon droit au Groupe spécial, au sujet desquelles les CE ont effectivement demandé des consultations et qu'elles continuent de contester[177], les États-Unis reconnaissent que le Département du commerce n'a pas accordé de compensation concernant les transactions ne faisant pas apparaître un dumping lorsqu'il a calculé les marges de dumping en utilisant la méthode de comparaison moyenne à moyenne pendant la phase d'enquête. Ils reconnaissent que dans l'affaire *États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux*, l'Organe d'appel a constaté que l'application de la "réduction à zéro" en ce qui concerne la méthode de comparaison moyenne à moyenne dans les enquêtes était incompatible avec l'article 2.4.2, en interprétant les expressions "marges de dumping" et "toutes les transactions à l'exportation comparables" telles qu'elles sont utilisées à l'article 2.4.2 d'une manière intégrée. (*Voir États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux (Organe d'appel)*, paragraphes 62 à 117). Ils reconnaissent que ce raisonnement est applicable de la même façon s'agissant des allégations au sujet de ces quatre enquêtes.

156. Les États-Unis, toutefois, continuent de contester les contestations des CE qui vont au-delà de l'article 2.4.2 en ce qui concerne ces quatre enquêtes. Spécifiquement, ils contestent toutes allégations d'incompatibilité avec les règles de l'OMC pour ce qui est des articles 2.1 et 2.4 de l'Accord antidumping et, par conséquent, incorporent les arguments énoncés dans la Section B.[178] En raison du fait que l'article 2.1 et 2.4 de l'Accord antidumping n'impose pas d'obligations indépendantes, dans la mesure où elles allèguent que les enquêtes contestées sont incompatibles avec l'article 2.1 ou 2.4, les CE n'ont pas établi l'existence d'obligations au titre de ces dispositions définitionnelles et, pour la contestation qu'elles opposent, il faut donc prendre en compte l'article 2.4.2. Par conséquent, une constatation formulée par le Groupe spécial en ce qui concerne la question étroite énoncée à l'article 2.4.2 est suffisante pour régler cette question.

E. L'ARTICLE XVI:4 DE L'ACCORD SUR L'OMC

157. La première allégation des CE en ce qui concerne l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC dépend d'une constatation d'incompatibilité avec les dispositions de l'Accord antidumping et du

[176] Première communication des CE, paragraphe 259.

[177] Affaires XV, XVI, XVII et XVIII de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE.

[178] Au paragraphe 177 de la première communication des CE, il est allégué que les quatre enquêtes citées dans l'annexe violent seulement l'article 2.4 et l'article 2.4.2; toutefois, les CE citent aussi l'article 2.1 à l'appui de leur argument. *Voir* la première communication des CE, paragraphes 149, 155, 160.

GATT de 1994.[179] Comme un groupe spécial l'a reconnu, il n'y a aucune base "indépendante" qui permette une allégation au titre de l'article XVI:4.[180] Pour les raisons indiquées plus haut démontrant que les États-Unis n'ont agi de manière incompatible ni avec les dispositions de l'Accord antidumping, ni avec celles du GATT de 1994, l'allégation des CE en ce qui concerne l'article XVI:4 devrait être rejetée.

158. Les CE essaient aussi de démontrer l'existence d'une infraction à l'article XVI:4 en s'appuyant sur une interprétation nouvelle, large, erronée, de cette disposition.[181] Elles font valoir que "les constatations de l'Organe d'appel adoptées par l'ORD dans le cadre de différends spécifiques créent pour la partie perdante du différend une obligation internationale indépendante de se conformer".[182] Du fait que l'ORD a adopté les rapports de l'Organe d'appel concluant que la réduction à zéro était incompatible avec les dispositions des accords visés, elles affirment que les États-Unis ont l'obligation permanente de se conformer, et qu'ils ne l'ont pas fait en ce qui concerne certaines déterminations qui ont été rendues après l'adoption au moins du premier rapport où il était constaté que la réduction à zéro était incompatible avec l'Accord antidumping.[183] En réalité, les CE ne tiennent pas compte du fait que les déterminations énumérées dans l'annexe de leur demande d'établissement d'un groupe spécial ont été rendues avant l'expiration du "délai raisonnable pour se conformer" à la fois dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (CE)* et dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*. La raison pour laquelle elles voudraient que le Groupe spécial impose aux États-Unis une obligation plus contraignante que celle qui est imposée par le Mémorandum d'accord lui-même est sans réponse.

159. L'interprétation large donnée par les CE de l'article XVI:4 devrait être rejetée. L'idée d'une "obligation internationale indépendante" permanente découlant des rapports adoptés ne peut être réconciliée avec la règle de longue date selon laquelle les rapports de l'Organe d'appel et des groupes spéciaux "n'ont aucune force obligatoire, sauf pour ce qui est du règlement du différend entre les parties en cause".[184] (Là encore, il y a une certaine ironie dans la position des CE – qui affirment que les constatations formulées dans des différends antérieurs sont contraignantes pour le présent Groupe spécial, tout en faisant abstraction, dans le même temps, des constatations formulées dans des différends antérieurs lorsque celles-ci sont en contradiction avec leur position en l'espèce.) L'interprétation donnée par les CE n'est pas étayée par le texte des accords visés. Pour chaque différend individuel, le Mémorandum d'accord prévoit le mécanisme permettant de déterminer que le Membre concerné se conforme aux recommandations et décisions de l'ORD adoptées et, lorsqu'il n'y a

[179] Comme les CE le reconnaissent, la détermination de l'existence d'une infraction à une disposition d'un accord visé entraîne une infraction à l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC. *Voir* la première communication écrite des CE, paragraphes 123 à 125 (*citant États-Unis – Loi de 1916 (Japon) (Groupe spécial)* et *États-Unis – Loi de 1916 (CE) (Groupe spécial)*).

[180] *Voir États-Unis – Produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance du Mexique (Groupe spécial)*, paragraphe 7.189. Dans ce différend, le Groupe spécial a constaté aussi qu'il ne pouvait y avoir aucune infraction autonome à l'article 18.4 de l'Accord antidumping, aux termes duquel "[c]haque Membre prendra toutes les mesures nécessaires, de caractère général ou particulier, pour assurer, au plus tard à la date où l'Accord sur l'OMC entrera en vigueur pour lui, la conformité de ses lois, réglementations et procédures administratives avec les dispositions du présent accord, dans la mesure où elles pourront s'appliquer au Membre en question".

[181] *Voir* la première communication écrite des CE, paragraphe 128.

[182] Première communication écrite des CE, paragraphe 128. Les CE font référence à un article publié dans une revue de droit international à l'appui de leur interprétation de l'article XVI:4. *Voir* la première communication écrite des CE, paragraphe 128. Les droits et obligations des Membres, toutefois, figurent dans le texte des accords visés et non dans les articles rédigés par un particulier.

[183] *Voir* la première communication écrite des CE, paragraphes 131 et 132. On voit mal quel est le rapport dont les CE estiment qu'il est antérieur, mais elles citent simplement *États-Unis – Réduction à zéro (CE)* et *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)* au paragraphe 131, faisant de *États-Unis – Réduction à zéro (CE)* le premier des deux rapports à avoir été adopté.

[184] *États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux (Organe d'appel)*, paragraphe 111 (*citant Japon – Taxes sur l'alcool (Organe d'appel)*).

pas mise en conformité, d'autoriser la suspension de concessions en l'absence d'accord sur la compensation.[185]

160. Les CE préconisent que le Groupe spécial adopte une approche qui dénaturerait le système de règlement des différends de l'OMC au détriment de "la sécurité et la prévisibilité" du système commercial multilatéral visé à l'article 3.2.[186] Suivant la lecture qu'elles donnent de l'article XVI:4, une partie plaignante pourrait indiquer des mesures d'un Membre dont elle allègue qu'elles sont semblables à celles dont l'incompatibilité a déjà été constatée dans des rapports de l'Organe d'appel adoptés et alléguer la non-mise en conformité avec les constatations figurant dans les rapports adoptés. Faire droit à pareille allégation bafouerait complètement les dispositions du Mémorandum d'accord sur la mise en conformité et sur le fait de ne pas accroître ou diminuer les droits et obligations des Membres et rendrait les rapports adoptés contraignants pour tous les Membres, en dépit de leur caractère non contraignant hors du différend initial.

161. Les raisons qu'elles fournissent ne justifient pas la lecture que les CE font de l'article XVI:4. Les CE affirment que faire droit à des allégations fondées sur l'application de rapports de groupes spéciaux adoptés aurait pour effet d'éliminer une "multitude de procédures sans fin".[187] Des arguments de politique générale fondés sur des préoccupations de nature conjecturale concernant le nombre de litiges futurs, toutefois, ne peuvent pas éclipser le libellé du Mémorandum d'accord, qui établit les règles permettant de trancher les différends individuels et de traiter des questions de non-mise en conformité dans chaque différend distinct. Les CE sont libres d'avancer leurs arguments dans le contexte des efforts actuellement déployés par les Membres pour modifier le Mémorandum d'accord, mais le présent Groupe spécial doit appliquer le Mémorandum d'accord tel qu'il est actuellement rédigé.

162. En outre, l'argument des CE transformerait les constatations des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel en interprétations des accords visés faisant autorité qui produiraient leurs effets au-delà des parties particulières à un différend particulier. Or, l'article IX de l'Accord de Marrakech est explicite – ni un groupe spécial ni l'Organe d'appel n'ont le pouvoir de donner des interprétations des accords visés. Les Membres ont conféré ce pouvoir exclusivement à la Conférence ministérielle et au Conseil général. Par conséquent, l'interprétation de l'article XVI:4 proposée par les CE est sans fondement sur cette seule base.

163. Les CE semblent aussi préconiser une interprétation large de l'article XVI:4 comme moyen de décourager ou de sanctionner les infractions au "devoir de *bonne foi*".[188] Toutefois, les groupes spéciaux ne sont pas chargés de déterminer, et ils ne sont pas non plus autorisés à déterminer, si les Membres ont respecté un principe de "bonne foi" énoncé par le droit international public; ils doivent plutôt déterminer si une mesure d'un Membre est compatible avec les accords visés. Les accords visés ne prévoient pas qu'une obligation de "bonne foi" soit examinée en relation avec les obligations de fond qui sont énoncées dans leurs dispositions, et il ne serait pas non plus constructif que les groupes spéciaux se lancent dans un examen de la question de savoir si une infraction commise par un

[185] *Voir* le Mémorandum d'accord, articles 21, 22.

[186] "[L]a sécurité et la prévisibilité" résultent de l'application de l'approche interprétative correcte énoncée dans la deuxième phrase de l'article 3:2 du Mémorandum d'accord – les "règles coutumières d'interprétation du droit international public" – aux dispositions de l'Accord sur l'OMC. L'interprétation appropriée garantit que les constatations et recommandations d'un groupe spécial ou de l'Organe d'appel, ainsi que les recommandations et décisions de l'ORD, n'"accr[oissent] ou [ne]diminu[ent pas] les droits et obligations énoncés dans les accords visés". La lecture que donnent les CE de l'article XVI:4 serait antithétique à "la sécurité et la prévisibilité" qu'une interprétation appropriée des accords visés apporte au système commercial mondial.

[187] Première communication écrite des CE, paragraphe 129.

[188] Première communication écrite des CE, paragraphe 130.

Membre est la conséquence d'une lecture de bonne foi ou d'autre chose.[189] De fait, l'Organe d'appel a noté que "[r]ien ... dans les accords visés n'étay[ait] la conclusion selon laquelle, simplement parce qu'il [avait] été constaté qu'un Membre de l'OMC [avait] violé une disposition de fond d'un traité, ce Membre n'[avait] par conséquent pas agi de bonne foi".[190] Il convient de noter que l'Organe d'appel a fait cette déclaration dans le cadre de l'*infirmation* de la constatation du groupe spécial citée par les CE concernant l'affirmation selon laquelle les groupes spéciaux peuvent, en fait, constater qu'un Membre a agi de mauvaise foi.

164. Les groupes spéciaux sont soumis à des limites claires et sans équivoque en ce qui concerne leur mandat: ils peuvent clarifier les "dispositions existantes" des Accords de l'OMC visés et peuvent examiner les mesures en cause à la lumière des dispositions pertinentes desdits accords.[191] L'Organe d'appel se borne à examiner les "questions de droit couvertes par le rapport du groupe spécial et [les] interprétations du droit données par celui-ci".[192] L'Appendice 1 du Mémorandum d'accord, qui définit les "accords visés" aux fins dudit Mémorandum, ne mentionne nulle part un principe de la bonne foi énoncé par le droit international. L'Accord sur l'OMC ne fait pas non plus de distinction entre une violation d'un accord commise de bonne foi et une violation commise de mauvaise foi – dans les deux cas, il s'agirait d'une violation de l'accord qui entraînerait les conséquences prévues dans l'Accord. L'invocation par les CE du "devoir de bonne foi" ne peut pas justifier leur interprétation large de l'article XVI:4.

VI. CONCLUSION

165. Comme il a été indiqué ci-dessus, les États-Unis ont l'honneur de demander au Groupe spécial de faire droit aux exceptions préliminaires qu'ils ont soulevées et de rejeter les allégations "tel qu'appliqué" des CE relatives aux procédures de fixation des droits, aux réexamens à l'extinction et aux enquêtes.

[189] Les CE affirment plus loin dans leur communication que l'article 3 du Mémorandum d'accord comporte une "obligation pour les Membres de l'OMC d'engager des procédures de bonne foi dans un effort visant à régler le différend". Première communication écrite des CE, paragraphe 265. Toutefois, les CE n'allèguent pas une infraction à cette disposition du Mémorandum d'accord, et il n'y aurait pas non plus de base pour qu'elles le fassent.

[190] *États-Unis – Loi sur la compensation (Amendement Byrd) (Organe d'appel)*, paragraphe 298.

[191] *Voir* le Mémorandum d'accord, articles 3.2, 7.1.

[192] Mémorandum d'accord, article 17.6.

LISTE DES PIÈCES

US-1	Final Determination of Sales at Less Than Fair Value: Certain Activated Carbon from the People's Republic of China, 72 Fed. Reg. 9508 (2 mars 2007).
US-2	Communication des États-Unis datée du 20 février 2007 (WT/DS322/16).
US-3	Affaire T-274/02, Ritek Corp. c. Conseil de l'Union européenne, 24 octobre 2006.
US-4	Rapport sur la Loi sur les mesures spéciales d'importation, Chambre des Communes Canada, décembre 1996, http://www.parl.gc.ca/35/Archives/committees352/sima/reports/01_1996-12/chap4e.html.
US-5	Le Guide d'autocotisation LMSI ("Valeur normale - prix à l'exportation = droits antidumping (ou marge de dumping)"), http://www.cbsa-asfc.gc.ca/sima-lmsi/self-fra.html

ANNEXE A-3

RÉPONSE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES À LA DEMANDE DE DÉCISIONS PRÉLIMINAIRES PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION 132

II. TOUTES LES MESURES DÉCRITES DANS LA DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL ONT DÉJÀ ÉTÉ INDIQUÉES DANS LA DEMANDE DE CONSULTATIONS 132

A. LE MAINTIEN EN EXISTENCE ET EN APPLICATION DE LA RÉDUCTION À ZÉRO CONSTITUE LA QUESTION CONCERNÉE 132

B. LES MESURES SPÉCIFIQUES NON INCLUSES DANS LA DEMANDE DE CONSULTATIONS SONT ÉGALEMENT VISÉES 135

C. CONCLUSIONS 139

III. LA DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL INDIQUE UN NOMBRE CONCRET DE MESURES 139

A. LA DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL INDIQUE 18 PROCÉDURES ANTIDUMPING EN TANT QUE MESURES 140

B. LA DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL INFORME SUFFISAMMENT LES ÉTATS-UNIS DES MESURES CONTESTÉES 141

C. LES MESURES ULTÉRIEURES ADOPTÉES PAR LES ÉTATS-UNIS EN CE QUI CONCERNE LES 18 MESURES INCLUSES DANS LA DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL RELÈVENT ÉGALEMENT DU MANDAT DU GROUPE SPÉCIAL 141

D. CONCLUSIONS 143

IV. LES DÉTERMINATIONS PRÉLIMINAIRES INCLUSES DANS LA DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL RELÈVENT DU MANDAT DU GROUPE SPÉCIAL 143

A. LES DÉTERMINATIONS PRÉLIMINAIRES SONT DES MESURES ULTÉRIEURES QUI ONT ÉTÉ INCLUSES DANS LA DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL 143

B. LES DÉTERMINATIONS PRÉLIMINAIRES SONT LIÉES AUX PROCÉDURES ANTIDUMPING RELEVANT DU MANDAT DU GROUPE SPÉCIAL 143

C. CONCLUSIONS 144

V. REMARQUES FINALES 144

AFFAIRES CITÉES

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
Argentine – Chaussures	Rapport du Groupe spécial *Argentine – Mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures*, WT/DS121/R, adopté le 12 janvier 2000, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS121/AB/R
Brésil – Aéronefs	Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs*, WT/DS46/AB/R, adopté le 20 août 1999
Brésil – Aéronefs	Rapport du Groupe spécial *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs*, WT/DS46/R, adopté le 20 août 1999, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS46/AB/R
Brésil – Noix de coco desséchée	Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Mesures visant la noix de coco desséchée*, WT/DS22/AB/R, adopté le 20 mars 1997
Canada – Aéronefs	Rapport du Groupe spécial *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils*, WT/DS70/R, adopté le 20 août 1999, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS70/AB/R
Canada – Blé	Rapport du Groupe spécial *Canada – Mesures concernant les exportations de blé et le traitement des grains importés*, WT/DS276/R, adopté le 27 septembre 2004, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS276/AB/R
CE – Bananes III	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes*, WT/DS27/AB/R, adopté le 25 septembre 1997
CE – Bananes III	Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes*, WT/DS27/R, adopté le 25 septembre 1997, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS27/AB/R
CE – Matériels informatiques	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Classement tarifaire de certains matériels informatiques*, WT/DS62, 67, 68/AB/R/, adopté le 22 juin 1998
Chili – Produits agricoles (fourchettes de prix)	Rapport du Groupe spécial *Chili – Système de fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliqués à certains produits agricoles*, WT/DS207/R, adopté le 23 octobre 2002, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS207/AB/R
Corée – Navires	Rapport du Groupe spécial *Corée – Mesures affectant le commerce des navires de commerce*, WT/DS273/R, adopté le 11 avril 2005
États-Unis – Réduction à zéro (Japon)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures relatives à la réduction à zéro et aux réexamens à l'extinction*, WT/DS322/AB/R, adopté le 23 janvier 2007
Japon – Pellicules photographiques	Rapport du Groupe spécial *Japon – Mesures affectant les pellicules et papiers photographiques destinés aux consommateurs*, WT/DS44/R, adopté le 22 avril 1998
Mexique – Mesures antidumping définitives visant la viande de bœuf et le riz	Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping définitives visant la viande de bœuf et le riz*, WT/DS295/AB/R, adopté le 20 décembre 2005
Mexique – SHTF	Rapport du Groupe spécial *Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis*, WT/DS132/R, adopté le 24 février 2000

I. INTRODUCTION

1. Suite à votre télécopie datée du 17 septembre 2007, les Communautés européennes communiquent ci-dessous leur réponse à la demande de décisions préliminaires présentée par les États-Unis. Comme il sera expliqué ci-après, les Communautés européennes estiment que 1) elles ne cherchent pas à étendre la question en cause dans le présent différend au-delà des mesures au sujet desquelles des consultations ont été menées; 2) la question soumise à l'examen du présent Groupe spécial a été déterminée précisément dans la demande d'établissement d'un groupe spécial; et 3) toutes les mesures contenues dans la demande d'établissement d'un groupe spécial relèvent du mandat du Groupe spécial.

2. En particulier, les Communautés européennes soutiennent que les consultations et la demande d'établissement d'un groupe spécial ont suffisamment informé les États-Unis de la portée des questions et des allégations formulées par les Communautés européennes en conformité avec les articles 4:4, 4:7, 6:2 et 7:1 du Mémorandum d'accord et de l'article 17.3, 17.4 et 17.5 de l'*Accord antidumping*. En outre, les mesures en cause dans le présent différend ont été indiquées précisément dans la demande d'établissement d'un groupe spécial conformément aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Enfin, toutes les mesures contestées relèvent du mandat du Groupe spécial. Par conséquent, les Communautés européennes demandent au Groupe spécial de rejeter totalement la demande de décisions préliminaires présentée par les États-Unis.

II. TOUTES LES MESURES DÉCRITES DANS LA DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL ONT DÉJÀ ÉTÉ INDIQUÉES DANS LA DEMANDE DE CONSULTATIONS

3. Les États-Unis font valoir que les mesures contenues dans la demande de consultations concernent 38 mesures spécifiques et deux procédures initiales en cours, et que la demande d'établissement d'un groupe spécial porte sur 52 mesures spécifiques, à savoir les 38 mesures initiales plus 14 mesures supplémentaires prétendument nouvelles, dont sept procédures finales et trois procédures en cours supplémentaires de réexamen à l'extinction et trois procédures finales et une procédure en cours supplémentaires de réexamen administratif.[1] Les États-Unis sont parvenus à cette conclusion en se référant aux procédures antidumping mentionnées respectivement dans les annexes de la demande de consultations et de la demande d'établissement d'un groupe spécial. Compte tenu de cela, les États-Unis estiment que, comme il n'y a pas eu de consultations sur ces 14 mesures spécifiques supplémentaires, celles-ci devraient être exclues du mandat du présent Groupe spécial.

4. Comme il est expliqué ci-après, les Communautés européennes estiment que toutes les mesures décrites dans la demande d'établissement d'un groupe spécial ont déjà été indiquées dans la demande de consultations.

A. LE MAINTIEN EN EXISTENCE ET EN APPLICATION DE LA RÉDUCTION À ZÉRO CONSTITUE LA QUESTION CONCERNÉE

5. Les Communautés européennes soutiennent que la question en cause dans le présent différend a été indiquée clairement d'emblée dans la demande de consultations. De fait, le titre de la présente affaire a montré aux États-Unis que la question concernée sur laquelle les Communautés européennes voulaient mener des consultations était le "*maintien en existence et en application de la méthode de réduction à zéro*".

6. En outre, le premier paragraphe de la demande de consultations mentionne également de façon claire que la question concernée est l'application de la réduction à zéro, puis il indique les

[1] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 49.

procédures antidumping spécifiques pour lesquelles les États-Unis ont utilisé cette méthode afin de calculer les marges de dumping sur les produits importés provenant des Communautés européennes. En particulier, la demande de consultations mentionne:

> "Les Communautés européennes demandent l'ouverture de consultations avec les États-Unis (…) en ce qui concerne la pratique et les méthodes consistant à calculer les marges de dumping en ayant recours à la réduction à zéro, et l'application de la réduction à zéro à certaines mesures antidumping spécifiées."

7. La demande de consultations décrit ensuite comment les États-Unis appliquent la réduction à zéro dans les procédures d'enquête initiale, de réexamen administratif et de réexamen à l'extinction, et elle fait référence aux procédures antidumping dans lesquelles cette méthode a été utilisée et qui ont entraîné les droits plus élevés en place.

8. Conformément à cette logique, la section 2 de la demande de consultations mentionne plusieurs questions pouvant faire l'objet de discussions:

> "a) Les règlements, la méthode de réduction à zéro, la pratique, les procédures administratives et les mesures des États-Unis servant à déterminer la marge de dumping (…); b) les réexamens administratifs antidumping spécifiques énumérés à l'annexe I de la présente demande et les instructions données conformément à ces réexamens en ce qui concerne la fixation des droits, pour lesquels les États Unis ont eu recours aux règlements, à la méthode de réduction à zéro, à la pratique, aux procédures administratives et aux mesures indiquées plus haut au point 1 a) (…); c) la détermination spécifique de l'existence d'un dumping établie dans le cadre des enquêtes initiales énumérées à l'annexe III de la présente demande et les instructions données automatiquement conformément à ces déterminations en ce qui concerne la fixation des droits, pour lesquelles les États Unis ont eu recours à la méthode de réduction à zéro exposée plus haut au point 1 b) (…); d) la détermination spécifique établie à l'issue du réexamen à l'extinction dans l'affaire mentionnée à l'annexe II de la présente demande. Les États-Unis ont fondé leur détermination sur des marges de dumping qui avaient été calculées dans le cadre de l'enquête initiale et des réexamens administratifs en utilisant la méthode exposée plus haut au point 1 a)."

9. Les annexes de la demande de consultations indiquent précisément les mesures pour lesquelles les États-Unis ont appliqué la méthode contestée en fournissant des renseignements sur les procédures antidumping spécifiques concernées. En particulier, les annexes mentionnent, entre autres, les produits et les pays soumis à des droits antidumping aux États-Unis.

10. La demande d'établissement d'un groupe spécial suit une structure similaire à celle indiquée plus haut et, par conséquent, elle n'élargit pas la portée de la question ayant fait l'objet des consultations. Le titre est toujours le "maintien en existence et en application de la méthode de réduction à zéro". De même, la portée de la demande d'établissement d'un groupe spécial est indiquée comme suit:

> "Les Communautés européennes demandent par la présente qu'un groupe spécial soit établi [par] l'ORD (…) en ce qui concerne une mesure ou des mesures "en tant que telles" prévoyant la pratique ou les méthodes consistant à calculer les marges de dumping en ayant recours à la réduction à zéro, et l'application de la réduction à zéro dans certaines mesures antidumping spécifiées qui sont maintenues par les États-Unis."

11. Comme l'incompatibilité avec l'OMC de la méthode de réduction à zéro a déjà été établie dans des affaires antérieures, la demande d'établissement d'un groupe spécial indique que "*les Communautés européennes ne demandent pas au Groupe spécial de se prononcer sur l'incompatibilité de cette pratique avec les règles de l'OMC*". Toutefois, les Communautés européennes ont présenté la question de la façon suivante:

> "Les États-Unis appliquent cette pratique ou méthode pour calculer les montants du dumping ou les marges de dumping, et pour fixer et recouvrer les droits antidumping. Le niveau de ces droits antidumping est fixé dans les procédures initiales, révisé dans les procédures de réexamen administratif ou les procédures pour changement de circonstances, et la décision concernant la nécessité de maintenir en application les droits antidumping est prise lors des procédures de réexamen à l'extinction. Dans le cadre de ces dernières, le DOC peut déterminer qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira si l'ordonnance antidumping est abrogée, notamment parce que le dumping a subsisté à des niveaux supérieurs au *de minimis* après la publication de l'ordonnance. Pour constater que le dumping a subsisté après la publication de l'ordonnance, le DOC se fonde sur les marges de dumping calculées dans la procédure initiale et dans les procédures de réexamen administratif en utilisant la réduction à zéro. Les CE ont indiqué dans l'annexe de la présente demande un certain nombre d'ordonnances antidumping dans lesquelles les droits sont fixés et/ou maintenus sur la base de la pratique ou méthode de réduction à zéro susmentionnée de telle sorte que des droits soit sont acquittés par les importateurs en dépassement de la marge de dumping qui aurait été calculée d'après une méthode compatible avec les règles de l'OMC soit sont acquittés alors qu'aucun droit de ce type n'aurait résulté du recours à une méthode compatible avec les règles de l'OMC."

12. En d'autres termes, comme dans le cas de la demande de consultations, les Communautés européennes indiquent encore que la question faisant l'objet du présent différend est l'utilisation de la réduction à zéro par les États-Unis dans plusieurs procédures antidumping. Et la demande d'établissement d'un groupe spécial désigne ainsi les mesures en cause:

> "Le maintien en application ou l'application des droits antidumping spécifiques résultant des ordonnances antidumping énumérées de I à XVIII dans l'annexe de la présente demande, tels qu'ils ont été calculés ou sont maintenus en place à la suite du réexamen administratif le plus récent ou, selon le cas, de la procédure initiale ou de la procédure de réexamen pour changement de circonstances ou de réexamen à l'extinction, à un niveau dépassant la marge de dumping qui résulterait de l'application correcte de l'Accord antidumping (qu'il s'agisse de droits ou de taux des dépôts en espèces ou d'une autre forme de mesure).
>
> Outre ces mesures, les réexamens administratifs, ou selon le cas, les procédures initiales ou les procédures de réexamen pour changement de circonstances ou de réexamen à l'extinction énumérées dans l'annexe (numérotées de 1 à 52) avec les ordonnances antidumping spécifiques et qui sont aussi considérées par les CE comme des mesures visées par la présente demande d'établissement d'un groupe spécial en plus des ordonnances antidumping.
>
> Cela comprend les déterminations se rapportant à toutes les sociétés ainsi que toutes instructions concernant la fixation des droits, automatique ou non, qui sont émises à tout moment conformément à l'une quelconque des mesures énumérées dans l'annexe."

13. De nouveau, la demande d'établissement d'un groupe spécial mentionne le maintien en application des droits antidumping à un niveau dépassant la marge antidumping qui résulterait de l'application correcte de l'*Accord antidumping*, c'est-à-dire sans la réduction à zéro. La demande d'établissement d'un groupe spécial inclut ensuite dans son annexe 18 mesures résultant de 18 ordonnances antidumping initiales et comprenant 52 procédures antidumping, à savoir quatre procédures initiales, 37 procédures de réexamen administratif et onze procédures de réexamen à l'extinction. Comme dans le cas de la demande de consultations, ces 18 mesures sont décrites par référence au produit concerné originaire d'un pays particulier.

14. Comme on peut le voir, la demande de consultations et la demande d'établissement d'un groupe spécial décrivent la question concernée d'une manière similaire. La régularité de la procédure a donc été respectée, car les États-Unis ont été suffisamment informés de la portée de la question et des allégations formulées par les Communautés européennes.[2]

B. LES MESURES SPÉCIFIQUES NON INCLUSES DANS LA DEMANDE DE CONSULTATIONS SONT ÉGALEMENT VISÉES

15. Les États-Unis soulignent dans leur première communication écrite que la demande d'établissement d'un groupe spécial contient 14 mesures supplémentaires qui n'ont pas été évoquées durant les consultations, dont dix procédures de réexamen à l'extinction et quatre procédures de réexamen administratif.[3]

16. Même si certaines procédures antidumping spécifiques qui sont mentionnées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial n'ont pas été incluses expressément dans les annexes de la demande de consultations, les Communautés européennes soutiennent que ces mesures étaient également visées et que les États-Unis ont été suffisamment informés de la question en cause dans le différend.

17. Les Communautés européennes font valoir que, conformément à la jurisprudence pertinente relative aux articles 4 et 6 du Mémorandum d'accord, il n'est pas nécessaire que les mesures spécifiques faisant l'objet de la demande de consultations et celles faisant l'objet de la demande d'établissement d'un groupe spécial soient identiques, pour autant qu'elles concernent essentiellement la même question, à savoir l'application des méthodes de réduction à zéro pour calculer les marges de dumping dans les procédures antidumping spécifiques concernant un produit particulier originaire d'un pays spécifique.

18. Dans l'affaire *Brésil – Aéronefs*, en appel, le Brésil a fait valoir que le Groupe spécial avait fait erreur en constatant qu'il avait compétence pour examiner certains instruments réglementaires relatifs au PROEX mentionnés dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. En particulier, le Brésil a allégué que, comme ces instruments étaient entrés en vigueur en 1997 et 1998, après la tenue des consultations entre le Canada et le Brésil, ils n'avaient pas fait l'objet des consultations et, par conséquent, ne pouvaient pas être soumis à bon droit au Groupe spécial. Le Groupe spécial avait statué comme suit sur cette question[4]:

> "(…) [N]ous rappelons que le Brésil et le Canada se sont consultés "au sujet de certaines subventions à l'exportation accordées dans le cadre du *Programa de Financiamento ás Exportações* brésilien (PROEX) aux acheteurs étrangers d'aéronefs

[2] Rapport du Groupe spécial *Canada – Aéronefs* (WT/DS70/R), paragraphes 9.12 à 9.31; rapport du Groupe spécial *Corée – Navires* (WT/DS273/R), paragraphe 9; et rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)* (WT/DS322/AB/R), paragraphes 89 à 95.

[3] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 61.

[4] Rapport du Groupe spécial *Brésil – Aéronefs* (WT/DS46/R), paragraphe 7.11.

de la société brésilienne EMBRAER", et que la demande d'établissement d'un groupe spécial porte sur les "subventions à l'exportation accordées dans le cadre du PROEX". ***Nous considérons que les consultations et la demande d'établissement portent sur ce qui constitue fondamentalement le même "différend", parce qu'elles concernent essentiellement la même pratique***, à savoir le versement de subventions à l'exportation dans le cadre du PROEX. Dans ces circonstances, et malgré le fait que tant l'instrument juridique de base que certains autres instruments juridiques relatifs à l'administration du système de péréquation des intérêts du PROEX ont changé ou ont seulement été mis en place après les dernières consultations, nous ne pouvons pas dire que le Canada ne s'est pas conformé aux prescriptions de l'article 4:7 du Mémorandum d'accord". (*pas de caractères gras ni d'italique dans l'original*)

19. L'Organe d'appel a confirmé la constatation du Groupe spécial. Ce faisant, l'Organe d'appel a dit que[5]:

"Nous notons que le Brésil et le Canada se sont consultés au sujet de "certaines subventions à l'exportation accordées dans le cadre du *Programa de Financiamento às Exportações* (PROEX) du Brésil aux acheteurs étrangers d'aéronefs d'Embraer (Brésil)" et que la demande d'établissement d'un groupe spécial porte également sur "le versement de subventions à l'exportation au moyen de programmes de péréquation des taux d'intérêt et de financement des exportations dans le cadre du PROEX". Nous avons été informés par le Brésil que les instruments réglementaires qui étaient entrés en vigueur en 1997 et 1998, après que les consultations avaient eu lieu, et qui se rapportaient à l'administration du PROEX, n'avaient pas modifié l'essence de ce régime.

À notre avis, les articles 4 et 6 du Mémorandum d'accord, ainsi que les paragraphes 1 à 4 de l'article 4 de l'*Accord SMC*, définissent un processus selon lequel une partie plaignante doit demander des consultations, et des consultations doivent avoir lieu, avant qu'une question puisse être portée devant l'ORD en vue de l'établissement d'un groupe spécial. En vertu de l'article 4.3 de l'*Accord SMC*, en outre, l'objet des consultations est "de préciser les faits et d'arriver à une solution mutuellement convenue".

Nous ne pensons pas, toutefois, que les articles 4 et 6 du Mémorandum d'accord, ou les paragraphes 1 à 4 de l'article 4 de l'Accord SMC, exigent une identité précise et exacte des mesures spécifiques qui ont fait l'objet des consultations et des mesures spécifiques indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. Comme le Groupe spécial l'a dit, "[l']un des objectifs des consultations, tel qu'énoncé à l'article 4.3 de l'Accord SMC, est de "préciser les faits", et on peut s'attendre à ce que les renseignements obtenus au cours des consultations puissent permettre au plaignant de préciser la portée de la question au sujet de laquelle il demande l'établissement d'un groupe spécial". Nous sommes persuadés que les mesures spécifiques en cause dans la présente affaire sont les subventions à l'exportation accordées par le Brésil pour les aéronefs régionaux au titre du PROEX. Des consultations ont eu lieu entre les parties sur ces subventions et ce sont ces mêmes subventions qui ont été portées devant l'ORD en vue de l'établissement d'un groupe spécial. Nous soulignons que les instruments réglementaires qui sont entrés en vigueur en 1997 et 1998 n'ont pas modifié l'essence des subventions à l'exportation pour les aéronefs régionaux au titre du PROEX". (*pas de caractères gras ni d'italique dans l'original*)

[5] Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Aéronefs* (WT/DS46/AB/R), paragraphes 130 à 132.

20. De même, dans l'affaire *Mexique – Mesures antidumping définitives visant la viande de bœuf et le riz*, l'Organe d'appel a insisté sur l'objectif des consultations en constatant que, s'agissant des mesures en cause, les articles 4 et 6 du Mémorandum d'accord n'"exig[eaient pas] une identité précise et exacte" de la demande de consultations et de la demande d'établissement d'un groupe spécial, à condition que l'"essence" des mesures contestées n'ait pas été modifiée.[6] Précédemment, le Groupe spécial avait confirmé dans la même affaire ce qui suit[7]:

> "À notre avis, ***[l'article 4:5 et 4:7 du Mémorandum d'accord et l'article 17.4 de l'Accord antidumping] n'exigent aucunement qu'il existe une correspondance parfaite entre le domaine couvert par la demande de consultations et celui couvert par la demande d'établissement d'un groupe spécial, et [ils] ne circonscrivent pas non plus, selon nous, le domaine qui peut être couvert par la demande d'établissement d'un groupe spécial au domaine qui a été exactement couvert par la demande de consultations.*** Bien que ces dispositions exigent selon nous que les Membres s'efforcent de trouver, à la faveur de consultations, une solution mutuellement convenue à la "question" en litige, cela requiert uniquement, à notre avis, que la demande de consultations se rapporte à la même question que la demande d'établissement d'un groupe spécial. En somme, et pourvu que la demande d'établissement d'un groupe spécial ait trait à un différend au sujet duquel des consultations ont été demandées, il n'est pas nécessaire que la question (c'est-à-dire les mesures spécifiques en cause et le fondement juridique de la plainte), telle qu'elle a été indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, soit identique à la question au sujet de laquelle des consultations ont été demandées."

21. Par conséquent, compte tenu de la jurisprudence mentionnée ci-dessus, on peut conclure qu'il n'est pas nécessaire qu'il y ait identité des mesures spécifiques ayant fait l'objet de la demande de consultations et de celles faisant l'objet de la demande d'établissement d'un groupe spécial, à condition qu'elles concernent essentiellement la même question.

22. En l'espèce, les 14 mesures prétendument nouvelles qui sont incluses dans la demande d'établissement d'un groupe spécial se rapportent à la même question que celle qui a été soulevée durant les consultations, à savoir l'utilisation de la réduction à zéro pour calculer les marges de dumping dans les procédures antidumping spécifiques concernant les mêmes produits originaires des pays spécifiques qui y sont énumérés. En conséquence, les mesures spécifiques non mentionnées par les États-Unis relèveraient aussi de la question en cause dans le présent différend.

23. En tout état de cause, il convient d'ajouter que l'inclusion de nouvelles mesures qui correspondent à une prorogation ou à une modification des mesures mentionnées précédemment dans la demande de consultations n'affecte pas la compatibilité de la demande d'établissement d'un groupe spécial avec les consultations menées entre les parties. Dans l'affaire *Chili – Système de fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliqués à certains produits agricoles (DS207)*, dans le contexte de la prorogation d'une mesure de sauvegarde non prévue dans la demande de consultations, le Groupe spécial a traité cette question comme suit[8]:

---

[6] Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping définitives visant la viande de bœuf et le riz* (WT/DS295/AB/R), paragraphe 138; et rapport du Groupe spécial *Canada – Aéronefs* (WT/DS70/R), paragraphe 9.12.

[7] Rapport du Groupe spécial *Mexique – Mesures antidumping définitives visant la viande de bœuf et le riz* (WT/DS295/R), paragraphe 7.41.

[8] Rapport du Groupe spécial *Chili – Produits agricoles (fourchettes de prix)* (WT/DS207/R), paragraphe 7.119.

> "[L]es "prorogations" ne sont pas des mesures distinctes, mais sont simplement la continuation dans le temps des mesures de sauvegarde définitives. En conséquence, nous considérons que les mesures de sauvegarde définitives n'avaient pas expiré avant la demande d'établissement d'un groupe spécial et que leur durée a simplement été prorogée à ce moment. Nous n'avons donc pas besoin d'examiner plus avant l'argument du Chili selon lequel nous ne sommes pas compétents pour formuler des constatations au sujet des mesures définitives au motif qu'elles ont expiré. ***Nous considérons aussi, pour la même raison, que le fait que la prorogation n'a pas été mentionnée dans la demande de consultations n'est pas pertinent pour déterminer notre compétence: conformément à l'article 4:4 du Mémorandum d'accord, l'Argentine devait indiquer dans sa demande les mesures de sauvegarde définitives en cause, et c'est ce qu'elle a fait.*** La prorogation par le Chili de la durée des mesures indiquées après la présentation de la demande de consultations ne change rien au fait que l'Argentine s'est conformée à l'article 4:4 du Mémorandum d'accord."

24. Conformément à cette jurisprudence, les Communautés européennes font valoir que la prescription de compatibilité entre la demande de consultations et la demande d'établissement d'un groupe spécial, telle qu'elle est établie aux articles 4:4 et 6:2 du Mémorandum d'accord, est encore respectée au cas où il n'y a aucune identité des mesures spécifiques ayant fait l'objet de la demande de consultations et de celles faisant l'objet de la demande d'établissement d'un groupe spécial, pour autant qu'elles concernent essentiellement la même question. En ce sens, la prorogation ou la modification des mesures mentionnées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial sont aussi visées par la demande de consultations.

25. Les 14 mesures supplémentaires mentionnées par les États-Unis ont un lien direct avec les mesures énumérées dans la demande de consultations. Comme il a été dit précédemment, les annexes de la demande de consultations ont indiqué les mesures, entre autres, par référence au produit et au pays exportateur soumis à des droits antidumping résultant de la procédure la plus récente (à savoir une procédure initiale, un réexamen administratif ou un réexamen à l'extinction). Les mesures supplémentaires contenues dans la demande d'établissement d'un groupe spécial portent sur les modifications ou les mises en œuvre des ordonnances antidumping initiales concernant les mêmes produits et les mêmes pays que ceux qui ont déjà été examinés dans le contexte des consultations.

26. La demande d'établissement d'un groupe spécial contient certaines mesures qui ont été adoptées ou prises après que les consultations ont été demandées[9], mais ces mesures concernent des produits et des pays identiques à ceux qui ont déjà été mentionnés dans l'annexe de la demande de consultations.

27. La demande d'établissement d'un groupe spécial mentionne aussi des mesures résultant de réexamens à l'extinction non contenues dans la demande de consultations[10], qui ont été adoptées presque à la même date que la demande de consultations (elles sont datées du 15 septembre 2006, tandis que la demande a été déposée le 2 octobre 2006) ou qui concernent le maintien de mesures qui étaient visées par un réexamen administratif mentionné dans la demande de consultations.

28. Enfin, deux procédures[11] énumérées dans l'annexe de la demande d'établissement d'un groupe spécial, qui seraient de nouvelles mesures comme le prétendent les États-Unis, figuraient en fait déjà dans l'annexe de la demande de consultations, même si la demande de consultations ne mentionnait que les résultats préliminaires de ces procédures.

---

[9] Trois procédures de réexamen à l'extinction (procédures n° 4, 38 et 47) et quatre procédures de réexamen administratif (procédures n° 1, 22, 35 et 43).

[10] Procédures n° 9, 14, 19, 26, 29, 32 et 42.

[11] Procédures n° 1 et 22.

29. Par conséquent, compte tenu de ce qui précède, les Communautés européennes soutiennent que les 14 mesures prétendument nouvelles mentionnées par les États-Unis étaient visées par la demande de consultations car elles se rapportent à la même question, à savoir l'utilisation de la réduction à zéro pour calculer les marges de dumping dans les procédures antidumping spécifiques concernant un produit particulier provenant d'un pays spécifique, et qu'elles ont un lien direct avec les mesures mentionnées dans les annexes de la demande de consultations car elles impliquent des prorogations (dans le cas des réexamens à l'extinction), des modifications (dans les réexamens administratifs) ou des mises en œuvre (à savoir le recouvrement définitif dans les réexamens administratifs) des droits antidumping ayant fait l'objet des consultations.

C. CONCLUSIONS

30. D'après ce qui précède, les Communautés européennes soutiennent que la demande de consultations et la demande d'établissement d'un groupe spécial décrivent la question concernée d'une manière similaire. Dans la mesure où les mesures figurant dans la demande d'établissement d'un groupe spécial ont été fondées sur la même méthode de réduction à zéro que celle qui a déjà été visée dans la demande de consultations et sur les mêmes procédures antidumping (décrites par référence aux produits et aux pays concernés), cela est suffisant pour satisfaire aux prescriptions des articles 4 et 6 du Mémorandum d'accord et à la disposition analogue énoncée à l'article 17 de l'*Accord antidumping*. En outre, comme les 14 mesures prétendument nouvelles avaient un lien direct avec les mesures indiquées dans les annexes de la demande de consultations (par référence aux mêmes produits et aux mêmes pays soumis à des droits antidumping), les Communautés européennes estiment que toutes les mesures relèvent de la question en cause dans le présent différend.

III. LA DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL INDIQUE UN NOMBRE CONCRET DE MESURES

31. Les États-Unis font valoir que la demande d'établissement d'un groupe spécial concerne un nombre indéterminé de mesures qui n'ont pas été indiquées spécifiquement et qui ne relèveraient donc pas du mandat du Groupe spécial conformément à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

32. En particulier, les États-Unis font remarquer que la demande d'établissement d'un groupe spécial a indiqué à titre de "mesures" ce qui suit:

> "Le maintien en application ou l'application des droits antidumping spécifiques résultant des ordonnances antidumping énumérées de I à XVIII dans l'annexe de la présente demande, tels qu'ils ont été calculés ou sont maintenus en place à la suite du réexamen administratif le plus récent ou, selon le cas, de la procédure initiale ou de la procédure de réexamen pour changement de circonstances ou de réexamen à l'extinction."

33. Les États-Unis supposent ensuite que cette demande concerne les mesures les plus récentes énumérées spécifiquement pour chacune des 18 affaires antidumping figurant dans l'annexe. Toutefois, dans la mesure où la demande ne concerne pas la mesure la plus récente mais toutes les mesures les plus récentes, les États-Unis font valoir qu'elle porte sur un nombre indéterminé de mesures alléguées.

34. Enfin, les États-Unis indiquent que, comme ils n'ont pas eu la possibilité de mener des consultations avec les Communautés européennes sur ce nombre indéterminé de mesures alléguées, ils n'ont pas pu demander des précisions supplémentaires sur la portée et les effets des mesures contestées.

35. Les Communautés européennes estiment que cette allégation n'est pas fondée. Comme il a été indiqué dans l'affaire *Canada – Aéronefs*[12], la compatibilité de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par une partie avec l'article 6:2 du Mémorandum d'accord devrait être déterminée exclusivement à la lumière du degré de précision de la demande d'établissement d'un groupe spécial, et non à la lumière du degré de précision de la demande de consultations présentée antérieurement par la partie. Les Communautés européennes soutiennent que la demande d'établissement d'un groupe spécial indique précisément les mesures en cause dans le présent différend.

A. LA DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL INDIQUE 18 PROCÉDURES ANTIDUMPING EN TANT QUE MESURES

36. Les Communautés européennes estiment que la demande d'établissement d'un groupe spécial contient une liste claire des mesures relevant du mandat du Groupe spécial. En particulier, son annexe indique 18 procédures antidumping en fonction du produit et du pays concernés en mentionnant les avis pertinents dans lesquels les mesures ont été publiées aux États-Unis, ainsi que les taux de droits imposés. L'indication de l'ordonnance antidumping initiale imposant des droits sur le produit provenant du pays concerné est donc suivie par tous les cas dans lesquels les mesures en question, c'est-à-dire les droits imposés sur la base des méthodes de réduction à zéro, ont été modifiées. À cet égard, comme la demande d'établissement d'un groupe spécial mentionne le maintien en application de droits déterminés en utilisant les méthodes de réduction à zéro résultant des ordonnances antidumping initiales dans les 18 affaires contenues dans l'annexe, les mesures faisant l'objet du mandat du Groupe spécial sont définies correctement.

37. Le fait que la demande d'établissement d'un groupe spécial ne mentionne pas la dernière modification des droits dans les 18 procédures antidumping ayant fait l'objet d'une publication aux États-Unis n'est pas pertinent en ce sens que les mesures ont été déterminées par référence aux produits, aux pays concernés et aux niveaux des droits. À cet égard, le Groupe spécial chargé de l'affaire *Argentine – Chaussures* a constaté que c'est l'indication des mesures (et non simplement la mention des numéros des résolutions et des avis de promulgation au Journal officiel) qui est pertinente au premier chef aux fins de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord[13]:

> "[N]ous estimons que la demande présentée par les CE indique avant tout et sans ambiguïté les mesures provisoires et définitives (et non uniquement les résolutions et avis de promulgation mentionnés en tant que tels). À notre avis, c'est l'indication de ces mesures (et non simplement la mention des numéros des résolutions et des avis de promulgation au Journal officiel) qui est pertinente au premier chef aux fins de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. En conséquence, nous estimons que ce sont ***les mesures provisoires et définitives quant à leur substance, et non les instruments juridiques sous leur forme initiale ou modifiée, qui sont le plus pertinentes pour notre mandat.*** À notre avis, cela est compatible avec les constatations formulées par l'Organe d'appel dans l'affaire *Guatemala – Ciment*". (*pas de caractères gras ni d'italique dans l'original*)

38. De même, dans l'affaire *Canada – Blé*[14], le Groupe spécial a indiqué que, tel qu'il est libellé, l'article 6:2 du Mémorandum d'accord n'exige pas qu'une demande d'établissement d'un groupe spécial désigne explicitement les mesures d'application générale (c'est-à-dire les lois et règlements) par leur titre ou leur date d'adoption. Le Groupe spécial a constaté que le fait que les États Unis n'avaient pas

[12] Rapport du Groupe spécial *Canada – Aéronefs* (WT/DS70/R), paragraphe 9.32.
[13] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Chaussures* (WT/DS121/R), paragraphe 8.40.
[14] Rapport du Groupe spécial *Canada – Blé* (WT/DS276/R), paragraphe 19.

précisé le titre ou la date d'adoption des lois ou règlements pertinents ne signifiait pas nécessairement que la demande d'établissement était incompatible avec l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

39. Par conséquent, les Communautés européennes soutiennent que les mesures relevant du mandat du Groupe spécial ont été indiquées suffisamment dans l'annexe de la demande d'établissement d'un groupe spécial.

B. LA DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL INFORME SUFFISAMMENT LES ÉTATS-UNIS DES MESURES CONTESTÉES

40. Par ailleurs, on ne peut pas faire valoir que les termes utilisés dans la demande d'établissement d'un groupe spécial ne permettent pas aux États-Unis de savoir quelles sont les mesures en cause dans le présent différend. En fait, le but de la prescription de spécificité énoncée à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord est de garantir les droits des parties en matière de procédure régulière. En ce sens, l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Matériels informatiques*[15] a indiqué:

> "Nous ne voyons pas en quoi le prétendu manque de précision des expressions "matériel de réseau local" et "PC multimédia" figurant dans la demande d'établissement d'un groupe spécial a porté atteinte aux droits des Communautés européennes en tant que défendeur au cours de la procédure de groupe spécial. ***La capacité des Communautés européennes de se défendre n'ayant pas été affectée par un manque de connaissance des mesures en cause, nous ne pensons pas que la règle fondamentale de la procédure régulière ait été violée par le Groupe spécial***". (*pas de caractères gras ni d'italique dans l'original*)

41. De même, le Groupe spécial chargé de l'affaire *Canada – Blé*[16] a constaté:

> "Pour savoir si des renseignements suffisants sont fournis dans le texte de la demande, il faut déterminer, comme nous l'avons déjà dit, si les renseignements fournis répondent aux objectifs de l'article 6:2, en particulier son objectif concernant la régularité de la procédure, compte tenu des circonstances particulières de chaque affaire, y compris du type de mesure en cause."

42. À cet égard, les Communautés européennes font valoir que les États-Unis n'ont pas montré que la demande d'établissement d'un groupe spécial est à ce point viciée qu'il est porté atteinte aux droits de la défense, et elles maintiennent que les États-Unis ne peuvent pas démontrer que les éventuelles imperfections de la demande d'établissement d'un groupe spécial atteignent un tel niveau.

C. LES MESURES ULTÉRIEURES ADOPTÉES PAR LES ÉTATS-UNIS EN CE QUI CONCERNE LES 18 MESURES INCLUSES DANS LA DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL RELÈVENT ÉGALEMENT DU MANDAT DU GROUPE SPÉCIAL

43. Enfin, les Communautés européennes notent que les mesures ultérieures, annexes ou étroitement liées aux mesures spécifiées, ont été acceptées comme étant des indications correctes des mesures relevant du mandat du Groupe spécial conformément à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

44. Le Groupe spécial chargé de l'affaire *CE – Bananes III* a constaté que l'objet et le but de la prescription de spécificité énoncée à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord sont d'assurer la clarté du

---

[15] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Matériels informatiques* (WT/DS62/AB/R, WT/DS67/AB/R, WT/DS68/AB/R), paragraphe 70.

[16] Rapport du Groupe spécial *Canada – Blé* (WT/DS276/R), paragraphe 20.

mandat des groupes spéciaux, lequel, conformément à l'article 7 du Mémorandum d'accord, est habituellement déterminé par la demande d'établissement d'un Groupe spécial, et d'informer le défendeur et les tierces parties éventuelles de la portée des allégations formulées par la partie plaignante (c'est-à-dire les "mesures" contestées et les dispositions de l'OMC invoquées par la partie plaignante).[17] Pour autant que l'article 6:2 est interprété comme exigeant que toute mesure contestée soit spécifiée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial ou soit annexe ou étroitement liée aux mesures spécifiées, il est satisfait au critère de l'objet et du but de l'article 6:2.[18]

45. Dans l'affaire *CE – Bananes III*, le "règlement fondamental de la CE en cause" a été indiqué dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. En outre, la demande mentionnait en termes généraux "la législation, les règlements et les mesures administratives ultérieurs de la CE (…) qui mettent en œuvre, complètent et modifient [le] régime [communautaire applicable aux bananes]". Le Groupe spécial a constaté qu'aux fins de l'article 6:2, cette mention était suffisante pour englober l'ensemble de la législation communautaire visant l'importation, la vente et la distribution des bananes parce que les mesures que les plaignants contestaient étaient "indiqué[es] de façon adéquate", même si elles n'étaient pas explicitement mentionnées.[19] L'Organe d'appel est convenu que la demande d'établissement du Groupe spécial contenait une indication des mesures en cause qui était suffisante pour satisfaire aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.[20]

46. Les mesures de mise en œuvre qui ne sont pas mentionnées expressément dans la demande d'établissement d'un groupe spécial relèvent aussi du mandat du groupe spécial. Dans l'affaire *Argentine – Chaussures*, le Groupe spécial a indiqué[21]:

> "Nous rappelons en outre que le Groupe spécial *Japon – Pellicules photographiques* a estimé que certaines mesures qui n'avaient pas été mentionnées dans la demande d'établissement du Groupe spécial relevaient de son mandat parce qu'il s'agissait de "mesures de mise en œuvre" fondées sur une loi cadre fondamentale expressément indiquée dans la demande d'établissement du Groupe spécial, qui précisait la forme et définissait la teneur et la portée éventuelles de ces mesures de mise en œuvre. ***Nous en déduisons qu'un instrument juridique qui n'est pas explicitement mentionné dans une demande d'établissement d'un groupe spécial, mais qui a un lien direct avec une mesure qui y est expressément désignée, peut être considéré comme étant indiqué de manière suffisante pour satisfaire aux prescriptions de l'article 6:2.*** À cet égard, nous partageons l'avis du Groupe spécial *Japon – Pellicules photographiques* selon lequel les prescriptions de l'article 6:2 pourraient être respectées dans le cas d'un instrument juridique qui est annexe ou si étroitement lié à une mesure expressément indiquée que l'on peut raisonnablement constater que la partie défenderesse a été suffisamment informée de la portée des allégations formulées par la partie plaignante". (*pas de caractères gras ni d'italique dans l'original*)

47. Par conséquent, toute mesure ultérieure, ou en d'autres termes toute procédure antidumping, modifiant les niveaux des droits établis dans la demande d'établissement d'un groupe spécial en ce qui concerne les ordonnances antidumping initiales mentionnées dans l'annexe serait liée étroitement aux mesures qui y sont indiquées et relèverait donc du mandat du Groupe spécial conformément à

---

[17] Rapport du Groupe spécial *CE – Bananes III* (WT/DS27/R), paragraphe 7.35; rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III* (WT/DS27/AB/R), paragraphe 142; rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Noix de coco desséchée* (WT/DS22/AB/R), paragraphe 22.

[18] Rapport du Groupe spécial *Japon – Pellicules photographiques* (WT/DS44/R), paragraphe 10.9.

[19] Rapport du Groupe spécial *CE – Bananes III* (WT/DS27/R), paragraphe 7.27.

[20] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphe 140.

[21] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Chaussures*, paragraphe 8.35.

l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. À cet égard, les Communautés européennes estiment que la demande d'établissement d'un groupe spécial indique précisément les mesures qui sont visées dans le présent différend.

D. CONCLUSIONS

48. Au vu de ce qui précède, les Communautés européennes soutiennent que l'allégation des États-Unis est dénuée de fondement, car la demande d'établissement d'un groupe spécial indique les mesures spécifiques en cause dans le présent différend, y compris toute modification ultérieure des mesures (c'est-à-dire des niveaux des droits) qui y sont décrites pour les produits et les pays concernés.

IV. LES DÉTERMINATIONS PRÉLIMINAIRES INCLUSES DANS LA DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL RELÈVENT DU MANDAT DU GROUPE SPÉCIAL

49. Les États-Unis font valoir que quatre des 14 mesures prétendument nouvelles étaient des résultats préliminaires de procédures en cours dans lesquelles aucune détermination finale n'avait été établie au moment de la demande d'établissement d'un groupe spécial. Pour cette raison supplémentaire, les États-Unis estiment que ces quatre procédures en cours ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial, car l'article 17.4 de l'*Accord antidumping* ne permet pas d'établir un Groupe spécial afin d'examiner des procédures qui ne sont pas finales.[22]

A. LES DÉTERMINATIONS PRÉLIMINAIRES SONT DES MESURES ULTÉRIEURES QUI ONT ÉTÉ INCLUSES DANS LA DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL

50. Les Communautés européennes soutiennent que cet argument devrait être rejeté. Comme il a été expliqué précédemment, la demande d'établissement d'un groupe spécial décrit la question concernée comme étant le maintien en application des droits antidumping spécifiques résultant des ordonnances antidumping énumérées de I à XVIII dans son annexe, "tels qu'ils ont été calculés ou sont maintenus en place à la suite [des procédures antidumping les] plus récent[es]". En d'autres termes, elle comprend toute mesure ultérieure adoptée par les États-Unis, y compris les déterminations préliminaires énonçant les niveaux de droits (calculés de façon erronée en appliquant la réduction à zéro) dans la mesure où ces droits sont encore en place.

51. Comme il a été indiqué précédemment, les mesures ultérieures adoptées par les États-Unis en ce qui concerne les procédures antidumping contenues dans l'annexe de la demande d'établissement d'un groupe spécial relèvent du mandat du Groupe spécial. Pour éviter les répétitions, les Communautés européennes renvoient le présent Groupe spécial aux arguments mentionnés dans la section II.C ci-dessus.

52. En conséquence, les Communautés européennes estiment que toute action ou décision des États-Unis concernant les droits en place, même si elle n'est pas finale, est visée par le mandat du Groupe spécial.

B. LES DÉTERMINATIONS PRÉLIMINAIRES SONT LIÉES AUX PROCÉDURES ANTIDUMPING RELEVANT DU MANDAT DU GROUPE SPÉCIAL

53. Par ailleurs, les Communautés européennes notent que des contestations de décisions administratives dans les procédures antidumping (même si elles ne sont pas finales au sens où des

[22] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 72.

droits n'ont pas été imposés), qui sont liées à l'imposition de droits, ont été admises dans des affaires antérieures. Par exemple, dans l'affaire *Mexique – SHTF*[23], le Groupe spécial a indiqué ce qui suit:

> "Une allégation concernant la période pendant laquelle une mesure provisoire a été appliquée ne constitue pas, à première vue, une contestation du droit antidumping définitif dans le présent différend. Toutefois, nous estimons que l'allégation des États-Unis au titre de l'article 7.4 de l'Accord antidumping ***se rapporte*** néanmoins au droit antidumping définitif imposé par le Mexique. À cet égard, nous rappelons que, en vertu de l'article 10 de l'Accord antidumping, une mesure provisoire représente une base à partir de laquelle un Membre peut, si les conditions requises sont réunies, percevoir des droits antidumping rétroactivement. Parallèlement, un Membre ne peut pas, sauf dans les circonstances prévues à l'article 10.6 de l'Accord antidumping, percevoir rétroactivement un droit antidumping définitif pour une période durant laquelle des mesures provisoires n'ont pas été appliquées. Par conséquent, du fait que la période pendant laquelle une mesure provisoire est appliquée détermine généralement la période pendant laquelle un droit antidumping définitif peut être perçu rétroactivement, nous estimons qu'une allégation concernant la durée d'une mesure provisoire se rapporte au droit antidumping définitif.
>
> (…) À notre avis, il serait incorrect d'interpréter l'article 17.4 de l'Accord antidumping d'une manière qui priverait les Membres de toute possibilité de recourir au mécanisme de règlement des différends pour une allégation concernant la violation d'une prescription de l'Accord antidumping". (*pas de caractères gras ni d'italique dans l'original*)

54. Les quatre procédures en cours contenues dans la demande d'établissement d'un groupe spécial concernent un réexamen administratif[24] et trois réexamens à l'extinction.[25] Dans tous les cas, comme il a été montré dans la première communication écrite des Communautés européennes, l'USDOC a établi une détermination finale lorsque des marges de dumping ont été calculées en appliquant la réduction à zéro. À cet égard, les Communautés européennes contestent les droits déjà en place dans trois affaires[26] ainsi que toute disposition administrative entraînant la modification ou le recouvrement des droits en ce qui concerne les mesures indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. Les déterminations préliminaires établies par l'USDOC ont une incidence sur le niveau du droit définitif qui peut résulter de la procédure la plus récente et, par conséquent, relèvent du mandat du Groupe spécial.

C. CONCLUSIONS

55. Au vu de ce qui précède, les Communautés européennes soutiennent que l'allégation des États-Unis est infondée, car les déterminations préliminaires indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial sont liées aux procédures antidumping énumérées dans l'annexe de cette demande et, par conséquent, relèvent du mandat du Groupe spécial.

V. REMARQUES FINALES

56. Compte tenu de ce qui précède, les Communautés européennes soutiennent que la demande de décision préliminaire présentée par les États-Unis devrait être rejetée totalement.

---

[23] Rapport du Groupe spécial *Mexique – SHTF* (WT/DS132/R), paragraphes 7.53 et 7.54.
[24] Procédure n° 35.
[25] Procédures n° 4, 38 et 47.
[26] Les procédures n° 35 et 38 concernent des procédures antidumping portant sur les mêmes produits et les mêmes pays.

57. Premièrement, les Communautés européennes estiment que la demande de consultations et la demande d'établissement d'un groupe spécial ont suffisamment informé les États-Unis de la portée des questions formulées par les Communautés européennes en conformité avec les articles 4:4, 4:7, 6:2 et 7:1 du Mémorandum d'accord et l'article 17.3, 17.4 et 17.5 de l'*Accord antidumping*. En tout état de cause, les États-Unis n'ont pas prouvé de quelle façon la description des mesures qui y sont contenues a affecté leurs droits en matière de procédure régulière.

58. Deuxièmement, les mesures en cause dans le présent différend ont été indiquées précisément dans la demande d'établissement d'un groupe spécial conformément aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Contrairement à ce que les États-Unis font valoir, la demande d'établissement d'un groupe spécial indique clairement 18 procédures antidumping, par référence aux produits et aux pays concernés, dans lesquelles des droits sont en place à un niveau plus élevé qu'ils ne devraient l'être car les États-Unis ont appliqué la réduction à zéro pour calculer les marges de dumping.

59. Enfin, toutes les mesures contestées, y compris les déterminations préliminaires établies par l'USDOC, relèvent du mandat du Groupe spécial.

_____

ANNEXE B

COMMUNICATIONS ÉCRITES DES TIERCES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe B-1	Communication écrite du Japon en tant que tierce partie	B-2
Annexe B-2	Communication écrite de la République de Corée en tant que tierce partie	B-26
Annexe B-3	Communication écrite de la Norvège en tant que tierce partie	B-32
Annexe B-4	Communication écrite du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu en tant que tierce partie	B-46
Annexe B-5	Communication écrite de la Thaïlande en tant que tierce partie	B-53

ANNEXE B-1

COMMUNICATION ÉCRITE DU JAPON EN TANT QUE TIERCE PARTIE

TABLE DES MATIÈRES

Page

AFFAIRES CITÉES **3**

ABRÉVIATIONS UTILISÉES DANS LA PRÉSENTE COMMUNICATION **4**

I. INTRODUCTION ET RÉSUMÉ ANALYTIQUE **5**

II. PROCÉDURES DE RÉDUCTION À ZÉRO **7**

III. LES PROCÉDURES DE RÉDUCTION À ZÉRO UTILISÉES PAR L'USDOC DANS LES MESURES CONTESTÉES PAR LES CE SONT INCOMPATIBLES AVEC LES OBLIGATIONS ÉTABLIES PAR L'*ACCORD ANTIDUMPING* ET LE GATT DE 1994 ..... **7**

A. PRINCIPES JURIDIQUES APPLICABLES 7

1. Article 2.1 de l'*Accord antidumping* et article VI:1 du GATT de 1994 ..... **7**

2. Deuxième phrase de l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping* **12**

3. Article 2.4 de l'Accord antidumping **15**

B. LA RÉDUCTION À ZÉRO UTILISÉE PAR L'USDOC DANS LES ENQUÊTES INITIALES EST INCOMPATIBLE AVEC L'ARTICLE 2.1, 2.4.2 ET 2.4 DE L'ACCORD ANTIDUMPING 16

1. Article 2.1 et 2.4.2 de l'*Accord antidumping* **16**

2. Article 2.4 de l'Accord antidumping **17**

C. LA RÉDUCTION À ZÉRO UTILISÉE PAR L'USDOC DANS LES RÉEXAMENS PÉRIODIQUES EST INCOMPATIBLE AVEC LES ARTICLES 2.1, 2.4 ET 9.3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING 18

1. Articles 2.1 et 9.3 de l'*Accord antidumping* **18**

2. Article 2.4 de l'Accord antidumping **21**

D. LA RÉDUCTION À ZÉRO UTILISÉE PAR L'USDOC DANS LES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION EST INCOMPATIBLE AVEC LES ARTICLES 2.1, 2.4, ET 11.3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING 22

E. LES ORDONNANCES ANTIDUMPING CONTESTÉES PAR LES CE SONT ÉGALEMENT INCOMPATIBLES AVEC LES ARTICLES 2.1, 2.4, 2.4.2, 9.3 ET 11.3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING ET L'ARTICLE VI:1 ET VI:2 DU GATT DE 1994 24

IV. CONCLUSION **24**

AFFAIRES CITÉES

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
CE – Linge de lit	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde*, WT/DS141/AB/R, adopté le 12 mars 2001
CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde – Recours de l'Inde à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS141/AB/RW, adopté le 24 avril 2003
États-Unis – Acier au carbone	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, WT/DS213/AB/R, adopté le 19 décembre 2002
États-Unis – Acier laminé à chaud	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, WT/DS184/AB/R, adopté le 23 août 2001
États-Unis – Bois de construction résineux V	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Détermination finale de l'existence d'un dumping concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada*, WT/DS264/AB/R, adopté le 31 août 2004
États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21:5 – Canada)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Détermination finale de l'existence d'un dumping concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS264/AB/RW, adopté le 1er septembre 2006
États-Unis – Crevettes (Équateur)	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesure antidumping visant les crevettes en provenance de l'Équateur*, WT/DS335/R, adopté le 20 février 2007
États-Unis – Réduction à zéro (CE)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Lois, réglementations et méthode de calcul des marges de dumping ("réduction à zéro")*, WT/DS294/AB/R, adopté le 9 mai 2006
États-Unis – Réduction à zéro (Japon)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures relatives à la réduction à zéro et aux réexamens à l'extinction*, WT/DS322/AB/R, adopté le 23 janvier 2007
États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon*, WT/DS244/AB/R, adopté le 9 janvier 2004
États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon*, WT/DS244/R, adopté le 9 janvier 2004, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS244/AB/R
États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les OCTG (Mexique)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance du Mexique*, WT/DS282/AB/R, adopté le 28 novembre 2005

ABRÉVIATIONS UTILISÉES DANS LA PRÉSENTE COMMUNICATION

Abréviation	Description
Accord antidumping	*Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994*
CE	Communautés européennes
Comparaison MP-MP	Comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée
Comparaison MP-T	Comparaison moyenne pondérée à transaction
Comparaison T-T	Comparaison transaction par transaction
GATT de 1994	*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994*
Mémorandum d'accord	*Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends*
ORD	Organe de règlement des différends
USDOC	Département du commerce des États-Unis

I. INTRODUCTION ET RÉSUMÉ ANALYTIQUE

1. Dans le présent différend, les CE présentent une série d'allégations contre le recours persistant des États-Unis à ce qu'il est convenu d'appeler les procédures de "réduction à zéro" pour calculer les marges de dumping dans un nombre important de procédures antidumping. Le Japon se réjouit de l'occasion qui lui est donnée de soumettre au Groupe spécial la présente communication en tant que tierce partie en raison de l'intérêt systémique que présente pour lui l'interprétation correcte de l'*Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* ("*Accord antidumping*") pour ce qui concerne la réduction à zéro.

2. Sans préjudice des questions que le Japon pourra soulever dans sa déclaration orale, la présente communication écrite portera sur la prohibition de la réduction à zéro lorsque celle-ci est utilisée dans les types de procédures antidumping identifiés par les CE.

3. L'application de la réduction à zéro dans les mesures en cause ne diffère pas de l'application de la réduction à zéro qui a été examinée dans des différends antérieurs. L'USDOC effectue des comparaisons multiples, soit entre une valeur normale moyenne pondérée et un prix à l'exportation moyen pondéré ("MP-MP"), soit entre une valeur normale moyenne pondérée et un prix à l'exportation individuel ("MP-T"). Spécifiquement, les États-Unis ont eu recours à la méthode de comparaison MP-MP dans les mesures en cause qui ont résulté d'enquêtes, et ils ont utilisé la méthode MP-T dans les réexamens périodiques. Dans toutes ces mesures, pour déterminer le montant global du "dumping", l'USDOC a agrégé les résultats de comparaisons multiples. Dans le cadre des procédures de réduction à zéro, l'USDOC n'a additionné que les résultats positifs, faisant abstraction de tous les résultats négatifs. En d'autres termes, il a fait abstraction – ou considéré comme ayant une valeur égale à "zéro" – les résultats négatifs de transactions à l'exportation qu'il considérait lui-même comme comparables.[1]

4. Les conséquences de la réduction à zéro dans les mesures en cause sont précisément les mêmes que les conséquences de la réduction à zéro qui ont été examinées dans des différends antérieurs. *Premièrement*, en excluant tous les résultats négatifs, l'USDOC établit une détermination de l'existence d'un "dumping" qui ne tient aucun compte d'une catégorie entière des transactions à l'exportation constituant le "produit" – à savoir les transactions qui produisent les résultats négatifs. L'existence d'un "dumping" n'est donc *pas* déterminée pour le "*produit*" tel qu'il est défini par l'autorité chargée de l'enquête, mais pour un sous-ensemble de ce produit.

5. Dans les affaires *CE – Linge de lit*, *États-Unis – Bois de construction résineux V*, *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, *États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21:5 – Canada)* et *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, l'Organe d'appel a décidé qu'une détermination partielle de ce type était incompatible avec la définition du "dumping" qui est donnée à l'article 2.1 de l'*Accord antidumping*, ainsi qu'à l'article VI du GATT de 1994, parce qu'elle n'était *pas* établie pour le "*"produit" dans son ensemble*".[2] Il a également décidé que cette définition du "dumping" "*s'appliqu[ait] à l'ensemble de l'Accord [antidumping]*", y compris toutes les dispositions régissant les réexamens.[3] En appliquant les procédures de réduction à zéro dans les mesures en cause, les États-Unis ne se sont pas conformés à cette définition parce que le montant du "dumping" est

[1] *Voir* la première communication écrite des CE, paragraphes 6 à 29.

[2] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit*, paragraphe 53; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphe 99; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 126; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21:5 – Canada)*, paragraphes 87 et 89; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 115.

[3] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 109; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphe 93; *et* rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphes 109 et 126.

déterminé dans les réexamens pour un sous-ensemble du produit et non pour le "produit" dans son ensemble.

6. *Deuxièmement*, la réduction à zéro rend l'établissement d'une détermination positive de l'existence d'un "dumping" beaucoup plus probable que non.[4] Il en est ainsi parce que les résultats positifs *inclus* dans la détermination se rapportent aux transactions à l'exportation dont les prix sont *inférieurs* à la valeur normale; par contre, les résultats négatifs *exclus* se rapportent à des transactions à l'exportation dont les prix sont *supérieurs* à la valeur normale. Les transactions à l'exportation choisies pour être incluses dans la détermination se rapportent donc au sous-ensemble du produit qui est le plus susceptible de produire une détermination positive de l'existence d'un dumping.

7. Par conséquent, la réduction à zéro peut entraîner une détermination de l'existence d'un "dumping" alors que dans les faits, le produit dans son ensemble ne fait pas l'objet d'un dumping.[5] L'exclusion des résultats négatifs "gonfle" aussi le montant de toute détermination de l'existence d'un "dumping" qui est établie.[6]

8. De ce fait, la réduction à zéro porte systématiquement atteinte aux intérêts des producteurs étrangers et des exportateurs parce que les résultats négatifs qui leur sont favorables sont délibérément écartés par l'USDOC. Par conséquent, l'Organe d'appel a été d'avis que les procédures de réduction à zéro entraînant ces effets produisaient une "distorsion inhérente" et une "distorsion" dans la comparaison entre le prix à l'exportation et la valeur normale.[7] C'est l'antithèse même de la "comparaison équitable" prescrite par l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*.

9. Pour ces raisons, les procédures de réduction à zéro des États-Unis, et les mesures antidumping adoptées au moyen de ces procédures, ont été jugées incompatibles avec les articles 2.4, et 2.4.2, 9.3, 9.5 et 11.3 de l'*Accord antidumping* dans plusieurs différends antérieurs.[8]

10. Dans le présent différend, le moyen de défense des États-Unis est entièrement constitué d'une longue répétition d'arguments qui ont déjà été formulés dans des différends antérieurs. De fait, les États-Unis n'avancent absolument aucun argument nouveau. Chacun de leurs arguments a donc été réfuté par les plaignants et les tierces parties dans des différends antérieurs, et rejeté par l'Organe d'appel.

11. L'objection fondamentale des États-Unis est que le texte de l'*Accord antidumping* n'étaye pas l'interprétation de l'Organe d'appel selon laquelle les termes "dumping" et "marge de dumping" doivent être définis par rapport au "produit" dans son ensemble qui est visé par l'enquête. Il est courant pour les parties à un différend d'avoir la ferme conviction que leur propre interprétation des

---

[4] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21:5 – Canada)*, paragraphes 140 à 142; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 135.

[5] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21:5 – Canada)*, paragraphes 140 à 142; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 135.

[6] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit*, paragraphe 55; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphe 101; *et* rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 135.

[7] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21:5 – Canada)*, paragraphes 140 à 142; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphes 134 et 135; *et* rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit*, paragraphe 55.

[8] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 190; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 263; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphe 183.

accords visés est dûment fondée sur le texte de ces accords. Toutefois, le but du règlement des différends dans le cadre de l'OMC consiste à autoriser l'Organe de règlement des différends – agissant par l'intermédiaire de groupes spéciaux et, en définitive, de l'Organe d'appel – à régler des différends en précisant le sens du texte sur une base multilatérale. À l'article 3:2 du Mémorandum d'accord, les Membres ont également souligné que le règlement des différends servait à assurer "la sécurité et la prévisibilité" du système commercial multilatéral. Le Japon n'estime pas que ces buts seraient atteints si le Groupe spécial devait rejeter les décisions antérieures de l'Organe d'appel sur la réduction à zéro, qui sont fondées sur le texte des accords visés et ont été rendues de manière constante.

12. Par conséquent, pour les raisons qui ont amené l'Organe d'appel à constater, dans des différends antérieurs, que les mesures de réduction à zéro des États-Unis étaient incompatibles avec les règles de l'OMC, le Japon invite le Groupe spécial à reconnaître le bien-fondé des allégations des Communautés européennes selon lesquelles les mesures en cause sont incompatibles avec l'*Accord antidumping* en raison du recours des États-Unis à la réduction à zéro.

II. PROCÉDURES DE RÉDUCTION À ZÉRO

13. Le Japon souscrit de manière générale à la description détaillée que font les CE des procédures de réduction à zéro telles qu'elles sont utilisées par l'USDOC dans divers types de procédures antidumping, de leur utilisation conjointement avec différentes méthodes de comparaison (MP-MP, transaction par transaction ("T-T") et MP-T), et du langage de programmation informatique utilisé par l'USDOC pour mettre en œuvre la méthode de réduction à zéro.[9] Il fait observer que les États-Unis n'ont pas contesté la description de ces questions par les CE.

III. LES PROCÉDURES DE RÉDUCTION À ZÉRO UTILISÉES PAR L'USDOC DANS LES MESURES CONTESTÉES PAR LES CE SONT INCOMPATIBLES AVEC LES OBLIGATIONS ÉTABLIES PAR L'*ACCORD ANTIDUMPING* ET LE GATT DE 1994

A. PRINCIPES JURIDIQUES APPLICABLES

14. Les principes juridiques régissant l'incompatibilité avec les règles de l'OMC des procédures de réduction à zéro ont été examinés de façon approfondie par l'Organe d'appel dans des différends antérieurs portés devant l'OMC et sont bien établis maintenant. Deux dispositions générales de l'*Accord antidumping* – l'article 2.1 (conjointement avec l'article VI:1 du GATT de 1994) et l'article 2.4 – établissent les obligations pertinentes. Ces deux dispositions s'appliquent aux divers types de procédures antidumping (enquêtes initiales, réexamens périodiques et réexamens à l'extinction) qui sont en jeu dans les mesures contestées par les CE dans le présent différend. Dans les enquêtes initiales, les autorités chargées de l'enquête sont tenues de déterminer des "marges de dumping", au titre de l'article 2.4.2, d'une manière qui est compatible avec la définition du dumping donnée à l'article 2.1 et à l'article VI:1. De même, les autorités doivent établir une "comparaison équitable" entre le prix à l'exportation et la valeur normale conformément à l'article 2.4. Les obligations imposées par les dispositions de l'article 2.1 et 2.4 s'appliquent aux réexamens périodiques et aux réexamens à l'extinction au moyen de l'application de ces dispositions et des articles 9.3 et 11.3, respectivement.

1. Article 2.1 de l'*Accord antidumping* et article VI:1 du GATT de 1994

15. Ainsi que les États-Unis le reconnaissent, l'analyse de la question de la réduction à zéro commence par les notions de "dumping" et de "marges de dumping", telles qu'elles sont définies à l'article VI:1 du GATT de 1994 et à l'article 2.1 de l'*Accord antidumping*.[10] L'article 2.1 a une

[9] Première communication écrite des CE, paragraphes 6 à 31.
[10] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 90.

importance particulière parmi les "disciplines convenues" qui sont énoncées à l'article 2 pour déterminer l'existence d'un "dumping" et de "marges de dumping"[11], parce qu'il donne une définition du "dumping":

> *Aux fins du présent Accord, un produit* doit être considéré comme faisant l'objet d'un dumping, c'est-à-dire comme étant introduit sur le marché d'un autre pays à un prix inférieur à sa valeur normale, si le prix à l'exportation de ce produit, lorsqu'il est exporté d'un pays vers un autre, est inférieur au prix comparable pratiqué au cours d'opérations commerciales normales pour le produit similaire destiné à la consommation dans le pays exportateur. (pas d'italique dans l'original)

16. Cette définition reprend la définition du dumping qui figure à l'article VI:1 du GATT de 1994[12], dont la partie pertinente dispose que:

> … un *produit* exporté d'un pays vers un autre doit être considéré comme étant introduit sur le marché d'un pays importateur à un prix inférieur à sa valeur normale [c'est-à-dire qu'il fait l'objet d'un dumping], si *le prix de ce produit* … est inférieur au *prix* comparable *pratiqué au cours d'opérations commerciales normales pour un produit similaire*, destiné à la consommation dans le pays exportateur … (pas d'italique dans l'original)

17. Le texte de ces deux dispositions fait référence au dumping d'"un *produit*". De plus, il est dit qu'il y a dumping d'"*un produit*" lorsque "*le prix* [à l'exportation] *de ce produit*" est inférieur "*au prix* comparable … pour *le produit similaire*". Le texte définit donc le "dumping" du point de vue de la différence entre deux prix, chacun étant un prix *agrégé* du "produit". La détermination de l'existence d'un dumping est donc établie par rapport à une seule différence de prix globale pour le produit.[13] Ainsi que l'Organe d'appel l'a dit,

> ... l'existence d'un "dumping" et de "marges de dumping" ne peut être constatée qu'en relation avec [le] produit tel qu'il a été défini par [l']autorité. Elle ne peut pas être constatée uniquement pour un type, un modèle ou une catégorie de ce produit. L'existence d'un "dumping" et de "marges de dumping" ne peut pas non plus, quelle que soit la méthode de comparaison utilisée, être constatée au *niveau* d'une transaction individuelle.[14]

18. Par conséquent, que l'autorité chargée de l'enquête décide ou non initialement d'effectuer des comparaisons multiples au niveau des sous-produits, le libellé de l'article 2.1 et de l'article VI fait ressortir que le "dumping est défini par rapport à un produit".[15] Dans l'affaire *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)*, pour confirmer que l'existence d'un "dumping" est déterminée pour le "produit" et non pour des transactions individuelles, l'Organe d'appel est convenu avec les États-Unis que les transactions à l'importation "ne [devaient] pas être classées en deux catégories: celles faisant l'objet d'un dumping, et celles ne faisant pas l'objet d'un dumping".[16] En effet, une détermination de

---

[11] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 127.

[12] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 109; *et* rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphe 92.

[13] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 109.

[14] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 115. Non souligné dans l'original.

[15] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphe 93. *Voir aussi* le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphes 109 et 115.

[16] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)*, paragraphe 143 et note de bas de page 177.

l'existence d'un "dumping" est établie par rapport à une seule catégorie se rapportant au "produit" dans son ensemble.

19. Sur la base de cette interprétation de l'article 2.1 et de l'article VI:1, l'Organe d'appel a en outre constaté que

> ... si l'autorité chargée de l'enquête détermine la marge de dumping sur la base de comparaisons multiples faites à un stade intermédiaire, elle est tenue d'agréger les résultats de toutes les comparaisons multiples, y compris celles dans lesquelles le prix à l'exportation dépasse la valeur normale.[17]

Ainsi, "[c]e n'est que sur la base de l'agrégation de toutes ces "valeurs intermédiaires" que l'autorité chargée de l'enquête peut établir des marges de dumping pour le produit visé par l'enquête dans son ensemble".[18]

20. Cette interprétation des termes "dumping" et "marges de dumping" est étayée par l'article 6.10 de l'*Accord antidumping*, qui prescrit qu'en règle générale l'autorité chargée de l'enquête déterminera "une marge de dumping *individuelle* pour *chaque* exportateur connu ou producteur concerné *du produit* visé par l'enquête".[19] Un libellé similaire est employé aux articles 6.10.2 et 9.5.

21. Par conséquent, pour chaque producteur ou exportateur qui fait individuellement l'objet d'un examen, le texte de l'*Accord antidumping* prévoit expressément la détermination d'une marge de dumping *unique pour le produit*. Comme il est dit à l'article 2.1, ce libellé fait ressortir le fait qu'une détermination globale unique de l'existence d'un dumping est établie pour le produit dans son ensemble sur la base de comparaisons de prix agrégés, même si des comparaisons intermédiaires multiples sont effectuées au niveau des sous-produits. En revanche, ce libellé ne peut pas étayer le point de vue selon lequel le "dumping" et la "marge de dumping" peuvent être déterminés pour *chaque* transaction ou modèle, comme les États-Unis le soutiennent. Autrement, si chaque comparaison par transaction ou par modèle constituait une "marge de dumping", il y aurait des marges multiples – une pour chaque transaction ou modèle – et non "une marge de dumping *individuelle*" pour "le produit".

22. Enfin, comme il a été mentionné plus haut, l'article 2.1 énonce une définition du "dumping" qui s'applique "[a]ux fins du présent Accord". Compte tenu de ce libellé, et en l'absence d'une autre définition du "dumping", l'Organe d'appel a dit que la définition figurant à l'article 2.1 "s'appliquait à l'ensemble de l'Accord"[20], et il a expressément rejeté l'idée que les termes "dumping" et "marges de dumping" puissent avoir des "sens différents dans les différentes dispositions de l'*Accord antidumping*".[21] Par conséquent, une définition uniforme du "dumping" se rapportant au produit dans son ensemble s'applique dans tout l'*Accord antidumping*, de même qu'aux différents types de procédures antidumping qui sont menées conformément à l'*Accord*.[22]

---

[17] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 127. Non souligné dans l'original. *Voir aussi* le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphe 98.

[18] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 122.

[19] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V*, note de bas de page 158, citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 118.

[20] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphes 93 et 99; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 125; *et* rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphes 126 et 127.

[21] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 151.

[22] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 109.

23. Ayant énoncé l'interprétation donnée par l'Organe d'appel des termes "dumping" et "marges de dumping" – qui, comme le Japon l'a démontré, est basée sur le texte de l'*Accord* –, le Japon examine maintenant certains arguments avancés par les États-Unis à l'appui de leur argument selon lequel le "dumping" évoqué à l'article 2.1 et à l'article VI:1 n'a pas à être défini par rapport au "produit" dans son ensemble.

24. *Premièrement*, les États-Unis semblent faire valoir que le sens des termes conventionnels "dumping" et "marges de dumping" doit être basé sur un "comportement commercial correspondant à la réalité" sur le marché, où les prix sont souvent déterminés pour des transactions individuelles.[23] Cet argument est sans fondement. Premièrement, d'un point de vue commercial, il n'est nullement évident que les sociétés ayant un "comportement commercial correspondant à la réalité" élaborent leurs stratégies commerciales et évaluent leurs positions relatives sur le marché par rapport à des transactions individuelles. Par conséquent, il n'est nullement évident non plus que le concept de "dumping" devrait être interprété d'une manière aussi étroite et à courte vue. Deuxièmement, le fait que les prix peuvent être fixés par transaction ne signifie pas qu'en droit, les termes "produit", "dumping" et "marge de dumping" ont pour sens ordinaire, conformément à la *Convention de Vienne*, d'être liés spécifiquement à la transaction. Comme le Japon l'a expliqué, le texte de l'*Accord antidumping* prescrit qu'une comparaison doit être effectuée entre des prix *agrégés* pour le "produit" afin d'arriver à une marge de dumping *unique* pour chaque producteur étranger ou exportateur. De plus, comme les États-Unis le savent, les autorités chargées de l'enquête, y compris l'USDOC, ont l'habitude d'agréger les prix pour des transactions multiples en un seul prix pour un produit. En conséquence, il n'y a pas de nécessité de déterminer des marges pour des transactions individuelles simplement parce que les prix peuvent être liés spécifiquement à la transaction.

25. De plus, l'Organe d'appel a expliqué que la prescription relative à la détermination de l'existence d'un "dumping" et de "marges de dumping" pour le produit dans son ensemble "[était] conforme avec *la nécessité du traitement cohérent d'un produit dans une enquête antidumping*".[24] Ce traitement cohérent du produit dans son ensemble répond à des besoins importants dans une procédure antidumping. Une détermination de l'existence d'un dumping entraîne une série de conséquences réglementaires qui affectent le produit dans son ensemble. Par exemple, sur la base d'une détermination de l'existence d'un dumping, l'autorité chargée de l'enquête: décide s'il convient de clore une enquête sur le "produit" au titre de l'article 5.8; détermine que toutes les importations du produit font l'objet d'un dumping et les considère comme telles aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage au titre de l'article 3; impose un droit antidumping "*sur le produit*" au titre de l'article 9.2 et 9.5, et de l'article VI:2. En définissant le "dumping" par rapport à un produit dans son ensemble, l'*Accord antidumping* assure le parallélisme entre la portée de la détermination de l'existence d'un dumping et la portée des conséquences réglementaires que la détermination entraîne.

26. Par conséquent, le fait que les prix peuvent être déterminés sur le marché pour des transactions individuelles n'est pas le seul facteur qui a motivé les Membres de l'OMC. En fait, conscients des conséquences à l'échelle du produit d'une détermination de l'existence d'un dumping, les Membres sont convenus d'un libellé conventionnel qui définit le "dumping" par rapport au "produit" dans son ensemble.

27. *Deuxièmement*, les États-Unis font valoir que la note relative à l'article VI:1 "prévoit des comparaisons par transaction", de sorte que "le terme "marge de dumping" ne peut pas se rapporter à des résultats agrégés de toutes les comparaisons pour le "produit dans son ensemble"".[25] Cette interprétation de la note relative à l'article VI:1 est incorrecte. Cette note ne donne pas une définition du "dumping" ou des "marges de dumping". Elle ne prévoit pas non plus que les marges sont

[23] Première déclaration écrite des États-Unis, paragraphes 82 et 83.
[24] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphe 99.
[25] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 96.

calculées pour des transactions individuelles. Elle porte plutôt sur le *prix* qui peut être utilisé pour certaines transactions à l'exportation dans le cadre du calcul de la marge de dumping. La note relative à l'article VI:1 ne vise pas à modifier la prescription de l'article 2.1 et de l'article VI:1 selon laquelle le dumping et les marges de dumping sont déterminés pour un "produit". Au contraire, conformément à ces dispositions, le terme "marge de dumping" employé dans ladite note peut et doit être compris comme désignant la marge pour le "produit".

28. *Troisièmement*, les États-Unis invoquent l'article 2.2 de l'*Accord antidumping*, faisant valoir qu'une définition à l'échelle du produit du dumping "nécessiterait l'utilisation d'une valeur construite [normale] pour le "produit dans son ensemble""[26] L'Organe d'appel a rejeté cet argument dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21:5 – Canada)*.[27] Il a été d'avis qu'une autorité pouvait subdiviser le produit dans le but d'effectuer des comparaisons intermédiaires par modèle. Ce faisant, l'autorité peut évaluer si les conditions énoncées à l'article 2.2 pour la construction d'une valeur normale sont réunies sur la base d'un modèle spécifique, et elle peut effectuer des comparaisons intermédiaires sur cette base au titre de l'article 2.4.2.[28] Toutefois, que la valeur normale soit ou non construite pour une partie ou la totalité des modèles au titre de l'article 2.2, les résultats des comparaisons intermédiaires doivent tous être agrégés pour déterminer l'existence d'un "dumping" à l'échelle du produit afin de répondre à la définition donnée à l'article 2.1.

29. *Quatrièmement*, les États-Unis invoquent certains arguments historiques pour étayer leur argument selon lequel la réduction à zéro est autorisée. Ils font particulièrement référence aux éléments suivants: le deuxième rapport d'un groupe d'experts remontant à 1960; deux rapports de groupes spéciaux du GATT; et l'historique de négociation de l'*Accord antidumping*.[29] Les États-Unis ont avancé pratiquement les mêmes arguments dans des différends antérieurs. Dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21:5 – Canada)*, l'Organe d'appel a rejeté ces arguments de la façon suivante:

> La même documentation historique présentée dans la présente procédure au titre de l'article 21:5 a été soulevée par les États-Unis devant l'Organe d'appel dans le cadre du différend initial [*Bois de construction résineux V*]. En réponse, l'Organe d'appel a dit que "[l]es éléments auxquels les États-Unis [faisaient] référence ne tranch[aient] pas ... la question de savoir si les négociateurs de l'*Accord antidumping* avaient l'intention d'interdire la réduction à zéro". L'Organe d'appel a relevé que, "[e]n tout cas", il avait "conclu, sur la base du sens ordinaire de l'article 2.4.2 lu dans son contexte, que la réduction à zéro était interdite lors de l'établissement de l'existence de marges de dumping dans le cadre de la méthode moyenne pondérée à moyenne pondérée". À notre avis, la documentation historique à laquelle se sont référés le Groupe spécial et les États-Unis a une pertinence limitée. Le rapport du Groupe d'experts remonte à 1960. Les deux rapports de groupes spéciaux antérieurs à l'OMC ont examiné la question au regard des dispositions *du Code antidumping du Tokyo Round*, qui ne contenait pas de disposition équivalente à l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping*. Ce dernier accord est entré en vigueur en 1995, dans le cadre des résultats du Cycle d'Uruguay, bien après le rapport du Groupe d'experts de 1960 et après l'établissement des groupes spéciaux auxquels se sont référés les États-Unis et le Groupe spécial. Par ailleurs, l'un des deux rapports de groupes spéciaux n'a pas été adopté. Enfin, les propositions de négociation auxquelles se sont référés les États-Unis ne sont pas déterminantes et, en tout état de cause, reflétaient les positions

[26] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 97.
[27] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 104.
[28] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphes 82 et 97.
[29] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 86 et 89.

> de certaines, mais pas de la totalité, des parties négociantes. En bref, la documentation historique n'offre pas d'indications supplémentaires en ce qui concerne la question de savoir si la réduction à zéro dans le cadre de la méthode de comparaison transaction par transaction est compatible avec l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping*.[30]

30. En résumé, même si les États-Unis estiment que les négociations ont donné des résultats qui autorisent la réduction à zéro, rien dans le texte n'indique que les Membres "dans leur ensemble" ont souscrit à ce point de vue. Ceux-ci sont plutôt convenus d'un libellé qui – à la lumière du texte, du contexte ainsi que de l'objet et du but – montre que le "dumping" et les "marges de dumping" sont définis par rapport au "produit" dans son ensemble, et que cette définition rend la réduction à zéro incompatible avec les règles de l'OMC.

2. Deuxième phrase de l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping*

31. Comme ils l'ont fait dans des différends antérieurs, les États-Unis accordent une importance particulière à la deuxième phrase de l'article 2.4.2. En particulier, ils affirment qu'une "prohibition générale de la réduction à zéro" serait "incompatible" avec la deuxième phrase de l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping*[31], et spécifiquement "rendrait inutile" la méthode de comparaison autorisée par cette phrase.[32] Les États-Unis ont avancé cet argument, sans succès, dans les affaires *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, *États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21:5 – Canada)* et *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*.

32. Dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21:5 – Canada)*, l'Organe d'appel a rejeté la conclusion du Groupe spécial (et l'argument des États-Unis) selon laquelle la prohibition de la réduction à zéro rendrait la deuxième phrase de l'article 2.4.2 inutile. *Premièrement*, il a noté que les États-Unis n'avaient jamais appliqué la méthode autorisée par la deuxième phrase, si bien que l'argument concernant l'"équivalence mathématique" entre les comparaisons MP-MP et MP-T "repos[ait] sur une hypothèse non vérifiée".[33]

33. *Deuxièmement*, l'Organe d'appel a noté que la méthode autorisée par la deuxième phrase constituait une "exception" aux méthodes autorisées dans la première phrase et, en tant que telle, la deuxième phrase "à elle seule ne [pouvait] pas déterminer l'interprétation des deux méthodes prévues à la première phrase …".[34] Comme la deuxième phrase constitue une exception, les prescriptions qui se rapportent aux déterminations établies au titre de la première phrase ne s'appliquent pas au titre de la deuxième phrase.

34. *Troisièmement*, l'Organe d'appel a noté qu'"il exist[ait] une grande incertitude quant à la manière précise dont la troisième méthode [c'est-à-dire la méthode prévue dans la deuxième phrase] devrait être appliquée", parce que cette méthode n'avait jamais été invoquée, et les États-Unis ne pouvaient pas donner de précisions sur la manière dont cette méthode n'ayant jamais été utilisée s'appliquerait. L'Organe d'appel a été d'avis que les incertitudes quant à l'application de la méthode

---

[30] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 121. Notes de bas de page omises.

[31] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 112 et suivants.

[32] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 113.

[33] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 97.

[34] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 97.

MP-T "affaibliss[aient] le raisonnement du Groupe spécial fondé sur l'argument concernant l'"équivalence mathématique".[35]

35. L'Organe d'appel a noté que le Japon et d'autres Membres avaient "laissé entendre que la méthode moyenne pondérée à transaction ne pourrait être appliquée qu'aux transactions à l'exportation pour lesquelles, d'après leur configuration, les prix diffèrent notablement entre différents acheteurs, régions ou périodes".[36] Les États-Unis ont mentionné à l'Organe d'appel que leur utilisation de la méthode de comparaison MP-T se limiterait aux transactions à l'exportation composant la "configuration de prix", et que des comparaisons MP-MP seraient effectuées pour les autres transactions à l'exportation. Toutefois, "les États-Unis n'ont pas expliqué comment précisément les résultats des deux méthodes de comparaison seraient conjugués".[37]

36. *Enfin*, l'Organe d'appel a reconnu le bien-fondé des arguments du Japon et d'autres Membres selon lesquels il n'y avait pas nécessairement d'"équivalence mathématique" lorsque les comparaisons MP-T et MP-MP étaient utilisées sans réduction à zéro parce que dans diverses circonstances, des résultats différents seraient obtenus. Il en a donc conclu ceci:

> Une partie d'une disposition énonçant une méthode n'est pas rendue inutile tout simplement parce que, dans un ensemble spécifique de circonstances, son application donnerait des résultats qui sont équivalents à ceux obtenus par l'application d'une méthode de comparaison énoncée dans une autre partie de cette disposition.[38]

37. En fait, appliquant le critère d'inutilité approprié, l'Organe d'appel a constaté qu'"[i]l n'[avait] pas été prouvé que dans tous les cas, ou au moins dans la plupart des cas, les deux méthodes produiraient les mêmes résultats".[39] Il a donc constaté que les préoccupations concernant l'"équivalence mathématique" étaient injustifiées.[40]

38. Dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, l'Organe d'appel a également rejeté un argument similaire avancé par les États-Unis. Après avoir rappelé son analyse dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21:5 – Canada)*[41], résumée ci-dessus, l'Organe d'appel a ajouté que la deuxième phrase de l'article 2.4.2 n'offrait pas d'éléments contextuels étayant une constatation selon laquelle la réduction à zéro était admissible parce qu'"[a]fin de déceler le dumping ciblé, l'autorité chargée de l'enquête [pouvait] limiter l'application de la méthode de comparaison M-T [au titre de la deuxième phrase] aux prix des transactions à l'exportation qui entr[aient] dans la configuration pertinente".[42] Selon cette interprétation, en l'absence de la réduction

---

[35] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 98.

[36] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 98. *Voir aussi* les communications du Japon en tant que tierce partie dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphes 187 à 194, et le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21:5 – Canada)*, paragraphes 52 à 61, dans lesquels l'interprétation que le Japon donne de la deuxième phrase de l'article 2.4.2 est expliquée en détail. Le Japon adopte ces passages dans la présente communication.

[37] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 98.

[38] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 99.

[39] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 99.

[40] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 100.

[41] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 133.

[42] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 135.

à zéro, une comparaison basée sur ce sous-ensemble de transactions ne donnerait pas le même résultat qu'une comparaison MP-MP effectuée au titre de la première phrase. Il n'y a donc pas lieu d'autoriser la réduction à zéro au titre de la deuxième phrase pour éviter que cette phrase soit inutile.

39. Les États-Unis rejettent en l'espèce la constatation de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)* en faisant observer 1) qu'"à leur connaissance, aucun Membre n'a jamais fait cela" ou ne l'a suggéré (c'est-à-dire limiter la comparaison MP-T aux transactions à l'exportation composant la configuration de prix), et 2) que "[l]e libellé de l'Accord antidumping ne dit rien au sujet de la sélection d'un sous-ensemble de transactions lorsqu'une analyse du dumping ciblée" est effectuée.[43]

40. Quant au premier point soulevé par les États-Unis, il est reconnu dans le propre règlement des États-Unis que dans une situation pouvant comporter un "dumping ciblé", la comparaison MP-T prévue dans la deuxième phrase de l'article 2.4.2 se limite aux transactions à l'exportation composant la configuration de prix. Plus précisément, le règlement dit que lorsqu'"il y a dumping ciblé sous forme de prix à l'exportation … qui diffèrent notablement entre différents acheteurs, régions ou périodes", "*le Secrétaire limitera normalement l'application de la méthode moyenne à transaction aux ventes qui constituent le dumping ciblé* …".[44] Ainsi, au moins un Membre – les États-Unis – convient avec l'Organe d'appel que la méthode de comparaison MP-T au titre de la deuxième phrase est limitée aux transactions composant la configuration de prix pertinente.

41. En réponse, les États-Unis ont fait valoir dans des différends antérieurs qu'ils conjugueraient la méthode MP-T à une méthode MP-MP pour les transactions ne composant pas la configuration de prix. Bien qu'ils soient libres de le faire, cette approche n'est pas imposée par le texte de l'*Accord antidumping*. Aux termes de l'article 2.4.2, chaque méthode de comparaison prévoit une base indépendante pour déterminer les marges de dumping. En outre, ainsi qu'il est exposé au paragraphe 0, l'Organe d'appel a noté que les États-Unis n'avaient pas démontré comment ils conjugueraient les résultats des méthodes de comparaison MP-T et MP-MP.

42. En tout état de cause, l'argument des États-Unis passe à côté de l'essentiel. La question d'interprétation consiste à savoir quel est le type de comparaison MP-T requis par la deuxième phrase de l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping*. La réglementation des États-Unis suit l'interprétation de l'Organe d'appel voulant que cette comparaison se limite aux transactions à l'exportation composant la configuration de prix pertinente. Le fait que les États-Unis choisissent, en plus, d'effectuer une comparaison MP-MP ne modifie pas la nature de la comparaison MP-T.

43. Le deuxième point soulevé par les États-Unis – à savoir que la décision de l'Organe d'appel n'a pas de fondement textuel – ne tient pas compte du fait que l'Organe d'appel a basé son interprétation sur le libellé de la deuxième phrase de l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping*. En particulier, l'Organe d'appel s'est fondé sur le membre de phrase "d'après leur configuration, les prix diffèrent notablement entre différents acheteurs, régions ou périodes". Pour donner un sens à ces mots, l'Organe d'appel a été d'avis que la comparaison devait être axée sur les transactions qui relevaient de la configuration, et non sur celles qui n'en relevaient pas. Ce sont donc les États-Unis qui tentent de faire abstraction du texte de l'*Accord antidumping*.

44. Pour ces raisons, le Japon estime que l'argument des États-Unis concernant l'équivalence mathématique est injustifié. Correctement interprétées, en l'absence de la réduction à zéro, une comparaison MP-MP au titre de la première phrase de l'article 2.4.2 et une comparaison MP-T au titre de la deuxième phrase de cette disposition ne produisent pas nécessairement des résultats identiques.

---

[43] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 116.

[44] Règlement antidumping de l'USDOC, 19 C.F.R. § 351.414 f) 2). Pas d'italique dans l'original. Pièce EC-3.

Ainsi que l'Organe d'appel l'a constaté dans les affaires *États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21:5 – Canada)* et *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, la prohibition générale de la réduction à zéro ne rend pas la deuxième phrase de l'article 2.4.2 inutile.

3. Article 2.4 de l'Accord antidumping

45. S'agissant de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*, la première phrase de cette disposition oblige l'autorité chargée de l'enquête à effectuer une "comparaison *équitable*" entre la valeur normale et le prix à l'exportation. Au titre de l'article 2.4, le processus par lequel les autorités comparent – c'est-à-dire établissent la "différence de prix" entre – la valeur normale et le prix à l'exportation pour un produit ne doit pas être biaisé ou partial, ni favoriser des intérêts ou résultats particuliers, ni fausser les faits par ailleurs, en particulier au détriment des exportateurs ou des producteurs étrangers.[45] De plus, la prescription relative à la "comparaison équitable" énoncée dans la première phrase de l'article 2.4 est interprétée comme étant une obligation "générale" qui est indépendante des obligations spécifiques mentionnées dans les autres phrases de cette disposition, et qui s'applique aux dispositions de l'article 2 relatives à la comparabilité des prix en général.[46]

46. Dans des différends antérieurs portant sur la réduction à zéro, l'Organe d'appel a fait observer qu'une "distorsion inhérente"[47] infectait les procédures de réduction à zéro, ce qui est l'antithèse même de l'équité. Il n'est donc pas surprenant que l'Organe d'appel ait dit qu'une méthode de comparaison qui incluait le recours à la réduction à zéro "n'était *pas* une "comparaison équitable" entre le prix à l'exportation et la valeur normale comme l'exige l'article 2.4 et 2.4.2".[48] Cette déclaration a d'abord été faite dans le contexte d'une évaluation de la "réduction à zéro selon les modèles" utilisée dans le cadre de la méthode de comparaison MP-MP, mais l'Organe d'appel a par la suite été d'avis dans la situation T-T:

> [L]'utilisation de la réduction à zéro dans le cadre de la méthode de comparaison [transaction par transaction] faussait les prix de certaines transactions à l'exportation parce que les "prix auxquels [étaient] réalisées [certaines] transactions à l'exportation [étaient] artificiellement réduits". De cette manière, "l'utilisation de la réduction à zéro dans le cadre de la méthode de comparaison [transaction par transaction] gonfle artificiellement l'importance du dumping, si bien que les marges de dumping sont plus élevées et que la détermination positive de l'existence d'un dumping est plus probable".[49]

Dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, l'Organe d'appel a conclu que l'utilisation des procédures de réduction à zéro dans une méthode de comparaison quelle qu'elle soit ne pouvait pas être considérée comme "impartiale, équitable ou sans parti pris", et qu'elle était donc "incompatible avec la prescription de l'article 2.4 relative à la comparaison équitable".[50]

47. Comme il a été mentionné plus haut, les obligations établies à l'article 2.1 et 2.4 de l'*Accord antidumping*, ainsi qu'à l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994, s'appliquent aux trois types de

---

[45] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphes 193 et 196.

[46] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 146.

[47] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 135.

[48] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 135. Italique dans l'original. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21:5 – Canada)*, paragraphes 140 à 142; *et* le rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit*, paragraphe 55.

[49] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 146, citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 142.

[50] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 146.

procédures antidumping en cause dans les mesures contestées par les CE, à savoir les enquêtes initiales, les réexamens périodiques et les réexamens à l'extinction.[51] Dans le reste de la présente communication, le Japon examine l'application des obligations énoncées dans l'*Accord* et le GATT de 1994 aux différents types de procédures.

B. LA RÉDUCTION À ZÉRO UTILISÉE PAR L'USDOC DANS LES ENQUÊTES INITIALES EST INCOMPATIBLE AVEC L'ARTICLE 2.1, 2.4.2 ET 2.4 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

48. Le Japon considère comme les CE que l'utilisation par l'USDOC des procédures de réduction à zéro dans les enquêtes initiales a été jugée incompatible avec l'article 2.4 et 2.4.2 de l'*Accord antidumping*. Le Japon n'examinera que brièvement cette question, parce que les États-Unis dans de récents différends portés devant l'OMC ont cessé de défendre l'utilisation par l'USDOC de la méthode de réduction à zéro dans les enquêtes initiales, du moins dans la situation dans laquelle la méthode de comparaison MP-MP est utilisée.[52] En outre, vers la fin de 2006, l'USDOC a publié un avis mettant en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (CE)* en cessant d'utiliser la réduction à zéro dans cette situation.[53]

1. Article 2.1 et 2.4.2 de l'*Accord antidumping*

49. L'Organe d'appel a expliqué que la première phrase de l'article 2.4.2 prévoyait deux méthodes de comparaison (MP-MP et T-T) qui "ser[ont] normalement" utilisées par l'autorité chargée de l'enquête pour déterminer l'existence d'une marge de dumping.[54] Indépendamment de la méthode de comparaison ou du type de réduction à zéro employé par l'USDOC ("selon les modèles" ou "simple", dans la terminologie employée par les CE[55]), l'obligation de l'autorité de déterminer la marge de dumping au titre de l'article 2.4.2 en i) agrégeant les résultats de toutes les comparaisons intermédiaires et ii) ce faisant, en incorporant les résultats de toutes les comparaisons intermédiaires (y compris celles dont les prix à l'exportation sont plus élevés que la valeur normale) s'applique avec autant de force. Cette obligation découle à la fois de la première phrase de l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping* et de l'article 2.1[56], disposition qui, comme il a été mentionné plus haut, définit le "dumping" sous l'angle d'"un produit" – c'est-à-dire pour toutes les transactions du produit visé par l'enquête.

50. L'USDOC ne remplit pas ces conditions en incorporant la réduction à zéro dans le calcul des marges de dumping. Dans les procédures de réduction à zéro, l'USDOC effectue des comparaisons multiples au niveau des sous-produits pour toutes les transactions à l'exportation qu'il juge comparables, mais pour déterminer le montant du dumping, il additionne exclusivement les résultats positifs et fait systématiquement abstraction des résultats négatifs. En conséquence, l'USDOC ne détermine pas un montant de dumping pour le produit dans son ensemble.

51. Les résultats des comparaisons multiples n'expriment pas un montant de "dumping" ni ne constituent des "marges de dumping" au sens de l'*Accord antidumping* et du GATT de 1994. Selon l'Organe d'appel, chaque comparaison n'est qu'"un calcul intermédiaire" et chaque résultat d'une

---

[51] *Voir supra* le paragraphe 0.

[52] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 99; *et* le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Crevettes (Équateur)*, paragraphe 7.25.

[53] *Voir Antidumping Proceedings: Calculation of the Weighted-Average Dumping Margin During an Antidumping Investigation*, Federal Register, vol. 71, page 77722 (USDOC) (27 décembre 2006), pièce EC-6.

[54] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 118. Comme il est indiqué ci-dessus, la deuxième phrase de l'article 2.4.2 autorise l'utilisation d'une troisième méthode de comparaison (MP-T) dans les enquêtes initiales si certaines conditions sont remplies.

[55] *Voir* la première communication écrite des CE, paragraphes 10 et 25.

[56] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 126; *et* rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 92.

comparaison n'est qu'une "valeur intermédiaire".[57] Comme l'Organe d'appel l'a déclaré dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux V*:

> Nous ne voyons pas très bien comment l'autorité chargée de l'enquête pourrait correctement établir des marges de dumping pour le produit visé par l'enquête dans son ensemble sans agréger *tous* les "résultats" des comparaisons multiples pour *tous* les types de produit.[58]

52. Effectivement, après avoir fait observer que la "réduction à zéro selon les modèles" avait déjà été jugée incompatible avec l'article 2.4.2 dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (CE)* lorsqu'elle était utilisée dans des comparaisons MP-MP, l'Organe d'appel a expliqué dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)* que la réduction à zéro (simple) dans des comparaisons T-T était pareillement incompatible.[59] Par conséquent, il a été établi que l'utilisation par l'USDOC de la réduction à zéro dans des enquêtes initiales, quelle que soit la méthode de comparaison, était incompatible avec les obligations établies à l'article 2.1 et 2.4.2 de l'*Accord antidumping*.

2. Article 2.4 de l'Accord antidumping

53. S'agissant de l'article 2.4, les procédures de réduction à zéro de l'USDOC s'appliquent de manière uniforme dans toutes les procédures antidumping et, partant, les procédures de réduction à zéro en cause dans les enquêtes qui font l'objet du présent différend produisent les mêmes effets préjudiciables que ceux précédemment décrits par l'Organe d'appel. Ainsi, l'USDOC a effectué des comparaisons multiples dans ces enquêtes et, pour déterminer le montant du dumping, il a additionné uniquement les résultats positifs et systématiquement fait abstraction des résultats négatifs. La méthode de réduction à zéro a donc abouti à une surévaluation du montant de dumping d'un montant égal aux valeurs négatives exclues.

54. Par conséquent, encore une fois comme les mesures de réduction à zéro examinées dans des différends antérieurs, lorsqu'il s'agit de situations dans lesquelles la valeur des résultats négatifs *exclus excède* la valeur des résultats négatifs *inclus*, la méthode de réduction à zéro produit une détermination de l'existence d'un dumping qui ne se produirait pas en l'absence de la réduction. De plus, le niveau d'une marge de dumping est nécessairement gonflé par la valeur des résultats négatifs exclus. Par conséquent, les procédures de réduction à zéro telles qu'elles ont été utilisées dans les enquêtes initiales qui font l'objet du présent différend ne peuvent pas être considérées comme "impartiale[s], équitable[s] ou sans parti pris", et les mesures résultant de ces enquêtes sont donc "incompatibles avec la prescription de l'article 2.4 relative à la comparaison équitable".[60]

55. Le Japon fait observer que le moyen de défense des États-Unis au titre de l'article 2.4 est basé, dans une mesure importante, sur le point de vue selon lequel le "dumping" et les "marges de dumping" ne sont pas définis par rapport au "produit" dans son ensemble.[61] Toutefois, pour les raisons qui viennent d'être exposées, les arguments des États-Unis sur le sens de ces termes sont incorrects et ne sont pas basés sur le texte de l'*Accord antidumping*.

---

[57] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphe 97.

[58] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphe 98. Italique dans l'original.

[59] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 123.

[60] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 146.

[61] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 143.

C. LA RÉDUCTION À ZÉRO UTILISÉE PAR L'USDOC DANS LES RÉEXAMENS PÉRIODIQUES EST INCOMPATIBLE AVEC LES ARTICLES 2.1, 2.4 ET 9.3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

1. Articles 2.1 et 9.3 de l'*Accord antidumping*

56. En ce qui concerne l'incompatibilité de la réduction à zéro avec l'*Accord antidumping* lorsque celle-ci est utilisée dans les réexamens périodiques, le point de départ de l'analyse est l'article 9.3, qui régit ces réexamens. Le texte introductif de l'article 9.3 dispose: "Le montant du droit antidumping ne dépassera pas la marge de dumping déterminée selon l'article 2." Cette prescription est analogue au libellé de l'article VI:2 du GATT de 1994, qui dispose qu'"[e]n vue de neutraliser ou d'empêcher le dumping, toute partie contractante pourra percevoir sur tout produit faisant l'objet d'un dumping un droit antidumping dont le montant ne sera pas supérieur à la marge de dumping afférente à ce produit". Elle reflète aussi la règle énoncée à l'article 9.1 selon laquelle le montant du droit ne peut pas être supérieur à la marge de dumping.

57. En tant que discipline sur l'"importance" du droit imposé[62], la règle selon laquelle le montant maximum d'un droit antidumping ne peut pas dépasser la "marge de dumping" traduit le "*principe primordial*" énoncé à l'article VI du GATT de 1994 et à l'article 11.1 de l'*Accord antidumping* selon lequel des droits peuvent être imposés uniquement "*dans la mesure nécessaire* pour contrebalancer le *dumping*" pendant la période couverte par le réexamen.[63]

58. S'appuyant sur ce texte conventionnel, l'Organe d'appel a été d'avis que "la marge de dumping déterminée pour un exportateur ou un producteur étranger fait office de *plafond* s'agissant du montant total des droits antidumping qui peuvent être perçus sur les importations du produit visé (en provenance de cet exportateur) faisant l'objet de la procédure de fixation des droits".[64] En d'autres termes, la "marge de dumping" et le montant du droit imposé sont des concepts indépendants, et l'importance de ladite marge vient restreindre le montant total dudit droit.

59. La référence expresse à l'article 2 dans le texte introductif de l'article 9.3 inclut, entre autres dispositions, l'article 2.1, qui, comme il a été dit plus haut, donne une définition du "dumping" qui s'applique "[a]ux fins du présent accord". Dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, s'appuyant sur ces renvois textuels, l'Organe d'appel a établi un lien interprétatif explicite entre la prescription de l'article 2.1 relative au "produit dans son ensemble" et les déterminations de l'existence d'un dumping dans les réexamens périodiques au titre de l'article 9.3:

> Nous relevons que l'article 9.3 fait référence à l'article 2. Il s'ensuit que, conformément à l'article 9.3 de l'*Accord antidumping* et à l'article VI:2 du GATT de 1994, le montant des droits antidumping fixés ne dépassera pas la marge de dumping déterminée "pour le produit dans son ensemble".[65]

60. Par conséquent, si, dans un réexamen périodique, l'autorité chargée de l'enquête choisit d'effectuer des comparaisons multiples à un stade intermédiaire, elle n'est pas autorisée à tenir compte des résultats de certaines comparaisons multiples seulement et de faire abstraction des autres.[66] Ainsi, aux fins de ces réexamens, l'autorité chargée de l'enquête doit agréger toutes les comparaisons

---

[62] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 70.

[63] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères (Mexique)*, paragraphe 115.

[64] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 130. Italique dans l'original. *Voir aussi* le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 155.

[65] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 127, citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphe 99.

[66] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 127, citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphe 99.

multiples pour déterminer une marge de dumping pour le "produit" visé par l'enquête dans son ensemble. Elle est tenue de comparer les droits antidumping recouvrés sur toutes les importations de la marchandise visée en provenance d'un exportateur ou d'un producteur étranger donné avec la marge de dumping de cet exportateur ou de ce producteur étranger pour le produit dans son ensemble pour faire en sorte que le montant total des droits ne dépasse pas la marge.[67]

61. L'Organe d'appel a également rejeté l'argument des États-Unis – réitéré dans le présent différend[68] – selon lequel dans un réexamen périodique, l'existence d'un "dumping" et les "marges de dumping" peuvent être déterminées spécifiquement par importateur ou par importation. Pour ce faire, il s'est fondé en partie sur l'article 6.10 de l'*Accord antidumping* en tant que contexte, disposition qui oblige l'autorité à calculer "une marge de dumping individuelle pour chaque exportateur connu ou producteur concerné du produit visée par l'enquête". L'article 6.10 interdit donc le calcul d'une marge de dumping pour chaque transaction à l'importation individuelle, et il prescrit aussi le calcul de marges pour les exportateurs et les producteurs étrangers, et non pour les importateurs.[69]

62. Cette interprétation est compatible avec les principes sur lesquels repose l'imposition de droits antidumping au titre de l'*Accord antidumping* et du GATT de 1994. Ainsi que l'Organe d'appel l'a expliqué dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, "[l]e concept de dumping se rapporte au comportement des exportateurs ou des producteurs étrangers en matière de fixation des prix; c'est l'exportateur, et non l'importateur, qui se livre à des pratiques entraînant des situations de dumping".[70] De plus, dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, il a dit:

> Établir des marges de dumping pour les exportateurs ou les producteurs étrangers est compatible avec la notion de dumping, qui a été conçue pour contrer le comportement du producteur étranger ou de l'exportateur en matière de fixation des prix. En fait, c'est l'exportateur, et non l'importateur, qui se livre à des pratiques entraînant des situations de dumping. Pour toutes ces raisons, en application de l'article 9.3 de l'*Accord antidumping* et de l'article VI:2 du GATT de 1994, les marges de dumping sont établies pour les producteurs étrangers ou les exportateurs.[71]

63. Comme ils l'ont fait dans des différends antérieurs, les États-Unis s'opposent à l'interprétation de l'Organe d'appel selon laquelle les marges de dumping sont établies pour les producteurs étrangers ou les exportateurs. Ils allèguent que cette interprétation perturbe les conditions de concurrence entre différents importateurs qui importent des produits en provenance d'un seul producteur étranger ou exportateur.[72] Toutefois, comme l'Organe d'appel l'a déjà expliqué, les réticences des États-Unis sont injustifiées. Bien que des *marges de dumping* soient établies pour les producteurs étrangers ou les exportateurs pour le produit dans son ensemble, les Membres peuvent fixer des *droits* antidumping "par transaction ou par importateur", "à condition que le montant total des droits antidumping qui sont perçus ne dépasse pas les marges de dumping pour les exportateurs ou les producteurs étrangers".[73] Sous réserve de cette clause conditionnelle, les Membres ont le pouvoir discrétionnaire de répartir de manière appropriée le montant des droits à acquitter entre les importateurs pour éviter de perturber les conditions de concurrence. En outre, il n'est pas question d'obliger les autorités à rembourser aux

---

[67] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 132.
[68] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 130 à 136.
[69] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 128. *Voir aussi* le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 112.
[70] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 156. Citation omise.
[71] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 129.
[72] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 132 et 135.
[73] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 131.

importateurs un montant dépassant les droits initialement acquittés si le prix à l'exportation est supérieur à la valeur normale pour le produit dans son ensemble.[74]

64. Dans le contexte des réexamens périodiques, les États-Unis font également valoir que les Membres utilisant un système fondé sur la valeur normale prospective sont autorisés à fixer les droits sur la base d'une marge de dumping par transaction.[75] Par conséquent, selon eux, les utilisateurs de systèmes rétrospectifs devraient se voir accorder le même droit de fixer des droits par transaction. Cet argument a aussi été rejeté par l'Organe d'appel.

65. Cet argument confond deux concepts distincts – le "*montant* du *droit* antidumping" imposé au titre de l'article 9 et la "*marge* de *dumping*" déterminée selon l'article 2. Dans l'affaire *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)*, l'Organe d'appel a été d'avis que " les règles concernant la *détermination* de la marge de dumping [étaient] distinctes et séparées des règles concernant *l'imposition et le recouvrement* des droits antidumping".[76]

66. En réponse à ce même argument, l'Organe d'appel a en outre expliqué dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21:5 – Canada)* qu'au titre de l'article 2, la marge de dumping était d'abord établie pendant la phase d'enquête; lorsqu'une ordonnance antidumping a été imposée, l'article 9.1 et 9.2 ainsi que l'article VI:2 autorisent le recouvrement de droits dont les montants seront appropriés et ne dépassant pas la marge de dumping (établie pendant l'enquête ou au cours d'un réexamen ultérieur); et le montant des droits imposé peut faire l'objet d'un examen au titre de l'article 9.3 en fonction de la marge de dumping établie pour la période de réexamen.[77] Toutefois, la manière dont un Membre choisit d'imposer et de recouvrer des droits au titre de l'article 9 – rétrospectivement ou prospectivement – ne modifie pas la définition uniforme du "dumping" aux articles 2.1 et VI:1. Par conséquent, ainsi que l'Organe d'appel l'a estimé dans les affaires *États-Unis – Réduction à zéro (CE)* et *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*:

> *Dans n'importe quel système de fixation des droits*, la marge de dumping établie selon l'article 2 fait office de plafond s'agissant du montant des droits antidumping qui pourraient être recouvrés en ce qui concerne les ventes effectuées par un exportateur.[78]

67. Les États-Unis avancent un argument similaire, à savoir que l'article 9.4 ii) de l'*Accord antidumping* autorise les Membres utilisant un système fondé sur la valeur normale prospective à établir des marges de dumping par transaction.[79] Cet argument confond une fois de plus les concepts distincts de "montant du *droit* antidumping" qui peut être imposé au titre de l'article 9.4 et de "*marge* de *dumping*" déterminée selon l'article 2. L'article 9.4 n'énonce *pas* de règles sur la définition ou la détermination de "*marges de dumping*" qui pourraient justifier la réduction à zéro. En fait, l'article 9.4, et l'article 9.4 ii) en particulier, établit des règles sur l'*imposition de droits* qui s'appliquent aux producteurs non échantillonnés précisément dans les cas où *aucune marge de dumping individuelle n'est déterminée*.[80] Comme l'Organe d'appel l'a estimé, des règles, telles que

---

[74] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, note de bas de page 234.
[75] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 137 et suivants.
[76] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)*, paragraphe 124.
[77] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 112.
[78] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 162; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 130.
[79] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 137.
[80] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)*, paragraphe 125.

l'article 9.4, qui régissent l'imposition de *droits* antidumping "n'ont pas d'incidence sur" les règles concernant la détermination de *marges* de dumping.[81]

68. Les arguments des États-Unis relatifs aux systèmes fondés sur la valeur normale prospective sont donc dénués de pertinence et ne justifient pas le recours à la réduction à zéro.

69. Le Japon examine maintenant les réexamens périodiques en cause. Comme il a été expliqué dans la première communication écrite des CE, dans les réexamens périodiques, l'USDOC calcule: 1) une marge de dumping pour chaque *exportateur* qui devient le taux de dépôt estimatif pour toutes les importations du produit exporté vers les États-Unis par cet exportateur jusqu'à l'achèvement du réexamen suivant; et 2) un taux d'imposition par *importateur* basé sur le montant total du dumping attribuable à chaque importateur, qui détermine le montant du droit à acquitter par cet importateur pour la période de réexamen.[82] Dans les deux cas, les États-Unis appliquent les procédures de réduction à zéro dans le cadre de leur détermination de l'existence d'un dumping.

70. Compte tenu de son interprétation de l'article 9.3 et de l'article VI:2, conjointement avec d'autres dispositions pertinentes y compris l'article 2.1 et l'article VI:1, l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (CE)* a constaté que puisque les résultats de ces comparaisons "étaient systématiquement écartés" par l'USDOC dans les procédures de réduction à zéro, "la méthode appliquée par [celui-ci] dans les réexamens administratifs en cause [avait] abouti à des montants de droits antidumping fixés qui dépassaient les marges de dumping des producteurs étrangers ou des exportateurs avec lesquelles les droits antidumping devaient être comparés".[83] Par conséquent, les procédures de réduction à zéro, et les réexamens basés sur celles-ci, ont été jugés incompatibles avec les articles 2.1 et 9.3 de l'*Accord antidumping* ainsi qu'avec l'article VI:2 du GATT de 1994.

71. Pour les mêmes raisons, le Japon estime que les mesures de réexamen périodique en cause sont incompatibles avec les articles 2.1 et 9.3 de l'*Accord antidumping*, ainsi qu'avec l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994. Il ne prend pas position sur la compatibilité de la réduction à zéro dans les réexamens périodiques avec les articles 2.4.2 et 11.2 de l'*Accord antidumping*.

2. Article 2.4 de l'Accord antidumping

72. S'agissant de l'incompatibilité de la réduction à zéro avec l'obligation de l'article 2.4 relative à la "comparaison équitable" dans le contexte des réexamens périodiques, comme le texte introductif de l'article 9.3 le mentionne, les marges de dumping dans ces réexamens doivent être déterminées d'une manière compatible avec l'article 2, y compris l'article 2.4. Par conséquent, les réexamens périodiques sont visés par la même prescription relative à la "comparaison équitable" que les enquêtes initiales, celle-ci prohibant le recours à la méthode de réduction à zéro pour calculer les marges de dumping.

73. L'Organe d'appel est expressément arrivé à cette conclusion dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, dans laquelle il a dit:

> Si les droits antidumping sont fixés sur la base d'une méthode comportant des comparaisons entre le prix à l'exportation et la valeur normale d'une façon qui aboutit au recouvrement auprès des importateurs de droits antidumping qui dépassent le montant de la marge de dumping de l'exportateur ou du producteur étranger, cette méthode ne peut pas alors être considérée comme comportant une "comparaison équitable" au sens de la première phrase de l'article 2.4. Il en est ainsi parce qu'une telle fixation des droits aboutirait au recouvrement auprès des importateurs de droits

[81] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)*, paragraphes 124 et 125.
[82] Première communication écrite des CE, paragraphes 20 à 22.
[83] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 133.

> dépassant la marge de dumping établie selon l'article 2, comme nous l'avons expliqué précédemment.[84]

74. Par conséquent, le Japon souscrit à l'argument des CE selon lequel les procédures de réduction à zéro utilisées par l'USDOC pour calculer les marges de dumping dans les réexamens périodiques qui sont visés par le présent différend rendent ces réexamens incompatibles avec les obligations énoncées à l'article 2.4, ainsi qu'aux articles 2.1 et 9.3 de l'*Accord antidumping*.

75. Le Japon fait observer une fois de plus que le moyen de défense des États-Unis au titre de l'article 2.4 est basé, dans une mesure importante, sur le point de vue selon lequel le "dumping" et les "marges de dumping" ne sont pas définis par rapport au "produit" dans son ensemble.[85] Toutefois, pour les raisons qui ont déjà été exposées, les arguments des États-Unis sur le sens de ces termes sont incorrects et ne sont pas basés sur le texte de l'*Accord antidumping*.

D. LA RÉDUCTION À ZÉRO UTILISÉE PAR L'USDOC DANS LES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION EST INCOMPATIBLE AVEC LES ARTICLES 2.1, 2.4, ET 11.3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

76. Il est maintenant bien établi que les résultats des réexamens à l'extinction sont incompatibles, tels qu'ils sont appliqués, avec les obligations établies par l'*Accord antidumping*, dans la mesure où ils reposent sur des déterminations antérieures qui ont elles-mêmes été obtenues au moyen de la méthode de réduction à zéro.[86]

77. *Premièrement*, dans les réexamens à l'extinction, l'autorité chargée de l'enquête détermine s'il est probable que le "*dumping*" et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé. L'Organe d'appel a déjà établi qu'en ce qui concerne les réexamens à l'extinction, "le mot "dumping" tel qu'il est utilisé à l'article 11.3 a le sens décrit à l'article 2.1".[87] Il a également été d'avis que si une détermination à l'extinction était établie sur la base d'une marge de dumping déterminée au cours de procédures antérieures, la marge devait avoir été déterminée d'une manière compatible avec l'article 2. Autrement, le recours à la marge antérieure qui était incompatible avec l'article 2 "vici[ait]" la détermination à l'extinction subséquente.[88]

78. *Deuxièmement*, s'agissant des obligations établies par l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*, selon l'Organe d'appel, la prescription relative à la "comparaison équitable" implique une "obligation *générale*" qui "éclaire *l'ensemble de l'article 2* …".[89] Ces prescriptions s'appliquent chaque fois que l'autorité détermine l'existence d'un "dumping" ou le montant de celui-ci, dans le cadre d'enquêtes initiales ou de procédures de réexamen.

79. Cette conclusion est étayée par le raisonnement de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion* et par ses conclusions dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*. Dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, le Japon a allégué qu'une détermination à l'extinction

---

[84] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 168. Notes de bas de page omises.

[85] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 143.

[86] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 183; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 127.

[87] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 126.

[88] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphes 127 et 130; *voir aussi* le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 183.

[89] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit*, paragraphe 59. Pas d'italique dans l'original.

violait l'article 11.3 parce que l'USDOC s'était fondé sur des marges de dumping calculées au moyen de la réduction à zéro dans un réexamen périodique.[90] L'Organe d'appel a été d'avis que:

> … au cas où les autorités chargées de l'enquête choisiraient de s'appuyer sur des marges de dumping pour établir leur détermination de la probabilité [au titre de l'article 11.3], le calcul de ces marges doit être conforme aux disciplines énoncées à l'article 2.4. Nous ne voyons pas d'autres dispositions dans l'*Accord antidumping* en vertu desquelles les Membres peuvent calculer des marges de dumping. Dans le réexamen à l'extinction CRS, l'USDOC a choisi de fonder sa détermination positive de la probabilité sur des marges de dumping positives qui avaient été calculées antérieurement dans le cadre de deux réexamens administratifs particuliers. Si ces marges étaient viciées sur le plan juridique parce qu'elles avaient été calculées d'une manière incompatible avec l'article 2.4, cela pouvait entraîner une incompatibilité non seulement avec l'article 2.4, mais aussi avec l'article 11.3 de l'*Accord antidumping*.[91]

La réduction à zéro crée justement de telles marges "viciées sur le plan juridique" parce que celles-ci sont calculées d'une manière incompatible avec l'article 2.4.

80. Compte tenu des mauvaises bases sur lesquelles l'USDOC a fait reposer ses déterminations dans les réexamens à l'extinction en cause dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, l'Organe d'appel a expliqué:

> Nous avons conclu précédemment que la réduction à zéro, telle qu'elle se rapportait aux réexamens périodiques, était incompatible, en tant que telle, avec l'article 2.4 et l'article 9.3. Comme les déterminations de la probabilité d'un dumping dans les réexamens à l'extinction en cause dans le présent appel étaient fondées sur des marges de dumping calculées d'une manière incompatible avec *l'Accord antidumping*, elles sont incompatibles avec l'article 11.3 du même accord.[92]

81. Le Japon ne connaît pas les détails factuels à la base des déterminations de la "probabilité" établies par l'USDOC dans les réexamens à l'extinction que les CE contestent dans le présent différend. Toutefois, les mêmes principes que ceux qui ont été exposés dans les paragraphes précédents s'appliquent au cas présent. Dans la mesure où l'USDOC s'est fondé sur des marges de dumping établies dans des enquêtes initiales et des réexamens périodiques au moyen des procédures de réduction à zéro, ces marges étaient "viciées sur le plan juridique" et ne peuvent pas constituer un fondement approprié pour une détermination dans un réexamen à l'extinction. Par conséquent, les réexamens à l'extinction contestés sont viciés par les mêmes failles juridiques qui ont infecté les marges de dumping calculées dans les procédures antérieures sur lesquelles l'USDOC s'était fondé. Les États-Unis ont donc violé les articles 2.1, 2.4 et 11.3 de l'*Accord antidumping* ainsi que l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994.[93]

---

[90] Rapport de l'Organe d'appel *États – Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 116; rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphes 7.150 et 7.155.

[91] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 127. Non souligné dans l'original. *Voir aussi* le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphes 183 à 185.

[92] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 185. Note de bas de page omise.

[93] Ayant constaté que les réexamens à l'extinction dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)* violaient l'article 11.3 de l'*Accord antidumping*, l'Organe d'appel a appliqué le principe d'économie jurisprudentielle et dit qu'il "n'estim[ait] pas nécessaire de [se] prononcer sur la question de savoir si les mêmes déterminations dans le cadre de réexamens à l'extinction [étaient] aussi incompatibles avec l'article 2.1 et 2.4 de

E. LES ORDONNANCES ANTIDUMPING CONTESTÉES PAR LES CE SONT ÉGALEMENT INCOMPATIBLES AVEC LES ARTICLES 2.1, 2.4, 2.4.2, 9.3 ET 11.3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING ET L'ARTICLE VI:1 ET VI:2 DU GATT DE 1994

82. Le Japon fait observer qu'en plus de contester certaines enquêtes ainsi que certains réexamens périodiques et réexamens à l'extinction, les CE contestent certaines ordonnances antidumping des États-Unis ("ordonnances"). Dans le droit des États-Unis, ces ordonnances constituent le fondement juridique de l'imposition de droits antidumping à la suite d'une enquête dans le cadre de laquelle il a été établi que les conditions relatives à l'imposition de droits antidumping étaient réunies. Le montant des droits définitifs imposés aux termes d'une ordonnance varie au fil du temps en fonction notamment des réexamens périodiques, et la durée d'une ordonnance est prolongée par des réexamens à l'extinction ultérieurs. De l'avis du Japon, ces ordonnances sont des mesures qui peuvent être contestées dans une procédure de règlement des différends à l'OMC.

83. Il est établi qu'aux termes de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, une mesure peut être un acte qui est imputable à un Membre de l'OMC.[94] Une ordonnance est incontestablement un acte des États-Unis.

84. Aux termes de l'article 17.4 de l'*Accord antidumping*, dans les différends au titre de l'*Accord antidumping*, trois types de mesures doivent être contestés par un Membre. Parmi ces mesures, il y a les "mesures de caractère final … en vue de percevoir des droits antidumping définitifs". De l'avis du Japon, les ordonnances constituent, entre autres choses, les mesures de caractère final par lesquelles les États-Unis imposent des droits antidumping définitifs. De fait, ce sont ces ordonnances qui constituent le fondement juridique initial, puis permanent, pour l'imposition de droits définitifs. Par conséquent, les ordonnances peuvent être contestées dans une procédure de règlement des différends à l'OMC au titre de l'*Accord antidumping*. La pratique antérieure des Membres pour ce qui est de contester des mesures antidumping des États-Unis ne modifie pas le statut juridique des ordonnances en tant que "mesures de caractère final" qui peuvent être contestées au titre de l'article 17.4.

IV. CONCLUSION

85. Le Japon fait observer ce qui suit:

1) le recours aux procédures de réduction à zéro dans les enquêtes initiales identifiées par les CE rend ces enquêtes, et les ordonnances antidumping qui en découlent, incompatibles notamment avec l'article 2.1, 2.4 et 2.4.2 de l'*Accord antidumping* et l'article VI:1 du GATT de 1994;

2) l'utilisation des procédures de réduction à zéro dans les réexamens périodiques identifiés par les CE rend ces mesures, ainsi que le maintien des ordonnances antidumping pertinentes, incompatibles avec les articles 2.4 et 9.3 de l'*Accord antidumping* ainsi qu'avec l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994; et

---

l'*Accord antidumping* et l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994". Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 187. Toutefois, le Japon estime que parce que les violations de l'article 11.3 reposent sur les violations sous-jacentes de l'article 2.1 et 2.4 (ainsi que de l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994), une constatation de violation de l'article 11.3 amène a fortiori à conclure que ces dispositions ont été violées également.

[94] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 74; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 81.

3) dans la mesure où, dans les réexamens à l'extinction identifiés par les CE, l'USDOC s'est appuyé sur des marges de dumping calculées dans des procédures antérieures (enquêtes ou réexamens périodiques) dans lesquelles la méthode de réduction à zéro avait été utilisée, ces réexamens à l'extinction, et le maintien des ordonnances antidumping pertinentes, sont incompatibles avec les articles 2.1, 2.4, et 11.3 de l'*Accord antidumping* ainsi qu'avec l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994.

86. Le Japon appuie donc la conclusion des CE selon laquelle les mesures en cause dans le présent différend sont incompatibles avec l'*Accord antidumping* et le GATT de 1994.

ANNEXE B-2

COMMUNICATION ÉCRITE DE LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

I. INTRODUCTION

1. La présente communication de tierce partie est présentée par le gouvernement de la République de Corée (la "Corée") concernant certains aspects des premières communications écrites présentées par les Communautés européennes (les "CE") (en date du 20 août 2007) et les États-Unis (en date du 12 septembre 2007), respectivement, dans l'affaire *États-Unis – Maintien en existence et en application de la méthode de réduction à zéro (DS350)*.

2. La Corée a des intérêts systémiques dans l'interprétation et l'application des dispositions des articles 2.4, 2.4.2, 9.3, 11.1, 11.2 et 11.3 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (l'"Accord antidumping"), qui énonce des directives juridiques à l'intention des autorités chargées de l'enquête des Membres concernant le calcul des marges de dumping dans une enquête antidumping ou un réexamen ultérieur. La Corée a donc réservé ses droits de tierce partie conformément à l'article 10:2 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends. La Corée se félicite d'avoir l'occasion de présenter ses vues au Groupe spécial.

3. Les CE contestent, telles qu'elles sont appliquées, diverses pratiques de réduction à zéro adoptées par le Département du commerce des États-Unis ("USDOC"). Les mesures contestées appartiennent à deux groupes: le premier comprend 18 cas de maintien en application d'ordonnances en matière de droits antidumping à la suite du calcul erroné de marges de dumping du fait de la réduction à zéro, et le second comprend 52 cas d'utilisation de la réduction à zéro dans le cadre d'enquêtes initiales, de réexamens administratifs ou de réexamens à l'extinction. De l'avis de la Corée, le présent différend répertorie toutes les variations possibles des effets de distorsion des échanges inhérents à la pratique de réduction à zéro maintenue par les États-Unis.

4. La Corée appuie donc d'une manière générale les arguments avancés par les CE dans leur première communication écrite. Toutefois, plutôt que de reprendre tous ces arguments, la Corée traitera dans la présente communication certains aspects fondamentaux de sa position afin d'aider le Groupe spécial à parvenir à une décision.

II. ARGUMENTS JURIDIQUES

A. COMME L'ORGANE D'APPEL L'A CONSTAMMENT CONSTATÉ, LA "RÉDUCTION À ZÉRO" DOIT ÊTRE INTERDITE DANS TOUTES LES PROCÉDURES ANTIDUMPING, Y COMPRIS LES ENQUÊTES INITIALES, LES RÉEXAMENS ADMINISTRATIFS ET LES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION.

5. Tout d'abord, la Corée fait observer que dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, qui constitue la décision la plus récente portant sur la réduction à zéro et dans laquelle l'Organe d'appel a procédé à un examen complet de tous les aspects de cette pratique au regard de l'Accord antidumping, l'Organe d'appel a été d'avis sans équivoque que la réduction à zéro à *tous* égards violait

les dispositions pertinentes de l'Accord antidumping.[1] La Corée demande au Groupe spécial de réaffirmer dans le présent différend que la "réduction à zéro" doit être interdite dans *toutes* les procédures antidumping.

6. Du point de vue des faits, même avant l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, l'Organe d'appel a été d'avis à plusieurs reprises que la "réduction à zéro" était incompatible avec les prescriptions de l'Accord antidumping. Il a constamment dit que la "réduction à zéro" devrait être condamnée comme étant inéquitable et devrait être interdite *à la fois* dans les enquêtes initiales et dans les réexamens.[2]

7. Compte tenu de la longue série de différends portant sur la réduction à zéro soumis à l'OMC et mettant en cause l'USDOC, comme tout autre Membre, la Corée aimerait également constater que les États-Unis se sont mis définitivement en conformité, c'est-à-dire que l'USDOC a complètement éliminé la pratique de la réduction à zéro dans tous les types de procédures antidumping.[3] Le présent différend offre donc au Groupe spécial une importante occasion de dire une fois de plus que la réduction à zéro doit être interdite dans tous les contextes de procédures antidumping, afin que les États-Unis puissent accélérer leur procédure interne visant à abolir complètement cette pratique.

B. LA "RÉDUCTION À ZÉRO", TELLE QU'ELLE EST UTILISÉE DANS LES ENQUÊTES INITIALES, VIOLE L'ARTICLE 2.4 ET 2.4.2 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

8. Par ailleurs, il existe un grand nombre de précédents dans lesquels des groupes spéciaux et l'Organe d'appel ont constaté que la pratique de la réduction à zéro utilisée dans la comparaison moyenne à moyenne dans une enquête initiale (c'est-à-dire la première méthode mentionnée dans la première phrase de l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping) violait l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping.[4] De l'avis de la Corée, donc, le Groupe spécial pourrait facilement établir sa détermination sur cette question dans le présent différend.

9. Dans l'affaire *Linge de lit*, l'Organe d'appel s'est fondé sur l'article 2.4 et 2.4.2 pour constater que la "réduction à zéro" était incompatible avec les prescriptions de l'Accord antidumping. Il a d'abord examiné les prescriptions de l'article 2.4.2 et constaté qu'en "réduisant à zéro" les modèles ayant des marges de dumping négatives, les CE n'avaient effectivement pas tenu compte des prix de certaines transactions à l'exportation dans le calcul de la marge de dumping globale pour le produit *dans son ensemble*, faisant au lieu de cela abstraction de ces prix, ce qui avait gonflé la marge de dumping. Par conséquent, l'Organe d'appel en a conclu que les CE n'avaient pas établi l'existence de

---

[1] *Voir États-Unis – Mesures relatives à la réduction à zéro et aux réexamens à l'extinction*, WT/DS322/AB/R (rapport adopté le 23 janvier 2007) ("*États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*"), paragraphes 137, 138, 147, 166, 167 à 169, 177, 186 et 187.

[2] *Voir Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS141/AB/R, adopté le 1er mars 2001; *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS244/AB/R, adopté le 15 décembre 2003; *États-Unis – Détermination finale de l'existence d'un dumping concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS264/AB/R, adopté le 11 août 2004.

[3] *Voir la première communication écrite des Communautés européennes* datée du 20 août 2007 ("première communication écrite des CE"), paragraphe 4.

[4] *Voir*, par exemple, le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 7.86; le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphe 117; le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphes 7.224 et 8.1 a) i); le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphes 7.31 et 7.32; le rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit*, paragraphes 46 à 66.

marges de dumping pour le produit en cause sur la base de *toutes* les transactions à l'exportation, comme le prescrit l'article 2.4.2.[5]

10. L'Organe d'appel a ensuite examiné la prescription de l'article 2.4 relative à la "comparaison équitable" et a été d'avis qu'une comparaison entre le prix à l'exportation et la valeur normale qui ne tenait pas compte de *toutes* les transactions ne constituait pas une "comparaison équitable" entre le prix à l'exportation et la valeur normale, comme le prescrit l'article 2.4 et 2.4.2.[6] Dans une décision ultérieure rendue dans l'affaire *Réexamen à l'extinction concernant l'acier japonais*, l'Organe d'appel a réaffirmé que la "réduction à zéro" était incompatible avec l'article 2.4 et 2.4.2.[7] Dans l'affaire *Bois de construction canadien*, l'Organe d'appel a fondé son analyse uniquement sur le libellé de l'article 2.4.2, ainsi que sur la prescription de cette disposition voulant que le calcul des marges de dumping sur une base moyenne à moyenne tienne compte de "*toutes* les comparaisons à l'exportation comparables".[8] Il a ensuite conclu une fois de plus que la "réduction à zéro" était incompatible avec l'article 2.4.2.

11. Dans ces précédents, l'Organe d'appel a relevé la distorsion inhérente de la "réduction à zéro", qui gonfle d'une manière générale les marges calculées et peut, dans certains cas, amener à constater l'existence d'un dumping là où il n'y en a pas, et a donc constaté que la "réduction à zéro" était incompatible avec les prescriptions de l'article 2.4 et 2.4.2 de l'Accord antidumping relatives à la comparaison équitable.[9] Par conséquent, les précédents de l'Organe d'appel indiqués ci-dessus attestent collectivement que la "réduction à zéro", à laquelle les États-Unis ont constamment eu recours pour calculer les marges de dumping dans les enquêtes initiales, est incompatible avec les prescriptions de l'Accord antidumping et doit donc être interdite.

---

[5] *Id.* Dans l'affaire *CE – Linge de lit*, l'Organe d'appel a constaté ce qui suit:

> Selon [la] méthode [de la moyenne pondérée], les autorités chargées de l'enquête sont tenues de comparer la valeur normale moyenne pondérée et la moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables … En "ramenant à zéro" les "marges de dumping négatives", les Communautés européennes n'ont donc *pas* dûment tenu compte de l'ensemble des prix de *certaines* transactions à l'exportation, à savoir celles portant sur des modèles de linge de lit en coton pour lesquels des "marges de dumping négatives" avaient été établies. Les Communautés européennes ont plutôt traité ces prix à l'exportation comme s'ils étaient inférieurs à ce qu'ils étaient. Cela a eu pour effet de gonfler le résultat du calcul de la marge de dumping.

Id., paragraphe 55.

[6] *Voir id.*

[7] L'Organe d'appel a été d'avis que:

> Dans l'affaire *CE – Linge de lit*, nous avons confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle les Communautés européennes avaient agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping* en utilisant une méthode de "réduction à zéro" dans l'enquête antidumping en cause dans cette affaire. Nous avons estimé que l'utilisation de cette méthode par les Communautés européennes "a eu pour effet de gonfler le résultat du calcul de la marge de dumping". Nous avons également souligné qu'une comparaison telle que celle que les Communautés avaient effectuée dans cette affaire n'était pas une "comparaison équitable" entre le prix à l'exportation et la valeur normale comme l'exige l'article 2.4 et 2.4.2.

Réexamen à l'extinction concernant l'acier japonais, rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 134.

[8] *Voir États-Unis – Détermination antidumping finale concernant les bois de construction*, rapport de l'Organe d'appel, paragraphes 86 et 87.

[9] *Voir CE – Linge de lit*, rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 55.

12. Dans le présent différend, donc, la Corée demande au Groupe spécial de déterminer que la pratique de la réduction à zéro de l'USDOC telle qu'elle est appliquée aux enquêtes initiales énumérées visant des produits des CE constitue une violation de l'article 2.4 et 2.4.2 de l'Accord antidumping.

C. LE RÉEXAMEN PÉRIODIQUE AU TITRE DE L'ARTICLE 9.3 EST ÉGALEMENT RÉGI PAR LES PRINCIPES DE L'ARTICLE 2.4 ET 2.4.2 ET, PARTANT, LA RÉDUCTION À ZÉRO DANS LES RÉEXAMENS PÉRIODIQUES VIOLE L'ARTICLE 9.3 ET ENSUITE L'ARTICLE 11.2

13. La prescription de l'article 2.4 relative à la "comparaison équitable" est une obligation générale et indépendante qui s'applique à *tous* les calculs relatifs au dumping, et la "réduction à zéro" dans les réexamens administratifs constitue donc une violation de cette obligation.

14. L'article 2.4 de l'Accord antidumping dispose qu'"[i]l sera procédé à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale". Cette disposition établit donc l'obligation générale et indépendante de procéder à une comparaison équitable entre la valeur normale et le prix à l'exportation. La Corée est d'avis qu'une comparaison entre le texte de l'actuel Accord antidumping et la disposition correspondante du Code antidumping du Tokyo Round tend à indiquer que la prescription relative à la "prescription équitable" énoncée dans la première phrase de l'article 2.4 était censée être indépendante des dispositions figurant dans les phrases suivantes de cette disposition.

15. Dans le Code antidumping du Tokyo Round, la prescription relative à la "comparaison équitable" était énoncée en tant que clause introductive d'une phrase décrivant la mécanique de la comparaison. Ainsi, la première phrase de l'article 2.6 du Code du Tokyo Round indiquait ce qui suit:

> ***Pour que la comparaison*** entre le prix d'exportation et le prix intérieur dans le pays d'exportation (ou dans le pays d'origine) ou, s'il y a lieu, le prix établi conformément aux dispositions de l'article VI, paragraphe 1 b), de l'Accord général, ***soit équitable***, elle portera sur des prix pratiqués au même niveau commercial, qui sera normalement le stade sortie usine, et sur des ventes effectuées à des dates aussi voisines que possible.[10] (pas d'italique ni de caractères gras dans l'original)

16. En raison de cette structure, on peut faire valoir qu'il y avait une part d'ambiguïté concernant le point de savoir si le libellé du Code du Tokyo Round relatif à la "comparaison équitable" constituait une prescription indépendante ou simplement une explication liminaire.

17. Dans l'Accord antidumping, toutefois, la formulation est différente. Les mots "comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale" ont été retranchés de la phrase décrivant la mécanique de la comparaison pour être au lieu de cela placés dans une nouvelle première phrase indépendante de l'article 2.4. En tant que tel, l'Accord antidumping ne décrit plus les méthodes qui doivent être utilisées "pour procéder à une comparaison équitable". Il contient à la place l'ordre distinct et explicite de "procéd[er] à une comparaison équitable".

18. On pourrait faire valoir que les rédacteurs de l'Accord antidumping n'avaient probablement pas apporté ce changement sans raison particulière. Par conséquent, la Corée appuie l'interprétation selon laquelle la première phrase de l'article 2.4 de l'Accord antidumping était censée prévoir une obligation générale et indépendante allant au-delà de l'obligation de "tenir dûment compte" mentionnée dans les autres phrases de l'article 2.4. Le libellé est sans équivoque et impose clairement une obligation indépendante.

[10] Code antidumping du Tokyo Round, article 2.6.

19. De l'avis de la Corée, donc, non seulement le contexte historique de l'article 2.4 mais aussi le libellé de cette disposition confirment que la prescription relative à la comparaison équitable est une obligation générale et indépendante que les autorités chargées de l'enquête doivent observer *chaque fois que* des marges de dumping sont calculées.

20. La Corée estime que, sauf pour le dumping ciblé, une comparaison entre la valeur normale et le prix à l'exportation qui ne tient pas dûment compte de *toutes* les transactions à l'exportation ne permet pas de calculer une marge de dumping pour le produit *dans son ensemble* et ne le fait pas, et ne constitue donc pas une comparaison équitable au sens de la première phrase de l'article 2.4. En appliquant la "réduction à zéro" l'autorité chargée de l'enquête ne tient systématiquement pas compte de *toutes* les transactions à l'exportation pour le produit *dans son ensemble* et, partant, obtient inévitablement une "comparaison inéquitable". La Corée estime donc que la prescription de l'article 2.4 relative à la "comparaison équitable" – qui s'applique à tous les calculs relatifs au dumping – fournit un motif indépendant pour constater que la "réduction à zéro" est incompatible avec l'Accord antidumping.

21. Cela dit, dans la mesure où une marge de dumping est effectivement calculée, l'obligation de procéder à une "comparaison équitable" doit pareillement s'appliquer aux réexamens administratifs. En adoptant la méthode de réduction à zéro dans les réexamens administratifs et en ne se conformant pas à l'obligation de procéder à une comparaison équitable dans ces procédures, l'USDOC a également violé l'article 2.4 de l'Accord antidumping en ce qui concerne les divers réexamens administratifs qu'il a effectués et qui sont mentionnés dans la première communication écrite des CE.

22. Dans le même ordre d'idées, la Corée estime aussi que l'article 2.4.2 s'applique aux réexamens administratifs également. Elle est d'avis que l'expression "phase d'enquête" figurant à l'article 2.4.2 incorpore également les réexamens périodiques prévus à l'article 9.3.

23. Plus justement interprété, le terme "enquête" comporte l'idée d'"activités" de l'autorité chargée de l'enquête par opposition à la teneur ou à la portée de son examen pendant qu'elle mène de telles activités. Le sens ordinaire du mot "enquête" indique un examen ou une demande de renseignements systématique, ou une étude ou des recherches minutieuses concernant un sujet particulier.[11] C'est loin d'être un sens rare ou spécialisé. La Corée signale que le sens du dictionnaire devrait être un point de départ essentiel pour l'interprétation des traités.[12]

24. Dans l'affaire *Réexamen à l'extinction concernant l'acier japonais*, l'Organe d'appel a expliqué que les réexamens au titre de l'article 11 "envisag[eaient] un processus associant *à la fois* un aspect enquête et un aspect décision".[13] Il en a donc conclu que l'interdiction de la réduction à zéro qui était implicite à l'article 2.4.2 s'appliquait également aux calculs relatifs au dumping effectués dans les réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3.[14] La décision de l'Organe d'appel dans cette affaire donne à entendre l'expression "phase d'enquête" est correctement interprétée dans le contexte de l'article 2.4.2 comme signifiant la partie de la procédure (enquête initiale ou réexamen) dans laquelle l'autorité "enquête" pour savoir s'il y a eu dumping.

25. La Corée estime que la même logique employée dans l'affaire *Réexamen à l'extinction concernant l'acier japonais* devrait être appliquée à un réexamen périodique aux fins de la fixation

---

[11] *Voir The New Shorter Oxford English Dictionary*, Clarendon House (1993).

[12] *Voir Communautés européennes – Classification douanière des morceaux de poulet désossés et congelés*, WT/DS269,286/AB/R, rapport de l'Organe d'appel, adopté le 12 septembre 2005, paragraphe 238; *Canada – Certaines mesures affectant l'industrie automobile*, WT/DS139/R, rapport du Groupe spécial, adopté le 11 février 2000, paragraphe 10.12.

[13] *Voir Réexamen à l'extinction concernant l'acier japonais*, paragraphe 111.

[14] *Id.*, paragraphe 127.

des droits au titre de l'article 9.3. Il ressort clairement des observations qui précèdent que les obligations et les méthodes qui s'appliquent lorsqu'une marge de dumping fait l'objet d'une enquête ou est utilisée sont les mêmes pour tout l'Accord antidumping, y compris les procédures de "réexamen administratif". Le recours à la réduction à zéro par les États-Unis dans les réexamens administratifs en cause en l'espèce est donc incompatible avec l'Accord antidumping aussi bien dans le calcul d'une marge de dumping révisée aux fins du dépôt en espèces que dans le calcul du montant d'un droit fixé rétrospectivement.

26. Par conséquent, dans un réexamen périodique, dans lequel l'USDOC choisit de calculer une nouvelle marge de dumping pour la fixation des droits et pour le futur taux de dépôt en espèces, le calcul d'une nouvelle marge de dumping doit être effectué sans recourir à la "réduction à zéro", d'une manière compatible avec les prescriptions de l'article 2.4 et 2.4.2.

27. Par ailleurs, l'article 11.2 de l'Accord antidumping impose à l'autorité chargée de l'enquête l'obligation de réexaminer la nécessité de maintenir un droit antidumping donné. Par conséquent, dans la mesure où celle-ci procède à son analyse au titre de l'article 11.2 sur la base de marges de dumping obtenues au moyen de la réduction à zéro, cette analyse viole inévitablement l'article 11.2 parce que le montant du droit antidumping calculé au moyen de la réduction à zéro dépasserait la marge de dumping correctement établie.

28. La Corée demande donc au Groupe spécial de constater que le recours à la réduction à zéro dans les réexamens administratifs constitue une violation directe des articles 2.4, 2.4.2, 9.3 et 11.2 de l'Accord antidumping.

D. L'UTILISATION DE LA RÉDUCTION À ZÉRO DANS LES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION CONSTITUE ÉGALEMENT UNE VIOLATION DES ARTICLES 2.4, 2.4.2, 11.1 ET 11.3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

29. La même règle devrait également s'appliquer aux réexamens à l'extinction. Compte tenu du raisonnement qui précède, dans la mesure où l'USDOC effectue des réexamens à l'extinction basés sur des marges de dumping calculées dans des procédures antérieures en utilisant la réduction à zéro, il y a inévitablement violation des articles 2.4, 2.4.2, 11.1 et 11.3 de l'Accord antidumping.

30. Les réexamens à l'extinction de l'USDOC ne peuvent pas être dissociés des procédures antidumping antérieures. En réalité, ils ne sont qu'un prolongement de constatations antérieures dans la mesure où l'USDOC se fonde sur des marges de dumping calculées dans une enquête initiale ou un réexamen administratif antérieur pour établir la détermination de la probabilité dans un réexamen à l'extinction. La Corée estime donc que la violation de ces dispositions est inévitable.

III. CONCLUSION

31. La Corée estime que pour parvenir à sa décision dans cet important différend, le Groupe spécial devrait s'assurer que les dispositions des articles 2.4, 2.4.2, 9.3, 11.1, 11.2 et 11.3 de l'Accord antidumping sont interprétées dans leur juste contexte. Il sera ainsi donné effet au sens ordinaire de ces dispositions d'une manière compatible avec le contexte, l'objet et le but de l'Accord antidumping dans son ensemble, et la conduite des enquêtes antidumping et des réexamens par les Membres gagnera en clarté, en cohérence et en équité.

32. La Corée se félicite d'avoir l'occasion de participer à la présente procédure et de présenter ses vues au Groupe spécial.

ANNEXE B-3

COMMUNICATION ÉCRITE DE LA NORVÈGE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION 34

II. RÔLE DU PRÉCÉDENT 34

III. FONCTION DES RAPPORTS JURIDIQUES ADOPTÉS DANS L'INTERPRÉTATION DES ACCORDS 36

IV. LA PRATIQUE DE LA RÉDUCTION À ZÉRO EST CONTRAIRE À L'ARTICLE 2.1 ET 2.4 DE L'ACCORD ANTIDUMPING 37

4.1 INTRODUCTION 37

4.2 L'EXISTENCE ET LE MONTANT DU DUMPING DOIVENT ÊTRE DÉTERMINÉS POUR LE PRODUIT DANS SON ENSEMBLE 37

4.3 LA RÉDUCTION À ZÉRO EST CONTRAIRE À LA PRESCRIPTION SELON LAQUELLE LA MARGE DE DUMPING DOIT ÊTRE CALCULÉE POUR "LE PRODUIT DANS SON ENSEMBLE" 39

4.4 LA RÉDUCTION À ZÉRO EST CONTRAIRE À LA PRESCRIPTION RELATIVE À LA "COMPARAISON ÉQUITABLE" FIGURANT À L'ARTICLE 2.4 DE L'ACCORD ANTIDUMPING 42

V. L'ARTICLE 2.4.2 DE L'ACCORD ANTIDUMPING S'APPLIQUE ÉGALEMENT AUX PROCÉDURES DE RÉEXAMEN 43

5.1 INTRODUCTION 43

5.2 LES RÉEXAMENS ADMINISTRATIFS DOIVENT ÊTRE CONFORMES AUX PRESCRIPTIONS DE L'ARTICLE 2.4.2 DE L'ACCORD ANTIDUMPING 43

VI. RÉEXAMENS À L'EXTINCTION 44

VII. CONCLUSION 45

AFFAIRES CITÉES DANS LA PRÉSENTE COMMUNICATION

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire en référence
CE – Linge de lit	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde*, WT/DS141/AB/R, adopté le 12 mars 2001
Japon – Boissons alcooliques II	Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques*, WT/DS8/AB/R, WT/DS10/AB/R, WT/DS11/AB/R, adopté le 1er novembre 1996
États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine*, WT/DS268/AB/R, adopté le 17 décembre 2004
États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon*, WT/DS244/AB/R, adopté le 9 janvier 2004
États-Unis – Crevettes (article 21:5 – Malaisie)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes – Recours de la Malaisie à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS58/AB/RW, adopté le 21 novembre 2001
États-Unis – Bois de construction résineux V	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Détermination finale de l'existence d'un dumping concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada*, WT/DS264/AB/R, adopté le 31 août 2004
États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21:5 – Canada)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Détermination finale de l'existence d'un dumping concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS264/AB/RW, adopté le 1er septembre 2006
États-Unis – Réduction à zéro (CE)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Lois, réglementations et méthode de calcul des marges de dumping*, WT/DS294/AB/R, adopté le 9 mai 2006
États-Unis – Réduction à zéro (Japon)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures relatives à la réduction à zéro et aux réexamens à l'extinction*, WT/DS322/AB/R, adopté le 23 janvier 2007

I. INTRODUCTION

1. La Norvège se félicite d'avoir la possibilité d'être entendue et de présenter ses vues en tant que tierce partie dans le présent différend introduit par les Communautés européennes ("CE") au sujet de la question de savoir si le maintien en existence et en application par les États-Unis des méthodes de réduction à zéro dans les procédures antidumping est compatible avec plusieurs dispositions de l'*Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* (l'"*Accord antidumping*"), l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994 et l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC.

2. La Norvège ne se prononcera pas sur les affaires concrètes auxquelles les CE font référence en l'espèce. Elle croit comprendre que les faits relatifs à ces affaires ne sont pas en cause dans le différend entre les CE et les États-Unis et que ce différend se limite à des questions d'interprétation du droit concernant les divers instruments de l'OMC mentionnés par les CE.

3. Dans la présente communication en tant que tierce partie, la Norvège ne traitera pas toutes les questions juridiques soulevées par les CE et auxquelles les États-Unis ont répondu. Elle abordera les questions générales ci-après qui ont été examinées dans les premières communications écrites des CE et des États-Unis:

- le point de savoir si un groupe spécial peut s'écarter des interprétations juridiques de l'Organe d'appel telles qu'elles sont énoncées dans les rapports adoptés de l'Organe d'appel (section II);
- la relation entre les obligations prévues à l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC et l'obligation de se conformer aux rapports adoptés (section III);
- le point de savoir si la pratique de la réduction à zéro sous toutes ses formes et dans toutes les procédures au titre de l'*Accord antidumping* est compatible avec l'article 2.1 et 2.4 de cet accord (section II);
- le point de savoir si l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping* s'applique aux procédures de réexamen en plus des enquêtes initiales (section III); et
- le point de savoir si le maintien de mesures antidumping pendant un réexamen à l'extinction est incompatible avec l'*Accord antidumping* dans les cas où la pratique de la réduction à zéro est utilisée soit dans l'enquête initiale soit dans un réexamen aux fins de la fixation des droits (section IV).

II. RÔLE DU PRÉCÉDENT

4. L'Organe d'appel s'est déjà prononcé sur presque toutes les questions soulevées dans la présente affaire et il a énoncé l'interprétation juridique correcte à donner des dispositions contestées en ce qui concerne la réduction à zéro. Les États-Unis n'ont pas avancé de nouveaux arguments juridiques et tous ceux qu'ils ont présentés dans leur première communication écrite avaient été rejetés par l'Organe d'appel dans des affaires antérieures.

5. Les États-Unis demandent au Groupe spécial de ne pas tenir compte des interprétations juridiques de l'Organe d'appel, alléguant que le raisonnement exposé dans les rapports précédents de l'Organe d'appel n'est pas "convaincant". La Norvège examinera plus loin dans la présente communication quelques-uns de ces arguments car ils se rapportent à des dispositions spécifiques des Accords. Dans cette section, elle présentera certains arguments relatifs à la valeur jurisprudentielle des rapports adoptés de l'Organe d'appel.

6. La Norvège est d'avis qu'il est utile pour le développement du droit international et le maintien de relations internationales viables de faire fond, dans les affaires ultérieures, sur les décisions figurant dans des rapports précédents. Il n'y a pas désaccord sur le fait que le principe juridique du *stare decisis* n'est pas prescrit par le droit de l'OMC. L'Organe d'appel n'est donc pas formellement tenu de suivre les décisions antérieures mais pour assurer la certitude juridique, la prévisibilité et l'égalité devant la loi, l'Organe d'appel ou un groupe spécial ne devraient pas s'écarter, sans raison valable, des précédents établis dans des affaires antérieures. À cet égard, la pratique de l'Organe d'appel est entièrement conforme à celle d'autres tribunaux internationaux.

7. La question dont le présent Groupe spécial est saisi est à la fois juridique et d'ordre pratique. Premièrement, il s'agit de savoir si – et dans quelles conditions – un groupe spécial peut s'écarter de l'interprétation juridique formulée par l'Organe d'appel et approuvée par les Membres de l'OMC par l'adoption du (des) rapport(s). Deuxièmement, il s'agit de savoir si au vu des faits en l'espèce, il est approprié que le Groupe spécial exerce sa compétence (le cas échéant) pour s'en écarter ainsi.

8. Dans l'examen de la première de ces questions, le Groupe spécial doit garder à l'esprit, comme l'Organe d'appel l'a aussi souligné, que les rapports adoptés suscitent chez les Membres de l'OMC des attentes légitimes, et devraient donc être pris en compte lorsqu'ils ont un rapport avec un autre différend.[1] L'Organe d'appel a même estimé que "suivre les conclusions de l'Organe d'appel dans des différends précédents n'[était] pas seulement approprié, mais c'[était] ce que l'on attend[ait] des groupes spéciaux, en particulier dans les cas où les questions [étaient] les mêmes".[2] La Norvège ajouterait que suivre les rapports précédents permet également de réduire le nombre de différends ("la question est réglée") et préserve à la fois le système et la fonction systémique de l'Organe d'appel.

9. En outre, le Groupe spécial devrait se rappeler que les rapports en question ont tous été adoptés par l'ensemble des Membres par le biais de leurs décisions prises dans le cadre de l'Organe de règlement des différends. L'adoption de ces rapports n'est pas une simple formalité, mais fait des décisions et recommandations des obligations contraignantes au niveau international. La Norvège rappelle également l'importance capitale accordée à la sécurité et à la prévisibilité du système, comme il est indiqué à l'article 3:2 du *Mémorandum d'accord sur le règlement des différends* (le "Mémorandun d'accord").

10. Les États-Unis font valoir qu'un groupe spécial devrait se détacher des interprétations juridiques exposées dans les rapports de l'Organe d'appel et ne les prendre en compte que "dans la mesure où le raisonnement est *convaincant*".[3]

11. La Norvège conteste le critère proposé par les États-Unis, que l'on peut juger peu rigoureux et prêtant à confusion. Elle ne dit pas qu'un groupe spécial n'a jamais la possibilité de formuler une interprétation juridique différente de celle qui est énoncée dans les rapports adoptés de l'Organe d'appel. Toutefois, la fonction essentielle des rapports dans le système de règlement des différends ainsi que les clarifications apportées aux dispositions des accords visés montrent clairement que les groupes spéciaux peuvent uniquement le faire dans des cas extrêmes. Plus concrètement, ils ne peuvent le faire que lorsque le fait de suivre l'interprétation juridique de la disposition en cause donnée par l'Organe d'appel aboutirait à un résultat manifestement absurde dans une affaire particulière et lorsque les faits en l'espèce sont complètement différents de ceux qui ont déjà été examinés dans des rapports précédents.

---

[1] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, paragraphes 107 et 108 (au sujet des rapports adoptés de groupes spéciaux) et rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes (article 21:5 – Malaisie)* (au sujet des rapports de l'Organe d'appel).

[2] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 188.

[3] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 33.

12. Ce n'est pas le cas ici. Le Groupe spécial n'a rien de nouveau à examiner; la base factuelle est la même, les méthodes sont les mêmes et les dispositions contestées sont les mêmes.

13. La Norvège considère en outre que s'il était admissible de s'écarter des interprétations juridiques antérieures figurant dans les rapports adoptés de l'Organe d'appel, on entrerait en terrain inconnu. Ce serait aussi exposer l'ensemble des Membres à l'incertitude et cela créerait en soi un précédent permettant de rouvrir perpétuellement le débat dans toutes les affaires. Un tel résultat serait contraire à l'objet et au but du système de règlement des différends ainsi qu'à l'objet et au but d'un système commercial multilatéral fondé sur des règles assurant la sécurité et la prévisibilité pour tous les agents économiques.

III. FONCTION DES RAPPORTS JURIDIQUES ADOPTÉS DANS L'INTERPRÉTATION DES ACCORDS

14. Lorsqu'il est constaté que des lois, réglementations ou procédures administratives sont incompatibles avec les obligations découlant de l'un quelconque des Accords de l'OMC, il y a violation de l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC, qui se lit comme suit:

> "Chaque Membre assurera la conformité de ses lois, réglementations et procédures administratives avec ses obligations telles qu'elles sont énoncées dans les Accords figurant en annexe."

15. Les obligations incombant au défendeur, dont il a été constaté qu'il ne s'était pas mis en conformité, ne semblent pas faire l'objet d'un désaccord entre les parties au présent différend. Lorsqu'il a été constaté qu'une loi, réglementation ou procédure administrative de tel Membre était incompatible avec un Accord de l'OMC, ce Membre a l'obligation de remédier à cette situation.

16. La question juridique dont le présent Groupe spécial est saisi est de savoir si l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC implique, pour le défendeur, une obligation différente ou additionnelle par rapport à l'obligation de se conformer aux rapports adoptés. La Norvège estime qu'il ne s'agit pas ici de savoir si les rapports adoptés sont contraignants pour les Membres qui ne sont pas parties au différend. Les décisions et recommandations ne visent évidemment que les parties au différend.

17. Sur ce point, la Norvège estime que les rapports adoptés de l'Organe d'appel influencent les obligations de *tous* les Membres au titre de l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC – et non seulement les obligations des parties au différend qui fait l'objet des rapports de l'Organe d'appel.

18. La raison tient au fait que, lorsqu'ils adoptent ou maintiennent des lois et réglementations nationales dans les domaines visés par les Accords de l'OMC, les Membres devront tenir compte de l'interprétation juridique des dispositions de ces accords figurant dans les rapports adoptés des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel. Cette obligation s'impose en permanence à tous les Membres. Elle ne découle pas de l'adoption d'un rapport donné, contrairement à ce que les CE semblent faire valoir[4], mais existe depuis l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC. Vu qu'il s'agit d'une obligation permanente, les Membres sont tenus de réexaminer leurs lois, réglementations et procédures administratives, lorsqu'il y a lieu, pour faire en sorte qu'elles soient en permanence conformes à leurs obligations dans le cadre de l'OMC.

19. En tant que telle, l'obligation énoncée à l'article XVI:4 est différente de l'obligation de se conformer à un rapport adopté particulier d'un groupe spécial ou de l'Organe d'appel. L'article XVI:4 implique donc des obligations qui vont au-delà du différend en question. Toutefois, un groupe spécial

[4] Première communication écrite des CE, paragraphe 131.

ne peut examiner que les allégations formulées dans cette affaire particulière et concernant les parties à ce différend particulier.

IV. LA PRATIQUE DE LA RÉDUCTION À ZÉRO EST CONTRAIRE À L'ARTICLE 2.1 ET 2.4 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

4.1 INTRODUCTION

20. Les groupes spéciaux et l'Organe d'appel ont constaté à plusieurs reprises que l'utilisation de la réduction à zéro lorsque la méthode de comparaison "moyenne pondérée à moyenne pondérée" était appliquée pour calculer la marge de dumping dans les enquêtes initiales (appelée "réduction à zéro selon les modèles") était contraire à l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping*.[5] Les États-Unis le reconnaissent mais contestent toutes allégations d'incompatibilité avec les règles de l'OMC quant à l'article 2.1 et 2.4 de l'*Accord antidumping.*[6]

21. La Norvège considère que la prohibition de la réduction à zéro ne se limite pas aux cas de réduction à zéro selon les modèles utilisant la méthode moyenne pondérée à moyenne pondérée prévue à l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping. Conformément à la décision rendue par l'Organe d'appel dans des affaires précédentes, elle constate que la prohibition de toutes les formes de réduction à zéro dans toutes les formes de procédures au titre de l'*Accord antidumping* est fondée sur deux considérations importantes: premièrement, l'existence d'un dumping sera établie pour le "produit dans son ensemble" – ce qui n'est pas le cas lorsque la réduction à zéro est utilisée. Et deuxièmement, la réduction à zéro est contraire à la prescription de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* relative à la "comparaison équitable".

4.2 L'EXISTENCE ET LE MONTANT DU DUMPING DOIVENT ÊTRE DÉTERMINÉS POUR LE PRODUIT DANS SON ENSEMBLE

22. L'Organe d'appel a suivi un raisonnement constant au sujet de la prescription selon laquelle l'existence et le montant du dumping doivent être déterminés pour le produit dans son ensemble. Cependant, comme l'existence d'une telle prescription est contestée entre les parties, la Norvège estime qu'il est pertinent de rappeler le raisonnement juridique sur lequel elle est fondée.

23. Pour la Norvège, le point de départ est qu'il n'y a qu'une seule définition du "dumping" dans l'Accord antidumping et que cette définition est applicable à toutes les procédures au titre de l'*Accord antidumping*.[7]

24. La définition applicable à tous les calculs de marges de dumping dans l'ensemble de l'Accord se trouve à l'article 2.1 de l'*Accord antidumping*, qui se lit comme suit:

> "Aux fins du présent accord, un produit doit être considéré comme faisant l'objet d'un dumping, c'est-à-dire comme étant introduit sur le marché d'un autre pays à un prix inférieur à sa valeur normale, si le prix à l'exportation de ce produit, lorsqu'il est exporté d'un pays vers un autre, est inférieur au prix comparable pratiqué au cours

[5] Voir, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit*, paragraphe 66 et le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphe 117.

[6] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 155 et 156.

[7] Il y a cinq cas dans lesquels les autorités calculent des marges de dumping, à savoir: i) les procédures initiales, ii) les "réexamens aux fins de la fixation des droits" (Accord antidumping, article 9.3), iii) les "réexamens liés à de nouveaux exportateurs" (Accord antidumping, article 9.5), iv) les "réexamens pour changement de circonstances" (Accord antidumping, article 11.2), et v) les "réexamens à l'extinction" (Accord antidumping, article 11.3).

> d'opérations commerciales normales pour le produit similaire destiné à la consommation dans le pays exportateur." (non souligné dans l'original)

25. Dans un certain nombre de dispositions de l'*Accord antidumping*, il est fait référence à "un produit"[8], au "produit"[9] ou à "un produit quelconque"[10], le mot étant employé au singulier, ce qui indique clairement que les comparaisons entre la valeur normale et le prix à l'exportation aux fins du calcul de la marge de dumping se font sur la base de la totalité du produit visé par l'enquête. Il n'y a dans l'Accord aucune référence au calcul de plus d'une marge de dumping pour des sous-catégories du produit ou pour des transactions individuelles concernant le produit. L'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Linge de lit* a indiqué ce qui suit*:*

> "... À notre avis, quelle que soit la méthode utilisée pour calculer les marges de dumping, celles-ci doivent être et ne peuvent être établies que pour l'ensemble du produit visé par l'enquête. ..."[11]

26. Dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux V*, l'Organe d'appel l'a réaffirmé lorsqu'il a déclaré que "le dumping [était] défini par rapport à un produit".[12] Il a ensuite indiqué ce qui suit:

> "... après avoir défini le produit visé par l'enquête, l'autorité chargée de l'enquête doit traiter ce produit dans son ensemble, entre autres aux fins suivantes: détermination du volume des importations faisant l'objet d'un dumping, détermination de l'existence d'un dommage, lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale, et calcul de la marge de dumping. ..."[13] (non souligné dans l'original)

27. Dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, l'Organe d'appel, rappelant ses décisions antérieures, a dit ce qui suit:

> "... le texte de l'article 2.1 de l'Accord antidumping ainsi que le texte de l'article VI:1 du GATT de 1994 … indiquaient clairement que "le dumping [était] défini par rapport à un produit dans son ensemble"".[14]

28. L'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux (article 21:5 – Canada)* a rappelé ce point et a analysé le contexte constitué par les articles 5.8, 6.10 et 9.3 de l'Accord antidumping. Il a été noté que la détermination de l'existence d'un dumping "au titre de l'article 5.8 exige[ait] que l'on procède à une agrégation" des résultats de comparaisons multiples pour établir une marge pour le produit dans son ensemble.[15] En outre, dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, l'Organe d'appel a fondé son raisonnement sur la notion de "produit dans son ensemble".[16]

---

[8] Par exemple, à l'article 2.6.
[9] Par exemple, à l'article 2.2.
[10] Par exemple, à l'article 9.2.
[11] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit*, paragraphe 53.
[12] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphe 93.
[13] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphe 99.
[14] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 126, citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphes 92 et 93. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphes 125, 127 à 129 et 132.
[15] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 105.
[16] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 129.

29. Par ailleurs, il ressort clairement de la disposition de l'article 6.10 de l'Accord antidumping, qui stipule qu'il n'y aura qu'"une marge de dumping individuelle pour chaque exportateur connu ou producteur concerné du produit visé par l'enquête", que la marge de dumping sera calculée pour le produit dans son ensemble. Comme l'Organe d'appel l'a déclaré, cette obligation "renforce[] l'idée que les "marges de dumping" sont le résultat d'une agrégation".[17] La Norvège ajoute que l'article 6.10 s'applique, en vertu de l'article 11.4, aux enquêtes initiales et aux réexamens au titre de l'article 11.

30. À l'article 9.3, il est indiqué que "[l]e montant du droit antidumping ne dépassera pas la marge de dumping déterminée selon l'article 2". La Norvège estime qu'il ressort clairement de ce texte que l'Accord prévoit une seule marge de dumping pour "le produit" pour chaque exportateur pris individuellement. L'Organe d'appel a relevé que l'article 9.3 de l'Accord antidumping "donn[ait] à penser que la marge de dumping [était] le résultat d'une agrégation globale et ne désign[ait] pas les résultats des comparaisons par transaction".[18]

31. Pour les "réexamens liés à de nouveaux exportateurs", l'article 9.5 prévoit également des marges de dumping individuelles pour chaque exportateur du "produit".

32. La Norvège se réfère aussi aux dispositions de l'article VI du GATT, qui est le fondement de l'Accord antidumping et demeure le fondement permettant l'imposition de droits antidumping, lesquels, sans cette disposition, auraient été contraires à la disposition NPF de l'article premier du GATT et à la prohibition de percevoir des droits en dépassement du droit consolidé inscrit dans la liste au titre de l'article II du GATT. La disposition de l'article VI:2 du GATT est libellée comme suit:

> "En vue de neutraliser ou d'empêcher le dumping, toute partie contractante pourra percevoir sur tout produit faisant l'objet d'un dumping un droit antidumping dont le montant ne sera pas supérieur à la marge de dumping afférente à ce produit. Aux fins d'application du présent article, il faut entendre par marge de dumping la différence de prix déterminée conformément aux dispositions du paragraphe premier." (non souligné dans l'original)

33. Il découle de cette disposition, premièrement, que le droit ne peut pas être supérieur à la marge de dumping; deuxièmement, que la marge de dumping est afférente à "ce produit", englobant la totalité du produit; et troisièmement, que la marge doit être calculée conformément aux dispositions spécifiques du paragraphe premier de l'article VI du GATT. (Le paragraphe premier de l'article VI du GATT est analogue à l'article 2.1 de l'Accord antidumping en ce qui concerne le calcul de la marge de dumping.) Rien dans l'article VI du GATT ne permet de calculer plus d'une marge de dumping par produit visé par l'enquête (en provenance de chaque exportateur) et rien ne permet l'imposition de droits calculés sur la base d'une multitude de marges de dumping pour chaque transaction.

34. Eu égard à ce qui précède, il est clair que la marge de dumping doit être calculée pour le produit dans son ensemble dans toutes les procédures au titre de l'*Accord antidumping*.

4.3 LA RÉDUCTION À ZÉRO EST CONTRAIRE À LA PRESCRIPTION SELON LAQUELLE LA MARGE DE DUMPING DOIT ÊTRE CALCULÉE POUR "LE PRODUIT DANS SON ENSEMBLE"

35. Dans plusieurs décisions, l'Organe d'appel a déclaré que le recours à la réduction à zéro fausse le processus d'établissement des marges de dumping et gonfle cette marge pour le produit dans son

[17] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 107.

[18] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 108.

ensemble. Les États-Unis admettent cela pour ce qui est du recours à la réduction à zéro dans des enquêtes initiales lorsque les comparaisons sont effectuées selon la méthode moyenne pondérée à moyenne pondérée.[19] Ils ne l'admettent cependant pour aucun autre type de procédure ou de méthode de comparaison, et la Norvège estime donc qu'il est nécessaire de rappeler les arguments juridiques formulés par l'Organe d'appel à cet égard.

36. Dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, l'Organe d'appel, rappelant ses constatations dans l'affaire *CE – Linge de lit*, a indiqué ce qui suit:

> "Lorsque les autorités chargées de l'enquête utilisent une méthode de réduction à zéro telle que celle qui a été examinée dans l'affaire *CE – Linge de lit* pour calculer une marge de dumping, que ce soit dans le cadre d'une enquête initiale ou à un autre titre, cette méthode aura tendance à gonfler les marges calculées. À part gonfler les marges, une telle méthode pourrait, dans certains cas, transformer une marge de dumping négative en une marge de dumping positive. Comme le Groupe spécial lui-même l'a reconnu dans le présent différend, "la réduction à zéro … peut conduire à une détermination positive de l'existence d'un dumping alors que l'existence d'un dumping n'aurait pas été établie en l'absence de la réduction à zéro". Ainsi, la distorsion inhérente à une méthode de réduction à zéro de ce type peut fausser non seulement l'importance d'une marge de dumping, mais aussi une constatation de l'existence même d'un dumping."[20] (non souligné dans l'original)

37. L'importance de calculer la marge de dumping pour le produit dans son ensemble – et de ne pas utiliser la réduction à zéro dans les cas où le prix à l'exportation dépasse la valeur normale – a été réaffirmée par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux V*, dans laquelle il a indiqué ce qui suit:

> "Nous ne voyons pas très bien comment l'autorité chargée de l'enquête pourrait correctement établir des marges de dumping pour le produit visé par l'enquête dans son ensemble sans agréger *tous* les "résultats" des comparaisons multiples pour *tous* les types de produit."[21]

38. Les affaires susmentionnées concernaient des cas de procédures de réduction à zéro dans le cadre d'enquêtes initiales où la méthode moyenne pondérée à moyenne pondérée était utilisée. Le principe s'applique toutefois de la même façon aux autres formes de réduction à zéro ainsi qu'aux autres formes de procédures. L'Organe d'appel l'a confirmé dans des décisions récentes.

39. En premier lieu, s'agissant des procédures de réduction à zéro dans le cadre de réexamens périodiques, l'Organe d'appel a indiqué ce qui suit dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*:

> "Nous relevons que l'article 9.3 fait référence à l'article 2. Il s'ensuit que, conformément à l'article 9.3 de l'*Accord antidumping* et à l'article VI:2 du GATT de

[19] Voir la première communication écrite des CE, paragraphe 145, et les références aux décisions pertinentes dans la note de bas de page 107. Voir aussi la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 155.

[20] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 135.

[21] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphe 98. (italique dans l'original)

> 1994, le montant des droits antidumping fixés ne dépassera pas la marge de dumping déterminée "pour le produit dans son ensemble"."[22]

40. L'Organe d'appel a ensuite déclaré:

> "… si l'autorité chargée de l'enquête détermine la marge de dumping sur la base de comparaisons multiples faites à un stade intermédiaire, elle est tenue d'agréger les résultats de toutes les comparaisons multiples, y compris celles dans lesquelles le prix à l'exportation dépasse la valeur normale".[23]

41. La prescription de l'article 2.1 de l'*Accord antidumping* imposant d'agréger les résultats de comparaisons multiples pour obtenir une marge de dumping pour le produit dans son ensemble s'applique de la même façon lorsqu'une autorité effectue des comparaisons moyenne pondérée à moyenne pondérée, des comparaisons moyenne pondérée à transaction et des comparaisons transaction par transaction.

42. Dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21:5 – Canada)*, l'Organe d'appel a conclu que la définition des termes "dumping" et "marge de dumping" figurant à l'article 2.1 (et à l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994) s'appliquait aux procédures de réduction à zéro dans lesquelles la méthode de comparaison transaction par transaction était utilisée dans l'enquête initiale. Il a souligné que, s'agissant de l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping, les comparaisons moyenne pondérée à moyenne pondérée et transaction par transaction étaient "des moyens qui se substitu[aient] l'un à l'autre pour établir les "marges de dumping"" et qu'elles "rempliss[aient] la même fonction" sans qu'il y ait de "hiérarchie entre [elles]". Compte tenu de cela, l'Organe d'appel a indiqué ce qui suit:

> "… l'expression "marges de dumping" a le même sens quelle que soit celle des deux méthodes énoncées dans la première phrase de l'article 2.4.2 qui est utilisée pour les établir. Autrement dit, il s'agit d'un concept unitaire et les deux méthodes prévues dans la première phrase de l'article 2.4.2 sont des moyens de le restituer qui se substituent l'un à l'autre".[24]

43. Sur cette base, l'Organe d'appel a déclaré:

> "… il serait illogique d'interpréter la méthode de comparaison transaction par transaction d'une manière qui entraînerait des résultats qui sont systématiquement différents de ceux obtenus avec la méthode moyenne pondérée à moyenne pondérée".[25]

44. Dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, l'Organe d'appel a réaffirmé ce raisonnement, donnant ainsi une interprétation constante des diverses dispositions concernées.[26]

45. S'agissant des réexamens à l'extinction, la Norvège estime qu'il ne serait pas logique et cohérent d'interpréter l'*Accord antidumping* d'une manière qui autoriserait les autorités chargées de l'enquête à appliquer un droit alors que les prescriptions énoncées dans l'Accord antidumping auraient en premier lieu rendu illégale l'imposition de ce droit.

---

[22] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 127.
[23] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 127.
[24] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 89.
[25] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 93.
[26] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphes 119 à 129.

46. Sur la base de ce qui précède, la Norvège estime que les procédures de réduction à zéro sous toutes leurs formes et dans toutes les procédures au titre de l'Accord antidumping sont contraires au principe selon lequel la marge de dumping doit être établie pour le produit dans son ensemble.

4.4 LA RÉDUCTION À ZÉRO EST CONTRAIRE À LA PRESCRIPTION RELATIVE À LA "COMPARAISON ÉQUITABLE" FIGURANT À L'ARTICLE 2.4 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

47. Dans leur première communication écrite, les CE soutiennent que la prescription de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* relative à la "comparaison équitable" est une obligation indépendante et primordiale, qui s'applique non seulement aux enquêtes initiales mais également aux procédures régies par l'article 9.3. Elles font valoir aussi que les méthodes de réduction à zéro utilisées par les États-Unis tant dans les enquêtes initiales que dans des réexamens ultérieurs sont incompatibles avec la prescription relative à la "comparaison équitable".[27] Par contre, les États-Unis estiment que la réduction à zéro n'est pas contraire à la prescription relative à la "comparaison équitable".

48. L'Organe d'appel a, dans plusieurs affaires, constaté que la réduction à zéro était contraire à une "comparaison équitable" entre le prix à l'exportation et la valeur normale.[28] Il a été constaté que "l'utilisation de la réduction à zéro … gonfl[ait] artificiellement l'importance du dumping, si bien que les marges de dumping [étaient] plus élevées et que la détermination positive de l'existence d'un dumping [était] plus probable", et, en outre, qu'"[o]n ne [pouvait] pas dire que cette manière de calculer soit impartiale, équitable ou sans parti pris".[29]

49. Dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, la plus récente, l'Organe d'appel a fait référence à ses décisions antérieures dans son interprétation de l'article 2.4[30] et a dit ce qui suit au sujet de l'application de la prescription concernant la "comparaison équitable" aux réexamens aux fins de la fixation des droits:

> Si les droits antidumping sont fixés sur la base d'une méthode comportant des comparaisons entre le prix à l'exportation et la valeur normale d'une façon qui aboutit au recouvrement auprès des importateurs de droits antidumping qui dépassent le montant de la marge de dumping de l'exportateur ou du producteur étranger, cette méthode ne peut pas alors être considérée comme comportant une "comparaison équitable" au sens de la première phrase de l'article 2.4. Il en est ainsi parce qu'une telle fixation des droits aboutirait au recouvrement auprès des importateurs de droits dépassant la marge de dumping établie selon l'article 2, comme nous l'avons expliqué précédemment.[31]

50. L'Organe d'appel a eu l'occasion d'examiner le "caractère équitable" de la pratique de la réduction à zéro en ce qui concerne les trois méthodes de comparaison et tant les enquêtes initiales que les réexamens aux fins de la fixation des droits. Le message de l'Organe d'appel dans ces affaires est clair: il existe une distorsion inhérente à la méthode de réduction à zéro et cette dernière ne permet pas une "comparaison équitable". La réduction à zéro implique donc une violation de l'article 2.4 de

---

[27] Première communication écrite des CE, paragraphes 159, 176 et 198 et 199.

[28] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit*, paragraphe 55, rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 135, rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 42 et rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 146.

[29] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21.5 – Canada)*, paragraphe 142.

[30] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 146.

[31] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 168.

l'*Accord antidumping.* Rien dans la présente affaire ne constitue une raison de remettre en cause les constatations constantes de l'Organe d'appel à cet égard.

51. Au vu de la jurisprudence claire mentionnée ci-dessus, la Norvège ne voit pas la nécessité de continuer à analyser de manière détaillée l'interprétation de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*.

V. L'ARTICLE 2.4.2 DE L'ACCORD ANTIDUMPING S'APPLIQUE ÉGALEMENT AUX PROCÉDURES DE RÉEXAMEN

5.1 INTRODUCTION

52. Les CE estiment que l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping* s'applique non seulement dans le contexte des enquêtes initiales mais aussi dans le contexte des procédures de réexamen, y compris les réexamens administratifs.[32] Les États-Unis font valoir le contraire en soutenant que les termes exprès de l'article 2.4.2 en limitent l'application aux enquêtes initiales.[33]

53. La Norvège est fermement convaincue que les méthodes prévues à l'article 2.4.2 sont les seules méthodes admissibles, également pour les réexamens aux fins de la fixation des droits. L'article 9.3.1 ne prescrit ni n'autorise une méthode de calcul des marges différente de celles qui sont énoncées à l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping*.

5.2 LES RÉEXAMENS ADMINISTRATIFS DOIVENT ÊTRE CONFORMES AUX PRESCRIPTIONS DE L'ARTICLE 2.4.2 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

54. L'article 9.3.1 ne traite pas la question de la méthode à utiliser pour calculer les marges lors des réexamens aux fins de la fixation des droits. Cette disposition ne dit rien à ce sujet et ne peut donc pas être considérée comme impliquant l'autorisation ou la prohibition d'une méthode particulière.

55. L'article 9.3 (le "texte introductif") dispose bien toutefois que "[l]e montant du droit antidumping ne dépassera pas la marge de dumping déterminée selon l'article 2". La référence à l'article 2 doit être lue comme une référence à l'ensemble de cet article, sans exceptions. Sur cette base, la Norvège estime que l'établissement d'une marge de dumping dans le contexte de l'article 9.3 doit respecter les disciplines de l'article 2, y compris l'article 2.4.2.

56. Comme il est dit plus haut, les États-Unis croient comprendre que l'application de l'article 2.4.2 se limite aux enquêtes initiales. Ils font valoir que l'expression "l'existence de marges de dumping pendant la phase d'enquête ..." implique que cette disposition n'est pas applicable aux réexamens aux fins de la fixation des droits visés à l'article 9.3.1.[34]

57. La Norvège estime qu'une interprétation correcte des termes de l'article 2.4.2, lus dans leur contexte et à la lumière de l'objet et du but du traité, conduit à un résultat différent. En premier lieu, le sens ordinaire du terme "investigation" (enquête) ne renvoie pas seulement au type d'examen effectué dans une enquête initiale … Dans leur première communication écrite, les CE font référence à la manière dont ce terme est défini dans The New Shorter Oxford English Dictionary: "the action or process of investigating; a systematic inquiry; a careful study of a particular subject" (l'action ou le processus consistant à mener une enquête; une demande systématique de renseignements; une étude minutieuse d'un sujet particulier).[35] La Norvège estime qu'il existe différents types d'examens réalisés

[32] Première communication écrite des CE, paragraphes 212 et 223.
[33] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 99.
[34] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 99.
[35] Première communication écrite des CE, paragraphe 213 et note de bas de page 152.

pendant les procédures conformément à l'Accord antidumping qui répondent à cette définition, y compris la fixation du montant du droit antidumping dont il est question à l'article 9.3.1.

58. La Norvège soutient qu'en outre, le contexte ainsi que l'objet et le but du traité indiquent que l'article 2.4.2 n'est pas limité aux enquêtes initiales. L'article 2 est la seule disposition de l'Accord qui traite de la "détermination de l'existence d'un dumping" et l'article 2.4.2 est la seule disposition de l'Accord traitant du mode de calcul des marges de dumping.[36] Si l'on interprétait l'article 2.4.2 de manière à limiter son application aux enquêtes initiales, on dirait implicitement qu'il n'y a aucun détail s'agissant des méthodes à appliquer pour déterminer des marges de dumping dans les réexamens et, par conséquent, aucune "sécurité ou prévisibilité" du système. Cela supprimerait aussi de fait les "droits à une procédure régulière" pour l'exportateur. Un tel résultat serait – de l'avis de la Norvège – manifestement absurde et contraire à l'objet et au but du traité. Il n'est pas possible de conclure qu'il appartient à chaque Membre de choisir comment calculer les marges de dumping. Cela pourrait aboutir à 151 méthodes différentes et 151 résultats différents.

59. D'après un principe général du droit international public, lorsqu'un traité peut donner lieu à deux interprétations différentes, celle qui permet au traité de produire les effets voulus devrait être adoptée. Pour reprendre les termes de la Commission du droit international:

> "Lorsqu'un traité est susceptible de deux interprétations, dont l'une permet et l'autre ne permet pas qu'il produise les effets voulus, la bonne foi et la nécessité de réaliser le but et l'objet du traité exigent que la première de ces deux interprétations soit adoptée."[37]

60. D'après la Norvège, cela exige que nous adoptions une interprétation de l'expression "phase d'enquête" figurant à l'article 2.4.2 qui fasse en sorte qu'il y ait des méthodes convenues applicables également aux réexamens, et non une interprétation qui permettrait "une liberté pour tous", faisant du choix d'une méthode "un trou noir". La Norvège se réfère à nouveau à l'objet et au but de l'Accord sur l'OMC, qui sont, entre autres choses, d'établir un système commercial multilatéral fondé sur des règles pour assurer la sécurité et la prévisibilité des relations commerciales des Membres.[38] À défaut d'une telle interprétation, les marges calculées sur la base des mêmes ventes peuvent varier énormément d'un Membre à l'autre, privant les exportateurs de la sécurité et de la prévisibilité.

61. Sans entrer dans une critique détaillée de tous les arguments en matière d'interprétation avancés par les États-Unis, la Norvège estime que le principe de l'"effet utile" mentionné ci-dessus ainsi que l'objet et le but de l'*Accord sur l'OMC*, du *GATT de 1994* et de l'*Accord antidumping* impliquent *tous* que l'article 2.4.2 doit être interprété comme s'appliquant à toutes les enquêtes – y compris celles qui sont menées aux fins de l'établissement de marges de dumping lors de réexamens.

VI. RÉEXAMENS À L'EXTINCTION

62. L'Organe d'appel a déclaré antérieurement que toutes les marges de dumping déterminées dans les réexamens à l'extinction effectués en vertu de l'article 11.3 devaient être conformes aux disciplines de l'article 2.4. Si les marges sont calculées au moyen d'une méthode qui est incompatible avec l'article 2.4, cela pourrait entraîner une incompatibilité non seulement avec l'article 2.4, mais aussi avec l'article 11.3.[39] "Dans ces circonstances, "la détermination de la probabilité [d'un dumping]

---

[36] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 127.

[37] Annuaire de la Commission du droit international, 1966, vol. II, page 239.

[38] Voir la première phrase de l'article 3:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

[39] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphes 127 et 130.

... ne pouvait pas constituer un fondement approprié pour le maintien des droits antidumping au titre de l'article 11.3"."[40]

63. La Norvège relève que l'Organe d'appel a confirmé que cela s'appliquait également dans les cas où l'autorité chargée de l'enquête se fondait sur des marges calculées (en utilisant la réduction à zéro) pendant des réexamens périodiques. Dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, l'Organe d'appel a déclaré que comme il avait été constaté que la réduction à zéro était incompatible, en tant que telle, avec l'article 2.4 et l'article 9.3, et que les déterminations de la probabilité d'un dumping dans les réexamens à l'extinction en cause dans ladite affaire étaient fondées sur des marges de dumping calculées d'une manière incompatible avec l'*Accord antidumping*, elles étaient incompatibles avec l'article 11.3 du même accord.

64. Une marge calculée au moyen de la réduction à zéro ne peut donc jamais être le fondement de la détermination établie par une autorité au sujet de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira.

65. Les États-Unis font valoir que le Groupe spécial devrait rejeter l'allégation des CE car celles-ci n'ont pas démontré qu'un calcul effectué sans réduction à zéro donnerait des marges nulles ou *de minimis*.[41]

66. Il s'agit d'une interprétation incorrecte de l'obligation incombant à l'autorité chargée de l'enquête en vertu de l'article 11.3 de l'*Accord antidumping.* Cet article exige que l'autorité chargée de l'enquête établisse une détermination motivée. Comme l'Organe d'appel l'a indiqué, une détermination de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira fondée sur une constatation de l'existence d'un dumping, lorsque la marge de dumping a été calculée au moyen de la réduction à zéro, ne peut pas être considérée comme une détermination motivée. Il suffit qu'il y ait violation de l'article 11.3 pour que les CE présentent des éléments *prima facie* montrant que la détermination est viciée. Il n'est pas nécessaire que les CE, ni que le présent Groupe spécial, établissent la détermination correcte pour les États-Unis. Le rôle du Groupe spécial est d'examiner les déterminations effectivement faites par les États-Unis. Le rôle d'un groupe spécial n'est pas de refaire l'enquête ni d'établir ses propres déterminations.

VII. CONCLUSION

67. La Norvège a l'honneur de demander au Groupe spécial d'examiner attentivement les faits présentés par les parties au présent différend à la lumière des arguments qu'elle présente, afin d'assurer une interprétation correcte et constante de l'*Accord antidumping*.

[40] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 183, faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 130.

[41] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 154.

ANNEXE B-4

COMMUNICATION ÉCRITE DU TERRITOIRE DOUANIER DISTINCT DE TAIWAN, PENGHU, KINMEN ET MATSU EN TANT QUE TIERCE PARTIE

TABLE DES MATIÈRES

Page

INTRODUCTION **47**

ARGUMENTS **48**

La définition du mot "dumping" figurant à l'article VI:1 du GATT de 1994 et à l'article 2.1 de l'*Accord antidumping* s'applique dans tout l'*Accord* **48**

L'existence d'un dumping et de marges de dumping doit être déterminée en relation avec le produit dans son ensemble **48**

Le terme "enquête" employé à l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping* ne fait pas exclusivement référence aux "enquêtes initiales" **48**

L'article 2.4 impose aux Membres l'obligation générale de procéder à une "comparaison équitable" **49**

La fixation des droits antidumping sera fondée sur la marge de dumping déterminée selon l'article 2 de l'*Accord* **50**

L'application de la méthode de réduction à zéro est incompatible avec les règles de l'OMC dans toutes les procédures antidumping **50**

CONCLUSION **51**

INTRODUCTION

1. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu (ci-après dénommé "TPKM"), en tant que tierce partie à la présente procédure, remercie le Groupe spécial de lui avoir donné la possibilité de présenter ses vues sur la question de la réduction à zéro.

2. La question dont le Groupe spécial est saisi dans le présent différend est de savoir si l'application de la réduction à zéro dans les 52 procédures antidumping concernant les 18 produits spécifiques mentionnés par les Communautés européennes est incompatible avec les articles 2.1, 2.4, 2.4.2, 9.3, 11.1, 11.2 et 11.3 de l'*Accord antidumping* et les articles VI:1, VI:2 et XVI:4 du GATT de 1944.

3. Dans leur première communication écrite, les Communautés européennes ont clairement indiqué comment les États-Unis incorporaient la méthode de réduction à zéro dans leurs déterminations dans les enquêtes initiales, les réexamens administratifs et les réexamens à l'extinction. La question fondamentale dans la présente procédure en ce qui concerne toutes ces déterminations consiste donc à savoir si l'utilisation de la méthode de réduction à zéro fausse de manière inadmissible le calcul de la marge de dumping sur la base de laquelle l'existence d'un dumping est déterminée et les droits sont fixés ultérieurement.

4. Le TPKM axera sa communication sur la raison pour laquelle la méthode de réduction à zéro telle qu'elle est appliquée dans les procédures antidumping est incompatible avec l'*Accord antidumping* et les dispositions pertinentes de l'OMC. La présente communication portera sur les points suivants:

1) La définition du mot "dumping" donnée à l'article VI:1 du GATT de 1994 et à l'article 2.1 s'applique dans tout l'*Accord antidumping*.

2) Conformément à l'article 2.1 de l'*Accord antidumping* et à l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994, le dumping et les marges de dumping doivent être définis en relation avec le produit visé par l'enquête dans son ensemble.

3) Le terme "enquête" employé à l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping* ne fait pas exclusivement référence aux "enquête initiales" effectuées au titre de l'article 5 de l'*Accord antidumping*.

4) L'article 2.4 de l'*Accord antidumping* prescrit que les Membres procèdent à une "comparaison équitable" lorsqu'ils font une détermination de l'existence d'un dumping dans une procédure antidumping.

5) Les droits antidumping fixés ne dépasseront pas la marge de dumping établie conformément à l'article 2.4 et 2.4.2 de l'*Accord antidumping.*

6) L'utilisation de la méthode de réduction à zéro fausse les marges de dumping et rend *toute* détermination de l'existence d'un dumping fondée sur cette méthode incompatible avec les règles de l'OMC.

ARGUMENTS

La définition du mot "dumping" figurant à l'article VI:1 du GATT de 1994 et à l'article 2.1 de l'*Accord antidumping* s'applique dans tout l'*Accord*

5. L'article 2.1 de l'*Accord antidumping* reprend la définition du mot "dumping" qui figure à l'article VI:1 du GATT de 1994 et précise que cette définition s'applique "[a]ux fins du présent accord". Le TPKM est donc d'avis que dans aucune détermination de l'existence d'un "dumping", et aucune procédure antidumping il n'est admissible d'établir une marge de dumping sans se référer aux différentes prescriptions de l'article 2.

6. Par exemple, l'Organe d'appel a dit dans les affaires *États-Unis – Réduction à zéro (CE)* et *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)* que "la marge de dumping déterminée pour un exportateur ou un producteur étranger fait office de plafond s'agissant du montant total des droits antidumping".[1] Cela signifie que les prescriptions de l'article 2 doivent être respectées lors de l'établissement de la marge de dumping dans un réexamen aux fins de la fixation des droits. Le TPKM note que l'article 9.3 prévoit expressément que le montant des droits ne dépassera pas la marge de dumping déterminée selon les règles énoncées à l'article 2.

L'existence d'un dumping et de marges de dumping doit être déterminée en relation avec le produit dans son ensemble

7. Tant l'article VI:1 du GATT de 1994 que l'article 2.1 de l'*Accord antidumping* définissent le dumping par rapport à "un produit". L'article 2.1 précise que la détermination de l'existence d'un dumping est fondée sur une comparaison entre "le prix à l'exportation [du] produit" et "[le] prix comparable ... pour le produit similaire". Par conséquent, ces textes prescrivent expressément que l'existence d'un dumping et de marges de dumping soit déterminée pour le produit dans son ensemble.

8. L'Organe d'appel a constaté que "[l]'existence d'un "dumping", au sens de l'*Accord antidumping*, ne [pouvait] donc être constatée que pour le produit visé par l'enquête dans son ensemble et ne [pouvait] pas être constatée uniquement pour un type, un modèle ou une catégorie de ce produit".[2] Il a constaté de façon constante que le recours à la réduction à zéro d'une manière qui ne tenait pas pleinement compte des prix effectifs de toutes les transactions à l'exportation était incompatible avec l'*Accord antidumping*.[3]

Le terme "enquête" employé à l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping* ne fait pas exclusivement référence aux "enquêtes initiales"

9. Contrairement à l'interprétation des États-Unis, le TPKM est d'avis, comme il l'a dit dans sa communication en tant que tierce partie dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, WT/DS294, que le terme "enquête" tel qu'il est employé à l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping* ne

[1] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Lois, réglementations et méthode de calcul des marges de dumping (réduction à zéro)*, paragraphe 130, WT/DS294/AB/R; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures relatives à la réduction à zéro et aux réexamens à l'extinction*, paragraphe 155, WT/DS322/AB/R.

[2] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Détermination finale de l'existence d'un dumping concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada*, paragraphe 93, WT/DS264/AB/R.

[3] Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde*, paragraphe 55, WT/DS141/AB/R. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Détermination finale de l'existence d'un dumping concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada*, WT/DS264/AB/R; le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Lois, réglementations et méthode de calcul des marges de dumping ("réduction à zéro")*, WT/DS294/AB/R; et le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures relatives à la réduction à zéro et aux réexamens à l'extinction*, WT/DS322/AB/R.

fait pas exclusivement référence aux "enquêtes initiales" menées conformément à l'article 5 de *l'Accord antidumping*.

10. Il convient de noter que l'*Accord antidumping* ne contient aucune définition du terme "enquête", bien que ce terme soit employé dans de nombreuses dispositions de l'*Accord*. Toutefois, ce terme n'a pas la même signification toutes les fois qu'il apparaît dans l'*Accord*. Alors que dans certaines dispositions, il doit être interprété de façon étroite comme désignant uniquement les "enquêtes initiales", dans d'autres cas, il a un sens plus large et englobe les enquêtes initiales ainsi que les procédures de fixation des droits et de réexamen.

11. Par exemple, l'article 6.8, qui se rapporte à l'utilisation de données de fait disponibles, fait référence au terme "enquête". Or, il est admis que l'utilisation de données de fait disponibles ne se limite pas aux "enquêtes initiales". De fait, en ce qui concerne l'article 6, l'article 11.4 de l'*Accord* dispose expressément que les dispositions de l'article 6 concernant les éléments de preuve et la procédure s'appliqueront à tout "réexamen" effectué au titre de cet article, c'est-à-dire l'article 11. L'existence de ce renvoi étaye le point de vue selon lequel le terme "enquête" peut désigner des procédures autres que les "enquêtes initiales". Toute interprétation contraire aurait pour résultat absurde, par exemple, que l'article 6.8 ne serait pas applicable aux procédures de fixation des droits visées à l'article 9.

12. Le TPKM est d'avis que le terme "enquête" doit être interprété à la lumière de son contexte spécifique. Même s'ils ont des buts différents, tous les types de procédures antidumping comportent le même genre d'enquête sur les prix et les coûts visant à déterminer et à mesurer l'existence d'un dumping. À cet égard, le but de l'article 2 serait compromis si, avec l'article 2.4 et 2.4.2, cette disposition n'était pas applicable d'une manière générale aux réexamens aux fins de la fixation des droits et aux réexamens à l'extinction. Par conséquent, le TPKM estime que les dispositions de l'article 2 sont applicables non seulement aux enquêtes initiales mais aussi aux réexamens aux fins de la fixation des droits et à d'autres réexamens.

L'article 2.4 impose aux Membres l'obligation générale de procéder à une "comparaison équitable"

13. L'article 2.4 de l'*Accord antidumping* établit l'obligation fondamentale selon laquelle "[i]l sera procédé à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale".[4] Cette comparaison équitable est le seul moyen admissible de déterminer ou de mesurer l'existence d'un dumping au titre de l'*Accord antidumping*.

14. De plus, la prescription de l'article 2.4 relative à la comparaison équitable ne s'applique pas seulement à certains types de comparaisons intermédiaires servant à déterminer les marges de dumping; elle s'applique en fait chaque fois que des marges de dumping sont calculées, quelle que soit la manière dont les comparaisons sont effectuées. Comme l'Organe d'appel l'a dit dans l'affaire *États-Unis – Acier traité contre la corrosion*, "au cas où les autorités chargées de l'enquête choisiraient de s'appuyer sur des marges de dumping pour établir leur détermination de la probabilité, le calcul de ces marges doit être conforme aux disciplines énoncées à l'article 2.4. Nous ne voyons pas d'autres dispositions dans l'*Accord antidumping* en vertu desquelles les Membres peuvent calculer des marges de dumping".[5]

[4] Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde*, paragraphe 59, WT/DS141/AB/R.

[5] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon*, paragraphe 127, WT/DS244/AB/R.

15. Pour s'acquitter de l'obligation de procéder à une "comparaison équitable" entre des prix à l'exportation et une valeur normale, l'autorité chargée de l'enquête doit prendre pleinement en compte les prix de toutes les transactions à l'exportation pertinentes. Pour qu'il y ait une "comparaison équitable" au titre de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*, la comparaison doit être effectuée d'une manière objectivement "équitable", c'est-à-dire juste et équilibrée. La comparaison ne peut pas préjuger du résultat ni avoir tendance à produire un résultat plutôt qu'un autre. Pour cette raison, l'article 2.4 implique l'obligation indépendante de déterminer la marge de dumping pertinente au moyen d'une méthode de comparaison équitable qui prend pleinement en compte la totalité des prix effectifs de toutes les ventes des produits visés par l'enquête. L'autorité chargée de l'enquête ne peut pas simplement écarter ni ajuster les prix de certaines transactions dans son calcul de la marge de dumping globale.

La fixation des droits antidumping sera fondée sur la marge de dumping déterminée selon l'article 2 de l'*Accord*

16. L'article 9.3 de l'*Accord antidumping*, qui détermine les règles applicables aux procédures de fixation des droits, prévoit que "[l]e montant du droit antidumping ne dépassera pas la marge de dumping déterminée selon l'article 2". L'Organe d'appel a réitéré cette prescription en disant que "la marge de dumping déterminée pour un exportateur ou un producteur étranger fai[sait] office de *plafond* s'agissant du montant total des droits antidumping".[6] Un lien sans ambiguïté est ainsi créé entre le droit antidumping imposé, réévalué ou recouvré et les disciplines de l'article 2 régissant le calcul des marges de dumping. L'article 9.3 fait donc expressément référence à l'article 2 et prescrit l'application de l'article 2 aux procédures de fixation des droits. Il s'ensuit que lorsqu'elles calculent les marges de dumping dans ces procédures, les autorités chargées de l'enquête doivent le faire d'une manière conforme aux règles de l'article 2, y compris, naturellement l'article 2.4 et 2.4.2.[7] En d'autres termes, toute détermination de marges de dumping dans un réexamen aux fins de la fixation des droits doit être pleinement conforme aux prescriptions de l'article 2.4 et 2.4.2.

L'application de la méthode de réduction à zéro est incompatible avec les règles de l'OMC dans toutes les procédures antidumping

17. Dans le cadre de la méthode de réduction à zéro, les prix de certaines transactions à l'exportation ne sont pas pleinement pris en compte dans la détermination de la marge de dumping globale pour le produit dans son ensemble. Dans ces circonstances, la marge cesse de refléter fidèlement la marge de dumping dans son ensemble et, au lieu de cela, est indûment fondée sur les prix d'une partie ou catégorie particulière de ce produit. Il en résulte que les marges de dumping sont systématiquement gonflées. Une telle comparaison ne constitue pas une base "équitable" pour déterminer l'existence d'un dumping ou mesurer les marges de dumping pour le produit dans son ensemble comme le prescrivent l'article 2.4 et 2.4.2 de l'*Accord antidumping* ainsi que l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994.

---

[6] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Lois, réglementations et méthode de calcul des marges de dumping ("réduction à zéro")*, paragraphe 130, WT/DS294/AB/R; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures relatives à la réduction à zéro et aux réexamens à l'extinction*, paragraphe 155, WT/DS322/AB/R.

[7] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon*, paragraphe 135, WT/DS244/AB/R.

18. Dans la pratique incriminée des États-Unis, l'USDOC a déterminé l'existence d'un dumping dans les enquêtes initiales au moyen de la méthode de réduction à zéro (appelée réduction à zéro "selon les modèles"). Dans les réexamens administratifs ultérieurs, la marge de dumping a également été déterminée au moyen de la réduction à zéro lors de l'agrégation des résultats des comparaisons transaction à moyenne. Dans les procédures de réexamen à l'extinction, l'USDOC s'est fondé soit sur les marges de dumping calculées dans l'enquête initiale soit sur un réexamen ultérieur aux fins de la fixation des droits, la réduction à zéro étant utilisée dans les deux cas, pour déterminer s'il était probable que le dumping subsisterait ou se reproduirait. Les conséquences possibles de cette approche comprennent la constatation erronée de l'existence même d'un dumping, l'imposition et le recouvrement de droits antidumping excessifs ainsi que le maintien indu de mesures antidumping dans les réexamens à l'extinction.

19. L'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier traité contre la corrosion* a relevé que "[l]orsque les autorités chargées de l'enquête utilis[aient] une méthode de réduction à zéro telle que celle qui [avait] été examinée dans l'affaire *CE - Linge de lit* pour calculer une marge de dumping, que ce soit dans le cadre d'une enquête initiale ou à un autre titre, cette méthode aura[it] tendance à gonfler les marges calculées".[8] Il a également dit qu'il y avait une "distorsion inhérente à une méthode de réduction à zéro". Cette distorsion "pourrait, dans certains cas, transformer une marge négative en une marge de dumping positive" et peut donc "fausser non seulement l'importance d'une marge de dumping, mais aussi [donner lieu à] une constatation de l'existence même d'un dumping".[9] Il est donc clair que l'utilisation de la méthode de réduction à zéro est incompatible avec les prescriptions de l'article 2.4 et 2.4.2, non seulement dans les enquêtes initiales mais aussi dans d'autres procédures comme les réexamens administratifs et les réexamens à l'extinction.

20. Par conséquent, toute détermination établie dans le cadre d'une enquête initiale, d'un réexamen aux fins de la fixation des droits ou d'un réexamen à l'extinction qui est fondée sur des marges de dumping incorporant la méthode de réduction à zéro peut être contraire non seulement à l'article 2.4 et 2.4.2 de l'*Accord antidumping* et à l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994, mais aussi aux articles 2.1, 9.3, 11.1, 11.2 et 11.3 de l'*Accord antidumping*.

CONCLUSION

21. Pour les raisons exposées plus haut, le TPKM estime que, conformément aux constatations des groupes spéciaux antérieurs et de l'Organe d'appel dans des affaires analogues dans lesquelles il a été constaté que la méthode de réduction à zéro "en tant que telle" et "telle qu'appliquée" était incompatible avec l'*Accord antidumping*, l'application par les États-Unis de la méthode de réduction à zéro dans toutes les phases de leurs enquêtes et réexamens de mesures antidumping, y compris les déterminations citées par les Communautés européennes, est incompatible avec l'*Accord antidumping* à la lumière des articles 2.1, 2.4 et 2.4.2, 9.3, 11.1, 11.2 et 11.3, ainsi que de l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1944.

[8] Ainsi que l'Organe d'appel l'a noté et confirmé, "le membre de phrase introductif de l'article 2.1 – "Aux fins du présent accord" – indique que la définition du "dumping" énoncée à l'article 2.1 s'applique à l'ensemble de l'Accord, y compris évidemment à l'article 2.4.2". Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Détermination finale de l'existence d'un dumping concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada*, paragraphe 93, WT/DS264/AB/R.

[9] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon*, paragraphe 135, WT/DS244/AB/R.

22. En vue d'assurer la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral, le TPKM invite le Groupe spécial à constater que, conformément aux constatations antérieures de l'Organe d'appel, le recours à la réduction à zéro, que ce soit dans le cadre d'enquêtes ou de réexamens, et quel que soit le type de comparaison utilisé, est incompatible avec l'*Accord antidumping* et les dispositions de l'OMC, et devrait être éliminé une fois pour toutes de tous les types de procédures antidumping.

ANNEXE B-5

COMMUNICATION ÉCRITE DE LA THAÏLANDE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

1. La Thaïlande se félicite de pouvoir participer à la présente procédure et présenter ses vues au Groupe spécial dans la présente communication écrite.

2. La Thaïlande a réservé son droit de participer en tant que tierce partie à la présente procédure au titre de l'article 10:2 du *Mémorandum d'accord sur le règlement des différends* parce qu'elle est préoccupée par le recours persistant des États-Unis à la "réduction à zéro" dans les types de procédures de réexamen aux fins de la fixation des droits et de réexamen à l'extinction mis en cause devant le présent Groupe spécial. À son avis, le recours à la réduction à zéro dans *quelque* circonstance *que ce soit* est incompatible aussi bien avec l'esprit qu'avec le fond de l'article VI du *GATT de 1994* et de l'*Accord antidumping*. En effet, le recours à la réduction à zéro crée artificiellement des marges de dumping là où aucune n'aurait été constatée autrement ou, à tout le moins, gonfle artificiellement les marges de dumping tant dans les enquêtes antidumping initiales que dans les réexamens périodiques des marges de dumping.

3. La Thaïlande souscrit d'une manière générale aux arguments avancés par les Communautés européennes dans leur première communication écrite dans le présent différend concernant l'incompatibilité de l'utilisation de la réduction à zéro dans les mesures contestées avec l'*Accord antidumping*. Elle ne répétera pas ces arguments. Au lieu de cela, elle rappellera simplement au Groupe spécial que dans les décisions qu'il a rendues à ce jour sur la question de la réduction à zéro, l'Organe d'appel a pris en compte, d'une manière constante et cohérente, les nombreux arguments différents qui lui avaient été présentés dans chaque différend, de l'affaire *CE – Linge de lit* à la plus récente, l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*. Pour résumer, l'Organe d'appel a été d'avis que chaque fois que l'autorité chargée de l'enquête utilisait des comparaisons intermédiaires entre des sous-groupes de prix à l'exportation et de valeurs normales - qu'elles soient effectuées modèle par modèle, transaction par transaction ou sur toute autre base - afin d'obtenir la marge de dumping globale pour le produit considéré, elle ne pouvait pas, en agrégeant ces comparaisons intermédiaires, "réduire à zéro" les résultats de certaines de ces comparaisons.

4. La Thaïlande estime que ce principe a été pleinement et correctement argumenté par l'Organe d'appel et s'applique pareillement et en totalité aux questions dont le Groupe spécial est saisi en l'espèce. Elle fait observer que le système de règlement des différends vise à assurer la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral. Toute dérogation de la part du Groupe spécial aux principes énoncés par l'Organe d'appel dans ses rapports antérieurs risque de porter atteinte à la sécurité et à la prévisibilité du système commercial multilatéral et, spécifiquement, au système de règlement des différends.[1]

5. Dans leur première communication écrite, les États-Unis n'ont pas fourni au Groupe spécial de motif juridique convaincant pour s'écarter du raisonnement de l'Organe d'appel dans ses décisions antérieures sur la question de la réduction à zéro. La Thaïlande traitera brièvement certains des points soulevés par les États-Unis.

[1] Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 188 ("suivre les conclusions de l'Organe d'appel dans des différends précédents n'est pas seulement approprié, mais c'est ce que l'on attend des groupes spéciaux, en particulier dans les cas où les questions sont les mêmes").

A. DUMPING PAR TRANSACTION

6. Premièrement, les États-Unis ont tort de laisser entendre que le dumping – au sens du GATT de 1994 ou de *l'Accord antidumping* – "peut se produire au cours d'une transaction unique".[2] Ils invoquent le rapport de 1960 du Groupe d'experts à l'appui de cette affirmation. Ils omettent cependant de noter que le Groupe d'experts a souligné qu'une détermination de l'existence *à la fois d'un dumping et d'un dommage* devait être établie pour chaque importation.[3] Dans une telle situation, il y aurait symétrie entre l'ensemble des marchandises pour lesquelles la détermination de l'existence d'un dumping et de l'existence d'un dommage aurait été faite et, par conséquent, les déterminations pourraient aussi être considérées comme ayant été faites pour le même "produit". Toutefois, le Groupe d'experts a relevé qu'"il [était] évident que cette méthode [était] inapplicable dans la pratique, notamment en ce qui concerne le préjudice", et il a en fait envisagé que ces déterminations seraient faites sur la base plus large d'un produit "présélectionné"". Par conséquent, l'invocation par les États-Unis du rapport du Groupe d'experts à l'appui de l'utilisation de la réduction à zéro est injustifiée.

7. De plus, les mesures antidumping peuvent uniquement être imposées à l'encontre de marchandises faisant l'objet d'un dumping dont il est constaté qu'elles causent ou menacent de causer un dommage à la branche de production nationale. Des mesures ne peuvent donc pas être imposées à moins qu'il n'y ait symétrie entre l'ensemble des marchandises dont il est constaté qu'elles font l'objet d'un dumping et l'ensemble des marchandises dont il est constaté qu'elles causent un dommage. L'interprétation des États-Unis permettrait un examen du dumping par transaction, sans qu'il soit exigé que l'existence d'un dommage soit déterminée sur la même base. Même au stade des procédures de réexamen, cela affecterait le principe fondamental de l'article VI du GATT de 1994 selon lequel le dumping est condamnable uniquement s'il cause ou menace de causer un dommage important.

B. SYSTÈMES DE LA VALEUR NORMALE PROSPECTIVE

8. La Thaïlande conteste également l'argument des États-Unis selon lequel l'interprétation par les Communautés européennes de l'article 9.3 comme prescrivant une détermination des marges pour le produit dans son ensemble est incompatible avec l'existence des systèmes de fixation des droits fondés sur la valeur normale prospective. Elle ne voit entre les systèmes de fixation des droits fondés sur la valeur normale prospective et les systèmes rétrospectifs de fixation des droits aucune différence ayant une incidence quelconque sur la question de savoir si la réduction à zéro est compatible avec l'*Accord antidumping*.

9. Dans le cadre d'un système de fixation des droits fondé sur la valeur normale prospective, à la suite d'une enquête, dans laquelle le recours à la réduction à zéro n'est pas autorisé, l'autorité utilise la marge de dumping établie dans l'enquête pour fixer une valeur normale prospective. Les importateurs doivent acquitter un droit égal à la différence entre le prix à l'exportation et la valeur normale prospective sur toutes les transactions ultérieures effectuées à un prix inférieur à cette valeur normale. Les importateurs n'ont rien à payer sur les importations dont le prix est supérieur à la valeur normale prospective. Dans le cadre de ce système, le montant versé, le cas échéant, au moment de l'importation est fondé sur la marge établie par l'autorité lors de l'enquête initiale, et ne correspond pas à une marge de dumping effective pour une transaction particulière. Les États-Unis (et le Groupe spécial *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)* qu'ils citent) affirment à tort que dans un système de la

[2] Voir la première communication écrite des États-Unis d'Amérique, 12 septembre 2007, paragraphes 84 et suivants ("communication des États-Unis").

[3] Voir la communication des États-Unis, paragraphe 86, citant *Droits antidumping et droits compensateurs*, deuxième rapport du Groupe d'experts, 27 mai 1960, L/1141, IBDD, S9/204, paragraphe 7 ("Groupe d'experts").

valeur normale prospective, le droit à acquitter est définitif au moment de l'importation.[4] En réalité, dans un système de la valeur normale prospective, le montant du droit à acquitter peut ne pas être définitif avant l'achèvement d'un réexamen en vue d'un remboursement effectué conformément à l'article 9.3.2 de l'*Accord antidumping*.[5]

10. Dans le cadre d'un système rétrospectif, comme celui des États-Unis, l'autorité chargée de l'enquête utilise la marge de dumping établie pendant l'enquête, dans laquelle la réduction à zéro n'est pas non plus autorisée, pour établir un taux *ad valorem* qui sera appliqué à toutes les importations afin de recouvrer des droits estimatifs au moment de l'importation. Comme dans les systèmes de la valeur normale prospective, le montant versé au moment de l'importation est fondé sur la marge établie par l'autorité dans l'enquête initiale et ne correspond pas à une marge de dumping effective pour une transaction donnée. Toujours comme dans les systèmes de la valeur normale prospective, le montant final du droit à acquitter peut ne pas être déterminé avant l'achèvement d'un réexamen, effectué en l'occurrence conformément à l'article 9.3.1 de l'*Accord antidumping*.

11. La seule différence de fond entre les systèmes de la valeur normale prospective et les systèmes rétrospectifs tient donc au fait que dans les systèmes de la valeur normale prospective, le montant des droits antidumping à acquitter au moment de l'importation est limité au montant à concurrence duquel le prix est inférieur à la valeur normale prospective cible et au fait que le montant final à acquitter est plafonné au niveau de ce montant. Dans un système rétrospectif, l'importateur doit acquitter des droits estimatifs au moment de l'importation même pour les ventes pour lesquelles le prix à l'exportation pourrait dépasser la valeur normale et, de plus, le montant qu'il doit acquitter n'est pas plafonné au niveau de ce montant mais pourrait ultérieurement être majoré dans un réexamen au titre de l'article 9.3.1.

12. Les arguments fondés sur les systèmes de la valeur normale prospective que les États-Unis avancent pour étayer leur position selon laquelle la réduction à zéro est admissible dans les réexamens dans le cadre de leur système rétrospectif comportent deux défauts fondamentaux. Premièrement, les États-Unis comparent à tort ce qui se passe *dans leurs réexamens* au titre de l'article 9.3.1 avec ce qui se passe *au moment de l'importation* dans les systèmes de la valeur normale prospective. Or ce qu'il conviendrait de comparer ce seraient les réexamens effectués au titre de l'article 9.3.1 dans les systèmes rétrospectifs et les réexamens effectués au titre de l'article 9.3.2 dans les systèmes de la valeur normale prospective. Les deux types de réexamens doivent être effectués conformément à l'article 2 et doivent donc déterminer une marge de dumping pour le "produit" et non pour des transactions individuelles, et ils doivent être fondés sur une comparaison équitable au sens de l'article 2.4. En d'autres termes, l'utilisation de la réduction à zéro n'est autorisée dans aucun des deux types de réexamen.

13. Deuxièmement, la Thaïlande ne comprend pas comment, du point de vue tant de l'interprétation textuelle que de la logique, l'existence d'un plafond pour le montant devant être

[4] Communication des États-Unis, paragraphe 140.

[5] La possibilité de demander un réexamen au titre de l'article 9.3.2 pour déterminer si un remboursement est dû en ce qui concerne des importations déjà effectuées signifie que, contrairement aux vues des États-Unis, les systèmes de la valeur normale prospective incluent déjà un élément "rétrospectif". Dans la pratique, les réexamens sont moins fréquents dans les systèmes de la valeur normale prospective que dans les systèmes rétrospectifs pour les raisons suivantes : i) il est moins probable que les importateurs demanderont des réexamens dans le cadre des systèmes de la valeur normale prospective lorsque le montant du droit qu'ils devaient acquitter au moment de l'importation était déjà plafonné et, peut-être surtout, ii) au moins dans le cadre du système rétrospectif des États-Unis, la branche de production nationale peut aussi demander des réexamens dans l'espoir d'une augmentation du montant à acquitter par l'importateur. Ces différentes caractéristiques des deux systèmes n'ont toutefois aucune incidence directe sur le point de savoir si la réduction à zéro peut servir à déterminer des marges de dumping dans toute procédure visée par les disciplines de l'article 2 de l'*Accord antidumping*.

acquitté par un importateur au moment de l'importation dans les systèmes de la valeur normale prospective étaye la position des États-Unis selon laquelle ils sont autorisés à recourir à la réduction à zéro – qui augmente le montant des droits à acquitter – dans les réexamens effectués dans le cadre d'un système rétrospectif, dans lequel il n'y a pas de plafond pour le montant des droits à acquitter éventuellement.

14. Pour ces raisons, la Thaïlande invite instamment le présent Groupe spécial à suivre le raisonnement et les constatations de l'Organe d'appel, et à décider que, comme les Communautés européennes l'ont déclaré, l'utilisation de la réduction à zéro par les États-Unis dans les enquêtes initiales et les réexamens périodiques – indépendamment de la méthode de comparaison utilisée – est incompatible avec leurs obligations au titre de l'article VI du *GATT de 1994* et de l'*Accord antidumping*.

15. La Thaïlande exposera d'autres vues au Groupe spécial pendant la réunion que celui-ci tiendra avec les parties et les tierces parties.

ANNEXE C

DEUXIÈMES COMMUNICATIONS ÉCRITES DES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe C-1	Deuxième communication écrite des Communautés européennes	C-2
Annexe C-2	Deuxième communication écrite des États-Unis	C-64

ANNEXE C-1

DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

TABLE DES MATIÈRES

I. INTRODUCTION 7

II. QUESTONS JURIDIQUES PRÉLIMINAIRES – RÉFUTATION 8

A. CRITÈRE D'EXAMEN APPLICABLE 8

B. ÉVALUATION OBJECTIVE DE LA QUESTION ET RÔLE DES PRÉCÉDENTS 10

III. QUESTIONS JURIDIQUES DE FOND – RÉFUTATION 15

A. APPLICATION OU MAINTIEN EN APPLICATION DANS 18 MESURES ANTIDUMPING DE DROITS ANTIDUMPING À UN NIVEAU DÉPASSANT LA MARGE DE DUMPING QUI RÉSULTERAIT DE L'APPLICATION CORRECTE DE L'ACCORD ANTIDUMPING 15

1. Les mesures en cause 15

2. Violation de l'article XVI:4 de l'Accord instituant l'OMC 17

B. LA MÉTHODE DE LA RÉDUCTION À ZÉRO, TELLE QU'ELLE A ÉTÉ APPLIQUÉE DANS 52 PROCÉDURES ANTIDUMPING, Y COMPRIS DES ENQUÊTES INITIALES, DES PROCÉDURES DE RÉEXAMENS ADMINISTRATIFS ET DES PROCÉDURES DE RÉEXAMENS À L'EXTINCTION 20

1. Enquêtes initiales 20

2. Réexamens administratifs 20

a) Articles 2.1 et 9.3 de l'Accord antidumping et article VI du GATT: le droit ne doit pas dépasser la marge de dumping telle qu'elle a été déterminée pour le produit dans son ensemble 20

b) Le droit ne doit pas dépasser la marge de dumping établie conformément à la prescription de l'article 2.4 de l'Accord antidumping relative à la comparaison équitable 24

i) Teneur de la prescription de l'article 2.4 relative à la "comparaison équitable" 25

ii) "Intrinsèquement biaisée" 25

iii) Déséquilibre injustifié 27

iv) Incohérence interne 28

v) Discrimination injustifiée 31

vi) Confirmation par la jurisprudence que la réduction à zéro simple utilisée par les États-Unis est inéquitable 31

vii) Deuxième phrase de l'article 2.4.2 31

c) Violation de l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping 32

i) *Méthode de comparaison de la valeur normale et du prix à l'exportation: la méthode asymétrique* *32*

ii) *Le mot "enquête" figurant à l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping* *32*

iii) *Règles applicables d'interprétation des traités* *33*

iv) *Sens ordinaire du membre de phrase* *34*

- Enquête 34
- Existence 36
- "pendant la phase" 37
- Le membre de phrase dans son ensemble – sens grammatical 38

v) *Contexte du membre de phrase* *40*

- Article VI:2 du GATT 40
- Article 2 42
- Article 9.3 43
- Article 5 44
- Article 6 45
- Article 18 46
- Les différents types de procédures antidumping et le mot "phase" 47

vi) *Objet et but* *47*

vii) *Absence de preuve qu'il était dans l'intention des Membres qu'un sens particulier soit entendu (article 31 4) de la Convention de Vienne)* *48*

viii) *Travaux préparatoires* *50*

ix) *Rapports de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel auxquels les États-Unis font référence* *54*

x) *Deuxième phrase de l'article 2.4.2* *56*

d) Article 9.3 58

3. Réexamens à l'extinction 63

IV. CONCLUSIONS 63

AFFAIRES CITÉES

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
Argentine – Volaille	Rapport du Groupe spécial *Argentine – Droits antidumping définitifs visant la viande de volaille en provenance du Brésil*, WT/DS241/R, adopté le 19 mai 2003
Brésil – Noix de coco desséchée	Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Mesures visant la noix de coco desséchée*, WT/DS22/AB/R, adopté le 20 mars 1997
Canada – Automobiles	Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Certaines mesures affectant l'industrie automobile*, WT/DS139/AB/R, WT/DS142/AB/R, adopté le 19 juin 2000
Canada – Produits laitiers	Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers*, WT/DS103/AB/R, WT/DS113/AB/R, adopté le 27 octobre 1999
CE – Accessoires de tuyauterie	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Droits antidumping sur les accessoires de tuyauterie en fonte malléable en provenance du Brésil*, WT/DS219/AB/R, adopté le 18 août 2003
CE – Amiante	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Mesures affectant l'amiante et les produits en contenant*, WT/DS135/AB/R, adopté le 5 avril 2001
CE – Hormones (États-Unis)	Rapport du Groupe spécial *Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés (hormones), plainte déposée par les États-Unis*, WT/DS26/R/USA, adopté le 13 février 1998, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS26/AB/R, WT/DS48/AB/R
CE – Linge de lit	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde*, WT/DS141/AB/R, adopté le 12 mars 2001
CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde – Recours de l'Inde à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS141/AB/RW, adopté le 24 avril 2003
CE – Matériels informatiques	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Classement tarifaire de certains matériels informatiques*, WT/DS62/AB/R, WT/DS67/AB/R, WT/DS68/AB/R, adopté le 22 juin 1998
CE – Morceaux de poulet (Brésil)	Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Classification douanière des morceaux de poulet désossés et congelés, plainte du Brésil*, WT/DS269/R, adopté le 25 septembre 2005, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS269/AB/R, WT/DS286/AB/R
CE – Morceaux de poulet (Thaïlande)	Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Classification douanière des morceaux de poulet désossés et congelés, plainte du Brésil*, WT/DS286/R, adopté le 25 septembre 2005, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS269/AB/R, WT/DS286/AB/R
CE – Morceaux de poulet	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Classification douanière des morceaux de poulet désossés et congelés*, WT/DS269/AB/R, WT/DS286/AB/R, adopté le 25 septembre 2005
Corée – Boissons alcooliques	Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Taxes sur les boissons alcooliques*, WT/DS75/AB/R, WT/DS84/AB/R, adopté le 17 février 1999
Corée – Marchés publics	Rapport du Groupe spécial *Corée – Mesures affectant les marchés publics*, WT/DS163/R, adopté le 19 juin 2000

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
États-Unis – Acier inoxydable	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures antidumping visant les tôles d'acier inoxydable en rouleaux et les feuilles et bandes d'acier inoxydable en provenance de Corée*, WT/DS179/R, adopté le 1er février 2001
États-Unis – Acier laminé à chaud	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, WT/DS184/R, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS184/AB/R
États-Unis – Acier laminé à chaud	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, WT/DS184/AB/R, adopté le 23 août 2001
États-Unis – Bois de construction résineux IV	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Détermination finale en matière de droits compensateurs concernant certains bois d'œuvre résineux en provenance du Canada*, WT/DS257/AB/R, adopté le 17 février 2004
États-Unis – Bois de construction résineux V	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Détermination finale de l'existence d'un dumping concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada*, WT/DS264/R, adopté le 13 avril 2004
États-Unis – Bois de construction résineux V	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Détermination finale de l'existence d'un dumping concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada*, WT/DS264/AB/R, adopté le 31 août 2004
États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21:5)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Détermination finale de l'existence d'un dumping concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada*, WT/DS264/AB/R, adopté le 31 août 2004
États-Unis – Chemises et blouses de laine	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde*, WT/DS33/AB/R et Corr.1, adopté le 23 mai 1997
États-Unis – Coton upland	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Subventions concernant le coton upland*, WT/DS267/AB/R, adopté le 21 mars 2005
États-Unis – Crevettes (article 21:5 – Malaisie)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes – Recours de la Malaisie à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS58/AB/RW, adopté le 21 novembre 2001
États-Unis – DRAM	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Droit antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) de 1 mégabit ou plus, originaires de Corée*, WT/DS99/R, adopté le 19 mars 1999
États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits en provenance des CE	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés européennes*, WT/DS212/R, adopté le 8 janvier 2003, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS212/AB/R
États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger" – Recours des Communautés européennes à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS108/RW, adopté le 29 janvier 2002, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS108/AB/RW
États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger" – Recours des Communautés européennes à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS108/AB/RW, adopté le 29 janvier 2002

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
États-Unis – Jeux	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures visant la fourniture transfrontières de services de jeux et paris*, WT/DS285/AB/R, adopté le 20 avril 2005
États-Unis – Loi sur la compensation (amendement Byrd)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention*, WT/DS217/AB/R, WT/DS234/AB/R, adopté le 27 janvier 2003
États-Unis – Réduction à zéro (CE)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Lois, réglementations et méthode de calcul des marges de dumping ("réduction à zéro")*, WT/DS294/AB/R, adopté le 9 mai 2006
États-Unis – Réduction à zéro (CE)	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Lois, réglementations et méthode de calcul des marges de dumping ("réduction à zéro")*, WT/DS294/R, adopté le 9 mai 2006, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS294/AB/R
États-Unis – Réduction à zéro (Japon)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures relatives à la réduction à zéro et aux réexamens à l'extinction*, WT/DS322/AB/R, adopté le 23 janvier 2007
États-Unis – Réduction à zéro (Japon)	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures relatives à la réduction à zéro et aux réexamens à l'extinction*, WT/DS322/R, adopté le 23 janvier 2007, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS322/AB/R
États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon*, WT/DS244/AB/R, adopté le 9 janvier 2004
États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les OCTG	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine*, WT/DS268/AB/R, adopté le 17 décembre 2004
États-Unis – Vêtements de dessous	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Restrictions à l'importation de vêtements de dessous de coton et de fibres synthétiques ou artificielles*, WT/DS24/AB/R, adopté le 25 février 1997
Guatemala – Ciment I	Rapport de l'Organe d'appel *Guatemala – Enquête antidumping concernant le ciment Portland en provenance du Mexique*, WT/DS60/AB/R, adopté le 25 novembre 1998
Japon – Boissons alcooliques II	Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques*, WT/DS8/AB/R, WT/DS10/AB/R et WT/DS11/AB/R, adopté le 1er novembre 1996
Thaïlande – Poutres en H	Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne*, WT/DS122/AB/R, adopté le 5 avril 2001

I. INTRODUCTION

1. Les Communautés européennes n'ont jamais vu un Membre de l'OMC se trouver dans une position aussi isolée et arrêtée que les États-Unis dans le présent différend. Toutes les tierces parties dans la présente affaire qui ont présenté des communications écrites[1] et/ou des déclarations orales[2] pendant la première réunion de fond du Groupe spécial ont expressément appuyé la position des Communautés européennes, ce qui montre bien l'absurdité de la position des États-Unis étant donné l'interprétation évidente des règles et la jurisprudence claire de l'Organe d'appel.

2. Ce qui est frappant dans la première communication écrite des États-Unis, c'est l'absence de toute référence à la Convention de Vienne sur le droit des traités alors que l'article 3:2 du Mémorandum d'accord prescrit clairement que la Convention de Vienne est le principal instrument d'interprétation des règles de l'OMC.

3. En fait, le raisonnement des États-Unis est axé sur les résultats. Les États-Unis partent du résultat qu'ils entendent obtenir, à savoir montrer par des justifications que la méthode de la réduction à zéro est compatible avec les règles de l'OMC, et ils essaient de trouver à l'appui des arguments, qui ne sont toutefois pas conformes aux principes d'interprétation des traités.

4. L'interprétation correcte des dispositions pertinentes de l'*Accord antidumping* et du *GATT de 1994* a été clarifiée par l'Organe d'appel qui a conclu, en établissant une jurisprudence claire et cohérente, que la méthode de la réduction à zéro que les États-Unis utilisent dans les enquêtes initiales et les enquêtes aux fins de réexamens, et qu'ils appliquent dans les diverses mesures contestées dans le présent différend est incompatible avec les règles de l'OMC.

5. Concernant plus spécifiquement l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping*, les États-Unis axent leur moyen de défense sur le sens du membre de phrase "l'existence de marges de dumping pendant la phase d'enquête" (le "membre de phrase"), en faisant valoir que ledit membre de phrase figurant à l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping* a un sens restreint, à savoir celui de l'enquête visant à déterminer l'existence, le degré et l'effet de tout dumping allégué. Cette interprétation n'est toutefois pas une interprétation admissible, c'est-à-dire une interprétation "qui est jugée appropriée après l'application des règles pertinentes de la Convention de Vienne". En fait, ainsi que les Communautés européennes l'expliqueront dans le détail, conformément à une application systématique des règles d'interprétation de la Convention de Vienne, il n'est pas admissible d'interpréter le membre de phrase de la manière préconisée par les États-Unis.

6. Les Communautés européennes proposent au Groupe spécial une interprétation qui non seulement observe tous les principes d'interprétation des traités, mais donne également un sens économique et juridique à tous les termes pertinents du traité et respecte la conception et architecture générales des dispositions concernées et de l'*Accord antidumping* dans son ensemble.

7. Dans cette deuxième communication écrite, les Communautés européennes voudraient (une fois de plus) examiner à la lumière des règles convenues d'interprétation de la Convention de Vienne les diverses dispositions concernées, notamment l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC; l'article 2.1 of de l'*Accord antidumping* et l'article VI:1 et VI:2 du *GATT de 1994*; l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*; l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping* et l'article 9.3 de l'*Accord antidumping*.

[1] Japon; Corée; Norvège et Thaïlande.
[2] Brésil; Inde; Japon; Corée; Mexique; Norvège et le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu.

II. QUESTIONS JURIDIQUES PRÉLIMINAIRES – RÉFUTATION

A. CRITÈRE D'EXAMEN APPLICABLE

8. Il n'est pas contesté que le critère d'examen qui est applicable pour le présent Groupe spécial doit figurer à l'article 11 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (le "Mémorandum d'accord") tel qu'il est complété par l'article 17.6 de l'*Accord antidumping*, en particulier l'article 17.6 ii) qui concerne l'interprétation juridique de l'*Accord antidumping* par le Groupe spécial.

9. L'article 17.6 ii) dispose ce qui suit:

> [L]e groupe spécial interprétera les dispositions pertinentes de l'Accord conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public. Dans les cas où le groupe spécial constatera qu'une disposition pertinente de l'Accord se prête à plus d'une interprétation admissible, le groupe spécial constatera que la mesure prise par les autorités est conforme à l'Accord si elle repose sur l'une de ces interprétations admissibles.

10. Dans l'affaire *États–Unis – Acier laminé à chaud*, l'Organe d'appel a précisé ce qui suit:

> La deuxième phrase de l'article 17.6 ii) *présuppose* que l'application des règles d'interprétation des traités énoncées aux articles 31 et 32 de la *Convention de Vienne* pourrait donner lieu à au moins deux interprétations de certaines dispositions de l'*Accord antidumping* qui, au regard de cette convention, seraient toutes deux des "interprétations *admissibles*". En pareil cas, une mesure est réputée conforme à l'*Accord antidumping*" si elle repose sur l'une de ces interprétations admissibles".[3]

11. Il s'ensuit que, conformément à l'article 17.6 ii) de l'*Accord antidumping*, les groupes spéciaux ont l'obligation de déterminer si une mesure repose sur une interprétation des dispositions pertinentes de l'*Accord antidumping* qui est *admissible selon les règles d'interprétation des traités* figurant aux articles 31 et 32 de la *Convention de Vienne*. En d'autres termes, "une interprétation admissible est une interprétation qui est jugée appropriée *après* l'application des règles pertinentes de la *Convention de Vienne*".[4]

12. L'Organe d'appel a donc clarifié que l'article 17.6 ii) de l'*Accord antidumping* ne demande pas de "s'en remettre" à une interprétation "possible". Ce n'est que si, après avoir appliqué les règles d'interprétation de la Convention de Vienne, il est constaté que deux interprétations concurrentes sont aussi fondées l'une que l'autre, qu'il devient possible de conclure qu'elles sont toutes deux "admissibles".

13. Dans le présent cas d'espèce, les États-Unis estiment qu'il pourrait y avoir de "multiples interprétations admissibles de dispositions particulières de l'Accord antidumping".[5] Selon les États-Unis, les "négociateurs" auraient laissé un certain nombre de questions en suspens et

---

[3] Rapport de l'Organe d'appel *États–Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 59.

[4] Rapport de l'Organe d'appel *États–Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphes 59 et 60. Rapport de l'Organe d'appel *États–Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphes 113 à 116; rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)*, paragraphe 118; rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Poutres en H*, paragraphes 121 à 128; rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit*, paragraphes 63 à 65.

[5] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 27.

l'application des règles d'interprétation donnerait donc lieu à plus d'une interprétation admissible d'une disposition donnée.[6]

14. Toutefois, ainsi que les Communautés européennes l'ont indiqué dans leur première communication écrite, et qu'elles l'expliqueront plus en détail dans la présente communication, l'interprétation des dispositions pertinentes du *GATT de 1994* et de l'*Accord antidumping* avancée par les États-Unis n'est pas une "interprétation admissible" au sens de l'article 17.6 ii) de l'*Accord antidumping* étant donné qu'elle est contraire à l'application correcte des règles de la Convention de Vienne.

15. Le rôle fondamental des groupes spéciaux, et en particulier de l'Organe d'appel, lorsqu'ils appliquent l'article 3:2 du Mémorandum d'accord pour clarifier le sens des accords visés, et en particulier lorsqu'ils traitent d'appels concernant des questions d'interprétation juridique, conformément à l'article 17:6 du Mémorandum d'accord, consiste à décider si une interprétation constitue une "interprétation admissible". L'Organe d'appel a clairement indiqué dans divers différends qu'il n'y avait qu'une seule interprétation admissible des dispositions pertinentes du *GATT de 1994* et de l'*Accord antidumping*, suivant lesquelles il n'est pas permis de maintenir des procédures de réduction à zéro dans les réexamens administratifs et les réexamens à l'extinction.

16. En fait, dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, l'Organe d'appel a clarifié ce qui suit:

> Dans notre analyse, nous avons gardé présent à l'esprit le critère à l'examen prévu à l'article 17.6 ii). Toutefois, nous estimons qu'il n'y a pas lieu de recourir à la deuxième phrase de l'article 17.6 ii) dans le présent appel. La raison en est le fait qu'à notre avis, les articles 2.4, 2.4.2, 9.3, 9.5 et 11.3 de l'*Accord antidumping* et l'article VI:1 et VI:2 du *GATT de 1994*, lorsqu'ils sont interprétés conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public, comme il est prescrit dans la première phrase de l'article 17.6 ii), ne se prêtent pas à une autre interprétation de ces dispositions en ce qui concerne la question de la réduction à zéro dont nous sommes saisis.[7]

17. De la même manière, dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, l'Organe d'appel a conclu ce qui suit:

> Dans notre analyse du point de savoir si la méthode de réduction à zéro, telle qu'elle a été appliquée par les États-Unis dans les réexamens administratifs en cause, est incompatible avec l'article 9.3 de l'*Accord antidumping* et l'article VI:2 du *GATT de 1994*, nous avons gardé à l'esprit le critère d'examen énoncé à l'article 17.6 ii) de l'*Accord antidumping*. L'article 9.3 de l'*Accord antidumping*, ainsi que l'article VI:2 du *GATT de 1994*, interprétés conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public, comme l'exige l'article 17.6 ii), n'autorisent pas, à notre avis, l'utilisation de la méthode appliquée par les États-Unis dans les réexamens administratifs en cause. La raison en est que, comme cela a été expliqué ci-dessus, la méthode appliquée par l'USDOC dans les réexamens administratifs en cause aboutit à des montants de droits antidumping fixés qui dépassent les marges de dumping des producteurs étrangers ou des exportateurs. Or l'article 9.3 dispose clairement que "[l]e montant du droit antidumping ne dépassera pas la marge de dumping déterminée selon l'article 2". De même, l'article VI:2 du *GATT de 1994* dispose qu'"[e]n vue de neutraliser ou d'empêcher le dumping, tout Membre pourra percevoir sur tout produit

[6] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 26.
[7] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 189.

> faisant l'objet d'un dumping un droit antidumping dont le montant ne sera pas supérieur à la marge de dumping afférente à ce produit".[8]

18. Dans ces affaires précédentes, l'Organe d'appel a clairement rejeté les interprétations avancées par les États-Unis de l'article VI:1 et VI:2 du *GATT de 1994* et des articles 2.1, 2.4, 2.4.2. et 9.3 et 11.3 de l'*Accord antidumping* en tant qu'interprétations "admissibles" au sens de l'article 17.6 ii) de l'*Accord antidumping*.

B. ÉVALUATION OBJECTIVE DE LA QUESTION ET RÔLE DES PRÉCÉDENTS

19. Dans leur première communication écrite, les Communautés européennes ont estimé que i) il existait une jurisprudence importante et cohérente de l'Organe d'appel qui avait conclu que la réduction à zéro dans les comparaisons moyenne pondérée à moyenne pondérée et les comparaisons transaction à transaction effectuées dans les enquêtes initiales, et dans les comparaisons moyenne pondérée à transaction effectuées dans les enquêtes aux fins de réexamens administratifs et aux fins de réexamens à l'extinction était incompatible avec l'*Accord antidumping* et le *GATT de 1994*, et que ii) le présent Groupe spécial devait suivre cette jurisprudence existante et cohérente, en tenant compte en particulier de "la sécurité et la prévisibilité" du système commercial multilatéral que doit assurer le système de règlement des différends. C'est ce à quoi il faudrait s'attendre du présent Groupe spécial étant donné en particulier que cette jurisprudence émane de l'Organe d'appel, qu'elle a été systématiquement reprise dans plusieurs affaires et qu'elle a déjà permis de répondre aux arguments soulevés par les États-Unis dans la présente affaire.[9]

20. En désaccord avec les constatations de l'Organe d'appel dans ces affaires précédentes, les États-Unis demandent instamment au présent Groupe spécial de ne pas en tenir compte. Plus précisément, ils demandent instamment au présent Groupe spécial de ne pas tenir compte des constatations de l'Organe d'appel dans des affaires précédentes qui vont à l'encontre de leur position mais de s'appuyer sur d'autres constatations de l'Organe d'appel dans ces mêmes affaires lorsqu'elles étayent prétendument leur position.[10] Apparemment, les constatations formulées dans des affaires précédentes ne seraient juridiquement pertinentes que si elles étayaient soi-disant la position des États-Unis et elles deviendraient juridiquement non pertinentes dès lors qu'elles contrediraient cette position. Cela dépendrait, selon les États-Unis, du point de savoir si ces constatations sont "convaincantes".[11] Il s'agit manifestement d'une présentation juridiquement erronée de la question de la pertinence des rapports passés de l'Organe de règlement des différends (l'"ORD") pour les différends actuels. Soit les constatations formulées dans des différends antérieurs sont juridiquement pertinentes soit elles ne le sont pas – et cela ne peut pas dépendre de la volonté unilatérale de l'un des Membres.

21. Les Communautés européennes considèrent que les rapports des groupes spéciaux (tels qu'ils sont finalement modifiés par l'Organe d'appel) et de l'Organe d'appel dans des affaires antérieures, qui seront adoptés par l'ORD en l'absence d'une opposition consensuelle à leur adoption, sont juridiquement pertinents pour les groupes spéciaux ultérieurs.

22. Dans le présent cas d'espèce, les États-Unis demandent non seulement au Groupe spécial de ne pas tenir compte des constatations de l'Organe d'appel qui ont été adoptées par l'ORD, mais de

---

[8] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 134.

[9] Première communication écrite des CE, paragraphes 62 à 110.

[10] Par exemple, la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 133, note de bas de page 152 (les États-Unis souscrivent aux constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*) et paragraphe 143 (les États-Unis contestent les constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*).

[11] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 33; déclaration finale des États-Unis à la première réunion de fond du Groupe spécial, paragraphe 3.

suivre plutôt les constatations formulées par des groupes spéciaux dans ces mêmes affaires qui n'ont jamais été adoptées par l'ORD puisqu'elles ont été infirmées par l'Organe d'appel.

23. En fait, les rapports de groupes spéciaux mentionnés par les États-Unis[12] qui ont conclu que certaines formes de la réduction à zéro étaient compatibles avec le GATT et l'*Accord antidumping* ont tous été infirmés par l'Organe d'appel qui a considéré que l'interprétation juridique avancée par les groupes spéciaux dans ces affaires était incompatible avec les dispositions des accords pertinents. Dans tous ces différends, les rapports qui ont été adoptés par l'ORD comprenaient le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du groupe spécial tel que modifié par le rapport de l'Organe d'appel.

24. Ainsi que l'a noté l'Organe d'appel, ce sont les "rapports de groupes spéciaux adoptés […] [qui] suscitent chez les Membres de l'OMC des attentes légitimes et devraient donc être pris en compte lorsqu'ils ont un rapport avec un autre différend".[13] Autrement dit, de telles constatations – qui auront été adoptées par l'ORD en l'absence d'une opposition consensuelle à leur adoption – sont juridiquement pertinentes. Si l'Organe d'appel n'avait pas écarté, dans l'affaire *Japon – Boissons alcooliques II*, l'idée que le raisonnement suivi dans le rapport non adopté d'un groupe spécial du GATT pouvait néanmoins fournir des indications utiles à un groupe spécial ultérieur, il n'aurait certainement pas voulu par ce moyen faire référence aux constatations de groupes spéciaux de l'OMC qu'il a lui-même infirmées. En conséquence, les constatations de groupes spéciaux invoquées par les États-Unis dans divers points de leur première communication écrite ne sont juridiquement pas pertinentes dans la mesure où elles ont été infirmées par l'Organe d'appel et n'ont pas été adoptées par l'ORD.

25. Dans leur première communication écrite, les États-Unis font valoir qu'en demandant au présent Groupe spécial de ne pas s'écarter des rapports antérieurs de l'Organe d'appel qui traitent de la réduction à zéro, "les CE demandent instamment au Groupe spécial […] de ne pas tenir de l'obligation lui incombant au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord de procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi".[14]

26. Les Communautés européennes sont fortement en désaccord avec cet argument. Au contraire, le fait de ne pas tenir compte des constatations formulées par l'Organe d'appel dans des différends antérieurs serait incompatible avec l'obligation incombant au Groupe spécial au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord. En fait, correctement interprétée, cette disposition signifie que les groupes spéciaux doivent suivre les constatations formulées par l'Organe d'appel dans des différends antérieurs qui concernent précisément la même question.

27. L'article 11 du Mémorandum d'accord dispose ce qui suit:

> La fonction des groupes spéciaux est d'aider l'ORD à s'acquitter de ses responsabilités au titre du présent mémorandum d'accord et des accords visés. En conséquence, un groupe spécial devrait procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris une évaluation objective des faits de la cause, de l'applicabilité des dispositions des accords visés pertinents et de la conformité des faits avec ces dispositions, et formuler d'autres constatations propres à aider l'ORD à faire des recommandations ou à statuer ainsi qu'il est prévu dans les accords visés. (non souligné dans l'original)

[12] Les États-Unis mentionnent souvent les rapports des groupes spéciaux *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, *États-Unis – Réduction à zéro (CE)* et *États-Unis – Dumping du bois d'œuvre résineux (article 21:5)*.
[13] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques II*, page 15.
[14] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 29.

28. Conformément aux règles d'interprétation des traités énoncées dans la Convention de Vienne, cette disposition, qui comprend deux phrases, doit être interprétée de bonne foi suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but.[15]

29. La première phrase de l'article 11 du Mémorandum d'accord précise que la fonction des groupes spéciaux est d'aider l'ORD à s'acquitter de ses responsabilités. Dans la mesure où les mêmes questions ont été examinées par un groupe spécial et/ou l'Organe d'appel dans des différends précédents dont les rapports ont été adoptés par l'ORD, il faut s'attendre à ce que dans une affaire ultérieure, un groupe spécial suive les constatations du groupe spécial/de l'Organe d'appel formulées dans les rapports tels qu'ils ont été adoptés par l'ORD.

30. Comme il est noté ci-dessus, les rapports des groupes spéciaux qui ont conclu que la réduction à zéro était conforme aux accords visés ont tous été infirmés en appel et dans ces affaires l'ORD a adopté les constatations de l'Organe d'appel. Dans la mesure où ils ont été adoptés par l'ORD, ces rapports suscitent chez les Membres de l'OMC des attentes légitimes et devraient donc être pris en compte lorsqu'ils ont un rapport avec un différend ultérieur.[16]

31. Dans la deuxième phrase de l'article 11 du Mémorandum d'accord, il est demandé aux groupes spéciaux de procéder à une évaluation objective de la question dont ils sont saisis. La question couvre les points d'ordre factuel et d'ordre juridique.

32. L'article 3:2 du Mémorandum d'accord apporte un soutien contextuel solide à l'interprétation de l'article 11 du Mémorandum d'accord. Il dispose ce qui suit:

> Le système de règlement des différends de l'OMC est un élément essentiel pour assurer la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral. Les Membres reconnaissent qu'il a pour objet de préserver les droits et les obligations résultant pour les Membres des accords visés, et de clarifier les dispositions existantes de ces accords conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public. Les recommandations et décisions de l'ORD ne peuvent pas accroître ou diminuer les droits et obligations énoncés dans les accords visés.

33. Dans leur première communication écrite, les Communautés européennes ont souligné qu'il était important que le présent Groupe spécial ne s'écarte pas des décisions précédentes de l'Organe d'appel, entre autres, étant donné le but du système de règlement des différends énoncé à l'article 3:2, qui est d'"assurer la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral".[17]

34. Les États-Unis font valoir que "lue dans le contexte de l'article 3:2, la référence qui est faite à la sécurité et la prévisibilité à l'article 3:2 étaye la conclusion contraire [à savoir, que le présent Groupe spécial ne devrait pas suivre le raisonnement établi dans un rapport de l'Organe d'appel]". Les États-Unis disent en outre qu'"[un] résultat qui accroît ou diminue les droits ou obligations des Membres qui sont énoncés dans les accords visés est prohibé par la troisième phrase de l'article 3:2 et constitue donc l'antithèse de "la sécurité et la prévisibilité" auxquelles il est fait référence dans la première phrase de l'article 3:2. Cette conclusion ne change pas parce que l'Organe d'appel était parvenu auparavant au résultat en question".[18]

---

[15] Article 31 de la Convention de Vienne sur le droit des traités.

[16] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques II*, page 15, et rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes (article 21:5 – Malaisie)*, paragraphe 107.

[17] Première communication écrite des CE, paragraphe 87.

[18] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 32.

35. Ce que les États-Unis sont donc effectivement en train de dire, c'est que les constatations établies par l'Organe d'appel dans les différends précédents où il a été constaté que la réduction à zéro était incompatible avec les Accords de l'OMC accroissent ou diminuent les droits ou obligations des Membres de l'OMC et qu'en conséquence le présent Groupe spécial ne devrait pas les suivre car cela ne permettrait pas d'assurer la sécurité et la prévisibilité du système.

36. Cette déclaration des États-Unis est très inquiétante. Elle signifie que les États-Unis contestent non seulement le fait que l'Organe d'appel a correctement interprété le droit de l'OMC dans ces affaires, mais également le fait qu'il mène ses travaux conformément aux dispositions du Mémorandum d'accord, et plus précisément que ses constatations sont conformes à l'article 3:2 du Mémorandum d'accord.

37. L'Organe d'appel est un organe permanent qui a été établi par l'ORD. Hiérarchiquement supérieur aux groupes spéciaux, l'Organe d'appel a pour fonction de "connaîtr[e] des appels concernant des affaires soumises à des groupes spéciaux"[19], l'""appel [étant] limité aux questions de droit couvertes par le rapport du groupe spécial et aux interprétations du droit données par celui-ci".[20] Pour remplir sa fonction, l'Organe d'appel doit, tout comme les groupes spéciaux, appliquer les prescriptions énoncées à l'article 3:2. Par principe, les constatations de l'Organe d'appel doivent donc se conformer aux prescriptions énoncées à l'article 3:2 du Mémorandum d'accord. En conséquence, les constatations de l'Organe d'appel devraient être suivies par un groupe spécial dans des affaires ultérieures, en particulier si les questions qui sont examinées sont les mêmes. On ne saurait faire valoir, comme le font les États-Unis, que, par principe, les constatations de l'Organe d'appel ne devraient pas être suivies au motif qu'elles accroissent ou diminuent les droits et obligations des Membres de l'OMC et qu'elles sont en conséquence incompatibles avec l'article 3:2 du Mémorandum d'accord.

38. L'Organe d'appel a expressément noté ce qui suit:

> [I]l était donc approprié que, pour déterminer si le SPB était une mesure, il [le Groupe spécial] s'appuie sur la conclusion de l'Organe d'appel dans cette affaire. En fait, suivre les conclusions de l'Organe d'appel dans des différends précédents n'est pas seulement approprié, mais c'est ce que l'on attend des groupes spéciaux, en particulier dans les cas où les questions sont les mêmes.[21] (non souligné dans l'original)

39. Les Communautés européennes ne font pas valoir que le Mémorandum d'accord contient une règle expresse disposant que les groupes spéciaux sont juridiquement liés par les constatations formulées par l'Organe d'appel dans des affaires précédentes, mais plutôt qu'il est attendu des groupes spéciaux qu'ils suivent ces constatations. Les groupes spéciaux ne devraient pas s'écarter, sans bonne raison, des constatations formulées dans des affaires précédentes. Ces principes sont particulièrement pertinents en l'espèce où les questions soulevées devant le présent Groupe spécial sont identiques à celles examinées par l'Organe d'appel dans les affaires *États–Unis – Réduction à zéro (Japon)*, *États-Unis – Réduction à zéro (CE)* et *États–Unis – Bois de construction résineux (article 21:5)*.

40. Autrement dit, une interprétation appropriée du critère d'examen des groupes spéciaux au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord suppose que pour évaluer l'applicabilité et la conformité d'une mesure avec les accords visés, un groupe spécial devrait suivre les constatations formulées par l'Organe d'appel dans des affaires précédentes. En fait, il découle de l'article 3:2 du Mémorandum d'accord que ces constatations sont réputées être conformes aux règles coutumières d'interprétation du

---

[19] Mémorandum d'accord, article 17:1.

[20] Mémorandum d'accord, article 17:6.

[21] Rapport de l'Organe d'appel *États–Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 188.

droit public international et que le fait de suivre ces constatations améliorera la sécurité et la prévisibilité du système de règlement des différends.

41. Les États-Unis refusent en fait de reconnaître que leurs arguments concernant la réduction à zéro ont été examinés de façon approfondie par l'Organe d'appel et qu'ils ont en fait été rejetés.

42. Enfin, les Communautés européennes voudraient répondre à un certain nombre d'*affirmations fausses et inexactes* avancées par les États-Unis dans leur première communication écrite.

43. Premièrement, les États-Unis soutiennent que "les CE, en s'appuyant autant sur des exemples qui ne sont pas tirés du contexte du règlement des différends de l'OMC, mettent en évidence le fait que leur approche n'a aucun fondement dans le Mémorandum d'accord".[22] Cela est faux. Ainsi que nous l'avons indiqué ci-dessus, la position voulant que les groupes spéciaux doivent suivre les constatations formulées par des groupes spéciaux et l'Organe d'appel dans des différends précédents est très étayée, en particulier aux articles 11 et 3:2 du Mémorandum d'accord. De plus, c'est la norme que, dans d'autres systèmes de règlement des différends, y compris ceux auxquels se reportent les Communautés européennes, il n'existe pas de règle expresse du "précédent vertical" dans la législation; et encore, cela n'empêche pas que le système de règlement des différends lui-même applique une telle règle. Il y a donc une analogie très grande à cet égard entre ces autres systèmes de règlement des différends et le Mémorandum d'accord; et les Communautés européennes estiment que ce parallélisme doit par nécessité s'étendre à la question de la relation entre des tribunaux hiérarchiquement supérieurs et des instances judiciaires hiérarchiquement inférieures – c'est-à-dire entre un groupe spécial et l'Organe d'appel.

44. Deuxièmement, les États-Unis estiment que "les CE font valoir *à tort* que "l'incompatibilité avec les règles de l'OMC de … [la réduction à zéro] avait déjà été établie dans des différends précédents".[23] Cette déclaration est erronée ainsi que le démontre la jurisprudence cohérente de l'Organe d'appel qui a conclu que la réduction à zéro était incompatible avec les dispositions de l'*Accord antidumping*.

45. Troisièmement, en l'absence de contre-arguments valables, les États-Unis essaient de semer la confusion au sujet des arguments avancés par les CE en disant que "les citations des CE ne permettent pas au Groupe spécial d'adopter simplement ces constatations en l'espèce sans procéder à une évaluation objective des faits en cause".[24] Les Communautés européennes n'ont jamais fait valoir que le présent Groupe spécial ne devait pas procéder à une évaluation objective des faits. En examinant les faits en l'espèce, et en procédant à leur évaluation objective, le présent Groupe spécial devrait plutôt conclure que les faits en l'espèce sont à toutes fins utiles identiques aux faits évalués dans des différends précédents où l'Organe d'appel a conclu que la réduction à zéro était incompatible avec l'*Accord antidumping* et le GATT.

46. Quatrièmement, dans plusieurs paragraphes de leur première communication écrite, les États-Unis font valoir que le Groupe spécial n'est pas tenu d'appliquer le raisonnement et les constatations de l'Organe d'appel. Toutefois, les Communautés européennes ne partagent pas les vues exprimées par les États-Unis selon lesquelles "il ne faudrait prendre en compte les rapports de l'Organe d'appel que dans la mesure où le raisonnement est convaincant" et où "le raisonnement tenu dans ces rapports pourrait être pris en compte".[25] Comme il est indiqué ci-dessus, soit les constatations de l'Organe d'appel sont juridiquement pertinentes aux fins des groupes spéciaux

[22] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 29.
[23] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 30.
[24] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 30.
[25] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 33.

ultérieurs soit elles ne le sont pas. Selon les Communautés européennes, les constatations sont juridiquement pertinentes si elles sont incluses dans des rapports qui ont été adoptés par l'ORD.

47. En conclusion, une interprétation appropriée du critère d'examen des groupes spéciaux exige d'un groupe spécial, lorsqu'il procède à une évaluation objective de la question dont il est saisi, qu'il suive les constatations formulées dans des rapports précédemment adoptés, en particulier si les questions sont les mêmes. Autrement dit, les groupes spéciaux ne sont pas simplement habilités à suivre ces constatations, mais ils devraient, par principe, le faire. Cette conclusion s'impose encore plus dans le présent cas d'espèce puisque i) les constatations formulées dans des rapports précédemment adoptés sont les constatations de l'Organe d'appel, lequel est hiérarchiquement supérieur et ne traite que des questions de droit; ii) ces constatations ont été reprises dans plusieurs affaires de sorte qu'il existe maintenant une même interprétation cohérente et iii) l'Organe d'appel a examiné les mêmes questions que celles soulevées en l'espèce et il a expressément rejeté les arguments et l'interprétation avancés par les États-Unis.

III. QUESTIONS JURIDIQUES DE FOND – RÉFUTATION

A. APPLICATION OU MAINTIEN EN APPLICATION DANS 18 MESURES ANTIDUMPING DE DROITS ANTIDUMPING À UN NIVEAU DÉPASSANT LA MARGE DE DUMPING QUI RÉSULTERAIT DE L'APPLICATION CORRECTE DE L'ACCORD ANTIDUMPING

1. Les mesures en cause

48. La première série de mesures que les Communautés européennes contestent dans le présent différend est l'application ou le maintien en application dans 18 affaires antidumping énumérées dans l'annexe de la demande d'établissement d'un groupe spécial de droits antidumping qui ont été calculés ou qui sont maintenus en place à la suite du réexamen administratif le plus récent ou, selon le cas, de la procédure initiale ou de la procédure de réexamen pour changement de circonstances ou de réexamen à l'extinction, à un niveau dépassant la marge de dumping qui résulterait de l'application correcte de l'*Accord antidumping*, c'est-à-dire sans la réduction à zéro.

49. Dans leur première communication écrite, les États-Unis estiment que l'allégation concernant le maintien en application, ou l'application, des droits antidumping spécifiques résultant des ordonnances antidumping énumérées de I à XVIII dans l'annexe "fait référence à un nombre indéterminé de mesures alléguées en rapport avec les 18 affaires", "dans la mesure où la demande des CE ne fait pas référence à la mesure identifiée la plus récente".[26] Les États-Unis estiment en outre que cette allégation "remettrait en question le calcul des droits antidumping dans un nombre indéterminé de réexamens actuels et/ou futurs que le Département du commerce serait en train de conclure ou conclurait à un certain moment dans l'avenir".[27]

50. En faisant valoir que l'allégation des Communautés européennes "fait référence à un nombre indéterminé de mesures alléguées", les États-Unis contestent en fait que le maintien en application ou l'application d'un droit antidumping soient qualifiés de mesure. Autrement dit, les États-Unis essaient de semer la confusion entre les deux séries de mesures identifiées par les Communautés européennes dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial: d'une part, le maintien en application ou l'application d'un droit antidumping dans les 18 affaires mentionnées par produit et pays d'origine concernés, qui ont été calculés ou qui sont maintenus à un niveau dépassant la marge antidumping qui résulterait de l'application correcte de l'*Accord antidumping*; et, d'autre part, les 52 procédures antidumping.

[26] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 51.
[27] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 51.

51. De même, pendant la réunion de fond avec le Groupe spécial, les États-Unis ont consacré beaucoup de temps à essayer de discuter du champ du présent différend et des mesures contestées par les Communautés européennes en l'espèce.

52. En particulier, en ce qui concerne l'"application ou le maintien en application" des droits antidumping, les États-Unis ont contesté la définition de la première série de mesures donnée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial comme étant "spécifique" conformément à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.[28]

53. Toutefois, les Communautés européennes ont clairement défini la teneur précise de la première série de mesures contestées: celle d'un taux de droit fondé sur l'utilisation de la méthode de la réduction à zéro qui est appliquée à l'encontre des importations d'un produit spécifique en provenance d'un pays spécifique. Autrement dit, les droits actuellement appliqués dans les 18 affaires antidumping énumérées dans l'annexe de la demande d'établissement d'un groupe spécial sont tous des droits qui ont été calculés et/ou qui sont maintenus conformément à la méthode de la réduction à zéro. Dans les affaires *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*[29] et *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*[30], l'Organe d'appel a accepté que les Communautés européennes et le Japon aient défini la "teneur précise" dans le contexte de la méthode elle-même. Il s'ensuit nécessairement que ce que les Communautés européennes ont défini dans chacune des 18 mesures satisfait également à la prescription relative à la "teneur précise".

54. Ainsi que l'a noté l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, en principe, tout acte ou omission imputable à un Membre de l'OMC peut être une mesure de ce Membre aux fins d'une procédure de règlement des différends.[31] Dans l'affaire *Guatemala – Ciment I*, l'Organe d'appel a aussi noté que "[d]ans la pratique établie dans le cadre du GATT de 1947, une "mesure" peut être *tout* acte d'un Membre, qu'il soit ou non juridiquement contraignant, et elle peut même inclure des directives administratives non contraignantes émanant d'un gouvernement. Une mesure peut aussi être une omission ou une absence d'acte de la part d'un Membre".[32] De plus, dans l'affaire *CE – Matériels informatiques*, l'Organe d'appel a observé qu'un "droit" pouvait être une "mesure" faisant l'objet d'une procédure de règlement des différends.[33]

55. Il n'y a donc pas de prescription quant à la forme d'une "mesure". Les États–Unis ont donc tort de dire que les mesures qui peuvent être contestées couvrent soit une loi-cadre soit les enquêtes initiales, les réexamens administratifs ou les réexamens à l'extinction.[34] Dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial, les Communautés européennes ont défini avec précision la teneur de la mesure contestée. Cela est suffisant. Il n'est pas nécessaire que la mesure prenne la forme soit d'une procédure initiale soit d'une procédure de réexamen administratif ou d'une procédure de réexamen à l'extinction.

---

[28] Déclaration liminaire faite par les États-Unis à la première réunion de fond du Groupe spécial, paragraphes 19 à 22.

[29] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphes 185 à 205.

[30] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 96.

[31] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 81.

[32] Rapport de l'Organe d'appel *Guatemala – Ciment I*, note de bas de page 47.

[33] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Matériels informatiques*, paragraphe 65.

[34] Déclaration liminaire faite par les États-Unis à la première réunion de fond du Groupe spécial, paragraphe 22.

56. En outre, les Communautés européennes estiment qu'il ne peut raisonnablement pas y avoir de contestation quant à l'existence des 18 mesures mentionnées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. L'annexe de la demande d'établissement d'un groupe spécial indique avec précision les 18 mesures antidumping, par produit et pays concernés, en mentionnant les endroits pertinents où les mesures ont été publiées aux États-Unis et les taux de droits appliqués.

57. Le fait qu'un droit est désigné comme une mesure est évident d'un bout à l'autre de l'article VI du *GATT de 1994* et de l'*Accord antidumping*. Ainsi, le titre de l'article VI du *GATT de 1994* fait référence aux "[d]roits antidumping"; et l'article VI:2 du *GATT de 1994* fait référence à "un droit antidumping". Le titre de l'*Accord antidumping* dit qu'il met en œuvre l'article VI du *GATT de 1994*; et l'article premier de l'*Accord antidumping*, qui est intitulé "[p]rincipes", fait référence à "[u]ne mesure antidumping", ce qui confirme que le droit a le concept d'une mesure. L'article 7.2 de l'*Accord antidumping* confirme expressément que "[l]es mesures provisoires pourront prendre la forme d'un droit provisoire …". La dernière phrase de l'article 8.6 de l'*Accord antidumping* confirme de la même manière l'identité conceptuelle des "mesures" et des "droits". Les articles 9.1, 9.2 et 9.3 de l'*Accord antidumping* font à maintes reprises référence au droit. L'article 11.1 de l'*Accord antidumping* dit que "[l]es droits antidumping ne resteront en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage". L'expression "en vigueur" est importante, puisque ce concept fait généralement référence à un instrument juridique, c'est-à-dire une mesure, qui est dans cet article assimilée à un "droit". L'article 11.2 fait à maintes reprises référence au "droit", et à la "suppression" du "droit" – ce qui confirme de nouveau que le droit est de la nature d'une mesure. L'article 11.3 de l'*Accord antidumping* est rédigé dans les mêmes termes. L'article 12.2.2 de l'*Accord antidumping* fait de nouveau référence à l'imposition du "droit". La première phrase de l'article 15 de l'*Accord antidumping* fait référence à des "mesures antidumping", qui sont assimilées par référence à la deuxième phrase aux "droits antidumping". L'article 18.3.2 de l'*Accord antidumping* fait de la même manière référence aux "mesures antidumping", c'est-à-dire aux droits qui sont "imposés".

58. Pour toutes ces raisons, les Communautés européennes ont l'honneur de demander au Groupe spécial de conclure que les mesures en cause dont il est dûment saisi comprennent les 18 affaires mentionnées par les Communautés européennes; et elles ont l'honneur de lui demander de formuler les constatations concernant ces 18 mesures que les Communautés européennes considèrent être de leur droit au titre de l'*Accord antidumping* et du Mémorandum d'accord.

2. Violation de l'article XVI:4 de l'Accord instituant l'OMC

59. Dans leur première communication écrite, les Communautés européennes ont estimé que les États-Unis violaient l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC, non seulement en tant qu'allégation corollaire (c'est-à-dire lorsqu'il a été constaté que d'autres dispositions de l'*Accord antidumping* avaient été violées), mais également en tant qu'allégation indépendante du fait que les lois, réglementations et procédures administratives n'étaient pas en conformité avec les accords visés, ainsi qu'il est déclaré dans des rapports adoptés par l'ORD.[35] En fait, les rapports de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel adoptés par l'ORD dans des différends précédents où il a été constaté que les mêmes méthodes de la réduction à zéro que celles contestées en l'espèce étaient incompatibles avec les accords visés créent une obligation indépendante pour les États-Unis.

60. Dès lors que l'interprétation des règles pertinentes a été donnée et que la violation a été constatée et adoptée par l'ORD, il devient évident que toute tentative des États-Unis de conserver la méthode de la réduction à zéro dans une procédure antidumping serait contraire à l'obligation leur incombant d'assurer la conformité de leurs lois, réglementations et procédures administratives existantes avec l'*Accord antidumping* et le *GATT de 1994*. Cette obligation peut être invoquée par

[35] Première communication écrite des CE, paragraphes 122 à 132.

tout Membre de l'OMC, peu importe si ce Membre était ou non une partie au différend lorsque la violation a été constatée dans le rapport adopté par l'ORD. En fait, les Communautés européennes notent que les rapports de l'ORD sont adoptés par l'ensemble des Membres de l'OMC. Comme l'interprétation des règles et les rapports de l'ORD sont adoptés par tous les Membres, n'importe quel Membre peut donc invoquer l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC.

61. Les États-Unis contestent l'idée d'une "obligation internationale indépendante" découlant des rapports adoptés par l'ORD. Ils estiment que cette obligation ne peut pas être conciliée avec le fait que les rapports de l'Organe d'appel et des groupes spéciaux n'ont pas force obligatoire, sauf en ce qui concerne la résolution du différend particulier entre les parties à ce différend. Ils estiment en outre que cette obligation ne peut pas être conciliée avec le texte du Mémorandum d'accord, en particulier les articles 3:2 et 19:2 dudit Mémorandum d'accord. Autrement dit, selon les États-Unis, aucune obligation ne peut découler des rapports adoptés étant donné que les groupes spéciaux et l'Organe d'appel ne peuvent pas accroître ou diminuer les droits et obligations des Membres de l'OMC.[36]

62. Les Communautés européennes ne partagent pas les observations formulées par les États-Unis sur ce point. Selon les Communautés européennes, la question n'est pas de savoir si les rapports adoptés par l'ORD accroissent ou diminuent les droits et obligations des Membres. En fait, les rapportés adoptés par l'ORD clarifient l'interprétation des dispositions pertinentes des accords visés en ce qui concerne une loi, une réglementation ou une pratique particulière sur laquelle les parties à ce différend particulier ne s'entendaient pas. On ne saurait faire valoir que, parce qu'une interprétation est négative pour un Membre, une telle interprétation des règles "accroi[.]t ou diminu[.]e les droits et obligations des Membres". Autrement dit, l'obligation qu'ont les groupes spéciaux et l'Organe d'appel de ne pas accroître ou diminuer les droits et obligations des Membres concerne la teneur de leurs constatations. À cet égard, les groupes spéciaux et l'Organe d'appel ne sont pas habilités à formuler des constatations qui accroîtraient ou diminueraient les droits et obligations des Membres de l'OMC tel qu'énoncé dans les divers Accords de l'OMC. La question est différente en l'espèce. Elle concerne les conséquences pour le Membre perdant qui découlent des rapports adoptés par l'ORD.

63. Il faut répondre à la question de savoir si les rapports adoptés par l'ORD créent une obligation internationale indépendante qui pourrait être invoquée par un Membre de l'OMC en se fondant sur les textes de l'Accord sur l'OMC et du Mémorandum d'accord conformément aux principes pertinents d'interprétation des traités. En particulier, le fait que les rapports adoptés par l'ORD créent une obligation indépendante pour la partie perdante qui peut être invoquée par n'importe quel Membre de l'OMC est étayé par diverses dispositions du Mémorandum d'accord, en particulier les articles 3:2, 3:4, 3:8 et 17:14 dudit Mémorandum d'accord.

64. L'article 3:2 du Mémorandum d'accord dit que l'un des éléments essentiels de l'OMC est d'"assurer la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral". Le système de règlement des différends est donc censé "clarifier" les diverses règles énoncées dans les accords visés. Cet objectif appuie manifestement la notion du bien-fondé d'élaborer une jurisprudence qui non seulement apporterait en particulier une certaine prévisibilité et fiabilité, mais qui également serait mise à la disposition de tous les gouvernements Membres de l'OMC. De plus, l'article 3:4 du Mémorandum d'accord dispose qu'"[e]n formulant ses recommandations ou en statuant sur la question, l'ORD visera à la régler de manière satisfaisante", ce qui veut dire un règlement qui est conforme à toutes les obligations au titre des accords visés. De plus, ainsi que le dit l'article 3:8 du Mémorandum d'accord, s'il est constaté dans un rapport adopté par l'ORD qu'il y a eu infraction aux obligations souscrites au titre d'un accord visé, la mesure concernée est présumée annuler ou compromettre un avantage pour "d'autres Membres parties à l'accord visé". Un Membre de l'OMC peut donc invoquer l'annulation ou la réduction d'un avantage s'il est constaté une infraction dans un rapport adopté par l'ORD. Dernier

[36] Déclaration liminaire faite par les États-Unis à la première réunion du Groupe spécial, paragraphe 12.

point, l'article 17:14 du Mémorandum d'accord dispose que les parties au différend ont l'obligation d'accepter *sans condition* les rapports adoptés par l'ORD. Le Membre perdant ne peut pas faire valoir qu'il a accepté sans condition les rapports de l'ORD si, dans le cadre d'un nouveau différend concernant la même question, il nie que les mêmes mesures ont violé les accords visés. Comme l'adoption de ces rapports se fait par consensus négatif, cela signifie que tous les Membres de l'OMC adoptent l'interprétation des dispositions pertinentes des accords visés en ce qui concerne une législation, réglementation ou pratique particulières contenues dans le rapport adopté. Là encore, l'obligation indépendante pour les États-Unis qui découle des rapports adoptés par l'ORD peut être invoquée par n'importe quel Membre de l'OMC, en tant que violation de l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC.

65. Il serait porté atteinte aux principes inclus dans ces dispositions s'il n'était pas reconnu qu'il existe pour les Membres au titre de l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC une obligation indépendante d'assurer la conformité de leurs lois, réglementations et procédures administratives avec les accords visés, dès lors qu'il a été clarifié dans les rapports adoptés par l'ORD que les lois, réglementations et procédures administratives existantes sont incompatibles avec les obligations des Membres dans le cadre de l'OMC.

66. De plus, il conviendrait de noter que le fait que l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC crée une obligation indépendante est étayé par le principe important d'interprétation des traités selon lequel une interprétation ne peut pas avoir pour effet de rendre redondants ou *inutiles* des clauses ou des paragraphes d'un traité.[37] En fait, il faut donner un sens en soi à l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC. Ainsi que l'a mentionné l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Essence*, un interprète n'est pas libre d'adopter une interprétation qui aurait pour résultat de rendre redondants ou inutiles des clauses ou des paragraphes entiers d'un traité.[38] Le fait de traiter cette disposition comme une allégation purement corollaire alors qu'a été constatée la violation d'une autre disposition rendrait cette disposition inutile.

67. Enfin, les Communautés européennes précisent qu'elles ne demandent pas au Groupe spécial de se prononcer sur la question de savoir si les États-Unis se sont conformés ou ne se sont pas conformés aux recommandations et décisions de l'ORD dans des différends passés. Elles lui demandent plutôt de prendre en compte le fait que, de leur propre aveu, les États-Unis font reposer tous leurs moyens de défense sur leur refus d'accepter sans condition les rapports de l'Organe d'appel dans les affaires portant les cotes DS294 et DS322.

68. Compte tenu de ce qui précède, les Communautés européennes demandent au présent Groupe spécial de formuler une constatation spécifique établissant que par l'application et le maintien en application de la réduction à zéro dans des enquêtes initiales, des procédures de réexamens administratifs et des procédures de réexamen à l'extinction, les États-Unis ont violé l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC. Les Communautés européennes demandent aussi au Groupe spécial d'examiner d'abord l'argument fondé sur l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC, en tant qu'allégation indépendante, et de s'abstenir d'appliquer le principe d'économie jurisprudentielle à ce point.

[37] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques*, pages 12 et 13.
[38] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Essence*, page 25, note de bas de page 45.

B. LA MÉTHODE DE LA RÉDUCTION À ZÉRO, TELLE QU'ELLE A ÉTÉ APPLIQUÉE DANS 52 PROCÉDURES ANTIDUMPING, Y COMPRIS DES ENQUÊTES INITIALES, DES PROCÉDURES DE RÉEXAMENS ADMINISTRATIFS ET DES PROCÉDURES DE RÉEXAMENS À L'EXTINCTION

1. Enquêtes initiales

69. Les Communautés européennes contestent quatre enquêtes initiales mentionnées dans l'annexe de la demande d'établissement du Groupe spécial (affaires XV to XVIII) comme étant incompatibles avec l'*Accord antidumping* et le *GATT de 1994*.[39]

70. Les États-Unis ne contestent pas ces allégations et reconnaissent de ce fait leur incompatibilité avec le *GATT de 1994* et l'*Accord antidumping*.[40]

2. Réexamens administratifs

a) Articles 2.1 et 9.3 de l'Accord antidumping et article VI du GATT: le droit ne doit pas dépasser la marge de dumping telle qu'elle a été déterminée pour le produit dans son ensemble

71. Les Communautés européennes allèguent que, dans les mesures pertinentes en cause, les États-Unis n'ont pas établi correctement le montant du droit antidumping ni la marge de dumping, conformément aux obligations énoncées aux articles 9.3 et 2 de l'*Accord antidumping* et l'article VI du *GATT de 1994*. Il en est ainsi parce que la méthode de la réduction à zéro simple utilisée par l'USDOC dans les mesures en cause n'a pas permis de calculer la marge de dumping pour le *produit dans son ensemble*.

72. Dans leur première communication écrite, les États-Unis contestent cette allégation. Dans le fond, le désaccord entre les parties découle de leurs interprétations respectives concernant les expressions "dumping" et "marges de dumping" figurant dans l'*Accord antidumping* et du point de savoir si ces expressions s'appliquent au niveau du produit dans son ensemble ou au niveau d'une comparaison entre une valeur normale moyenne pondérée et une transaction à l'exportation individuelle.

73. Les États-Unis soutiennent que les expressions "dumping" et "marges de dumping" ne sont pas définies dans le GATT et dans l'*Accord antidumping* de telle sorte que les transactions à l'exportation doivent être examinées à un niveau agrégé.[41] Selon les États-Unis, la définition du "dumping" telle qu'elle figure dans l'article 2.1 de l'*Accord antidumping* "décrit le comportement commercial correspondant à la réalité suivant lequel un produit est importé dans un pays, c'est-à-dire, transaction par transaction".[42] Les États-Unis estiment en outre qu'"il n'y a rien dans le *GATT de 1994* ni dans l'Accord antidumping qui suggère qu'un dumping dommageable qui se produit en rapport avec une transaction est atténué par une autre transaction effectuée à un prix qui n'est pas un prix de dumping".[43]

74. L'interprétation avancée par les États-Unis n'est pas admissible car elle est directement contredite non seulement par le sens ordinaire du texte des articles 2 et 9.3 de l'*Accord antidumping* et de l'article VI du *GATT de 1994*, mais également par leur contexte et les constatations bien établies et cohérentes formulées par l'Organe d'appel dans des différends précédents selon lesquelles les expressions "dumping" et "marges de dumping" telles qu'elles sont définies dans l'article 2.1 de

[39] Première communication écrite des CE, paragraphes 135 à 179.
[40] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 155.
[41] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 82 à 98.
[42] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 82.
[43] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 85.

l'*Accord antidumping* et dans l'article VI:1 du *GATT de 1994* s'appliquent au *produit visé par l'enquête dans son ensemble.*[44]

75. Les Communautés européennes examinent d'abord l'article VI:1 du *GATT de 1994* et l'article 2.1 de l'*Accord antidumping* qui définissent le "dumping". L'article VI:1 définit le "dumping" comme étant "l'introduction des produits d'un pays sur le marché d'un autre pays à un prix inférieur à leur valeur normale". Cette définition est reprise comme suit dans l'article 2.1 de l'*Accord antidumping*: "Aux fins du présent accord, un produit doit être considéré comme faisant l'objet d'un dumping, c'est-à-dire comme étant introduit sur le marché d'un autre pays à un prix inférieur à sa valeur normale, si […]". Il ressort clairement des textes de ces dispositions que le dumping est défini par rapport à un produit dans son ensemble tel qu'il est défini par l'autorité chargée de l'enquête.

76. C'est ce qui ressort en outre clairement du contexte de l'Accord. En fait, le but de l'article VI du *GATT de 1994* et de l'*Accord antidumping* est de déterminer les conditions d'application des mesures antidumping. L'article premier de l'*Accord antidumping* dispose qu'"[u]ne mesure antidumping sera appliquée dans les seules circonstances prévues à l'article VI du *GATT de 1994*, et à la suite d'enquêtes ouvertes et menées en conformité avec les dispositions du présent accord" (non souligné dans l'original). Aux fins de l'enquête, l'autorité chargée de l'enquête doit identifier le "produit considéré"[45] qui devra être utilisé tout au long de l'enquête à diverses fins, y compris pour la détermination du volume des importations faisant l'objet d'un dumping, la détermination du dommage, le lien de causalité, etc. L'article VI:2 du *GATT de 1994* clarifie qu'"[e]n vue de neutraliser ou d'empêcher le dumping, toute partie contractante pourra percevoir sur tout produit faisant l'objet d'un dumping un droit antidumping dont le montant ne sera pas supérieur à la marge de dumping afférente à ce produit". L'article 6.10 précise qu'"[e]n règle générale, les autorités détermineront une marge de dumping individuelle pour chaque exportateur connu ou producteur concerné du produit visé par l'enquête". Il est donc clair que le "dumping", au sens de l'article VI:1 du *GATT de 1994* et de l'article 2.1 de l'*Accord antidumping*, ne peut être constaté que pour le produit visé par l'enquête dans son ensemble, et qu'il est impossible de constater qu'il existe seulement pour un type, un modèle ou une catégorie de ce produit, y compris une "catégorie" consistant en une ou plusieurs transactions à l'exportation à prix relativement bas.

77. D'autres dispositions de l'*Accord antidumping* confirment ce point de vue. Par exemple, l'article 9.2 prévoit qu'un droit antidumping sera imposé en ce qui concerne le produit visé par l'enquête. En outre, l'article 6.10 dispose qu'"[e]n règle générale, les autorités chargées de l'enquête détermineront une marge de dumping individuelle pour chaque exportateur connu ou producteur concerné du produit visé par l'enquête".

78. Les États-Unis ont donc manifestement tort lorsqu'ils disent qu'"il n'y a rien dans le *GATT de 1994* ni dans l'Accord antidumping qui suggère qu'un dumping dommageable qui se produit en rapport avec une transaction est atténué par une autre transaction effectuée à un prix qui n'est pas un prix de dumping".[46]

79. Les Communautés européennes examinent ensuite l'expression "marge de dumping". Alors que le terme "dumping" désigne l'introduction d'un produit sur le marché d'un autre pays à un prix inférieur à sa valeur normale, l'expression "marge de dumping" désigne l'importance du dumping. En

[44] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit*, paragraphe 53; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 118; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphes 91 à 103; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphes 123 à 135; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis– Réduction à zéro (Japon)*, paragraphes 108 à 116.

[45] Cela découle de l'article 2.6 de l'*Accord antidumping* qui définit l'expression "produit similaire" comme "un produit qui est identique, c'est-à-dire semblable à tous égards au produit considéré".

[46] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 85.

fait, ainsi que l'indique l'article VI:2 du *GATT de 1994* "[…] il faut entendre par marge de dumping la différence de prix déterminée conformément aux dispositions du paragraphe premier [de l'article VI du *GATT de 1994*]". Comme pour le dumping, l'existence de "marges de dumping" ne peut être constatée que pour le produit visé par l'enquête dans son ensemble. Ainsi que l'a noté l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*, "le terme "marges" désignait la marge de dumping individuelle établie pour chacun des exportateurs et producteurs du produit visé par l'enquête qui avaient été soumis à enquête, pour ce produit particulier. Cette marge est le résultat d'une comparaison qui se fonde sur un examen de toutes les transactions pertinentes effectuées sur le marché intérieur et sur le marché d'exportation".[47]

80. Il est clair qu'une autorité chargée de l'enquête pourrait effectuer de multiples comparaisons intermédiaires entre une "valeur normale" moyenne pondérée et des transactions à l'exportation individuelles. Toutefois, les résultats de ces comparaisons multiples ne sont pas des "marges de dumping". Ces résultats ne correspondent plutôt qu'à des calculs intermédiaires effectués par l'autorité chargée de l'enquête dans le cadre de l'établissement de marges de dumping pour le produit visé par l'enquête. Par conséquent, ce n'est que sur la base de l'agrégation de *toutes* ces "valeurs intermédiaires" que l'autorité chargée de l'enquête peut établir des marges de dumping pour le produit visé par l'enquête dans son ensemble.

81. Les Communautés européennes ne voient pas très bien comment il serait possible d'établir correctement des marges de dumping pour le produit dans son ensemble sans agréger tous les "résultats" des comparaisons multiples. Mise à part l'exception prévue par les dispositions relatives au dumping ciblé, il n'y a aucune base textuelle dans *l'Accord antidumping* qui justifierait de prendre en considération les "résultats" de certaines comparaisons multiples seulement dans le processus de calcul des marges de dumping, sans tenir compte d'autres "résultats".

82. Dans leur première communication écrite, les États-Unis n'indiquent pas comment, à la lumière des règles d'interprétation des traités consacrées dans la Convention de Vienne sur le droit des traités, il serait possible d'interpréter les expressions "dumping" et "marges de dumping" comme désignant le produit au niveau des transactions individuelles.

83. Les États-Unis s'appuient considérablement sur les constatations des groupes spéciaux dans les affaires *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)* et *États-Unis – Bois de construction résineux (article 21:5)*. Toutefois, ces constatations ont été infirmées par l'Organe d'appel qui a indiqué et expliqué pourquoi le "dumping" et les "marges de dumping" ne pouvaient être établis que pour le produit visé par l'enquête dans son ensemble. Dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, l'Organe d'appel a dit ce qui suit:

> Un produit visé par l'enquête peut être défini par l'autorité chargée de l'enquête. Mais l'existence d'un "dumping" et de "marges de dumping" ne peut être constatée qu'en relation avec ce produit tel qu'il a été défini par cette autorité. Elle ne peut pas être constatée uniquement pour un type, un modèle ou une catégorie de ce produit. L'existence d'un "dumping" et de "marges de dumping" ne peut pas non plus, quelle que soit la méthode de comparaison utilisée, être constatée au niveau d'une transaction individuelle. Ainsi, quand l'autorité chargée de l'enquête calcule une marge de dumping sur la base de comparaisons multiples entre la valeur normale et le prix à l'exportation, les résultats de telles comparaisons intermédiaires ne sont pas, en elles-mêmes, des marges de dumping. Elles ne sont en fait que "des apports qui [doivent être] agrégés pour établir la marge de dumping du produit visé par l'enquête pour chaque exportateur ou producteur".[48] (non souligné dans l'original)

[47] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 118.
[48] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 115.

84. En fait, il existe une série continue et cohérente de constatations de l'Organe d'appel dans les affaires *CE – Linge de lit*, *États-Unis – Bois de construction résineux*, *États-Unis – Réduction à zéro (CE)* et *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)* selon lesquelles le "dumping" et les "marges de dumping ne peuvent être établis que pour le produit visé par l'enquête dans son ensemble".

85. Les États-Unis font erreur en faisant valoir que "dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux V*, l'Organe d'appel a dit dans son raisonnement que la réduction à zéro n'était pas permise dans le contexte de l'"établissement de moyennes multiples", sur la base du membre de phrase "toutes les transactions à l'exportation comparables", mais il n'a pas expliqué pourquoi la réduction à zéro pouvait être prohibée dans le contexte de "comparaisons multiples" de façon générale.[49] Au contraire, ainsi que l'Organe d'appel l'a clairement indiqué dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux V*, ces principes reposent de façon très fondamentale sur les articles VI:1 et VI:2 du *GATT de 1994* et sur l'article 2.1 de l'*Accord antidumping*[50], et sont confirmés aux articles 9.2 et 6.10 de l'*Accord antidumping* et aux articles VI:1 et VI:2 du *GATT de 1994*.[51] L'Organe d'appel a explicitement rejeté la notion que ces principes ne s'appliquaient que dans le cadre des procédures initiales. Se reportant à l'article VI:1 du *GATT de 1994* et à l'article 2.1 de l'*Accord antidumping*, l'Organe d'appel a conclu ce qui suit: "[i]l ressort clairement des textes de ces dispositions que le dumping est défini par rapport à un produit dans son ensemble tel qu'il est défini par l'autorité chargée de l'enquête. En outre, nous relevons que le membre de phrase introductif de l'article 2.1 – "Aux fins du présent accord" – indique que la définition du "dumping" énoncée à l'article 2.1 s'applique à l'ensemble de l'Accord …".[52] Dans le différend *États-Unis – Bois de construction résineux V*, l'Organe d'appel a généralement fait référence à l'utilisation des "comparaisons multiples" lorsqu'il a dit que "[s]i l'autorité chargée de l'enquête a choisi de procéder à des comparaisons multiples, elle doit nécessairement prendre en considération le résultat de toutes ces comparaisons afin d'établir des marges de dumping pour le produit dans son ensemble".[53]

86. Les États-Unis estiment que l'examen du terme "produit" tel qu'il est utilisé d'un bout à l'autre de l'*Accord antidumping* et du *GATT de 1994* démontre que, dans ces dispositions, le terme "produit" ne renvoie pas exclusivement à "produit dans son ensemble" et qu'il peut avoir soit un sens collectif soit un sens individuel.[54] Toutefois, le seul exemple que donnent les États-Unis où le mot "produit" serait utilisé dans le sens individuel de l'objet d'une transaction particulière est l'article VII:3 du *GATT de 1994*. Or, l'article VII:3 du *GATT de 1994* est une disposition qui concerne les questions de la valeur en douane. Il n'a donc rien à voir avec l'antidumping. Ainsi que nous l'indiquons ci-dessus, le terme "dumping" tel qu'il est défini à l'article 2.1 de l'*Accord antidumping* doit être interprété dans le contexte spécifique de la détermination du cadre dans lequel les mesures antidumping peuvent être appliquées, c'est-à-dire conformément à une enquête qui s'attache à un "produit [spécifique] visé par l'enquête" ainsi que le définit l'autorité chargée de l'enquête. Par conséquent, nous ne considérons pas que cet exemple soit pertinent.

87. En tout état de cause, ainsi que l'Organe d'appel l'a à juste titre noté dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21:5)*, "l'Organe d'appel s'est référé à l'article VI:1 et 2 du *GATT de 1994*, conjointement avec l'article 2.1 de l'*Accord antidumping*, pour interpréter l'expression "marges de dumping" figurant à l'article 2.4.2. L'Organe d'appel ne s'est pas préoccupé du sens du

[49] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 91.
[50] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphe 91 à 93.
[51] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphe 94.
[52] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphe 93.
[53] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphe 98 cité par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21:5)*, paragraphe 114.
[54] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 92.

terme "produit" dans les autres paragraphes de l'article VI ou dans les autres dispositions du *GATT de 1994*".[55]

88. En fait, bien qu'il puisse être démontré que le mot "produit" pourrait avoir divers sens dans le GATT et l'*Accord antidumping*, il ressort clairement du texte et du contexte que dans le cadre de l'article 2.1 de l'*Accord antidumping* et des articles VI:1 et VI:2 du *GATT de 1994*, le mot "produit" désigne le "produit visé par l'enquête" et par conséquent le produit dans son ensemble.

89. L'avis selon lequel l'existence d'un "dumping" et de "marges de dumping" ne peut être établie que pour le produit visé par l'enquête dans son ensemble est conforme avec la nécessité du traitement cohérent d'un produit dans une enquête antidumping. Par conséquent, après avoir défini le produit visé par l'enquête, l'autorité chargée de l'enquête doit traiter ce *produit* dans son ensemble, entre autres aux fins suivantes: détermination du volume des importations faisant l'objet d'un dumping, détermination de l'existence d'un dommage, lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale, et calcul de la marge de dumping. En outre, conformément à l'article VI:2 du *GATT de 1994* et à l'article 9.2 de l'*Accord antidumping*, un droit antidumping ne peut être perçu que sur un produit faisant l'objet d'un dumping. À toutes ces fins, le produit visé par l'enquête est traité dans son ensemble, et les transactions à l'exportation dans ce qu'il est convenu d'appeler les sous-groupes "de produits ne faisant pas l'objet d'un dumping" (c'est-à-dire les sous-groupes dans lesquels la valeur normale moyenne pondérée est inférieure au prix à l'exportation moyen pondéré) ne sont pas exclues. Les Communautés européennes ne voient rien qui justifie, au titre de l'*Accord antidumping*, de traiter les mêmes transactions relevant de sous-groupes comme "ne faisant pas l'objet d'un dumping" à une fin et comme "faisant l'objet d'un dumping" à d'autres fins.[56]

90. Les obligations et les méthodes qui s'appliquent quand une marge de dumping fait l'objet d'une enquête ou est invoquée sont les mêmes pour l'ensemble de l'*Accord antidumping*, y compris pour les enquêtes aux fins de réexamens administratifs. L'utilisation de la réduction à zéro par les États-Unis est donc tout autant incompatible tant dans le calcul d'une marge de dumping révisée aux fins du dépôt en espèces que dans le calcul du montant du droit fixé de manière rétrospective. Le calcul par les États-Unis d'une marge révisée aux fins du dépôt en espèces est identique dans tous ses aspects pertinents au calcul de la marge effectué pendant les procédures initiales. Il n'y a aucune base permettant de faire valoir que la réduction à zéro, qui est interdite dans les procédures initiales, devient d'une façon ou d'une autre admissible dans le même calcul quand elle est utilisée dans le cadre d'un réexamen administratif.

b) Le droit ne doit pas dépasser la marge de dumping établie conformément à la prescription de l'article 2.4 de l'Accord antidumping relative à la comparaison équitable

91. À titre d'observation préliminaire, les Communautés européennes notent qu'il apparaît que les États-Unis ne contestent pas que la prescription de l'article 2.4 relative à la comparaison équitable s'applique aussi aux procédures régies par l'article 9.3 de l'*Accord antidumping*. Les parties ne sont toutefois pas d'accord en ce qui concerne la teneur de cette obligation et le point de savoir si, en conséquence, la méthode de la réduction à zéro simple utilisée par les États-Unis dans les mesures pertinentes en cause entraîne le calcul d'une marge de dumping qui viole l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*.

[55] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21:5)*, paragraphe 113.

[56] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphe 99.

i) Teneur de la prescription de l'article 2.4 relative à la "comparaison équitable"

92. Se reportant aux constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)* citées par les Communautés européennes dans leur première communication écrite, les États-Unis estiment que "le raisonnement tenu par l'Organe d'appel [dans cette affaire] était fondé sur les *résultats* de la méthode de comparaison par rapport à la "marge de dumping", telle qu'elle était interprétée précédemment, plutôt que sur tout aspect intrinsèquement inéquitable de la méthode de comparaison à proprement parler" et par conséquent que "l'allégation des CE concernant l'iniquité dépend non pas du texte de l'article 2.4, mais de la question de savoir s'il est admissible d'interpréter l'expression "marge de dumping" telle qu'elle est employée à l'article 9.3 comme s'appliquant aux transactions".[57] Il s'agit d'une présentation inexacte de l'allégation des Communautés européennes qui, au contraire, et ainsi que nous l'expliquons un peu plus loin, repose sur une analyse inhérente de la prescription relative à la comparaison équitable, laquelle démontre le caractère en soi inéquitable de la méthode de la réduction à zéro simple utilisée par les États-Unis dans leurs réexamens administratifs.

93. Le premier argument avancé par les États-Unis à l'appui de leur vue selon laquelle il n'y a pas incompatibilité avec l'article 2.4 est que s'"il est admissible d'interpréter l'expression "marge de dumping" telle qu'elle est employée à l'article 9.3 comme s'appliquant à une transaction individuelle, la fixation des droits contestés ne dépassera pas la marge de dumping et aucun élément ne viendra étayer une constatation d'incompatibilité avec l'article 2.4.[58] Il signifie que, selon les États-Unis, la question de savoir si l'utilisation de la méthode de la réduction à zéro simple dans le contexte des réexamens administratifs est ou non compatible avec la prescription relative à la comparaison équitable dépend du point de savoir si l'article 9.3 autoriserait l'utilisation de la réduction à zéro. Selon les États-Unis, puisqu'il est admissible d'interpréter l'expression "marge de dumping" telle qu'elle est employée à l'article 9.3 comme s'appliquant à une transaction individuelle, il n'y a aucune obligation d'agréger les transactions pour calculer les marges de dumping dans une procédure de fixation des droits, et il ne peut y avoir d'obligation de "compenser" le montant des droits antidumping à acquitter pour une transaction pour rendre compte de la mesure dans laquelle d'autres transactions ne font pas apparaître de dumping. En conséquence, il n'y a aucun fondement à une incompatibilité avec l'article 2.4.[59] Les États-Unis n'apportent aucune explication quant aux raisons pour lesquelles la méthode de la réduction à zéro simple serait compatible avec l'article 2.4 si ce n'est de dire que si une telle méthode est autorisée par l'article 9.3, il n'y a pas incompatibilité avec l'article 2.4.

94. L'approche des États-Unis est erronée car elle est contraire au caractère indépendant et général de la prescription de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* relative à l'équité. Comme la prescription de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* relative à l'équité constitue une obligation indépendante et générale, elle ne peut pas être réduite à la question de savoir si la méthode de la réduction à zéro simple appliquée par les États-Unis est admissible ou non au titre d'autres dispositions de l'*Accord antidumping*.

ii) "Intrinsèquement biaisée"

95. Dans leur première communication écrite, les Communautés européennes ont noté que le terme "équitable" est généralement entendu comme dénotant l'impartialité, l'équité ou l'absence de parti pris.[60] La réduction à zéro simple utilisée dans les réexamens administratifs est intrinsèquement

[57] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 143.
[58] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 144.
[59] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 144.
[60] Première communication écrite des CE, paragraphe 167. Selon le dictionnaire, le mot "équitable" signifie "just, unbiased, equitable, impartial, legitimate, in accordance with the rules of standards" (juste, non biaisé, conforme à l'équité, impartial, légitime, conforme aux règles ou aux normes) et "offering an equal chance

biaisée parce que quand un exportateur effectue certaines ventes à un prix supérieur à la valeur normale et certaines autres à un prix inférieur à la valeur normale, l'utilisation de la réduction à zéro entraînera inévitablement une marge plus élevée que celle qui aurait sinon été calculée. Cet accroissement de la marge n'est pas imputable à une variation du prix pratiqué par l'exportateur, mais est le résultat de la décision des États-Unis d'appliquer une méthode de calcul qui a pour effet de ne pas tenir compte des résultats négatifs de la comparaison intermédiaire.[61]

96. Les États-Unis contestent l'allégation des Communautés européennes selon laquelle la réduction à zéro utilisée dans les réexamens administratifs est incompatible avec l'article 2.4 puisqu'elle est intrinsèquement biaisée. Selon les États-Unis, il n'y a "rien dans le texte de l'Accord permettant d'étayer leur affirmation selon laquelle une méthode peut être désignée comme étant "équitable" ou "inéquitable" au sens de l'article 2.4 uniquement en se fondant sur le point de savoir si elle a pour effet de faire augmenter ou baisser les marges de dumping".[62]

97. À cet égard, les Communautés européennes notent que l'*Accord antidumping* ne contient pas une définition du concept d'"équité". Toutefois, divers groupes spéciaux et l'Organe d'appel ont analysé le caractère "équitable" des déterminations de l'existence d'un dumping et d'un dommage. Toute méthode ou approche qui est utilisée par l'autorité chargée de l'enquête dans le cadre de déterminations de l'existence d'un dumping et de déterminations de l'existence d'un dommage, et qui rend plus probable la constatation de l'existence d'un dumping (ou de marges de dumping plus élevées) ou d'un dommage, n'est pas "équitable". En conséquence, le choix d'une méthode comme celle de la réduction à zéro simple dans le cadre des réexamens administratifs qui a systématiquement et forcément pour effet de faire augmenter le dumping alors qu'il n'y a pas eu de changement dans le comportement en matière de fixation des prix est intrinsèquement biaisé et par conséquent inéquitable au sens de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*.

98. En outre, dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*, l'Organe d'appel a analysé la prescription de l'article 3.1 de l'*Accord antidumping* relative à l'"examen objectif" et souligné que "[l]e terme "objectif", qui qualifie le terme "examen", indique essentiellement que le processus d'"examen" doit respecter les impératifs correspondant aux principes fondamentaux que sont la bonne foi et l'équité élémentaire. En bref, un "examen objectif" exige que l'on enquête sur la branche de production nationale, et sur les effets des importations faisant l'objet d'un dumping, de manière impartiale, sans favoriser au cours de l'enquête les intérêts d'aucune partie intéressée ou d'aucun groupe de parties intéressées".[63]

99. En appliquant ce critère dans l'affaire *CE – Linge de lit (article 21:5)*, l'Organe d'appel a constaté ce qui suit:

> L'approche adoptée par les Communautés européennes pour déterminer le volume des importations faisant l'objet d'un dumping ne se fondait pas sur un "examen objectif". L'examen n'était pas "objectif" car son résultat était déterminé à l'avance par la méthode en elle-même. Suivant l'approche retenue par les Communautés européennes, chaque fois que les autorités chargées de l'enquête décident de *limiter* l'examen à certains producteurs en ne les incluant pas tous – comme elles sont habilitées à le faire en vertu de l'article 6.10 – *toutes* les importations provenant de *tous* les producteurs n'ayant *pas* fait l'objet d'un examen seront *nécessairement*

---

of success" (présentant une chance égale de succès) (Shorter Oxford English Dictionary; 5th edn, W.R. Trumble, A. Stevenson (eds) (Oxford University Press, 2002), Vol.1, page 915), cité par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21:5)*, paragraphe 138.

[61] Première communication écrite des CE, paragraphe 200.

[62] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 146.

[63] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 193.

> *toujours incluses* dans le volume des importations faisant l'objet d'un dumping au titre de l'article 3, dès lors qu'il a été constaté que l'un des producteurs ayant fait individuellement l'objet d'un examen pratiquait le dumping. Il en est ainsi parce que l'article 9.4 permet d'appliquer le taux de droit "résiduel global" aux importations provenant des producteurs n'*ayant pas* fait l'objet d'un examen, *indépendamment* de l'option prévue dans la deuxième phrase de l'article 6.10 qui est retenue. En d'autres termes, suivant l'approche des Communautés européennes, les importations imputables aux producteurs n'ayant *pas* fait l'objet d'un examen sont simplement *présumées*, en toutes circonstances, *faire l'objet d'un dumping*, aux fins de l'article 3, uniquement parce qu'elles sont passibles de droits antidumping en vertu de l'article 9.4. Cette approche fait qu'il devient "plus probable que [les autorités chargées de l'enquête] détermineront que la branche de production nationale subit un dommage" et, par conséquent, elle ne peut être "objective". En outre, une telle approche tend à privilégier les méthodes consistant à examiner individuellement un *petit nombre* de producteurs. En effet, *plus* le nombre de producteurs faisant individuellement l'objet d'un examen est *petit*, *plus* le volume des importations imputables aux producteurs n'ayant *pas* fait l'objet d'un examen et, par conséquent, plus le volume des importations dont il est *présumé* qu'elles font l'objet d'un *dumping*, sont *importants*. Étant donné que l'*Accord antidumping* exige en règle générale que *tous* les producteurs fassent l'objet d'un examen, et qu'il n'autorise qu'exceptionnellement que l'examen ne porte que sur *certains* d'entre eux, il nous semble que l'interprétation proposée par les Communautés européennes ne peut correspondre à l'intention des rédacteurs de l'Accord.[64] (non souligné dans l'original)

100. De même, les Communautés européennes font valoir que la méthode de la réduction à zéro simple utilisée par les États-Unis dans leurs réexamens administratifs doit être considérée comme "inéquitable" puisque son utilisation rend plus probable une constatation de l'existence d'un dumping ou de marges de dumping plus élevées par l'autorité chargée de l'enquête et elle ne peut donc pas être considérée comme "équitable" au sens de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*.

iii) Déséquilibre injustifié

101. L'obligation imposée par l'article 2.4 de procéder à une comparaison équitable exclut le recours à la méthode de la réduction à zéro simple utilisée par les États-Unis dans les mesures en cause. Étant donné le sens ordinaire du mot "équitable"[65], l'obligation de procéder à une comparaison équitable ou équivalente doit nécessairement supposer que la comparaison est assez bien équilibrée, que c'est une comparaison qui, sous réserve de l'exception relative au dumping ciblé, prend en compte de façon équivalente toutes les données concernant la valeur normale et le prix à l'exportation, dans le calcul de la "marge de dumping" pour chaque exportateur. Les États-Unis ont en fait utilisé une méthode de la réduction à zéro simple sans aucune justification, et pour cette raison, ils ont agi de manière incompatible avec l'obligation leur incombant de procéder à une comparaison équitable conformément à l'article 2.4.

102. Le Groupe spécial et l'Organe d'appel sont parvenus à une conclusion similaire dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*, concernant les critères du prix pratiqué dans des conditions de "libre concurrence" et du prix "anormalement élevé" pour déterminer si les ventes intérieures sont ou

---

[64] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit (article 21:5)*, paragraphe 132.

[65] Une comparaison qui est "just, unbiased, equitable, impartial, legitimate, in accordance with the rules of standards" (juste, non biaisée, conforme à l'équité, impartiale, légitime, conforme aux règles ou aux normes), "offering an equal chance of success" (présentant une chance égale de succès), menée "honestly, impartially" (honnêtement, de manière impartiale) et "evenly, on a level" (uniformément, à égalité) (*The New Shorter Oxford English Dictionary*).

non effectuées au cours d'opérations commerciales normales. Le Groupe spécial a observé que le simple fait qu'une vente intérieure est effectuée à un prix relativement bas ne veut pas nécessairement dire qu'elle ne peut plus être considérée comme ayant été effectuée au cours d'opérations commerciales normales. De même, dans le présent cas d'espèce, le simple fait qu'une vente à l'exportation est effectuée à un prix relativement élevé ne veut pas dire que cette vente cesse, pour cette raison uniquement, d'être comparable. Le Groupe spécial a en outre observé que la méthode utilisée par les États-Unis excluait les ventes intérieures à bas prix, ce qui faussait la valeur normale en la surévaluant et gonflait de ce fait la marge de dumping. De même, dans le présent cas d'espèce, la méthode utilisée par les États-Unis exclut en partie les ventes à l'exportation à prix plus élevés, ce qui fausse le prix à l'exportation en le sous-évaluant et gonfle de ce fait la marge de dumping. L'Organe d'appel a souscrit à l'avis du Groupe spécial selon lequel les États-Unis exerçaient systématiquement leur pouvoir discrétionnaire d'une manière qui était partiale et inéquitable, ce qui avait automatiquement pour effet de fausser et de gonfler la marge de dumping au détriment des exportateurs.[66]

iv) Incohérence interne

103. De la même façon qu'une procédure antidumping concerne "un produit" (le produit visé), elle concerne également une marge de dumping fondée sur une comparaison des ventes effectuées pendant la période couverte par l'enquête (quel que soit le type de procédure antidumping qui est menée). Tout comme l'*Accord antidumping* ne contient aucune règle expresse régissant la définition du "produit visé", il ne contient pas non plus de règle expresse régissant la définition de la période couverte par l'enquête. La période couverte par l'enquête pourrait constituer une période relativement courte ou une période relativement longue (par exemple un an), à condition qu'il s'agisse d'une période continue, à l'égard de laquelle les fluctuations du marché ou autres aléas ne faussent pas une évaluation correcte.[67] Au même titre que les caractéristiques du produit, la période est généralement un paramètre par référence auquel les marchés – c'est-à-dire les catégories de marchandises ou de services entre lesquels existe un certain rapport de concurrence ou un certain degré de comparabilité – sont définis. Tout comme les États-Unis ont défini le "produit visé", ils ont défini la période couverte par l'enquête dans la mesure en cause. Tout comme les CE ne contestent pas, dans la présente affaire, la définition du produit visé, elles ne contestent pas, dans la présente affaire, la définition de la période couverte par l'enquête. Tout comme dans le cas de la méthode de réduction à zéro selon les modèles, dès lors qu'ils avaient défini la période couverte par l'enquête, les États-Unis étaient dans l'obligation de s'assurer que la marge de dumping pour cette période était calculée de manière conforme à l'article 2.4. Ils étaient liés par leur propre logique.[68]

104. Ayant fixé la période pertinente, les États-Unis avaient effectivement décidé qu'en principe, et compte dûment tenu de tous les ajustements nécessaires, toute transaction effectuée pendant la période couverte par l'enquête, à quelque moment qu'elle soit effectuée, était potentiellement comparable à toute autre transaction effectuée pendant la période couverte par l'enquête, quel que soit le moment où *elle* a été effectuée. En bref, le raisonnement tenu par l'Organe d'appel dans les affaires *CE – Linge de lit* et *États-Unis – Bois de construction résineux V* au sujet de la réduction à zéro selon les modèles s'applique aussi chaque fois que l'autorité chargée de l'enquête décide de fixer les paramètres de son enquête, qu'il s'agisse du produit visé, de la période ou de tout autre paramètre.

[66] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphes 7.110 à 7.112; rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphes 144, 145, 148, 154 et 158.

[67] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphe 80.

[68] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit*, paragraphes 57, 58, 60 et 62; rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphes 93 et 99.

L'autorité chargée de l'enquête est de ce fait liée par sa propre logique, et doit achever son analyse en suivant la même logique.[69]

105. Les CE trouvent des éléments contextuels à l'appui de l'analyse qui précède dans l'article 2.4.2, qui fait expressément référence à certains autres paramètres de la détermination, y compris les "périodes". Il résulte de ce mot que, ayant fixé les paramètres temporels de leur enquête, les États-Unis étaient liés par leur propre logique, à moins que la situation exceptionnelle du dumping ciblé décrite dans la deuxième phrase de l'article 2.4.2 ne soit présente (ce qui n'était pas le cas). Il en va de même pour tous autres paramètres de l'enquête fixés par l'autorité chargée de l'enquête, notamment les acheteurs et les régions concernés, qui sont également mentionnés dans la deuxième phrase de l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping*. La méthode de la réduction à zéro simple utilisée par les États-Unis porte atteinte à chacun de ces paramètres, parce qu'elle s'applique au niveau le plus désagrégé, à savoir celui des transactions individuelles. En d'autres termes, au lieu de traiter toutes les transactions à l'exportation pertinentes dans leur ensemble, la méthode utilisée par les États-Unis consiste à traiter individuellement chaque transaction à l'exportation, de la même manière que la réduction à zéro selon les modèles consiste à traiter chaque modèle séparément.

106. On peut citer à l'appui d'autres éléments contextuels figurant dans d'autres dispositions de l'*Accord antidumping* qui montrent que les considérations d'ordre temporel sont pertinentes pour le calcul d'une marge de dumping. Par exemple, on pourrait ne pas tenir compte des ventes intérieures effectuées à des prix inférieurs aux coûts que si elles sont effectuées sur une période prolongée. Cette période devrait normalement s'étendre sur une année (la durée habituelle d'une enquête) mais elle ne devrait en aucun cas être inférieure à six mois. La répartition des frais doit être ajustée de manière appropriée en fonction des éléments non renouvelables des frais dont bénéficie la production future (de façon à ce que les éléments des frais ne soient pas entièrement imputés à la période visée par l'enquête, ce qui surévaluerait la valeur normale et donnerait artificiellement lieu à une constatation de "dumping"). Il faut ménager aux exportateurs 60 jours au moins pour que les prix ajustés tiennent compte des fluctuations soutenues des taux de change. Au cours d'opérations commerciales normales, les frais et les prix varient normalement à très court terme, même si à moyen terme les choses finissent par s'équilibrer. Le dumping n'apparaît que lorsque la situation où les prix à l'exportation sont inférieurs à la valeur normale devient la norme. On pourrait trouver des éléments contextuels similaires dans l'*Accord antidumping* en ce qui concerne les acheteurs et les régions.

107. Les Communautés européennes ne s'engagent pas dans une discussion sur les multiples raisons économiques controversées pouvant justifier les règles antidumping, qui sont amplement débattues dans la littérature et bien connues. Le fait demeure toutefois – et cela au moins n'est pas contesté – que ce sont toutes des raisons économiques. Les articles VI:1 et VI:2 du *GATT de 1994* utilisent à maintes reprises des mots tels que "marché", "commerciales", "prix", "vente", "coût"/"frais" et "bénéfice". À cet égard, il est très significatif qu'aux termes du deuxième alinéa de la note relative au deuxième paragraphe de l'article VI et de l'article 2.7 de l'*Accord antidumping*, certaines règles ne s'appliquent pas aux Membres où il n'existe pas d'*économie* de marché. Le préambule du *GATT de 1994* fait référence au "domaine commercial et économique", à "l'accroissement de la production et des échanges de produits" et au "commerce international". De la même manière, le préambule de l'Accord sur l'OMC fait référence au "domaine commercial et économique" et à "l'accroissement de la production et du commerce de marchandises" et aux "relations commerciales internationales", ainsi qu'à l'objectif consistant "à mettre en place un système commercial multilatéral intégré, plus viable et durable".

108. L'application de la discipline économique exige un minimum de cohérence. L'autorité chargée de l'enquête ne peut pas, du jour au lendemain, et d'une façon aléatoire et fantaisiste, ou même dans le cadre de la même procédure, mettre la hache dans les concepts économiques juridiques

[69] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier inoxydable*, paragraphes 6.121 à 6.123.

de base qui sont utilisés dans l'*Accord antidumping* – tels que, par exemple, le concept des ventes qui ne sont pas effectuées "au cours d'opérations commerciales normales" ou le concept de ce qu'est un "exportateur ou ... producteur" ou une société apparentée, etc. – et les changer. Concernant certaines questions, les Membres pourraient jouir d'une certaine latitude pour décider de la règle à appliquer. Mais dès lors qu'ils ont fait leur choix, il leur faut appliquer la règle d'une manière impartiale.

109. Ce n'est donc pas par hasard que l'*Accord antidumping* utilise les termes "marché", "concurrence" ou "concurrencer" à 28 reprises[70], ces notions étant les éléments de base d'une analyse économique cohérente. Il est particulièrement significatif que l'article 2.2 fasse référence à plusieurs reprises à un "marché … du pays exportateur". Et ce n'est pas par hasard que les paramètres fondamentaux qui définissent généralement les marchés – le produit (ou les caractéristiques physiques)[71], le lieu géographique[72] et la période[73] – jouent un rôle essentiel dans l'*Accord antidumping*. Ce n'est pas par hasard non plus que ce sont aussi les paramètres fondamentaux auxquels il est essentiellement fait référence dans la deuxième phrase de l'article 2.4.2. Enfin, il n'y a pas lieu d'être surpris qu'une partie du raisonnement de l'Organe d'appel dans les affaires concernant la réduction à zéro selon les modèles ait trait essentiellement à la cohérence à l'égard de l'un de ces paramètres: la définition du produit. L'Organe d'appel a récemment confirmé qu'un marché était "a place with a demand for a commodity or service (lieu ... où il existe une demande pour un bien ou un service) … a geographical area of demand for commodities or services (zone géographique dans laquelle il existe une demande pour des biens ou des services) … the area of economic activity in which buyers and sellers come together and the *forces of supply and demand affect prices* (secteur de l'activité économique dans lequel des acheteurs et des vendeurs se rencontrent et dans lequel les *forces de l'offre et de la demande influencent les prix*)".[74]

110. De ce point de vue, il est impossible de mesurer une discrimination internationale en matière de prix entre deux marchés différents (le marché intérieur et le marché d'exportation) si la méthode fondamentale utilisée pour définir et mesurer le prix sur chacun des marchés est différente. En l'absence d'une bonne raison (dumping ciblé – c'est-à-dire des marchés distincts), une telle approche est en fait *incapable* de mesurer la discrimination internationale en matière de prix alléguée. Et en ce sens, elle est inéquitable, parce que dépourvue de cohérence interne. Ainsi que l'a observé M. Jacob Viner:

> … l'usage des auteurs les plus autorisés et les considérations d'économie et de précision terminologiques suffisent à justifier que l'on réserve le terme de dumping pour désigner la *discrimination en matière de prix entre marchés nationaux*. Cette définition, je me risque à l'affirmer, répond à tous les impératifs raisonnables.
>
> … La caractéristique essentielle du dumping, selon moi, est la discrimination en matière de prix entre acheteurs sur différents marchés nationaux.[75]

---

[70] *Accord antidumping*, articles 2.2 (trois fois), 2.2.1, 2.2.2 i), 2.2.2 ii), 2.2.2 iii), 2.4.1, 3.1, 3.3 (deux fois), 3.4, 3.5, 3.7 i), 3.7 ii) (deux fois), 4.1 ii) (sept fois), 4.2, 4.3, 5.2 iii), 5.2 iv), note de bas de page 2.

[71] Voir en particulier l'article 2.6 de l'*Accord antidumping*.

[72] Voir en particulier l'article 4 de l'*Accord antidumping*.

[73] Voir les maintes références à la "période" visée par l'enquête dans l'*Accord antidumping*.

[74] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton Upland*, paragraphe 404.

[75] Jacob Viner, *Dumping, A Problem in International Trade*, première édition 1923, réimprimé en 1991, chapitre I, *The Definition of Dumping*, pages 3 et 4. (pas d'italique dans l'original, note de bas de page omise).

v) Discrimination injustifiée

111. L'article 9.2 de l'*Accord antidumping* oblige les Membres de l'OMC à recouvrer sans discrimination un droit antidumping sur les importations de produits, de quelque source qu'elles proviennent, dont il aura été constaté qu'elles font l'objet d'un dumping et qu'elles causent un dommage. La méthode de la réduction à zéro utilisée par les États-Unis entraîne l'imposition et le recouvrement de tels droits sur la base d'une discrimination inéquitable et injustifiée.

112. En fait, en ce qui concerne la même période, certaines entreprises pourraient être imposées et devoir acquitter des droits antidumping au taux résultant de la procédure initiale et de la méthode qui y a été utilisée (réduction à zéro selon les modèles). D'autres entreprises exportant le même produit en provenance du même pays pendant la même période pourraient être imposées à un taux révisé, dans le cadre d'une procédure de "réexamen administratif", calculé sur la base d'une méthode différente (réduction à zéro simple).

113. De la même manière, certaines entreprises pourraient être frappées d'une mesure imposée sur la base de la réduction à zéro selon les modèles dans la procédure initiale; alors que d'autres entreprises faisant l'objet, par exemple, d'une procédure concernant les nouveaux exportateurs pourraient être frappées d'une mesure imposée sur la base de la réduction à zéro simple. Dans un tel cas, il semblerait que selon la logique des États-Unis, une entreprise pourrait être pénalisée simplement parce qu'elle aurait commencé à exporter vers les États-Unis après la fin de la période couverte par l'enquête.

vi) Confirmation par la jurisprudence que la réduction à zéro simple utilisée par les États-Unis est inéquitable

114. Les conclusions mentionnées ci-dessus sont confirmées par les constatations de l'Organe d'appel dans plusieurs affaires, ainsi que l'indiquent les Communautés européennes dans leur première communication écrite.[76]

vii) Deuxième phrase de l'article 2.4.2

115. Les États-Unis se défendent en estimant qu'"une interprétation de l'article 2.4 qui donne lieu à une prohibition générale de la réduction à zéro rend "inutile" la deuxième phrase de l'article 2.4.2".[77] Toutefois, la question que doit examiner le présent Groupe spécial n'est pas celle de savoir s'il existe une "prohibition générale de la réduction à zéro" mais celle de savoir si la méthode de la réduction à zéro simple appliquée par les États-Unis dans les procédures de réexamen administratif concernées est compatible ou non avec la prescription de l'article 2.4 relative à la comparaison équitable.

116. En outre, les États-Unis supposent à tort que ce que l'autorité chargée de l'enquête doit forcément faire dans une analyse du dumping ciblé revient au même que la méthode de la réduction à zéro simple à l'examen dans la présente affaire. Or tel n'est pas le cas. La deuxième phrase de l'article 2.4.2 ne précise pas dans tous les détails comment l'autorité chargée de l'enquête pourrait conduire son analyse du dumping ciblé. Par exemple, l'autorité chargée de l'enquête pourrait, en cas d'une configuration de transactions à l'exportation réalisées à des prix différents dans deux régions différentes, calculer simplement une marge de dumping pour la région où se produit le dumping ciblé. Dans un tel cas, l'autorité chargée de l'enquête devra simplement redéfinir les paramètres de son enquête, conformément aux dispositions relatives au dumping ciblé.

[76] Première communication écrite des CE, paragraphes 171 à 175.
[77] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 145.

c) Violation de l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping

117. L'allégation des Communautés européennes concernant l'article 2.4.2 est double. Premièrement, les Communautés européennes allèguent qu'en utilisant la méthode de comparaison asymétrique indiquée dans la deuxième phrase de l'article 2.4.2, les États-Unis agissent en violation dudit article. Deuxièmement, les Communautés européennes allèguent également qu'en utilisant la réduction à zéro simple dans les mesures en cause, laquelle comporte un ajustement à la baisse des prix à l'exportation relativement élevés, et en utilisant les transactions à l'exportation à prix relativement bas comme base unique ou prépondérante du calcul du dumping, les États-Unis contreviennent à l'article 2.4.2.

118. L'obligation énoncée à l'article 2.4.2 d'effectuer normalement les comparaisons entre les prix sur une base asymétrique n'a pas la même portée que l'obligation de ne pas utiliser la réduction à zéro pour agréger les résultats des comparaisons intermédiaires, encore que les différentes questions soient liées. L'obligation de ne pas utiliser la réduction à zéro découle principalement des prescriptions de l'article VI du *GATT de 1994* et des articles 2.1 et 9.3 de l'*Accord antidumping* selon lesquelles la marge de dumping doit être calculée pour le produit dans son ensemble sans fausser l'agrégation des comparaisons intermédiaires; et de l'obligation énoncée à l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* d'effectuer une comparaison équitable. Toutes ces obligations s'appliquent aux déterminations faites dans les mesures en cause en vertu de la règle de l'article 9.3 selon laquelle le montant du droit antidumping ne doit pas dépasser la marge de dumping déterminée selon l'article 2.

i) Méthode de comparaison de la valeur normale et du prix à l'exportation: la méthode asymétrique

119. Dans leur première communication écrite, les Communautés européennes ont estimé que les États-Unis violaient l'article 2.4.2 entre autres du fait qu'ils utilisaient la méthode de comparaison asymétrique indiquée dans la deuxième phrase de l'article 2.4.2.[78]

120. Pour les Communautés européennes, il apparaît que la première communication écrite des États-Unis ne contient aucune affirmation à l'effet que les États-Unis n'ont pas utilisé la méthode moyenne à transaction ou que les conditions prescrites à l'article 2.4.2 ont été satisfaites ou que l'explication requise a été fournie. Les Communautés européennes en concluent donc que, mis à part le sens restreint allégué du mot "enquête" figurant à l'article 2.4.2, les États-Unis ne contestent pas les allégations et les arguments avancés par les Communautés européennes sur ce point.

ii) Le mot "enquête" figurant à l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping

121. Dans leur première communication écrite, les États-Unis font à plusieurs reprises référence à ce qu'ils affirment être l'application limitée de l'article 2.4.2, sur la base du sens prétendument restrictif du membre de phrase "l'existence de marges de dumping pendant la phase d'enquête". Ce sens restreint, selon les États-Unis, est une "enquête initiale" ou une "enquête visant à déterminer l'existence, le degré et l'effet de tout dumping allégué" aux termes de l'article 5.1 de l'*Accord antidumping*. D'après les États-Unis, il n'existe pas de prohibition de la réduction à zéro qui s'appliquerait dans le contexte des procédures de fixation des droits puisque l'article 2.4.2, de par ses termes mêmes, est limité à la "phase d'enquête" qui, selon les États-Unis, désigne la "procédure initiale". Les États-Unis vont même jusqu'à affirmer que "le texte ne laisse aucun doute sur le fait que les Membres n'avaient pas l'intention d'étendre ces obligations à une phase quelconque au-delà de la phase d'enquête" (non souligné dans l'original).[79]

[78] Première communication écrite des CE, paragraphes 209 à 226.
[79] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 102.

122. Il incombe aux États-Unis d'établir que le mot "enquête" à l'article 2.4.2 a effectivement ce sens restreint ou particulier comme ils l'affirment. Or les États-Unis répètent simplement cette affirmation sans expliquer les raisons de leur affirmation.[80] En particulier, ils ne font jamais référence à la Convention de Vienne sur le droit des traités (la "Convention de Vienne") ni à ses règles.

iii) Règles applicables d'interprétation des traités

123. Conformément à l'article 3:2 du Mémorandum d'accord, une analyse juridique doit être effectuée conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public. Divers groupes spéciaux et l'Organe d'appel ont confirmé que cette prescription permettait de faire appel à la Convention de Vienne.

124. Il est frappant de constater à la lecture de la première communication écrite des États-Unis qu'il n'y ait fait aucune référence à la Convention de Vienne. En fait, dans leur première communication écrite, les États-Unis estiment que l'article 2.4.2 ne pourrait pas s'appliquer aux procédures de fixation des droits parce que son application se limite à la "phase d'enquête" et que le fait d'"exiger l'application de l'article 2.4.2 à la procédure de fixation des droits de l'article 9 donnerait de l'*Accord antidumping* une lecture qui exclut la limitation expresse aux enquêtes figurant à l'article 2.4.2". Selon les États-Unis, un tel résultat serait incompatible avec le principe de l'effet utile, aux termes duquel il convient de donner un sens à chacun des termes d'un accord.[81]

125. Toutefois, l'application systématique des règles d'interprétation des traités telles qu'elles figurent dans la Convention de Vienne nous amène très clairement à conclure que l'article 2.4.2 s'applique aux enquêtes aux fins de réexamens administratifs visées par l'article 9.3 et que la méthode de la comparaison asymétrique à l'aide de la réduction à zéro utilisée par les États-Unis dans leurs réexamens administratifs est incompatible avec l'article 2.4.2.

126. L'article 31 de la Convention de Vienne, intitulé "Règle générale d'interprétation" dispose ce qui suit:

> 1. Un traité doit être interprété de bonne foi suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but.
>
> 2. Aux fins de l'interprétation d'un traité, le contexte comprend, outre le texte, préambule et annexes inclus:
>
> a) tout accord ayant rapport au traité et qui est intervenu entre toutes les parties à l'occasion de la conclusion du traité;
>
> b) tout instrument établi par une ou plusieurs parties à l'occasion de la conclusion du traité et accepté par les autres parties en tant qu'instrument ayant rapport au traité;
>
> 3. Il sera tenu compte, en même temps que du contexte:
>
> a) de tout accord ultérieur intervenu entre les parties au sujet de l'interprétation du traité ou de l'application de ses dispositions;

[80] Voir, par exemple, la déclaration figurant au paragraphe 102 selon laquelle "l'applicabilité limitée de l'article 2.4.2 ne pourrait pas être plus manifeste".

[81] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 99.

> b) de toute pratique ultérieurement suivie dans l'application du traité par laquelle est établi l'accord des parties à l'égard de l'interprétation du traité;
>
> c) de toute règle pertinente de droit international applicable dans les relations entre les parties.
>
> 4. Un terme sera entendu dans un sens particulier s'il est établi que telle était l'intention des parties.

127. L'article 32 de la Convention de Vienne intitulé "Moyens complémentaires d'interprétation" dispose en outre ce qui suit:

> "Il peut être fait appel à des moyens complémentaires d'interprétation, et notamment aux travaux préparatoires et aux circonstances dans lesquelles le traité a été conclu, en vue, soit de confirmer le sens résultant de l'application de l'article 31, soit de déterminer le sens lorsque l'interprétation donnée conformément à l'article 31:
>
> a) laisse le sens ambigu ou obscur; ou
> b) conduit à un résultat qui est manifestement absurde ou déraisonnable."

128. Conformément aux règles mentionnées ci-dessus, les Communautés européennes analyseront ci-après le membre de phrase pertinent figurant dans la première phrase de l'article 2.4.2 (à savoir, "l'existence de marges de dumping pendant la phase d'enquête"), y compris i) le sens ordinaire du membre de phrase ii) le contexte du membre du phrase et iii) à la lumière de l'objet et du but.

iv) Sens ordinaire du membre de phrase

- Enquête

129. Les États-Unis considèrent que le mot "enquête" figurant dans la première phrase de l'article 2.4.2 permet de déterminer si l'article 2.4.2 ne s'applique qu'aux procédures initiales ou s'il s'applique également à d'autres types de procédures. Toutefois, les États-Unis s'abstiennent d'analyser le sens ordinaire de ce mot. Selon eux, le mot "enquête" tel qu'il est utilisé à l'article 2.4.2 a le même sens particulier qu'à l'article 5, à savoir "une enquête visant à déterminer l'existence, le degré et l'effet de tout dumping allégué".[82] Les États-Unis estiment que "les groupes spéciaux ont constamment constaté que les références à une "enquête" à l'article 5 ne faisaient référence qu'à l'enquête initiale et non aux phases ultérieures d'une procédure antidumping".[83] Il n'est pas contesté que les "enquêtes" mentionnées à l'article 5 ne font référence qu'aux enquêtes initiales puisqu'il s'agit d'"enquête[s] visant à déterminer l'existence, le degré et l'effet de tout dumping allégué". Toutefois, il n'existe pas une telle restriction du mot "enquête" à l'article 2.4.2. Par conséquent, pourquoi les "enquêtes" mentionnées à l'article 2.4.2 se ramèneraient-elles à une "enquête visant à déterminer l'existence, le degré et l'effet de tout dumping allégué" ainsi que ce mot est utilisé à l'article 5, alors qu'il est évident qu'il n'a pas un sens particulier dans toutes les dispositions de l'Accord?

130. Dans leur première communication écrite, les Communautés européennes soulignent le fait que les sens du dictionnaire étayent fortement la vue selon laquelle le sens ordinaire du mot "enquête" indique un examen systématique ou une demande systématique de renseignements, ou une étude minutieuse ou des recherches concernant un sujet particulier.[84]

---

[82] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 101.
[83] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 101.
[84] Première communication écrite des CE, paragraphe 213.

131. En fait, le New Shorter Oxford English Dictionary donne le sens suivant au mot "enquête": "the action or process of investigating; systematic examination; careful research … An instance of this; a systematic inquiry; a careful study of a particular subject" (l'action ou le processus consistant à mener une enquête; examen systématique; recherche minutieuse … la réalisation de cette action ou ce processus dans un cas concret: recherche systématique de renseignements; étude minutieuse d'un sujet donné). Il ne s'agit pas d'un sens rare ou particulier mais d'un sens commun et même universel.

132. Les États-Unis ne contestent pas cette définition, mais ils font valoir que dans l'affaire "*États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, le Groupe spécial a catégoriquement rejeté le fait que l'élément déterminant en ce qui concerne l'interprétation du champ de l'article 2.4.2 est le mot "enquête", qui n'a pas été défini dans l'*Accord antidumping* et qui doit donc être interprété rigoureusement par référence à une définition du dictionnaire".[85]

133. Les Communautés européennes ne font pas valoir que le sens du dictionnaire est le critère déterminant, mais que c'est un élément pertinent qui doit être inclus dans l'analyse.[86] Autrement dit, pour examiner le sens ordinaire, il y a lieu de considérer dans le cadre de l'analyse les sens fournis par les dictionnaires. À cet égard, il est intéressant de noter qu'aucun dictionnaire n'indique que le mot "enquête" a le sens particulier que font valoir les États-Unis.

134. D'autres éléments de preuve appuient l'interprétation que donnent les Communautés européennes du mot "enquête".

135. Premièrement, de nombreux rapports de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel font référence aux "enquêtes initiales".[87] Si, par définition, toutes les enquêtes étaient "initiales", il ne serait pas nécessaire de préciser que les enquêtes sont des enquêtes "initiales". Il est donc évident que l'expression "enquêtes initiales" a été utilisée pour restreindre le sens du mot "enquêtes". Dans toutes ces affaires, le mot "initiales" est utilisé pour désigner de façon raccourcie les mots "déterminer l'existence, le degré et l'effet de tout dumping allégué" tels qu'ils figurent à l'article 5.1.

136. Deuxièmement, dans des rapports de groupes spéciaux, le mot "enquête" a été utilisé pour désigner les "enquêtes aux fins de réexamens à l'extinction". Par exemple, dans l'affaire *États-Unis – Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE*, le Groupe spécial a dit ce qui suit: "Nous estimons que, dans une enquête menée dans le cadre d'un réexamen à l'extinction, le Membre importateur est tenu …".[88]

137. Troisièmement, dans l'affaire *États-Unis – DRAM*, le Groupe spécial a expressément noté ce qui suit:

> Le Département a engagé le 15 juin 1994 le premier réexamen annuel de la question des *DRAM originaires de Corée* et a ouvert une enquête pour savoir si les sociétés

[85] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 107.

[86] L'Organe d'appel a observé que les dictionnaires sont un "point de départ utile" pour l'analyse du "sens ordinaire" d'un traité même s'ils ne sont pas forcément déterminants. Voir le rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 175. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 59; le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Loi sur la compensation (amendement Byrd)*, paragraphe 248; et le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Jeux*, paragraphe 166.

[87] Par exemple, le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères* (54 fois).

[88] *États-Unis – Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE*, note de bas de page 295, paragraphe 7.114.

> coréennes avaient vendu des DRAM à un prix inférieur à la valeur normale (c'est-à-dire si elles avaient pratiqué le dumping) pendant la période considérée.[89]

138. Quatrièmement, dans la pratique des États-Unis, il y a de nombreux exemples où le mot "enquête" est utilisé dans le contexte des enquêtes aux fins de réexamens.

139. Se reportant au site Web de la Commission du commerce international des États-Unis, les Communautés européennes notent que l'autorité chargée des enquêtes est manifestement convaincue qu'elle participe à la conduite d'"enquêtes" – si l'on donne à ce mot son sens ordinaire – car elle fait expressément et souvent référence, par exemple, aux "enquêtes menées dans le cadre des réexamens pour changement de circonstances" et aux enquêtes menées dans le cadre des réexamens effectués au bout de cinq ans (à l'extinction)".

140. En outre, le Code de pratique et de procédure de la Commission du commerce international[90] contient la disposition suivante:

> Enquête aux fins de réexamen d'une détermination en vigueur
>
> a) Demande de réexamen. Toute personne peut déposer auprès de la Commission une demande d'ouverture d'enquête aux fins de réexamen conformément à l'article 751 b) de la Loi. La personne faisant la demande signifiera également dans les moindres délais des copies de la demande aux parties à l'enquête initiale sur laquelle le réexamen doit être fondé. Toutes les demandes contiendront une description des circonstances nouvelles justifiant l'ouverture d'une enquête aux fins de réexamen par la Commission. (italique dans l'original)

141. Un réexamen au titre de l'article 751 b) de la Loi douanière est un réexamen pour changement de circonstances, ainsi que le prévoit l'article 11.2 de l'*Accord antidumping*.

142. En fait, ce libellé se retrouve également dans des déterminations spécifiques adoptés par la CCI concernant des affaires individuelles – les Communautés européennes ne tiennent pas à accabler le Groupe spécial de ces documents, mais elles peuvent en fournir des exemples sur demande.

143. Enfin, le libellé est aussi compatible avec la manière dont l'*Accord antidumping* a été mis en œuvre par les Communautés européennes.[91]

144. Compte tenu de ce qui précède, et rappelant que la charge de prouver et de persuader que le mot "enquête" a le sens particulier préconisé par les États-Unis incombe à ces derniers ou a été déplacée vers eux, la conclusion correcte est que le sens ordinaire du mot "enquête" figurant à l'article 2.4.2 est celui avancé par les Communautés européennes.

- Existence

145. Les États-Unis ont cherché précédemment à s'appuyer sur le terme "existence", en faisant valoir qu'il ne faisait référence qu'à une question examinée pendant une enquête initiale, et qu'il

---

[89] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – DRAM*, paragraphes 2.3 et 2.4.

[90] 63 FR 30599.

[91] Règlement (CE) n° 384/96 du Conseil du 22 décembre 1995 relatif à la défense contre les importations qui font l'objet d'un dumping de la part de pays non membres de la Communauté européenne, *Journal officiel des Communautés européennes*, n° L 56, 6.3.1996, page 1, tel que modifié, articles 2.11 ("existence de marges de dumping au cours de la période d'enquête") et 11.2, troisième alinéa, 11.3, troisième alinéa, 11.5, troisième alinéa, 11.9 et 11.10 (références aux **enquêtes** concernant les nouveaux exportateurs, pour changement de circonstances, à l'extinction et aux fins du remboursement).

n'apparaît qu'à l'article 5.1 de l'*Accord antidumping*. Les États-Unis se trompent. Le terme "existence" apparaît aussi à l'article 2 de l'*Accord antidumping* (dans les versions en langues française et espagnole). En outre, pendant une procédure de fixation des droits, l'autorité chargée de l'enquête s'intéresse non seulement au montant, mais également à l'existence du dumping: s'il est constaté que le montant du dumping est de zéro, alors le dumping n'existe pas. À cet égard, et à ces fins, il n'est pas possible de dissocier le concept de "dumping" du concept de "marge de dumping", ainsi que l'Organe d'appel l'a confirmé dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*. Autrement dit, par définition, il n'est pas possible de dire si un exportateur pratique le dumping ou non sans effectuer en fait un calcul précis à cet égard du montant ou de la marge supposés de dumping.

146. De plus, en avançant un tel argument, les États-Unis confirment en fait un autre point que les Communautés européennes ont constamment soulevé: la structure grammaticale du membre de phrase appelle à conclure que l'expression "pendant la phase" fait référence à une période distincte au cours de laquelle il existe une marge de dumping, à savoir la période mentionnée à l'article 5.10 de l'*Accord antidumping*. Autrement dit, la structure grammaticale du membre de phrase rend impossible l'interprétation des États-Unis, et confirme qu'elle n'est pas admissible. Les États-Unis ont systématiquement démontré qu'ils ne pouvaient pas ou ne voulaient pas être réceptif sur ce point.

- "pendant la phase"

147. Le *New Shorter Oxford English Dictionary* indique que les sens du mot "during" ("pendant") comprennent le sens de "through the duration of; in the course of; in the time of" (durant; dans le courant de; au moment de). Il indique en outre que les sens du mot "phase" comprennent le sens de "a distinct period or stage in a process of change or development; any one aspect of a thing of varying aspects" (période ou étape distincte dans un processus ou un changement ou un développement; l'un des aspects d'une chose comportant des aspects variables). Les Communautés européennes estiment que le sens ordinaire de l'expression "pendant la phase" considérée dans son ensemble comporte un aspect temporel et coïncide avec une période distincte. Les mots "pendant la phase" indiquent une étape temporelle déterminée dans le passage du temps. Toutefois, rien n'indique que la "période distincte" à laquelle il est fait référence est la période où les "marges de dumping" doivent être établies, ainsi que le voudraient les États-Unis, par opposition à la période où les "marges de dumping" doivent avoir existé.

148. Les États-Unis ont tort de supposer que les mots "pendant la période" et "pendant la phase" ne *peuvent pas* s'équivaloir. Autrement dit, il n'existe aucune règle d'interprétation du droit international public qui interdise *de façon rigide* et *mécanique*[92] les synonymes. L'Organe d'appel a été d'avis que les mots "subordonné", "conditionnel", "lié aux" et "lien" étaient synonymes dans le contexte de l'article 3.1 a) et de la note de bas de page 4 de l'*Accord SMC*.[93] De même, l'Organe d'appel a été d'avis que les expressions "nature de la concurrence" et "qualité de la concurrence" pouvaient être considérées comme synonymes[94]; tout comme pouvaient l'être les termes "similar" (semblable) et "like" (similaire)[95]; et les expressions "État de droit", "État" et "communauté politique organisée".[96] L'Organe d'appel est aussi effectivement convenu avec les États-Unis que le terme "sauf" figurant à l'article 2.4 de l'*Accord sur les textiles et les vêtements* était synonyme des mots "uniquement", "à

[92] Rapport de l'Organe d'appel *États–Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphes 93 et 178; rapport de l'Organe d'appel *États–Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphes 208, 213 et 214.

[93] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Automobiles*, paragraphe 107.

[94] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Boissons alcooliques*, paragraphes 133 et 134.

[95] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphe 91.

[96] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Produits laitiers*, paragraphe 97 et note de bas de page 73. Voir aussi le rapport du Groupe spécial *CE – Hormones (États-Unis)*, paragraphe 8.60: l'expression "bonnes pratiques vétérinaires" étant synonyme de l'expression "bonnes pratiques d'élevage" qui est synonyme de l'expression "bonnes pratiques d'utilisation des médicaments vétérinaires".

condition que" et "à moins que".[97] Il est étonnant que les États-Unis eux-mêmes considèrent ailleurs que les mots "enquête" et "enquête visant à déterminer l'existence, le degré et l'effet de tout dumping allégué" sont aussi synonymes.[98] La conclusion selon laquelle le sens des termes "pendant la période" et "pendant la phase" coïncide est une conclusion bien plus raisonnable et équilibrée, compatible avec toutes les autres considérations relatives au contexte, et à l'objet et au but, que la conclusion selon laquelle il était dans l'intention de tous les Membres que les termes "enquête" et "enquête visant à déterminer l'existence, le degré et l'effet de tout dumping allégué" soient synonymes.

149. De plus, le fait que le mot "phase" n'est utilisé qu'à l'article 2.4.2, c'est-à-dire qu'il est unique, n'est pas important. En fait, la Convention de Vienne n'indique pas que le "caractère unique" en soi est un principe de base de l'interprétation des traités.[99]

150. En outre, l'interprétation avancée par les États-Unis suppose qu'à cause du terme "phase" figurant à l'article 2.4.2, chacun des cinq types de procédures antidumping, à savoir, articles 5 (initiale), 9.5 (nouveaux exportateurs), 11.2 (changement de circonstances), 11.3 (à l'extinction) et 9.3 (fixation des droits), doivent être rebaptisées "phases". Une telle proposition est carrément contraire au texte de l'*Accord antidumping* qui fait référence à cinq types de "procédures" et non de "phases". Ainsi, le mot "procédure" est utilisé, par exemple, à l'article 5.9 pour inclure une procédure initiale. L'article 9.5 fait référence aux "procédures … de fixation des droits". L'article 9.5 fait aussi référence aux "procédures … de réexamen", c'est-à-dire aux procédures pour changement de circonstances ou aux procédures à l'extinction. Enfin la note de bas de page 20 fait référence à une "procédure de révision judiciaire". L'*Accord antidumping* ne fait donc pas référence à cinq "phases", mais plutôt à cinq types de "procédures".

- ♦ Le membre de phrase dans son ensemble – sens grammatical

151. Il est maintenant nécessaire d'examiner si le fait de combiner les termes du membre de phrase ou de considérer le membre de phrase dans son ensemble modifie la conclusion concernant le ou les sens ordinaires.

152. Premièrement, les Communautés européennes estiment que le sens grammatical ordinaire du membre de phrase dans son ensemble est que l'expression "pendant la phase d'enquête" renvoie au terme "existence" et non au terme "établie". Le membre de phrase fait donc référence à une période distincte au cours de laquelle il existe des marges de dumping, à savoir une période couverte par une enquête.

153. Les unités grammaticales de l'anglais sont les suivants: le mot, le syntagme, la proposition et la phrase. Dans la grammaire anglaise, il y a neuf catégories de mots: le verbe; le nom; l'adjectif; l'adverbe; la préposition; le déterminant; le pronom; la conjonction; et l'interjection. Il y a cinq types de syntagmes: le syntagme verbal; le syntagme nominal; le syntagme adjectival; le syntagme adverbial et le syntagme prépositionnel. Dans la langue anglaise, les éléments d'une phrase ou d'une proposition sont les suivants: le sujet; le verbe; l'objet; le complément; l'adverbe. Le sujet précède le verbe. Dans la version en langue anglaise, la proposition pertinente contient un syntagme verbal, "shall … be established" (sera … établie), à la forme passive: le verbe "be" (être) et le participe passé "established" (établie), étant entendu que c'est l'autorité chargée de l'enquête qui procédera à

[97] Rapport de l'Organe d'appel *États–Unis – Chemises et blouses de laine*, page 11, premier paragraphe; et page 16, dernier paragraphe.

[98] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 101 et 102.

[99] Rapport du Groupe spécial *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 7.172; rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 218 (rejetant l'argument concernant l'importance du caractère unique du terme d'un traité).

l'"établissement". L'utilisation de l'auxiliaire verbal "shall" (temps futur) et le temps futur du verbe "be" (être) indique une règle formelle ou contraignante, d'application prospective.[100]

154. Le mot "pendant" est une préposition de temps. L'expression "pendant la phase d'enquête" est un modificateur temporel de l'expression "l'existence de marges de dumping". Le sujet insécable de la proposition est tout le membre de phrase "l'existence de marges de dumping pendant la phase d'enquête".

155. Si l'on applique les règles de base de la grammaire anglaise, l'expression "pendant la phase d'enquête" ne peut donc pas être considérée comme un modificateur de l'objet de la proposition, qui est, par implication, l'autorité chargée de l'enquête, ni du syntagme verbal ("sera … établie"). Elle ne peut être considérée que comme un modificateur temporel de l'expression "l'existence de marges de dumping"; et comme une partie intégrale du sujet de la proposition. À cet égard, les règles de la grammaire anglaise sont claires; et il n'y a aucune raison de parvenir à une autre conclusion. Toute autre conclusion serait directement et manifestement contraire aux règles de base de la grammaire anglaise.

156. Pour que l'expression "pendant la phase d'enquête" modifie le verbe, il faudrait que la proposition soit rédigée différemment, par exemple:

> "pendant la phase d'enquête, l'existence de marges de dumping sera normalement établie sur la base de …"; ou
>
> "l'existence de marges de dumping sera normalement établie, pendant la phase d'enquête, sur la base de …"; ou
>
> "l'existence de marges de dumping sera, pendant la phase d'enquête, normalement établie sur la base de …".

157. Les Membres avaient la faculté de choisir entre ces options et de nombreuses autres – qu'ils ont toutes rejetées pour choisir plutôt la structure grammaticale particulière du texte tel qu'il est actuellement libellé.

158. Le mot "normalement" est un adverbe qui modifie le syntagme verbal "sera … établie". Il montre que les Membres étaient parfaitement conscients de la possibilité qu'ils avaient de modifier le syntagme verbal avec un syntagme adverbial; et qu'ils ont choisi de le faire avec le mot "normalement", mais non avec l'expression "pendant la phase d'enquête".

159. La même conclusion découle d'un examen de la structure grammaticale des versions en langues française et espagnole du texte de l'*Accord antidumping*.[101]

160. Cette conclusion est confirmée par les travaux préparatoires. Dans la version en langue anglaise de chacun des textes de la Nouvelle-Zélande I, II et III, l'expression "pendant la phase d'enquête" figure à la fin de la première phrase, de telle sorte qu'elle pourrait faire référence "au moment d'établir" ou à "l'existence de marges de dumping". Dans le projet de texte Dunkel final, les Membres ont décidé d'éliminer cette ambiguïté, de déplacer l'expression "pendant la phase d'enquête " pour la mettre à un nouvel endroit dans la structure grammaticale de la première phrase, afin qu'elle fasse sans équivoque référence à "l'existence de marges de dumping" et ne fasse plus du tout référence à "sera … établie". Cette modification du projet de texte Dunkel final marque une différence

[100] *Oxford Guide to English Grammar, John Eastwood, Oxford University Press* (1994), pages 1, 2, 3, 4, 7, 96, 97, 130 et 135.

[101] Convention de Vienne, article 33 3).

importante. Ce libellé *soigneusement négocié*, qui reflète un équilibre tout aussi soigneusement établi de droits et obligations des Membres, doit être respecté.[102] Il n'est pas possible maintenant d'infirmer et d'éliminer le sens obtenu par la négociation, et contrebalancé par d'autres concessions, et de rétablir exactement la structure mise de côté par les Membres pendant les négociations.

161. En outre, les Communautés européennes examinent l'expression "existence de *marges* de dumping". Le mot "marge" dans l'expression "marges de dumping", par opposition au mot "dumping" en soi, confirme que l'article 2.4.2 traite d'une détermination numérique précise, par opposition, par exemple, à l'article 11.3, qui traite d'une détermination prospective du "dumping". Le terme "marge" ne fait donc pas référence à une réponse "binaire" du type oui ou non à la question hypothétique: le *dumping* "existe"-t-il? Cela confirme la position des Communautés européennes.

162. Enfin, les Communautés européennes examinent ce que signifie une lecture conjointe de l'expression particulière "marges de dumping" et de l'expression générale "pendant la phase". Toute interprétation de l'expression générale "pendant la phase" doit tenir compte du sens particulier de l'expression "marges de dumping" qui la précède, les deux expressions formant des parties inséparables du sujet de la proposition pertinente. Cela étaye encore le point de vue selon lequel le membre de phrase ne peut pas être interprété de la manière préconisée par les États-Unis.

163. Ayant attentivement examiné les sens ordinaires des termes du membre de phrase, les Communautés européennes ne voient pas comment le fait de combiner ces termes donne en soi au membre de phrase dans son ensemble un sens ordinaire qui appuie le moyen de défense des États-Unis.

164. Les paragraphes précédents démontrent donc clairement que le sens ordinaire du mot "enquête" découle non seulement des dictionnaires mais également de la pratique suivie par les États-Unis et qu'il est étayé par les nombreuses références faites dans des rapports de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel à la notion générale d'"analyse systématique" ainsi que l'ont avancé les Communautés européennes. La conclusion correcte est que le mot "enquête" figurant à l'article 2.4.2, et le membre de phrase dans son ensemble, ont le sens préconisé par les Communautés européennes.

v) Contexte du membre de phrase

165. Conformément aux principes d'interprétation des traités, le contexte est un outil important aux fins de l'interprétation. Tous les contextes n'ont pas un poids égal. Certains contextes pourraient être plus convaincants que d'autres. Le poids à attribuer à un argument contextuel particulier doit être considéré au cas par cas. Les Communautés européennes examineront d'abord le contexte immédiat avant de considérer progressivement un contexte plus éloigné. Elles commencent donc par les dispositions auxquelles le membre de phrase fait expressément et directement référence; puis elles passent aux dispositions de l'article 2 dont fait partie le membre de phrase; elles continuent par les autres dispositions de l'*Accord antidumping* qui renvoient au membre de phrase; puis elles abordent les autres dispositions spécifiques de l'*Accord antidumping* dans l'ordre dans lequel elles figurent dans ledit accord; et enfin, elles se penchent sur les arguments contextuels tirés de l'*Accord antidumping* dans son ensemble.

- Article VI:2 du GATT

166. Le membre de phrase contient un lien direct avec d'autres termes du traité: l'expression "marges de dumping" a un sens défini particulier, ainsi qu'en dispose l'article VI:2 du *GATT*

[102] Rapport de l'Organe d'appel *États–Unis – Chemises et blouses de laine*, page 17, premier paragraphe; rapport de l'Organe d'appel *États–Unis – Vêtements de dessous*, page 14.

de 1994.[103] Il n'y a que quelques termes qui sont définis à l'article VI du *GATT de 1994* et dans l'*Accord antidumping*[104], et ils ont une importance qui va au-delà d'un simple renvoi.[105] De plus, l'*Accord antidumping* met en œuvre le *GATT de 1994*[106]; et l'article 2 de l'*Accord antidumping* met en œuvre l'expression définie "marge de dumping".

167. L'article VI:1 du *GATT de 1994* définit le mot "dumping"; tandis que l'article VI:2 du *GATT de 1994* définit l'expression "marge de dumping".[107] Chaque fois que l'*Accord antidumping* utilise le mot "dumping" (par exemple, à l'article 11.3), ce mot a donc le sens particulier qui est donné au terme défini "dumping"; et chaque fois que l'*Accord antidumping* utilise l'expression "marge de dumping" (par exemple, à l'article 2.4.2), cette expression a le sens particulier donné à l'expression définie "marge de dumping". Il découle du texte de l'article 2.1 de l'*Accord antidumping* ("un produit doit être considéré comme faisant l'objet d'un dumping …") que l'article 2.1 met en œuvre la définition de "dumping". De la même manière, il découle du texte de l'article 2.2 ("la marge de dumping sera déterminée …") et du texte de l'article 2.4 ("marges de dumping") que les articles 2.1 à 2.4 mettent aussi en œuvre la définition de "marge de dumping". Il n'y a pas d'autres dispositions de l'*Accord antidumping* qui traitent de la façon de calculer une marge de dumping.

168. Dans ces circonstances, les Communautés européennes ne voient pas comment il pourrait être permis aux États-Unis de voir sous un angle l'expression définie "marge de dumping" figurant à l'article VI:2 du *GATT de 1994* pour une seule procédure antidumping (toutes les dispositions de l'article 2 dans le cas d'une procédure initiale), et de la voir sous d'autres angles pour les autres procédures antidumping (seulement certaines dispositions de l'article 2). Cela voudrait dire que l'expression définie "marge de dumping" figurant à l'article VI:2 du *GATT de 1994* aurait de multiples sens: un sens pour une procédure initiale; et des sens différents pour chacun des quatre autres types de procédures antidumping. Cela serait fondamentalement incompatible avec le concept de base d'une définition. Le but de la définition d'un terme est de donner un sens au terme considéré; ultérieurement de faire référence à ce sens en renvoyant au terme défini; et de parvenir à un niveau de cohérence particulièrement élevé. La *mise en œuvre* d'une définition ne peut pas résulter en sa négation, et certainement pas simplement sur la base d'une interprétation qui est incorrecte d'un point de vue grammatical; qui ne tient pas compte du sens ordinaire; qui s'appuie sur un contexte éloigné; et qui se fonde sur des arguments relatifs à l'objet et au but qui conduisent à un résultat qui est manifestement absurde ou déraisonnable.

169. Il n'y a aucune justification textuelle à une telle proposition dans l'article VI du *GATT de 1994*. Au contraire, ces dispositions donnent des définitions de "dumping" et de "marge de dumping" qui sont d'application générale dans toutes les procédures antidumping. C'est ce que confirme en outre la référence faite à l'article VI:2 du *GATT de 1994* au terme "percevoir", terme qui est défini dans l'*Accord antidumping* comme désignant l'imposition ou le recouvrement d'un droit à titre final, y compris ceux effectués au titre de l'article 9.[108] Cela confirme en outre que le concept de "marges de dumping" s'applique à toutes les procédures antidumping, chaque fois que l'autorité

---

[103] Deuxième phrase de l'article VI:2 du GATT de 1994: "Aux fins d'application du présent article, il faut entendre par marge de dumping la différence de prix déterminée conformément aux dispositions du paragraphe premier".

[104] Dumping, marge de dumping, dommage, branche de production nationale, produit similaire, parties intéressées, autorités, ouverte et percevoir (articles VI:1 et VI:2 du GATT de 1994; articles 2.6, 4.1, 6.11, et notes de bas de page 1, 3, 9 et 12 de l'*Accord antidumping*).

[105] Rapport de l'Organe d'appel *États–Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 126.

[106] Le titre de l'*Accord antidumping* est le suivant: "Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994".

[107] Rapport de l'Organe d'appel *États–Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphes 91 à 96.

[108] *Accord antidumping*, note de bas de page 12: "Le terme "percevoir", tel qu'il est utilisé dans le présent accord, désigne l'imposition ou le recouvrement légaux d'un droit ou d'une taxe à titre définitif ou final".

chargée de l'enquête calcule des marges de dumping ou s'appuie sur de telles marges; ou perçoit un droit antidumping. Comme toute interprétation de l'expression générale "pendant la phase" doit tenir compte du sens particulier de l'expression "marges de dumping" qui la précède, les deux expressions formant des parties inséparables du sujet de la proposition pertinente, cela étaye encore le point de vue selon lequel le membre de phrase ne peut pas être interprété de la manière préconisée par les États-Unis.

170. En conclusion, l'utilisation de l'expression "marges de dumping" dans le membre de phrase, prise conjointement avec l'expression définie "marge de dumping" figurant à l'article VI:2 du *GATT de 1994*, ainsi que la met en œuvre l'article 2 de l'*Accord antidumping* et qu'elle est utilisée dans d'autres dispositions de l'*Accord antidumping*, étaye l'allégation des Communautés européennes; et il faut lui attribuer un poids proportionné au lien exprès et direct existant entre le membre de phrase et la définition.

- Article 2

171. Les Communautés européennes considèrent que le contexte de l'article 2 étaye leur position.

172. La première phrase de l'article 2.4.2 se poursuit, après le membre de phrase, par les mots "sera normalement établie …". L'utilisation du mot "normalement" semble indiquer que ces obligations et méthodes s'appliquent dans la plupart des situations. Cela est contraire au point de vue exprimé par les États-Unis selon lequel les règles relatives aux comparaisons ne s'appliquent que dans une seule situation: une procédure initiale; et elles ne s'appliquent pas à l'enquête sur les marges de dumping ni au recours aux marges de dumping dans aucun des quatre autres types de procédures antidumping. Ce qui veut dire, selon les États-Unis, que ces obligations ne s'appliqueraient que dans un des cinq types de procédures. Ce ratio augmente lorsque l'on tient compte du fait qu'une procédure initiale engendrera habituellement plusieurs autres types de procédures, en particulier une procédure de "réexamen administratif", de sorte que le ratio final est susceptible d'être de l'ordre de 1 à 10 ou plus. Cela ferait, dans le meilleur des cas, des règles énoncées dans la première phrase de l'article 2.4.2 l'*exception* plutôt que la norme, ce qui est incompatible avec l'utilisation du mot "normalement". Dans la structure de l'article 2.4.2, l'*exception* est indiquée dans la deuxième phrase. Les Communautés européennes estiment donc que le contexte de cette partie de la première phrase de l'article 2.4.2 n'appuie pas le moyen de défense des États-Unis.

173. L'article 2.4.2 débute comme suit: "Sous réserve des dispositions régissant la comparaison équitable énoncées au paragraphe 4". Ces dispositions comprennent les troisième à cinquième phrases de l'article 2.4. La quatrième phrase de l'article 2.4 contient une autre référence à l'article 2.3, qui concerne le prix à l'exportation construit. Il n'y a rien dans ces dispositions qui permettrait d'étayer le point de vue selon lequel elles ne s'appliquent qu'à un seul type de procédure au titre de l'*Accord antidumping*. Au contraire, le libellé des dispositions appuie le point de vue selon lequel elles s'appliquent chaque fois qu'une autorité chargée de l'enquête enquête ou s'appuie sur une "marge de dumping". Nous concluons que le contexte de cette partie de la première phrase de l'article 2.4.2 n'étaye pas le moyen de défense des États-Unis. Il en est précisément de même de la deuxième phrase de l'article 2.4; et des dispositions de l'article 2 dans son ensemble, qui mettent en œuvre les définitions de "dumping" et de "marge de dumping" figurant à l'article VI du *GATT de 1994*. En particulier, l'article 2.2 contient des règles selon lesquelles "la marge de dumping sera déterminée" et il fait huit fois référence au mot "enquête". En ce qui concerne chacune de ces dispositions spécifiques, la législation antidumping intérieure des États-Unis met en œuvre l'*Accord antidumping* pas seulement pour les procédures initiales, mais pour tous les types de procédures relevant de l'*Accord antidumping* dans le cadre desquelles il faut enquêter ou s'appuyer sur les marges de dumping. Le SAA (Énoncé des mesures administratives) dit expressément que cette mise en œuvre est "requise ou appropriée". Les États-Unis admettent que ces obligations s'appliquent à tous les types de procédures et pas seulement aux procédures initiales. De plus, l'expression "au cours de l'enquête"

figurant à l'article 2.2.1.1 et dans la note de bas de page 6 fait référence à la période pendant laquelle l'enquête doit être menée; or les États-Unis admettent que ces obligations s'appliquent à tous les types de procédures relevant de l'*Accord antidumping*. Enfin, dans les versions en langues française et espagnole, le titre de l'article 2 démontre que l'article 2 dans son ensemble traite de l'"existence" du dumping.[109]

174. Compte tenu de ce qui précède, les Communautés européennes concluent que le contexte de l'article 2 confirme que le sens ordinaire du mot "enquête" figurant dans le membre de phrase fait référence à tous les types de procédures relevant de l'*Accord antidumping* dans le cadre desquelles il faut enquêter ou s'appuyer sur les marges de dumping, et qu'il n'étaye pas le moyen de défense des États-Unis.

♦ Article 9.3

175. Les Communautés européennes estiment que leur interprétation de l'article 2.4.2 est en outre étayée par l'article 9.3 de l'*Accord antidumping*.

176. Conformément à l'article 9.3: "[l]e montant du droit antidumping ne dépassera pas la marge de dumping déterminée selon l'article 2". Il faut considérer que la référence faite à "l'article 2" est une référence à l'ensemble de l'article 2. Les renvois qui sont faits dans l'*Accord antidumping* constituent des dispositions expresses lorsqu'ils ne font référence qu'à certains paragraphes ou alinéas d'un article, en particulier lorsque le renvoi porte sur des articles différents[110], ou lorsque des restrictions y sont d'une certaine manière apportées[111], ou lorsque la disposition à laquelle il est fait référence doit être modifiée si elle s'applique dans certaines circonstances.[112] Il n'existe pas une telle disposition expresse à l'article 9.3. L'article 9.3 ne prévoit pas, par exemple, que le montant du droit antidumping ne doit pas dépasser la marge de dumping ainsi que le prescrit l'article 2, à l'exception des règles relatives à la comparaison de la valeur normale dûment ajustée et du prix à l'exportation; ou *mutatis mutandis*. Cela confirme que, dans le contexte de l'article 9.3, une "marge de dumping" doit être établie par référence à l'ensemble de l'article 2, conformément à l'utilisation de l'expression définie "marge de dumping".[113]

177. Si le renvoi que fait l'article 9.3 à l'article 2 devait désigner toutes les dispositions de l'article 2, à l'exception de l'article 2.4.2, alors le texte de l'*Accord antidumping* l'aurait précisé, comme dans les autres cas. Si cela voulait dire *mutatis mutandis*, alors le texte de l'*Accord antidumping* l'aurait précisé, comme dans les autres cas. Le texte de l'article 2.4.2 ne contient aucune telle limitation. Pour parvenir à ce résultat, il faut suivre les étapes suivantes: briser la structure grammaticale du membre de phrase; ne pas tenir compte du projet Dunkel final; ne pas prendre en

---

[109] "*Détermination de l'existence d'un dumping";* "*Determinacion de la existencia de dumping*"; Convention de Vienne, article 33 3): "Les termes d'un traité sont présumés avoir le même sens dans les divers textes authentiques".

[110] Par exemple: l'article 11 (note de bas de page 21) renvoie au "paragraphe 3 de l'article 9"; l'article 11 (note de bas de page 22) renvoie à "l'alinéa 3.1 de l'article 9"; l'article 9.3.3 renvoie au "paragraphe 3 de l'article 2"; l'article 9.4 renvoie au "paragraphe 10 de l'article 6", au "paragraphe 8 de l'article 6" et à "l'alinéa 10.2 de l'article 6"; l'article 4.4 renvoie au "paragraphe 6 de l'article 3"; l'article 10.1 renvoie au "paragraphe 1 de l'article 7" et au "paragraphe 1 de l'article 9".

[111] Par exemple: l'article 11.4 renvoie aux "dispositions de l'article 6 *concernant les éléments de preuve et la procédure* …"; l'article 7.5 renvoie aux "*dispositions pertinentes* de l'article 9 …".

[112] Par exemple: l'article 11.5 renvoie à l'article 8 "*mutatis mutandis*"; l'article 12.3 renvoie aux articles 11 et 10 "*mutatis mutandis*".

[113] Rapport de l'Organe d'appel *États–Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphes 93 ("… y compris évidemment à l'article 2.4.2 …") et 99 ("… En outre, conformément à l'article VI:2 du GATT de 1994 et à l'article 9.2 de l'*Accord antidumping*, un droit antidumping ne peut être perçu que sur un produit faisant l'objet d'un dumping. À toutes ces fins, le produit visé par l'enquête est traité dans son ensemble …").

compte l'expression définie "marge de dumping"; ne pas tenir compte du sens ordinaire concordant des mots "pendant la période" et "pendant la phase"; transposer le membre de phrase dans la deuxième phrase de l'article 2.4.2; déduire du mot "phase" que l'*Accord antidumping* fait référence aux "phases" antidumping alors qu'il fait en fait référence aux procédures antidumping; donner une lecture du membre de phrase qui inclut les onze mots "visant à déterminer l'existence, le degré et l'effet de tout dumping allégué"; conclure, *a contrario*, que l'obligation ne s'applique pas en dehors d'une procédure initiale; s'appuyer sur un objet et un but allégués qui sont manifestement absurdes ou déraisonnables; ne pas tenir compte du fait qu'il existait une telle intention de la part des Membres; et ne pas prendre en compte les travaux préparatoires.

- Article 5

178. Les Communautés européennes considèrent ensuite l'article 5 de l'*Accord antidumping*, à savoir la disposition à laquelle les États-Unis font d'abord référence dans leur moyen de défense. Selon les États-Unis, les termes de l'article 5 limitent son application à "la phase d'enquête d'une procédure antidumping".[114] Or, l'article 5 ne fait pas référence à la "phase d'enquête". Il fait référence à une enquête visant à "déterminer l'existence, le degré et l'effet de tout dumping allégué".

179. Ainsi que nous l'avons souligné ci-dessus, les Communautés européennes conviennent que les dispositions de l'article 5 sont limitées aux procédures initiales, à cause justement du caractère limitatif des mots "déterminer l'existence, le degré et l'effet de tout dumping allégué" qui figurent à l'article 5.1, auquel font référence les autres dispositions de l'article 5.

180. Les parties conviennent que l'article 5.1 fait référence à "une enquête visant à déterminer l'existence, le degré et l'effet de tout dumping allégué"; que par le biais d'une série de renvois les autres dispositions de l'article 5 qui font référence aux enquêtes font également référence à "une enquête visant à déterminer l'existence, le degré et l'effet de tout dumping allégué"; que l'article 5 ne contient pas une définition du mot "enquête" aux fins de l'*Accord antidumping*; et qu'il n'y a aucun renvoi entre les articles 2 et 5.

181. Les titres ne contiennent ni ne créent généralement pas eux-mêmes de droits ou obligations. Le titre de l'article 5 ne définit pas l'objet dudit article. Le but d'un titre est de communiquer rapidement au lecteur la teneur essentielle d'un article, d'une partie ou d'une annexe. L'*Accord antidumping* et le *GATT de 1994* contiennent plusieurs définitions, mais aucune définition du terme "enquête". Les Membres avaient connaissance des définitions, car ils en avaient discuté en détail pendant les travaux préparatoires, et ils les utilisaient lorsqu'ils cherchaient à obtenir un degré de cohérence particulièrement élevé. Ils ont choisi, toutefois, de ne pas définir le terme "enquête" (ou, pour cette raison, les termes "procédure" et "réexamen"), et ces choix doivent être respectés. Dans ces circonstances, il serait erroné d'interpréter l'*Accord antidumping*, sous le couvert du contexte ou autrement, comme si l'article 5 renfermait une définition du mot "enquête", alors que ce n'est manifestement pas le cas.

182. Les Communautés européennes ne sont pas d'accord pour dire qu'il est naturel de donner une lecture de l'article 2.4.2 qui inclurait les onze mots "visant à déterminer l'existence, le degré et l'effet de tout dumping allégué", lecture qui contribuerait sensiblement à changer complètement le sens ordinaire du membre de phrase. Elles ne considèrent pas non plus qu'il est naturel d'interpréter l'article 2 par référence à des dispositions dont le lecteur n'a même pas encore pris connaissance (l'article 5), et en l'absence de toute définition ou renvoi. Elles ne considèrent pas qu'il est naturel de lire le membre de phrase d'une manière qui est erronée sur le plan grammatical. Elles ne considèrent pas qu'il est naturel de supposer qu'il était dans l'intention de tous les Membres de parvenir à un tel résultat, étant donné qu'ils ont choisi de ne pas recourir aux divers moyens simples dont ils

[114] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 101.

disposaient pour y parvenir (formulation différente, définitions, renvois), et que les éléments de preuve étayent de façon écrasante le point de vue selon lequel il n'était pas dans leur intention de le faire.

183. Au contraire, les Communautés européennes considèrent qu'il est naturel de donner une lecture de l'article 2 qui inclut les *méthodes* cohérentes pour déterminer le "dumping" et les "marges de dumping". Le membre de phrase doit être lu de la seule manière qui est correcte d'un point de vue grammatical. Par conséquent, l'expression "pendant la phase" doit être interprétée comme étant synonyme de l'expression "pendant la période", étant donné que leurs sens ordinaires coïncident. De plus, sachant qu'il est maintes fois fait référence à la période couverte par l'enquête à l'article 2, en particulier lorsque l'on considère conjointement le lien grammatical, et compte tenu de la logique inhérente et même de la nécessité d'une telle règle, le membre de phrase doit être lu comme faisant référence à la période couverte par l'enquête. Enfin, les Communautés européennes considèrent qu'il est des plus naturels d'attribuer au mot "enquête" son sens ordinaire; et des plus naturels de donner une lecture des mots "visant à déterminer l'existence, le degré et l'effet de tout dumping allégué" figurant à l'article 5.1 qui ne les rend pas superflus, mais qui circonscrit plutôt le champ du type particulier d'enquête dont traite l'article 5.

- Article 6

184. Conformément à l'analyse progressive du contexte, les Communautés européennes examinent la disposition suivante de l'*Accord antidumping*: l'article 6. Elles font valoir que l'application du mot "enquête" figurant à l'article 6 aux procédures concernant les changements de circonstances et les procédures à l'extinction est un contexte qui appuie leur allégation.

185. L'article 6 de l'*Accord antidumping* s'applique aux "réexamens" au sens de l'article 11 de l'*Accord antidumping* à cause du renvoi exprès que fait l'article 11.4 à l'article 6. Les Communautés européennes notent que l'article 11.4, qui renvoie aux dispositions de l'article 6 concernant les éléments de preuve et la procédure, ne renferme pas les mots "*mutatis mutandis*", comme ils sont utilisés aux articles 11.5 et 12.3. En conséquence, en l'absence de tout autre renvoi exprès, les dispositions pertinentes de l'article 6 s'appliquent, sans modification, aux procédures concernant les changements de circonstances et aux procédures à l'extinction. Les Communautés européennes notent que les dispositions pertinentes de l'article 6 font référence à plusieurs reprises à une "enquête". Par conséquent, une lecture simple du texte étaye le point de vue selon lequel l'autorité chargée de l'enquête qui mène une procédure concernant un changement de circonstances ou une procédure à l'extinction se livre à une "enquête" au sens de ces dispositions. Les Communautés européennes notent en outre que cela est compatible avec la législation antidumping interne des États-Unis, qui fait expressément référence aux "enquêtes aux fins de réexamens pour changement de circonstances" et aux "enquêtes pour fins de réexamens à l'extinction".[115] En conclusion, le sens du mot "enquête" dans ces dispositions ne se limite pas à "une enquête visant à déterminer l'existence, le degré et l'effet de tout dumping allégué". Cela étaye le point de vue des Communautés européennes selon lequel le sens du mot "enquête" dans le membre de phrase ne se limite pas non plus au type d'enquête menée dans une procédure initiale.

186. La méthode par laquelle il est confirmé que les dispositions pertinentes de l'article 6 s'appliquent aux procédures concernant les changements de circonstances et aux procédures à l'extinction n'influe pas sur l'analyse. Le fait de tenir le raisonnement selon lequel "n'aurait été" du renvoi mentionné à l'article 11.4, les dispositions pertinentes de l'article 6 auraient été limitées aux enquêtes menées dans les procédures *initiales*, revient à préjuger de la question même sur laquelle nous sommes censés enquêter, parce qu'un tel raisonnement repose sur la prémisse (erronée) voulant

[115] Voir l'article III.B.2 c) iv) a).

que le mot "enquête" a le sens particulier d'enquête *initiale* d'un bout à l'autre de l'*Accord antidumping*.

187. En outre, les Communautés européennes notent qu'aux États-Unis, dans un réexamen administratif, l'autorité chargée de l'enquête fait deux déterminations: non seulement elle établit le montant final à acquitter sur une base rétrospective; mais elle réexamine et révise (c'est-à-dire modifie) en même temps le "taux du dépôt en espèces", c'est-à-dire le taux du droit antidumping auquel la mesure sera appliquée rétrospectivement jusqu'au prochain réexamen administratif. Les Communautés européennes estiment que cette deuxième détermination qui modifie le taux du droit est *aussi* assujettie aux obligations énoncées à l'article 11.2, qui fait expressément référence à une procédure où le droit est "modifié" de cette manière. C'est ce que confirment la note de bas de page 21, qui dit que la détermination du montant final à acquitter n'est pas *en soi* un réexamen, ce qui indique que toute modification du droit l'est; et la note de bas de page 22, qui confirme de nouveau la distinction entre une procédure de fixation des droits définitifs et une procédure concernant un changement de circonstances. Les Communautés européennes ne se prononcent pas sur la question de savoir si les États-Unis sont ou non *tenus*, lorsqu'ils mènent une procédure de fixation des droits définitifs, de réexaminer aussi le taux du droit. Elles considèrent seulement que si l'autorité chargée de l'enquête choisit de s'appuyer sur un taux de droit modifié ou d'en calculer un, elle doit le faire conformément aux dispositions de l'article 11.2. Les Communautés européennes ne voient pas d'autres dispositions de l'*Accord antidumping* qui traitent directement de la modification du taux des droits.

188. En conséquence, les Communautés européennes concluent que les dispositions de l'article 6 s'appliquent également, sans modification, à la modification du taux des droits. Elles concluent donc en outre que la modification du taux des droits comporte aussi une "enquête" au sens de l'article 6. Elles notent que le calcul de la marge de dumping d'un exportateur aux fins d'une modification du taux des droits, et le calcul de la marge de dumping d'un exportateur aux fins de la fixation rétrospective du montant final à acquitter, reposent sur des faits identiques et une activité d'enquête, et sont à cet égard inséparables. Les Communautés européennes ne voient pas comment il pourrait être permis aux États-Unis de voir ces faits et activités identiques et inséparables sous un angle à une fin (il y a une enquête aux fins de la modification du taux des droits) et de les voir sous un autre angle à une autre fin (il n'y a pas d'enquête aux fins du calcul du montant final à acquitter).

189. En conclusion, l'article 6 de l'*Accord antidumping* appuie les allégations des Communautés européennes.

- Article 18

190. Selon les États-Unis, "l'article 18.3 de l'Accord antidumping reconnaît explicitement la différence entre les enquêtes, qui peuvent conduire à l'imposition d'une mesure, et les "réexamens" de mesures existantes".[116] Les États-Unis considèrent donc que le mot "enquêtes" figurant à l'article 18.3 désigne les procédures initiales et que cela indique que le mot "enquête" a ce sens particulier d'un bout à l'autre de l'*Accord antidumping*, y compris à l'article 2.4.2.

191. L'article 18.3.1 indique que lorsque, comme dans le présent cas d'espèce, les mesures en cause sont des "procédures aux fins du remboursement au titre du paragraphe 3 de l'article 9" où les autorités enquêtent sur les "marges de dumping", alors dans la première procédure aux fins du remboursement, l'autorité chargée de l'enquête est obligée d'appliquer les mêmes règles que celles qui ont été utilisées dans la procédure initiale pour déterminer les "marges de dumping". Ces règles sont énoncées à l'article 2, et elles comprennent les règles relatives à la comparaison figurant à

[116] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 105.

l'article 2.4.2. Les Communautés européennes concluent que l'article 18.3.1 confirme leur position dans la présente affaire.

192. Les Communautés européennes ne croient pas que le mot "enquêtes" figurant à l'article 18.3 se limite nécessairement au type d'enquêtes menées dans les procédures initiales. Le fait que l'article 18.3 est en fait soumis à la "réserve de" l'article 18.3.1 semble plutôt indiquer que les "remboursements" pourraient être soit des "enquêtes" soit des "réexamens". Étant donné que l'article 9.5 indique clairement que la fixation des droits n'est *pas* un réexamen[117], la seule conclusion logique serait que la procédure aux fins de "réexamen administratif" ne comporte pas d'enquête, au sens ordinaire de ce mot.

193. En tout état de cause, même si le mot "enquêtes" figurant à l'article 18.3 avait effectivement le sens particulier que prétendent les États-Unis, il ne serait toujours pas vrai que l'article 18.3 définit le mot "enquête" aux fins de l'*Accord antidumping*. Un examen de l'utilisation du mot "enquête" dans l'*Accord antidumping* amène les Communautés européennes à conclure qu'il n'a pas un sens particulier spécial d'un bout à l'autre de l'*Accord antidumping* (à savoir, celui d'enquêtes dans les procédures initiales); mais que dans chaque cas il faut discerner son sens en appliquant les règles coutumières d'interprétation du droit international public. Quelle que soit l'interprétation donnée à l'article 18.3, cette conclusion demeure la même. Une telle interprétation n'aurait donc pas de conséquences pour notre interprétation du membre de phrase. Les Communautés européennes concluent qu'un contexte, tel que celui fourni par l'article 18.3, n'appuie pas le moyen de défense des États-Unis, mais confirme plutôt la position des Communautés européennes.

- ♦ Les différents types de procédures antidumping et le mot "phase"

194. Les États-Unis font référence aux "distinctions entre les enquêtes et les autres segments d'une procédure antidumping" et plus loin, dans le même paragraphe, au "but d'une procédure de fixation des droits".[118] Cela est incohérent. D'une part, les États-Unis estiment qu'il y aurait dans une procédure antidumping donnée divers segments ou phases, la première de ces phases étant l'"enquête initiale". D'autre part, le mot "procédure" ferait référence à chacun de ces segments ou phases. Dans leur analyse, les États-Unis s'enferrent dans une confusion sans fin parce qu'ils sont incapables de dire à quoi ils font référence: une phase ou une procédure.

195. Comme nous l'avons noté précédemment, une telle proposition contredit les termes de l'*Accord antidumping*, lequel fait référence à cinq types de procédures, et non de "phases" antidumping. Par exemple, à l'article 5.9, le mot "procédure" est utilisé pour désigner une procédure initiale. L'article 9.5 fait référence aux "procédures … de fixation des droits". Il fait aussi référence aux "procédures … de réexamen", à savoir les procédures concernant les changements de circonstances ou à l'extinction.

vi) Objet et but

196. Selon les États-Unis, le fait que l'article 2.4.2 ne s'appliquerait qu'aux enquêtes initiales est compatible avec la distinction entre les procédures initiales et les autres types de procédures, et le fait qu'elles répondent à des buts différents[119] et ont des fonctions différentes. Les États-Unis font en outre valoir que "l'application limitée de l'article 2.4.2 à la phase d'enquête est compatible avec les

[117] "… Ce réexamen sera engagé et effectué selon des procédures accélérées par rapport aux procédures normales de fixation des droits et de réexamen dans le Membre importateur …".
[118] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 108.
[119] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 108.

fonctions divergentes des enquêtes et des autres procédures prévues au titre de l'*Accord antidumping*".[120]

197. Toutefois, ce n'est pas parce que les disciplines énoncées à l'article 2 s'appliquent chaque fois qu'une autorité enquête ou s'appuie sur une "marge de dumping" qu'il n'existe plus de distinction significative entre les différents types de procédures antidumping.

198. Dans l'affaire *États–Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, l'Organe d'appel a noté ce qui suit: "L'article 2 énonce les disciplines convenues dans l'*Accord antidumping* pour le calcul des marges de dumping. Comme nous l'avons fait observer plus haut, nous ne voyons rien à l'article 11.3 qui fasse obligation aux autorités chargées de l'enquête de calculer des marges de dumping ou de s'appuyer sur de telles marges pour déterminer la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira. Toutefois, au cas où les autorités chargées de l'enquête choisiraient de s'appuyer sur des marges de dumping pour établir leur détermination de la probabilité, le calcul de ces marges doit être conforme aux disciplines énoncées à l'article 2.4. Nous ne voyons pas d'autres dispositions dans l'*Accord antidumping* en vertu desquelles les Membres peuvent calculer des marges de dumping (non souligné dans l'original).[121] Les constatations de l'Organe d'appel sont claires et logiques. Si l'autorité chargée de l'enquête s'appuie sur les marges de dumping aux fins de procédures autres qu'une procédure initiale, le calcul de ces marges devra être conforme aux disciplines de l'article 2.4. Si l'article 2.4 et 2.4.2 se limitait aux "procédures initiales", cela créerait dans l'*Accord antidumping* un grand vide concernant la question fondamentale de savoir comment calculer une marge de dumping. Cela ferait aussi perdre toute utilité aux résultats d'une enquête initiale.[122]

vii) Absence de preuve qu'il était dans l'intention des Membres qu'un sens particulier soit entendu (article 31 4) de la Convention de Vienne)

199. Conformément à l'article 31 4) de la Convention de Vienne, "[u]n terme sera entendu dans un sens particulier s'il est établi que telle était l'intention des parties". Cela veut dire les Membres et *tous* les Membres. La charge de la preuve incombe au Membre qui cherche à établir l'intention, en l'occurrence, les États-Unis. Le premier endroit où chercher des éléments de preuve de l'intention des Membres est le texte de l'*Accord antidumping* et du *GATT de 1994*. À cet égard, il convient de ne pas perdre de vue que si les Membres entendent qu'un terme soit entendu dans un sens particulier, il existe un moyen simple de le faire: définir le terme, ou au moins utiliser un renvoi. L'*Accord antidumping* et le *GATT de 1994* contiennent plusieurs définitions et de nombreux renvois, mais aucune définition du mot "enquête", et aucun renvoi entre les articles 2 et 5.[123]

200. À notre avis, s'il avait été dans leur "intention" que le membre de phrase ait le résultat que les États-Unis font valoir, les Membres n'auraient pas essayé de "mettre en œuvre" la définition de "marge de dumping" en la fragmentant et en introduisant des incohérences internes dans l'*Accord antidumping* et le *GATT de 1994*; ils n'auraient pas limité le membre de phrase à la première phrase de l'article 2.4.2; ils n'auraient pas lié sur le plan grammatical les mots "pendant la phase d'enquête" au mot "existence" par opposition au mot "établie" (dans les versions en langues française, espagnole

[120] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 110.

[121] Rapport de l'Organe d'appel *États–Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 187.

[122] Première communication écrite des CE, paragraphe 221.

[123] Rapport du Groupe spécial *États–Unis – FSC (article 21:5 - CE)*, paragraphe 8.93: "… nous ne sommes pas sûrs qu'elle [l'expression] ait une signification particulière universellement admise … celle-ci [une définition ou une signification particulière] n'a pas été incluse dans l'*Accord SMC* en tant que point d'accord entre les Membres de l'OMC. Par conséquent, … nous n'imposons pas une définition ou une interprétation unique et rigide de l'expression …"; confirmé par l'Organe d'appel *États–Unis – FSC (article 21:5 – CE)*, paragraphe 138 et note de bas de page 115.

et anglaise); ils n'auraient pas changé la formulation du projet Dunkel final précisément pour établir ce lien grammatical; ils auraient expressément défini le membre de phrase "une enquête visant à déterminer l'existence, le degré et l'effet de tout dumping allégué", ou ils y auraient fait un renvoi ou une référence; ils auraient expressément prévu que l'autorité chargée de l'enquête ne tienne pas compte des données pertinentes, comme ils l'ont fait aux articles 2.2.1, 2.7 et 9.4, et aux paragraphes 5 à 7 de l'Annexe II; ils n'auraient pas inséré à l'article 9.3 un renvoi à l'ensemble de l'article 2; et ils n'auraient pas utilisé le mot "enquête" aux articles 2 et 6, et ailleurs dans l'*Accord antidumping*, pour faire référence aux différents types de procédures antidumping.

201. Le membre de phrase utilise les mots "pendant la phase" plutôt que les mots "pendant la période". Toutefois, le sens ordinaire de ces deux expressions coïncide, les deux faisant référence à: "une période distincte". En outre, il y a d'autres mots qui ne figurent qu'une seule fois dans l'*Accord antidumping* sans que cela veuille dire, de façon mécanique, qu'ils ont un sens particulier.[124] Et il n'y a pas de règle mécanique générale qui condamne l'utilisation des synonymes. Si l'on prend équitablement en considération toutes ces questions, et si l'on considère l'éventail d'options qui s'offrent aux Membres, il n'est simplement pas possible de conclure raisonnablement qu'il était dans l'intention de *tous* les Membres, du fait simplement de l'utilisation du mot "phase", situé à un endroit non pertinent du point de vue grammatical, de faire perdre toute utilité aux disciplines de l'article 2 relatives au calcul de l'expression définie "marge de dumping" – et ce, à toutes fins pratiques, c'est-à-dire pour tous les montants finals à acquitter, sachant que les résultats de la première procédure aux fins du remboursement sont appliqués à compter de la date à laquelle les droits provisoires sont imposés pour la première fois.

202. Les États-Unis n'ont pas produit d'éléments de preuve à l'appui de la proposition voulant qu'il ait été dans l'intention des Membres que le membre de phrase ait le sens particulier qu'ils font valoir. Pour leur part, les Communautés européennes font référence à plusieurs éléments de preuve.

203. Premièrement, les Communautés européennes font référence aux travaux préparatoires, et fournissent une analyse de ces documents.[125] S'il avait été dans l'intention de tous les Membres de prendre une mesure aussi importante que celle que font valoir les États-Unis, on pourrait s'attendre à trouver certaine trace de cette décision dans ces documents, qui couvrent plusieurs centaines de pages, et s'étendent sur sept ans. Or ces documents n'apportent aucun appui aux États-Unis. Au contraire, ils appuient les Communautés européennes.

204. Deuxièmement, les Communautés européennes font référence aux notifications présentées à l'OMC par 105 Membres de l'OMC de leurs législations intérieures de mise en œuvre de l'*Accord antidumping*, dont elles ont produit précédemment un jeu complet de copies, accompagné d'une analyse de ces lois. Aucune de ces notifications n'indique qu'un Membre a suivi la même démarche que les États-Unis. Il ne faut pas s'attendre à ce qu'il ait été dans l'intention des Membres de faire une chose au moment de la conclusion de l'*Accord antidumping*, et de faire systématiquement autre chose au moment de sa mise en œuvre. Que la législation soit ou non antérieure à l'*Accord sur l'OMC* est dénuée de pertinence, si elle a par la suite été notifiée comme législation de mise en œuvre de l'*Accord antidumping*. Les Communautés européennes le mentionnent également à l'appui de leur allégation comme "pratique suivie ultérieurement" au sens de l'article 31 3) b) de la Convention de Vienne.

[124] Par exemple les mots "accélérées" à l'article 9.5; "fragmentées" dans la note de bas de page 13; "nulles" à l'article 9.4; "neutraliser" à l'article 11.2. Dans le contexte du présent différend, ce qui importe, c'est le sens ordinaire du mot "enquête". Le sens ordinaire du mot "phase" revêt une bien moindre importance – et en tout état de cause confirme simplement la position des Communautés européennes.

[125] Voir ci-dessous, la section III.B.2 c) viii).

205. Compte tenu des questions précédentes, il est évident que les États-Unis n'ont pas établi qu'il était dans l'intention de tous les Membres de l'OMC que le membre de phrase soit entendu dans le sens particulier que font valoir les États-Unis.

viii) Travaux préparatoires

206. Une interprétation correcte du membre de phrase conformément à l'article 31 de la Convention de Vienne ne laisse pas le sens ambigu ou obscur et ne conduit pas à un résultat qui est manifestement absurde ou déraisonnable. Elle veut simplement dire que le moyen de défense des États-Unis tombe. Et c'est ce que *confirment* les travaux préparatoires. Toutefois, l'interprétation adoptée par les États-Unis conduit *effectivement* à un résultat qui est manifestement absurde ou déraisonnable. Cette interprétation ne peut donc pas prévaloir sans une analyse appropriée des travaux préparatoires. Les aspects pertinents des travaux préparatoires pourraient être résumés comme suit.

207. Un examen de l'historique des négociations jusqu'au premier projet d'un accord révisé présenté par le Président montre que de nombreux Membres ont à plusieurs reprises soulevé les questions de définitions; de la nécessité d'adopter une approche cohérente, équilibrée et équitable; des transformations du commerce international; et de l'asymétrie et réduction à zéro.

208. Aux réunions tenues par le Groupe de négociation sur les accords et arrangements issus des NCM du 31 janvier au 2 février 1990 et les 19 et 20 février 1990, les Membres ont généralement présenté et examiné les communications déposées jusqu'alors; et le Président a fait distribuer un document "qui pourrait constituer un ordre du jour structuré pour les travaux futurs". Outre la préoccupation continue que posaient le besoin d'équilibre et les questions de définitions, la discussion sur la question de la comparaison des prix est révélatrice:

> Des délégations ont estimé qu'il était juste d'incorporer dans l'article 2.6 les principes de la symétrie dans le calcul des prix et de la symétrie des ajustements à opérer pour déterminer la valeur normale et le prix à l'exportation. Une délégation a dit que la pratique consistant à comparer la valeur normale moyenne au prix à l'exportation établi pour chaque transaction était dûment décrite et analysée dans le tableau 1 du document MTN.GNG/NG8/W/64, ainsi qu'aux paragraphes 14 et 15 du document MTN.GNG/NG8/W/51/Add.1. Dans ce domaine les exportateurs subissaient de toute évidence un préjudice; le Code devait être modifié de telle sorte que la comparaison porte sur la moyenne pondérée des valeurs normales et la moyenne pondérée des prix à l'exportation.
>
> …
>
> Une délégation a estimé que la charge serait trop lourde pour les autorités chargées de l'enquête si elles devaient rechercher tous les facteurs pouvant donner lieu à des ajustements, lorsque ces facteurs n'étaient pas mentionnés par les exportateurs. Il était normal que même les petits exportateurs attirent au moins l'attention sur les facteurs susceptibles de donner lieu à des ajustements, et qu'ils apportent des éléments de preuve qu'ils étaient seuls à posséder. De l'avis de cette délégation les dispositions de l'article 2.6 ne posaient pas de problème de symétrie; elles exigeaient que la comparaison porte sur des prix pratiqués au même niveau commercial et que des ajustements soient opérés compte tenu des facteurs affectant la comparabilité des prix. La pratique consistant à établir la moyenne pour chaque transaction avait pour principal objectif d'empêcher les exportateurs de pratiquer un dumping sélectif. Ce phénomène était très préoccupant et se manifestait par des vagues successives de pratiques commerciales déloyales dans différents secteurs d'un marché importateur.

> Les autorités concernées ne devaient pas demeurer impuissantes devant une telle stratégie. La délégation a ajouté, à propos du tableau figurant dans le document MTN.GNG/NG8/W/64 qu'il était courant de décomposer les périodes en cas de fortes fluctuations; les différences ne devaient pas être calculées de façon artificielle étant donné que pendant certaines périodes il n'en existait pas. Toutefois, la délégation estimait que les pratiques actuelles étaient satisfaisantes sur ce point.
>
> Une délégation a dit que l'application sans discrimination de la méthode utilisée contre le dumping sélectif, qui permettait d'élever de manière générale des obstacles protectionnistes, continuait de poser un problème.
>
> Une délégation a dit que le dumping sélectif, qu'il soit pratiqué sur une base régionale ou pour des gammes de production relevant d'une même catégorie de "produits similaires", constituait un réel problème. Toutefois, elle comprenait également les préoccupations d'autres délégations. Le Groupe devait s'efforcer de trouver des solutions pour apaiser les inquiétudes légitimes de tous.

209. Dans cette discussion on voit la juxtaposition des deux points de vue et de façon fondamentale, on voit qu'il est expressément dit que la pratique consistant à comparer une valeur normale moyenne pondérée avec les prix à l'exportation avait pour objectif de lutter contre le dumping sélectif (ciblé). Enfin, on assiste au lancement de la solution "pour apaiser les inquiétudes légitimes de tous" – à savoir l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping* tel qu'il est libellé aujourd'hui.

210. La fixation des droits a également fait l'objet de discussions (voir la page 31 de la note), mais seulement par référence à la question de la "règle du droit moindre". Encore une fois, il est très significatif qu'à aucun moment au cours de la discussion du traitement différent dans les enquêtes initiales et les procédures de fixation des droits il n'a été donné d'indication ni avancé de suggestion sur la question fondamentale de savoir comment calculer une marge de dumping.

211. D'autres réunions du Groupe de négociation sur les accords et arrangements issus des NCM ont suivi les 21 et 22 mars 1990[126], avec une communication des Communautés européennes[127], et le 1er mai 1990[128], où a été discutée une communication des pays nordiques[129], qui de façon générale maintenaient leur démarche établie concernant la symétrie et la réduction à zéro. Les notes distribuées aux réunions du 1er mai 1990 et du 1er juin 1990[130] du Groupe de négociation sur les accords et arrangements issus des NCM rappellent que les négociations se poursuivaient sous la présidence de M. C. R. Carlisle, le Directeur général adjoint. Le Japon a présenté une autre communication[131] où il était dit ce qui suit:

> b) Le Code devrait établir des lignes directrices claires assurant une comparaison symétrique de la "valeur normale" et du "prix à l'exportation" au même niveau commercial et éliminer la possibilité d'une comparaison asymétrique, dans laquelle on ne tiendrait pas compte de certains frais effectivement encourus et qui ferait artificiellement apparaître un "dumping" en fait inexistant. Il faudrait aussi clarifier le Code, également pour faciliter une "comparaison symétrique", afin d'interdire la pratique consistant à calculer la "valeur normale" sur une base moyenne, puis à la comparer au "prix à l'exportation" pratiqué dans tel ou tel cas.

---

[126] MTN.GNG/NG8/16.
[127] MTN.GNG/NG8/W/74.
[128] MTN.GNG/NG8/17.
[129] MTN.GNG/NG8/W/76, page 3.
[130] MTN.GNG/NG8/18.
[131] MTN.GNG/NG8/W/81.

212. Les conclusions concernant le processus de négociation sont donc les suivantes:

213. Premièrement, les négociateurs étaient profondément conscients de la question des définitions et y étaient très attentifs. Chacun des documents de l'historique des négociations, sans exception, qu'ils aient été rédigés par des Membres ou par le Secrétariat, fait référence à plusieurs définitions et en discute. Les documents traitent à plusieurs reprises et dans le détail du bien-fondé d'avoir ou de ne pas avoir de définitions. Aucune voix ne s'est jamais fait entendre pour s'opposer aux hypothèses de base qui sous-tendent ces discussions. Il existe un consensus: il importe réellement de savoir si quelque chose est défini ou non; et un sens doit être attribué au fait que certains termes sont définis et d'autres non.

214. Deuxièmement, il y a un consensus général sur la nécessité d'assurer une application cohérente, équilibrée et équitable des mesures antidumping.

215. Troisièmement, il y a un large consensus des deux côtés participant au débat sur le fait que les marchés et le monde économique internationaux avaient évolué et que l'*Accord antidumping* devrait être actualisé en conséquence.

216. Quatrièmement, à aucun moment du débat il n'a été suggéré qu'il devrait y avoir un traitement différent pour les enquêtes initiales et les fixations rétrospectives des droits, s'agissant de la question fondamentale de savoir comment calculer une marge de dumping. Il en est ainsi malgré le fait que les questions ayant trait à la fixation des droits et au remboursement ont été à plusieurs reprises examinées de façon détaillée et en long et en large, pour ce qui est de la question du "droit en tant que coût" et du "droit moindre".

217. Cinquièmement, des signes clairs et nets donnent à penser qu'il existe un consensus sur le fait que les intérêts des deux parties dans le débat sur l'asymétrie et la réduction à zéro pourraient être pris en compte dans les dispositions relatives au dumping ciblé qui sont devenues en fin de compte la deuxième phrase de l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping*.

218. Sixièmement, tout porte indéniablement à croire qu'il existe un consensus sur le fait que la présence du mot "enquête", utilisé à plusieurs reprises dans ce qui devait devenir l'article 2.2 de l'*Accord antidumping*, ne signifiait pas que ces dispositions devaient être dénuées de pertinence lorsqu'une marge de dumping était calculée lors de la fixation rétrospective des droits.

219. Suite aux négociations sur les accords et arrangements issus des NCM, des projets successifs de ce qui est finalement devenu l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping* sont désignées comme étant: Carlisle I[132], Carlisle II, Nouvelle-Zélande I, Nouvelle-Zélande II, Nouvelle-Zélande II Ramsauer et le projet Dunkel. Tous ces projets font état de la "solution [de base] pour apaiser les inquiétudes légitimes de tous" qui a résulté du Groupe de négociation sur les accords et arrangements issus des NCM, comme il est indiqué ci-dessus: la symétrie, sauf en ce qui concerne le dumping ciblé.

220. Dans tous les projets, le mot "enquête" ou les mots "période couverte par l'enquête" ont été utilisés plusieurs fois dans les projets de dispositions qui ont finalement été incorporés à l'article 2, et en particulier à l'article 2.2, de l'*Accord antidumping* actuel. À aucun moment il n'a été indiqué ou suggéré que cela voulait dire que ces dispositions ne s'appliqueraient que dans une procédure initiale, par opposition à des circonstances où une marge de dumping devait être recalculée, y compris la fixation rétrospective des droits. Les États-Unis ont pleinement mis en œuvre les dispositions de l'article 2.2 dans leur législation antidumping intérieure pour les "réexamens" également, considérant que cette mise en œuvre était "requise ou appropriée". Dans ces circonstances, la simple introduction du mot "enquête" dans ce qui est finalement devenu l'article 2.4.2, dans le texte Nouvelle-Zélande I,

[132] MTN.GNG/NG8/W/83/Add.5 et Corr.1.

ne visait pas tant à indiquer que ce mot avait un sens exceptionnel ou particulier ou restreint ou défini qu'à le distinguer des autres dispositions qui sont finalement devenues l'article 2.2. Et cette situation n'a pas changé par suite de l'utilisation du mot "phase", étant donné le sens ordinaire de ce mot.

221. Il n'est pas consigné dans l'historique des négociations qu'un Membre ou des Membres – le cas échéant – ait proposé l'agencement particulier de mots "pendant la phase d'enquête" ni pourquoi. Il est ou non possible qu'une ou plusieurs personnes agissant au nom des *États-Unis* (mais non tous les autres Membres de l'OMC) *aient pensé* que la fixation rétrospective des droits avait ainsi été exclue. Or, elles se trompaient. Elles faisaient erreur parce qu'elles supposaient à tort que le mot "enquête" – tel qu'il peut ou non être communément entendu dans la législation antidumping intérieure des États-Unis – signifie *toujours* dans le droit antidumping de l'OMC une enquête *initiale*. Mais ce n'est pas vrai. Parce que, contrairement à de nombreux autres termes, le mot "enquête" n'est pas défini dans l'*Accord antidumping*. Et une brève lecture attentive de l'*Accord antidumping* montre que le mot "enquête" ne peut pas être interprété comme signifiant *toujours* une enquête "visant à déterminer l'existence, le degré et l'effet de tout dumping allégué" – c'est-à-dire une enquête *initiale*. Elles faisaient aussi l'erreur, apparemment, d'oublier les règles d'interprétation du droit international coutumier, ainsi qu'elles sont énoncées dans la Convention de Vienne, et expressément incorporées dans l'*Accord antidumping*, selon lesquelles il faut attribuer aux termes leur sens ordinaire (en se reportant, s'il y a lieu, à un dictionnaire), compte tenu du contexte, de l'objet et du but. Si elles avaient pris le temps de réfléchir un instant, – de réfléchir en *juristes* au lieu de formuler des *vœux pieux* – elles auraient immédiatement reconnu leurs erreurs.

222. Dans le même temps, *tous les autres Membres* de l'OMC, ne sachant pas quel(s) Membre(s) (le cas échéant) étai(en)t à l'origine du membre de phrase pertinent, et n'étant pas au courant des points de vue exprimés maintenant par les États-Unis devant le présent Groupe spécial, n'auraient eu aucune raison particulière d'associer le membre de phrase à la législation antidumping intérieure des États-Unis – ni de s'inspirer de cette législation aux fins de l'interprétation du texte révisé. En tout état de cause, n'ayant pas la faculté de lire dans les pensées, ils n'auraient eu absolument aucune raison, fondée sur des considérations juridiques appropriées d'interprétation correcte, de considérer que l'insertion des mots "enquête" (déjà inclus dans le projet d'article 2.2) ou "phase" aurait les conséquences que font valoir les États-Unis – à savoir la négation complète de toutes les préoccupations relatives à la symétrie et la réduction à zéro constamment exprimées tout au long des négociations sur les accords et arrangements issus des NCM. Il y aurait négation complète parce que les résultats de la première fixation rétrospective des droits remplacent entièrement ceux de l'enquête initiale. Ce ne serait pas une solution équilibrée. Ce ne serait pas non plus une solution qui "apaise[.] les inquiétudes légitimes de tous".

223. Et la preuve finale en est que lorsque les négociateurs des États-Unis sont rentrés chez eux avec le texte, ils ont été obligés, dans le SAA, unilatéralement, et en cherchant une rationalisation *ex post* des négociations, d'insérer les mots qu'ils tenaient sans aucun doute tellement à voir figurer dans l'article 2.4.2 – des mots qu'ils avaient négligés ou qu'ils avaient choisi de ne pas soumettre honnêtement et directement à examen pendant les discussions: "(pas des réexamens)".

224. En posant l'hypothèse raisonnable que les Membres ont négocié en pleine connaissance des règles coutumières d'interprétation du droit international public, y compris des articles 31 et 32 de la Convention de Vienne, on pourrait raisonnablement supposer qu'ils ont négocié de bonne foi, tout comme ils étaient convenus que les termes de l'*Accord antidumping* devaient être interprétés de bonne foi.[133] Dans ces négociations, on ne se serait pas attendu à ce que ce qui avait été clairement donné, après un long débat, d'une main (accord de ne pas utiliser l'asymétrie en l'absence de dumping ciblé),

[133] Rapport du Groupe spécial *Corée – Marchés publics*, paragraphe 7.100: "Les parties ont l'obligation de négocier de bonne foi, de la même façon qu'elles doivent appliquer le traité de bonne foi". Voir aussi la Convention de Vienne, article 48.

serait *entièrement* repris de l'autre main, sur la base d'une "interprétation" obscure, vague, unilatérale et erronée des dispositions pertinentes, et cela ne serait pas accepté non plus. Dans ces circonstances, dans la mesure où les États-Unis revendiquent la paternité du membre de phrase, il ne peut pas leur être permis d'invoquer leur manquement pour que le membre de phrase soit reformulé afin de lui donner le sens qu'ils font maintenant valoir ni d'expliquer l'objet et le but supposés du membre de phrase à leurs partenaires de négociation, et de s'en servir comme prétexte pour n'avoir pas tenu compte des autres obligations auxquelles ils avaient clairement souscrits. Cela serait incompatible avec les prescriptions fondamentales de la sécurité juridique et de la stabilité juridique dans les relations internationales, qui influent également sur les négociations ultérieures. Les Membres ne sont pas habilités à formuler des réserves autres que celles qui sont clairement prévues dans l'*Accord antidumping*.[134]

ix) Rapports de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel auxquels les États-Unis font référence

225. À l'appui de leur affirmation selon laquelle l'article 2.4.2 se limite aux procédures initiales, les États-Unis font référence à divers rapports de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel.

226. Les États-Unis font référence aux constatations du Groupe spécial *États–Unis – Réduction à zéro (CE)* qui ont été rejetées par l'Organe d'appel et qui ne sont donc pas juridiquement pertinentes.

227. Les États-Unis font aussi référence au rapport de l'Organe d'appel dans le différend *Brésil – Noix de coco desséchée*. Selon les États-Unis, "l'article 18.3 de l'Accord antidumping reconnaît explicitement la différence entre les enquêtes, qui pourraient conduire à l'imposition d'une mesure, et les "réexamens" de mesures existantes. Dans l'affaire *Brésil – Noix de coco desséchée (Organe d'appel)*, l'Organe d'appel a analysé une distinction identique à l'article 32.3 de l'Accord SMC, et il a noté que l'imposition de droits "définitifs" met fin à la phase d'enquête".[135]

228. Toutefois, les États-Unis ne fournissent pas de citation. La note de bas de page 116 dans la version en langue anglaise de la première communication des États-Unis fait référence à "p. 9" du rapport de l'Organe d'appel dans cette affaire, ce qui semble vouloir dire la "page 9". Toutefois, la page 9 ne contient aucune déclaration de l'Organe d'appel, mais résume simplement les arguments des parties.

229. *Premièrement*, l'Organe d'appel n'a jamais dit dans cette affaire que "l'imposition" de droits "définitifs" mettait fin à la phase d'enquête" ainsi que l'allèguent les États-Unis. En particulier, l'Organe d'appel ne fait aucune référence à une "phase" d'enquête. À cet égard, les Communautés européennes souhaiteraient attirer l'attention du Groupe spécial sur la faiblesse de telles références qui ne sont même pas des citations et sur le peu de transparence avec laquelle les États-Unis les présentent au Groupe spécial. *Deuxièmement*, dans ce différend, l'Organe d'appel n'examinait pas le sens du mot "enquête" en termes généraux, mais les dispositions transitoires de l'*Accord SMC* et leur relation avec le *GATT de 1994*. Les Communautés européennes ne sont donc pas d'accord avec l'affirmation des États-Unis selon laquelle, dans cette affaire, l'Organe d'appel "analysait [la] … distinction établie à l'article 32.3" de l'*Accord SMC* entre les enquêtes et les réexamens. Il ne s'agit pas d'une présentation exacte de cette affaire. L'Organe d'appel devait déterminer si l'article VI du *GATT de 1994* et l'*Accord SMC* s'appliquaient à un droit compensateur imposé à la suite d'une enquête ouverte par le Brésil conformément à une demande déposée avant l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC pour le Brésil. Dans ce contexte, l'Organe d'appel a considéré qu'il était clairement énoncé à l'article 32.3 de l'*Accord SMC* que pour les enquêtes ou réexamens en matière de droits compensateurs, la démarcation entre l'application du système d'accords du GATT de 1947 et l'application de l'Accord sur l'OMC doit

[134] Article XVI:5 de l'Accord sur l'OMC.
[135] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 105.

être déterminée d'après la date à laquelle a été présentée la demande d'enquête ou de réexamen en matière de droits compensateurs.[136]

230. Les États-Unis font référence aux constatations formulées par l'Organe d'appel dans l'affaire *États–Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*.[137] Cette affaire n'appuie toutefois pas leur point de vue dans le présent différend. En fait, dans cette affaire, l'Organe d'appel examinait une question complètement différente, à savoir l'application des règles relatives au cumul dans les réexamens à l'extinction. Les Communautés européennes conviennent que l'article 3.3 de l'*Accord antidumping* se limite aux procédures initiales, compte tenu des renvois aux articles 5.8 et 5.1 qui, par leurs propres termes, se limitent expressément aux procédures initiales. Cela n'a rien à voir avec le sens du mot "enquête" figurant à l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping*. En fait, cette affaire appuie la position des Communautés européennes dans la mesure où l'Organe d'appel note que lorsque la raison d'être d'une certaine disposition s'applique à différents types de procédures antidumping, il serait anormal de donner une lecture de l'*Accord antidumping* qui limiterait l'application de telles dispositions aux procédures initiales.[138]

231. La référence que font les États-Unis aux constatations du Groupe spécial dans l'affaire *États-Unis – DRAM* est inappropriée.[139] La citation intégrale est libellée comme suit:

> À cet égard, nous notons que la Corée n'a pas fait valoir devant le Groupe spécial qu'une procédure de fixation des droits au titre de l'article 9.3 devrait être englobée dans la notion d'"enquête" aux fins de l'article 5.8. Dans le contexte de l'article 5 de l'Accord antidumping, il nous paraît évident que le terme "enquête" désigne la phase investigatrice aboutissant à la détermination finale de l'autorité chargée de l'enquête.

232. Tout d'abord, les Communautés européennes prennent note que les États-Unis ne citent pas le texte intégral de la note de bas de page 519, ni même le texte intégral de la deuxième phrase de cette note de bas de page. Ils choisissent plutôt d'omettre le préambule important "Dans le contexte de l'article 5 de l'Accord antidumping …". Cela témoigne probablement du fait que les États-Unis sont conscients que le sens du mot "enquête" figurant à l'article 2.4.2 est une question juridique entièrement différente de celle du sens de ce mot dans diverses dispositions de l'article 5 de l'*Accord antidumping*. En outre, l'existence de ce préambule indique aussi que le rédacteur du rapport du Groupe spécial *États–Unis – DRAM* a fait preuve d'une application importante et significative. Il a pris soin de limiter l'observation au contexte de l'article 5 – sans rien dire au sujet de l'article 2.4.2 – et avec raison. Comme nous l'avons répété plusieurs fois déjà, il n'est pas contesté que l'article 5 de l'*Accord antidumping* ne traite que des procédures initiales. En fait, cette déclaration du Groupe spécial appuierait l'allégation des Communautés européennes en ce sens qu'elle suppose qu'il pourrait y avoir des phases d'enquête autres que celle conduisant à la détermination finale de l'autorité chargée de l'enquête dans le contexte de l'article 5.

233. Les États-Unis font aussi référence[140] au paragraphe 7.70 du rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion* qui dit ce qui suit:

> [L]e texte du paragraphe 8 de l'article 5 fait expressément référence à la clôture d'une *enquête* dans le cas de marges de dumping *de minimis*. Il n'y a donc dans l'article 5.8

---

[136] Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Noix de coco desséchée*, page 18.
[137] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 106.
[138] Rapport de l'Organe d'appel *États–Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 297.
[139] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 106.
[140] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 101.

aucune indication textuelle qui permettrait de penser ou prescrirait que l'obligation inscrite à l'article 5.8 existe aussi dans le cas des réexamens à l'extinction.

234. Les Communautés européennes conviennent que sur ce point, la constatation du Groupe spécial est correcte. L'article 5.8 de l'*Accord antidumping* fait expressément référence à "[u]ne demande présentée au titre du paragraphe 1 …" et le paragraphe 1 de l'article 5 fait expressément référence à "une enquête visant à déterminer l'existence, le degré et l'effet de tout dumping allégué" – c'est-à-dire à une enquête initiale. Cela dit, les Communautés européennes feraient remarquer que dans cette affaire, le Groupe spécial cherchait à savoir si certaines obligations énoncées à l'article 5 ne s'appliquaient qu'aux enquêtes initiales, ou également à d'autres types d'enquêtes ou de procédures. Le Groupe spécial ne cherchait pas à connaître le sens du mot "enquête" figurant à l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping*, ce qui est une question juridique entièrement différente. Aucun argument n'a été avancé et aucune constatation n'a été formulée dans cette affaire sur le sens du mot "enquête" figurant à l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping*. Dans ces circonstances, cette affaire n'apporte aucun appui à la position des États-Unis.

x) Deuxième phrase de l'article 2.4.2

235. Les États-Unis estiment que la prohibition de la réduction à zéro dans les procédures de fixation des droits serait incompatible avec l'article 2.4.2 qui prévoit une autre méthode du "dumping ciblé" pouvant être utilisée dans certaines circonstances. Selon les États-Unis, l'implication d'une prohibition générale de la réduction à zéro est que la clause relative au dumping ciblé serait rendue inutile puisque la méthode du dumping ciblé doit donner d'un point de vue mathématique le même résultat qu'une comparaison moyenne à moyenne si, dans les deux cas, des comparaisons des transactions ne faisant pas apparaître un dumping sont nécessaires pour compenser les comparaisons des transactions faisant apparaître un dumping.[141]

236. À titre de question préliminaire, les Communautés européennes voudraient rappeler que les États-Unis ne font pas valoir que l'utilisation de la réduction à zéro dans leurs procédures aux fins de réexamens administratifs est justifiée du fait qu'ils répondent au dumping ciblé au sens de la deuxième phrase de l'article 2.4.2. Autrement dit, les États-Unis ne se défendent pas en estimant que leurs autorités ont constaté que, d'après leur configuration, les prix à l'exportation différaient notablement entre différents acheteurs, régions ou périodes, et qu'une explication a été donnée quant à la raison pour laquelle il n'était pas possible de prendre dûment en compte de telles différences en utilisant les méthodes de comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée ou transaction par transaction.

237. En fait, cette troisième méthode ne peut être utilisée par l'autorité chargée de l'enquête que dans des circonstances exceptionnelles. Selon le libellé, les circonstances justifiant l'utilisation de cette méthode exceptionnelle sont celles où l'autorité chargée de l'enquête constate que, d'après leur "configuration" les "prix à l'exportation" "diffèr[.]ent notablement entre différents acheteurs, régions ou périodes". Cette disposition met l'accent sur l'existence d'une "configuration" qui affecte les "prix à l'exportation". La deuxième condition pour utiliser cette méthode est qu'il n'est pas possible de prendre dûment en compte ces différences en utilisant l'une des deux méthodes de comparaison asymétriques. Ces conditions ne sont pas remplies en ce qui concerne les mesures en cause – ce que les États-Unis ne contestent pas.

238. Puisque les États-Unis n'estiment pas que la deuxième phrase de l'article 2.4.2 peut s'appliquer aux procédures aux fins de réexamens administratifs, les Communautés européennes considèrent que la question de savoir si la réduction à zéro est ou non permise au titre de la méthode de comparaison asymétrique figurant dans cette disposition n'est pas en cause en l'espèce.

[141] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 112.

239. En tout état de cause, les Communautés européennes tiennent à répondre aux arguments avancés par les États-Unis comme suit.

240. Premièrement, les États-Unis font référence à une "prohibition générale de la réduction à zéro". Or, le recours au dumping ciblé est une mesure corrective exceptionnelle au titre de l'Accord antidumping et il est dénué de pertinence en ce qui concerne l'équité d'une autre méthode que la réduction à zéro dans d'autres situations.

241. Dans l'affaire *États–Unis – Bois de construction résineux (article 21:5)*, l'Organe d'appel a expressément noté que "la méthode énoncée à la deuxième phrase de l'article 2.4.2 constitue une exception. […] Constituant une exception, la méthode de comparaison énoncée dans la deuxième phrase de l'article 2.4.2 (moyenne pondérée à transaction) à elle seule ne peut pas déterminer l'interprétation des deux méthodes prévues à la première phrase, à savoir transaction par transaction et moyenne pondérée à moyenne pondérée".[142]

242. Deuxièmement, en tout état de cause, il semble exister un certain nombre de moyens de répondre au dumping ciblé qui ne comprennent pas la réduction à zéro, comme le fait de restreindre l'univers des transactions à l'exportation à celles qui s'inscrivent dans la configuration, auquel cas il n'y aurait pas d'équivalence mathématique.

243. C'est ce qu'a exprimé l'Organe d'appel dans l'affaire *États–Unis – Bois de construction résineux (article 21:5)* en disant ce qui suit:

> l'argument des États-Unis concernant l'"équivalence mathématique" part du principe que la réduction à zéro est interdite dans le cadre de la méthode énoncée à la deuxième phrase de l'article 2.4.2. La question de l'admissibilité de la réduction à zéro dans le cadre de la méthode de comparaison moyenne pondérée à transaction prévue à la deuxième phrase de l'article 2.4.2 ne nous est pas soumise dans le présent appel, et nous ne l'avons pas examinée dans des affaires antérieures. Nous notons aussi qu'il existe une grande incertitude quant à la manière précise dont la troisième méthode devrait être appliquée.[143]

244. Troisièmement, l'argument des États-Unis concernant l'équivalence mathématique est simplement erronée sur le plan juridique. Ainsi que l'a souligné l'Organe d'appel, "[u]ne partie d'une disposition énonçant une méthode n'est pas rendue inutile tout simplement parce que, dans un ensemble spécifique de circonstances, son application donnerait des résultats qui sont équivalents à ceux obtenus par l'application d'une méthode de comparaison énoncée dans une autre partie de cette disposition".[144]

245. Les États-Unis estiment en outre que "si l'Organe d'appel a raison de dire que le dumping ne peut être déterminé que pour le produit dans son ensemble, il n'y a aucun fondement textuel permettant d'en inférer que la méthode de comparaison du dumping ciblé constitue une exception à cette disposition".[145]

246. La méthode énoncée dans la deuxième phrase de l'article 2.4.2 s'applique dans des circonstances très spécifiques. Elle permet la comparaison entre une valeur normale moyenne

---

[142] Rapport de l'Organe d'appel *États–Unis – Bois de construction résineux (article 21:5)*, paragraphe 97.

[143] Rapport de l'Organe d'appel *États–Unis – Bois de construction résineux (article 21:5)*, paragraphe 98.

[144] Rapport de l'Organe d'appel *États–Unis – Bois de construction résineux (article 21:5)*, paragraphe 99.

[145] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 116.

pondérée et les transactions à l'exportation qui s'inscrivent dans la configuration. L'exclusion des transactions à l'exportation qui ne s'inscrivent pas dans la configuration ne serait pas incompatible avec la règle de base voulant que la marge de dumping doive être calculée pour le produit dans son ensemble parce que les dispositions relatives au dumping ciblé constituent une exception à la règle normale qui permet à une autorité de découvrir le dumping ciblé qui autrement serait caché.

247. Ce raisonnement dans son intégralité a été effectivement confirmé par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, et avec encore plus de force dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*.

d) Article 9.3

248. Dans leur première communication écrite, les Communautés européennes ont indiqué que la disposition de l'article 9.3 suivant laquelle "[l]e montant du droit antidumping ne dépassera pas la marge de dumping déterminée selon l'article 2" signifie clairement que l'article 2.4.2 s'applique également aux réexamens administratifs. Les États-Unis consacrent beaucoup de temps dans leur première communication écrite à essayer de soutenir pourquoi l'article 2.4.2 ne s'appliquerait pas aux réexamens administratifs, sur la base de l'article 9.3. Plus précisément, les États-Unis estiment que l'article 2.4.2 ne s'applique pas aux procédures de fixation des droits parce que la référence générale que fait l'article 9.3 à l'article 2 comporterait nécessairement les limitations qui figurent dans le texte de l'article 2 et que puisque l'article 2.4.2 se limiterait, selon ses propres termes, aux procédures initiales, une telle limitation serait incluse dans la référence que fait l'article 9.3 à l'article 2.[146]

249. Pour les raisons déjà exposées dans la présente communication, cette argumentation est dénuée de fondement. La méthode des États-Unis est incompatible avec l'article VI du *GATT de 1994* et les articles 2.1 et 9.3 de l'*Accord antidumping*. Bien que ces questions aient été abondamment traitées ci-dessus, pour faciliter la tâche du Groupe spécial, les Communautés regroupent et réexaminent dans la présente section diverses questions concernant l'interprétation de l'article 9.3, et de l'article 9 de façon plus générale.

250. Tout d'abord, l'interprétation avancée par les États-Unis est directement contredite par le texte lui-même qui fait en fait référence à l'article 2. Les renvois qui sont faits dans l'*Accord antidumping* constituent des dispositions expresses lorsqu'ils ne font référence qu'à certains paragraphes ou alinéas d'un article, en particulier lorsque le renvoi porte sur des articles différents[147], ou lorsque des restrictions y sont d'une certaine manière apportées[148], ou lorsque la disposition à laquelle il est fait référence doit être modifiée si elle s'applique dans certaines circonstances.[149] Il n'existe pas une telle disposition expresse à l'article 9.3. L'article 9.3 ne prévoit pas, par exemple, que le montant du droit antidumping ne doit pas dépasser la marge de dumping ainsi que le prévoit l'article 2, à l'exception des règles relatives à la comparaison de la valeur normale dûment ajustée et du prix à l'exportation; ou *mutatis mutandis*. Cela confirme que, dans le contexte de l'article 9.3, une "marge de dumping" doit

[146] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 120.

[147] Par exemple: l'article 11 (note de bas de page 21) renvoie au "paragraphe 3 de l'article 9"; l'article 11 (note de bas de page 22) renvoie à "l'alinéa 3.1 de l'article 9"; l'article 9.3.3 renvoie au "paragraphe 3 de l'article 2"; l'article 9.4 renvoie au "paragraphe 10 de l'article 6", au "paragraphe 8 de l'article 6" et à "l'alinéa 10.2 de l'article 6"; l'article 4.4 renvoie au "paragraphe de l'article 3"; l'article 10.1 renvoie au "paragraphe 1 de l'article 7" et au "paragraphe 1 de l'article 9".

[148] Par exemple: l'article 11.4 renvoie aux "dispositions de l'article 6 *concernant les éléments de preuve et la procédure* …"; l'article 7.5 renvoie aux "*dispositions pertinentes* de l'article 9 …".

[149] Par exemple: l'article 11.5 renvoie à l'article 8 "*mutatis mutandis*"; l'article 12.3 renvoie aux articles 11 et 10 "*mutatis mutandis*".

être établie par référence à l'ensemble de l'article 2, conformément à l'utilisation de l'expression définie "marge de dumping".[150]

251. Les États-Unis essaient de trouver une justification à leur position dans le rapport du Groupe spécial *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille* selon lequel "[l]'article 9.3 ne fait toutefois pas référence à la marge de dumping déterminée "selon l'article 2.4.2", mais à la marge de dumping déterminée "selon l'article 2". À notre avis, cela veut simplement dire que lorsqu'il s'assure que le montant du droit ne dépasse pas la marge de dumping, un Membre devrait se référer à la méthodologie énoncée à l'article 2".[151] Cette déclaration confirme simplement que le droit appliqué ne peut pas dépasser la marge de dumping déterminée selon l'article 2, y compris toutes ses dispositions. Ce que le Groupe spécial dit, c'est que la référence que l'article 9.3 fait à l'article 2, comprend l'ensemble de l'article 2, y compris l'article 2.1, 2.4 et 2.4.2.

252. En outre, il est important de rappeler le contexte de ces constatations du Groupe spécial. Dans ce différend, l'Argentine avait imposé un droit variable qui était fondé sur la différence entre le prix f.a.b. facturé et un "prix à l'exportation minimal" calculé pour chaque exportateur pour lequel il a été constaté qu'il avait pratiqué le dumping. Par conséquent, selon le montant du prix f.a.b. facturé pour une transaction à l'importation donnée, cette différence (et en conséquence le droit en résultant) peut parfois dépasser la marge de dumping calculée pour l'exportateur considéré pendant l'enquête. Le Brésil a allégué que cela était incompatible avec l'article 9.3 et l'article 2.4.2, en particulier à cause de la référence faite à l'article 2.4.2 aux mots "pendant la phase d'enquête". Le Brésil a allégué que les droits antidumping variables en cause étaient incompatibles avec l'article 9.3 parce qu'ils étaient recouvrés par rapport à une marge de dumping établie au moment du recouvrement et que les droits ne pouvaient pas dépasser la marge de dumping établie pendant l'enquête. Le Groupe spécial a correctement conclu que les droits variables en cause n'étaient pas incompatibles avec l'article 9.3 simplement parce qu'ils étaient recouvrés par rapport à une marge de dumping établie au moment du recouvrement. Il a expressément noté que le Brésil n'avait pas fait valoir que les droits antidumping effectivement recouvrés par les autorités dépassaient la marge de dumping existant au moment du recouvrement des droits.[152]

253. Les États-Unis estiment en outre que la position des Communautés européennes selon laquelle l'autorité chargée de l'enquête ne peut pas effectuer de comparaisons asymétriques dans les procédures de fixation des droits est contredite par le fait que l'article 9 prévoit des comparaisons entre les valeurs normales moyennes pondérées et les transactions à l'exportation individuelles, en particulier à l'article 9.4 ii).[153]

254. L'article 9.4 ii) concerne l'échantillonnage et est donc dénué de pertinence pour le présent différend, où l'échantillonnage n'est pas en cause.

255. Même si l'article 9.4 ii) de l'*Accord antidumping* est considéré comme la confirmation que les Membres pourraient appliquer un système de "droits variables" comme on l'appelle, aux termes duquel un droit pourrait être imposé si et dans la mesure où le prix d'une transaction à l'exportation est inférieure à une valeur normale *prospective*, le fait essentiel reste que la disposition fait référence à une valeur normale *prospective*. La disposition ne veut donc pas dire, et ne peut pas être considérée comme voulant dire, que pour la fixation des droits antidumping *définitifs*, sur la base des marges de

[150] Rapport de l'Organe d'appel *États–Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphes 93 ("… y compris évidemment à l'article 2.4.2 …") et 99 ("… En outre, conformément à l'article VI:2 du GATT de 1994 et à l'article 9.2 de l'*Accord antidumping*, un droit antidumping ne peut être perçu que sur un produit faisant l'objet d'un dumping. À toutes ces fins, le produit visé par l'enquête est traité dans son ensemble …").

[151] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 121.

[152] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille*, paragraphe 7.364.

[153] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 124.

dumping *réelles* (contemporaines) établies par exportateur, les disciplines fondamentales régissant le calcul d'une marge de dumping, énoncées à l'article VI du *GATT de 1994* et à l'article 2 de l'*Accord antidumping*, ne s'appliquent plus. Le recouvrement des droits antidumping sur la base des valeurs normales *prospectives* n'est qu'une étape intermédiaire du recouvrement, puisque le montant final des droits antidumping à acquitter doit être déterminé au titre de l'article 9.3.1 et être "remboursé, sur demande, dans les moindres délais" au titre de l'article 9.3.2. Les Membres doivent s'assurer de respecter les obligations énoncées à l'article 9.3, en particulier lorsque le "montant du droit antidumping sera fixé sur une base prospective"; et il n'y a rien dans l'article 9.4 qui décharge les autorités des obligations énoncées à l'article 9.3, y compris les articles 9.3.1 et 9.3.2. En somme, la possibilité que les Membres utilisent un système de droits variables tel que celui mentionné à l'article 9.4 ii), sur la base d'une valeur normale *prospective*, n'apporte aucun appui à la position des États-Unis.

256. Les États-Unis font ensuite valoir que "le calcul des droits antidumping déterminé par transaction dans les réexamens aux fins de la fixation des droits a été jugé compatible avec l'Accord antidumping"[154] et ils font de nouveau référence au rapport du Groupe spécial *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille* à cet égard.

257. Toutefois, dans l'affaire *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille*, le Groupe spécial n'a jamais dit que le calcul des droits antidumping déterminé par transaction dans les réexamens aux fins de la fixation des droits était compatible avec l'*Accord antidumping*. Dans cette affaire, la question s'est posée de savoir si le fait que les droits antidumping étaient recouvrés par rapport à une marge de dumping établie au moment du recouvrement était compatible avec l'*Accord antidumping*. Le Groupe spécial a conclu que l'imposition de droits variables était compatible avec l'*Accord antidumping*, faisant entre autres référence à l'article 9.4 ii) de l'*Accord antidumping* qui, selon le Groupe spécial, "décrit l'utilisation des droits antidumping variables, qui sont calculés sur la base d'une comparaison entre le prix à l'exportation effectif (c'est-à-dire au moment du recouvrement) et une valeur normale prospective".[155] Toutefois, le Groupe spécial précise clairement qu'"un système de droits variables correctement conçu comporterait un mécanisme de remboursement compatible avec l'article 9.3.2".[156] De plus, le Groupe spécial a expressément noté qu'il n'examinait pas la question de savoir si les droits antidumping effectivement recouvrés par les autorités argentines dépassaient la marge de dumping (en vigueur au moment du recouvrement du droit) puisque le Brésil n'a pas présenté cette allégation au Groupe spécial.[157] Il a donc admis que l'une des questions était de savoir si des droits antidumping variables pouvaient être perçus, c'est-à-dire par transaction, et qu'une autre question était celle de savoir si ces droits antidumping ne dépassaient pas la marge de dumping pertinente.

258. Les États-Unis estiment en outre que "l'obligation énoncée à l'article 9.3 de fixer des droits antidumping qui ne dépassent pas la marge de dumping s'applique de la même manière au niveau des transactions individuelles".[158] Ils citent diverses constatations de groupes spéciaux dans les affaires *États-Unis – Réduction à zéro (CE)* et *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)* à l'appui de leur affirmation voulant que dans une procédure de fixation des droits, l'expression "marge de dumping" puisse être interprétée comme s'appliquant spécifiquement par transaction.[159]

---

[154] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 126.

[155] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille*, paragraphe 7.359.

[156] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille*, paragraphe 7.362.

[157] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille*, paragraphe 7.364.

[158] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 127.

[159] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 129 à 132.

259. Toutefois, cette affirmation est contredite par le texte et le contexte de l'*Accord antidumping*. L'article 6.10 de l'*Accord antidumping* fournit un contexte pertinent pour l'interprétation de l'expression "marge de dumping". Il dispose qu'"[e]n règle générale, les autorités détermineront une marge de dumping individuelle pour chaque exportateur connu ou producteur concerné du produit visé par l'enquête". Au titre de l'article 6.10, les marges de dumping pour un produit doivent donc être établies pour les exportateurs ou les producteurs étrangers. Le texte de l'article 6.10 ne restreint pas l'application de cette règle aux enquêtes initiales et il est donc pertinent pour les procédures de fixation des droits régies par l'article 9.3 de l'*Accord antidumping* et l'article VI:2 du *GATT de 1994*. Ainsi que l'a noté l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*:

> Nous notons que dans l'affaire *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, l'Organe d'appel a confirmé que l'expression "marge de dumping" figurant dans l'*Accord antidumping* faisait en général référence aux marges de dumping pour les exportateurs ou les producteurs étrangers.[230] Il a fait cette observation à propos de l'interprétation de l'expression "marge de dumping" figurant à l'article 5.8 de l'*Accord antidumping*. Il a aussi fait référence à un précédent rapport, sur l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*, où il avait indiqué, dans le contexte de l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping*, que l'expression "marge de dumping" "désignait la marge de dumping individuelle établie pour chacun des exportateurs et producteurs du produit visé par l'enquête qui avaient été soumis à enquête, pour ce produit particulier". Dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, l'Organe d'appel a déclaré, dans le contexte des réexamens à l'extinction au titre de l'article 11.3 de l'*Accord antidumping*, que si les autorités chargées de l'enquête "choisi[ssaient] de s'appuyer sur des marges de dumping pour établir leur détermination ..., le calcul de ces marges [devait] être conforme aux disciplines énoncées à l'article 2.4".[232] Il a fait observer, dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, qu'il n'y avait "pas d'autres dispositions dans l'*Accord antidumping* en vertu desquelles les Membres [pouvaient] calculer des marges de dumping". Il a indiqué clairement, dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*, dans le contexte de l'article 2.4.2, que l'expression "marge de dumping" désignait les marges de dumping pour les exportateurs et les producteurs étrangers. Par conséquent, les constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion* signifient que les marges de dumping qui pourraient être établies dans un réexamen à l'extinction au titre de l'article 11.3 sont des marges de dumping pour les exportateurs ou les producteurs étrangers. Établir des marges de dumping pour les exportateurs ou les producteurs étrangers est compatible avec la notion de dumping, qui a été conçue pour contrer le comportement du producteur étranger ou de l'exportateur en matière de fixation des prix. En fait, c'est l'exportateur, et non l'importateur, qui se livre à des pratiques entraînant des situations de dumping. Pour toutes ces raisons, en application de l'article 9.3 de l'*Accord antidumping* et de l'article VI:2 du *GATT de 1994*, les marges de dumping sont établies pour les producteurs étrangers ou les exportateurs.[160]

260. En disant que "le montant du droit antidumping ne dépassera pas la marge de dumping déterminée selon l'article 2", l'article 9.3 établit une prescription concernant le montant des droits antidumping fixés.[161] Toutefois, il ne prescrit aucune méthode spécifique suivant laquelle les droits devraient être fixés. En particulier, il n'est pas suggéré que le droit antidumping définitif ne peut pas être fixé spécifiquement par transaction ou par importateur. Cependant, en tout état de cause, le droit

[160] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 129.
[161] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 130.

antidumping ne peut pas dépasser la marge de dumping déterminée selon l'article 2. Ainsi que l'a expliqué l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*:

> Dans n'importe quel système de fixation des droits, la marge de dumping établie selon l'article 2 fait office de plafond s'agissant du montant des droits antidumping qui pourraient être recouvrés en ce qui concerne les ventes effectuées par un exportateur. Dans la mesure où les droits sont acquittés par un importateur, celui-ci a la possibilité de réclamer un remboursement si ce plafond est dépassé. De même, dans le cadre de leur système rétrospectif de recouvrement des droits, les États-Unis ont toute latitude pour fixer le montant des droits à acquitter spécifiquement par transaction, mais le montant total des droits antidumping perçus ne doit pas dépasser les marges de dumping des exportateurs ou des producteurs étrangers.[162]

261. Les États-Unis allèguent en outre qu'une approche de l'article 9.3 de l'*Accord antidumping* axée sur les exportateurs est déraisonnable du fait que les importateurs pour lesquels le montant du dumping est le plus élevé auront un avantage sur leurs concurrents qui importent à des prix correspondant à la juste valeur parce qu'ils tireront profit des compensations qui résultent des importations à des prix justes de leurs concurrents. Cet argument repose sur une faille très évidente: les exportateurs peuvent pratiquer le dumping (c'est-à-dire établir une discrimination entre la valeur normale et le prix à l'exportation); les importateurs ne le peuvent pas. Par conséquent, il ne peut être calculé de marges de dumping que pour les exportateurs. Si la marge de dumping d'un exportateur est nulle, il se pourrait que cette marge soit constituée de l'agrégation des transactions avec deux importateurs dont le montant du dumping du premier est de 5 et celui du deuxième de -5. Dans cette situation, aucun droit ne peut être recouvré du premier importateur parce que l'exportateur n'a pas pratiqué le dumping.

262. Les États-Unis font en outre référence à l'article 9.4 ii) à l'appui de leur affirmation selon laquelle dans un système prospectif, le montant des droits antidumping à acquitter est déterminé au moment de l'importation sur la base d'une comparaison entre les prix des transactions à l'exportation prises individuellement et la valeur normale prospective. Selon les États-Unis, si, dans un système de la valeur normale prospective, des transactions à l'exportation individuelles effectuées à des prix inférieurs à la valeur normale peuvent donner lieu à un montant des droits antidumping à acquitter, que les prix d'autres transactions à l'exportation dépassent ou non la valeur normale, il n'y a pas de raison pour que le montant des droits antidumping à acquitter ne puisse pas être fixé de manière semblable sur la base des prix à l'exportation inférieurs à la valeur normale dans les systèmes rétrospectifs.[163]

263. Cet argument n'est pas convaincant. Sur le plan des principes, dans n'importe quel système de fixation des droits, la marge de dumping établie selon l'article 2 fait office de plafond s'agissant du montant des droits antidumping qui pourraient être recouvrés en ce qui concerne les ventes effectuées par un exportateur. Dans la mesure où les droits sont acquittés par un importateur, celui-ci a la possibilité de réclamer un remboursement si ce plafond est dépassé. Le recouvrement des droits antidumping sur la base des valeurs normales *prospectives* ne représente qu'une étape intermédiaire du recouvrement, puisque le montant final des droits antidumping à acquitter doit être déterminé et être "remboursé, sur demande, dans les moindres délais" au titre de l'article 9.3.2 de l'*Accord antidumping.* De même, dans le cadre de leur système rétrospectif de recouvrement des droits, les États-Unis ont toute latitude pour fixer le montant des droits à acquitter spécifiquement par transaction, mais le

[162] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 162.
[163] Première communication des États-Unis, paragraphe 139.

montant total des droits antidumping perçus ne doit pas dépasser les marges de dumping des exportateurs ou des producteurs étrangers.[164]

264. Enfin, les États-Unis affirment que les dispositions de l'article 2.4.2 s'appliquent pour déterminer l'existence de marges de dumping pendant la phase d'enquête et ne s'appliquent pas aux procédures au titre de l'article 9.3.[165] Autrement dit, les États-Unis se considèrent liés par les méthodes mentionnées à l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping* pour calculer les taux des droits initiaux (et établir les dépôts en espèces en conséquence), mais pour calculer les droits à recouvrer dans une procédure de fixation des droits au titre de l'article 9.3, ils peuvent utiliser n'importe quelle méthode. Une fois de plus, les Communautés européennes notent que l'interprétation suggérée par les États-Unis est carrément incompatible avec tous les éléments des règles convenues d'interprétation de la Convention de Vienne. Les dispositions pertinentes de l'*Accord antidumping* ne peuvent pas être interprétées de telle sorte que l'autorité chargée de l'enquête serait entièrement libre de décider du montant des droits à recouvrer.

3. Réexamens à l'extinction

265. Dans leur première communication écrite, le seul moyen de défense des États-Unis contre les allégations des Communautés européennes concernant les réexamens à l'extinction est que "les CE n'ont pas démontré qu'un calcul effectué selon leur approche se traduirait par des marges de dumping nulles ou *de minimis* dans les affaires citées, ce qui entraînerait la révocation de l'ordonnance".[166]

266. Les Communautés européennes estiment que dans la mesure où il a été démontré que les mesures concernées étaient incompatibles avec les règles de l'OMC, elles sont habilitées à obtenir une constatation à cet égard et une recommandation demandant aux États-Unis de mettre leurs mesures en conformité. L'argument avancé par les États-unis selon lequel il incombe aux Communautés européennes de démontrer que les réexamens à l'extinction en cause auraient produit un résultat différent si les marges de dumping avaient été calculées sans la réduction à zéro est donc dénué de pertinence. Il suffit de démontrer que les États-Unis ont utilisé une méthode qui rend systématiquement et inévitablement plus probable une constatation de dumping (ou des marges de dumping plus élevées).

267. En ce qui concerne les réexamens à l'extinction mentionnés dans l'annexe de la demande d'établissement d'un groupe spécial, les Communautés européennes ont estimé que les États-Unis ne s'étaient pas mis en conformité avec les obligations leur incombant au titre de l'*Accord antidumping* et du *GATT de 1994* en se fondant sur les marges de dumping calculées dans des procédures d'enquête antérieures à l'aide de la réduction à zéro et ce faisant, les États-Unis ont violé les articles 2.1, 2.4, 2.4.2, 11.1 et 11.3 de l'*Accord antidumping*.

IV. CONCLUSIONS

268. En conclusion, les Communautés européennes ont l'honneur de demander de nouveau au Groupe spécial de formuler les constatations et recommandations qu'elles ont demandé dans leur première communication écrite.

---

[164] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 162.
[165] Addendum: Réponses des États-Unis aux questions posées par les CE, paragraphe 16.
[166] Première communication écrite des CE, paragraphe 154.

ANNEXE C-2

DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DES ÉTATS-UNIS

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION 67

II. LE GROUPE SPÉCIAL DEVRAIT FAIRE DROIT À LA DEMANDE DE DÉCISIONS PRÉLIMINAIRES PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS 69

A. LA DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL PRÉSENTÉE PAR LES CE CONTENAIT DES MESURES QUI N'ÉTAIENT PAS INDIQUÉES DANS LEUR DEMANDE DE CONSULTATIONS 69

B. LES "18 MESURES" DES CE MANQUENT DE SPÉCIFICITÉ 71

C. LA DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES CE CONTENAIT DES MESURES QUI N'ÉTAIENT PAS FINALES AU MOMENT DE L'ÉTABLISSEMENT 75

III. LE GROUPE SPÉCIAL DEVRAIT REJETER LES ARGUMENTS DES CE CONCERNANT LES MÉTHODES UTILISÉES DANS LES PROCÉDURES DE FIXATION DES DROITS 77

A. LES RÉEXAMENS AUX FINS DE LA FIXATION DES DROITS EFFECTUÉS PAR LES ÉTATS-UNIS SONT TYPIQUEMENT DIFFÉRENTS DES ENQUÊTES 77

B. LES CE N'ONT PAS ÉTABLI QUE L'ARTICLE 2.4.2 S'APPLIQUE EN DEHORS D'UNE ENQUÊTE 79

C. L'ARTICLE 9.3.1 NE PRESCRIT PAS UNE ANALYSE "AXÉE SUR L'EXPORTATEUR" 82

D. LA CONTESTATION DES CE EN CE QUI CONCERNE UNE MÉTHODE ASYMÉTRIQUE DE COMPARAISON SANS JUSTIFICATION NE RESSORT PAS DE LA DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL NI DE LA PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DES CE 86

E. PARCE QUE LES MESURES CONTESTÉES SONT FONDÉES SUR UNE INTERPRÉTATION ADMISSIBLE, LE GROUPE SPÉCIAL DEVRAIT CONSTATER QU'ELLES SONT CONFORMES À L'ACCORD ANTIDUMPING 86

IV. LES CE ONT DÉFORMÉ L'HISTORIQUE DE LA NÉGOCIATION DE L'ACCORD ANTIDUMPING 86

V. CONCLUSION 95

RAPPORTS CITÉS

Titre abrégé	Citation complète
Argentine – Mesures de sauvegarde concernant les chaussures (Groupe spécial)	Rapport du Groupe spécial *Argentine – Mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures*, WT/DS121/R, adopté le 12 janvier 2000, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS121/AB/R
Argentine – Viande de volaille (Groupe spécial)	Rapport du Groupe spécial *Argentine – Droits antidumping définitifs visant la viande de volaille en provenance du Brésil*, WT/DS241/R, adopté le 19 mai 2003
Brésil – Aéronefs (Organe d'appel)	Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs*, WT/DS46/AB/R, adopté le 20 août 1999
CE – Cassettes audio	Rapport du Groupe spécial du GATT *CE – Droits antidumping sur les bandes audio en cassettes originaires du Japon*, ADP/136, distribué le 28 avril 1995 (non adopté)
CE – Fils de coton	Rapport du Groupe spécial du GATT *CE – Imposition de droits antidumping sur les fils de coton en provenance du Brésil*, ADP/137, adopté le 30 octobre 1995
CE – Linge de lit (article 21:5) (Organe d'appel)	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde – Recours de l'Inde à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS141/AB/RW, adopté le 24 avril 2003
Chili – Système de fourchettes de prix (Groupe spécial)	Rapport du Groupe spécial *Chili – Système de fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliqués à certains produits agricoles*, WT/DS207/R, adopté le 23 octobre 2002, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS207/AB/R
États-Unis – Acier au carbone (Groupe spécial)	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier au carbone*, WT/DS213/R et Corr.1, adopté le 19 décembre 2002, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS213/AB/R et Corr.1
États-Unis – Acier au carbone (Organe d'appel)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, WT/DS213/AB/R et Corr.1, adopté le 19 décembre 2002
États-Unis – Certains produits en provenance des CE (Organe d'appel)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures à l'importation de certains produits en provenance des Communautés européennes*, WT/DS165/AB/R, adopté le 10 janvier 2001
États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux (article 21:5) (Groupe spécial)	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Détermination finale de l'existence d'un dumping concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS264/RW, adopté le 1er septembre 2006, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS264/AB/RW
États-Unis – Réduction à zéro (CE) (Groupe spécial)	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Lois, réglementations et méthode de calcul des marges de dumping*, WT/DS294/R, adopté le 9 mai 2006, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS294/AB/R
États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Groupe spécial)	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures relatives à la réduction à zéro et aux réexamens à l'extinction*, WT/DS322/R, adopté le 23 janvier 2007, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS322/AB/R
États-Unis – Réduction à zéro (Mexique) (Groupe spécial)	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures antidumping finales visant l'acier inoxydable en provenance du Mexique*, WT/DS344/R, distribué aux Membres de l'OMC le 20 décembre 2007 (en appel)

Titre abrégé	Citation complète
États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion (Organe d'appel)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon*, WT/DS244/AB/R, adopté le 9 janvier 2004
Guatemala – Ciment I (Organe d'appel)	Rapport de l'Organe d'appel *Guatemala – Enquête antidumping concernant le ciment Portland en provenance du Mexique*, WT/DS60/AB/R, adopté le 25 novembre 1998
Japon – Pellicules	Rapport du Groupe spécial *Japon – Mesures affectant les pellicules et papiers photographiques destinés aux consommateurs*, WT/DS44/R, adopté le 22 avril 1998
Mexique – Riz (Organe d'appel)	Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping définitives visant la viande de bœuf et le riz; plainte concernant le riz*, WT/DS295/AB/R, adopté le 20 décembre 2005
Mexique – SHTF	Rapport du Groupe spécial *Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis*, WT/DS132/R, adopté le 24 février 2000

I. INTRODUCTION

1. En l'espèce, les Communautés européennes ("CE") ont demandé au présent Groupe spécial d'inclure une obligation dans l'*Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* ("Accord antidumping") et dans l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* ("GATT de 1994") malgré l'absence de toute base textuelle justifiant l'obligation que les CE proposent. Les CE voudraient aussi que le Groupe spécial considère comme contraignants les rapports de l'Organe d'appel constatant que la "réduction à zéro" est incompatible dans certains contextes avec les accords visés, malgré l'absence du *stare decisis* dans le système de règlement des différends de l'OMC. Les CE vont jusqu'à faire valoir que l'article XVI:4 de l'*Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce* ("Accord sur l'OMC") impose aux États-Unis une sorte d'obligation internationale permanente de supprimer la "réduction à zéro".

2. Les CE, tout en utilisant des termes comme "bonne foi", présentent au Groupe spécial une version extrêmement inexacte de l'historique de la négociation de l'Accord antidumping, comme on le verra plus en détail ci-après. En particulier, non seulement les CE n'ont jamais approuvé les propositions présentées dans le cadre du Cycle d'Uruguay qui auraient limité ou supprimé la réduction à zéro, mais elles ont compté parmi les participants aux négociations qui ont justifié l'utilisation de la réduction à zéro en invoquant des dispositions similaires à celles du Code du Tokyo Round et qui ont continué de l'utiliser après l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC. De fait, les CE ont défendu le recours à la réduction à zéro dans le cadre de l'OMC dans l'affaire *Linge de lit*. Les États-Unis ne savent pas ce qui les dérange le plus entre le fait que les CE ont présenté en connaissance de cause cet historique erroné de la négociation et le fait qu'elles ne se sont pas donné la peine de vérifier le véritable historique avant d'exposer leurs vues au Groupe spécial. Loin d'être une interprétation "unilatérale" de l'Accord antidumping[1], l'interprétation dénigrée par les CE est celle qu'elles ont elles-mêmes présentée et préconisée.

3. Les États-Unis ont demandé au présent Groupe spécial de rester fidèle à son obligation au titre de l'article 11 du *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* ("Mémorandum d'accord"), qui demande à chaque groupe spécial de procéder à sa propre évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris une évaluation objective des faits, de l'applicabilité des dispositions des accords visés pertinents et de la conformité des faits avec ces dispositions. En outre, les États-Unis ont souligné qu'en vertu des articles 3:2 et 19:2 du Mémorandum d'accord, un groupe spécial ne peut pas accroître ou diminuer les droits et obligations énoncés dans les accords visés. L'acceptation de l'interprétation des CE relative à l'Accord antidumping, au GATT de 1994 et à l'Accord sur l'OMC accroîtrait indûment les obligations des États-Unis en vertu des accords visés. Cela aurait pour effet de compromettre la sécurité et la prévisibilité mêmes du régime commercial multilatéral que le système de règlement des différends de l'OMC vise à préserver.

4. Les États-Unis sont certains que le Groupe spécial procédera à une évaluation objective de la question dont il est saisi, et qu'il constatera qu'il n'existe aucune obligation générale d'accorder des compensations pour les transactions ne faisant pas l'objet d'un dumping dans les réexamens aux fins de la fixation des droits. Nous estimons que le Groupe spécial devrait estimer convaincant le raisonnement des groupes spéciaux dans quatre autres différends – *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, *États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux (article 21:5)*, *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)* et *États-Unis – Réduction à zéro (Mexique)* – ces groupes spéciaux ayant tous procédé à une évaluation objective comme il est prescrit à l'article 11 et constaté que la "réduction à zéro" n'était pas incompatible avec les accords visés en dehors du contexte des comparaisons moyenne pondérée à moyenne pondérée dans les enquêtes.

[1] Déclaration liminaire des CE à la première réunion de fond avec les parties, paragraphe 14 ("première déclaration liminaire des CE").

5. Dans la présente réfutation, les États-Unis répondent d'abord aux arguments des CE à l'encontre de la demande de décisions préliminaires présentée par les États-Unis. Comme le montrent les États-Unis, les CE ont ajouté 14 mesures à leur demande d'établissement d'un groupe spécial, qui n'étaient pas indiquées dans leur demande de consultations. En vertu des articles 4 et 6 du Mémorandum d'accord, ces mesures ne peuvent pas relever du mandat du Groupe spécial. La tentative des CE d'invoquer des rapports antérieurs de l'Organe d'appel ne peut pas étayer leur position selon laquelle elles étaient en droit d'ajouter 14 nouvelles mesures à leur demande d'établissement d'un groupe spécial.

6. Les États-Unis examinent également la tentative des CE d'inclure 18 mesures, qui sont indiquées comme étant l'application ou le maintien en application de droits antidumping dans 18 affaires énumérées dans l'annexe de leur demande d'établissement d'un groupe spécial. Ces mesures alléguées ont fait l'objet d'un large débat à la première réunion avec le Groupe spécial. Comme les États-Unis l'expliquent, les CE n'ont pas indiqué spécifiquement ces 18 "mesures" comme il est prescrit à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Les CE essaient d'inclure des procédures ultérieures mal définies qui n'ont pas été indiquées dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial et qui n'existaient pas au moment de cette demande. Elles souhaiteraient maintenant que le Groupe spécial traite les droits dans les 18 affaires comme une sorte de mesure autonome, dissociée des déterminations correspondantes. Cette approche est incompatible avec l'obligation d'indiquer les mesures spécifiques en cause.

7. Les États-Unis font aussi objection à la contestation des CE relative à quatre mesures préliminaires. En vertu de l'article 17.4 de l'Accord antidumping, c'est seulement dans le cas où "les autorités compétentes ont pris des mesures de caractère final" que ces mesures peuvent être portées devant un groupe spécial. Les CE allèguent que le Groupe spécial devrait admettre ces mesures préliminaires, même si elles n'ont pas démontré que l'exception prévue à l'article 17.4 s'applique en l'espèce. En fait, les CE demandent au Groupe spécial de tenir compte des soi-disant "circonstances spécifiques" de la présente affaire qui ne sont pas contenues dans l'Accord antidumping ni ailleurs dans les accords visés.

8. Les États-Unis examinent aussi plusieurs arguments présentés par les CE dans leur première communication écrite, à la première réunion de fond avec les parties, et dans leurs réponses aux questions du Groupe spécial concernant les méthodes utilisées dans les procédures de fixation des droits. À la réunion avec le Groupe spécial, les CE semblaient s'attacher presque uniquement à leur argument erroné selon lequel l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping s'applique en dehors du contexte des enquêtes. Dans la présente communication, les États-Unis démontrent que, sur la base de l'application des règles coutumières d'interprétation des traités, l'expression "l'existence de marges de dumping pendant la phase d'enquête" à l'article 2.4.2 est liée de façon inextricable et unique aux enquêtes au titre de l'article 5 visant à déterminer "l'existence, le degré et l'effet" d'un dumping. Les États-Unis réfutent en outre l'affirmation des CE selon laquelle l'article 9.3.1 de l'Accord antidumping prescrit une analyse axée sur l'exportateur, et ils montrent que le résultat peu souhaitable d'une telle prescription serait de récompenser les importateurs effectuant les transactions dans lesquelles les prix sont les moins élevés par rapport à la valeur normale. Enfin, les États-Unis démontrent qu'il n'est pas du tout évident que les CE aient formulé une allégation à l'encontre de la prétendue utilisation de la "troisième méthode" prévue à l'article 2.4.2 dans les réexamens aux fins de la fixation des droits.

II. LE GROUPE SPÉCIAL DEVRAIT FAIRE DROIT À LA DEMANDE DE DÉCISIONS PRÉLIMINAIRES PRÉSENTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS

A. LA DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL PRÉSENTÉE PAR LES CE CONTENAIT DES MESURES QUI N'ÉTAIENT PAS INDIQUÉES DANS LEUR DEMANDE DE CONSULTATIONS

9. Les États-Unis s'opposent à ce que les CE ajoutent, dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial, des mesures qui n'étaient pas contenues dans leur demande de consultations. Comme les États-Unis l'ont expliqué dans leur première communication écrite et à la première réunion avec le Groupe spécial, une mesure ne peut pas relever du mandat d'un groupe spécial à moins d'avoir été d'abord indiquée dans la demande de consultations.[2] En vertu de l'article 7:1 du Mémorandum d'accord, le mandat d'un groupe spécial est basé sur la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la partie plaignante. L'article 6:2 du Mémorandum d'accord, quant à lui, dispose qu'une demande d'établissement d'un groupe spécial doit "indiquer[…] *les mesures spécifiques en cause*" dans un différend.[3] Toutefois, en vertu de l'article 4:7 du Mémorandum d'accord, un Membre ne peut demander l'établissement d'un groupe spécial que pour une mesure dont le processus de consultations a été mené à bien. Enfin, l'article 4:4 du Mémorandum d'accord exige que la demande de consultations contienne les raisons de la demande, "[y compris] une indication des *mesures en cause"*.[4] Il y a donc une progression évidente depuis la demande de consultations jusqu'à la demande d'établissement d'un groupe spécial, et les mesures non indiquées dans la demande de consultations, mais indiquées ultérieurement dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, ne peuvent pas relever à bon droit du mandat du Groupe spécial.[5]

10. Les CE voudraient que le présent Groupe spécial applique des critères juridiques qui ne sont pas énoncés dans le Mémorandum d'accord. Les CE affirment qu'il n'est pas nécessaire que les mesures figurant dans la demande d'établissement d'un groupe spécial soient indiquées dans la demande de consultations, pour autant qu'elles "concernent essentiellement la même question" ou "se rapportent à la même question" que celles qui sont indiquées dans la demande de consultations.[6] Par ailleurs, sous réserve que les mesures supplémentaires aient un "lien direct" avec les mesures figurant dans la demande de consultations, les CE allèguent qu'elles sont soumises à bon droit au Groupe spécial.[7] L'interprétation des CE ne tient aucun compte du texte des articles 4 et 6 du Mémorandum d'accord – le mandat d'un groupe spécial ne peut pas inclure des mesures qui n'ont pas fait l'objet d'une demande de consultations – et elle devrait être rejetée.

---

[2] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 47 à 65; déclaration liminaire des États-Unis à la première réunion de fond avec les parties, paragraphes 13 à 18 ("première déclaration liminaire des États-Unis").

[3] Pas d'italique dans l'original.

[4] Pas d'italique dans l'original.

[5] L'Accord antidumping impose des prescriptions parallèles à l'article 17.3 à 17.5. Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 56 à 58.

[6] Réponse des CE à la demande de décisions préliminaires présentée par les États-Unis, paragraphes 17, 21, 22, 24, 29 ("Réponse des CE"). Les CE ne comprennent pas ce que signifie le terme "question" aux fins du règlement des différends. L'Organe d'appel a indiqué que la "question" consiste en deux éléments: "les *mesures* spécifiques en cause et le *fondement juridique de la plainte* (ou les *allégations*)". *Guatemala – Ciment I (Organe d'appel)*, paragraphe 72. Toutefois, les CE décrivent la "question" aux fins de leur critère juridique comme étant "l'application des méthodes de réduction à zéro pour calculer les marges de dumping dans les procédures antidumping spécifiques concernant un produit particulier originaire d'un pays spécifique". Réponse des CE, paragraphe 17. Cela n'est pas la "question". La définition des CE ne comprend pas les mesures spécifiques et ne tient pas compte non plus du fondement juridique de la plainte. En bref, les CE voudraient aussi que le Groupe spécial applique un critère fondé sur une vue erronée de ce qu'est la "question".

[7] Réponse des CE, paragraphes 25, 29.

11. En l'espèce, les CE ont ajouté 14 nouvelles procédures, ainsi qu'une référence imprécise à l'application et au maintien en application de droits antidumping dans 18 affaires, à leur demande d'établissement d'un groupe spécial.[8] Ces mesures n'ont été indiquées nulle part dans leur demande de consultations, et conformément aux articles 4 et 6 du Mémorandum d'accord, elles ne relèvent pas du mandat du présent Groupe spécial. Cette constatation est étayée par celle de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Certains produits en provenance des CE*, qui est convenu que la portée des mesures faisant l'objet de l'établissement d'un groupe spécial est définie par la demande de consultations, et que des mesure nouvelles et juridiquement distinctes ne peuvent pas être ajoutées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial.[9]

12. Les CE s'appuient de façon erronée sur le rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Aéronefs*, qui ne concerne pas la même question que celle portée devant le présent Groupe spécial.[10] Dans cette affaire, l'Organe d'appel a examiné si certains instruments réglementaires concernant le programme de subventions à l'exportation pour les aéronefs régionaux brésiliens (PROEX) étaient soumis à bon droit au Groupe spécial.[11] Le Canada avait inclus de nouvelles mesures réglementaires au titre du PROEX dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, mais non dans sa demande de consultations. L'Organe d'appel a constaté que les nouvelles réglementations "n'[avaient] pas modifié l'essence" des subventions à l'exportation qui étaient en cause dans le différend et incluses dans la demande de consultations, et qu'elles étaient donc soumises à bon droit au Groupe spécial.[12]

13. La question essentielle en l'espèce est de savoir si les mesures ajoutées à la demande d'établissement d'un groupe spécial sont en substance les mêmes mesures que celles qui ont été indiquées dans la demande de consultations. Dans l'affaire *Brésil – Aéronefs*, les nouveaux instruments réglementaires étaient simplement des remises en vigueur périodiques de mesures identiques qui avaient été spécifiées dans une demande de consultations dans le cadre de la contestation par le Canada des versements au titre de ces mesures. Toutefois, dans le présent différend, les CE ont indiqué dans leur demande de consultations des mesures antidumping séparées qui sont juridiquement distinctes selon la législation des États-Unis, et elles ont ajouté des mesures antidumping nouvelles et juridiquement distinctes dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial. Les quatre nouvelles déterminations dans le cadre de réexamens administratifs et les dix nouvelles déterminations dans le cadre de réexamens à l'extinction, même si elles concernent la même marchandise visée que les mesures mentionnées dans la demande de consultations, ont résulté de procédures totalement différentes de celles qui ont été indiquées dans la demande de consultations. Chacune d'elles concerne des périodes différentes, et des calculs différents utilisant des renseignements et des données différents. Les résultats d'un réexamen administratif ne s'appliquent pas aux importations d'une marchandise visée dans un autre réexamen administratif. En outre, un réexamen à l'extinction aboutit à une détermination sur la question de savoir si une ordonnance antidumping devrait être abrogée à l'avenir, et il n'affecte pas les résultats d'un réexamen administratif, qui est mené indépendamment d'un réexamen à l'extinction. La référence des CE au "maintien en application ou [à] l'application" de droits antidumping dans 18 affaires est apparue aussi pour la première fois dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial, et elle est juridiquement distincte de la contestation différente concernant la "méthode de réduction à zéro" telle qu'elle est appliquée dans les procédures antidumping distinctes qui ont été indiquées dans la demande de consultations. Aucune des nouvelles "mesures" ne peut être considérée comme une simple "remise en vigueur" de mesures identiques indiquées dans la demande de consultations, comme dans l'affaire *Brésil – Aéronefs*.

---

[8] Une liste spécifique des nouvelles "mesures" figure dans la première communication écrite des États-Unis, aux paragraphes 49 et 50.

[9] *États-Unis – Certains produits en provenance des CE (Organe d'appel)*, paragraphes 70, 82.

[10] Réponse des CE, paragraphes 18 et 19.

[11] *Brésil – Aéronefs (Organe d'appel)*, paragraphes 127 à 129.

[12] *Brésil – Aéronefs (Organe d'appel)*, paragraphe 132.

14. Les CE invoquent également le rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *Mexique – Riz* pour étayer leur vue selon laquelle il n'est "pas nécessaire qu'il y ait identité des mesures spécifiques ayant fait l'objet de la demande de consultations et de celles faisant l'objet de la demande d'établissement d'un groupe spécial, à condition qu'elles concernent essentiellement la même question".[13] Toutefois, dans l'affaire *Mexique – Riz*, la question était de savoir si les dispositions des accords visés que les États-Unis ajoutaient à leurs allégations à l'encontre du Mexique dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial relevaient du mandat du Groupe spécial.[14] En l'espèce, les CE n'ont pas renforcé le *fondement juridique* de leur plainte; par contre, elles ont élargi les *mesures* en cause qui ont été indiquées dans leur demande de consultations.

15. Les CE se fondent sur le rapport du Groupe spécial *Chili – Système de fourchettes de prix* pour étayer leur affirmation selon laquelle "l'inclusion de nouvelles mesures qui correspondent à une prorogation ou à une modification des mesures mentionnées précédemment dans la demande de consultations n'affecte pas la compatibilité de la demande d'établissement d'un groupe spécial avec les consultations menées entre les parties".[15] Dans l'affaire *Chili – Système de fourchettes de prix*, le Chili a promulgué une disposition réglementaire qui prorogeait la période d'application d'une mesure de sauvegarde définitive. La prorogation n'était pas indiquée dans la demande de consultations. Le Groupe spécial, en examinant le texte de l'Accord sur les sauvegardes, a estimé que la prorogation n'était pas une mesure distincte mais une simple continuation dans le temps de la mesure de sauvegarde définitive qui avait été indiquée dans la demande de consultations. Le Groupe spécial a conclu que la mesure de sauvegarde prorogée relevait du mandat du Groupe spécial.[16]

16. L'invocation par les CE du rapport du Groupe spécial *Chili – Système de fourchettes de prix* est hors de propos. La contestation des CE ne se rapporte pas à une mesure de sauvegarde dont la "durée" a été prorogée. Dans leur demande de consultations, les CE ont mentionné explicitement des déterminations résultant d'enquêtes initiales, de réexamens administratifs et de réexamens à l'extinction. Elles ont mis l'accent sur les déterminations relatives aux diverses procédures dans lesquelles la "méthode de réduction à zéro" alléguée a été appliquée. Les CE ont ensuite essayé d'accroître le nombre de procédures en ajoutant dix nouvelles déterminations dans le cadre de réexamens à l'extinction, ainsi que quatre nouvelles déterminations dans le cadre de réexamens administratifs, à leur demande d'établissement d'un groupe spécial. Chacune de ces mesures est séparée et juridiquement distincte et ne constitue pas une simple "prorogation" ou "modification" d'une autre détermination antidumping indiquée.

17. Les CE se sont appuyées sur la sémantique ("essentiellement la même question", "lien direct") et ont demandé au Groupe spécial de considérer des rapports de l'Organe d'appel et du Groupe spécial qui n'étayent pas leur position dans le présent différend. Toutefois, rien de ce que font les CE ne peut empêcher d'aboutir au résultat logique d'une analyse correcte en vertu des articles 4 et 6 du Mémorandum d'accord: les procédures spécifiques indiquées pour la première fois dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE – à savoir 14 nouvelles déterminations antidumping et l'application ou le maintien en application de droits dans 18 affaires – ne peuvent pas relever à bon droit du mandat du Groupe spécial.

B. LES "18 MESURES" DES CE MANQUENT DE SPÉCIFICITÉ

18. En vertu de l'article 6:2, une demande d'établissement d'un groupe spécial doit indiquer les "*mesures spécifiques* en cause" dans le différend[17], et le mandat d'un groupe spécial en vertu de

[13] Réponse des CE, paragraphes 20 et 21.
[14] *Mexique – Riz (Organe d'appel)*, paragraphe 133.
[15] Réponse des CE, paragraphe 23.
[16] *Chili – Système de fourchettes de prix (Groupe spécial)*, paragraphes 7.110 à 7.120.
[17] Pas d'italique dans l'original.

l'article 7:1 est limité à ces mesures spécifiques. Dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial, les CE ont indiqué en tant que "mesures" le "maintien en application ou l'application des droits antidumping spécifiques résultant des ordonnances antidumping énumérées de I à XVIII dans l'annexe de la présente demande, tels qu'ils ont été calculés ou sont maintenus en place à la suite du réexamen administratif le plus récent ou, selon le cas, de la procédure initiale ou de la procédure de réexamen pour changement de circonstances ou de réexamen à l'extinction". Les États-Unis s'élèvent contre le fait que les CE n'ont pas indiqué spécifiquement ces "18 mesures" comme il est prescrit à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.[18] Comme les États-Unis l'ont expliqué à la première réunion avec le Groupe spécial, ces "mesures" ont été la source d'une grande confusion[19]; armés des nouveaux éclaircissements que les CE ont tenté de formuler, nous souhaiterions expliquer pourquoi ces mesures ne satisfont pas à la prescription de spécificité et pourquoi elles ne relèvent pas du mandat du présent Groupe spécial.

19. Dans leur réponse, en date du 5 octobre, à la demande de décisions préliminaires présentée par les États-Unis, les CE ont admis la nature générale et indéterminée des 18 mesures lorsqu'elles ont indiqué que leur demande d'établissement d'un groupe spécial concernait toutes les "mesure[s] ultérieure[s]" adoptées par les États-Unis eu égard aux 18 mesures, et "toute modification ultérieure des mesures (c'est-à-dire des niveaux des droits)".[20] Dans leur réponse aux questions du Groupe spécial, les CE ont aussi affirmé que l'expression "maintien en application" s'applique aux "procédures ultérieures".[21]

20. En vertu du Mémorandum d'accord, de telles "mesures ultérieures", "procédures ultérieures" et "modifications ultérieures" ne peuvent pas faire l'objet du règlement des différends – entre autres, elles n'existaient pas au moment où le Groupe spécial a été établi.[22] Chaque détermination qui établit une marge de dumping pour une période définie est distincte et séparée et, en vertu de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, les CE doivent indiquer chacune de ces mesures dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial.[23] Les CE essaient indûment d'inclure l'application ou le maintien en application de droits résultant de déterminations qui n'ont pas encore été établies – les CE admettent même que ces "mesures" ont "une vie perdurant indéfiniment à l'avenir".[24] Comme nous l'avons indiqué à la première réunion avec le Groupe spécial, les États-Unis ne peuvent pas déterminer quand ces déterminations ont été ou seront établies, quels calculs elles ont inclus ou incluront, quels taux de droits elles ont fixés ou fixeront, ni quelles entreprises elles ont visées ou viseront.[25]

---

[18] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 66 à 71; première déclaration liminaire des États-Unis, paragraphes 19 à 22; déclaration finale des États-Unis à la première réunion de fond avec les parties ("première déclaration finale des États-Unis"), paragraphes 7 à 15.

[19] Première déclaration finale des États-Unis, paragraphes 7 à 15. Le Groupe spécial lui-même a demandé des éclaircissements sur la description des "18 mesures" indiquées par les CE dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial. *Voir* la question n° 1 du Groupe spécial. Les CE, contre toute logique, considèrent toujours les 18 mesures "plus simples à comprendre et à conceptualiser". Réponse des CE à la question n° 2 du Groupe spécial, paragraphe 13.

[20] Réponse des CE, paragraphes 47 et 48.

[21] Réponse des CE à la question n° 1 b) du Groupe spécial, paragraphe 10. Les CE allèguent que les variations relatives à l'expression "application ou maintien en application" dans l'ensemble de leur première communication écrite "relève[nt] d'un souci de commodité", mais qu'elles "n'[ont] aucune incidence sur l'imposition légale à laquelle le Groupe spécial doit procéder". Toutefois, cette expression même, et toute variation y relative, sont liées à la façon dont les CE décrivent les 18 mesures et sont directement pertinentes en ce qui concerne la manière dont le Groupe spécial analyse la spécificité des mesures alléguées.

[22] Première déclaration finale des États-Unis, paragraphe 9.

[23] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 67.

[24] Réponse des CE à la question n° 3 du Groupe spécial, paragraphe 20.

[25] Première déclaration liminaire des États-Unis, paragraphe 21.

21. Les CE invoquent plusieurs rapports de l'Organe d'appel et de groupes spéciaux pour étayer leur argument selon lequel les "mesures ultérieures" sont soumises à bon droit au Groupe spécial.[26] Dans ces différends, une loi d'application générale, ou loi-cadre, a été indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, et les règlements d'application ultérieurs promulgués après la demande d'établissement d'un groupe spécial ont été considérés comme relevant du mandat du Groupe spécial. Par exemple, dans l'affaire *Japon – Pellicules*, les États-Unis ont examiné diverses mesures pour la première fois dans leur communication écrite. Le Japon a formulé une objection au motif que ces mesures n'étaient pas indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis et que les États-Unis n'avaient donc pas respecté la prescription de spécificité énoncée à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Le Groupe spécial a constaté que les mesures ultérieures promulguées en vertu d'une loi-cadre qui était indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial relevaient de son mandat. Il a considéré ces mesures comme étant "annexes" ou "si étroitement liées" à la loi d'application générale spécifiquement indiquée que l'on pouvait raisonnablement constater que la partie défenderesse avait été suffisamment informée de la portée des allégations.[27]

22. Contrairement à l'affaire *Japon – Pellicules* et aux autres rapports, le présent différend ne concerne pas des règlements ultérieurs publiés en vertu d'une loi d'application générale. En fait, les CE demandent au présent Groupe spécial de considérer toutes les mesures antidumping ultérieures se rapportant à 18 affaires spécifiées. Or ces mesures ultérieures ne sont "annexes" ni "si étroitement liées" à aucune des procédures antidumping qui ont été indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. L'application ou le maintien en application de droits antidumping résulte de procédures juridiques distinctes qui aboutissent à une détermination finale. Chaque procédure, qu'il s'agisse d'une enquête initiale, d'un réexamen administratif ou d'un réexamen à l'extinction, concerne des périodes différentes, des importations différentes de marchandises, et des renseignements et données différents. La contestation par les CE de l'application ou du maintien en application de droits se rapportant à toutes les procédures ultérieures et non indiquées auparavant n'équivaut pas à une contestation de règlements promulgués en vertu du pouvoir général découlant d'une loi-cadre après qu'une demande d'établissement d'un groupe spécial a été présentée.

23. Les CE semblent aussi indiquer, comme elles l'ont fait à l'audience, que les 18 mesures visent l'application ou le maintien en application de la méthode de "réduction à zéro" dans 18 affaires. Les CE font observer au Groupe spécial que le terme "maintien" dans la description des 18 mesures "tient compte du fait que les États-Unis continuent d'utiliser la méthode de réduction à zéro dans les diverses procédures relatives aux 18 affaires antidumping".[28] Par ailleurs, les CE allèguent que "[l]es 18 mesures sont des exemples de l'application de la méthode de réduction à zéro".[29] Dans la mesure où les CE déclarent contester l'application ou le maintien en application de la réduction à zéro dans 18 affaires (formulation qui ne figure nulle part dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial), cette "mesure" manque de spécificité. Les CE ne peuvent pas faire une référence généralisée à l'application de la réduction à zéro dans 18 affaires définies d'une manière large sans indiquer les déterminations exactes dans lesquelles la "réduction à zéro" a été appliquée.

24. En réponse aux questions du Groupe spécial, les CE ont élargi leur description des 18 mesures. Elles parlent désormais de la notion de "droit en tant que mesure".[30] Selon les CE, les 18 mesures contiennent une méthode qui est "comme un virus ordinateur se reproduisant lui-même"[31],

[26] Réponse des CE, paragraphes 37, 43 à 47.
[27] *Japon – Pellicules (Groupe spécial)*, paragraphes 10.8 à 10.14.
[28] Réponse des CE à la question n° 1 b) du Groupe spécial, paragraphe 10.
[29] Réponse des CE à la question n° 3 du Groupe spécial, paragraphe 20.
[30] Réponse des CE à la question n° 1 a) du Groupe spécial, paragraphe 7.
[31] Réponse des CE à la question n° 1 a) du Groupe spécial, paragraphe 4.

et elles "ont une durée de vie plus longue, du moins potentiellement, que les 52 mesures".[32] Par ailleurs, les CE font une analogie incorrecte entre les droits et "un programme de subventions en vertu de l'*Accord SMC*"[33], sans même expliquer la nature exacte de cette analogie.

25. L'analyse des 18 mesures par les CE, quand elle est définie de cette façon, n'appuie pas leur position. C'est un raisonnement totalement circulaire de la part des CE de suggérer qu'elles ont décrit les mesures avec spécificité parce qu'elles affirment que les "droits" sont des "mesures". En premier lieu, le fait de répéter les termes de l'Accord antidumping (comme le font les CE aux paragraphes 2 et 3 de leur réponse) n'indique aucunement au Groupe spécial quelles sont spécifiquement les mesures contestées par les CE *dans le présent différend*. En outre, les CE ne tiennent pas compte du fait que, pour toute importation donnée, le droit antidumping fixé dépend d'une détermination administrative correspondante particulière, qu'il s'agisse d'une enquête initiale, d'un réexamen aux fins de la fixation des droits, d'un réexamen lié à de nouveaux exportateurs ou d'un réexamen pour changement de circonstances, tandis que le maintien de ce droit dépend d'un réexamen à l'extinction correspondant.[34] Les CE doivent indiquer la détermination spécifique aboutissant à l'application ou au maintien en application dans un cas particulier d'un droit antidumping, et elles ne peuvent pas simplement parler de "droit" d'une manière générale et dissociée.

26. La description faite par les CE semble aussi démontrer ce que les CE ont affirmé à la première réunion avec le Groupe spécial – à savoir que les 18 mesures sont en quelque sorte des mesures "tel qu'appliqué/en tant que tel".[35] En considérant qu'un droit est équivalent à un programme de subventions, les CE semblent penser qu'elles peuvent contester "en tant que tel" un droit résultant de l'application de la "réduction à zéro". Il est difficile de comprendre comment les CE ont pu formuler une allégation "en tant que tel" alors qu'elles ont défini la mesure comme étant "l'*application* ou le maintien en *application*" de droits antidumping. En outre, les CE ont déclaré explicitement qu'elles avaient décidé de ne pas présenter d'allégation "en tant que tel" dans le présent différend.[36] Les États-Unis ne savent toujours pas si les CE essaient de formuler des allégations "en tant que tel".

27. Apparemment, les CE ne cherchent pas à contester des mesures particulières, mais plutôt à amener le Groupe spécial à se prononcer de façon générale et globale sur l'avenir et la "réduction à zéro", indépendamment de la question de savoir si cette déclaration s'appliquerait aux mesures réelles qui existaient au moment de la demande de consultations ou même au moment où le Groupe spécial a établi ses constatations.[37] Les CE ne peuvent pas ignorer la prescription de spécificité énoncée à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord et définir les "mesures" de façon à inclure des déterminations antidumping futures indéterminées.[38] Le Groupe spécial devrait rejeter la tentative des CE d'élargir le champ d'application de la présente procédure au-delà de ce qui est admissible en vertu du Mémorandum d'accord.

---

[32] Réponse des CE à la question n° 2 du Groupe spécial, paragraphe 17; *voir aussi* la réponse des CE à la question n° 2 du Groupe spécial, paragraphe 13; la réponse des CE à la question n° 3 du Groupe spécial, paragraphe 20; la réponse des CE à la question n° 5 b) du Groupe spécial, paragraphe 28.

[33] Réponse des CE à la question n° 1 a) du Groupe spécial, paragraphe 5; réponse des CE à la question n° 3 du Groupe spécial, paragraphe 20.

[34] Accord antidumping, articles 1er, 5, 7, 9, 11.

[35] Première déclaration finale des États-Unis, paragraphes 12 et 13.

[36] Première communication écrite des CE, paragraphes 2, 115.

[37] Réponse des CE à la question n° 4 b) du Groupe spécial, paragraphes 25 et 26; première communication écrite des CE, paragraphes 127 et 128.

[38] Comme les CE le reconnaissent, "les constatations concernant les 18 mesures auront une incidence plus vaste que celles concernant les 52 mesures". Réponse des CE à la question n° 1 a) du Groupe spécial, paragraphe 8.

28. Les CE allèguent aussi que la demande d'établissement d'un groupe spécial informe suffisamment les États-Unis des mesures contestées.[39] Selon les CE, "les États-Unis n'ont pas montré que la demande d'établissement d'un groupe spécial est à ce point viciée qu'il est porté atteinte aux droits de la défense … ".[40] Cet argument implique que même si les mesures spécifiques en cause n'ont pas été indiquées, elles peuvent être examinées par le Groupe spécial pour autant qu'elles ne portent pas préjudice à la partie défenderesse. (Apparemment, les CE ne se préoccupent pas des droits des Membres, dont la décision de participer en tant que tierce partie est fondée sur le point de savoir quelles mesures sont spécifiquement indiquées dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial.) Toutefois, cette prescription en matière de préjudice n'est pas mentionnée à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord ni ailleurs dans les accords visés. Les prescriptions du Mémorandum d'accord sont claires: la partie plaignante doit indiquer spécifiquement les mesures en cause, sinon ces mesures ne peuvent pas relever à bon droit du mandat du groupe spécial.

C. LA DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LES CE CONTENAIT DES MESURES QUI N'ÉTAIENT PAS FINALES AU MOMENT DE L'ÉTABLISSEMENT

29. Les États-Unis ont demandé au Groupe spécial de ne pas tenir compte de quatre mesures qui n'étaient pas finales au moment de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE.[41] En vertu de l'article 17.4 de l'Accord antidumping, c'est seulement dans le cas où "les autorités compétentes ont pris des mesures de caractère final" que ces mesures peuvent être portées devant un groupe spécial.[42] Comme les États-Unis l'ont expliqué dans la première communication écrite, les CE ont ajouté trois réexamens à l'extinction en cours, et un réexamen administratif en cours, à leur demande d'établissement d'un groupe spécial. Par conséquent, en vertu de l'article 17.4 de l'Accord antidumping, les quatre mesures préliminaires figurant dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE ne peuvent pas relever à bon droit du mandat du Groupe spécial.

30. En réfutant les arguments des États-Unis, et en répondant aux questions du Groupe spécial, les CE ont compliqué une question qui n'est pas du tout très compliquée. Les CE allèguent tout d'abord que leur contestation relative à l'application ou au maintien en application de droits antidumping dans 18 affaires inclut "toute mesure ultérieure […], y compris les déterminations préliminaires établissant les niveaux de droits (calculés d'une manière erronée par l'application de la réduction à zéro) et dès lors que ces droits sont toujours en place"[43] et que les mesures préliminaires sont donc portées à bon droit devant le Groupe spécial. Mis à part le problème fondamental concernant la tentative des CE d'inclure les "mesures ultérieures" dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial[44], les États-Unis ne voient pas comment des mesures préliminaires existant au moment de la demande d'établissement d'un groupe spécial sont des "mesures ultérieures". En outre, ni les réexamens administratifs en cours ni les réexamens à l'extinction en cours ne peuvent servir de base à l'"application ou [au] maintien en application" de droits antidumping, comme les CE semblent le penser. Une détermination préliminaire dans le cadre d'un réexamen administratif n'affecte pas le taux des dépôts en espèces ou le taux d'imposition – ces taux sont fixés dans la détermination finale et, jusqu'alors, les taux résultant du réexamen administratif précédent restent en vigueur. En outre, un réexamen à l'extinction ne peut aboutir au maintien d'une ordonnance au-delà de la période de cinq ans fixée pour son extinction que lorsqu'une détermination finale a été établie par le Département du

[39] Réponse des CE, paragraphes 40 à 42.
[40] Réponse des CE, paragraphe 42.
[41] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 72 à 74; première déclaration liminaire des États-Unis, paragraphes 23 et 24.
[42] En vertu de l'article 17.4, une mesure provisoire ne peut être contestée que si elle "a une incidence notable et que le Membre qui a demandé des consultations estime que l'adoption de cette mesure est contraire aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 7". Les CE n'ont pas démontré l'applicabilité de cette exception.
[43] Réponse des CE, paragraphe 50; réponse des CE à la question n° 6 du Groupe spécial, paragraphe 29.
[44] *Voir, supra*, la partie II.B.

commerce des États-Unis et par la Commission du commerce international des États-Unis. Le plus important est que l'argument des CE ne tient pas compte du texte même de l'article 17.4. L'autorité chargée de l'enquête doit prendre une décision finale au moment de la demande d'établissement d'un groupe spécial, ce qui n'a pas été fait en l'espèce; dans le cas contraire, la mesure antidumping ne peut pas relever du mandat du groupe spécial.[45]

31. Les CE tentent d'induire en erreur le Groupe spécial en citant le rapport du Groupe spécial *Mexique – SHTF* et en affirmant que d'autres groupes spéciaux ont admis les allégations à l'encontre de mesures préliminaires.[46] L'affaire *Mexique – SHTF* concernait une allégation selon laquelle le Mexique avait appliqué une mesure provisoire durant plus de six mois et avait de ce fait violé l'article 7.4 de l'Accord antidumping. Le Mexique a fait valoir que, comme les États-Unis n'avaient pas indiqué la mesure provisoire dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial, l'allégation concernant cette mesure ne relevait pas du mandat du Groupe spécial. Toutefois, les États-Unis avaient indiqué le droit antidumping définitif dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial, et ils ont fait valoir qu'ils affirmaient l'existence d'une violation de l'article 7 non pas en ce qui concernait la mesure provisoire en tant que "mesure" contestée, mais plutôt en tant qu'élément de leurs allégations juridiques relatives à la mesure antidumping finale. Le Groupe spécial a conclu que l'allégation se rapportait au droit antidumping définitif indiqué dans la demande d'établissement d'un groupe spécial et qu'elle relevait donc du champ d'application de la procédure.[47]

32. Contrairement aux États-Unis dans l'affaire *Mexique – SHTF*, les CE n'ont même pas contesté une détermination finale dans l'une des quatre procédures, et la question n'est donc pas de savoir si la détermination préliminaire se rapporte d'une manière ou d'une autre à la mesure finale. Il n'existe aucun élément textuel sur lequel les CE peuvent fonder ces allégations, alors qu'elles peuvent attendre la publication des résultats finals et les contester comme étant incompatibles avec l'Accord antidumping. Le texte même de l'article 17.4 est clair: les allégations spécifiques des CE à l'encontre des mesures préliminaires ne relèvent pas du mandat du présent Groupe spécial.

33. Le Groupe spécial a demandé aux CE si l'exception à la prescription en matière de caractère final en vertu de l'article 17.4 de l'Accord antidumping était applicable en l'espèce aux quatre mesures préliminaires indiquées par les CE.[48] La réponse des CE n'est absolument pas claire et fait violence au texte de l'article 17.4. Les CE semblent d'abord dire que les conditions "sont en tout état de cause respectées dans la présente affaire", mais elles se contredisent ensuite dès la phrase suivante en alléguant que "néanmoins, les CE ne contestent pas les mesures provisoires au sens de l'article 17.4".[49] Il est difficile de voir comment l'exception pourrait être applicable si elle exige que les mesures soient provisoires au sens de l'article 17.4. En outre, les CE ne démontrent pas qu'elles présentent une allégation en vertu de l'article 7.1 de l'Accord antidumping, comme il est prescrit aux termes de l'article 17.4.

34. Les CE demandent aussi au Groupe spécial "de tenir compte des circonstances spécifiques de la présente affaire".[50] Pour les CE, celles-ci incluent le "fait que les CE contestent ce qui est fondamentalement une formule mathématique, qui est essentiellement identique" dans tous les cas où elle est utilisée; la prétendue réponse des États-Unis concernant des rapports de l'Organe d'appel sur

[45] Les CE contestent aussi 52 déterminations, dont quatre déterminations préliminaires. Le moyen de défense allégué par les CE ne tient pas compte du fait que les CE présentent des allégations distinctes en ce qui concerne ces déterminations préliminaires. Il semble désormais que les CE abandonnent leurs allégations relatives aux quatre mesures préliminaires, dans la mesure où elles font partie de leurs allégations à l'encontre de la réduction à zéro telle qu'elle est appliquée dans 52 procédures antidumping.

[46] Réponse des CE, paragraphe 53.

[47] *Mexique – SHTF (Groupe spécial)*, paragraphes 7.44 à 7.55.

[48] Question du Groupe spécial n° 6.

[49] Réponse des CE à la question n° 6 du Groupe spécial, paragraphe 29.

[50] Réponse des CE à la question n° 6 du Groupe spécial, paragraphe 30.

la "réduction à zéro" dans des différends sans aucun rapport; et le raisonnement dénué de sens selon lequel l'article 17.1 fait référence à l'article 7.1 et l'article 7.5 fait référence à l'article 9 de l'Accord antidumping, la "disposition dont il a déjà été constaté qu'elle avait été violée par les États-Unis".[51] Les CE affirment que ces "circonstances spécifiques" ont une "incidence notable" sur les CE et qu'il est laissé "à la discrétion du Groupe spécial" d'exercer sa compétence.[52]

35. Les CE voudraient essentiellement que le Groupe spécial agisse comme une cour d'équité. Toutefois, le présent Groupe spécial est lié par les termes du Mémorandum d'accord et des accords visés, qui ne l'autorisent pas à assumer une compétence pour une question qui ne relèverait pas autrement de son mandat. Il est mal venu de tenir compte de "circonstances spécifiques" qui ne figurent nulle part dans le texte de l'article 17.4. Qui plus est, les CE demandent au Groupe spécial de considérer la prétendue réponse des États-Unis concernant des rapports antérieurs de l'Organe d'appel sur la "réduction à zéro", ce qui est une autre manifestation de la tentative des CE de faire entrer indûment dans le cadre du présent différend ce qui s'est prétendument passé dans des différends séparés et distincts. Toutefois, les CE ne peuvent pas éluder le fait qu'elles contestent des mesures préliminaires et que, en vertu de l'article 17.4, ces mesures ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial.

III. LE GROUPE SPÉCIAL DEVRAIT REJETER LES ARGUMENTS DES CE CONCERNANT LES MÉTHODES UTILISÉES DANS LES PROCÉDURES DE FIXATION DES DROITS

A. LES RÉEXAMENS AUX FINS DE LA FIXATION DES DROITS EFFECTUÉS PAR LES ÉTATS-UNIS SONT TYPIQUEMENT DIFFÉRENTS DES ENQUÊTES

36. L'approche proposée par les CE en l'espèce ne considère pas ce qui se passe dans les enquêtes et les réexamens aux fins de la fixation des droits. Les États-Unis souhaiteraient exposer brièvement au Groupe spécial la manière dont les enquêtes et les réexamens administratifs fonctionnent dans le cadre de la législation des États-Unis.

37. Dans la phase d'enquête, la législation des États-Unis prévoit que le Département du commerce des États-Unis utilise en principe la méthode moyenne à moyenne pour comparer les transactions durant la période couverte par l'enquête. La législation des États-Unis autorise également le recours aux comparaisons transaction par transaction et, entre autres, sous réserve que les prix diffèrent notablement d'après leur configuration selon les régions ou les périodes, la méthode moyenne à transaction.

38. Dans la deuxième phase d'une procédure antidumping menée par les États-Unis, à savoir la "phase de fixation des droits", le Département du commerce se concentre sur le calcul et la fixation rétrospectifs des droits antidumping pour les déclarations en douane individuelles visées par une ordonnance antidumping. Une enquête antidumping porte généralement sur un large éventail d'exportateurs, de producteurs étrangers et d'importateurs des États-Unis, mais les droits antidumping sont payés par les importateurs des États-Unis, qui sont tenus de les acquitter lorsqu'ils font entrer des marchandises aux États-Unis. Ainsi, le système de fixation rétrospective des droits des États-Unis vise à calculer les droits sur la base d'importations spécifiques effectuées par les importateurs durant la période couverte par le réexamen.

---

[51] Réponse des CE à la question n° 6 du Groupe spécial, paragraphe 30.

[52] Réponse des CE à la question n° 6 du Groupe spécial, paragraphe 30. Les CE tentent de créer une confusion en utilisant l'expression "incidence notable" relative à l'exception au titre de l'article 17.4. Toutefois, comme il a été démontré plus haut, les CE ne contestent même pas une mesure provisoire au titre de l'article 7.1 de l'Accord antidumping, et l'exception n'est donc pas applicable d'emblée.

39. Selon le système des États-Unis[53], les marchandises sont passibles de droits antidumping au moment de l'importation, mais les droits ne sont pas réellement fixés à ce moment-là. Par contre, les États-Unis perçoivent une garantie sous la forme d'un dépôt en espèces au moment de l'importation. Une fois par an (pendant le mois anniversaire des ordonnances), les parties intéressées peuvent demander un "réexamen périodique" visant à déterminer le montant final des droits dus sur chaque importation effectuée au cours de l'année précédente.[54] Les droits antidumping sont calculés par transaction et acquittés par l'importateur ayant effectué la transaction. Si le montant final du droit antidumping à acquitter est supérieur au montant du dépôt en espèces, l'importateur doit payer la différence. Si le montant final du droit antidumping à acquitter est inférieur au montant du dépôt en espèces, la différence est remboursée. Si aucun réexamen périodique n'est demandé, les dépôts en espèces versés pour les importations au cours de l'année précédente sont automatiquement considérés comme des droits finals. Pour simplifier le recouvrement des droits calculés par transaction, les montants absolus des droits calculés pour les transactions de chaque importateur sont additionnés et divisés par le total de la valeur déclarée des transactions de cet importateur, y compris celles pour lesquelles aucun droit n'a été calculé. Les autorités douanières des États-Unis appliquent ensuite ce taux à la valeur déclarée des importations afin de recouvrer le montant total correct des droits dus. Un calcul similaire est effectué pour chaque exportateur afin d'obtenir un nouveau taux de dépôt estimatif au titre du droit antidumping.

40. Le système de fixation rétrospective des droits des États-Unis est plus complexe à gérer et nécessite davantage de ressources administratives et de personnel. Toutefois, il permet aux autorités des États-Unis d'adapter précisément l'imposition de droits antidumping aux niveaux effectifs du dumping pendant la période visée par un réexamen périodique. En outre, il encourage les exportateurs et les importateurs à ajuster les prix de leur propre initiative – soit l'exportateur réduit ses prix sur le marché intérieur pour faire baisser la "valeur normale", l'importateur et l'exportateur convenant d'un "prix à l'exportation" plus élevé, soit, dans le cas d'un importateur apparenté, l'importateur majore son prix de vente aux États-Unis – pour supprimer les marges de dumping et éviter de payer des droits antidumping. Ainsi, aux États-Unis, le niveau des droits antidumping recouvrés effectivement auprès des importateurs diminue d'ordinaire fortement pendant la période visée par une ordonnance.[55] Cela signifie que les prix du marché peuvent s'ajuster sans le recouvrement effectif des droits.

41. Par contre, un système de fixation prospective des droits est plus prévisible (parce que le droit ne change pas)[56], mais il est aussi plus pénalisant et inflexible, car un importateur est généralement soumis au taux *ad valorem* ou au prix de référence initial établi dans une enquête initiale ou dans un réexamen à l'extinction pour les cinq années à venir, indépendamment des fluctuations de prix ou de l'évolution des conditions de concurrence sur le marché. Dans ce système, les remboursements sont théoriquement possibles en vertu de l'article 9, mais les autorités antidumping ont souvent tendance à "décourager" fortement les demandes de remboursement et les importateurs les plus avisés sont bien conscients des "risques" qui en résulteraient (ou ils découvrent simplement que la législation antidumping ne prévoit aucune procédure de remboursement, par exemple en Inde). Un système de fixation prospective des droits *ad valorem* entraîne aussi habituellement le recouvrement de droits beaucoup plus élevés sur le plan des recettes, car le droit antidumping sert effectivement de droit de

[53] *Voir États-Unis – Réduction à zéro (Mexique)*, paragraphes 7.98 à 7.100.

[54] La période couverte par les procédures de fixation des droits des États-Unis compte normalement 12 mois. Toutefois, dans le cas de la première procédure de fixation des droits faisant suite à l'enquête, la période peut être prorogée jusqu'à 18 mois afin de viser toutes les importations qui ont pu faire l'objet de mesures provisoires durant l'enquête.

[55] En moyenne, les marges établies selon le système des États-Unis diminuent d'environ 75 à 80 pour cent. Cela varie bien entendu selon les cas et il y a des exceptions, par exemple lorsque les sociétés interrogées ne coopèrent pas et que les marges doivent être calculées sur la base des faits disponibles.

[56] Le principal avantage du système de fixation prospective des droits est qu'un importateur connaît au préalable le montant maximal du droit antidumping à acquitter – pour le meilleur ou pour le pire.

douane additionnel durant la période de cinq ans, au lieu d'être ajusté chaque année comme aux États-Unis.

B. LES CE N'ONT PAS ÉTABLI QUE L'ARTICLE 2.4.2 S'APPLIQUE EN DEHORS D'UNE ENQUÊTE

42. Les CE ont accordé une grande attention, à la première réunion avec le Groupe spécial, à leurs arguments concernant leur interprétation prétendument correcte de l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping. Les CE sont d'avis que chaque fois qu'un Membre effectue "un examen systématique ou une demande systématique de renseignements" en matière de dumping, ce Membre procède à une enquête assujettie aux disciplines de l'article 2.4.2.[57] Les États-Unis ont démontré pleinement dans leur première communication écrite et dans leur réponse aux questions du Groupe spécial[58] que l'article 2.4.2 ne s'applique pas à chaque étape d'une procédure antidumping comprenant un examen systématique ou une demande systématique de renseignements.

43. Un examen critique de chacun des mots figurant dans l'expression "l'existence de marges de dumping pendant la phase d'enquête", pris indépendamment les uns des autres, étaye la position des États-Unis. En outre, si l'on considère l'expression dans son intégralité, il est clair que les obligations énoncées à l'article 2.4.2 ne s'étendent pas au-delà d'une enquête au sens de l'article 5.

44. Une enquête au titre de l'article 5 est une procédure *sui generis*, qui règle la question liminaire concernant "l'existence, le degré et l'effet" d'un dumping. Une analyse du rapport entre l'article 2.4.2 et une enquête au titre de l'article 5 débute par l'examen du texte de l'article premier, qui indique ce qui suit:

> Une mesure antidumping sera appliquée dans les seules circonstances prévues à l'article VI du GATT de 1994, et à la suite d'*enquêtes ouvertes*[1] et menées en conformité avec les dispositions du présent accord. …
>
> [1] Le terme "*ouverte*" tel qu'il est utilisé dans le présent accord se réfère à l'action de procédure par laquelle un Membre ouvre formellement une enquête conformément à l'article 5.[59]

45. Le texte de l'article premier, lorsqu'il est lu avec sa note de bas de page, indique que "les enquêtes ouvertes et menées en conformité avec les dispositions du présent accord" sont des enquêtes ouvertes conformément à l'article 5. L'article 5 définit ainsi la nature de l'enquête:

> [U]ne enquête visant à déterminer l'*existence*, le degré et l'effet de tout dumping allégué sera ouverte …[60]

46. Ainsi, l'article premier définit l'"ouverture" de la phase d'enquête qui conduit à une mesure antidumping comme étant "l'action de procédure par laquelle un Membre ouvre formellement une enquête conformément à l'article 5". L'article 5.1, à son tour, dispose que les enquêtes sont ouvertes sur demande présentée par écrit, ou conformément à d'autres conditions spécifiées, pour déterminer "l'existence, le degré et l'effet" d'un dumping allégué. Par conséquent, il n'y a pas d'ambiguïté quant à la nature des "enquêtes ouvertes et menées" en application de l'article premier. L'article 5 ne prévoit

[57] Première communication écrite des CE, paragraphes 213 à 216; réponse des CE à la question n° 9 du Groupe spécial, paragraphes 54 à 65.

[58] *Voir* la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 107 à 110; *voir aussi* la réponse des États-Unis à la question n° 9 du Groupe spécial, paragraphes 18 et 19 (examinant, entre autres, le sens du terme "phase").

[59] Accord antidumping, article premier (pas d'italique dans l'original).

[60] Accord antidumping, article 5.1 (pas d'italique dans l'original).

qu'un seul type d'enquête et la note de bas de page 1 relative à l'article premier fait référence explicitement à "une enquête conformément à l'article 5", par conséquent l'article premier ne peut que faire référence aux enquêtes au titre de l'article 5.

47. En outre, le terme "existence" doit être examiné, car il constitue un élément nécessaire d'une enquête au titre de l'article 5 qui peut conduire à l'application d'une mesure antidumping compatible avec l'article premier. Le mot "existence" est utilisé en relation avec le terme "dumping" à un seul autre endroit de l'Accord antidumping à part l'article 5.1: l'article 2.4.2. L'article 2.4.2 indique la manière dont l'"existence" de marges de dumping doit être établie: "[L]'*existence* de marges de dumping pendant la phase d'enquête sera normalement établie sur la base d'une comparaison … ."[61] Selon *The New Shorter Oxford English Dictionary*, le sens ordinaire du mot "existence" est "the fact or state of existing; actual possession of being; a mode or kind of existing; dealing with the existence of a mathematical or philosophical entity" (le fait ou l'état d'exister; possession effective de l'état d'être; un mode ou genre d'existence; ayant trait à l'existence d'une entité mathématique ou philosophique). Le mot "existence" précédant l'expression "de marges de dumping" indique que les Membres doivent déterminer l'"existence [de l']entité mathématique ou philosophique" désignée par "marges de dumping".

48. Un autre élément qui démontre l'intention des rédacteurs de limiter l'article 2.4.2 exclusivement aux enquêtes au titre de l'article 5 est l'emploi de l'article *défini* "la" avant l'expression "phase d'enquête", au lieu de l'article indéfini "une". Selon *The New Shorter Oxford English Dictionary*, le sens ordinaire de l'article "the" (la) est "designating one or more persons or things already mentioned or known, particularized by context, or circumstances, inherently unique, familiar or otherwise sufficiently identified" (désignant une ou plusieurs personnes ou choses déjà mentionnées ou connues, caractérisées par un contexte ou des circonstances, intrinsèquement uniques, familières ou autrement identifiées d'une manière suffisante). Si, comme les Communautés européennes le soutiennent, le terme "enquête" dans le contexte de l'article 2.4.2 pouvait être interprété de manière générale et non comme un terme technique se référant à la phase prévue à l'article 5, les rédacteurs auraient utilisé l'article *indéfini* "une".

49. Les CE ont fait valoir que les règles de grammaire ordinaires confortent leur interprétation de l'expression "pendant la phase d'enquête", qui inclut toute enquête (au sens d'une demande de renseignements) effectuée par l'autorité chargée de l'enquête. Pour les raisons exposées plus haut, les États-Unis ne partagent pas cette opinion. À cet égard, il convient de noter que l'Organe d'appel lui-même a utilisé l'expression "la phase d'enquête" pour indiquer comment les obligations énoncées à l'article 11 de l'Accord SMC (le pendant de l'article 5 de l'Accord antidumping)[62] sont limitées aux enquêtes initiales et ne s'appliquent pas aux réexamens. En particulier, dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*, l'Organe d'appel a noté, en rejetant une allégation des CE selon laquelle le critère *de minimis* énoncé à l'article 11.9 s'appliquait aussi aux réexamens à l'extinction conformément à l'article 21.3:

> Bien que l'article 11.9 soit libellé en termes détaillés en ce qui concerne les obligations imposées aux autorités susmentionnées, aucun terme de l'article 11.9 ne donne à penser que le critère *de minimis* qu'il contient est applicable au-delà du *stade de l'enquête* d'une procédure en matière de droits compensateurs.[63]

---

[61] Pas d'italique dans l'original.

[62] L'article 11 de l'Accord SMC est intitulé "Engagement de la procédure et enquête ultérieure". L'article 5 de l'Accord antidumping s'intitule "Engagement de la procédure et enquête ultérieure".

[63] *États-Unis – Acier au carbone (Organe d'appel)*, paragraphe 68 (pas d'italique dans l'original; note de bas de page omise); voir *id.*, paragraphe 68, note 58 ("Nous ne souscrivons pas à l'opinion, exprimée par le Japon, selon laquelle l'utilisation du terme "cas" (plutôt que le terme "enquête") dans la seconde phrase de

De fait, devant le Groupe spécial en l'espèce, les CE ont *elles-mêmes* utilisé l'expression "la phase d'enquête" pour désigner l'enquête initiale et non les réexamens.[64] Les CE n'enfreignaient pas les règles de grammaire ordinaires mais utilisaient en fait l'expression dans son sens ordinaire et grammatical.

50. L'application limitée de l'article 2.4.2 à la phase d'enquête est en outre compatible avec les fonctions divergentes des enquêtes et des autres procédures au titre de l'Accord antidumping. L'Organe d'appel a déjà reconnu que les enquêtes et les autres procédures au titre de l'Accord antidumping avaient des objectifs différents et des fonctions différentes et qu'elles étaient par conséquent soumises à des obligations différentes dans le cadre de l'Accord.[65] Contrairement à ce que soutiennent les CE, l'Accord antidumping n'exige pas des Membres qu'ils examinent si les marges de dumping "existent" au cours de la phase de fixation des droits. Les procédures de fixation des droits énoncées à l'article 9 n'ont pas trait à la question existentielle de savoir s'il "existe" un dumping dommageable au-dessus d'un niveau *de minimis* tel que l'imposition de mesures antidumping est justifiée. Cette question aurait déjà été résolue, avec une réponse affirmative, au cours de la phase d'enquête. L'article 9 en revanche, par ses termes, porte sur le montant du droit à fixer pour des importations particulières, exercice distinct et différent du calcul d'une marge de dumping globale au cours de la phase d'enquête liminaire d'une procédure antidumping.

51. Même les CE reconnaissent que les "différents types de procédures ont des buts différents et ne sont pas tous assujettis à toutes les dispositions de l'*Accord antidumping*".[66] Ainsi, comme le Groupe spécial *États-Unis – Réduction à zéro (CE)* l'a constaté, les différences qualitatives entre l'article 5 et l'article 9.3 rendent raisonnable une interprétation selon laquelle différentes méthodes pourraient être appliquées pour tenir compte des différents buts des procédures séparées et distinctes.[67]

52. Parmi les diverses autres définitions avancées par les CE pour expliquer le sens de l'expression "pendant la phase d'enquête" à l'article 2.4.2, les CE allèguent que cette expression peut être lue comme étant synonyme de "période couverte par l'enquête".[68] Or, cette interprétation suggérée prive de son sens la décision des rédacteurs d'utiliser la terminologie unique "phase d'enquête" à l'article 2.4.2. Comme le Groupe spécial *Argentine – Viande de volaille* l'a constaté: "[L]'article 2.4.2, cas unique parmi les dispositions de l'article 2, traite de l'établissement de la marge de dumping "pendant la phase d'enquête"."[69] De nombreuses dispositions de l'Accord antidumping

---

l'article 11.9 signifie que l'application du critère *de minimis* énoncé dans cette disposition doit se faire à *tous* les stades des procédures en matière de droits compensateurs – et non pas seulement dans les enquêtes. L'utilisation du terme "cas" ne change rien au fait que les termes de l'article 11.9 appliquent le critère *de minimis* uniquement au *stade de l'enquête*.") (pas d'italique dans l'original); *id.*, paragraphe 89 ("Pour ces raisons, nous considérons que la non-application d'un critère *de minimis* exprès au stade du réexamen et le fait de limiter l'application d'un tel critère au seul *stade de l'enquête* ne conduisent pas à des résultats irrationnels ou absurdes.") (pas d'italique dans l'original)

[64] *États-Unis – Acier au carbone (Groupe spécial)*, paragraphe 5.97 (reproduisant la déclaration orale des CE à la première réunion du Groupe spécial: "[Les États-Unis] tirent aussi (paragraphe 67) des conclusions erronées de la distinction faite entre *la phase d'enquête* et la phase de réexamen d'une procédure en matière de droits compensateurs.") (pas d'italique dans l'original; souligné dans l'original)

[65] *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion (Organe d'appel)*, paragraphe 87.

[66] Première communication écrite des CE, paragraphe 223.

[67] *États-Unis – Réduction à zéro (CE) (Groupe spécial)*, paragraphes 7.113 à 7.223 (examinant et rejetant les arguments présentés par les CE en l'espèce en rapport avec l'expression "phase d'enquête"). L'Organe d'appel "n'[a] exprim[é] aucune opinion" sur l'analyse de l'article 2.4.2 par le Groupe spécial. *États-Unis – Réduction à zéro (CE) (Organe d'appel)*, paragraphes 160 à 164.

[68] Réponse des CE à la question n° 9 du Groupe spécial, paragraphe 53.

[69] *Argentine – Viande de volaille (Groupe spécial)*, paragraphe 7.357.

font référence à une "période couverte par l'enquête"[70], et l'utilisation par les rédacteurs de l'expression différente "la phase d'enquête" a été délibérée et doit avoir un sens distinct.

53. En outre, l'argument des CE selon lequel les droits calculés dans les procédures de fixation des droits sont assujettis à l'article 2.4.2 parce que l'expression "marge de dumping" n'a qu'un seul sens repose sur la présomption incorrecte supposant que les marges de dumping doivent être calculées pour le produit dans son ensemble dans tous les contextes et que les marges par transaction ne sont pas autorisées.[71] Il n'y a aucune confusion ni aucune incompatibilité si, comme l'indique l'Accord antidumping, les marges par transaction sont autorisées. Dans les procédures de fixation des droits au titre de l'article 9, comme ce sont les importateurs qui seront passibles des droits, il est approprié de déterminer le montant des droits à acquitter par importateur – et par transaction. En outre, la référence générale à l'article 2 énoncée à l'article 9.3 inclut nécessairement toutes les limitations figurant dans le texte de l'article 2. L'article 2.4.2 selon ses propres termes est explicitement limité à la phase d'enquête, tandis que l'article 9 comporte certaines obligations de procédure applicables dans les réexamens aux fins de la fixation des droits[72], mais ne prescrit pas de méthodes pour les procédures de fixation des droits, telles que celles qui sont établies à l'article 2.4.2 pour la phase d'enquête. Par conséquent, rien dans l'article 9 ne permet d'ignorer le libellé explicite de l'article 2.4.2, qui limite sa portée aux enquêtes.

54. Dans l'affaire *CE – Linge de lit*, l'Organe d'appel a constaté qu'il n'y a aucun lien entre l'article 9.3 et l'article 2.4.2 et que les "prescriptions de l'article 9 n'ont pas d'incidence sur l'article 2.4.2, parce que les règles concernant la *détermination* de la marge de dumping sont distinctes et séparées des règles concernant l'*imposition* et le *recouvrement* des droits antidumping".[73] Comme le Groupe spécial *Argentine – Viande de volaille* a conclu, si "les rédacteurs de l'*Accord antidumping* avaient voulu faire exclusivement référence à l'article 2.4.2 dans le contexte de l'article 9.3, ce dernier aurait indiqué ce qui suit: "le montant du droit antidumping ne dépassera pas la marge de dumping déterminée selon l'article 2.4.2"".[74]

55. Enfin, les arguments des CE concernant la place négociée des divers termes du membre de phrase "l'existence de marges de dumping pendant la phase d'enquête sera normalement établie" sont fondés sur une simple spéculation.[75] L'historique de la négociation ne définit pas l'expression "phase d'enquête" et ne donne pas de raison justifiant le déplacement du texte. En outre, comme le Groupe spécial l'a fait remarquer dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (CE) (Groupe spécial)*, le déplacement du texte aurait pu constituer un compromis pour limiter la possibilité d'imposer une ordonnance tout en maintenant la possibilité de proroger une ordonnance une fois en place.[76]

C. L'ARTICLE 9.3.1 NE PRESCRIT PAS UNE ANALYSE "AXÉE SUR L'EXPORTATEUR"

56. Les affirmations des CE selon lesquelles il convient d'envisager en fonction de l'exportateur les procédures de fixation des droits au titre de l'article 9.3.1 parce que "les exportateurs peuvent pratiquer le dumping [et] ... les importateurs ne le peuvent pas"[77] ne sont pas étayées par le texte même de l'Accord antidumping parce qu'elles ne tiennent pas compte du fait que ce sont les

[70] *Voir*, par exemple, l'Accord antidumping, articles 2.2.1, 2.2.1.1, 2.2.1.1 note 6, 2.4.1.
[71] Réponse des CE à la question n° 9 du Groupe spécial, paragraphe 58.
[72] *Argentine – Viande de volaille*, paragraphe 7.355 ("Le principal objectif de l'article 9.3, lu conjointement avec les alinéas 1 à 3, est de faire en sorte que des droits antidumping finals ne soient pas fixés en dépassement de la marge de dumping pertinente et de prévoir le remboursement des droits dans les cas où des droits antidumping excessifs seraient autrement recouvrés.").
[73] *CE – Linge de lit (article 21:5) (Organe d'appel)*, paragraphes 123 et 124. (italique dans l'original)
[74] *Argentine – Viande de volaille (Groupe spécial)*, paragraphe 7.358. (pas d'italique dans l'original)
[75] Réponse des CE à la question n° 9 du Groupe spécial, paragraphe 57.
[76] *États-Unis – Réduction à zéro (CE) (Groupe spécial)*, paragraphes 7.212, 7.219.
[77] Réponse des CE à la question n° 8 du Groupe spécial, paragraphe 45.

importateurs qui participent aux transactions à l'exportation et doivent finalement payer les droits antidumping. Selon ses termes, une procédure de fixation des droits au titre de l'article 9.3.1 a pour fonction de déterminer "le montant final des droits antidumping à acquitter". Cette fonction diffère fondamentalement de celle de l'article 2.4.2, qui énonce les méthodes de comparaison à employer pour établir "l'existence de marges de dumping pendant la phase d'enquête".

57. Alors que le dumping, comme l'a dit l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, suppose que les exportateurs ou les producteurs aient un comportement entraînant des prix différenciés entre leur marché d'exportation et la valeur normale[78], en réalité le dumping se produit au niveau des transactions individuelles d'un importateur. C'est l'importateur qui négocie le "prix à l'exportation" lorsqu'il achète un produit à un producteur étranger ou un exportateur ou, dans une transaction avec une partie liée, lorsqu'il vend un produit, aux États-Unis, à un acheteur qui ne lui est pas lié. Par conséquent, alors que le producteur étranger peut influer sur la "valeur normale" par ses prix de vente sur son marché intérieur, c'est l'importateur qui, en convenant d'un prix "à l'exportation" et en s'exposant ainsi à devoir payer des droits antidumping éventuels, aide en fait à déterminer si un produit "fait l'objet d'un dumping" aux États-Unis. En outre, que ce soit dans un système de fixation prospective ou rétrospective des droits, la mesure corrective pour le dumping prévue à l'article VI:2 du GATT de 1994, c'est-à-dire les droits antidumping, est appliquée au niveau des déclarations en douane individuelles, les importateurs étant par conséquent tenus d'acquitter les droits additionnels.

58. Le système de fixation rétrospective des droits appliqué aux États-Unis vise à garantir que le montant du droit qu'un importateur individuel doit acquitter corresponde au niveau réel de dumping que comportent les transactions de cet importateur. Autrement dit, un importateur ne devrait pas acquitter des droits parce qu'un autre importateur a acheté des marchandises faisant l'objet d'un dumping, ou échapper à l'obligation d'acquitter les droits parce qu'un autre importateur n'a pas acheté de marchandises faisant l'objet d'un dumping. En outre, l'un des objectifs fondamentaux du système de fixation rétrospective des droits appliqué aux États-Unis n'est pas de recouvrer des droits antidumping en quantité auprès des importateurs, mais d'encourager exportateurs et importateurs à ajuster d'eux-mêmes les prix pour les aligner sur la juste valeur marchande. Par conséquent, après la publication d'une ordonnance des États-Unis, les exportateurs et les importateurs avertis collaboreront généralement pour ajuster le prix sur le marché intérieur ou le prix à l'exportation vers les États-Unis afin d'éliminer les marges de dumping et d'éviter de devoir acquitter par la suite des droits antidumping. Le système appliqué aux États-Unis encourage donc les importateurs à augmenter les prix de revente (ou les exportateurs à réduire les prix sur leur marché intérieur) afin de tenir compte du montant des droits antidumping à acquitter et d'éliminer ainsi le dumping dommageable. Cela permet d'atteindre les objectifs de la législation antidumping des États-Unis (et de l'article VI du GATT), qui sont d'empêcher le dumping dommageable, tout en évitant de soumettre les importateurs à des droits additionnels.

59. Si, conformément au rapport établi par l'Organe d'appel dans les affaires *États-Unis – Réduction à zéro (CE)* et *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, le montant de la marge antidumping d'un importateur doit être agrégé avec celui des marges antidumping des autres importateurs pour prendre en compte le montant à concurrence duquel une autre transaction dans laquelle est intervenu un tout autre importateur a été effectuée au-dessus de la valeur normale, et vice versa, alors un importateur pourrait être tenu d'acquitter des droits pour des importations faisant l'objet d'un dumping effectuées par un autre importateur sur lequel il n'a aucun moyen de pression. Cela signifie en outre que l'importateur qui procède à des transactions faisant l'objet d'un dumping obtiendrait un avantage inattendu parce qu'il pourrait échapper à des droits antidumping ou voir le montant qu'il doit acquitter fortement réduit du fait des actions d'un autre importateur qui se serait comporté de manière responsable en éliminant sa marge de dumping.

[78] *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Organe d'appel)*, paragraphe 156.

60. Aucun des groupes spéciaux qui ont examiné cette question n'est convenu qu'il était raisonnable que les droits qu'un importateur doit acquitter soient réduits parce qu'un autre importateur a payé un prix "faisant l'objet d'un dumping moins important".[79] Le Groupe spécial *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)* a fait observer qu'imposer une approche axée sur l'exportateur dans les réexamens effectués au titre de l'article 9.3 aux fins de la fixation des droits, au cours desquels le montant des droits à acquitter est déterminé sur la base du produit dans son ensemble, signifierait que les Membres de l'OMC qui appliquent un système de fixation rétrospective des droits "[peuvent] être empêchés de recouvrer des droits antidumping pour des transactions à l'exportation particulières effectuées à des prix inférieurs à la valeur normale avec un importateur particulier à un moment particulier en raison des prix de transactions à l'exportation effectuées avec d'autres importateurs à d'autres moments qui dépassent la valeur normale".[80] Le Groupe spécial *États-Unis – Réduction à zéro (Mexique)* est convenu que ce type de "désincitation concurrentielle à respecter les pratiques commerciales loyales ne pouvait pas avoir été voulu par les rédacteurs de l'Accord antidumping et ne devrait pas être accepté ... comme étant compatible avec une interprétation correcte de l'article 9.3".[81]

61. En outre, une approche axée sur l'exportateur, dans laquelle le montant des droits à acquitter est déterminé pour le produit dans son ensemble, n'a aucun sens dans le contexte d'un système de fixation des droits fondé sur la valeur normale prospective, parce que la "marge de dumping" en cause est une différence de prix par transaction calculée pour une transaction à l'importation spécifique. Conformément à l'article 9.4 ii), dans un système fondé sur la valeur normale prospective[82], le montant des droits antidumping que doit acquitter l'importateur doit être déterminé au moment de l'importation sur la base d'une comparaison entre le prix de la transaction à l'exportation prise individuellement et la valeur normale prospective.[83] En conséquence, un importateur qui importe un produit dont le prix à l'exportation est égal ou supérieur à la valeur normale prospective ne peut pas être tenu d'acquitter des droits antidumping. Si d'autres comparaisons pour le produit dans son ensemble étaient pour une raison ou une autre pertinentes, il devrait être procédé à des compensations pour les transactions ne faisant pas l'objet d'un dumping, de sorte qu'un importateur pourrait demander un remboursement sur la base d'une marge de dumping calculée par référence à des transactions ne faisant pas l'objet d'un dumping effectuées par d'autres importateurs.[84]

62. Il serait manifestement absurde d'interpréter l'article 9 comme prescrivant des compensations entre les importateurs dans un système de fixation rétrospective des droits tout en plafonnant le montant des droits que doit acquitter l'importateur sur la base des transactions individuelles dans un système prospectif.[85] Comme le Groupe spécial *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)* l'a conclu, "le fait que l'Accord antidumping contient une disposition expresse au sujet de ce type de système confirme que le concept de dumping peut s'appliquer spécifiquement par transaction aux prix de transactions à l'exportation individuelles qui sont inférieurs à la valeur normale et que l'Accord antidumping ne prescrit pas que dans le calcul des marges de dumping, la même importance soit accordée aux prix à l'exportation supérieurs à la valeur normale et aux prix à l'importation inférieurs à

[79] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 133 à 136, citant *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Goupe spécial)*, paragraphe 7.199, et *États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux (article 21:5) (Groupe spécial)*, paragraphes 5.54 à 5.57; *voir aussi États-Unis – Réduction à zéro (Mexique)*, paragraphe 7.146.

[80] *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.199.

[81] *États-Unis – Réduction à zéro (Mexique)*, paragraphe 7.146, citant la déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion, paragraphe 18.

[82] *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.201.

[83] *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.201; *voir aussi États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux (article 21:5) (Groupe spécial)*, paragraphe 5.53.

[84] *États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux (article 21:5) (Groupe spécial)*, paragraphes 5.54 à 5.57.

[85] *États-Unis – Réduction à zéro (Mexique)*, paragraphe 7.133.

la valeur normale".[86] Si, dans un système de la valeur normale prospective, des transactions à l'exportation individuelles effectuées à des prix inférieurs à la valeur normale peuvent donner lieu à un montant des droits antidumping à acquitter, que les prix d'autres transactions à l'exportation dépassent ou non la valeur normale, il s'ensuit clairement que le montant des droits antidumping à acquitter peut être fixé de manière semblable sur la base des prix individuels à l'exportation à un niveau inférieur à la valeur normale dans le système de fixation rétrospective des droits appliqué par les États-Unis.

63. Selon l'approche axée sur l'exportateur adoptée par les CE, les autorités chargées de l'enquête doivent fixer le montant des droits antidumping sur la base du comportement global des exportateurs en matière de fixation des prix, sans tenir compte de la marge de dumping réelle associée à la transaction à l'importation considérée.[87] Cette approche prend le contre-pied de l'article 9.3 puisqu'elle dissocie le montant du droit antidumping fixé pour une importation de la marge de dumping associée à cette transaction à l'importation, et est incompatible avec le fait que l'obligation d'acquitter un droit antidumping est liée spécifiquement à l'importateur et spécifiquement à l'importation.[88] Rien dans le texte ni dans le contexte de l'article 9.3.1 n'étaye un tel résultat. Cet argument témoigne de l'effort que font les CE pour inclure de force dans l'article 9.3, qui met l'accent sur les *droits exigibles*, les prescriptions de l'article 2.4.2 en ce qui concerne l'*existence* de marges de dumping pendant la phase d'enquête. Cependant, comme nous l'avons exposé en détail ci-dessus, ainsi que dans notre première communication écrite et nos réponses aux questions du Groupe spécial[89], les dispositions de l'article 2.4.2 sont sans rapport avec les procédures de fixation des droits énoncées à l'article 9.3.1.

64. En outre, la "solution" proposée par les CE[90] ne sert qu'à démontrer l'absurdité de leur argument. Les CE proposent que même dans le cas où certains importateurs importent la marchandise visée à un prix inférieur à la valeur normale, le Membre importateur ne soit autorisé à fixer qu'un montant partiel des droits à acquitter sur ces transactions. Le Groupe spécial *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)* a fait observer à juste titre que "cette interprétation impliqu[ait] qu'un Membre ... [pouvait] être empêché de recouvrer des droits antidumping pour des transactions à l'exportation particulières effectuées à des prix inférieurs à la valeur normale avec un importateur particulier à un moment particulier en raison des prix de transactions à l'exportation effectuées avec d'autres importateurs à d'autres moments qui dépass[aient] la valeur normale".[91] Un tel résultat serait incompatible avec la notion selon laquelle le dumping dommageable doit être condamné et peut faire l'objet de mesures correctives au titre de l'Accord antidumping.

65. Enfin, l'affirmation des CE, selon laquelle des droits antidumping se rapportant spécifiquement à l'importateur ne sont pas nécessaires parce que la disposition antidumping visée est applicable lorsque les transactions d'exportation à bas prix ne sont imputables qu'à un seul importateur[92], ne résout pas le problème d'équivalence mathématique examiné dans notre première communication écrite et dans notre réponse à la question n° 10 du Groupe spécial. Les CE n'ont pas non plus apporté de solution viable, dans leurs réponses à la question n° 10, au fait que la disposition antidumping visée est rendue *inutile* par l'interprétation qu'elle propose. Au contraire, en dépit de l'intérêt qu'elles affirment porter aux règles coutumières d'interprétation des traités, les CE disent que

---

[86] *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.205; *voir aussi États-Unis – Réduction à zéro (CE) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.206.

[87] Réponse des CE à la question n° 8 du Groupe spécial, paragraphe 45 ("seul un exportateur peut avoir une marge de dumping").

[88] *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.199.

[89] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 99 à 111; 119 à 128; réponse des États-Unis à la question n° 119 c) et d) du Groupe spécial, paragraphes 31 à 34.

[90] Réponse des CE à la question n° 8 du Groupe spécial, paragraphe 49.

[91] *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.199.

[92] Réponse des CE à la question n° 8 du Groupe spécial, paragraphe 48.

le fait que l'équivalence mathématique causée par une prohibition générale de la réduction à zéro dans tous les contextes rende toute une disposition de l'Accord redondante "est sans importance".[93]

D. LA CONTESTATION DES CE EN CE QUI CONCERNE UNE MÉTHODE ASYMÉTRIQUE DE COMPARAISON SANS JUSTIFICATION NE RESSORT PAS DE LA DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL NI DE LA PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DES CE

66. Les États-Unis n'estiment pas que les CE aient indiqué "très clairement" qu'elles avaient l'intention de formuler une allégation distincte selon laquelle le "recours à la troisième méthode dans les réexamens périodiques" était contraire à l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping.[94] Les mentions faites par les CE de leur demande d'établissement d'un groupe spécial à l'appui de leur affirmation selon laquelle elles ont formulé une telle allégation sont, au mieux, des références voilées. En outre, les CE n'ont présenté aucune analyse à l'appui de cette allégation dans leur première communication écrite. Étant donné que leur demande d'établissement d'un groupe spécial n'était pas claire et qu'elles n'ont pas tenté de fournir des éléments *prima facie* dans leur première communication écrite, il est presque sans importance que les États-Unis n'aient pas répondu de manière plus approfondie, dans leur première communication écrite, à cette prétendue allégation des CE.

E. PARCE QUE LES MESURES CONTESTÉES SONT FONDÉES SUR UNE INTERPRÉTATION ADMISSIBLE, LE GROUPE SPÉCIAL DEVRAIT CONSTATER QU'ELLES SONT CONFORMES À L'ACCORD ANTIDUMPING

67. En ce qui concerne les arguments de fond des CE, le Groupe spécial devrait rejeter la demande des CE l'invitant à créer une obligation de réduire les droits antidumping sur les importations faisant l'objet d'un dumping de montants à concurrence desquels toutes autres importations visées par la même procédure de fixation des droits dépassent la valeur normale, nonobstant l'absence de tout fondement textuel justifiant une telle obligation. Pour les raisons qu'ils ont exposées dans leur première communication écrite, les États-Unis ont l'honneur de demander au Groupe spécial de ne pas donner une lecture incluant dans l'Accord antidumping et l'article VI du GATT de 1994 une obligation qui n'apparaît pas dans le texte. En outre, pour les raisons examinées ci-dessus, interpréter l'expression "l'existence de marges de dumping pendant la phase d'enquête", qui figure à l'article 2.4.2, comme faisant référence à une enquête au titre de l'article 5 est une interprétation admissible parce qu'elle découle de l'application au texte de l'Accord antidumping des règles coutumières d'interprétation du droit international public. Par conséquent, les États-Unis demandent au présent Groupe spécial de rester fidèle au critère d'examen énoncé à l'article 17.6 ii) de l'Accord antidumping en constatant que les mesures prises par les États-Unis dans les procédures de fixation des droits en cause reposent sur une interprétation admissible de l'Accord antidumping conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public.

IV. LES CE ONT DÉFORMÉ L'HISTORIQUE DE LA NÉGOCIATION DE L'ACCORD ANTIDUMPING

68. Lors de la première réunion avec le Groupe spécial, les CE ont dit que "*tous* les éléments d'interprétation de la Convention de Vienne appu[yaient] la position des CE".[95] Parmi ces éléments figure le recours à l'historique de la négociation. Or les CE s'appuient sur une version inexacte et révisionniste de cet historique pour étayer leur argument selon lequel la "réduction à zéro" est prohibée dans tous les contextes. Les États-Unis aimeraient mettre les choses au point et examiner la version correcte de l'historique de la négociation de l'Accord antidumping.

[93] Réponse des CE à la question n° 10 du Groupe spécial, paragraphe 66.
[94] Réponse des CE à la question n° 11 b) du Groupe spécial, paragraphe 73.
[95] Première déclaration liminaire des CE, paragraphe 22.

69. La réduction à zéro n'est pas un sujet nouveau pour le système du GATT/de l'OMC. Elle a été examinée de manière approfondie pendant le Cycle d'Uruguay. En outre, elle a fait l'objet de deux différends d'importance majeure qui s'inscrivaient dans le cadre du Code antidumping du Tokyo Round. Le 8 juillet 1991, le Japon a engagé une procédure de règlement des différends pour contester une décision antidumping des CE dans l'affaire *CE – Cassettes audio*.[96] Peu après, en novembre 1991, le Brésil a demandé l'ouverture de consultations au sujet d'une décision antidumping des CE dans l'affaire *CE – Fils de coton*.[97] Dans ces deux affaires, de nombreux aspects de la méthode antidumping des CE étaient contestés, y compris la réduction à zéro. Les allégations du Japon et du Brésil concernant la réduction à zéro étaient centrées sur un argument désormais familier, à savoir que la réduction à zéro était contraire à la prescription de "comparaison équitable" énoncée à l'article 2:6 du Code antidumping du Tokyo Round, ancêtre de l'article 2.4 de l'Accord antidumping. Dans les deux affaires, les groupes spéciaux ont rejeté les allégations du Japon et du Brésil. Ils n'ont trouvé aucun élément dans l'article 2:6 du Code antidumping du Tokyo Round pour étayer une interprétation large du terme "comparaison équitable". En conséquence, ils ont conclu que les pratiques des CE en matière de réduction à zéro n'étaient pas contraires au Code. Comme l'a dit le Groupe spécial *CE – Fils de coton*:

> Dans l'esprit du Groupe spécial, l'argument du Brésil était qu'il fallait interpréter l'obligation de tenir dûment compte des différences affectant la comparabilité des prix au regard de l'objet et du but de l'article 2:6, qui étaient d'effectuer une comparaison équitable. Cependant, le Brésil n'avait présenté aucun argument distinct visant à établir qu'il fallait aussi, hormis les obligations énoncées à la première phrase et les différences dont il fallait tenir compte aux termes de la deuxième phrase de l'article 2:6, veiller à ce que toute comparaison entre la valeur normale et le prix à l'exportation soit "équitable". Pour le Groupe spécial, bien que l'objet et le but de l'article 2:6 fussent d'effectuer une comparaison équitable, les mots "pour que la comparaison ... soit équitable" indiquaient clairement que toute comparaison serait réputée "équitable" si les obligations énoncées dans cet article étaient exécutées.

70. À cet égard, le Brésil a tout d'abord fait observer qu'il "[ne remettait pas] en question [la] méthode de [réduction à zéro] en tant que telle".[98] En revanche, il a admis que la "réduction à zéro" était admissible en règle générale, mais a fait valoir que dans un contexte de forte inflation, comme au Brésil, la méthode de réduction à zéro appliquée par les CE avait un effet particulièrement préjudiciable sur le calcul des marges de dumping.[99]

71. Cependant, le Groupe spécial a rejeté l'interprétation large du terme "comparaison équitable" donnée par le Brésil. Il a plutôt interprété ce terme, d'une façon étroite, comme se rapportant strictement à des prises en compte et des ajustements:

> Le Groupe spécial a noté que la première phase de l'article 2:6 traitait de la comparaison effective de prix pratiqués au même niveau commercial et concernant des ventes effectuées à des dates aussi voisines que possible. Il a estimé que la deuxième phrase de l'article 2:6 concernait les ajustements qui devaient être apportés pour tenir compte des différences pertinentes dans les éléments affectant la détermination des prix sur les marchés respectifs, lesquels devaient être suffisants

---

[96] *CE – Cassettes audio*, paragraphe 360.
[97] *CE – Fils de coton*, paragraphe 502.
[98] *CE – Fils de coton*, paragraphe 486.
[99] Le Groupe spécial a noté ce qui suit: "Le Brésil a dit que même si la "réduction à zéro" pouvait être considérée comme légitime dans la plupart des cas, elle n'était pas justifiable lorsqu'il y avait des écarts très importants entre les marges de dumping positives et les marges de dumping négatives en raison d'une forte inflation." *CE – Fils de coton*, paragraphe 498.

> pour garantir la comparabilité des prix. Le Groupe spécial a estimé que la deuxième phrase de l'article 2:6 exigeait que les ajustements nécessaires pour garantir la comparabilité des prix soient apportés avant que les prix ne soient effectivement comparés, de manière à éliminer les différences qui pourraient affecter la comparaison ultérieure. Le Groupe spécial a estimé que la "réduction à zéro" ne s'opérait pas au moment où les prix pertinents étaient effectivement déterminés conformément à la deuxième phrase de l'article 2:6. Dans l'esprit du Groupe spécial, la "réduction à zéro" était opérée après qu'avaient été apportés les ajustements nécessaires pour garantir la comparabilité des prix, conformément à l'obligation énoncée à la deuxième phrase de l'article 2:6. Elle concernait l'étape ultérieure de la comparaison effective des prix, étape qui ne tombait pas sous le coup des dispositions de la deuxième phrase de l'article 2:6. Par conséquent, le Groupe spécial a rejeté l'argument du Brésil voulant que la CE n'ait pas dûment tenu compte des effets de sa méthode de "réduction à zéro".[100]

72. Autrement dit, le Groupe spécial *CE – Fils de coton* n'a pas été d'accord avec l'affirmation du Brésil selon laquelle le terme "comparaison équitable" qui figure à l'article 2:6 du Code antidumping du Tokyo Round[101] inclut une prohibition générale de la réduction à zéro. Il a plutôt interprété ce terme comme faisant référence uniquement au recours à des ajustements ou des prises en compte pour favoriser la comparabilité des prix.

73. En résumé, ces décisions de groupes spéciaux constituent un important contexte quant à la signification du terme "comparaison équitable" dans le Code du Tokyo Round. Dans ces différends, les groupes spéciaux ont examiné le même terme du Code antidumping du Tokyo Round, qu'ils n'ont pas interprété comme une prohibition de la réduction à zéro ou une obligation de calculer la moyenne des marges antidumping négatives. Ils ont tous deux rejeté les tentatives faites par le Japon et le Brésil pour donner à ce terme le sens large que les CE recherchent en l'espèce. Il est en outre intéressant de constater que le Brésil était prêt à admettre d'emblée que la réduction à zéro est admissible dans "la plupart" des cas et qu'il n'a donc pas contesté la réduction à zéro en soi. En somme, une prohibition de la réduction à zéro, si elle existe, a dû apparaître au cours du Cycle d'Uruguay, puisqu'elle n'existait pas dans le Code antidumping du Tokyo Round. Il aurait fallu pour cela une modification des textes, mais où est cette modification? Comme nous le montrons maintenant, le Cycle d'Uruguay ne s'est traduit par aucune nouvelle "entente" au sujet d'une prohibition générale de la réduction à zéro. En revanche, les dispositions textuelles fondamentales que l'Organe d'appel a citées dans ses constatations antérieures sont restées pratiquement inchangées par rapport à l'article VI du GATT de 1947, au Code antidumping des négociations Kennedy et au Code antidumping du Tokyo Round, y compris des termes tels que "produit", "produits", "marge de dumping" et "comparaison équitable".

74. Pendant les négociations du Cycle d'Uruguay, le Japon, la Norvège, Hong Kong et Singapour ont cherché à plusieurs reprises à ajouter une interdiction de la "réduction à zéro" au projet d'Accord antidumping. Ils ont fait valoir avec véhémence que la réduction à zéro était intrinsèquement inéquitable, ont présenté des propositions de négociation circonstanciées analysant le traitement du "dumping négatif" et des ventes "ne faisant pas l'objet d'un dumping" au titre de l'article VI du GATT et du Code antidumping du Tokyo Round et ont soumis des propositions textuelles détaillées visant à interdire la réduction à zéro ou à imposer de prendre en considération les ventes ne faisant pas l'objet d'un dumping. Cependant, leurs propositions ont suscité alors une forte opposition de la part des CE, des États-Unis et du Canada et n'ont pas été incorporées dans l'Accord antidumping final. En conséquence, comme nous le montrons maintenant, une analyse minutieuse de l'historique des

[100] *CE – Fils de coton*, paragraphe 500.

[101] Cette disposition a été incorporée dans l'article 2.4 de l'Accord antidumping, qui traite des ajustements.

négociations conformément à l'article 32 de la Convention de Vienne démontre de façon décisive que l'Accord antidumping ne comporte pas d'interdiction générale de la réduction à zéro ni d'obligation d'agréger les transactions individuelles au titre de l'article 9.3.

75. En septembre 1987, le Japon a présenté une proposition initiale au Groupe de négociation sur les accords et arrangements issus des NCM ("Groupe de négociation NCM"), dont la compétence s'étendait au Code antidumping du Tokyo Round. La proposition japonaise appelait l'attention sur la nécessité de "s'entendre" pour tenir compte du rôle des ventes "ne faisant pas l'objet d'un dumping" dans le calcul du "prix à l'exportation", en les termes suivants:

> Bien que le Code stipule que, pour que la comparaison entre le prix d'exportation et le prix intérieur dans le pays d'exportation soit équitable, elle portera sur des prix pratiqués au même niveau commercial et qu'il sera dûment tenu compte des différences dans les conditions de vente, la comparaison n'en relève pas moins de l'appréciation subjective de l'autorité compétente. Pour que celle-ci puisse assurer une comparaison équitable, il serait utile que l'on précise les éléments à prendre en compte aux fins d'ajustement en vue d'assurer le même niveau commercial et que l'on énumère les éléments qui constituent les différences dans les conditions de vente.
>
> Certains signataires utilisent la moyenne pondérée des prix dans toutes les transactions pour calculer la "valeur normale" alors que, pour calculer le "prix d'exportation", ils n'utilisent que la moyenne pondérée des prix de dumping. Il est donc nécessaire de s'entendre sur le calcul de la marge de dumping afin d'éliminer un tel calcul arbitraire.[102]

76. La proposition japonaise est intéressante parce qu'elle souligne qu'à cette époque, le Japon reconnaissait pleinement: i) qu'il n'y avait pas d'"entente" au sujet de la réduction à zéro et 2) que parmi les termes employés dans le cadre du Tokyo Round au sujet d'une "comparaison équitable" ne figurait pas celui de "s'entendre" pour prohiber la "réduction à zéro" ou imposer l'inclusion des "ventes ne faisant pas l'objet d'un dumping" dans le prix à l'exportation.

77. En juin 1988, le Japon a présenté une deuxième proposition concernant la "réduction à zéro" au Groupe de négociation du Cycle d'Uruguay sur les accords et arrangements issus des NCM:

> **Dans les cas où les prix de vente varient entre de nombreuses transactions, certains signataires, utilisant la moyenne pondérée du prix de vente intérieur pour déterminer la valeur normale avec laquelle chaque prix à l'exportation est comparé, calculent la marge moyenne de dumping de telle manière** que la somme des marges de dumping pour les transactions dont les prix à l'exportation sont inférieurs à la valeur normale est divisée par le montant total des prix à l'exportation. Toutefois, cette méthode ne tient pas compte des marges de dumping négatives, c'est-à-dire de la différence en plus entre le prix à l'exportation et la valeur normale.
>
> Il y a donc des marges de dumping lorsque les prix à l'exportation varient dans le temps ... ou lorsque les prix à l'exportation varient en raison de circuits de vente

[102] ***Communication du Japon,*** **MTN.GNG/NG8/W/11, point II.1 4) (28 septembre 1987). (non souligné dans l'original)**

> différents ..., même si le niveau moyen des prix à l'exportation est égal à celui des prix de vente intérieurs.[103]

Ainsi, la deuxième proposition japonaise faisait explicitement référence au rôle des "marges de dumping négatives".

78. En juillet 1989, Hong Kong a présenté une proposition concurrente afin d'aborder la "réduction à zéro" dans ce qui était alors l'article 2.6 du "projet Carlisle"[104] (et deviendrait par la suite l'article 2.4 de l'Accord antidumping) de la manière suivante[105]:

> Marge de dumping négative (article 2.6)
>
> 14. Lorsqu'elles calculent la marge de dumping globale du producteur faisant l'objet de l'enquête, les autorités compétentes comparent parfois la valeur normale (correspondant à une moyenne pondérée) au prix à l'exportation établi pour chaque transaction. En ce qui concerne les transactions pour lesquelles la valeur normale est supérieure au prix à l'exportation (c'est-à-dire lorsqu'il y a dumping), les marges de dumping – c'est-à-dire la différence de valeur entre la valeur normale et le prix à l'exportation de chaque transaction – seront additionnées. Le total général sera ensuite exprimé en pourcentage de la valeur totale des transactions faisant l'objet de l'enquête. On aura alors la marge de dumping globale en pourcentage. S'agissant des transactions pour lesquelles la valeur normale est inférieure au prix à l'exportation (c'est-à-dire quand il n'y a pas dumping), la marge de dumping "négative" – c'est-à-dire la différence de valeur entre la valeur normale et le prix à l'exportation – sera considérée comme étant égale à zéro au lieu d'être ajoutée aux autres transactions pour compenser la marge de dumping. Dans ces conditions, il serait facile, d'un point de vue technique, de constater qu'il y a dumping, la marge de dumping globale étant artificiellement gonflée en pourcentage.

79. Dans une communication distincte intitulée "Principes et objectifs des dispositions antidumping", Hong Kong a examiné l'imposition de droits sur la base d'une transaction individuelle:

> Second cas dans lequel des droits antidumping sont appliqués à des produits qui ne font pas l'objet d'un dumping: lorsqu'un droit antidumping est appliqué comme s'il s'agissait d'un droit à l'importation frappant toutes les importations originaires d'un certain pays parce qu'il a été constaté que les importations provenant de certains fournisseurs dans ce pays avaient fait l'objet d'un dumping à un moment quelconque dans le passé. Ce raisonnement ne tient pas compte de ce que, aux termes de l'article VI, un droit antidumping est un prélèvement sur les importations de produits qui font l'objet d'un dumping et non pas sur tous les produits provenant d'une source désignée dont on a peut-être constaté qu'elle avait pratiqué le dumping pour ces produits par le passé. *Si l'on s'en tient à une interprétation rigoureuse, il semblerait que seul un système sélectif soit pleinement compatible avec l'article VI. Il faudrait évaluer soigneusement toute modification apportée à ce système pour surmonter des*

---

[103] ***Communication du Japon,*** **MTN.GNG/NG8/W/30, point I.4 3) (20 juin 1988). (pas de caractères gras et non souligné dans l'original)**

[104] En référence au Directeur général adjoint du GATT à l'époque, Charles Carlisle.

[105] MTN.GNG/NG8/W/51/Add.1, page 3 (22 décembre 1989). (non souligné dans l'original)

> *difficultés d'ordre administratif, afin de s'assurer que, malgré cette modification, cette prescription fondamentale de l'article VI est toujours respectée*.[106]

80. Singapour a exprimé des préoccupations similaires au sujet du "dumping négatif" dans un document intitulé "Proposition concernant les éléments d'un cadre de négociation, Principes et objectifs des dispositions antidumping".[107] Elle a fait valoir que, "[p]our le calcul des marges de dumping, il faudrait prendre en compte le dumping "négatif", ce qui revient à dire que si certaines transactions sont effectuées à un prix supérieur à la valeur normale sur le marché étranger, ce dépassement devrait être compensé par des ventes de marchandise à un prix inférieur à la valeur normale".

81. Le 15 novembre 1989, le Secrétariat du GATT a résumé comme suit l'état d'avancement des discussions menées dans le cadre du Groupe de négociation[108]:

> 13. Utilisation de moyennes pondérées dans la comparaison entre le prix à l'exportation et la valeur normale
>
> 29. Les observations ci-après ont notamment été faites:
>
> - le problème découlait des cas où la valeur normale, établie sur la base d'une moyenne pondérée, était comparée au prix à l'exportation transaction par transaction. Ce faisant, on risquait de conclure à l'existence d'un dumping simplement parce que le prix à l'exportation variait parallèlement au prix de vente sur le marché intérieur. Même lorsque la marge bénéficiaire sur le marché intérieur était la même que sur le marché d'exportation, les éventuelles variations du prix à l'exportation, du fait que l'on ne tenait pas compte des marges de dumping négatives, amèneraient à constater l'existence d'un dumping ou à exagérer la marge de dumping;
>
> - si l'on tenait compte des marges négatives dans le calcul, on laisserait de côté les cas où le dumping concerne une partie d'une gamme de produits ou une région; les ventes à un prix équitable dans une région ou pour une partie de la gamme de produits ne compensaient pas le préjudice causé ailleurs;
>
> - étant donné la définition des produits similaires donnée à l'article 2:2, il était difficile de voir la justification de l'argument concernant les gammes de produits. Un préjudice limité aux producteurs de certaines régions présupposait une segmentation du marché qui faisait l'objet de l'article 4:1 ii);
>
> - le véritable enjeu était le dumping masqué et sélectif, qui pouvait avoir des effets considérables;

---

[106] MTN.GNG/NG8/W/46, pages 8 et 9. (souligné dans l'original; pas d'italique dans l'original) Cette communication ne représente pas simplement l'opinion d'un participant aux négociations sur les Accords issus des NCM, mais la déclaration d'un Membre de l'OMC expérimenté et bien informé. L'opinion de ce Membre selon laquelle l'imposition de droits antidumping devrait idéalement s'appliquer au niveau d'un importateur individuel sur la base des importations individuelles porte à croire que les constatations de l'Organe d'appel dans les affaires *États-Unis – Réduction à zéro (CE)* et *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)* selon lesquelles le calcul d'une marge de dumping doit se faire sur la base du "produit dans son ensemble" sont sans fondement.

[107] MTN.GNG/NG8/W/55, page 5 (13 octobre 1989).

[108] *Réunion du 16 au 18 octobre 1989 du Groupe de négociation sur les accords et arrangements issus des NCM*, MTN.GNG/NG8/13, paragraphe 29 (15 novembre 1989). (non souligné dans l'original)

> - il fallait également tenir compte d'une autre question importante, celle de savoir s'il convenait d'inclure dans l'examen de l'existence d'un préjudice les importations qui ne faisaient pas l'objet d'un dumping.

82. En somme, il n'y avait pas de consensus. Le rapport du Secrétariat souligne l'absence d'accord au sein du Groupe de négociation pour modifier l'article 2:6 afin de prohiber la "réduction à zéro". Si certains participants comme le Japon, Hong Kong, Singapour et les pays nordiques ont fermement soutenu cette proposition, d'autres se sont inquiétés de ce qu'elle faciliterait le "dumping sélectif" sur certains marchés ou pour certaines lignes de produits.

83. Quand les négociations se sont orientées vers la rédaction d'un projet de texte, les pays nordiques ont proposé de modifier le Code comme suit[109]:

> Éléments dont il sera tenu compte et comparaison équitable
>
> Lire comme suit l'actuel article 2:6 (c'est-à-dire le nouvel article 2:7) et ajouter une note de bas de page: Pour que la comparaison entre la valeur normale, déterminée conformément aux paragraphes 4 ou 5 ci-dessus, et le prix à l'exportation soit équitable, les deux prix seront calculés d'une manière uniforme et cohérente.*
>
> ...
>
> (Note de bas de page) * Une manière de calculer qui soit uniforme et cohérente implique que lorsque la valeur normale est déterminée en calculant par exemple des moyennes pondérées ou des moyennes arithmétiques, le prix à l'exportation soit également déterminé par des calculs analogues des moyennes pondérées ou des moyennes arithmétiques ...

Rien qui ressemble même vaguement à la note de bas de page des pays nordiques n'apparaît dans le texte final de l'Accord antidumping.

84. Singapour a présenté une autre proposition de révision de l'article 2:6 du Code antidumping du Tokyo Round, libellée comme suit:

> E. Détermination de la valeur normale et comparaison de la valeur normale et du prix à l'exportation
>
> a) Il ne devrait pas y avoir d'ajustement asymétrique. Les comparaisons du prix à l'exportation et de la valeur normale devraient être effectuées sur une base équitable et symétrique en vue de déterminer la marge de dumping.
>
> b) La valeur normale devrait refléter les coûts normaux dans le pays d'origine ou d'exportation, majorés des bénéfices qui sont commercialement acceptables.
>
> c) Si la valeur normale doit être calculée, les autorités chargées de l'enquête devraient refléter aussi étroitement que possible les conditions réelles du pays d'exportation. En particulier, elles devraient refléter les coûts effectifs de production et la marge de bénéfice commercialement acceptée dans le pays exportateur en question. Les règles relatives à la prise en charge des coûts devraient suivre les pratiques comptables généralement acceptées dans le pays d'exportation. De plus, les dispositions relatives aux coûts de production devraient reconnaître la nécessité

[109] MTN.GNG/NG8/W/76 (11 avril 1990). (souligné dans l'original)

> d'amortir les coûts de démarrage et les coûts extraordinaires, notamment les coûts de mise en place de R et D (recherche et développement).
>
> d) Pour le calcul des marges de dumping, il faudrait prendre en compte le dumping "négatif", ce qui revient à dire que si certaines transactions sont effectuées à un prix supérieur à la valeur normale sur le marché étranger, ce dépassement devrait être compensé par des ventes de marchandise à un prix inférieur à la valeur normale. ...

Là encore, aucun des termes qui figurent dans le texte proposé par Singapour n'apparaît dans l'Accord antidumping final du Cycle d'Uruguay.

85. Enfin, en décembre 1989, Hong Kong a soumis une proposition de texte portant sur le "dumping négatif". Comme celles du Japon et de Singapour, la proposition de Hong Kong était conçue comme une révision de l'article 2:6 du Code antidumping du Tokyo Round, qui est devenu l'article 2.4 de l'Accord antidumping; elle était libellée comme suit:

> Pour que la comparaison entre le prix d'exportation et le prix intérieur dans le pays d'exportation (ou dans le pays d'origine) ou, s'il y a lieu, le prix établi conformément aux dispositions de l'article VI, paragraphe 1 b), de l'Accord général, soit équitable, elle portera sur des prix pratiqués au même niveau commercial, qui sera normalement le stade sortie usine, et sur des ventes effectuées à des dates aussi voisines que possible. Les autorités chargées de l'enquête tiendront dûment compte dans chaque cas, [, selon ses particularités,] des différences dans les conditions de vente, des différences de taxation et [des] de toutes autres différences affectant la comparabilité des prix, de façon que la valeur normale et le prix à l'exportation soient établis sur une base comparable, et permettant une comparaison équitable. Dans les cas visés au paragraphe 5 ci-dessus, il devrait être tenu compte également des frais, droits et taxes compris, intervenus entre l'importation et la revente, ainsi que des bénéfices. La valeur normale et le prix à l'exportation seront établis sur la base de la moyenne pondérée de toutes les ventes sur les marchés pertinents aux fins de détermination de la marge de dumping.
>
> (Note explicative: il s'agit de faire en sorte que la comparaison entre la valeur normale et le prix à l'exportation se fasse sur une base équitable. Voir les paragraphes 14 et 15 du document W/51/Add.1.)
>
> *Le texte souligné est la nouvelle formulation proposée par Hong Kong. Le texte entre crochets indique les passages de l'article 2:6 du Code antidumping du Tokyo Round qui ont été supprimés.*

Par conséquent, comme le Japon et Singapour, Hong Kong ne considérait pas que les dispositions existantes du Code antidumping du Tokyo Round concernant la "comparaison équitable" ou la "marge de dumping" prévoyaient une interdiction de la réduction à zéro, mais cherchait plutôt à introduire de nouvelles obligations dans le texte en ajoutant de nouveaux éléments. Là encore, les termes employés par Hong Kong n'apparaissent pas dans le texte final de l'Accord antidumping.

86. En résumé, l'historique des négociations du Cycle d'Uruguay montre que les négociateurs étaient bien renseignés au sujet de la réduction à zéro. Le Japon et le Brésil avaient déjà engagé des procédures de règlement des différends dans le cadre du GATT en contestant les pratiques de réduction à zéro des CE au titre du Code antidumping du Tokyo Round. Le Japon, Singapour, Hong Kong et les pays nordiques avaient présenté des propositions de négociation visant à interdire la réduction à zéro et le Japon, Singapour et les pays nordiques avaient soumis des textes en vue de

mettre en œuvre une telle interdiction. Les négociateurs du Japon, de Singapour, de Hong Kong, du Brésil et des pays nordiques étaient parmi les plus expérimentés et les mieux informés que comptait le GATT. Étant donné la pratique antérieure, ils étaient en outre bien conscients que pour atteindre leur objectif, à savoir l'interdiction de la réduction à zéro, il leur fallait modifier considérablement le texte existant de l'article VI du GATT de 1947 et du Code antidumping du Tokyo Round. Chacun savait qu'il n'y avait pas d'"entente" dans le cadre de l'article VI du GATT de 1947 et du Code antidumping du Tokyo Round au sujet de termes tels que "comparaison équitable", "marge de dumping", "produit" ou "produits". Par conséquent, les négociateurs ont cherché à inclure de nouvelles obligations dans l'Accord sur l'OMC en ajoutant de nouvelles dispositions visant à imposer des comparaisons moyenne à transaction et un calcul de moyenne dans tous les contextes. Malheureusement, aucun des termes cités plus haut n'apparaît dans l'Accord antidumping final de l'OMC. En revanche, les termes essentiels du texte de l'OMC (à part la disposition relative à "toutes les transactions à l'exportation comparables", qui se limite aux comparaisons moyenne à moyenne dans les enquêtes et n'est pas en cause ici) sont pratiquement identiques à ceux de l'article VI du GATT de 1947 et du Code antidumping du Tokyo Round. En conséquence, une analyse des "travaux préparatoires et [des] circonstances dans lesquelles le traité a été conclu" aux fins de l'article 32 de la Convention de Vienne montre indubitablement qu'il n'y avait pas de convergence de vues dans le cadre du Cycle d'Uruguay pour interdire la réduction à zéro.

87. Bien que les rapports des groupes spéciaux *CE – Cassettes audio* et *CE – Fils de coton* aient été publiés après la conclusion du Cycle d'Uruguay, le Japon, le Brésil, Singapour, Hong Kong et les pays nordiques n'ignoraient nullement que les CE contestaient les allégations du Japon et du Brésil selon lesquelles le Code du Tokyo Round prohibait la réduction à zéro parce que, comme les autres membres du Comité du Code antidumping, ils participaient aux discussions portant sur la demande de consultations et sur les décisions d'établir des groupes spéciaux au titre du Code antidumping. Autrement dit, il aurait été insensé de la part du Japon, du Brésil, de Singapour, de Hong Kong et des pays nordiques de compter sur la transmission au texte de l'Accord antidumping de l'OMC d'un "sens caché" associé à des termes identiques employés auparavant dans les textes du GATT de 1947 et du Code du Tokyo Round, alors qu'ils savaient que le sens de ces termes était nébuleux et controversé. Dans la mesure où ces pays ont fait le pari de réussir à inclure une prohibition de la réduction à zéro dans le terme de "comparaison équitable" du Code du Tokyo Round par le biais du processus de règlement des différends, les rapports des groupes spéciaux *CE – Cassettes audio* et *CE – Fils de coton* indiquent qu'ils ont perdu ce pari. En fait, le rapport du Groupe spécial *CE – Fils de coton* a représenté à son adoption par le Comité antidumping une importante interprétation du Code antidumping du Tokyo Round dans le cadre des procédures de règlement des différends en vigueur à cette époque. Comme on l'a vu ci-dessus, ce membre de phrase n'a aucunement changé sur le plan matériel lorsqu'il a été repris dans l'Accord antidumping de l'OMC.

88. En bref, l'absence de toute référence textuelle explicite à la prohibition de la réduction à zéro dans l'Accord antidumping du Cycle d'Uruguay, ou de toute explication valable des termes figurant depuis longtemps dans le GATT de 1947 et le Code antidumping du Tokyo Round au sujet de la "marge de dumping", de la "comparaison équitable", du "produit" ou des "produits", parle d'elle-même. Il n'y a eu aucune convergence de vues sur la réduction à zéro lors du Cycle d'Uruguay. Aucun consensus n'a pu se dégager parce qu'en dépit des nombreux efforts du Japon, de Hong Kong, de Singapour et des pays nordiques, les propositions de ces pays se sont heurtées à la ferme opposition des CE, des États-Unis et du Canada[110] qui avaient longtemps recouru à la réduction à zéro

[110] *Voir*, par exemple, "Réunions du 31 janvier au 2 février et des 19 et 20 février 1990", MTN/GNG/NG8/15, page 19 (15 mars 1990) (examen du problème du dumping ciblé); Réunion du 23 juillet 1990, MTN/GNG/NG8/19, page 5 (la délégation des États-Unis exprime sa préoccupation au sujet de "l'emploi de valeurs moyennes à l'exportation"); Réunion du 16 au 18 octobre 1989, page 11, MTN/GNG/NG8/13 (15 novembre 1989) (notant, entre autres observations négatives, que "si l'on tenait compte des marges négatives dans le calcul, on laisserait de côté les cas où le dumping concerne une partie d'une

dans leurs programmes antidumping au titre de l'article VI du GATT et du Code du Tokyo Round et continuaient d'y recourir après l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC (et, dans le cas des CE et du Canada, continuent d'y recourir aujourd'hui, tout en protestant du contraire). Tout effort des CE pour voir une prohibition de la "réduction à zéro" dans l'Accord antidumping de l'OMC est donc vain face à la réalité.

V. CONCLUSION

89. Pour les raisons exposées ci-dessus et pour celles qu'ils ont exposées dans leur première communication écrite, leurs déclarations orales lors de la première réunion de fond avec le Groupe spécial et leurs réponses aux questions du Groupe spécial, les États-Unis demandent au Groupe spécial de rejeter les allégations des CE.

---

gamme de produits ou une région" et l'observation d'une autre délégation selon laquelle "le véritable enjeu était le dumping masqué et sélectif").

ANNEXE D

DÉCLARATIONS ORALES DES PARTIES ET DES TIERCES PARTIES AUX PREMIÈRE ET DEUXIÈME RÉUNIONS DU GROUPE SPÉCIAL

Table des matières		Page
Annexe D-1	Déclaration liminaire des États-Unis à la première réunion du Groupe spécial	D-2
Annexe D-2	Déclaration liminaire des Communautés européennes à la première réunion du Groupe spécial	D-12
Annexe D-3	Déclaration finale des États-Unis à la première réunion du Groupe spécial	D-18
Annexe D-4	Déclaration finale des Communautés européennes à la première réunion du Groupe spécial	D-22
Annexe D-5	Déclaration orale du Brésil en tant que tierce partie à la première réunion du Groupe spécial	D-24
Annexe D-6	Déclaration orale de l'Inde en tant que tierce partie à la première réunion du Groupe spécial	D-30
Annexe D-7	Déclaration orale du Japon en tant que tierce partie à la première réunion du Groupe spécial	D-32
Annexe D-8	Déclaration orale de la Corée en tant que tierce partie à la première réunion du Groupe spécial	D-35
Annexe D-9	Déclaration orale du Mexique en tant que tierce partie à la première réunion du Groupe spécial	D-37
Annexe D-10	Déclaration orale de la Norvège en tant que tierce partie à la première réunion du Groupe spécial	D-42
Annexe D-11	Déclaration orale du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu en tant que tierce partie à la première réunion du Groupe spécial	D-45
Annexe D-12	Déclaration liminaire des Communautés européennes à la deuxième réunion du Groupe spécial	D-47
Annexe D-13	Déclaration liminaire des États-Unis à la deuxième réunion du Groupe spécial	D-48
Annexe D-14	Déclaration finale des Communautés européennes à la deuxième réunion du Groupe spécial	D-58
Annexe D-15	Déclaration finale des États-Unis à la deuxième réunion du Groupe spécial	D-59

ANNEXE D-1

DÉCLARATION LIMINAIRE DES ÉTATS-UNIS À LA PREMIÈRE RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL

Monsieur le Président, Madame et Monsieur les membres du Groupe spécial:

1. Au nom de la délégation des États-Unis, je voudrais vous remercier d'avoir accepté de siéger au Groupe spécial. Nous n'entendons pas présenter une longue déclaration, car dans notre première communication écrite nous avons répondu dans le détail aux arguments de fond avancés par les Communautés européennes (les "CE") dans leur première communication écrite.

2. À titre préliminaire, les États-Unis tiennent à remercier le Groupe spécial d'avoir accepté que ses réunions soient ouvertes au public, y compris la séance avec les tierces parties pour celles qui étaient désireuses de rendre leurs déclarations publiques. Le Groupe spécial a reconnu à juste titre qu'en vertu du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends (le "Mémorandum d'accord"), il était habilité à modifier les procédures de travail et à tenir des séances ouvertes. L'ouverture de la présente réunion au public aura une incidence positive sur la façon de voir le système de règlement des différends de l'OMC, en particulier pour ce qui est de la transparence. Le présent différend suscite un grand intérêt dans le public. Le fait de permettre au public de suivre les travaux et de voir directement de quelle manière professionnelle, impartiale et objective ils se déroulent ne pourra que renforcer la crédibilité de l'OMC.

3. Aujourd'hui, dans notre déclaration, nous tenons à mettre l'accent sur quelques points concernant l'argumentation des CE. Premièrement, nous formulerons certaines observations sur le critère d'examen applicable et sur l'argumentation des CE concernant l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC. Deuxièmement, nous examinerons brièvement le champ approprié du présent différend et les demandes de décisions préliminaires présentées par les États-Unis. Troisièmement, nous réfuterons l'allégation des CE selon laquelle le texte de l'Accord antidumping crée l'obligation de compenser les transactions ne faisant pas l'objet d'un dumping dans les procédures de fixation des droits.

Critère d'examen

4. L'article 11 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends définit d'une manière générale la tâche d'un groupe spécial pour ce qui est d'examiner la compatibilité de mesures prises par un Membre avec les accords visés. Dans un différend concernant l'Accord antidumping, un groupe spécial doit également tenir compte du critère d'examen énoncé à l'article 17.6 ii) pour ce qui est des diverses interprétations admissibles d'une disposition de l'Accord antidumping.

5. La question soulevée au titre de l'article 17.6 ii) consiste à déterminer si la mesure prise par l'autorité chargée de l'enquête repose sur une interprétation admissible de l'Accord antidumping. L'article 17.6 ii) confirme qu'il y a des dispositions de l'Accord qui "se prête[nt] à plus d'une interprétation admissible". Si c'est le cas et que la mesure prise par l'autorité chargée de l'enquête repose sur une telle interprétation, un groupe spécial doit constater que l'interprétation est conforme à l'Accord.[1]

6. Conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord, le présent Groupe spécial a pour mandat de procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris une

[1] *Voir Argentine – Viande de volaille*, paragraphe 7.341 et note de bas de page 223.

évaluation objective des faits et de la conformité des mesures contestées avec les accords visés. Toutefois, les CE et certaines tierces parties voudraient que le présent Groupe spécial fasse fi de l'obligation expresse de procéder à une évaluation objective qui lui incombe au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord.

7. Au lieu de cela, ces Membres demandent instamment au Groupe spécial de s'aligner sur les constatations antérieures de l'Organe d'appel afin d'assurer "la sécurité et la prévisibilité" auxquelles il est fait référence à l'article 3:2 du Mémorandum d'accord. Or l'article 3:2 n'impose pas aux groupes spéciaux l'obligation de créer la sécurité et la prévisibilité. Il indique plutôt que le système de règlement des différends est un élément essentiel pour assurer la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral. Cela n'est toutefois possible que si les groupes spéciaux et l'Organe d'appel se conforment aux dispositions des articles 3:2 et 19:2 du Mémorandum d'accord – c'est-à-dire s'ils ne créent pas de droits et obligations auxquels les Membres n'ont pas souscrit.

8. L'approche des CE aurait pour effet d'affaiblir la sécurité et la prévisibilité mêmes qu'elles prônent. Selon les CE, il serait suffisant qu'un groupe spécial s'appuie sans réserve sur un rapport antérieur de l'Organe d'appel. Dans le fond, les CE voudraient que le présent Groupe spécial approuve sans discussion les rapports qui sont favorables à leur position. Heureusement pour le système de règlement des différends, les groupes spéciaux et l'Organe d'appel ont refusé d'adopter l'approche prônée par les CE.

9. Deux groupes spéciaux ont expressément rejeté des allégations selon lesquelles ils étaient liés par les conclusions de l'Organe d'appel, encore tout dernièrement dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Mexique)*. Ce groupe spécial, tout comme le Groupe spécial *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, n'a pas été convaincu. Selon le Groupe spécial *États-Unis – Réduction à zéro (Mexique)*, à la lumière de son "obligation, au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord, de procéder à un examen objectif de la question qui nous a été soumise par l'ORD", le Groupe spécial s'est "senti[.] obligé[.] de ne pas suivre l'approche [précédente] de l'Organe d'appel" concernant des allégations visant ce qu'il est convenu d'appeler "la réduction à zéro" dans les réexamens administratifs.[2] De la même manière, dans le différend *États-Unis – Mesure antidumping visant les crevettes en provenance de l'Équateur*, le groupe spécial a réaffirmé la nécessité pour un groupe spécial de prendre au sérieux ses obligations au titre de l'article 11 de procéder à une évaluation objective et d'amener une partie plaignante à assumer la charge de la preuve lui incombant même si la partie défenderesse n'a pas contesté ses allégations. Et il est curieux que les CE demandent instamment au Groupe spécial de traiter les rapports passés de l'Organe d'appel comme des interprétations définitives des accords visés, tout en ne tenant pas compte des constatations mêmes de l'Organe d'appel sur la question de l'effet à donner aux rapports antérieurs de l'Organe d'appel. Dans l'affaire *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques*, l'Organe d'appel a expliqué ce qui suit:

> Lorsque les PARTIES CONTRACTANTES décidaient d'adopter le rapport d'un groupe spécial, leur objectif n'était pas, à notre avis, que cette décision constitue une interprétation définitive des dispositions pertinentes du GATT de 1947. Cela n'est pas envisagé non plus dans le cadre du GATT de 1994. … L'article IX:2 de l'*Accord sur l'OMC* dispose ce qui suit: "La Conférence ministérielle et le Conseil général auront le pouvoir exclusif d'adopter des interprétations du présent accord et des Accords commerciaux multilatéraux." Il prévoit en outre que de telles décisions seront prises "à une majorité des trois quarts des Membres". Le fait que ce "pouvoir exclusif" d'interpréter le traité a été établi de façon si précise dans l'*Accord sur l'OMC*

[2] *États-Unis – Réduction à zéro (Mexique)*, paragraphe 7.106.

> est un motif suffisant pour conclure que ce pouvoir n'est conféré nulle part ailleurs de façon implicite ou fortuite.[3]

10. Le présent Groupe spécial a de la même manière la responsabilité de procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi et d'appliquer les règles coutumières d'interprétation appropriées, et il ne peut pas formuler de constatations ou de recommandations qui accroissent ou diminuent les droits et obligations énoncés dans les accords visés.

Article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC

11. S'agissant de l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC, si elle était retenue, l'interprétation que donnent les CE de cette disposition accroîtrait ou diminuerait indûment les droits et obligations des Membres. Les CE font valoir que "les constatations de l'Organe d'appel telles qu'elles ont été adoptées par l'ORD dans des différends spécifiques créent une obligation internationale indépendante que doit respecter la partie perdante dans ce différend".[4] Comme l'ORD a adopté des rapports de l'Organe d'appel considérant que la réduction à zéro était incompatible avec les dispositions des accords visés, les CE affirment que les États-Unis ont l'obligation permanente de se mettre en conformité, qu'ils ne l'ont pas encore fait et qu'ils ont donc agi d'une manière incompatible avec l'article XVI:4.

12. L'interprétation large que donnent les CE de l'article XVI:4 devrait être rejetée. On ne saurait concilier l'idée d'une "obligation internationale indépendante" permanente résultant des rapports adoptés avec le texte du Mémorandum d'accord ni avec le fait que les rapports de l'Organe d'appel et des groupes spéciaux n'ont aucune force obligatoire, sauf pour ce qui est du règlement du différend particulier entre les parties en cause. En somme, aucun rapport ne peut créer d'"obligation" qui soit indépendante des accords visés – les articles 3:2 et 19:2 du Mémorandum d'accord sont clairs à ce sujet, et l'approche des CE est directement contraire au texte même qu'elles ont approuvé. À la lumière des articles 3:2 et 19:2 du Mémorandum d'accord – qui interdisent aux groupes spéciaux et à l'Organe d'appel d'accroître les obligations des Membres – et des dispositions spécifiques du Mémorandum d'accord relatives à la conformité, y compris l'article 21:5, l'interprétation que proposent les CE du texte de l'article XVI:4 est entièrement incompatible avec les accords visés et avec les règles d'interprétation des traités qui sont énoncées dans la Convention de Vienne.

Champ du présent différend

a) Les CE ont demandé l'établissement du Groupe spécial pour des mesures qui n'étaient pas incluses dans leur demande de consultations

13. Les États-Unis ont demandé au Groupe spécial de rendre des décisions préliminaires et de se prononcer sur la tentative des CE d'élargir indûment le champ de la présente procédure. Aujourd'hui, nous examinerons brièvement nos trois exceptions préliminaires et nous répondrons à quelques points soulevés par les CE dans leur communication du 5 octobre.

14. Les États-Unis demandent d'abord une décision préliminaire à l'effet que les mesures figurant dans la demande d'établissement d'un groupe spécial des CE, mais non dans leur demande de consultations, ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial. Plus précisément, dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial, les CE ont ajouté dix réexamens à l'extinction et quatre réexamens administratifs aux 38 mesures spécifiques qui figuraient à l'origine dans leur demande de consultations. Les CE ont également ajouté une nouvelle demande concernant le "maintien en application ou l'application des droits antidumping spécifiques" résultant des ordonnances

[3] *Japon – Boissons alcooliques (Organe d'appel)*, page 15.
[4] Première communication écrite des CE, paragraphe 128.

antidumping rendues dans 18 cas, tels qu'ils ont été calculés ou sont maintenus en place à la suite du réexamen administratif le plus récent, de la procédure initiale ou de la procédure de réexamen pour changement de circonstances ou de réexamen à l'extinction.

15. Conformément à l'article 7:1 du Mémorandum d'accord, le mandat d'un groupe spécial est déterminé par la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la partie plaignante. Pour sa part, l'article 6:2 du Mémorandum d'accord dispose que la demande d'établissement d'un groupe spécial doit "indiquer[.] *les mesures spécifiques en cause*" dans un différend. Aux termes de l'article 4:7 du Mémorandum d'accord, toutefois, un Membre ne peut pas demander l'établissement d'un groupe spécial au sujet de n'importe quelle mesure, mais seulement en ce qui concerne une mesure ayant fait l'objet de consultations. Enfin, l'article 4:4 du Mémorandum d'accord exige que la demande de consultations soit motivée et "compren[ne] une indication des mesures en cause et du fondement juridique de la plainte". Ainsi que les États-Unis l'ont indiqué dans leur première communication écrite, l'Accord antidumping contient des prescriptions analogues qui sont énoncées aux articles 17.3 à 17.5.

16. Les accords visés établissent donc une nette progression entre les mesures mentionnées dans la demande de consultations et les mesures indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, sur la base desquelles se fonde le mandat d'un groupe spécial. Ainsi que l'a indiqué le Groupe spécial dans l'affaire *Brésil – Aéronefs*, "les articles 4 et 6 du Mémorandum d'accord … définissent un processus selon lequel une partie plaignante doit demander des consultations, et des consultations doivent avoir lieu, avant qu'une question puisse être portée devant l'ORD en vue de l'établissement d'un groupe spécial".[5] Conformément aux dispositions pertinentes du Mémorandum d'accord et de l'Accord antidumping qui viennent d'être évoquées, le mandat d'un groupe spécial ne peut pas porter sur des mesures qui n'étaient pas mentionnées dans la demande de consultations.

17. La demande d'établissement d'un groupe spécial des CE mentionnait des mesures qui ne figuraient pas dans leur demande de consultations. Aucune des nouvelles mesures ne peut à bon droit relever du mandat du présent Groupe spécial. De plus, le fait d'admettre la demande d'établissement d'un groupe spécial des CE en ce qui concerne ces mesures aurait pour effet de nuire au système de règlement des différends de l'OMC. Si une partie pouvait simplement ajouter de nouvelles mesures après les consultations, l'objet même des consultations, et leur utilité pratique, seraient sérieusement affaiblis. Les parties n'auraient jamais eu la possibilité de régler leurs différences par les consultations, ce qui est contraire à la notion même de "règlement rapide" des différends qui est énoncée à l'article 3:3 du Mémorandum d'accord. Un tel résultat serait également contraire au but de l'article 4:1 du Mémorandum d'accord, qui est "de renforcer et d'améliorer l'efficacité des procédures de consultation utilisées par les Membres".

18. En réponse aux exceptions préliminaires des États-Unis, les CE ont créé divers critères juridiques pour essayer de convaincre le Groupe spécial d'accepter les nouvelles mesures mentionnées dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial. Or il n'est pas pertinent de savoir si les nouvelles mesures ont un "lien direct" avec les mesures indiquées dans la demande de consultations.[6] L'Organe d'appel n'a pas non plus énoncé de critère selon lequel de nouvelles mesures concernant "essentiellement la même question" pouvaient relever du mandat du groupe spécial si elles n'étaient pas mentionnées dans la demande de consultations.[7] Le présent Groupe spécial devrait plutôt se référer au Mémorandum d'accord – le mandat d'un groupe spécial ne peut pas inclure de mesures n'ayant pas fait l'objet d'une demande de consultations. Et dans l'affaire *États-Unis – Certains produits en provenance des CE*, l'Organe d'appel est convenu que les mesures pouvant être portées devant l'ORD étaient déterminées par la demande de consultations, et qu'en l'absence d'une demande

[5] *Brésil – Aéronefs (Organe d'appel)*, paragraphe 131.
[6] Réponse des CE à la demande de décisions préliminaires, paragraphe 25.
[7] Réponse des CE à la demande de décisions préliminaires, paragraphe 24.

de consultations, une nouvelle mesure juridiquement distincte ne pouvait pas être soumise à un groupe spécial dans la demande d'établissement.[8]

b) Les CE n'ont pas satisfait à la prescription de spécificité énoncée à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord

19. Les États-Unis demandent aussi au Groupe spécial de constater que la référence faite par les CE dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial au maintien en application ou à l'application des droits antidumping dans les 18 affaires énumérées ne satisfait pas à la prescription de spécificité énoncée à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Les CE ont affirmé le caractère illimité et indéterminé des mesures alléguées lorsqu'elles ont dit dans leur réponse du 5 octobre que leur demande d'établissement d'un groupe spécial portait sur toutes les "mesures ultérieures" adoptées par les États-Unis qui concernaient les 18 mesures mentionnées dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial.[9] En effet, les CE demandent au présent Groupe spécial de se déclarer compétent pour des déterminations que les États-Unis n'ont pas encore rendues.

20. Conformément à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, la demande d'établissement d'un groupe spécial doit "indiquer[.] les *mesures spécifiques* en cause" dans le différend. La prescription de spécificité est importante pour deux raisons.[10] Premièrement, elle assure la clarté du mandat du groupe spécial, lequel, conformément à l'article 7 du Mémorandum d'accord, est habituellement déterminé par la demande d'établissement d'un groupe spécial. Deuxièmement, elle informe le défendeur et les autres Membres de la nature du recours déposé par le plaignant (c'est-à-dire les "mesures" incriminées et les dispositions de l'OMC invoquées par la partie plaignante). Pour les autres Membres, cela peut souvent faire la différence quant à leur décision de participer ou non en tant que tierces parties.

21. La référence imprécise que font les CE aux mesures "les plus récentes" et l'inclusion, ainsi qu'elles le reconnaissent, des "mesures ultérieures" liées à 18 ordonnances séparées n'ont vraiment rien de spécifique. Chaque détermination qui établit la marge de dumping pour une période définie (par exemple, la période couverte par un réexamen administratif) est distincte et séparée, et conformément à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, les CE doivent indiquer spécifiquement chaque mesure dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial. Au lieu de cela, les CE essaient d'une manière inadmissible d'inclure des déterminations en plus de celles qui sont explicitement énumérées dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial. À cause du manque de spécificité des CE, les États-Unis ne peuvent pas établir quand ces déterminations ont été ou seront faites, quels calculs elles ont comportés ou comporteront, quels taux des droits elles ont établis ou établiront, et quelles sociétés individuelles elles ont visées ou viseront.

22. Les CE citent divers rapports de l'Organe d'appel et de groupes spéciaux pour chercher à convaincre le Groupe spécial que les "mesures ultérieures" sont en quelque sorte indiquées "avec précision" dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial. Or les rapports cités par les CE ne sont pas pertinents. Ils concernent des différends, tels que les affaires *CE – Bananes III* et *Japon – Pellicules*, où une loi d'application générale a été indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, et où il a été considéré que des règlements d'application ultérieurs relevaient du mandat du groupe spécial. En l'espèce, les CE ne contestent pas une loi-cadre et ses règlements d'application ultérieurs. Chaque enquête initiale, réexamen administratif et réexamen à l'extinction donne lieu à une détermination finale distincte qui constitue une mesure prise par les États-Unis. Autrement dit, une mesure qui doit être indiquée avec précision dans la demande d'établissement d'un groupe spécial.

---

[8] *États-Unis – Certains produits en provenance des CE (Organe d'appel)*, paragraphe 82.
[9] Réponse des CE à la demande de décisions préliminaires, paragraphe 47.
[10] *Japon – Pellicules (Groupe spécial)*, paragraphe 10.9.

c) La demande des CE comprenait des mesures qui n'étaient pas des mesures finales au moment où elles ont présenté leur demande d'établissement d'un Groupe spécial

23. En outre, les États-Unis demandent au Groupe spécial d'exclure de son examen quatre "mesures" mentionnées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE parce qu'il s'agit de déterminations préliminaires. Conformément à l'article 17.4 de l'Accord antidumping, une question ne peut être portée devant un groupe spécial que si "les autorités compétentes … ont pris des mesures de caractère final". Les CE mentionnent toutefois trois réexamens à l'extinction en cours et un réexamen administratif en cours dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial. Dans ces quatre procédures, les États-Unis n'ont pas pris "des mesures de caractère final et, par conséquent, conformément à l'Accord antidumping, ces procédures n'ont pas encore donné lieu à une mesure qui puisse relever du mandat du présent Groupe spécial.

24. Les CE affirment que les procédures en cours font partie de leur référence fourre-tout aux "mesures ultérieures" liées aux 18 ordonnances antidumping et qu'elles sont donc incluses à juste titre dans le mandat du Groupe spécial. Outre les failles dans leur argumentation concernant les "mesures ultérieures", les CE ne tiennent absolument aucun compte du libellé même de l'article 17.4 qui est déterminant en l'espèce. Les quatre procédures en cours ne peuvent pas être soumises à juste titre au présent Groupe spécial, et le fait de les qualifier de "mesures ultérieures" n'y change rien.

Obligation alléguée de prévoir des compensations

25. Nous allons maintenant examiner l'argument des CE selon lequel l'Accord antidumping contient l'obligation de prévoir des compensations pour les cas d'absence de dumping dans le contexte de certaines procédures déterminées de fixation des droits. L'élément fondamental ici est que le texte de l'Accord antidumping n'impose pas aux Membres l'obligation de prévoir une compensation pour les transactions ne faisant pas l'objet d'un dumping dans les procédures de fixation des droits. Le point de départ doit être le texte de l'Accord. Il est fondamental que, pour interpréter un traité, un groupe spécial ne doit pas imputer au traité des mots et obligations qui ne figurent pas dans le texte dudit traité. Dans le présent différend, les CE demandent au présent Groupe spécial de donner de l'Accord antidumping une lecture qui inclut une obligation n'y figurant pas. En particulier, les CE cherchent à imposer l'obligation de réduire les droits antidumping pour tenir compte des cas d'absence de dumping dans les procédures de fixation des droits. Les CE le font malgré l'absence d'un fondement textuel pour cette obligation et malgré la présence d'une interprétation admissible de l'Accord antidumping qui n'exige pas de telles compensations.

26. En fait, quatre groupes spéciaux ayant examiné cette question précise ont systématiquement constaté qu'il n'y avait pas de fondement textuel étayant l'obligation d'accorder des compensations hors du contexte des comparaisons moyenne à moyenne effectuées dans les enquêtes.[11] Il y a un motif important à cette cohérence. Le seul fondement textuel que les groupes spéciaux ont indiqué pour l'obligation de prévoir des compensations est l'expression "toutes les transactions à l'exportation comparables" figurant dans le texte de l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping, qui concerne spécifiquement les comparaisons moyenne à moyenne effectuées dans les enquêtes et qui ne s'applique à aucun autre type de comparaison dans aucun autre contexte.[12]

[11] *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Groupe spécial)*, paragraphes 7.216, 7.219, 7.222 et 7.259; *États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux (article 21:5) (Groupe spécial)*, paragraphes 5.65, 5.66 et 5.77; *États-Unis – Réduction à zéro (CE) (Groupe spécial)*, paragraphes 7.223 et 7.284; *États-Unis – Réduction à zéro (Mexique)*, paragraphes 7.118, 7.119 et 7.143.

[12] *États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux (Organe d'appel)*, paragraphes 86 à 90, et 104 et 105.

27. Les CE ne peuvent pas s'appuyer sur un texte pour demander instamment au présent Groupe spécial de constater que l'Accord antidumping interdit la réduction à zéro dans le contexte des procédures de fixation des droits, parce qu' un tel texte n'existe pas. Les CE semblent plutôt s'appuyer considérablement sur le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*. Nous ne souscrivons pas au raisonnement suivi par l'Organe d'appel en ce qui concerne l'incompatibilité avec les règles de l'OMC de ce qu'il a désigné comme la "réduction à zéro simple" dans les réexamens périodiques. Chaque groupe spécial qui a examiné la question a conclu que la réduction à zéro n'était pas prohibée par l'Accord antidumping dans de telles circonstances.

28. Les CE font valoir que les marges de dumping calculées dans les procédures de fixation des droits doivent se rapporter au "produit dans son ensemble" et qu'elles ne peuvent pas être calculées pour des transactions individuelles. L'expression "produit dans son ensemble" ne figure dans aucune disposition de l'Accord antidumping et n'a pas non plus un sens défini; en outre, elle ne figure nulle part dans le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*.

29. En essayant de trouver un fondement à leur théorie juridique, les CE font référence à la définition du dumping qui figure à l'article 2.1 de l'Accord antidumping et à l'article VI du GATT de 1994. Aucune des deux dispositions n'étaye l'argument selon lequel il faut calculer une marge de dumping pour le "produit dans son ensemble". Ces dispositions traitent plutôt du dumping en évoquant la notion de produit introduit sur le marché d'un autre pays – ce qui se fait par des *transactions individuelles*. Ni l'article VI du GATT ni l'article 2.1 de l'Accord antidumping ne font référence à la somme de toutes les transactions relatives à un produit au cours d'une période, et encore moins n'indiquent quelle serait la période applicable.

30. L'argument des CE est que le dumping dommageable qui se produit en rapport avec une transaction est atténué par une autre transaction effectuée à un prix qui n'est pas un prix de dumping. Toutefois, aucune disposition de l'Accord antidumping n'étaye ce point de vue, ni la réalité commerciale non plus d'ailleurs. Dans la mesure où certaines transactions introduisent des marchandises sur le marché d'un pays importateur à un prix supérieur à la valeur normale, c'est au profit du vendeur, et elles ne remédient pas au dommage causé à la branche de production nationale par d'autres transactions effectuées à des prix inférieurs à la valeur normale.

31. Dans notre communication écrite nous exposons plus en détail les fondements textuels et contextuels, et d'autres éléments de preuve montrant que les concepts de dumping et de marges de dumping, tels qu'ils sont définis dans l'Accord antidumping et le GATT de 1994, sont applicables aux transactions individuelles. Nous y expliquons que les mots "dumping" et "marges de dumping", tels qu'ils sont utilisés à l'article 2.1 de l'Accord antidumping et à l'article VI du GATT de 1994, n'attestent pas l'existence d'une obligation de prévoir des compensations pour les cas d'absence de dumping dans les procédures de fixation des droits.

32. Les arguments des CE concernant l'article 9.3 sont sans fondement en grande partie pour la même raison. Les CE soutiennent que l'expression "marge de dumping" se rapporte exclusivement au produit "dans son ensemble" considéré par rapport à l'ensemble des exportateurs. L'article 9.3 prescrit que le montant du droit antidumping fixé ne dépasse pas la marge de dumping. Or l'obligation énoncée à l'article 9.3 peut être appliquée au niveau des transactions individuelles. Cette interprétation est particulièrement appropriée dans le contexte de la fixation des droits antidumping, les droits étant fixés pour des déclarations en douane individuelles résultant de transactions individuelles donnant lieu à un paiement de la part des importateurs. Dans des différends antérieurs,

des groupes spéciaux sont convenus qu'il n'y avait pas de raison pour qu'un produit introduit sur le marché d'un autre pays ne puisse pas se rapporter à une vente à l'exportation particulière.[13]

33. Des groupes spéciaux antérieurs ont aussi noté que l'on ne peut pas concilier l'obligation de mettre une transaction en balance avec une autre avec l'article 9.4, qui reconnaît l'existence de systèmes de fixation des droits fondés sur la valeur normale prospective. Dans le cadre de tels systèmes, le montant des droits à acquitter est déterminé sur la base d'une transaction individuelle. Une transaction à l'importation n'a pas d'effet sur le montant des droits antidumping à acquitter par suite d'autres transactions distinctes. Le fait de donner une lecture de l'article 9.3 qui prescrit qu'une transaction en compense une autre obligerait les Membres à utiliser des systèmes de fixation des droits fondés sur la valeur normale prospective pour procéder à des réexamens aux fins du remboursement, même lorsque le montant des droits à acquitter pour chaque importation a été dûment fixé sur la base d'une juste comparaison entre le prix à l'exportation et la valeur normale appropriée. Cela entraînerait un résultat absurde: il serait alors impossible de distinguer les systèmes de fixation des droits fondés sur la valeur normale prospective des systèmes de fixation rétrospective des droits. Les États-Unis n'ont pas pu trouver un seul système de fixation des droits fondé sur la valeur normale prospective qui prévoit de tels réexamens.

34. Il est également important de tenir compte du fait que, si l'interprétation que les CE donnent de l'expression "marge de dumping" est acceptée comme seule interprétation admissible de l'article 9.3, la mesure corrective prévue par l'Accord antidumping et le GATT de 1994 ne pourra plus remédier complètement au dumping dommageable. Si les autorités doivent prendre en compte les prix à l'exportation payés par tous les importateurs qui importent auprès du même exportateur, les importateurs dont les marges de dumping sont les plus élevées paieront un montant moindre que leur marge de dumping véritable à cause des autres importateurs qui importent à des prix qui ne sont pas des prix de dumping. Une telle approche favoriserait les importateurs qui pratiquent le dumping au détriment des autres importateurs (et concurrents nationaux) qui se livrent à une concurrence loyale.

35. Dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Mexique)*, le Groupe spécial a reconnu ce dilemme et constaté que ce "type de désincitation concurrentielle à respecter les pratiques commerciales loyales ne pouvait pas avoir été voulu par les rédacteurs" et ne devrait pas être accepté comme étant compatible avec l'article 9.3.[14] Le fait que certaines importations sont effectuées à des prix qui ne sont pas des prix de dumping ne change pas le fait que la branche de production nationale est victime des importations faisant l'objet d'un dumping, et le dommage subi n'est pas atténué par les prix qui ne sont pas des prix de dumping. Le fait d'exiger des autorités qu'elles utilisent des importations ne faisant pas l'objet d'un dumping pour compenser les importations qui en font l'objet est donc contraire à l'objectif des droits antidumping – qui est de remédier aux effets dommageables du dumping.

36. De plus, il y aurait des conséquences pour l'article 2.4.2 si le raisonnement des CE était adopté. Toute constatation établissant que l'article 2.1 et 2.4.2 de l'Accord antidumping et l'article VI du GATT contiennent une prohibition générale de la réduction à zéro rendrait *inutile* la deuxième phrase de l'article 2.4.2, à savoir la disposition relative au dumping ciblé. La raison en est que la méthode du dumping ciblé prévue à l'article 2.4.2 doit, d'un point de vue mathématique, donner le même résultat qu'une comparaison moyenne à moyenne si, dans les deux cas, les comparaisons ne faisant pas apparaître de dumping doivent compenser les comparaisons faisant apparaître un dumping. En fait, les CE, qui sont un Membre qui utilise la comparaison moyenne à transaction, ont porté cette

[13] *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.201; *États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux (article 21:5) (Groupe spécial)*, paragraphes 5.53 à 5.57; *États-Unis – Réduction à zéro (CE) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.204.

[14] *États-Unis – Réduction à zéro (Mexique)*, paragraphe 7.146, citant la déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion, paragraphe 18.

question devant leur propre tribunal. Elles ont fait valoir devant ce tribunal qu'une prohibition de la réduction à zéro ne pouvait pas s'appliquer de la même manière aux deux méthodes de comparaison parce qu'elle aboutirait mathématiquement au même résultat, ce qui rendrait superflue la méthode de la comparaison moyenne à transaction.[15] On ne peut pas ignorer ce fait ni en diminuer l'importance en supposant que la disposition relative au dumping ciblé permet à une autorité de ne tenir compte d'aucune obligation énoncée dans l'Accord antidumping autre que l'obligation d'utiliser l'une des deux méthodes de comparaison symétriques. Le Groupe spécial *États-Unis – Réduction à zéro (Mexique)* est convenu qu'il s'agissait d'une préoccupation importante que n'avait pas dûment examiné l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*.

37. Les CE soutiennent également que la réduction à zéro est incompatible avec la prescription de l'article 2.4 relative à la "comparaison équitable". Toutefois, les CE ne font pas valoir que les comparaisons par transaction effectuées par les États-Unis ne correspondaient pas à une "comparaison équitable". Les CE soutiennent plutôt que le montant global des droits antidumping fixés dépassait la marge de dumping pour le produit dans son ensemble. Toutefois, le passage pertinent de l'article 2.4 prévoit seulement qu'"il sera procédé à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale". Le texte de l'article 2.4 ne traite pas le point de savoir si des droits antidumping fixés dans un cas particulier dépassent la marge de dumping. La raison en est que le texte de l'article 2.4 ne traite pas du point de savoir si le "dumping" et les "marges de dumping" sont des notions qui s'appliquent à des transactions individuelles. Il ne traite pas non plus, aux fins de la fixation des droits antidumping à acquitter, du point de savoir si une marge de dumping pourrait être spécifique à chaque importateur qui est tenu d'acquitter des droits antidumping. En fait, le texte de l'article 2.4 ne règle pas la question de savoir si la réduction à zéro est "équitable" ou "inéquitable".

38. En conséquence, pour se prononcer sur l'allégation des CE, il ne s'agit pas de se reporter au texte de l'article 2.4 mais de savoir s'il est admissible d'interpréter l'expression "marge de dumping" telle qu'elle est utilisée à l'article 9.3 comme s'appliquant à des transactions individuelles. Par conséquent, si le Groupe spécial constate, comme des groupes spéciaux antérieurs l'ont constaté, qu'il est admissible d'interpréter l'expression "marge de dumping" telle qu'elle est utilisée à l'article 9.3 comme s'appliquant à une transaction individuelle, les droits contestés ne dépasseront pas la marge de dumping et rien ne viendra étayer une constatation d'incompatibilité avec l'article 2.4.

39. En invoquant une prohibition générale de la réduction à zéro, les CE s'appuient aussi sur une interprétation erronée du terme "enquête" figurant à l'article 2.4.2. Elles cherchent à priver de sens le membre de phrase "pendant la phase d'enquête" en qualifiant les procédures de fixation des droits de l'article 9 et les réexamens de l'article 11 d'"enquêtes". Selon les CE, toute procédure qui comporte des questionnaires, une vérification et la possibilité de tenir une audience constitue une enquête visée par l'article 2.4.2.

40. L'Accord antidumping établit de nettes distinctions entre les enquêtes prévues à l'article 5 qui visent à déterminer l'existence, le degré et l'effet du dumping, et les autres phases d'une procédure antidumping, telles que les réexamens aux fins de la fixation des droits et les réexamens à l'extinction. Le problème d'interprétation fondamental que pose l'analyse des CE est que celle-ci rend superflu le libellé de l'Accord antidumping. L'article 2.4.2 prévoit l'application de certaines méthodes pour déterminer l'existence des marges de dumping "pendant la phase d'enquête". L'inclusion à l'article 2.4.2 du membre de phrase "pendant la phase d'enquête" était destinée à avoir un effet limitatif. En réalité, le fait de considérer chaque calcul relatif au dumping comme une enquête priverait de sens le membre de phrase "pendant la phase d'enquête".

[15] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 117, citant l'affaire T-274/02, Ritek Corp. c. le Conseil de l'Union européenne, 24 octobre 2006, paragraphe 94 (pièce US-3).

41. En résumé, les États-Unis contestent le raisonnement de l'Organe d'appel selon lequel l'Accord antidumping prévoit une prohibition générale de la réduction à zéro, et ils rejettent l'affirmation des CE selon laquelle ils ont une certaine sorte d'obligation générale d'éliminer la "réduction à zéro" en vertu du droit international. Les États-Unis approuvent le raisonnement suivi par des experts du domaine qui ont siégé à de récents groupes spéciaux et qui ont constaté qu'en dehors du contexte des comparaisons moyenne à moyenne dans les enquêtes, l'Accord antidumping n'imposait pas l'obligation de prévoir des compensations pour les cas d'absence de dumping. Pour le moins, nous demandons instamment au présent Groupe spécial de constater qu'une interprétation admissible de l'Accord antidumping n'implique aucune obligation de prévoir une compensation pour le dumping dans les procédures de fixation des droits.

42. Monsieur le Président, Madame et Monsieur les membres du Groupe spécial, ainsi prend fin notre déclaration liminaire. Nous serons heureux de répondre à toute question que vous pourrez vouloir nous poser.

ANNEXE D-2

DÉCLARATION LIMINAIRE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES À LA PREMIÈRE RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL

Monsieur le Président, Madame et Monsieur les membres du Groupe spécial:

1. Je vous remercie d'avoir accepté de siéger au présent Groupe spécial.

2. Nous revoilà donc tous réunis de nouveau. Une autre affaire de réduction à zéro – et pour être précis, 18 autres affaires de réduction à zéro et quelque 52 autres cas d'application de la réduction à zéro par les États-Unis. Il ne fait aucun doute que ce n'est pas la première fois que vous avez l'occasion de vous pencher sur la question de la réduction à zéro. Assurément, ce n'est pas la première fois que les CE et les États-Unis échangent des arguments sur cette question, des arguments, pourrais-je ajouter, exhaustifs et parfois même exténuants. À tel point que certains ont dit que la réduction à zéro causait une certaine lassitude à l'OMC – j'ai certainement l'impression que les déclarations des tierces parties sont plus courtes – bien que dans le monde réel l'impact sur les exportateurs des CE soit toujours aussi grave.

3. Mais il y a une chose de nouveau en ce qui concerne la présente audience sur la réduction à zéro. L'audience est *publique* – ce qui est quelque chose dont se félicitent grandement les CE – et quelque chose qui, dans un sens profond, se situe au cœur même de la présente affaire. On pourrait poser la question dans les termes suivants: à qui appartient l'Accord antidumping? Qui doit nous dire ce qu'il signifie? Son sens est-il une question *privée* qui doit être réglée à huis clos, selon la volonté de certains? Ou bien son sens découle-t-il de l'application systématique et objective – par des juges – des règles d'interprétation du droit international *public* convenues – à savoir la Convention de Vienne? Pour mémoire, la Convention de Vienne renvoie à la bonne foi, au sens ordinaire, au contexte, à l'objet et au but, et (en tant que moyens complémentaires d'interprétation) aux travaux préparatoires.

4. Monsieur le Président, je n'ai pas vraiment souvenir d'avoir jamais vu un Membre de l'OMC dans une position aussi isolée et retranchée que celle des États-Unis en l'espèce. Mettons de côté pour l'instant les vues de ceux qui disent qu'il s'agit simplement d'une attitude agressive de la part des États-Unis qui est motivée par des considérations protectionnistes, et posons-nous la question suivante: qu'est-ce qui sépare vraiment les deux parties? Somme toute, nous ne pouvons espérer résoudre le différend si nous ne faisons pas l'effort suprême, sans parti pris, d'aller au fond de cette incompréhension mutuelle apparente.

5. C'est dans cet esprit, après avoir attentivement relu de nombreuses fois la première communication écrite des États-Unis, que j'ai finalement été frappé par ce qui n'y figure *pas*: à savoir un renvoi à la Convention de Vienne. J'ai en outre eu l'impression que la position des États-Unis semble témoigner de leur profonde conviction qu'il n'avait jamais été "dans leur intention" d'affirmer qu'il existe une prohibition de la réduction à zéro dans les procédures de fixation des droits, à cause du membre de phrase "l'existence de marges de dumping pendant la phase d'enquête" figurant à l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping. Par conséquent, dans la présente déclaration liminaire, et dans un effort sincère pour résoudre la question, les CE voudraient (une fois de plus) essayer de combler ce fossé, en appliquant les règles d'interprétation convenues énoncées dans la Convention de Vienne au membre de phrase en question.

6. Monsieur le Président, en tant qu'avocat, je suis voué à plaider. Mais ce que je voudrais vous dire maintenant a – je crois – le très grand mérite d'être vrai – à tel point que je crois que vous auriez beaucoup de mal à trouver quelqu'un d'un côté ou de l'autre du débat qui – après avoir réfléchi à tête reposée – remettrait sérieusement en question ce que j'ai à vous dire.

7. Nous commençons par observer que l'expression "réduction à zéro", qui ne figure pas dans l'Accord antidumping, pourrait être considérée comme une expression impropre, parce qu'elle ne décrit qu'une partie du problème: à savoir l'ajustement à la baisse des transactions à l'exportation à prix relativement élevé; autrement dit, le fait de ramener à zéro les montants négatifs. Le *nœud* de la question, toutefois, est la **sélection** des transactions à l'exportation à prix relativement bas en soi, comme sous-catégorie, en tant que base unique ou prépondérante du calcul des marges de dumping. Cela n'a rien à voir avec les "compensations" ou les "crédits".

8. Le problème n'est pas nouveau. Il a été examiné dans le détail par Jacob Viner en 1923 dans son Mémorandum[1], et il en a été spécifiquement question dans les négociations du Cycle d'Uruguay, au cours desquelles les Membres ont été pleinement informés de la question et savaient exactement de quoi ils parlaient.[2] Après plus de trois années de négociations publiques, le problème a été bien résumé par le Secrétariat de l'OMC[3]: il était généralement considéré que la pratique qui consiste à comparer la valeur normale moyenne pondérée avec les transactions à l'exportation individuelles était manifestement *inéquitable* pour les exportateurs – en particulier des pays *en développement* – et nécessitait un amendement du Code antidumping du Tokyo Round; les États-Unis ont expliqué qu'une telle méthode était nécessaire pour faire apparaître le *dumping ciblé* – c'est-à-dire des attaques successives visant différents secteurs d'un marché importateur; de l'avis général, les Membres devaient essayer de trouver une solution qui tiendrait compte des préoccupations légitimes des deux parties. Ce *compromis* était le texte de l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping, tel qu'il existe aujourd'hui.

9. Lorsque l'on examine la conception et l'architecture générales de l'article 2.4.2, et qu'on lit intelligemment ses dispositions, à la lumière des réalités *économiques* sous-jacentes dont les règles de droit sont censées tenir compte – à savoir le *monde réel* – il est clair qu'*il y a seulement trois sous-catégories de transactions à l'exportation à bas prix auxquelles il est admissible de répondre*: celles qui sont groupées par acheteur, région ou période.[4] Le Groupe spécial notera que ces catégories correspondent en général aux paramètres types de la définition d'un marché: elles sont logiques d'un point de vue *économique*.

10. Il n'est donc pas *admissible*, et il n'est pas *équitable*, de choisir des transactions à l'exportation à bas prix groupées par modèle. Les États-Unis l'ont reconnu. C'est ce qui ressort clairement du terme "toutes" figurant dans la première phrase de l'article 2.4.2, et de la définition du dumping donnée à l'article 2.1 de l'Accord antidumping et à l'article VI:1 du GATT de 1994 du point de vue du produit; ***lus conjointement en l'absence de toute référence à une sous-catégorie par modèle dans les dispositions relatives au dumping ciblé***. Les dispositions pertinentes, et en particulier la règle

[1] Jacob Viner, *Mémorandum sur le dumping*, préparé pour la Conférence économique mondiale de la Société des Nations, 1926, et réimprimé en 1966, examinant le dumping en tant que discrimination par les prix au niveau international entre différents marchés, et établissant une distinction entre le dumping systématique ou permanent et le dumping intermittent, anormal ou temporaire (par exemple aux paragraphes 2, 5, 6, 9, 11, 12 et 13).

[2] Les États-Unis sont de cet avis (première communication écrite des États-Unis, paragraphe 89). Ils ont raison de dire que l'article VI du GATT n'a pas changé, mais ils ne tiennent pas compte du fait que l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping a été introduit pendant le Cycle d'Uruguay.

[3] MTN.GNG/NG8/15, pages 13 et 14.

[4] Accord antidumping, article 18.1: "Il ne pourra être pris aucune mesure particulière contre le dumping … si ce n'est conformément aux dispositions du GATT de 1994, tel qu'il est interprété par le présent accord."

normale et l'exception, sont donc lues *harmonieusement*, de manière à donner un sens – *juridique* et *économique* – à tous les termes du traité.

11. De la même manière exactement, il n'est pas possible de choisir les transactions à l'exportation à bas prix en soi comme sous-catégorie. ***Il n'est fait aucune mention d'une telle sous-catégorie dans les dispositions relatives au dumping ciblé***. Le fait d'accepter une telle proposition rendrait inutiles les dispositions relatives au dumping ciblé; et irait à l'encontre du compromis, négocié et accepté par tous les Membres de l'OMC (en échange d'autres concessions), que je viens tout juste de mentionner. La preuve en est que pendant quelque 13 années les États-Unis n'ont simplement pas tenu compte des prescriptions relatives au dumping ciblé, se bornant à continuer de faire exactement ce qu'ils faisaient auparavant, en se fondant sur leur propre interprétation unilatérale de l'article 2.4.2. L'autre preuve en est, ainsi que les États-Unis eux-mêmes l'affirment, qu'ils ont cherché à inclure le membre de phrase "l'existence de marges de dumping pendant la phase d'enquête" dans le but précisément de *ne pas tenir compte* du compromis et des obligations que je viens juste de mentionner. C'est un point important – et j'espère donc que vous me permettrez de le répéter. Toute la position des États-Unis repose sur l'aveu implicite que la conception et l'architecture générales de l'article 2.4.2 doivent être interprétées de la manière préconisée par les CE.

12. Nous nous penchons donc sur le membre de phrase "l'existence de marges de dumping pendant la phase d'enquête", qui a été ajouté – *à huis clos* – après quelque trois années et demie de négociations publiques. Selon les États-Unis, cela veut dire que les obligations énoncées à l'article 2.4.2 ne s'appliquent pas pour recalculer les marges de dumping dans les procédures de fixation des droits. Les États-Unis doivent plutôt être entièrement libres de choisir la méthode à utiliser pour calculer une marge de dumping contemporaine et recouvrer les droits à titre final. Comme les résultats de la première procédure de fixation rétrospective des droits prennent effet à la date à laquelle les droits sont imposés pour la première fois, cela irait *carrément* à l'encontre du compromis consacré par l'article 2.4.2.

13. De l'avis des CE, si l'on suppose que les Membres négocient en ayant pleinement connaissance de la Convention de Vienne, on peut raisonnablement supposer qu'ils négocient de bonne foi, tout comme ils sont convenus que les modalités de l'Accord antidumping doivent être interprétées de bonne foi. Dans de telles négociations, les CE ne s'attendraient pas ni n'accepteraient que ce qui a été clairement donné, après un long débat, d'une main (à savoir l'engagement de ne pas recourir à l'asymétrie en l'absence de dumping ciblé) soit subrepticement repris de l'autre main. La position des États-Unis reflète ce qu'on pourrait appeler dans la négociation internationale la théorie du "bâton dans les roues" "au dernier moment" – une stratégie dont, de l'avis des CE, peut difficilement s'accommoder une organisation internationale comptant 151 Membres, y compris de nombreux pays *en développement*.

14. Toutefois, si l'on suppose, pour les besoins de l'argumentation, que de telles tactiques de négociation sont admissibles, ***les CE voudraient appeler l'attention toute spéciale du Groupe spécial sur ce que perd un Membre lorsqu'il adopte une telle approche***. Premièrement, ce qui saute le plus aux yeux, c'est que le Membre choisit de ne laisser dans les *travaux préparatoires* aucune trace de son interprétation unilatérale recherchée. Deuxièmement, et dans le même ordre d'idées, le Membre choisit de ne donner aucune explication à ses partenaires de négociation – dont beaucoup sont des pays *en développement* – quant à ce que pourraient être *l'objet et le but* d'une telle disposition. Cela est particulièrement problématique lorsque l'interprétation unilatérale ultérieure est contraire à la conception et l'architecture générales de l'Accord antidumping. En particulier lorsqu'il n'y a pas d'objet et de but susceptibles d'expliquer pourquoi, sur la base de données identiques, le simple fait de recouvrer les droits devrait multiplier la marge de dumping – proposition qui est "manifestement absurde ou déraisonnable" au sens de la Convention de Vienne – d'un point de vue juridique et d'un point de vue *économique*. Troisièmement, et dans le même ordre d'idées, le Membre choisit de renoncer à toute tentative de concilier un *contexte* contradictoire avec son interprétation unilatérale

recherchée. Le Groupe spécial notera donc que des divers éléments de la règle d'interprétation de la Convention de Vienne, il n'y en a qu'un seul, *selon le propre choix des États-Unis*, qui empêche leur tentative d'échouer: le soi-disant *sens ordinaire* du membre de phrase.

15. Nous croyons avoir amplement démontré que le sens ordinaire du membre de phrase n'est pas celui préconisé par les États-Unis.

16. Nous croyons que, pour les États-Unis, le terme "enquête" était essentiel dans leur interprétation unilatérale recherchée. En fait, dans leur Énoncé des mesures administratives (SAA), qui accompagnait l'adoption de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay des États-Unis et qui contient les mots ("pas les réexamens"), ces derniers l'ont expressément admis.[5] Manifestement, le rédacteur du SAA a été très satisfait que ces mots ne figurent pas dans l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping, et ne résultent pas d'une interprétation appropriée de cette disposition, ce qui est précisément la raison pour laquelle ils ont été insérés dans le SAA ***dans une tentative de justification a posteriori*** – tentative vouée à l'échec, ainsi que l'ont démontré des litiges ultérieurs portés devant l'OMC.

17. Le sens ordinaire du mot "enquête" est simplement un examen systématique ou une analyse minutieuse d'un sujet particulier.[6] Lorsque les États-Unis affirment que l'article 2.4.2 fait référence à "une enquête visant à déterminer l'existence, le degré et l'effet de tout dumping allégué", au sens de l'article 5.1 de l'Accord antidumping, ce sont les États-Unis – pas les CE – qui demandent au Groupe spécial de donner une lecture du texte de l'article 2.4.2 qui comprend des mots qui n'y sont pas, et ce, sans aucun respect pour le texte existant. Dans l'Accord antidumping, il y a cinq types de procédures (initiale, liée à de nouveaux exportateurs, pour changement de circonstances, de réexamen à l'extinction et de fixation des droits), chacune faisant intervenir une enquête sur quelque chose. C'est exactement de cette manière qu'est utilisé le terme dans le droit interne des États-Unis.[7] C'est aussi de cette manière exactement qu'il a généralement été interprété à l'OMC.[8]

---

[5] Énoncé des mesures administratives des États-Unis accompagnant l'adoption de la Loi sur les Accords sur le Cycle d'Uruguay (URAA), et donnant une interprétation de la loi faisant autorité (rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine*, paragraphe 207). Le SAA confirme aussi ce qui suit: "c'est par crainte qu'une telle méthode ne risque de dissimuler un "dumping ciblé" que la méthode moyenne à moyenne a été aussi peu utilisée".

[6] Cet avis est étayé par les sens qu'en donne *The Shorter Oxford English Dictionary, cinquième édition (2002)*.

[7] Le Code de pratique et de procédure de la Commission du commerce international des États-Unis qui a pris effet le 6 juillet 1998 (63 FR 30599) renferme la disposition suivante:

> Enquête aux fins de réexamen d'une détermination en vigueur
>
> a) Demande de réexamen. Toute personne peut déposer auprès de la Commission une demande d'ouverture d'enquête aux fins de réexamen conformément à l'article 751 b) de la loi. La personne faisant la demande signifiera également dans les moindres délais des copies de la demande aux parties à l'enquête initiale sur laquelle le réexamen doit être fondé. Toutes les demandes contiendront une description des circonstances nouvelles justifiant l'ouverture d'une enquête aux fins de réexamen par la Commission.
>
> Un réexamen au titre de l'article 751 b) de la Loi douanière est un réexamen pour changement de circonstances, ainsi que le prévoit l'article 11.2 de l'*Accord antidumping*.
>
> La Commission du commerce international des États-Unis fait systématiquement référence aux "enquêtes pour changement de circonstances" et aux "enquêtes de réexamen après cinq ans (à l'extinction)".

[8] *Organisation mondiale du commerce, A Handbook on Anti-Dumping Investigations, Judith Czako, Johann Human and Jorge Miranda, Cambridge University Press, 2003*, page 93, concernant les procédures de fixation rétrospective des droits: "La marge serait recalculée par l'ouverture d'une **enquête** très semblable à l'enquête initiale, et la valeur normale et le prix à l'exportation seraient examinés et comparés en utilisant les données pour la période couverte par le réexamen. Cette **enquête** pourrait durer jusqu'à 12 mois". (non souligné et pas de caractères gras dans l'original)

18. Dans la présente procédure, les États-Unis font donc valoir que le terme "enquête" a un *sens particulier* ou limité.[9] Aux termes de la Convention de Vienne, ce n'est possible que si les États-Unis établissent que telle était l'intention de *tous* les *Membres* de l'OMC.[10] Et c'est là où ils font erreur, précisément parce qu'en suivant leur théorie de la négociation au "dernier moment", les États-Unis eux-mêmes choisissent de renoncer à toute tentative de faire approuver par les autres Membres de l'OMC leur sens particulier recherché – lesquels ont depuis confirmé que telle n'était pas leur intention.[11]

19. Bien que la cause soit perdue, les États-Unis continuent de lutter. Ils examinent d'abord le terme "existence" qu'ils considèrent être en quelque sorte propre aux enquêtes initiales – mais ce terme se rapporte simplement au calcul d'une marge de dumping.[12] Ensuite les États-Unis considèrent le membre de phrase "pendant … la phase" – mais il indique simplement "une période distincte" dans l'évolution du temps[13] – comme le suggèrent les CE, une période d'enquête – et les États-Unis ont tout simplement tort d'affirmer qu'il n'y a qu'un seul type de "procédure" comportant cinq phases, alors qu'il y a en fait cinq types de procédures, dont chacune peut comporter une enquête sur quelque chose.

20. La discussion pourrait s'arrêter à ce stade. Mais il existe une *multitude* d'autres points d'interprétation qui contredisent les États-Unis. Premièrement, d'un point de vue grammatical, la structure du membre de phrase, où les mots "pendant … la phase" sont grammaticalement liés à une période durant laquelle il existe des marges (la période couverte par l'enquête) par opposition à la période où ces marges sont établies (comme les États-Unis le voudraient). Cela confirme l'interprétation des CE et *exclut* aussi l'interprétation des États-Unis. Deuxièmement, l'expression définie "marge de dumping" a le même sens d'un bout à l'autre de l'Accord antidumping, et doit éclairer le sens de l'expression – rien dans le texte n'étaye l'idée que la définition devrait changer au moment du recouvrement final des droits. Troisièmement, la question de la conception et l'architecture générales de l'article 2.4.2, telle qu'elle est exposée ci-dessus. Il est particulièrement important à cet égard que, dans leur position, les CE lisent la règle normale concernant la *période couverte par l'enquête* en l'opposant à la règle exceptionnelle permettant de répondre à un dumping ciblé *temporel*. Une fois de plus, les CE mettent donc en avant une lecture *harmonieuse* de tous les termes du traité, qui les rend tous logiques du point de vue juridique et *économique*. Quatrièmement, les nombreux renvois qui sont faits à l'article 2 aux "enquêtes", lesquelles sont considérées, même dans le droit interne des États-Unis, comme désignant tous les types d'enquêtes, y compris les procédures de fixation des droits. Cinquièmement, la règle énoncée à l'article 9.3 selon laquelle le montant des droits fixés ne peut pas dépasser la marge de dumping – qui comporte un renvoi croisé exprès à *toutes les dispositions* de l'article 2. Sixièmement, l'absence de tout argument relatif à l'objet et au but susceptible d'étayer la position des États-Unis. Septièmement, les travaux préparatoires mentionnés ci-dessus. … Et la liste continue.

21. Enfin, les États-Unis abordent certains autres arguments généraux qui sont tout autant dénués de fondement. Premièrement, l'argument de la soi-disant "équivalence mathématique"[14], qui est manifestement vicié par une simple erreur intellectuelle: quelque chose peut fort bien être équitable

---

[9] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 99 et 101.

[10] Convention de Vienne, article 31 4): "Un terme sera entendu dans un sens particulier s'il est établi que telle était l'intention des parties."

[11] L'examen de toutes les notifications par les Membres de l'OMC de leur législation mettant en œuvre l'Accord antidumping montre qu'aucun d'entre eux n'a adopté l'interprétation des États-Unis. De plus, interrogés sur cette question, d'autres Membres de l'OMC ont confirmé qu'il n'était pas dans leur intention que l'article 2.4.2 ait le sens préconisé par les États-Unis (Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro*, paragraphe 22).

[12] Voir en particulier le titre de l'article 2 dans la version en langue française de l'Accord antidumping.

[13] Cette vue est étayée par les sens que donne *The Shorter Oxford English Dictionary, cinquième édition (2002)*. Elle a été avancée par les États-Unis eux-mêmes dans l'affaire portant la cote DS294.

[14] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 112 à 118 et 145.

pour faire face au dumping ciblé, mais inéquitable en l'absence de dumping ciblé. Deuxièmement, l'argument tiré de l'article 9 4) ii) et ce qu'on appelle le "droit variable" ou la valeur normale prospective.[15] Cette disposition concerne l'échantillonnage, et dans la mesure où elle envisage la possibilité que l'une des mesures qui pourraient être imposées conformément à l'article 9.2 de l'Accord antidumping puisse être un droit variable, elle suppose également qu'un tel droit est au bout du compte fixé à titre final ou remboursé en vertu de l'article 9.3, les marges de dumping étant recalculées conformément à toutes les dispositions de l'article 2. Cela est tout à fait logique. Elle comble la lacune que comporterait sinon le système de *remboursement* prévu à l'article 9.3.2, dans lequel le montant final des droits à acquitter ne peut pas, par définition, augmenter. La seule option qui s'offre aux Membres maintenant de tels systèmes qui craignent le dumping ciblé est l'imposition d'un droit variable, prévoyant un remboursement au cas où le dumping ciblé appréhendé ne se matérialise pas. L'affirmation selon laquelle l'article 9 4) ii) ne contredit d'aucune manière les points d'interprétation que nous avons déjà exposés est donc dénuée de fondement. Troisièmement, l'affirmation selon laquelle aux États-Unis les procédures de fixation des droits étaient axées sur les importateurs, cela devrait modifier l'analyse.[16] Cette affirmation commode est dénuée de fondement. L'Accord antidumping répond à la discrimination par les prix au niveau international pratiquée par les *exportateurs*; et c'est une question de *comptabilité élémentaire* que de calculer le montant final des droits que les importateurs ont à acquitter, tout en respectant le plafond fixé par le montant du dumping pratiqué par un exportateur.

22. Monsieur le Président, Madame et Monsieur les membres du Groupe spécial, si *tous* les éléments d'interprétation de la Convention de Vienne appuient la position des CE, et réfutent celle des États-Unis, on ne saurait dire que l'interprétation de ces derniers est "admissible" au sens de l'article 17.6 de l'Accord antidumping.

23. Certaines personnes disent que la réduction à zéro constitue un défi "constitutionnel" pour l'OMC. Il est certain que la présente procédure vous place au centre d'un débat animé. Les CE sont toutefois convaincues qu'en fin de compte la voix toujours calme de la raison juridique l'emportera. Ce qui détermine la question, c'est l'application systématique des règles convenues d'interprétation du droit international public énoncées dans la Convention de Vienne. Et pas les manifestations *a posteriori* de la volonté personnelle. La nature humaine étant ce qu'elle est, il n'est pas toujours facile pour les gens de reconnaître leur propre erreur. Votre tâche au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord, qui est de procéder à une évaluation objective et indépendante, est toutefois claire – et aussi difficile soit-elle – les CE sont convaincues que vous serez à la hauteur du défi.

Je vous remercie de votre attention.

[15] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 93, 111 et 125.
[16] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 129 et suivants.

ANNEXE D-3

DÉCLARATION FINALE DES ÉTATS-UNIS À LA PREMIÈRE RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL

Monsieur le Président, Madame et Monsieur les membres du Groupe spécial:

1. Au nom de la délégation des États-Unis, je voudrais une fois de plus vous remercier, ainsi que les membres du Secrétariat, pour les travaux que vous avez menés dans le cadre du présent différend. Nous nous félicitons d'avoir la possibilité de vous faire part de quelques réflexions préliminaires en réponse à vos questions et serons heureux de vous présenter des observations additionnelles dans nos réponses écrites et notre deuxième communication.

2. Les États-Unis voudraient une nouvelle fois remercier le Groupe spécial d'avoir ouvert cette audition au public. Nous relevons que trois tierces parties ont saisi cette occasion pour faire des déclarations publiques. Les Membres de l'OMC et le public ont eu la possibilité de constater le professionnalisme et l'impartialité du Groupe spécial, ce qui ne peut que renforcer la crédibilité du système de règlement des différends de l'OMC.

3. La question du rôle des rapports de l'Organe d'appel dans le règlement des différends à l'OMC a été soulevée à plusieurs reprises au cours des deux derniers jours. Pour être clairs, les États-Unis ne demandent pas au Groupe spécial de suivre aveuglément les quatre rapports de groupes spéciaux dans lesquels l'existence d'une prohibition générale de la réduction à zéro dans l'Accord antidumping n'a pas été constatée, pas plus qu'ils vous ont demandé de ne pas tenir compte des rapports de l'Organe d'appel dans lesquels il a été constaté que la réduction à zéro était incompatible avec les règles de l'OMC dans certaines circonstances. Ce que nous vous avons demandé de faire, et nous sommes convaincus que vous le ferez, est d'accomplir votre tâche consistant à procéder à une évaluation objective de la question dont vous êtes saisis et de ne pas accroître ou diminuer les droits et obligations des Membres. Dans le cadre de ce mandat, nous vous avons demandé d'examiner si les rapports des groupes spéciaux antérieurs sur cette question étaient convaincants; nous estimons que c'est le cas. Nous vous avons également demandé d'examiner si les rapports précédents de l'Organe d'appel sur cette question étaient convaincants; nous avons expliqué que ce n'était pas le cas. Le Groupe spécial devra procéder à son propre examen et rendre sa propre décision concernant la pertinence de ces rapports tout comme l'avaient fait les groupes spéciaux antérieurs qui avaient été saisis d'allégations concernant ce qu'on appelle la réduction à zéro.

4. Les États-Unis voudraient aborder certaines mesures alléguées que les CE ont demandé au Groupe spécial d'examiner et qui ont été le point de départ d'un débat nourri à la réunion du Groupe spécial d'hier – ce qu'on appelle "l'application ou le maintien en application" de droits antidumping spécifiques dans 18 affaires indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE. La tentative des CE de clarifier cet ensemble de prétendues "mesures" a causé encore plus de confusion; les États-Unis voudraient préciser comment, selon eux, le Groupe spécial devrait aborder la question de savoir si de telles "mesures" existent et, dans l'affirmative, si elles relèvent du mandat du Groupe spécial.

5. Comme nous l'avons vu hier, dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial, les CE ont abandonné la référence à la méthode dite de la "réduction à zéro" qui figurait dans leur demande de consultations, mais y ont ajouté la "mesure" alléguée que constitue le "maintien en application ou l'application des droits antidumping spécifiques résultant des ordonnances antidumping" dans 18 affaires énumérées dans l'annexe de la demande. En outre, les CE ont énuméré les

38 déterminations finales issues des enquêtes et des réexamens administratifs qui figuraient dans leur demande de consultations et y ont ajouté 14 réexamens administratifs et réexamens à l'extinction.

6. En vertu des articles 4 et 6 du Mémorandum d'accord, les "mesures" additionnelles figurant dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE ne sont pas soumises à bon droit au Groupe spécial. En vertu de ces dispositions, un Membre doit d'abord présenter une demande de consultations au sujet d'une mesure avant de présenter une demande d'établissement d'un groupe spécial. Il ne peut pas indiquer la mesure pour la première fois dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial. Il est important de noter que, dans le présent différend, la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE n'a pas "restreint" leur demande de consultations comme elles nous l'ont indiqué hier. Au contraire, elles ont élargi leur demande d'établissement d'un groupe spécial, ce qui est incompatible avec le Mémorandum d'accord.

7. L'"application ou le maintien en application" de droits antidumping a été source d'une grande confusion pour les États-Unis. En vertu de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, les CE étaient dans l'obligation d'indiquer les mesures spécifiques en cause et le mandat du Groupe spécial au titre de l'article 7:1 du Mémorandum d'accord se limite à ces mesures spécifiques. Par conséquent, les seules mesures spécifiques indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE devaient être les cas d'application de droits qui figuraient effectivement dans la demande de consultations présentée par les CE. Tout d'abord, dans leur demande, les CE semblent demander au Groupe spécial de décider si c'est "le maintien en application" ou l'"application" qui est en cause. Ce sont les CE en tant que partie plaignante qui doivent en décider lorsqu'elles indiquent les "mesures" qu'elles contestent.

8. En outre, l'application ou le maintien en application des droits résultant de 18 ordonnances distinctes maintenus en place ou calculés en vertu de la mesure la "plus récente" renvoie à la détermination la "plus récente" indiquée dans l'annexe de la demande d'établissement d'un groupe spécial pour chacune des 18 ordonnances et soumise par ailleurs à bon droit au Groupe spécial. Autrement dit, les cas d'"application" de droits au titre des 18 ordonnances constitueraient au moins 18 mesures différentes, bien que lorsqu'elles mentionnent les divers réexamens administratifs, réexamens à l'extinction et enquêtes initiales, les CE semblent se référer à un multiple élevé de 18. L'expression "maintien en application" n'est pas claire – dans la mesure où les CE entendent se référer à des déterminations non spécifiées ou à l'application de droits au titre d'une ordonnance après la date de la demande d'établissement d'un groupe spécial, ce qui fait que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE n'est pas conforme à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Cette demande ne peut pas indiquer de mesures "spécifiques" si celles-ci ne sont pas précisées ou si elles n'existent pas au moment de l'indication.

9. Peut-être parce qu'elles reconnaissent que leur demande d'établissement d'un groupe spécial comporte des défauts, les CE ont tenté une fois de plus de reformuler ces mesures. Dans leur réponse à la demande de décisions préliminaires présentée par les États-Unis, les CE ont noté que la détermination "la plus récente" incluait également "toute mesure ultérieure".[1] En vertu du Mémorandum d'accord, l'expression "toute mesure ultérieure" ne pouvait pas englober une mesure pouvant faire l'objet d'une procédure de règlement des différends si elle n'existait pas au moment de l'établissement du Groupe spécial.

10. La référence faite dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE aux procédures "les plus récentes" non spécifiées semblerait également viser des déterminations antidumping antérieures non spécifiées. Par exemple, en ce qui concerne l'affaire *Roulements à billes en provenance d'Allemagne*, qui est l'affaire III dans l'annexe de la demande d'établissement d'un groupe spécial, les CE ont indiqué plusieurs réexamens administratifs et plusieurs sociétés bien

[1] Réponse des CE à la demande de décisions préliminaires, paragraphe 47.

précises. Toutefois, il existe également au moins un autre taux actuellement en vigueur – appelé taux résiduel global. On ne sait pas très bien si lorsqu'elles mentionnent "l'application ou le maintien en application" de droits antidumping, les CE incluraient ce taux. Ce point est important pour la défense des États-Unis et l'analyse du Groupe spécial car il soulèverait des questions de droit et de fait distinctes concernant ce taux qui n'ont pas été examinées par ailleurs. Le Groupe spécial devrait au moins être conscient du fait que le taux résiduel global actuellement en vigueur en l'espèce, entre autres choses, est le résultat de la détermination faite dans le cadre de l'enquête initiale. Dans cette affaire particulière, la détermination a été établie en 1989. Il est clair que certaines questions de droit additionnelles doivent être examinées si les CE affirment que les obligations énoncées dans l'Accord antidumping s'appliquent aux marges de dumping calculées plus de cinq ans avant la conclusion de l'Accord. Des questions similaires ou additionnelles pourraient se poser au sujet des autres affaires indiquées par les CE en fonction de l'ampleur du sens qu'elles donnent à l'expression "application ou maintien en application".

11. Malheureusement, les problèmes posés par l'approche des CE ne s'arrêtent pas là. Hier, elles semblaient dire que "l'application et le maintien en application" des droits antidumping résultant de 18 ordonnances était censée englober l'application de la réduction à zéro dans les 18 affaires répertoriées dans l'annexe. Elles ont également allégué que "l'application et le maintien en application" pouvait faire partie d'une sorte de mesure combinée "en tant que telle/telle qu'appliquée" – ce que le Japon a reconnu ce matin comme étant "un nouveau type de mesure".[2]

12. La tentative des CE de redéfinir cette mesure alléguée ne peut pas être conciliée avec leur demande d'établissement d'un groupe spécial. Ce document fait référence au "maintien en application ou [à] l'application des droits antidumping spécifiques" dans 18 affaires. Les États-Unis ne voient pas comment ce membre de phrase pourrait être interprété comme désignant l'application ou le maintien en application de la "réduction à zéro". Cette description manque également de spécificité. Les CE voudraient maintenant affirmer qu'elles ont inclus une référence généralisée à l'application de la "réduction à zéro" dans 18 affaires approximativement définies sans indiquer la détermination exacte dans le cadre de laquelle la réduction à zéro a effectivement été appliquée, ce qui constitue en fait une tentative explicite d'englober des déterminations que les États-Unis n'ont même pas faites.

13. Les États-Unis demandent au Groupe spécial de réfléchir à la question de savoir comment cette prétendue mesure pourrait, de quelque manière que ce soit, faire partie d'une allégation "en tant que tel", lorsqu'elle fait référence à l'"application" de quelque chose. Les CE ont indiqué explicitement qu'elles "ont décidé de ne pas demander au présent Groupe spécial de se prononcer une nouvelle fois sur l'incompatibilité de la méthode de la réduction à zéro des États-Unis utilisée dans les enquêtes initiales et dans les enquêtes aux fins de réexamens "en tant que tel"".[3] On ne sait pas très bien si les CE ont encore une fois changé d'avis.

14. Il semblerait que ce que les CE voudraient vraiment c'est que le présent Groupe spécial impose aux États-Unis une sorte d'obligation permanente d'éliminer la "réduction à zéro" en se fondant sur des rapports non contraignants de l'Organe d'appel dans des différends autres que le présent différend. Comme les États-Unis l'ont expliqué, l'obligation d'offrir des compensations dans le cadre de réexamens administratifs n'apparaît nulle part dans les accords visés et les CE ne peuvent pas jouer sur l'indication des mesures en vue d'obtenir ce que les Accords de l'OMC n'ont pas établi.

15. Le présent Groupe spécial devrait rejeter l'ensemble de mesures concernant "l'application ou le maintien en application" comme ne relevant pas de son mandat. Les prétendues mesures n'ont pas

[2] Déclaration orale du Japon, paragraphe 3.
[3] Première communication écrite des CE, paragraphe 2.

été indiquées dans la demande de consultations et la demande des CE manque également de spécificité.

16. Monsieur le Président, Madame et Monsieur les membres du Groupe spécial, nous sommes heureux d'avoir eu l'occasion de présenter ces observations finales et attendons avec intérêt de poursuivre avec vous les travaux sur ces questions.

ANNEXE D-4

DÉCLARATION FINALE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES À LA PREMIÈRE RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL

1. Monsieur le Président, Madame et Monsieur les membres du Groupe spécial:

2. Dans la présente déclaration finale, les CE voudraient rappeler brièvement certains des points qui ont été examinés au cours de cette audience, certains d'entre eux étant assez remarquables.

3. D'une manière générale, nous avons entendu les États-Unis affirmer que vous n'avez pas besoin de tenir compte des aspects économiques du monde réel que les règles juridiques énoncées dans l'Accord antidumping visaient à réglementer et que vous n'avez pas non plus besoin de tenir compte de la logique économique interne et de la cohérence générales de l'Accord antidumping, et en particulier de la conception et de l'architecture générales de l'article 2.4.2. Pour reprendre les termes des États-Unis, l'Accord antidumping est une "chimère". Nous ne sommes pas d'accord. Nous proposons au Groupe spécial une interprétation qui non seulement respecte pleinement – en fait, nous pensons qu'elle est dictée par – les règles juridiques d'interprétation (bonne foi, sens ordinaire, contexte, objet et but et travaux préparatoires), mais qui donne également à tous les termes pertinents du traité un sens au niveau économique et qui respecte la conception et l'architecture générales des dispositions en question et de l'Accord antidumping dans son ensemble.

4. Nous avons également entendu les États-Unis affirmer que les disciplines essentielles de l'Accord antidumping – à la fois les disciplines de fond prévues à l'article 2 et les disciplines procédurales énoncées à l'article 6 – étaient facultatives lorsqu'il s'agissait de mener des enquêtes et de recalculer les marges de dumping dans les procédures de fixation des droits. Nous avons, en outre, entendu les États-Unis affirmer qu'ils n'étaient liés par aucune méthode – mais libres d'agir comme bon leur semblait lorsqu'ils comparaient la valeur normale et le prix à l'exportation dans les procédures de fixation des droits – ainsi que dans les procédures liées à de nouveaux exportateurs. Une fois de plus, nous ne sommes pas d'accord. L'Accord antidumping impose des obligations impératives. Les instruments de l'OMC constituent un engagement unique et les Membres ne sont pas autorisés à émettre des réserves au sujet de l'une quelconque des obligations établies dans les accords visés.

5. Nous avons également entendu les États-Unis confirmer que le seul moyen de défense réel qu'ils opposaient aux allégations des CE était le sens du membre de phrase "l'existence de marges de dumping pendant la phase d'enquête" – à part cela, les États-Unis ne remettent pas sérieusement en question le sens de la conception et de l'architecture générales de l'article 2.4.2. Et pourtant, dans le même temps et dans un revirement extraordinaire, nous avons entendu les États-Unis admettre que, dans son sens ordinaire, le terme "enquête" n'était pas synonyme du membre de phrase "enquête visant à déterminer l'existence, le degré et l'effet de tout dumping allégué". Nous avons également expliqué pourquoi l'expression "pendant la phase …" ne venait pas en aide aux États-Unis. Ces derniers sont convenus que cette expression avait une connotation temporelle et faisait, par conséquent, référence à une "période distincte" – autrement dit, les États-Unis sont convenus que les expressions "pendant la phase …" et "pendant la période ..." étaient, dans ce contexte, synonymes. L'observation selon laquelle le membre de phrase "pendant la phase …" fait référence à une période distincte n'étaye en aucune façon l'allégation des États-Unis selon laquelle ce membre de phrase fait référence à la période de 18 mois prévue à l'article 5.10. Au contraire, le sens ordinaire de la structure grammaticale du membre de phrase appelle à conclure que cette expression fait référence à une période au cours de laquelle des marges existent, c'est-à-dire une période de données – une période

couverte par l'enquête initiale ou par l'enquête aux fins du réexamen; et exclut l'affirmation selon laquelle elle fait référence à une période au cours de laquelle des marges sont "établies", comme les États-Unis le voudraient. Il n'existe aucune règle d'interprétation du droit international public à l'appui du point de vue selon lequel il faudrait donner un sens particulier à un terme simplement parce qu'il est "unique" – de nombreux termes uniques figurent dans l'Accord antidumping et leur sens doit être déterminé en appliquant les règles d'interprétation convenues énoncées dans la Convention de Vienne. Il n'existe pas non plus de règle d'interprétation qui exclut les synonymes – l'Organe d'appel l'a dit à maintes reprises et de nombreux synonymes de ce type figurent dans l'Accord antidumping. Selon l'interprétation des CE, la règle normale (période couverte par l'enquête) complète l'exception (dumping ciblé en fonction de la période) et cadre donc avec la conception et l'architecture générales de l'article 2.4.2 et de l'Accord antidumping dans son ensemble.

6. M. le Président, le point de savoir ce qu'auraient pu être ou ne pas être les intentions des États-Unis n'est pas pertinent. En vertu de la Convention de Vienne, pour établir le sens particulier qu'ils souhaitent donner à cette expression, les États-Unis devraient démontrer que tous les Membres avaient eu l'intention de lui donner un tel sens particulier – ce qui n'est manifestement pas le cas. Les États-Unis ont commis une erreur. Nous le déplorons. Mais ce sont les États-Unis qui doivent en subir les conséquences, pas les autres Membres de l'OMC. S'ils avaient pris la peine de discuter de leurs intentions avec les autres Membres de l'OMC, beaucoup de choses auraient pu être différentes. Les États-Unis ne peuvent pas s'appuyer sur leurs propres défaillances pour acquérir unilatéralement des droits additionnels dans le cadre de l'OMC.

7. Certains pourraient dire que les États-Unis ont déjà obtenu tout ce qu'ils désiraient – grâce à leur interprétation unilatérale, les États-Unis recouvrent depuis environ 13 ans des centaines de millions de dollars de droits antidumping excédentaires – sans parler des dommages économiques beaucoup plus importants que ces mesures auront causés en termes de pertes d'échanges et de développement, en particulier pour les pays en développement. Treize années sont une période longue – et même assez longue pour mener un nouveau cycle de négociations de l'OMC. Aucun cent de cette somme n'a jamais été remboursé et il n'y a aucune chance que les États-Unis acceptent un jour de procéder à ce remboursement ou de remédier aux autres dommages qu'ils ont causés aux autres Membres. Tous les Membres de l'OMC sont désormais d'accord: trop c'est trop. Il est temps que les États-Unis cessent cette pratique.

ANNEXE D-5

DÉCLARATION ORALE DU BRÉSIL EN TANT QUE TIERCE PARTIE À LA PREMIÈRE RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL

Monsieur le Président, Madame et Monsieur les membres du Groupe spécial:

1. Le Brésil se félicite de l'occasion qui lui est offerte de présenter ses vues sur certaines des questions soulevées dans le présent différend. Il fait partie de l'écrasante majorité de Membres qui, année après année, ont préconisé la condamnation de ce qu'il est convenu d'appeler la méthode de "réduction à zéro".

Condamnation renouvelée de la "réduction à zéro"

2. Près d'une décennie s'est écoulée depuis que la "réduction à zéro" a été condamnée pour la première fois dans l'affaire *CE – Linge de lit*. Entre 2000, qui constitue l'année de la première condamnation, et 2008, cette méthode a été contestée à au moins sept autres reprises, et la "réduction à zéro" *telle qu'appliquée* et *en tant que telle* a été jugée incompatible avec l'Accord antidumping. La liste des affaires est longue: *États-Unis – Acier laminé à chaud*; *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*; *États-Unis - Bois de construction résineux V*; *États-Unis - Réexamen à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*; *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, *États-Unis - Mesures antidumping visant les crevettes en provenance de l'Équateur* et, plus récemment, *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*.

3. Vous avez peut-être remarqué que dans ces sept différends – sans parler des affaires en cours –, la partie plaignante est toujours la même. Le nombre de recours déposés à l'encontre des États-Unis sur cette question nous montre que, malheureusement et malgré les décisions successives rendues à leur encontre, les États-Unis continuent de recourir à la méthode de "réduction à zéro".

4. Le libellé de ces décisions est parfaitement clair, celles-ci réaffirmant le caractère illégal de la "réduction à zéro" dans tous les types d'enquêtes. Compte tenu de l'utilisation répétée de la "réduction à zéro" par les États-Unis, force est de conclure que ces derniers ont l'intention de prolonger l'existence de la "réduction à zéro" en maintenant celle-ci en place jusqu'à ce que les Membres contestent toutes les formes possibles de réduction à zéro, ainsi que l'utilisation et l'application de cette méthode dans toutes sortes de comparaisons (moyenne pondérée à moyenne pondérée, transaction par transaction et moyenne pondérée à transaction), dans tous les types d'enquêtes (enquête initiale, réexamen périodique et réexamen à l'extinction).

5. Les conséquences de cette tactique ont été désastreuses. En présentant délibérément de manière erronée l'Accord antidumping et en faisant abstraction des constatations et conclusions formulées dans les rapports des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel, les États-Unis ont, dans les faits, refusé d'éliminer la méthode de "réduction à zéro" dans leurs enquêtes, en violation de leurs obligations contractées dans le cadre de l'OMC.

6. Dans chaque nouveau différend portant sur cette question – et ils ont été nombreux – comme il a déjà été indiqué, les États-Unis essaient de défendre à nouveau leur position dans les affaires antérieures, cherchant à défendre ce qui est indéfendable et ce qui a été condamné à maintes reprises. Le présent différend ne fait pas exception.

7. La plupart des arguments avancés par les États-Unis dans le présent différend ont été examinés auparavant et rejetés par des groupes spéciaux et l'Organe d'appel. Les États-Unis semblent refuser de reconnaître ce fait.

8. Dans les sections suivantes, j'expliquerai pourquoi le Brésil considère que le présent Groupe spécial ne devrait pas admettre les arguments des États-Unis et pourquoi il devrait réaffirmer le caractère illégal de la méthode de réduction à zéro.

Refus persistant des États-Unis de se conformer à l'Accord antidumping et aux déterminations de l'ORD

9. Dans le vain espoir d'étayer leur vision particulière de l'Accord antidumping, les États-Unis ressortent dans le présent différend quelques-uns des meilleurs arguments qu'ils ont avancés pendant près de dix ans de procédure devant l'OMC sur la "réduction à zéro". Ils soulèvent des objections de nature différente, qui touchent aussi bien la charge de la preuve que la forme et le fond. Le Brésil axera sa déclaration sur certaines des objections de fond soulevées par les États-Unis, mais cette approche ne devrait pas être considérée comme une approbation des autres allégations de ces derniers.

10. Les parties ne contestent pas que la réduction à zéro n'est pas autorisée dans certaines circonstances. Même les États-Unis le reconnaissent.[1] Cependant, l'argument fondamental invoqué par ceux-ci en guise de moyen de défense consiste à dire que les obligations énoncées à l'article 2.1 et 2.4 de l'Accord antidumping se rapportent uniquement aux enquêtes initiales. Selon eux, les buts des réexamens périodiques et des réexamens à l'extinction n'étant pas les mêmes que ceux des enquêtes initiales, ces réexamens ne seraient pas assujettis à ces obligations.[2]

11. Pour cette raison, les États-Unis semblent avancer l'argument selon lequel les définitions de "produit", de "marges de dumping" et de l'obligation de procéder à une "comparaison équitable", telles qu'elles figurent à l'article 2, ne s'appliqueraient pas aux réexamens périodiques ni aux réexamens à l'extinction.

12. Il s'ensuivrait donc que le Département du commerce serait autorisé à recourir à la méthode de "réduction à zéro" dans toutes les circonstances autres que l'enquête initiale. Le Brésil n'est pas du tout d'accord avec les États-Unis. Cette argumentation est viciée et ne devrait pas être acceptée par le Groupe spécial dans le présent différend. De l'avis du Brésil, les critères prévus à l'article 2, à savoir le "produit", les "marges de dumping" et la "comparaison équitable", sont les éléments fondamentaux de toute enquête, qu'il s'agisse de l'enquête initiale, du réexamen périodique ou du réexamen à l'extinction. Cela constitue l'esprit même de l'Accord antidumping, qui trouve son expression dans l'article 18.3: "les dispositions du présent accord s'appliqueront aux enquêtes, et aux réexamens".

13. Permettez-moi de formuler des observations sur chacun de ces critères, en commençant par le terme "produit". S'agissant de l'existence d'un dumping, l'Accord établit une relation directe entre "le dumping et le produit", et non entre "le dumping et la transaction" comme les États-Unis l'allèguent.[3] L'article 2.1 de l'Accord antidumping et l'article VI:1 du GATT de 1994 mentionnent clairement qu'"[a]ux fins du présent accord, un *produit* doit être considéré comme faisant l'objet d'un dumping ... si le prix à l'exportation de ce *produit* … est inférieur au prix comparable … pour le *produit* similaire destiné à la consommation dans le pays exportateur".

14. Il convient de faire observer, *premièrement*, qu'il n'y a pas une seule mention du terme "transaction". De plus, le dumping est qualifié par rapport au *produit dans son ensemble*.

[1] Voir la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 77 et 155.
[2] Voir la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 108.
[3] Voir la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 85.

Deuxièmement, une telle définition est applicable à tout l'Accord. Cette interprétation a été confirmée par l'Organe d'appel dans les affaires *CE – Linge de lit*, *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion* et *États-Unis – Bois de construction résineux V*, et plus récemment dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*.

15. Passons maintenant au deuxième critère, soit la "marge de dumping". Comme dans le cas de la notion de "dumping", les marges de dumping sont aussi définies par rapport au produit, et non par rapport à la transaction. L'article VI:2 du GATT de 1994 ne laisse aucun doute à ce sujet. L'Organe d'appel lui-même ne voyait pas très bien "comment l'autorité chargée de l'enquête pourrait correctement établir des marges de dumping pour le produit visé par l'enquête dans son ensemble sans agréger *tous* les résultats des comparaisons multiples pour *tous* les types de produit".[4] Il a également affirmé que "le montant des droits antidumping fixés ne dépassera pas la marge de dumping déterminée pour le produit dans son *ensemble*".[5]

16. Comme ces décisions et déclarations nous permettent de le voir, la notion de "marge de dumping" ne comprend pas seulement la notion de *produit dans son ensemble*, mais fait aussi office de *plafond* quant aux droits qui peuvent être perçus.

17. Il devrait être clair pour les États-Unis, maintenant, que les notions de dumping, de marges de dumping et de produit (considéré dans son ensemble) sont liées entre elles. Si ce n'est pas le cas, permettez-moi de rappeler le point de vue de l'Organe d'appel sur ce point: "[L]'agencement et l'architecture de l'Accord antidumping montrent bien: a) que les notions de "dumping" et de "marges de dumping" sont liées à un "produit" … b) que le "dumping" et les "marges de dumping" doivent être déterminés pour chaque exportateur ou producteur étranger connu faisant l'objet d'un examen ... Ces notions sont liées entre elles. Elles ne varient pas selon les méthodes suivies pour l'établissement d'une détermination au titre des différentes dispositions de l'Accord antidumping."[6]

18. J'en viens maintenant au troisième critère, soit l'obligation de procéder à une "comparaison équitable", qui est également prévu à l'article 2. Il s'agit d'un principe primordial qui s'applique dans tout l'Accord antidumping, ainsi qu'il est prescrit aux articles 2.4, 9.3 et 18.3, et ainsi que l'Organe d'appel l'a interprété dans l'affaire *CE - Linge de lit* et réitéré par la suite dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*. L'Organe d'appel a expliqué que la "comparaison équitable" était une obligation générale et que "[c]ette obligation générale éclair[ait] l'ensemble de l'article 2, mais s'appliqu[ait] en particulier à l'article 2.4.2, qui [avait] été rédigé expressément "sous réserve des dispositions régissant la comparaison équitable énoncées [à l'article 2.4]"".[7] Il a également affirmé que "l'expression "comparaison équitable" figurant dans la première phrase de l'article 2.4 créait une obligation indépendante et, deuxièmement, que le champ d'application de cette obligation n'était pas limité à la question générale traitée expressément au paragraphe 4 (c'est-à-dire la comparabilité des prix)".[8]

19. En réduisant à zéro certaines transactions, le Département du commerce des États-Unis ne tient pas compte du produit dans son ensemble; il ne respecte pas non plus le plafond établi par les marges de dumping parce que la réduction à zéro aboutit à des marges de dumping artificielles et plus élevées, si bien que la détermination positive de l'existence d'un dumping est plus probable.[9] Il est

[4] Voir le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphe 98.

[5] Voir le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 127.

[6] Voir le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 114.

[7] Voir le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Linge de lit*, paragraphe 59.

[8] Voir le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 146.

[9] Voir le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 142.

donc clair qu'en ayant recours à la méthode de réduction à zéro, l'autorité chargée de l'enquête ne peut pas effectuer une détermination impartiale et équitable de l'existence d'un dumping, comme le prescrit l'article 17.6 i).

Arguments des États-Unis

20. Examinons *d'abord* les arguments relatifs à l'autorisation alléguée d'appliquer la réduction à zéro dans les enquêtes ayant trait au dumping ciblé. Les États-Unis tentent de convaincre le présent Groupe spécial que la deuxième phrase de l'article 2.4.2 autoriserait l'application de la méthode de "réduction à zéro". Ils ont recours à cette phrase pour légitimer leur pratique de la réduction à zéro dans la méthode "moyenne à transaction" utilisée dans les réexamens périodiques. C'est inacceptable.

21. Ni la deuxième phrase de l'article 2.4.2 ni l'Accord antidumping dans son ensemble n'autorisent la "réduction à zéro". Chacun sait i) que la "réduction à zéro" entre en contradiction avec l'architecture et l'agencement de l'Accord antidumping; ii) que la deuxième phrase de l'article 2.4.2 prévoit une *circonstance exceptionnelle*; elle ne constitue pas une *exception aux principes* régissant l'Accord antidumping, et iii) comme corollaire de ce qui précède, que puisqu'il ne s'agit pas d'une exception aux principes fondamentaux de l'Accord, la situation exposée dans la deuxième phrase de l'article 2.4.2 est toujours soumise aux principes établis dans l'Accord antidumping.[10]

22. *Deuxièmement*, les États-Unis allèguent également que le dumping peut se produire au cours d'une transaction unique.[11] Cela n'est pas vrai. Tout en reconnaissant que l'autorité chargée de l'enquête a le pouvoir discrétionnaire de définir le produit couvert par l'enquête, l'Organe d'appel a indiqué que l'existence d'un "dumping" et de "marges de dumping" pouvait uniquement être constatée par rapport à un produit. Leur existence ne pouvait pas être constatée au niveau d'un type, d'un modèle ou d'une catégorie du produit considéré; de même, elle ne pouvait pas être constatée au niveau d'une transaction individuelle.[12]

23. *Troisièmement*, les États-Unis font valoir qu'en raison de leurs buts différents, les trois types d'enquêtes (enquête initiale, réexamen aux fins de la fixation des droits et réexamen à l'extinction) ne sont pas assujettis aux mêmes obligations au titre de l'Accord antidumping. De l'avis du Brésil, un tel argument est trompeur parce que l'analyse n'est plus axée sur l'existence et le montant d'un dumping, mais sur les *buts*.

24. Supposons que ces trois enquêtes ont effectivement des objectifs différents, à savoir i) déterminer s'il faudrait mettre en place une mesure corrective à l'encontre du dumping; ii) déterminer le montant précis de cette mesure[13] et, enfin, iii) déterminer s'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira.[14]

25. Chacun sait que pour atteindre l'un ou l'autre de ces trois objectifs, l'autorité chargée de l'enquête doit nécessairement évaluer l'existence d'un dumping et/ou les marges de dumping. Cette évaluation ne peut pas être faite sans appliquer les notions de "produit", de "marges de dumping" et de "comparaison équitable", telles qu'elles sont définies dans l'Accord antidumping et par l'Organe d'appel. En appliquant ces critères, on peut raisonnablement en conclure que ce qui importe vraiment dans ces enquêtes – que ce soit l'enquête initiale, le réexamen périodique ou le réexamen à l'extinction -, c'est la *manière* dont la marge de dumping est calculée, indépendamment de l'objectif de

[10] Voir le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 97. Voir aussi les notes 7 et 8.

[11] Voir la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 85.

[12] Voir le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphes 115 et 151.

[13] Voir la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 108.

[14] Voir la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 153.

l'enquête. Par conséquent, quel que soit le but, les trois types d'enquêtes concernent tous le "produit", la "marge de dumping" et la "comparaison équitable".

26. *Quatrièmement*, nous en venons à l'affirmation des États-Unis selon laquelle l'enquête initiale et les réexamens aux fins de la fixation des droits seraient également des procédures *indépendantes*.[15] Le Brésil conteste vivement cette affirmation ingénieuse mais complètement illogique. L'indépendance des procédures n'est pas en jeu. Il est question en l'espèce du recours à la réduction à zéro en tant que méthode de calcul du dumping. Même si nous reconnaissons que ces enquêtes peuvent être indépendantes, nul ne peut alléguer l'indépendance des procédures pour refuser d'appliquer les principes et les lignes directrices énoncés à l'article 2.1 et 2.4, à savoir encore une fois les notions de "produit", de "marges de dumping" et de "comparaison équitable". La réduction à zéro en soi est incompatible avec l'Accord antidumping, quelle que soit la procédure à laquelle elle est appliquée.[16]

27. Par ailleurs, les enquêtes peuvent être indépendantes mais elles ne sont pas dissociées les unes des autres. Il en est ainsi parce que les marges viciées ou la simple existence d'un dumping qui est constatée à quelque stade que ce soit – en appliquant la réduction à zéro – viendront vicier de manière irréparable l'enquête ultérieure, dans la mesure où celle-ci repose sur l'existence viciée sur le plan juridique d'un dumping ou d'une marge de dumping.

Monsieur le Président,

28. Tous les arguments avancés par les États-Unis en l'espèce ont déjà été examinés dans des affaires antérieures. Les nombreuses citations provenant de rapports de l'Organe d'appel et des groupes spéciaux que les CE et les tierces parties ont utilisées laissent voir une constante: le fait que les États-Unis n'ont pas convaincu le mécanisme de règlement des différends du fait que la réduction à zéro pouvait satisfaire aux critères mentionnés à l'article 2, à savoir le "produit", la "marge de dumping" et la "comparaison équitable", ni à ceux de l'Accord antidumping dans son ensemble.

29. Les États-Unis tentent de balayer les arguments des CE relatifs aux conclusions de l'Organe d'appel au motif qu'ils ne sont pas "convaincants".[17] Compte tenu du bilan des États-Unis en matière de non-conformité avec des décisions multilatérales, surtout lorsqu'il s'agit de "réduction à zéro", force est de conclure que les arguments ne peuvent *jamais* être suffisamment convaincants pour les États-Unis, malgré les condamnations constantes de la pratique par le mécanisme de règlement des différends de l'OMC. Le maintien en existence et en application de la réduction à zéro par les États-Unis, indépendamment de ce que l'Accord antidumping ainsi que les rapports des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel ont eu à dire à ce sujet pendant près de dix ans de procédure, semble indiquer que les États-Unis continueront de faire abstraction des décisions de l'ORD. Cela montre également que les États-Unis continueront de mettre en œuvre ces décisions d'une manière très spécifique et limitée, comme ils l'ont fait dans les affaires "Acier laminé à chaud" et "Crevettes" engagées par le Japon et l'Équateur, respectivement.

30. Le caractère convaincant n'est toutefois pas la question en cause. La présente affaire concerne la mise en conformité avec les décisions successives de l'ORD portant sur le caractère illégal de la réduction à zéro et l'élimination une fois pour toutes de cette pratique partiale et non conforme.

---

[15] Voir la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 71.

[16] Voir le rapport de l'Organe d'appel dans les affaires *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 127, et *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphes 183 à 185.

[17] Voir la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 98 et 115.

31. Dans leur croisade pour préserver l'utilisation des pratiques antidumping du Département du commerce, les États-Unis ont recours à l'historique des négociations, au Code antidumping du Tokyo Round et aux travaux réalisés par les experts dans le cadre du GATT de 1947. Après maintes décisions portant sur le caractère illégal de la réduction à zéro, déterrer le passé semble à ce stade-ci constituer un ultime argument, nullement convaincant, avancé lorsque tous les autres ont échoué. L'Organe d'appel a confirmé que ces arguments avaient une pertinence limitée et n'offraient pas d'indications additionnelles sur la question.[18] Cependant, même si les États-Unis peuvent considérer selon leur interprétation que la réduction à zéro était autorisée à cette époque, la réalité actuelle au vu de l'Accord antidumping et des décisions de l'Organe d'appel ne laisse aucune marge pour accepter la réduction à zéro. La méthode de réduction à zéro est l'incarnation de l'un des péchés capitaux dans le système commercial multilatéral: le protectionnisme.

Monsieur le Président, Madame et Monsieur les membres du Groupe spécial,

32. Le Brésil est convaincu que vos conclusions grossiront la liste des condamnations successives de la réduction à zéro dans tous les types d'enquêtes, peu importe la méthode utilisée, qu'elle soit prospective ou rétrospective. Dans l'intérêt du multilatéralisme et de la conformité, nous espérons sincèrement que, face à une nouvelle condamnation, les États-Unis se conformeront cette fois-ci à vos décisions, qu'ils soient ou non convaincus par vos arguments.

Je vous remercie.

[18] Voir le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux V (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 121.

ANNEXE D-6

DÉCLARATION ORALE DE L'INDE EN TANT QUE TIERCE PARTIE À LA PREMIÈRE RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL

Monsieur le Président, Madame et Monsieur les Membres du Groupe spécial:

1. L'Inde vous remercie de lui avoir donné l'occasion de présenter ses vues en tant que tierce partie au présent différend.

2. La question de la réduction à zéro revêt une très grande importance systémique pour le système commercial multilatéral. Il est regrettable que les États-Unis continuent d'appliquer la méthode de "réduction à zéro" pour déterminer les marges de dumping malgré la conclusion claire formulée par des groupes spéciaux et l'Organe d'appel dans plusieurs rapports, selon laquelle le recours à cette méthode est incompatible avec les articles 2.4.2, 9.3, 11.2 et 11.3 de l'Accord antidumping.

3. Monsieur le Président, l'Inde fait observer que, le 26 décembre 2006, les États-Unis ont annoncé qu'ils avaient partiellement mis en œuvre les décisions et recommandations de l'ORD dans l'affaire DS294 *États-Unis – Lois, réglementations et méthode de calcul des marges de dumping (États-Unis – Réduction à zéro (CE))* en modifiant leur méthode de réduction à zéro selon les modèles, de façon à abandonner l'utilisation de la réduction à zéro. Toutefois, plusieurs mesures imposées par les États-Unis n'ont pas été corrigées et demeurent viciées par le recours à cette méthode. À cet égard, nous appelons spécifiquement l'attention sur le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Mesures relatives à la réduction à zéro et aux réexamens à l'extinction - Japon* (DS322). À la réunion de l'ORD du 20 février 2007, les États-Unis ont confirmé leur intention de mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD dans le différend et dit qu'ils auraient besoin d'un délai raisonnable pour ce faire comme il est prévu à l'article 21:3 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. Un laps de temps suffisant s'est écoulé depuis, et l'Inde fait observer qu'à l'exception de la suppression de la réduction à zéro en ce qui concerne les comparaisons moyenne pondérée à moyenne pondérée dans les enquêtes initiales, les États-Unis continuent de recourir à la réduction à zéro dans d'autres méthodes de comparaison, soit la méthode transaction par transaction et la méthode moyenne pondérée à transaction, dans les enquêtes initiales en tant que telles. De plus, les États-Unis continuent de recourir à la réduction à zéro dans chaque méthode de comparaison au stade des réexamens administratifs en tant que tels et des réexamens à l'extinction en tant que tels, et n'ont pas encore pris de dispositions pour modifier leurs lois et leurs pratiques administratives en la matière.

4. Monsieur le Président, il est donc important que le présent Groupe spécial réitère et renforce la conclusion selon laquelle la pratique de réduction à zéro, comme il est indiqué plus haut, est "en tant que telle" incompatible avec les obligations résultant du GATT de 1994, de l'Accord antidumping et de l'Accord instituant l'OMC, comme l'Organe d'appel l'a estimé. Toute autre conclusion aboutirait au maintien par les États-Unis de la pratique de réduction à zéro, qui non seulement gonfle les marges de dumping, mais affaiblit l'obligation de procéder à un examen objectif de l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping et, en définitive, attribue un dumping même dans les cas où il peut ne pas y avoir de dumping.

5. Monsieur le Président, nous sommes convaincus que les États-Unis seront forcés tôt ou tard d'admettre qu'il est inutile de continuer de recourir à la "réduction à zéro". Nous demeurons toutefois profondément préoccupés par l'incidence de leur recours prolongé à cette méthode sur la crédibilité et la prévisibilité du système multilatéral de règlement des différends. Compte tenu de la jurisprudence établie de l'Organe d'appel, nous estimons que le Groupe spécial réaffirmera que la pratique de "réduction à zéro" utilisée par un Membre de l'OMC quel qu'il soit dans chacune des méthodes de comparaison pendant l'enquête initiale, les réexamens périodiques ou administratifs et les réexamens à l'extinction est incompatible avec les obligations résultant pour les Membres de l'OMC de l'Accord antidumping.

ANNEXE D-7

DÉCLARATION ORALE DU JAPON EN TANT QUE TIERCE PARTIE À LA PREMIÈRE RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL

Introduction

1. Monsieur le Président, Madame et Monsieur les Membres du Groupe spécial, nous sommes heureux de comparaître devant vous aujourd'hui pour présenter les vues du Japon en tant que tierce partie au présent différend. Le Japon souhaite aborder brièvement deux questions devant le Groupe spécial: 1) les mesures en cause et 2) le rôle de la jurisprudence.

Mesures en cause

2. Dans le présent différend, les Communautés européennes ("CE") contestent deux séries de mesures. La première est "l'application ou le maintien en application des droits antidumping spécifiques résultant des 18 ordonnances antidumping énumérées dans l'annexe de la demande d'établissement du Groupe spécial, tels qu'ils ont été calculés ou sont maintenus en place à la suite du réexamen administratif le plus récent ou, selon le cas, de la procédure initiale ou de la procédure de réexamen pour changement de circonstances ou de réexamen à l'extinction".[1] La deuxième est "l'application de la réduction à zéro (c'est-à-dire le recours à la technique de réduction à zéro selon les modèles ou simple) telle qu'elle a été faite dans 52 procédures antidumping, y compris les procédures initiales, les procédures de réexamen administratif et les procédures de réexamen à l'extinction énumérées dans l'annexe de la demande d'établissement du Groupe spécial".[2]

3. La première mesure susmentionnée est un nouveau type de mesure que nous avons vu dans une série d'affaires en matière de réduction à zéro examinées dans le cadre du système de règlement des différends de l'OMC. Le Japon estime toutefois qu'il s'agit d'une mesure admissible en tant que mesure en cause pour les raisons suivantes.

4. Le Japon estime que la première mesure est suffisamment spécifique pour satisfaire au critère de spécificité prescrit par l'article 6:2 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (le "Mémorandum d'accord"). Les ordonnances antidumping sur lesquelles les droits sont fondés sont identifiées dans l'annexe de la demande d'établissement du Groupe spécial. Les droits appliqués sont calculés ou maintenus au moyen de la pratique de la réduction à zéro. Il existe une coutume bien connue selon laquelle la pratique de la réduction à zéro continue d'être utilisée dans les réexamens administratifs ultérieurs ou, selon le cas, dans les procédures initiales ou les procédures de réexamen pour changement de circonstances ou de réexamen à l'extinction. Par conséquent, "l'application ou le maintien en application des droits antidumping spécifiques résultant des 18 ordonnances antidumping" peut être considéré comme une mesure en cause.

5. En ce qui concerne les réexamens périodiques dont il a été constaté qu'ils étaient incompatibles avec l'Accord antidumping et le GATT de 1994, dans les affaires *États-Unis – Lois, réglementations et méthode de calcul de la marge de dumping (Réduction à zéro) (DS294)* et *États-Unis – Mesures relatives à la réduction à zéro et aux réexamens à l'extinction (DS322)*, les

[1] Première communication des CE, paragraphe 34.
[2] *Id.*, paragraphe 35.

États-Unis font valoir que dans chaque cas les résultats ont été remplacés par ceux des réexamens ultérieurs et, partant, qu'aucune autre action n'était nécessaire pour qu'ils mettent les mesures contestées en conformité avec les recommandations et décisions de l'Organe de règlement des différends ("ORD").[3] Selon le Japon, cette logique est difficile à comprendre. Elle affaiblit les résultats du système de règlement des différends de l'OMC.

6. La théorie des CE dans la présente affaire constitue l'une des approches raisonnables pour repousser ce genre d'argument qui nuit à l'efficacité du système de règlement des différends de l'OMC.

Rôle de la jurisprudence

7. Le Japon souscrit à l'argument des CE voulant que "[l]e recours à la jurisprudence découle effectivement de la nécessité de garantir dans tout système juridique la sécurité, la constance et la prévisibilité"[4] et que, par conséquent, "même dans les cas où des décisions antérieures ne sont pas contraignantes en soi, il est nécessaire de recourir à la jurisprudence pour en garantir la constance, en particulier lorsque ces décisions sont rendues par des instances supérieures".[5]

8. Dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, l'Organe d'appel, après mûre délibération, a été d'avis que les procédures de réduction à zéro étaient prohibées dans toutes les procédures antidumping, quelle que soit la méthode de calcul de la marge de dumping. Le Japon demande au Groupe spécial de respecter la décision susmentionnée de l'Organe d'appel et de maintenir des constatations constantes sur les questions juridiques relatives à la réduction à zéro. Les motifs sur lesquels repose l'argument du Japon sont les suivants.

9. Ainsi que les CE le font valoir, i) les constatations de l'Organe d'appel sont hiérarchiquement supérieures et portent uniquement sur des questions de droit, et ii) les constatations ont été reprises dans plusieurs affaires, de sorte qu'il existe maintenant une interprétation constante.[6]

10. L'article 3:2 du Mémorandum d'accord énonce le but du système de règlement des différends de l'OMC. Cette disposition mentionne que "[l]e système de règlement des différends de l'OMC est un élément essentiel pour assurer la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral". (non souligné dans l'original.) Une application constante de l'Accord sur l'OMC aux Membres doit être assurée dans le cadre du système de règlement des différends. En d'autres termes, si la situation visée par les constatations juridiques adoptées par voie de décision de l'ORD varie au cas par cas en ce qui concerne les mêmes questions juridiques, il en résulterait un traitement inéquitable ou inégal des Membres, ce qui affaiblirait "la sécurité et la prévisibilité" du système de règlement des différends de l'OMC. Si le traitement inéquitable ou inégal des Membres persiste, le système de règlement des différends ne peut pas maintenir sa constance et il perd forcément sa crédibilité.

11. Par contre, le Japon reconnaît également que le Groupe spécial n'a pas besoin de recourir à la jurisprudence dans des circonstances exceptionnelles. Cependant, nous ne pouvons trouver aucune circonstance exceptionnelle dans le présent différend. Il semble que les États-Unis ont simplement rouvert l'argument en montrant que les décisions de l'Organe d'appel concernant la réduction à zéro ne sont pas convaincantes. Dans les circonstances actuelles, le Japon demande au Groupe spécial de procéder à une "évaluation objective de la question" en se fondant sur la jurisprudence. Dans ce sens, le Japon croit comprendre que la décision rendue par le Groupe spécial *Mexique – Acier inoxydable*, datée du 20 décembre 2007, s'écarte des critères susmentionnés.

---

[3] WT/DS322/22/Add.2.
[4] Première communication écrite des CE, paragraphe 68.
[5] *Id*.
[6] Première communication écrite des CE (20 août 2007), paragraphe106.

12. Par conséquent, le Japon exhorte le Groupe spécial dans le présent différend à respecter la décision susmentionnée de l'Organe d'appel et à maintenir des constatations constantes dans le système de règlement des différends.

13. Le Japon remercie le Groupe spécial de lui avoir donné l'occasion de soulever ces points. Il se fera un plaisir de répondre aux questions.

ANNEXE D-8

DÉCLARATION ORALE DE LA CORÉE EN TANT QUE TIERCE PARTIE À LA PREMIÈRE RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL

Monsieur le Président, Madame et Monsieur les membres du Groupe spécial:

1. La République de Corée (la "Corée") se félicite d'avoir la possibilité, en tant que tierce partie, de présenter ses vues au Groupe spécial dans ce différend important. Au moyen de la présente déclaration, elle donne un aperçu des questions essentielles qui figurent dans sa communication en tant que tierce partie datée du 19 septembre 2007.

A. COMME L'ORGANE D'APPEL L'A CONSTAMMENT CONSTATÉ, LA "RÉDUCTION À ZÉRO" DOIT ÊTRE PROHIBÉE DANS *TOUTES* LES PROCÉDURES ANTIDUMPING, Y COMPRIS LES ENQUÊTES INITIALES, LES RÉEXAMENS ADMINISTRATIFS ET LES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION

2. Tout d'abord, la Corée fait observer que dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, qui constitue la décision de l'Organe d'appel la plus récente relative à la réduction à zéro, l'Organe d'appel a été d'avis, sans équivoque, que la réduction à zéro à *tous* égards violait les dispositions pertinentes de l'Accord antidumping.[1] La Corée demande au Groupe spécial de se conformer à ce précédent sans ambiguïté, clair et directement pertinent et de réaffirmer, dans le présent différend, que la "réduction à zéro" utilisée par l'USDOC doit être prohibée dans *toutes* les procédures antidumping.

3. La Corée estime que la déférence d'un groupe spécial à l'égard de la jurisprudence de l'Organe d'appel est cruciale et essentielle pour préserver l'intégrité de la procédure de règlement des différends de l'OMC. Ne pas tenir compte des précédents clairs de l'Organe d'appel, sans qu'il y ait de raisons particulières pour établir une distinction avec l'affaire qui nous intéresse, entamerait la confiance qu'ont les Membres dans le système de règlement des différends à laquelle ils tiennent tant et remettrait en cause la stabilité du régime commercial international. Nous relevons également que même les États-Unis continuent de se référer aux précédents des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel pour formuler leurs propres arguments. Nous trouvons surprenante la manière dont les États-Unis justifieraient leur position selon laquelle chaque groupe spécial est encouragé à s'écarter des précédents alors qu'eux-mêmes consacrent une grande partie de leur propre communication à citer ces précédents. La Corée demande au Groupe spécial de s'acquitter de son obligation au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord en appliquant raisonnablement les précédents pertinents.

B. LA "RÉDUCTION À ZÉRO" TELLE QU'ELLE EST UTILISÉE DANS LES ENQUÊTES INITIALES VIOLE L'ARTICLE 2.4 ET 2.4.2 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

4. Il existe un grand nombre de précédents, dans lesquels les groupes spéciaux et l'Organe d'appel ont constaté que la pratique de la réduction à zéro, utilisée dans la comparaison moyenne à moyenne dans une enquête initiale, violait l'article 2.4 et 2.4.2 de l'Accord antidumping. La Corée croit également comprendre que même les États-Unis ne contestent plus ce point. À son avis, le Groupe spécial pourrait, par conséquent, facilement établir sa détermination concernant cette question dans le présent différend.

---

[1] *Voir États-Unis – Mesures relatives à la réduction à zéro et aux réexamens à l'extinction*, WT/DS322/AB/R (adopté le 23 janvier 2007) ("*États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*"), paragraphes 137 et 138, 147, 166, 167 à 169, 177, 186 et 187.

C. LE RÉEXAMEN PÉRIODIQUE AU TITRE DE L'ARTICLE 9.3 EST ÉGALEMENT RÉGI PAR LES PRINCIPES DE L'ARTICLE 2.4 ET 2.4.2 ET, PAR CONSÉQUENT, LA RÉDUCTION À ZÉRO DANS LES RÉEXAMENS PÉRIODIQUES VIOLE LES ARTICLES 2.4, 2.4.2 ET 9.3

5. La prescription fondamentale prévue à l'article 2.4 et 2.4.2 constitue une obligation primordiale qui s'applique à *tous* les calculs du dumping. Dans la mesure où une marge de dumping est effectivement calculée, une telle obligation doit également s'appliquer aux réexamens administratifs. La Corée fait observer qu'une marge de dumping est effectivement calculée lors d'un réexamen administratif effectué par l'USDOC. En adoptant la méthode de la réduction à zéro dans les réexamens administratifs et en ne respectant pas les prescriptions de l'article 2.4 et 2.4.2 dans ces procédures, l'USDOC violait donc non seulement l'article 2.4 et 2.4.2, mais, ce faisant, violait aussi l'article 9.3 pour ce qui était des divers réexamens administratifs auxquels il procédait et qui étaient indiqués dans la première communication écrite des CE. Les États-Unis s'efforcent de montrer pourquoi les réexamens administratifs sont différents des enquêtes initiales, mais tant que des calculs manipulés artificiellement sont réalisés, il n'y a aucune raison d'établir une distinction entre ces deux procédures.

6. La Corée estime que les réexamens administratifs tels qu'ils sont effectués par l'USDOC ne devraient pas et ne peuvent pas être distingués des enquêtes initiales et que des calculs et une évaluation presque identiques sont réalisés dans le cadre des deux procédures. Elle ne trouve aucune raison de traiter les réexamens administratifs d'une façon en quoi que ce soit différente. L'utilisation par les États-Unis de la réduction à zéro dans les réexamens administratifs, qui est en cause ici, est donc incompatible avec l'Accord antidumping *à la fois* dans le calcul d'une marge de dumping révisée aux fins du dépôt en espèces et dans le calcul du montant du droit fixé rétrospectivement.

D. L'UTILISATION DE LA RÉDUCTION À ZÉRO DANS LES RÉEXAMENS À L'EXTINCTION CONSTITUE ÉGALEMENT UNE VIOLATION DES ARTICLES 2.4, 2.4.2, 11.1 ET 11.3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

7. La même règle devrait aussi s'appliquer aux réexamens à l'extinction. Au vu du raisonnement qui précède et dans la mesure où l'USDOC effectue des réexamens à l'extinction fondés sur des marges de dumping calculées dans des procédures antérieures au moyen de la méthode de la réduction à zéro, cette pratique constitue inévitablement une violation des articles 2.4, 2.4.2, 11.1 et 11.3 de l'Accord antidumping.

8. Sur le plan logique et pratique, les réexamens à l'extinction effectués par l'USDOC ne peuvent pas être distingués des procédures antidumping antérieures. En fait, ils sont simplement le prolongement de constatations précédentes dans la mesure où l'USDOC se fonde sur des marges de dumping calculées dans une enquête initiale ou un réexamen administratif antérieurs pour établir la détermination de la probabilité dans le cadre des réexamens à l'extinction. Par conséquent, la Corée estime que la violation de ces dispositions est également inévitable.

La Corée adresse une nouvelle fois ses remerciements au Groupe spécial pour lui avoir donné la possibilité de présenter ses vues dans ce différend important. Merci.

ANNEXE D-9

DÉCLARATION ORALE DU MEXIQUE EN TANT QUE TIERCE PARTIE À LA PREMIÈRE RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL

Monsieur le Président, Madame et Monsieur les membres du Groupe spécial:

1. C'est avec plaisir que je prends la parole devant vous pour présenter les vues du Mexique sur certaines questions qui se posent dans le présent différend. Bien qu'il y ait de nombreux points soulevés par les États-Unis sur lesquels le Mexique n'est pas d'accord, je voudrais aujourd'hui limiter mes observations à quelques points qui nous préoccupent particulièrement en ce qui concerne l'utilisation par les États-Unis de la réduction à zéro dans les réexamens périodiques.

2. En particulier, je souhaiterais aborder les points suivants: 1) il importe que le présent Groupe spécial suive les décisions antérieures adoptées de l'Organe d'appel dans ce domaine; 2) les États-Unis présentent à tort les décisions de l'Organe d'appel comme indiquant que celui-ci a "modifié" son raisonnement au fil du temps, alors qu'en fait le raisonnement de l'Organe d'appel est resté constant; et 3) les États-Unis continuent à confondre les règles de procédure qui régissent la conduite des procédures de réexamen au titre de l'article 9.3 et l'obligation de fond primordiale énoncée à l'article 9.3, qui veut que les droits recouvrés de dans le cadre de tels systèmes ne dépassent pas la marge de dumping déterminée selon l'article 2.

Importance des décisions antérieures de l'Organe d'appel

3. Le Mexique approuve les raisons avancées par les Communautés européennes dans leur première communication écrite pour expliquer pourquoi le présent Groupe spécial devrait suivre les constatations et conclusions qui figurent dans les rapports antérieurs adoptés de l'Organe d'appel concernant la réduction à zéro.

4. Le Mexique approuve aussi le paragraphe 2 de la première communication écrite des Communautés européennes, où il est dit que l'incompatibilité de la méthode "en tant que telle" avec les règles de l'OMC a déjà été effectivement établie dans les affaires *États-Unis – Réduction à zéro (CE)* et *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)* et que, conformément à l'article 17:14 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, les États-Unis doivent être réputés avoir accepté sans condition les constatations de l'Organe d'appel concernant la réduction à zéro "en tant que telle". Le Mexique souhaite ajouter qu'en admettant des allégations "en tant que tel", les rapports de l'Organe d'appel contribuent à "éviter de futurs différends en permettant l'élimination de l'origine d'un comportement incompatible avec les règles de l'OMC".[1] Non seulement les actions et les communications des États-Unis dans le présent différend vont à l'encontre de ce but car elles contredisent les constatations claires de l'Organe d'appel, mais encore elles contrecarrent l'objectif qui consiste à assurer la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral, comme le prévoit l'article 3:2 du Mémorandum d'accord.

5. Dans le présent différend, non seulement les mesures et questions soulevées *identiques* font l'objet de constatations et conclusions figurant dans des rapports adoptés de l'Organe d'appel, mais encore la partie défenderesse dans ces différends antérieurs est la *même* qu'en l'espèce – à savoir, les

[1] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 82.

États-Unis. Il est clair que dans ces circonstances, les constatations et conclusions antérieures de l'Organe d'appel devraient être suivies.

6. Au paragraphe 29 de leur première communication écrite, les États-Unis présentent de manière incorrecte comme suit la position des Communautés européennes:

> "En substance, elles demandent instamment au Groupe spécial d'entériner purement et simplement les rapports antérieurs qui sont en faveur de leur position, de ne pas tenir compte des rapports des groupes spéciaux qui démontrent que la position des CE est contraire au texte convenu des Accords de l'OMC, et de faire abstraction des obligations qui lui sont faites au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord, à savoir procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi."

7. Se fondant sur cette présentation, les États-Unis invoquent l'article 11 du Mémorandum d'accord à l'appui de leur position selon laquelle le présent Groupe spécial doit ignorer les décisions antérieures adoptées, directement applicables, de l'Organe d'appel et, au lieu de cela, suivre une série de décisions de groupes spéciaux qui n'ont jamais été adoptées par l'ORD et ont, en fait, été spécifiquement infirmées par l'Organe d'appel.

8. Contrairement à ce qu'affirment les États-Unis, le fait de suivre les rapports antérieurs de l'Organe d'appel dans les circonstances du présent différend est entièrement compatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord. L'Organe d'appel l'a clairement indiqué dans son rapport *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, en déclarant que "suivre les conclusions de l'Organe d'appel dans des différends précédents n'[était] pas seulement approprié, mais c'[était] ce que l'on attend[ait] des groupes spéciaux, en particulier dans les cas où les questions [étaient] les mêmes".[2]

9. Les États-Unis refusent de reconnaître que leurs arguments concernant la réduction à zéro ont été complètement et équitablement examinés par l'Organe d'appel et qu'à la suite de cet examen complet et équitable, ces arguments ont été rejetés. Ce rejet est étayé par des raisons détaillées données par l'Organe d'appel dans ses rapports. Ces rapports ont été adoptés. Il n'y a absolument rien qui permette aux États-Unis de continuer à défendre leurs arguments et de persister à refuser de supprimer leurs pratiques de réduction à zéro incompatibles avec les règles de l'OMC.

10. C'est là que réside l'incompatibilité avec l'article 3:2 du Mémorandum d'accord, qui énonce l'élément central du système de règlement des différends de l'OMC – à savoir, la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral. Si les Membres de l'OMC et les groupes spéciaux refusent de reconnaître les rapports adoptés de l'Organe d'appel qui sont directement pertinents, comme c'est le cas dans la présente affaire, il n'y a aucune sécurité ou prévisibilité. Comme en l'espèce, les Membres de l'OMC seront entraînés dans un processus de règlement des différends apparemment sans fin au sujet de la même mesure. Un autre problème se pose. Dans de telles circonstances, la création d'une série de rapports de groupes spéciaux dont les constatations et les conclusions s'écartent de celles qui ont été adoptées dans les rapports de l'Organe d'appel entrave le règlement rapide des différends qui, comme il est reconnu à l'article 3:3 du Mémorandum d'accord, est indispensable au bon fonctionnement de l'OMC. Les Membres de l'OMC seront forcés de faire inutilement appel de constatations et de raisons qui ont déjà été infirmées.

11. Le Mexique a l'honneur de demander que le présent Groupe spécial mette fin à ce processus inutile et suive les rapports adoptés de l'Organe d'appel concernant la réduction à zéro. Au fond, les États-Unis ne sont pas fâchés contre les interprétations adoptées des dispositions applicables de

[2] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 188.

l'OMC, mais contre les dispositions elles-mêmes. Si les États-Unis ont une préoccupation concernant les dispositions des Accords de l'OMC, cette préoccupation ne peut pas dûment faire l'objet du processus de règlement des différends.

Présentation erronée des constatations de l'Organe d'appel

12. Afin de convaincre le présent Groupe spécial d'ignorer les rapports antérieurs adoptés, directement applicables, de l'Organe d'appel concernant la réduction à zéro simple, les États-Unis affirment à plusieurs reprises que le raisonnement appliqué par l'Organe d'appel en ce qui concerne la réduction à zéro "s'est modifié de différend en différend".[3] L'intention est apparemment de compromettre la crédibilité du raisonnement de l'Organe d'appel en laissant entendre que ce dernier a manqué de constance, ou peut-être même qu'il s'est contredit.

13. Par exemple, les États-Unis allèguent dans leur première communication écrite que le "fondement textuel exclusif" indiqué par l'Organe d'appel pour le principe selon lequel les marges de dumping doivent être calculées pour le produit visé par l'enquête pris "dans son ensemble" est la référence dans la première phrase de l'article 2.4.2 au calcul d'une moyenne pondérée des prix de "*toutes les transactions à l'exportation comparables*".[4] Ils affirment que, bien que l'expression "toutes les transactions à l'exportation comparables" ait constitué, dans l'affaire *États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux (Organe d'appel)*, le fondement textuel de la constatation selon laquelle les marges de dumping se rapportent au produit dans son ensemble, l'Organe d'appel a ultérieurement "changé son interprétation de cette expression" dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)* et a constaté qu'elle se rapportait uniquement aux transactions concernant un modèle, et non à tous les modèles du produit visé par l'enquête.

14. Le Mexique rejette vivement la présentation révisionniste que les États-Unis donnent du raisonnement de l'Organe d'appel. Il estime que le raisonnement appliqué par l'Organe d'appel a été constant dans tous les différends concernant la réduction à zéro dont celui-ci a été saisi, à commencer par la première décision qu'il a rendue dans l'affaire *CE – Linge de lit*. Dans cette affaire, comme dans toutes celles qui ont suivi, les dispositions textuelles et les principes clés qui ont guidé l'Organe d'appel dans ses décisions ont été les mêmes. Premièrement, il s'agit du texte de l'article VI et VI:2 du GATT de 1994 et de l'article 2.1 de l'*Accord antidumping*, qui définit le "dumping" et les "marges de dumping" pour tous les besoins de l'Accord par référence au "produit" visé par l'enquête. L'Organe d'appel a constaté de façon constante dans tous les différends dont il a été saisi que, même s'il pouvait être admissible, voire nécessaire dans certaines circonstances, de procéder à des comparaisons multiples au niveau des transactions individuelles ou des modèles, le "dumping" et les "marges de dumping" ne pouvaient exister qu'en ce qui concerne le produit visé par l'enquête, tel qu'il était défini par les autorités chargées de l'enquête, pris dans son ensemble. Deuxièmement, l'Organe d'appel a constaté de façon constante que le texte des Accords, par exemple l'article 6.10 de l'*Accord antidumping*, définissait le "dumping" du produit visé par l'enquête par référence aux exportateurs ou producteurs pris individuellement, et non aux importateurs ou aux transactions individuelles. Les exportateurs ou les producteurs pratiquent un dumping. Les importateurs ne le font pas. Enfin, l'Organe d'appel a souligné la nécessité d'une constance dans les définitions du dumping utilisées tout au long des accords. En particulier, il a constaté que l'on ne pouvait pas dire des mêmes importations qu'elles "faisaient l'objet d'un dumping" aux fins du dommage, mais qu'elles n'en faisaient pas l'objet aux fins du calcul de la marge, comme l'impliquait la position des États-Unis.

15. Alors que ces principes clés, tous fondés sur le texte, ont été expliqués plus avant, amplifiés et documentés dans les différends successifs dans le cadre desquels l'Organe d'appel a répondu aux arguments sans cesse modifiés des États-Unis, l'indication des principes eux-mêmes et de leur

[3] *Voir*, par exemple, la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 5.
[4] *Ibid.*, paragraphe 76.

fondement textuel n'a pas été modifiée. Ce sont les mêmes principes que ceux qui ont été indiqués dans les affaires *CE – Linge de lit*, *États-Unis – Bois de construction résineux*, *États-Unis – Réduction à zéro (CE)* et, plus récemment, *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*. Ils ne sont pas subordonnés à l'application de l'article 2.4.2 ni à l'existence de l'expression "toutes les transactions à l'exportation comparables". Les allégations des États-Unis à l'effet contraire sont tout simplement incorrectes.

Différence entre les systèmes de recouvrement des droits et les "marges de dumping"

16. Le dernier point que je voudrais aborder aujourd'hui concerne la confusion apparente de la part des États-Unis entre les systèmes de recouvrement des droits et les marges de dumping. Les États-Unis font valoir qu'"[à] la différence des enquêtes, qui sont soumises à un ensemble unique de règles, l'Accord antidumping ménage aux Membres la flexibilité nécessaire pour adopter différents systèmes pour ce qui est de la phase de fixation des droits."[5] Ils font valoir en outre que, puisque, par exemple, l'article 9.4 ii) prévoit le recouvrement de droits antidumping par transaction, l'Accord doit de même envisager et étayer les déterminations de "marges de dumping" par transaction.[6] Ils mettent aussi l'accent sur les prétendues différences dans les "fonctions […] des enquêtes et des autres procédures au titre de l'Accord antidumping", affirmant que les enquêtes initiales concernent la "question existentielle" de savoir s'il existe des marges de dumping, alors que les procédures de réexamen au titre de l'article 9 portent essentiellement sur "le montant du droit à fixer pour des importations particulières, exercice distinct et différent du calcul d'une marge de dumping globale au cours de la phase d'enquête liminaire d'une procédure antidumping".[7]

17. Toutefois, les États-Unis ont tout simplement tort de laisser entendre que l'Accord antidumping impose un ensemble de règles sur les enquêtes mais laisse la fixation des droits antidumping à l'entière discrétion des Membres. Certes, l'Accord ménage bien aux Membres la "flexibilité" nécessaire pour choisir les systèmes de recouvrement qui conviennent à leurs intérêts en matière de politique générale – qu'ils soient administrés sur une base rétrospective ou prospective. Toutefois – et c'est ce que les États-Unis omettent de dire –, indépendamment du système de recouvrement choisi par un Membre, toute fixation de droits est assujettie à l'obligation imposée par le texte de l'article 9.3, qui limite le montant du droit antidumping ainsi fixé à "la marge de dumping déterminée selon l'article 2". Cette limitation du montant des droits s'applique, sans exception, à tous les systèmes de recouvrement de droits possibles qui sont autorisés par les Accords.

18. Par conséquent, interprété correctement, l'Accord antidumping ménage bien aux pays Membres la flexibilité nécessaire pour choisir le système à utiliser afin de recouvrer les droits antidumping et d'imposer l'obligation d'acquitter ces droits. Cette flexibilité s'étend à l'imposition d'une telle obligation par importateur ou même par transaction. Toutefois, la fixation des droits dans tous les systèmes reste assujettie au plafond imposé à l'article 9.3, plafond qui est déterminé par la marge de dumping de l'exportateur ou du producteur telle qu'elle est déterminée selon l'article 2. Comme l'Organe d'appel l'a noté dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, "[u]n importateur a la possibilité de demander un remboursement si les droits recouvrés dépassent la marge de dumping de l'exportateur. La question de savoir si un remboursement est exigible ou non dépendra de la marge de dumping établie pour cet exportateur".[8]

[5] *Ibid.*, paragraphe 18.
[6] *Ibid.*, paragraphes 125 et 126.
[7] *Ibid.*, paragraphe 110.
[8] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 160.

Conclusion

19. Le Mexique remercie encore une fois le présent Groupe spécial de ses travaux sur cette question. La question de la réduction à zéro revêt une grande importance non seulement pour le Mexique, mais aussi, de toute évidence, pour les nombreux autres Membres de l'OMC qui participent à la présente procédure en tant que tierces parties, ou simplement en tant qu'observateurs. Les questions traitées ne sont pas nouvelles et les arguments ont déjà été entendus maintes fois. La réduction à zéro simple telle qu'elle est appliquée par les États-Unis est incompatible avec l'article VI:2 du GATT de 1994 et les articles 2.1, 2.4 et 9.3 de l'Accord antidumping. Nous demandons instamment au Groupe spécial de suivre le raisonnement de l'Organe d'appel à cet égard et de se prononcer, en conséquence, en faveur des Communautés européennes.

Nous vous remercions.

ANNEXE D-10

DÉCLARATION ORALE DE LA NORVÈGE EN TANT QUE TIERCE PARTIE À LA PREMIÈRE RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL

1. La Norvège voudrait remercier les membres du Groupe spécial pour lui avoir donné la possibilité de faire une déclaration à la présente réunion et pour avoir ouvert au public cette partie de la séance avec les tierces parties.

M. le Président, Madame et Monsieur les membres du Groupe spécial,

2. Les groupes spéciaux et l'Organe d'appel ont traité la question de la réduction à zéro à maintes reprises. Dans des affaires précédentes, l'Organe d'appel a établi que toutes les formes de réduction à zéro dans toutes les formes de procédures au titre de l'*Accord antidumping* étaient prohibées. Cette conclusion est fondée sur deux principes: *Premièrement*, le dumping doit être établi pour le "produit dans son ensemble" – ce qui n'est pas le cas lorsque la réduction à zéro est utilisée. Et *deuxièmement*, la réduction à zéro est contraire à la prescription de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* relative à la "comparaison équitable". L'Organe d'appel a dit clairement que ces arguments s'appliquaient également aux réexamens, y compris aux réexamens à l'extinction.

3. La Norvège soutient fermement l'interprétation et le raisonnement rigoureux de l'Organe d'appel en ce qui concerne la réduction à zéro. Les arguments juridiques détaillés sont présentés dans notre communication écrite et ne seront, par conséquent, pas rappelés dans la présente déclaration.

M. le Président,

4. Il semble qu'il n'y ait pas de désaccord réel sur ce que l'Organe d'appel a décidé au sujet de la réduction à zéro. Toutefois, les États-Unis ne sont pas d'accord avec la teneur de ces décisions et avancent des arguments subsidiaires qu'ils demandent au Groupe spécial d'adopter – même si l'Organe d'appel a déjà rejeté ces arguments à de nombreuses reprises. La question semble donc être de savoir dans quelle mesure le Groupe spécial peut s'écarter des décisions antérieures rendues par l'Organe d'appel.

5. Les groupes spéciaux et l'Organe d'appel ne fonctionnent pas en vertu du principe juridique du *stare decisis* et le Groupe spécial n'est donc pas formellement tenu de suivre les décisions antérieures mais pour assurer la certitude juridique, la prévisibilité et l'égalité devant la loi, les groupes spéciaux et l'Organe d'appel ne devraient pas s'écarter des précédents établis dans des affaires antérieures sans avoir de raisons valables de le faire.

6. Les États-Unis suggèrent au Groupe spécial de ne prendre en compte que les interprétations juridiques exposées dans les rapports de l'Organe d'appel "dans la mesure où le raisonnement est convaincant".[1]

7. Je voudrais formuler trois observations à ce sujet: *Premièrement*, l'interprétation et le raisonnement correspondant de l'Organe d'appel sont, à notre avis, beaucoup plus convaincants que les allégations présentées par les États-Unis. *Deuxièmement*, l'application d'un critère subjectif relatif au "caractère convaincant" ne fait pas bon ménage avec un système de "cours inférieures" et de "cours

[1] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 33.

d'appel" tel que celui que nous avons à l'OMC qui est constitué de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel. Un principe fondamental d'un système doté d'une cour d'appel est que les instances judiciaires inférieures s'en remettent aux jugements rendus par la cour d'appel. *Troisièmement*, le "caractère convaincant" est une notion très subjective qui dépend beaucoup de l'appréciation personnelle.

8. En fait, si l'on doit accepter que les précédents peuvent, dans certains cas, être infirmés, il s'ensuit qu'un critère beaucoup plus exigeant doit être appliqué. À notre avis, il doit y avoir "une erreur manifeste d'interprétation juridique" avant qu'un groupe spécial puisse s'écarter de l'interprétation juridique donnée par l'Organe d'appel au sujet de la même question de droit.

9. L'avis des groupes spéciaux qui se sont écartés des rapports précédents de l'Organe d'appel concernant la réduction à zéro a par la suite été infirmé par l'Organe d'appel. Il est donc éminemment clair que ces groupes spéciaux – et non l'Organe d'appel – ont commis de graves erreurs d'interprétation juridique.

M. le Président,

10. Les États-Unis se sont référés à deux groupes spéciaux antérieurs (*États-Unis – Réduction à zéro (Japon)* et *États-Unis – Acier inoxydable en provenance du Mexique*) à l'appui de leur argument selon lequel la réduction à zéro devrait être autorisée dans les réexamens aux fins de la fixation des droits – et selon lequel il ne devrait y avoir aucune contrainte méthodologique à la manière dont les États-Unis calculent les marges de dumping et imposent et recouvrent les droits.

11. Dans ces deux affaires, les Groupes spéciaux ont commis un certain nombre d'erreurs de droit. Je voudrais, dans la présente déclaration, attirer votre attention sur deux d'entre elles. Inutile de dire que nous sommes convaincus que le présent Groupe spécial ne commettra pas les erreurs des deux Groupes spéciaux susmentionnés.

12. *Premièrement*, ces Groupes spéciaux n'ont pas interprété les termes "produit" ou "marge de dumping" figurant dans l'*Accord antidumping* conformément à la Convention de Vienne sur le droit des traités. Cela ressort clairement du traitement de ces termes dans ces rapports.

13. Ils ont non seulement mal compris le but même de l'interprétation des traités, mais ils n'ont pas non plus tenu compte des éléments visés aux articles 31 et 32 de la Convention de Vienne. Au lieu d'examiner les éléments énoncés dans ces articles, ils se sont contentés de proposer hâtivement leur propre interprétation et ont ensuite déclaré qu'elle était admissible.

14. En faisant une telle analyse, les États-Unis se méprennent complètement sur le but de l'interprétation des traités. Le but de l'interprétation des traités est de parvenir à une seule et unique interprétation d'un terme, dans son contexte, et à la lumière de son objet et de son but. Pour ce faire, il existe un certain nombre d'éléments sur lesquels l'interprète d'un traité peut s'appuyer et qui sont indiqués dans les divers alinéas de l'article 31 et de l'article 32. Les critères prévus dans la Convention de Vienne visent à aider l'interprète d'un traité à parvenir à *une seule interprétation* du terme en question. Une application correcte de ces critères ne devrait pas permettre plus d'une interprétation d'un terme, sauf dans des cas très rares.

15. Dans l'éventualité où, *après* l'application de la Convention de Vienne, on ne saurait encore très bien laquelle de ces deux interprétations est la bonne, la règle *in dubio mitius* – largement considérée en droit international comme un "moyen supplémentaire d'interprétation" – conduirait l'interprète d'un traité à privilégier le sens qui est le moins coûteux pour la partie qui s'acquitte d'une obligation.

16. En déclarant d'emblée qu'il existait deux interprétations admissibles, ces Groupes spéciaux ont commis une erreur de droit dans l'interprétation des traités. En interprétant les termes "produit" et "marge de dumping" tel qu'ils l'ont fait, ils ont commis d'autres erreurs encore.

17. La *deuxième* erreur de droit que je souhaite mettre en évidence dans ces rapports de groupes spéciaux a trait au critère d'examen énoncé à l'article 17.6 ii) de l'*Accord antidumping*.

18. Il est important de garder toujours à l'esprit que la première phrase de l'article 17.6 ii) prescrit au Groupe spécial d'appliquer les règles d'interprétation des traités du droit international coutumier, ce qui veut dire appliquer les règles de la Convention de Vienne. Si les deux Groupes spéciaux susmentionnés avaient appliqué correctement cette Convention, il ne devrait rester qu'une seule interprétation (celle de l'Organe d'appel) – et non deux interprétations admissibles.

19. La deuxième phrase de l'article 17.6 ii) intervient seulement *après* que tous les principes d'interprétation des traités du droit public international ont été épuisés et n'est appliquée que dans de rares cas comme pour l'application de la règle *in dubio mitius*.

20. Le fait d'appliquer d'emblée la deuxième phrase, avant d'appliquer correctement la Convention de Vienne, constitue une grave erreur de droit.

21. Nous sommes, bien sûr, convaincus que le présent Groupe spécial ne commettra pas les erreurs des deux Groupes spéciaux mentionnés par les États-Unis.

M. le Président, Madame et Monsieur les membres du Groupe spécial,

22. L'Organe d'appel a indiqué à juste titre que les rapports adoptés suscitaient chez les Membres de l'OMC des attentes légitimes, et devraient donc être pris en compte lorsqu'ils ont un rapport avec un autre différend ultérieur.[2] En outre, il a souligné qu'on attendait des groupes spéciaux qu'ils suivent les conclusions qu'il a formulées dans des différends antérieurs, en particulier dans les cas où les questions sont les mêmes.[3]

23. Il ne fait aucun doute que l'affaire que nous examinons aujourd'hui concerne la même base factuelle, les mêmes méthodes et les mêmes dispositions que dans les décisions antérieures de l'Organe d'appel sur la réduction à zéro. Par conséquent, on s'attendrait à ce que le présent Groupe spécial suive les interprétations juridiques formulées par l'Organe d'appel dans les décisions mentionnées.

24. Sur cette base, la Norvège a l'honneur de demander au Groupe spécial d'examiner la présente affaire conformément aux décisions antérieures de l'Organe d'appel afin de garantir un résultat correct, cohérent et prévisible au niveau juridique.

Merci pour votre attention.

---

[2] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, paragraphe 108 (au sujet des rapports adoptés de groupes spéciaux) et rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes (Article 21:5 – Malaisie)*, paragraphes 107 à 109 (au sujet des rapports adoptés de l'Organe d'appel).

[3] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 188.

ANNEXE D-11

DÉCLARATION ORALE DU TERRITOIRE DOUANIER DISTINCT DE TAIWAN, PENGHU, KINMEN ET MATSU EN TANT QUE TIERCE PARTIE À LA PREMIÈRE RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL

Monsieur le Président, Madame et Monsieur les membres du Groupe spécial,

Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu (le "TPKM") remercie le Groupe spécial de lui avoir donné l'occasion de présenter ses vues à cette séance avec les tierces parties.

Le TPKM s'en tient à sa communication écrite du 19 septembre 2007. Comme les parties au différend ont déjà donné une description complète des mécanismes de réduction à zéro, nous ne répéterons pas ici ce qui a été dit à ce sujet. Nous pensons qu'il y a une communauté de vues sur la manière dont la réduction à zéro affecte le calcul des marges de dumping. Aujourd'hui, nous voudrions appeler l'attention du Groupe spécial sur le caractère illégitime des mesures du fait qu'elles sont fondées sur la réduction à zéro.

Tout d'abord, nous souhaiterions rappeler au Groupe spécial que le système commercial multilatéral dans le cadre de l'OMC vise la réduction des obstacles au commerce sur une base non discriminatoire. Si l'article VI du GATT de 1994, qui reconnaît la légitimité des mesures antidumping, est une dérogation à ce principe fondamental, son but est clairement énoncé comme étant de "neutraliser" le dumping dommageable. Pour cette raison, le droit imposé ne peut pas dépasser la marge de dumping pour le produit spécifique en question.

L'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 dispose d'emblée que les Membres conviennent qu'"*[u]ne mesure antidumping sera appliquée dans les seules circonstances prévues à l'article VI du GATT de 1994*". En d'autres termes, aucune mesure antidumping ne sera appliquée qui aille au-delà du mandat énoncé à l'article VI du GATT de 1994.

Or l'utilisation de la méthode de la réduction à zéro crée la possibilité de corriger excessivement le dommage causé par le dumping, ce qui la situe au-delà du mandat énoncé à l'article VI du GATT de 1994.

Suivant la méthode de la réduction à zéro, les prix de certaines transactions à l'exportation ne sont pas pleinement pris en compte. Comme l'Organe d'appel l'a noté dans des différends antérieurs, il y a une "distorsion inhérente à une méthode de réduction à zéro". Cette distorsion pourrait, dans certains cas, transformer une marge de dumping négative en une marge positive et peut gonfler systématiquement l'importance des marges de dumping. Il est évident qu'une marge calculée suivant la méthode de la réduction à zéro ne peut jamais constituer un fondement légitime ni pour la détermination de l'existence d'un dumping ni pour la fixation d'un droit antidumping.

Si, par exemple, une détermination positive de l'existence d'un dumping était établie pour un produit ne faisant pas l'objet d'un dumping, ou si un droit antidumping était appliqué à un taux gonflé, ces mesures seraient inévitablement réputées aller au-delà du mandat énoncé à l'article VI du GATT de 1994.

Il s'ensuit que toute mesure fondée sur une marge de dumping calculée suivant la méthode de la réduction à zéro, que ce soit dans des enquêtes ou des réexamens et quel que soit le type de comparaison employé, aboutirait nécessairement à une détermination inexacte de l'existence d'un dumping ou à l'imposition d'un droit antidumping excessif, et serait en tant que telle réputée incompatible avec les disciplines antidumping de l'OMC.

Monsieur le Président, Madame et Monsieur les membres du Groupe spécial,

Les objectifs d'un droit antidumping ne sont pas de réduire les importations d'un produit qui ne fait pas l'objet d'un dumping, mais d'empêcher qu'un produit soit importé à des prix de dumping et de remédier au dommage. Tolérer l'utilisation de la méthode de la réduction à zéro dans le calcul d'une marge de dumping c'est nier le fondement et l'esprit mêmes du mécanisme antidumping.

Le TPKM a l'honneur de demander au Groupe spécial de prendre en compte ses observations et commentaires. Afin d'assurer la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral, nous attendrions du Groupe spécial qu'il formule des constatations et des interprétations appropriées qui soient compatibles avec les constatations antérieures de l'Organe d'appel.

Nous vous remercions de votre attention.

ANNEXE D-12

DÉCLARATION LIMINAIRE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES À LA DEUXIÈME RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL

Monsieur le Président, Madame et Monsieur les membres du Groupe spécial,

Les CE ne font pas de déclaration orale liminaire.

Nous estimons que nous avons établi le bien-fondé de nos allégations, comme nous l'avons fait dans les affaires DS294, DS322 et, tout dernièrement, DS344.

J'ai devant moi deux documents: le texte de l'Accord antidumping et le texte de la Convention de Vienne, qui se passent de commentaires. Nous ne pensons pas que les déclarations que vont faire à nouveau les États-Unis – par exemple l'affirmation selon laquelle l'Accord antidumping est un salmigondis abscons – soient des arguments juridiques. Et nous avons hâte d'en venir aux questions que le Groupe spécial pourrait poser. Pour cette raison, nous ne faisons pas de déclaration orale liminaire.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

ANNEXE D-13

DÉCLARATION LIMINAIRE DES ÉTATS-UNIS À LA DEUXIÈME RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL

Monsieur le Président, Madame et Monsieur les membres du Groupe spécial,

1. Les États-Unis se félicitent d'avoir la possibilité de rencontrer à nouveau le Groupe spécial pour examiner les questions soulevées dans le présent différend. En particulier, nous donnerons suite à certains arguments formulés par les Communautés européennes ("CE") en réponse aux questions du Groupe spécial et dans leur deuxième communication écrite. Et nous tenons à vous remercier à nouveau d'ouvrir la présente réunion du Groupe spécial aux Membres de l'OMC et au public.

2. Aujourd'hui, nous expliquerons tout d'abord pourquoi la marge de dumping dans les réexamens peut être logiquement déterminée par transaction. Puis nous présenterons des observations sur le critère d'examen pertinent, nous examinerons le rôle correct des rapports adoptés de l'Organe d'appel dans le système de règlement des différends de l'OMC, et nous répondrons à la tentative incessante des CE d'imposer aux États-Unis une obligation internationale indépendante de supprimer ce qu'il est convenu d'appeler la "réduction à zéro". Deuxièmement, nous examinerons brièvement notre objection selon laquelle l'"application ou le maintien en application" de droits dans 18 affaires distinctes ne relève pas à bon droit de la présente procédure, car l'identification par les CE d'un "droit en tant que mesure" n'indique pas les mesures spécifiques en cause comme il est prescrit à l'article 6:2 du *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* ("Mémorandum d'accord"). Troisièmement, nous répondrons à l'argument des CE selon lequel l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping s'applique aux réexamens périodiques, nous réfuterons le concept erroné de "produit dans son ensemble" et nous montrerons comment l'interprétation par les CE de l'article 2.4.2 rendrait la disposition relative au dumping ciblé *inutile*. Enfin, nous dirons quelques mots sur l'historique de la négociation de l'Accord antidumping, qui montre qu'aucune position commune visant à prohiber la réduction à zéro n'a pu être adoptée durant le Cycle d'Uruguay et que de multiples tentatives d'inclure une prohibition de la réduction à zéro ont échoué.

Le système de fixation rétrospective des droits des États-Unis

3. Le système de fixation rétrospective des droits des États-Unis est plus complexe à gérer et nécessite davantage de ressources administratives et de personnel. Toutefois, il permet aux autorités des États-Unis d'adapter précisément l'imposition de droits antidumping aux niveaux effectifs du dumping pendant la période visée par un réexamen périodique. En outre, il encourage les exportateurs et les importateurs à ajuster les prix de leur propre initiative – soit l'exportateur réduit ses prix sur le marché intérieur pour faire baisser la "valeur normale", l'importateur et l'exportateur convenant d'un "prix à l'exportation" plus élevé, soit, dans le cas d'un importateur apparenté, l'importateur majore son prix de vente aux États-Unis – pour supprimer les marges de dumping et éviter de payer des droits antidumping. Ainsi, aux États-Unis, le niveau des droits antidumping recouvrés effectivement auprès des importateurs diminue d'ordinaire fortement pendant la période visée par une ordonnance. Cela signifie que les prix du marché peuvent s'ajuster sans le recouvrement effectif des droits.

Critère d'examen

4. Comme les parties en conviennent, la tâche du présent Groupe spécial est établie non seulement par l'article 11 du Mémorandum d'accord, mais aussi par le critère d'examen spécial

figurant à l'article 17.6 ii) de l'Accord antidumping. En vertu de l'article 17.6 ii), lorsqu'un groupe spécial, en appliquant les règles coutumières d'interprétation du droit international public, "constatera qu'une disposition pertinente de l'Accord se prête à plus d'une interprétation admissible, le groupe spécial constatera que la mesure prise par les autorités est conforme à l'Accord si elle repose sur l'une de ces interprétations admissibles".

5. L'existence de cette disposition dans l'Accord antidumping confirme le fait que les Membres de l'OMC étaient conscients que le texte antidumping poserait des problèmes particuliers. Dans de nombreux cas, le texte antidumping permet plus d'une interprétation, car il a été rédigé pour couvrir de multiples systèmes antidumping dans le monde et des différences de longue date concernant les méthodes. Par conséquent, les négociateurs ont indiqué que les groupes spéciaux et l'Organe d'appel devraient respecter une interprétation admissible de l'Accord antidumping, même si cette interprétation n'était pas celle privilégiée par les groupes spéciaux ou l'Organe d'appel.

6. En l'espèce, les CE affirment qu'en appliquant les règles coutumières d'interprétation aux dispositions en cause, il ne fait aucun doute que la seule interprétation admissible est celle qui comprend une obligation générale d'établir une moyenne, dans tous les types de procédure, en cumulant les marges de prix pour toutes les transactions à l'importation d'un produit particulier.[1] Les États-Unis ont montré qu'aucun élément textuel, ni aucune implication nécessaire dans le texte, n'établit cette obligation générale dans l'Accord. Comme les États-Unis l'ont démontré, l'interprétation correcte, en vertu des règles de la Convention de Vienne, est celle qui n'entraîne pas une telle obligation générale. Mais même si l'interprétation proposée par les CE était admissible, l'interprétation avancée par les États-Unis serait tout aussi admissible aux fins de l'article 17.6 ii).

Rôle des rapports adoptés de l'Organe d'appel

7. Les CE souhaiteraient que le présent Groupe spécial estime que le principe du *stare decisis* existe dans le système de règlement des différends de l'OMC, tout au moins de fait. Dans leur deuxième communication écrite, les CE allèguent qu'elles "ne font pas valoir que le Mémorandum d'accord contient une règle exprès selon laquelle les groupes spéciaux sont liés juridiquement" par les rapports antérieurs de l'Organe d'appel, mais elles affirment ensuite que "les groupes spéciaux … devraient suivre les constatations établies par l'Organe d'appel dans les affaires antérieures".[2] Les CE semblent même faire valoir que l'OMC est un système de *common law* en mentionnant la "jurisprudence substantielle et constante de l'Organe d'appel".[3]

8. L'Organe d'appel a indiqué que ses rapports n'ont aucune force obligatoire, sauf pour ce qui est du règlement du différend entre les parties en cause.[4] Dans la mesure où le raisonnement dans les rapports antérieurs de l'Organe d'appel est convaincant, ces rapports peuvent être pris en compte, mais ils n'ont aucun effet *stare decisis*. La Conférence ministérielle et le Conseil général ont le *pouvoir exclusif* d'adopter des interprétations contraignantes des accords visés en vertu de l'article IX:2 de l'Accord sur l'OMC.

9. L'article 11 du Mémorandum d'accord prescrit qu'un groupe spécial doit procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris une évaluation objective des faits, de l'applicabilité des dispositions des accords visés et de la conformité des faits avec ces dispositions. Et en vertu des articles 3:2 et 19:2 du Mémorandum d'accord, les constatations et recommandations d'un

[1] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 19.
[2] Deuxième communication écrite des CE, paragraphes 39 et 40.
[3] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 19.
[4] *États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux (Organe d'appel)*, paragraphe 111 (citant *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques (Organe d'appel)* et *États-Unis – Crevettes (article 21.5) (Organe d'appel)*).

groupe spécial ou de l'Organe d'appel, ou les recommandations et décisions de l'ORD, ne peuvent pas accroître ou diminuer les droits et obligations énoncés dans les accords visés. Un groupe spécial ne peut pas adopter simplement des constatations antérieures relatives à une question sans procéder à sa propre évaluation objective de la question dont il est saisi. Et un groupe spécial ne peut pas non plus tenir compte de constatations antérieures s'il estime que ces constatations antérieures accroîtraient ou diminueraient les droits ou les obligations des parties au différend devant le groupe spécial.

10. Dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, et plus récemment dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Mexique)*, les groupes spéciaux ont rejeté les justifications de rapports antérieurs de l'Organe d'appel dans lesquels il avait été constaté que la réduction à zéro dans les réexamens est incompatible avec l'Accord antidumping et le GATT de 1994.[5] Les deux groupes spéciaux ont reconnu leur obligation de procéder à une évaluation objective en vertu de l'article 11 du Mémorandum d'accord. Comme le Groupe spécial l'a conclu dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Mexique)*, "[à] la lumière de notre obligation, au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord, … nous nous sommes sentis obligés de ne pas suivre l'approche de l'Organe d'appel".[6] De même, le présent Groupe spécial est chargé en vertu de l'article 11 de procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi, et il ne peut pas établir de constatations ou de recommandations qui accroissent ou diminuent les droits et obligations énoncés dans les accords visés.

11. Pour tenter de répondre à l'argument des États-Unis selon lequel les rapports adoptés de l'Organe d'appel peuvent être pris en compte dans la mesure où ils sont convaincants, les CE affirment que "[s]oit les constatations établies dans les affaires antérieures sont juridiquement pertinentes, soit elles ne le sont pas".[7] Les CE estiment qu'une fois que les rapports ont été adoptés par l'Organe de règlement des différends ("ORD"), ils sont "juridiquement pertinents" pour le règlement d'un différend et qu'aucune autre interprétation des accords visés n'est autorisée. Les CE ont inventé de toutes pièces leur notion de "juridiquement pertinent": comme il vient d'être expliqué, si le raisonnement d'un rapport antérieur est convaincant ou utile, il devrait être pris en compte, mais cela ne veut pas dire qu'un groupe spécial est lié par celui-ci.

12. Les CE tentent d'étayer leur vue sur la nature contraignante des rapports antérieurs de l'Organe d'appel en invoquant le texte de l'article 11 du Mémorandum d'accord.[8] Une interprétation en vertu des règles coutumières d'interprétation des traités n'étaye pas une telle lecture. Il est difficile de voir comment l'article 11, qui préconise une "évaluation objective", prescrit que les groupes spéciaux devraient suivre aveuglément les rapports adoptés de l'Organe d'appel, compte tenu notamment de l'article IX:2 de l'Accord sur l'OMC selon lequel seuls la Conférence ministérielle et le Conseil général peuvent adopter des interprétations faisant autorité.

13. Les CE s'appuient sur la première phrase de l'article 11, qui indique que "[l]a fonction des groupes spéciaux est d'aider l'ORD à s'acquitter de ses responsabilités au titre du présent mémorandum d'accord et des accords visés".[9] Pour les CE, cette phrase signifie qu'en s'alignant sur les rapports adoptés de l'Organe d'appel, les groupes spéciaux aident en quelque sorte l'ORD à assumer ses responsabilités. Toutefois, le rôle de l'ORD est d'aider les Membres à régler les divers différends et non d'adopter des interprétations contraignantes des accords visés hors du contexte d'un différend spécifique, ce qui serait contraire à la prohibition, énoncée à l'article 3:2 du Mémorandum d'accord, d'accroître les obligations des Membres. C'est en adoptant des procédures de travail, en entendant les parties et en établissant des constatations et des recommandations relatives aux

[5] *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.99 et note 733; *États-Unis – Réduction à zéro (Mexique) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.106.
[6] *États-Unis – Réduction à zéro (Mexique) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.106.
[7] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 20.
[8] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 26.
[9] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 29.

allégations que les groupes spéciaux aident l'ORD à "administrer les présentes règles et procédures et … les dispositions des accords visés relatives aux consultations et au règlement des différends".[10] La première phrase de l'article 11 ne dit rien, ou n'implique rien, quant à la nécessité ou à l'obligation de s'aligner sur les rapports antérieurs de l'Organe d'appel, à l'instar de toute autre disposition du Mémorandum d'accord.

14. Les CE trouvent aussi des éléments contextuels, à l'appui de leur interprétation de l'article 11, dans la référence à "la sécurité et la prévisibilité" à l'article 3:2 du Mémorandum d'accord. Toutefois, la référence à "la sécurité et la prévisibilité" à l'article 3:2 n'étaye pas la lecture erronée de l'article 11 faite par les CE. En effet, l'article 3:2 explique que le système de règlement des différends est un élément essentiel pour assurer la sécurité et la prévisibilité du *système commercial multilatéral*. Le système de règlement des différends a cette fonction du fait qu'il s'aligne tant sur les règles de procédures que sur les règles de fond dont les Membres de l'OMC sont convenus. Autrement dit, le système sert cet objectif lorsque les groupes spéciaux procèdent à l'"évaluation objective" dont les Membres les ont chargés (par opposition à l'acceptation mécanique des rapports antérieurs demandée par les CE), et lorsque les groupes spéciaux n'accroissent pas ou ne diminuent pas les droits ou les obligations des Membres. En revanche, la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral ne sont pas préservées si un groupe spécial ou l'Organe d'appel crée des droits ou des obligations que les Membres n'ont pas approuvés. Si l'Organe d'appel s'est écarté de l'interprétation correcte des accords visés, comme dans les différends concernant la réduction à zéro, les groupes spéciaux ne devraient pas oublier l'obligation, en vertu des articles 3:2 et 19:2 du Mémorandum d'accord, de préserver les droits et les obligations des Membres lorsqu'ils interprètent et appliquent les accords visés. L'article 3:2 du Mémorandum d'accord n'étaye donc pas l'argument des CE concernant le sens de l'article 11.

Article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC

15. Les CE réitèrent une fois de plus leur argument vaste et erroné selon lequel, en vertu de l'article XVI:4 de l'Accord sur l'OMC, les rapports adoptés de l'Organe d'appel sur la réduction à zéro imposent aux États-Unis une "obligation internationale indépendante" de supprimer la réduction à zéro.[11] Nous ne rappellerons pas aujourd'hui tous nos arguments à cet égard[12], mais nous soulignerons quelques points clés. Le plus important est que rien dans le Mémorandum d'accord, ni ailleurs dans les accords visés, n'étaye l'interprétation des CE. L'interprétation proposée par les CE est également incompatible avec la proposition bien établie selon laquelle les rapports de l'Organe d'appel et des groupes spéciaux "n'ont aucune force obligatoire, sauf pour ce qui est du règlement du différend entre les parties en cause".[13] L'Organe d'appel ne peut pas adopter des interprétations des accords visés qui feraient autorité, et ses rapports ne peuvent pas non plus créer une obligation indépendante des accords visés. Le fait de considérer les rapports antérieurs de l'Organe d'appel comme contraignants hors du champ du différend initial accroîtrait les obligations des États-Unis et des autres Membres, ce qui serait incompatible avec les articles 3:2 et 19:2 du Mémorandum d'accord.

16. Les CE souhaiteraient que le Groupe spécial estime que les articles 3:2, 3:4, 3:8 et 17:14 du Mémorandum d'accord étayent effectivement leur lecture de l'article XVI:4.[14] L'argument des CE altère le texte même du Mémorandum d'accord. Comme nous venons de l'expliquer, l'article 3:2 ne peut pas justifier une interprétation de l'article XVI:4 qui accroît les obligations d'un Membre au titre des accords visés. En outre, l'article 3:4 porte uniquement sur la "question" examinée dans un

[10] Article 2:1 du Mémorandum d'accord.
[11] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 63.
[12] *Voir*, par exemple, la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 157 à 164.
[13] *États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux (Organe d'appel)*, paragraphe 111 (citant *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques (Organe d'appel)*).
[14] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 64.

différend spécifique et prescrit que l'ORD devra "la régler … conformément aux droits et obligations résultant du présent mémorandum d'accord et des accords visés". En d'autres termes, une constatation au titre de l'article XVI:4 qui accroît les obligations d'un Membre en vertu des accords visés ne peut pas être conciliée avec l'article 3:4. L'article 3:8 concerne la réfutation de la présomption d'annulation et de réduction d'avantages par le Membre défendeur dans les cas où il y a infraction aux accords visés. Les CE ont tort d'affirmer qu'en vertu de l'article 3:8, "tout Membre de l'OMC peut invoquer l'annulation et la réduction d'avantages lorsqu'une infraction a été constatée et adoptée par l'ORD".[15] Enfin, l'article 17:14 indique uniquement qu'un rapport adopté de l'Organe d'appel sera "accepté sans condition par les parties au différend", ce qui implique l'acceptation des constatations et recommandations dans le contexte de ce différend spécifique et non dans tous les différends ultérieurs qui semblent être, ou dont il est affirmé qu'ils sont, similaires. Aucune autre interprétation n'est possible. Et en exposant leur argument, les CE ont manifestement ignoré les propos formulés antérieurement par l'Organe d'appel à cet égard, tout en faisant valoir que les constatations de l'Organe d'appel ont force exécutoire.

17. Les CE font valoir que "traiter [l'article XVI:4] comme une allégation purement corollaire lorsqu'une violation d'une autre mesure a été constatée rendrait cette disposition inutile".[16] Comme les groupes spéciaux l'ont reconnu, il n'y a pas de fondement "indépendant" pour une allégation au titre de l'article XVI:4.[17] Par contre, une constatation d'incompatibilité avec une disposition des accords visés entraîne automatiquement une constatation d'incompatibilité avec l'article XVI:4. Les groupes spéciaux et l'Organe d'appel n'ont jamais traité l'article XVI:4 de façon différente.

Champ du présent différend

18. Les États-Unis ne réitéreront pas aujourd'hui leurs trois objections préliminaires concernant la portée des allégations des CE. Nous nous concentrerons plutôt sur un ensemble de "mesures" alléguées faisant l'objet de l'objection des États-Unis selon laquelle, en vertu de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, les CE n'ont pas identifié les mesures spécifiques en cause. Ces "mesures" alléguées sont ce qu'il est convenu d'appeler "l'application ou le maintien en application" de droits antidumping conformément aux ordonnances en matière de droits antidumping dans 18 affaires, identifiées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE.

19. Les CE ont introduit le concept de "droit en tant que mesure".[18] Elles souhaiteraient maintenant que le Groupe spécial traite l'application ou le maintien en application des droits – quels que soient leur niveau et le moment ou la manière dont ils ont été déterminés – dans les 18 affaires identifiées comme une sorte de mesure autonome qui a une vie propre en dehors des 52 déterminations particulières identifiées dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial.[19] Les CE méconnaissent le fait que, pour toute importation donnée, le droit antidumping imposé ou fixé dépend d'une détermination administrative particulière, qu'il s'agisse d'une enquête initiale, d'un réexamen aux fins de la fixation des droits, d'un réexamen lié à de nouveaux exportateurs ou d'un réexamen pour changement de circonstance. Séparément, le maintien en existence d'une ordonnance antidumping dépend d'un réexamen à l'extinction mené à cet effet.[20] En d'autres termes, les

[15] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 64.

[16] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 66.

[17] *États-Unis – OCTG en provenance du Mexique (Groupe spécial)*, paragraphe 7.189; *États-Unis – Loi antidumping de 1916 (CE) (Groupe spécial)*, paragraphe 6.223; *États-Unis – Loi antidumping de 1916 (Japon) (Groupe spécial)*, paragraphe 6.287.

[18] Réponse des CE à la question n° 1 a) du Groupe spécial, paragraphe 7; deuxième communication écrite des CE, paragraphes 54 et 57.

[19] Réponse des CE à la question n° 2 du Groupe spécial, paragraphe 17; *voir aussi* la réponse des CE à la question n° 2 du Groupe spécial, paragraphe 13; la réponse des CE à la question n° 3 du Groupe spécial, paragraphe 20; la réponse des CE à la question n° 5 b) du Groupe spécial, paragraphe 28.

[20] Accord antidumping, articles 1er, 5, 7, 9, 11.

déterminations individuelles font l'objet du règlement des différends parce que le droit fixé, ou la décision de continuer à imposer ce droit conformément à une ordonnance en matière de droits antidumping, dépend des actions de l'autorité administrante dans la procédure pertinente.

20. La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les CE pour satisfaire aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord doit identifier la détermination spécifique qui entraîne l'application ou le maintien en application en particulier d'un droit antidumping, et elle ne peut pas simplement mentionner l'application ou le maintien en application d'un droit d'une manière générale et dissociée. Les CE n'ont pas identifié ces déterminations et n'auraient pas pu le faire, car, comme elles l'admettent elles-mêmes, elles essaient d'englober les déterminations ultérieures, qui n'ont pas encore été établies, concernant l'application ou le maintien en application de droits dans 18 affaires.[21] Comme de précédents groupes spéciaux l'ont reconnu, une mesure qui n'existait même pas au moment de l'établissement d'un groupe spécial ne peut pas relever du mandat de ce groupe spécial.[22] Et les CE ne peuvent pas non plus avoir mené des consultations sur une mesure qui n'existait pas au moment où elles ont présenté la demande de consultations, alors que ces consultations sur une mesure sont une condition préalable pour demander l'établissement d'un groupe spécial concernant cette mesure.[23] Le présent groupe spécial devrait rejeter la tentative des CE d'inclure dans le champ de la procédure en cours des mesures ultérieures indéterminées qui n'existaient pas au moment de l'établissement du Groupe spécial.

21. Mon collègue va maintenant examiner les questions concernant les allégations des CE au titre de l'Accord antidumping et du GATT de 1994.

Article 2.4.2 de l'Accord antidumping

22. Les CE ont accordé une grande attention à l'interprétation prétendument correcte de l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping en vertu de la Convention de Vienne. Selon les CE, lorsqu'un Membre procède à "un examen ou une enquête systémique" concernant un dumping, ce Membre effectue une enquête assujettie aux disciplines de l'article 2.4.2. Cette approche ne tient pas compte des différences fondamentales entre les enquêtes qui déterminent l'*existence* d'un dumping et les réexamens aux fins de la fixation des droits dans lesquels le *montant final à acquitter* est déterminé, même si ces différences sont reconnues dans l'Accord antidumping.

23. Les prescriptions de l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping ne s'étendent pas au-delà des enquêtes prévues à l'article 5. C'est seulement "pendant" une "phase d'enquête" au titre de l'article 5 qu'un Membre établit "l'existence de marges de dumping".[24] L'interprétation des États-Unis, qui tient compte des règles d'interprétation énoncées à l'article 31 de la Convention de Vienne, est étayée par le texte de l'Accord antidumping. Les articles 1er, 2.4.2 et 5, lus conjointement, établissent qu'une détermination unique de l'"existence" d'un dumping est établie dans les enquêtes au titre de l'article 5. En dehors de la phase d'enquête prévue à l'article 5, il n'incombe pas à une autorité de déterminer s'il "existe" un dumping. En revanche, en vertu de l'Accord antidumping, il incombe aux États-Unis, dans les procédures de fixation des droits au titre de l'article 9.3.1 qui sont contestées par les CE, de déterminer "le montant du droit antidumping" et le "montant final des droits antidumping à acquitter".

24. Estimer, comme le voudraient les CE, que "pendant la phase d'enquête" est synonyme de "période couverte par l'enquête" prive de sens l'expression unique "phase d'enquête" figurant à l'article 2.4.2. Bien que de nombreuses dispositions de l'Accord antidumping mentionnent, par exemple, la "période couverte par l'enquête", le terme "phase d'enquête" apparaît seulement à

[21] Réponse des CE à la demande de décisions préliminaires, paragraphe 47.
[22] *États-Unis – Coton upland (Groupe spécial)*, paragraphes 7.158 à 7.160.
[23] Mémorandum d'accord, article 4:7.
[24] Accord antidumping, article 2.4.2.

l'article 2.4.2. Le mot "phase", dans le contexte de l'Accord antidumping, tient compte du fait que les autorités déterminent des marges de dumping dans des contextes distincts. En particulier, la "phase d'enquête" se rapporte à la phase distincte durant laquelle l'existence d'un dumping suffisant pour justifier l'imposition d'un droit antidumping est déterminée. La relation entre les expressions "phase d'enquête" et "l'existence de marges de dumping" doit avoir un sens et ne peut pas être exclue du texte de l'Accord.

25. Comme l'article 2.4.2 se limite, selon ses termes, à établir l'existence de marges de dumping "pendant la phase d'enquête", il n'a aucune incidence sur les phases d'une procédure antidumping autres que la phase d'enquête initiale. En vertu de l'article 9.3, le recouvrement et la fixation de droits antidumping sur des importations spécifiques ont un but distinct et séparé et ont nécessairement lieu après l'imposition d'une ordonnance en matière de droits antidumping dans le cadre de l'enquête initiale.

26. Pour faire en sorte que les prescriptions de l'article 2.4.2 concernant l'*existence* de marges de dumping pendant la phase d'enquête soient incluses dans l'article 9.3, les CE cherchent à imposer une obligation selon laquelle le montant à acquitter pour un dumping serait déterminé par rapport à l'ensemble des exportateurs dans les réexamens aux fins de la fixation des droits.[25] Cette approche dissocie le montant du droit antidumping fixé pour une importation par rapport à la marge de dumping associée à cette transaction à l'importation. Le texte de l'article 9.3 ne contient aucun élément étayant un tel résultat.

27. L'interprétation de l'article 9.3.1 selon laquelle le montant final à acquitter doit être fixé en se basant sur la totalité des transactions de l'exportateur ne tient pas compte d'une réalité commerciale essentielle. Dans le monde réel, ce sont les *importateurs* qui bénéficient de ventes à des prix inférieurs à la valeur normale, et ce sont les importateurs qui paient effectivement les droits antidumping. Cette réalité commerciale est reconnue explicitement à l'article 9.3.2, et implicitement à l'article 9.3 dans son ensemble. On ne peut pas l'ignorer si l'on veut que les droits antidumping soient une mesure corrective efficace en vue de "neutraliser ou d'empêcher" le dumping.

Le concept erroné de "produit dans son ensemble"

28. L'argument erroné des CE selon lequel la réduction à zéro est prohibée dépend de l'hypothèse selon laquelle les marges de dumping calculées dans les réexamens périodiques sont liées uniquement et exclusivement au "produit dans son ensemble" – et selon laquelle les marges de dumping ne sont *pas* calculées sur la base de transactions individuelles. Toutefois, le concept de "produit dans son ensemble" découlait initialement de l'expression "toutes les transactions à l'exportation comparables", qui figure dans la première phrase de l'article 2.4.2. Dans l'affaire *États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux*, l'Organe d'appel a fondé sa constatation concernant l'expression "toutes les transactions à l'exportation comparables" en interprétant de manière intégrée les termes "marges de dumping" et "toutes les transactions à l'exportation comparables".[26] En affirmant que l'"obligation de ne pas procéder à une réduction à zéro résulte essentiellement des prescriptions énoncées à l'article VI du *GATT de 1994* et aux articles 2.1 et 9.3 de l'*Accord antidumping*", mais *non* à l'article 2.4.2[27], les CE appliquent le concept de "produit dans son ensemble" d'une manière dissociée du fondement textuel correspondant qui figure dans la première phrase de l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping.

[25] Deuxième communication écrite des CE, paragraphes 117 et 119; réponse des CE à la question n° 8 du Groupe spécial, paragraphe 45.

[26] *États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux (Organe d'appel)*, paragraphes 85 à 93.

[27] Deuxième communication écrite des CE, paragraphes 117 et 118.

29. En outre, les propres arguments des CE s'avèrent exagérés. Les CE indiquent: "Par conséquent, c'est seulement sur la base de l'agrégation de toutes ces "valeurs intermédiaires" que l'autorité chargée de l'enquête peut établir des marges de dumping pour le produit visé par l'enquête dans son ensemble."[28] Et les CE ajoutent: "La Communauté européenne ne voit pas comment des marges de dumping peuvent être établies correctement pour le produit dans son ensemble sans agréger tous les "résultats" des comparaisons multiples."[29] Si c'était vrai, on ne pourrait jamais déterminer une marge de dumping, car il pourrait toujours y avoir une autre importation à inclure dans la moyenne pour établir la marge. Si autre chose que toutes les transactions ne permet pas d'établir une marge de dumping correcte, à quel moment une autorité administrante dispose-t-elle de toutes les transactions? L'Accord antidumping ne précise pas de délai particulier qui pourrait servir à définir l'univers des transactions à inclure dans la moyenne. S'il fallait établir la moyenne pour "toutes" les transactions, tout d'abord la marge changerait en permanence, car de nouvelles transactions seraient prises en compte dans le calcul de la moyenne avec toutes les transactions effectuées depuis le début de l'ordonnance en matière de droits antidumping. Et, en second lieu, la marge ne serait jamais finale, car il pourrait toujours y avoir de nouvelles transactions à l'importation dont il faudrait tenir compte pour établir la moyenne. De même, si l'on considère l'article 9.3.1 et 9.3.2, comment un importateur pourrait-il savoir s'il peut demander un remboursement alors que la marge de dumping changerait constamment? Et pour ce qui est des importations, quel serait le délai durant lequel l'importateur pourrait présenter une telle demande? Afin de déterminer la marge de dumping, toutes les transactions des exportateurs devraient être incluses dans la moyenne, et pas seulement celles qui concernent cet importateur, et la liste des transactions ne serait jamais terminée.

30. Du fait de ce problème, il convient de noter que si les négociateurs avaient eu l'intention d'utiliser l'approche du "produit dans son ensemble" préconisée par les CE, ils auraient dû préciser le délai à considérer. Le simple fait que les négociateurs n'ont pas traité cette question du délai est suffisant en soi pour montrer que l'approche des CE n'est pas prévue dans le texte.

31. Un autre problème fondamental en ce qui concerne l'approche du "produit dans son ensemble" proposée par les CE est qu'elle est contraire à la manière dont le terme "produit" est utilisé dans l'examen des droits antidumping. D'autres groupes spéciaux ont rejeté à juste titre l'approche du "produit dans son ensemble" en considérant la manière dont le terme "produit" est utilisé à l'article VII du GATT de 1994. L'utilisation du terme "produit" à l'article II:2 du GATT de 1994 est peut-être encore plus directement pertinente. Il y est indiqué que:

> Aucune disposition du présent article n'empêchera une partie contractante de percevoir à tout moment, à l'importation d'un produit:
>
> …
>
> b) un droit antidumping ou un droit compensateur en conformité de l'article VI.

En l'espèce, l'expression "l'importation d'un produit" doit correspondre à une transaction particulière. Un Membre n'imposerait pas un droit à "l'importation d'un produit dans son ensemble". Un droit imposé à "l'importation" se rapporte à la transaction particulière. Et nous souhaitons faire observer que c'est aussi la manière dont le terme "produit" est utilisé à l'article II:1. En vertu de l'interprétation des CE selon laquelle "produit" signifie "produit dans son ensemble", un Membre pourrait imposer des droits de douane proprement dits plus élevés dans certaines transactions et des droits moins élevés dans d'autres, sans aller à l'encontre de ses consolidations tarifaires tant que la moyenne des droits de douane proprement dits appliqués à toutes les transactions serait inférieure au taux consolidé.

[28] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 80.
[29] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 81.

Dumping ciblé

32. La disposition relative au dumping ciblé pourrait constituer une exception aux règles normales visant à établir l'existence de marges de dumping qui sont prévues à l'article 2.4.2, mais elle n'est pas une exception à la prescription de l'article 2.4 relative à la comparaison équitable. S'il était constaté que la réduction à zéro est contraire à la prescription de l'article 2.4 relative à la comparaison équitable, comme les CE l'affirment, cette prohibition s'appliquerait aussi à la méthode indiquée dans la seconde phrase de l'article 2.4.2. En vertu de l'interprétation des CE, selon laquelle il faudrait établir la moyenne entre toutes les transactions pour calculer la marge de dumping, le résultat obtenu en vertu de la disposition relative au dumping ciblé est mathématiquement équivalent au résultat obtenu en vertu de la première phrase de l'article 2.4.2, ce qui vide complètement de son sens la disposition relative au dumping ciblé. Cette conséquence doit être évitée en vertu des règles coutumières d'interprétation des traités.

33. Les CE ne nient pas le résultat de l'équivalence mathématique si la réduction à zéro est prohibée dans les comparaisons symétriques et asymétriques. Les CE suggèrent plutôt que dans un scénario de dumping ciblé, un Membre pourrait remédier au problème de l'équivalence mathématique en "établi[ssant] à nouveau les paramètres de l'enquête"[30] et en calculant uniquement une marge pour les transactions relevant de la configuration. Il n'existe aucun élément textuel pour étayer cette interprétation proposée, ce qui est purement et simplement incompatible avec le fait que les CE soutiennent avec insistance qu'une marge de dumping ne peut être calculée que pour la totalité des ventes d'un exportateur, c'est-à-dire "le produit dans son ensemble". Le libellé de l'article 2.4.2 ne dit rien quant au choix d'un sous-ensemble de transactions lorsque l'on procède à l'analyse d'un dumping ciblé. En d'autres termes, dans la mesure où il existe une obligation de calculer une marge de dumping pour le "produit dans son ensemble", ou par rapport à l'ensemble des exportateurs, comme l'Organe d'appel l'a constaté, rien dans le texte de la seconde phrase de l'article 2.4.2 ne crée une exception à cette obligation. En revanche, la seconde phrase constitue seulement une exception à l'obligation d'établir normalement des comparaisons symétriques dans une enquête qui est contenue dans la première phrase.

Historique des négociations du Cycle d'Uruguay

34. Au cours du présent différend, les CE, pour étayer leur argument selon lequel la réduction à zéro doit être prohibée, se sont fondées sur une version révisionniste de l'historique des négociations.[31] Les termes essentiels qui ont été cités par l'Organe d'appel dans ses rapports sur la réduction à zéro remontent pour la plupart au GATT de 1947, à l'Accord antidumping des Négociations Kennedy et au Code antidumping du Tokyo Round. La seule nouveauté est l'expression "toutes les transactions à l'exportation comparables" à l'article 2.4.2, qui concerne seulement les enquêtes et ne devrait donc pas être en cause en l'espèce. Les autres termes font partie d'une terminologie antidumping de longue date, que les négociateurs ont utilisée pour élaborer l'Accord antidumping de l'OMC. Comme l'historique des négociations le montre clairement, ces termes n'ont pas pris un nouveau sens pendant le Cycle d'Uruguay.

35. Durant le Cycle d'Uruguay, les négociateurs étaient bien conscients de la réduction à zéro ou, comme on l'appelait à cette époque, du "dumping négatif". Alors que les négociations étaient en cours, le Japon et le Brésil ont contesté les pratiques de réduction à zéro des CE dans deux différends en vertu du Code antidumping du Tokyo Round. Dans ces deux affaires, les groupes spéciaux ont constaté que le Code ne prohibait pas la réduction à zéro. Plusieurs Membres ont présenté des propositions durant le Cycle d'Uruguay, y compris des modifications textuelles détaillées, pour demander aux Membres de considérer le "dumping négatif" ou les "transactions ne faisant pas l'objet

[30] Deuxième communication écrite des CE, paragraphes 116, 246.
[31] *Voir*, par exemple, la deuxième communication écrite des CE, paragraphes 221 à 224.

d'un dumping". Aucune de leurs propositions textuelles n'a été incluse dans l'Accord antidumping final du Cycle d'Uruguay. Par contre, les dispositions de l'Accord antidumping qui sont en cause en l'espèce contiennent des termes types provenant d'accords antérieurs qui, selon l'interprétation des groupes spéciaux chargés du règlement des différends en vertu du Code du Tokyo Round, n'impliquent pas de prendre en considération le "dumping négatif" ou l'agrégation des transactions individuelles.

36. Le manque de toute référence textuelle explicite dans l'Accord antidumping à la réduction à zéro ou au "dumping négatif" se passe de commentaire. Aucune concordance de vues ne s'est dégagée quant à la prohibition de la réduction à zéro durant le Cycle d'Uruguay. En effet, malgré les efforts soutenus de certains Membres, les propositions se sont heurtées à la ferme opposition des États-Unis, du Canada – et même des CE –, à savoir des Membres qui continuent d'utiliser la réduction à zéro de nos jours, soit en fixant des droits antidumping par importation, soit, dans le cas des CE, en appliquant la disposition relative au "dumping ciblé" prévue à l'article 2.4.2.

Conclusion

37. Monsieur le Président, Madame et Monsieur les membres du Groupe spécial, les CE ont demandé au présent Groupe spécial d'inclure une obligation dans l'Accord antidumping et dans l'article VI du GATT, nonobstant le manque de tout fondement textuel justifiant l'obligation que les CE proposent. Les États-Unis ont l'honneur de demander au Groupe spécial de rejeter les allégations des CE. Le règlement des différends joue un rôle essentiel dans le système de l'OMC, mais il ne peut pas, et ne devrait pas, chercher à se substituer aux Membres de l'OMC, qui doivent en fin de compte assumer la responsabilité finale de négocier des accords pour continuer à ouvrir les marchés et à renforcer le système commercial mondial. Si les Membres de l'OMC ont laissé de côté certaines dispositions par manque de consensus, l'article 3:2 du Mémorandum d'accord indique clairement que ce n'est *pas* aux groupes spéciaux ou à l'Organe d'appel qu'il incombe de les inclure dans l'Accord. En fait, les interprétations qui vont au-delà des textes existants des Accords de l'OMC – quelles que soient les bonnes intentions de ceux qui les proposent – compromettent fondamentalement la volonté des Membres de convenir de nouveaux engagements visant l'ouverture des marchés, car certains Membres refusent simplement de négocier des engagements mutuellement avantageux et cherchent en revanche à obtenir des avantages unilatéraux grâce au système de règlement des différends.

38. Notre déclaration liminaire s'achève ici. Nous serons heureux de répondre à toute question que vous souhaiteriez nous poser.

ANNEXE D-14

DÉCLARATION FINALE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES À LA DEUXIÈME RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL

Monsieur le Président, Madame et Monsieur les membres du Groupe spécial,

Les CE demandent que le Groupe spécial formule une suggestion au titre de la deuxième phrase de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord, non pas, comme c'est le cas généralement, afin de présenter au Membre défendeur une proposition de fond sur la manière de mettre en œuvre – par exemple le retrait de la mesure –, mais pour éviter des discussions inutiles sur ce qui pourrait relever ou pourrait ne pas relever du domaine de compétence d'un groupe spécial de la mise en conformité. En particulier, nous souhaiterions que le Groupe spécial suggère aux États-Unis de prendre, au moment de la mise en œuvre, toutes les dispositions nécessaires de caractère général ou particulier pour faire en sorte que toute action spécifique qu'ils engageront ultérieurement à l'encontre d'un dumping en relation avec les mêmes produits en provenance des CE que ceux qui sont mentionnés dans le présent différend soit compatible avec les règles de l'OMC, et spécifiquement en ce qui concerne la question de la réduction à zéro. Nous estimons qu'une telle suggestion pourrait réduire considérablement la nécessité de discussions prolongées et inutiles sur le domaine de compétence d'un groupe spécial de la mise en conformité, et faciliterait ainsi les travaux ultérieurs du Groupe spécial.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

ANNEXE D-15

DÉCLARATION FINALE DES ÉTATS-UNIS À LA DEUXIÈME RÉUNION DU GROUPE SPÉCIAL

Monsieur le Président, Madame et Monsieur les membres du Groupe spécial,

1. Les États-Unis souhaiteraient remercier le Groupe spécial du gros travail qu'il a accompli et des questions qu'il a posées aujourd'hui. Nous remercions aussi à nouveau le Groupe spécial d'avoir permis aux Membres de l'OMC et au public d'assister à la réunion. Les États-Unis se félicitent de ces progrès vers une plus grande transparence à l'OMC.

2. Les États-Unis seront brefs mais souhaiteraient conclure en mettant l'accent sur quelques points.

3. Les États-Unis contestent vivement la tentative des CE d'amener le Groupe spécial à considérer comme mesures en cause "l'application ou le maintien en application" des droits antidumping dans 18 cas distincts. Les CE n'ont jamais inclus ces mesures alléguées dans leur demande de consultations, et les États-Unis n'ont pas eu la possibilité de mener des consultations avec les CE à leur sujet. Il apparaît que les CE ont utilisé la période suivant leur demande de consultations pour élaborer une théorie sur la manière de mettre en cause des déterminations antidumping qui n'étaient pas encore établies par les États-Unis, puis ont introduit ce qui est appelé les "18 mesures" dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial.

4. Ces mesures alléguées ne peuvent pas être soumises à bon droit au Groupe spécial au titre de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Les CE voudraient que le Groupe spécial considère les droits comme une sorte d'organisme, ayant une vie propre et perdurant indéfiniment à l'avenir. Or elles méconnaissent le fait que le droit imposé ou fixé dépend de la détermination administrative de base, qu'il s'agisse d'une enquête initiale, d'un réexamen administratif, d'un réexamen pour changement de circonstance, ou d'un réexamen lié à de nouveaux exportateurs. Les CE devaient indiquer dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial la détermination spécifique qui a abouti à une application ou un maintien en application donnés, mais elles ne pouvaient pas le faire car ces déterminations n'existaient même pas au moment de l'établissement du Groupe spécial. "L'application ou le maintien en application" de droits antidumping ne peuvent pas relever du mandat du Groupe spécial et devraient être rejetés.

5. Nous voudrions maintenant dire quelques mots au sujet des allégations de fond des CE concernant la réduction à zéro. Les CE ont à plusieurs reprises mis en avant leurs arguments concernant l'application de la Convention de Vienne. Elles ont accusé les États-Unis de négliger les règles coutumières d'interprétation du droit international public, pour la simple raison qu'ils n'ont pas toujours prononcé les mots "Convention de Vienne". Or, comme il est démontré dans nos communications écrites, à la première réunion du Groupe spécial et devant vous aujourd'hui, nous avons appliqué les règles coutumières d'interprétation aux accords visés. Le sens ordinaire du texte de l'Accord antidumping et du GATT de 1994 montre clairement qu'il n'y a aucune prohibition générale de la réduction à zéro. Constater l'existence d'une telle prohibition alors qu'il n'y en a pas accroîtrait les obligations des États-Unis au titre des accords visés, d'une manière incompatible avec les articles 3:2 et 19:2 du Mémorandum d'accord.

6. Les États-Unis souhaiteraient rappeler au Groupe spécial son obligation de procéder à une évaluation objective au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord. D'autres groupes spéciaux, ce faisant, ont constaté qu'il n'y avait pas de prohibition de la réduction à zéro dans les réexamens périodiques. Nous espérons que le présent Groupe spécial fera la même constatation, comme une interprétation correcte des accords visés l'amènerait à faire.

7. Nous réitérons nos remerciements au Président et aux membres du Groupe spécial.

ANNEXE E

OBSERVATIONS DES PARTIES CONCERNANT LE RAPPORT DE L'ORGANE D'APPEL *ÉTATS-UNIS – ACIER INOXYDABLE (MEXIQUE)* (DS344)

Table des matières		Page
Annexe E-1	Observations des Communautés européennes concernant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)* (DS344)	E-2
Annexe E-2	Observations des États-Unis concernant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)* (DS344)	E-3
Annexe E-3	Observations des Communautés européennes concernant les observations des États-Unis relatives au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)* (DS344)	E-29
Annexe E-4	Observations des États-Unis concernant les observations des Communautés européennes relatives au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)* (DS344)	E-33

ANNEXE E-1

OBSERVATIONS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES CONCERNANT LE RAPPORT DE L'ORGANE D'APPEL *ÉTATS-UNIS – ACIER INOXYDABLE (MEXIQUE)* (DS344)

Les Communautés européennes se réfèrent à la lettre du Groupe spécial invitant les parties à formuler des observations sur le rapport de l'Organe d'appel concernant l'affaire DS344. Elles font observer que, comme cela était entièrement prévisible, l'Organe d'appel a de nouveau confirmé que l'interprétation correcte de l'*Accord antidumping* excluait la méthode de la réduction à zéro utilisée par les États-Unis dans les mesures en cause.

Les Communautés européennes souscrivent à l'analyse faite par l'Organe d'appel et ont l'honneur d'inviter le Groupe spécial, lorsqu'il procédera à une "évaluation objective de la question dont il est saisi" au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord, à adopter la même approche. Nous appelons en particulier l'attention du Groupe spécial sur la déclaration selon laquelle "en l'absence de raisons impérieuses, un organisme juridictionnel tranchera la même question juridique de la même façon dans une affaire ultérieure" (paragraphe 160) et selon laquelle "la pertinence de la clarification figurant dans des rapports de l'Organe d'appel adoptés n'est pas limitée à l'application d'une disposition particulière dans une affaire donnée" (paragraphe 161).

Les Communautés européennes considèrent que si le Groupe spécial ne suivait pas l'Organe d'appel, ses constatations seraient inévitablement infirmées en appel. Nous ne voyons donc pas en quoi il pourrait être utile de continuer à discuter de ce qui a déjà été tranché.

ANNEXE E-2

OBSERVATIONS DES ÉTATS-UNIS CONCERNANT LE RAPPORT DE L'ORGANE D'APPEL *ÉTATS-UNIS – ACIER INOXYDABLE (MEXIQUE)* (DS344)

RAPPORTS CITÉS

Titre abrégé	Titre complet
États-Unis – Acier inoxydable (Mexique) (Groupe spécial)	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures antidumping finales visant l'acier inoxydable en provenance du Mexique*, WT/DS344/R, adopté le 20 mai 2008, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS344/AB/R
États-Unis – Acier inoxydable (Mexique) (Organe d'appel)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures antidumping finales visant l'acier inoxydable en provenance du Mexique*, WT/DS344/AB/R, adopté le 20 mai 2008
États-Unis – Bois de construction résineux V (Organe d'appel)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Détermination finale de l'existence d'un dumping concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada*, WT/DS264/AB/R, adopté le 31 août 2004
États-Unis – Réduction à zéro (CE) (Organe d'appel)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Lois, réglementations et méthode de calcul des marges de dumping*, WT/DS294/AB/R, adopté le 9 mai 2006
États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Groupe spécial)	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures relatives à la réduction à zéro et aux réexamens à l'extinction*, WT/DS322/R, adopté le 23 janvier 2007, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS322/AB/R
États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Organe d'appel)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures relatives à la réduction à zéro et aux réexamens à l'extinction*, WT/DS322/AB/R, adopté le 23 janvier 2007

I. INTRODUCTION

1. Les États-Unis remercient le Groupe spécial d'avoir la possibilité d'examiner le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)*. Dans ce rapport, l'Organe d'appel a infirmé une conclusion du Groupe spécial et constaté que la réduction à zéro simple utilisée par les États-Unis dans les réexamens périodiques est, en tant que telle, incompatible avec l'article 9.3 de l'*Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* ("Accord antidumping") et l'article VI:2 du GATT de 1994.[1] L'Organe d'appel a infirmé une autre conclusion du Groupe spécial et constaté que les États-Unis agissaient de manière incompatible avec l'article 9.3 de l'Accord antidumping et l'article VI:2 du GATT de 1994 en appliquant la réduction à zéro simple dans les cinq réexamens périodiques en cause.[2] Les États-Unis ont démontré dans leurs communications au Groupe spécial, et aux réunions de fond du Groupe spécial, que le texte de l'Accord antidumping et du GATT de 1994 ne prohibe pas la réduction à zéro dans les réexamens périodiques. Comme il est indiqué plus en détail ci-après, les États-Unis estiment que le rapport le plus récent de l'Organe d'appel sur la question de la réduction à zéro dans l'affaire *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)* est profondément erroné et que le présent Groupe spécial ne devrait pas le considérer comme convaincant.[3]

2. La section de l'Organe d'appel chargée de l'affaire *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)* voudrait que le présent Groupe spécial se soustraie à l'obligation de procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi en vertu de l'article 11 du *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* ("Mémorandum d'accord"). Par contre, la section a indiqué que les groupes spéciaux doivent suivre les rapports antérieurs de l'Organe d'appel sur la réduction à zéro au nom de "la sécurité et la prévisibilité" du système de règlement des différends de l'OMC et de la "constitution d'une jurisprudence cohérente et prévisible", même si ces rapports antérieurs accroissent ou diminuent les droits et obligations des Membres au titre des accords visés. Rien dans le Mémorandum d'accord ne permet d'étayer l'approche de la section, qui compromettrait la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral et étendrait l'effet juridique des rapports de l'Organe d'appel au-delà de ce dont les Membres sont convenus.

3. La constatation de la section selon laquelle la réduction à zéro dans les réexamens périodiques est incompatible avec l'article VI:2 du GATT de 1994 et l'article 9.3 de l'Accord antidumping n'est pas fondée sur le texte des accords visés, et elle contredit ce que confirme l'historique de la négociation de l'Accord antidumping. La section allègue que son interprétation est la seule interprétation admissible en vertu de l'article 17.6 ii) de l'Accord antidumping, mais celle-ci revient en réalité à modifier les raisons justifiant la prohibition de la réduction à zéro dans les réexamens périodiques, ce qui contredit donc la conclusion de la section selon laquelle il n'y a qu'une seule interprétation admissible. Les États-Unis prient instamment le présent Groupe spécial de constater que l'Accord antidumping et le GATT de 1994 autorisent le calcul de marges de dumping par transaction et qu'il n'existe aucune prescription relative à l'octroi de compensations dans les procédures de fixation des droits en cause.

---

[1] *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique) (Organe d'appel)*, paragraphe 165 a). Les États-Unis font observer que les Communautés européennes ("CE") ne formulent pas une allégation d'incompatibilité "en tant que tel" dans le présent différend.

[2] *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique) (Organe d'appel)*, paragraphe 165 b).

[3] Les États-Unis ont joint des exemplaires, en tant qu'annexe 1 aux présentes observations, de leur déclaration à la réunion de l'Organe de règlement des différends concernant l'examen effectué par l'ORD en vue de l'adoption des rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)*, et, en tant qu'annexe 2, de leur communication écrite distincte à l'ORD concernant ces rapports.

II. LE GROUPE SPÉCIAL *ÉTATS-UNIS – ACIER INOXYDABLE (MEXIQUE)* S'EST DÛMENT ACQUITTÉ DE SES OBLIGATIONS EN VERTU DU MÉMORANDUM D'ACCORD

4. Le Mexique a fait valoir en appel que le Groupe spécial *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)* avait agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord en "ne suivant pas la jurisprudence bien établie de l'Organe d'appel" concernant la question de la réduction à zéro.[4] Bien que la section de l'Organe d'appel se soit finalement abstenue d'établir une constatation concernant l'allégation du Mexique, elle s'est dite profondément préoccupée, *obiter dicta*, par le fait que le Groupe spécial "s'écarte[…] de[s]" rapports antérieurs de l'Organe d'appel concernant les mêmes questions juridiques.[5] Les États-Unis ne souscrivent pas à l'approche de la section, qui transformerait les rapports de l'Organe d'appel en interprétations des accords visés faisant autorité. En tirant des conclusions similaires à celles figurant dans des rapports antérieurs des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel, le Groupe spécial *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)* a reconnu le juste rôle des rapports antérieurs de l'Organe d'appel dans le système de règlement des différends de l'OMC, a compris correctement ce qu'il devait faire en vertu du Mémorandum d'accord et a agi d'une manière compatible avec ses obligations.

5. Le Groupe spécial, avant de procéder à un examen des allégations de fond formulées par le Mexique, a fait observer: "[N]ous ne sommes pas […] tenus par les décisions antérieures de l'Organe d'appel ou des groupes spéciaux qui ont examiné la même question, à savoir la réduction à zéro simple dans les réexamens périodiques, que celle dont nous sommes saisis dans la présente procédure."[6] Comme le Groupe spécial l'a affirmé, "[a]ucune disposition du Mémorandum d'accord ne prescrit que les groupes spéciaux de l'OMC suivent les constatations des groupes spéciaux antérieurs ou de l'Organe d'appel sur les mêmes questions que celles dont ils sont saisis. En principe, la décision d'un groupe spécial ou de l'Organe d'appel ne lie que les parties au différend en question".[7] La section a aussi rappelé tout d'abord l'interprétation bien établie selon laquelle il n'y a pas de *stare decisis* dans le règlement des différends de l'OMC[8], mais il semble qu'elle ait ensuite suggéré le contraire.[9]

6. Le Groupe spécial était pleinement conscient de son obligation au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord de procéder à une "évaluation objective" de la question dont il était saisi. Rappelant le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, le Groupe spécial a noté que "le souci de préserver une jurisprudence constante ne devrait pas l'emporter sur la tâche d'un groupe spécial de procéder à un examen objectif de la question dont il est saisi au moyen d'une interprétation des dispositions conventionnelles pertinentes conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public".[10] Après "avoir examiné attentivement" la question dont il était saisi, le Groupe spécial a décidé ce qui suit: "[N]ous n'avions pas d'autre choix que d'exprimer notre désaccord avec le raisonnement élaboré par l'Organe d'appel au sujet de la compatibilité de la réduction à zéro simple dans les réexamens périodiques avec les règles de l'OMC."[11] De même, le Groupe spécial a conclu: "À la lumière de notre obligation, au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord, de procéder à un examen objectif de la question qui nous a été soumise par l'ORD, … nous nous sommes sentis obligés de ne pas suivre l'approche de l'Organe d'appel."[12] Il est évident que l'Organe d'appel s'est penché sérieusement sur son travail, qu'il a procédé à un examen très critique et

[4] *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique) (Organe d'appel)*, paragraphe 154.
[5] *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique) (Organe d'appel)*, paragraphes 161 et 162.
[6] *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.102.
[7] *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.102.
[8] *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique) (Organe d'appel)*, paragraphe 158 (citant *Japon – Boissons alcooliques II (Organe d'appel)*, pages 12 à 15).
[9] *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique) (Organe d'appel)*, paragraphes 161 et 162.
[10] *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.105.
[11] *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.106.
[12] *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.106.

approfondi des rapports antérieurs de l'Organe d'appel sur la question de la réduction à zéro, et qu'il ne s'est pas écarté à la légère de ces rapports.

7. La section, en reprochant au Groupe spécial de s'écarter des rapports antérieurs de l'Organe d'appel, n'a pas reconnu qu'il avait fait ce qu'exigeait l'article 11 du Mémorandum d'accord – à savoir, le Groupe spécial a procédé à une "évaluation objective" de la question dont il était saisi.[13] La section a aussi avancé que:

> l'uniformité et … la stabilité dans l'interprétation [des] droits et obligations [des Membres] au titre des accords visés … [sont] essentiel[les] pour promouvoir "la sécurité et la prévisibilité" du système de règlement des différends … . Le fait que le Groupe spécial n'a pas suivi des rapports de l'Organe d'appel adoptés précédemment qui traitaient des mêmes questions compromet la constitution d'une jurisprudence cohérente et prévisible clarifiant les droits et les obligations des Membres au titre des accords visés ainsi qu'il est prévu par le Mémorandum d'accord.[14]

L'examen effectué par la section ne peut pas être réconcilié avec le texte de l'article 3:2 du Mémorandum d'accord. L'expression "la sécurité et la prévisibilité" mentionnée à l'article 3:2 concerne "la sécurité et la prévisibilité" du "système commercial multilatéral", et non "la sécurité et la prévisibilité" du système de règlement des différends.[15] En vertu de l'article 3:2, les recommandations et décisions de l'ORD "ne peuvent pas accroître ou diminuer les droits et obligations énoncés dans les accords visés".[16] Les recommandations et décisions qui accroissent ou diminuent ces droits et obligations compromettent la sécurité et la prévisibilité mêmes du système commercial multilatéral qui sont mentionnées à l'article 3:2. Qui plus est, dans la mesure où ces décisions sont suivies sans hésitation, la sécurité et la prévisibilité des accords que les Membres ont négociés seront même encore davantage compromises.

8. La section a essentiellement constaté que "la sécurité et la prévisibilité" du système de règlement des différends et la nécessité d'"une jurisprudence cohérente et prévisible" devraient l'emporter sur les autres dispositions du Mémorandum d'accord, y compris la prescription énoncée à l'article 3:2 selon laquelle les recommandations et décisions de l'ORD ne peuvent pas accroître ou diminuer les droits et obligations des Membres au titre des accords visés ainsi que l'obligation énoncée à l'article 11 selon laquelle un groupe spécial est tenu de procéder à une évaluation objective. En fait, si l'on poussait le raisonnement de la section jusqu'au bout, cela voudrait dire que l'Organe d'appel ne pourrait jamais changer d'avis ou ne devrait jamais avoir d'opinion dissidente, car l'un comme l'autre amoindriraient "la sécurité et la prévisibilité".

9. L'Organe d'appel a un rôle indéniablement important dans le système de règlement des différends de l'OMC, mais il n'a pas été institué pour formuler des interprétations des accords visés faisant autorité; seuls la Conférence ministérielle et le Conseil général peuvent le faire.[17] La section, en considérant le rôle "distinct" de l'Organe d'appel dans la "structure hiérarchique" alléguée du système de règlement des différends de l'OMC[18], semble dévaloriser le rôle très important des groupes spéciaux et leurs responsabilités fondamentales dont les Membres sont convenus dans le Mémorandum d'accord.

---

[13] Paradoxalement, le Groupe spécial n'a pas donné de "raisons impérieuses" pour justifier qu'il s'était écarté des constatations antérieures de l'Organe d'appel sur la réduction à zéro, ce qui rend la critique de la section d'autant plus déplacée selon les propres critères de cette section.

[14] *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique) (Organe d'appel)*, paragraphe 161.

[15] *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique) (Organe d'appel)*, paragraphe 160.

[16] De même, l'article 19:2 vise à faire en sorte que les constatations et recommandations des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel ne puissent pas accroître ou diminuer les droits et obligations des Membres au titre des accords visés.

[17] Accord sur l'OMC, article IX:2.

[18] *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique) (Organe d'appel)*, paragraphe 161.

10. Les États-Unis tiennent à rappeler que, malgré les observations incidentes de la section qui soutiennent le contraire, les rapports antérieurs de l'Organe d'appel sur la réduction à zéro ne sont pas contraignants. Le présent Groupe spécial, à l'instar du Groupe spécial *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)*, devrait procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi, comme l'exige l'article 11 du Mémorandum d'accord.[19] Nous demandons aussi au présent Groupe spécial de garder à l'esprit l'interprétation correcte des articles 3:2 et 19:2 du Mémorandum d'accord, et de faire en sorte que ses constatations n'accroissent pas ou ne diminuent pas les droits et obligations des Membres au titre des accords visés.[20] Le Groupe spécial devrait décliner toute invitation à adopter sans examen critique le raisonnement suivi dans les rapports de l'Organe d'appel, simplement au nom d'une jurisprudence compatible ou de "la sécurité et la prévisibilité".

III. LE RAISONNEMENT DE LA SECTION DE L'ORGANE D'APPEL EST ERRONÉ ET NE DEVRAIT PAS ÊTRE SUIVI PAR LE PRÉSENT GROUPE SPÉCIAL

11. Les États-Unis sont profondément troublés par la manière dont la section de l'Organe d'appel a évalué la question de la réduction à zéro. **La question dont la section a été saisie était de savoir si les Membres étaient convenus de prohiber la réduction à zéro dans le cadre de leurs obligations au regard de l'OMC. Un accord de ce type ne pourrait être énoncé que dans le texte de l'Accord antidumping. Or, le texte de l'Accord antidumping ne dit rien sur la question de la réduction à zéro. Face au texte de l'Accord qui n'aborde pas du tout la question de la réduction à zéro, et comprend encore moins une prohibition générale de la réduction à zéro, la section en déduit que le texte ne pouvait pas étayer ce que les Membres entendaient au sujet de la réduction à zéro.**

12. Les difficultés et problèmes concernant l'approche de l'Organe d'appel sont manifestes dans les divers rapports de l'Organe d'appel sur la question. Au fil de plusieurs rapports, l'Organe d'appel a modifié son analyse de façon mutuellement contradictoire. La dernière tentative de l'Organe d'appel dans *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)* **n'est pas moins erronée. En particulier, l'Organe d'appel pose dans une large mesure sa conclusion comme postulat, en se fondant non pas sur le texte de l'Accord antidumping mais sur des libellés venant de ses rapports précédents sortis de leur contexte. Le fait que l'Organe d'appel ait modifié ses justifications dans ses rapports successifs sur la réduction à zéro va à l'encontre de sa conclusion selon laquelle, en vertu de l'article 17.6 ii) de l'Accord antidumping, il n'y a qu'une seule interprétation admissible de l'Accord antidumping et de l'article VI du GATT de 1994.[21]**

Évolution des explications de l'Organe d'appel concernant la prohibition de la réduction à zéro

13. Dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux V*, l'Organe d'appel a interprété l'expression "marges de dumping" figurant dans la première phrase de l'article 2.4.2 de manière intégrée avec l'expression "toutes les transactions à l'exportation comparables" pour en tirer le concept du "produit dans son ensemble", par opposition aux sous-groupes ou aux modèles d'un produit.[22] L'expression "toutes les transactions à l'exportation comparables" n'apparaît qu'au sujet des comparaisons moyenne à moyenne, mais l'article 2.4.2 prévoit aussi le calcul d'une marge de dumping sur une base transaction par transaction ou moyenne à transaction. Ainsi, dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux V*, l'Organe d'appel avait conclu que la réduction à zéro n'était pas autorisée dans le contexte de l'"établissement de moyennes multiples", mais il n'avait pas expliqué comment la réduction à zéro pouvait être

---

[19] *Voir*, par exemple, la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 24, 28 et 29; la déclaration liminaire des États-Unis à la première réunion de fond du Groupe spécial, paragraphes 4, 6, 9.

[20] *Voir*, par exemple, la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 28, 32; la déclaration liminaire des États-Unis à la première réunion de fond du Groupe spécial, paragraphes 7 et 8.

[21] *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique) (Organe d'appel)*, paragraphe 136.

[22] *États-Unis – Bois de construction résineux V (Organe d'appel)*, paragraphes 86 à 103.

prohibée dans le contexte des "comparaisons multiples" en général. En fait, il s'est expressément abstenu de formuler une constatation au sujet des deux autres méthodes de comparaison.

14. Puis, à la différence de ce qu'il a fait dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux V*, l'Organe d'appel, dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, a paru adopter une nouvelle interprétation, faisant qu'une nouvelle notion du "produit dans son ensemble" a conduit à conclure que la réduction à zéro était prohibée chaque fois que des "comparaisons multiples" étaient faites.[23] Là encore, ces expressions n'apparaissent pas dans l'Accord antidumping mais ont été tirées d'interprétations fondées sur l'expression "toutes les transactions à l'exportation comparables", qui n'apparaît qu'au sujet des comparaisons moyenne à moyenne effectuées pendant les enquêtes. Compte tenu de cela, le Groupe spécial *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)* a constaté que l'Organe d'appel n'avait fourni

> **aucune explication de ce glissement entre l'utilisation du concept de "produit dans son ensemble" comme contexte pour l'interprétation de l'expression "marges de dumping" dans la première phrase de l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping en relation avec l'établissement de moyennes multiples, d'une part, et l'utilisation de ce concept comme fondement juridique autonome d'une prohibition générale de la réduction à zéro, d'autre part. À cet égard, nous notons, en particulier, que l'Organe d'appel n'examine pas pourquoi le fait que, dans le contexte de l'établissement de moyennes multiples, les termes "dumping" et "marges de dumping" ne peuvent pas s'appliquer à un *sous-groupe* d'un produit, amène logiquement à conclure de manière plus générale que les Membres ne peuvent pas faire de distinction entre les *transactions* dans lesquelles les prix à l'exportation sont inférieurs à la valeur normale et les *transactions* dans lesquelles les prix à l'exportation dépassent la valeur normale.[24]**

15. Dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, l'Organe d'appel a donné une nouvelle interprétation de l'expression "toutes les transactions à l'exportation comparables" selon laquelle celles-ci désignent uniquement toutes les transactions se rapportant à un seul modèle et non à tous les modèles pour le produit visé par l'enquête.[25] Auparavant, l'Organe d'appel s'était appuyé sur le mot "toutes" dans l'expression "toutes les transactions à l'exportation comparables" en tant que fondement textuel pour dire que les résultats de toutes les comparaisons moyenne par modèle à moyenne par modèle devaient être inclus dans la marge de dumping dans le contexte de la méthode moyenne à moyenne.[26] L'Organe d'appel a soutenu que le mot "toutes" n'était pas nécessaire à sa constatation selon laquelle une marge de dumping globale unique doit être calculée et doit inclure les résultats de toutes les comparaisons transaction par transaction. L'Organe d'appel ayant conclu qu'il y avait une seule interprétation admissible de ces dispositions de l'Accord antidumping, soit le terme "toutes" est pertinent, soit il ne l'est pas. L'Organe d'appel ne peut pas adopter une interprétation admissible dans un cas, puis une interprétation contradictoire dans le cadre de la même question, et continuer à maintenir que le texte ne prévoit qu'une seule interprétation admissible.

16. Enfin, et plus récemment dans l'affaire *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)*, l'Organe d'appel, changeant d'orientation une fois de plus, s'est appuyé sur l'article VI du GATT de 1994 et sur les articles 2.1 et 9.3 de l'Accord antidumping pour aboutir à la conclusion selon laquelle, du fait que les termes "dumping" et "marges de dumping" ont un sens rigide et identique dans l'Accord antidumping, indépendamment du contexte dans lequel ils sont placés, les calculs par transaction sont prohibés.

---

[23] *États-Unis – Réduction à zéro (CE) (Organe d'appel)*, paragraphe 127.
[24] ***États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.101.**
[25] ***États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (Organe d'appel)*, paragraphe 124.**
[26] *États-Unis – Bois de construction résineux V (Organe d'appel)*, paragraphes 86 à 103.

17. En essayant de parvenir à un résultat souhaité en ce qui concerne la question de la réduction à zéro, l'Organe d'appel fait varier son raisonnement d'un différend à l'autre. Ces conclusions changeantes défient le bon sens. En tenant compte du texte de l'Accord antidumping et des diverses interprétations contradictoires concernant la question de la réduction à zéro, le présent Groupe spécial, lorsqu'il procède à sa propre évaluation objective de la question dont il est saisi, devrait constater que, à tout le moins, une autre interprétation – selon laquelle l'Accord antidumping ne prohibe pas le calcul du dumping par transaction dans les réexamens aux fins de la fixation des droits – est admissible.

Raisons erronées formulées par la section pour justifier la prohibition de la réduction à zéro dans les réexamens périodiques

18. La constatation de la section selon laquelle la réduction à zéro est incompatible avec l'article 9.3 de l'Accord antidumping et l'article VI:2 du GATT de 1994 n'a pas de fondement textuel et n'est pas étayée par l'historique de la négociation des Accords du Cycle d'Uruguay. L'Accord antidumping et le GATT de 1994 ne prohibent pas le calcul des marges antidumping par transaction, et ils n'exigent pas non plus l'octroi de compensations pour les transactions ne faisant pas l'objet d'un dumping. Les États-Unis prient le Groupe spécial de se référer à la communication ci-jointe, en date du 20 mai 2008, qu'ils ont présentée à l'Organe de règlement des différends pour expliquer plus en détail les erreurs contenues dans le raisonnement de la section, et ils incorporent les observations formulées dans cette communication.[27]

IV. CONCLUSION

19. Les États-Unis remercient le Groupe spécial une fois de plus de leur avoir donné la possibilité de formuler des observations sur le récent rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)*. Nous prions le Groupe spécial de bien vouloir rester conscient de l'obligation qui lui est faite de procéder à une évaluation objective, comme l'exige l'article 11 du Mémorandum d'accord. Dans la mesure où le Groupe spécial tient compte du rapport de l'Organe d'appel, les États-Unis estiment que, pour les raisons exposées plus haut et dans le cadre des observations formulées dans les documents ci-joints, le Groupe spécial constatera que ce rapport est peu convaincant et incorrect et qu'il conviendra que l'Accord antidumping et le GATT de 1994 ne prohibent pas la réduction à zéro telle qu'elle est appliquée dans les procédures de fixation des droits contestées par les CE.

[27] *Voir* l'annexe 2.

ANNEXE 1

OBSERVATIONS DES ÉTATS-UNIS CONCERNANT L'AFFAIRE
ÉTATS-UNIS – ACIER INOXYDABLE (MEXIQUE) (ORGANE D'APPEL)

Déclaration orale des États-Unis concernant l'examen par l'ORD en vue de l'adoption des rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Mesures antidumping finales visant l'acier inoxydable en provenance du Mexique* (WT/DS344)

Monsieur le Président, les États-Unis souhaiteraient tout d'abord saluer l'adoption du rapport du Groupe spécial à la réunion en cours. Nous félicitons le Groupe spécial du professionnalisme dont il a fait preuve dans ce différend, de son analyse approfondie des dispositions pertinentes de l'Accord antidumping et du GATT de 1994 et du fait qu'il a pris très au sérieux sa responsabilité face aux Membres de procéder à un examen objectif de la question dont il est saisi.

Il ressort clairement du rapport du Groupe spécial que ce n'est pas à la légère que celui-ci a choisi de ne pas suivre les rapports antérieurs de l'Organe d'appel sur la réduction à zéro. Il aurait été beaucoup plus simple pour lui, pour ne pas dire beaucoup mieux apprécié, je pense, de se rallier simplement à ce que l'Organe d'appel avait déclaré sur ce sujet. Toutefois, le Groupe spécial était de toute évidence profondément troublé par les faiblesses qui entachaient la logique et l'approche suivies dans ces précédents rapports.

Eu égard à l'examen attentif effectué par le Groupe spécial et ses difficultés évidentes à concilier le texte convenu des Accords de l'OMC avec les déclarations faites par l'Organe d'appel dans ses rapports précédents, on aurait pu penser que cette section de l'Organe d'appel se sentirait obligée d'aborder avec la plus grande prudence possible les questions soulevées et les préoccupations du Groupe spécial. Il est donc d'autant plus troublant de constater que la section de l'Organe d'appel saisie de cet appel a non seulement rejeté sommairement les arguments du Groupe spécial, mais qu'elle a aussi reproché à ce dernier de faire preuve de diligence et d'essayer de faire en sorte que ses constatations soient conformes au texte convenu des Accords de l'OMC.

Les États-Unis sont profondément troublés par la réponse donnée par la section de l'Organe d'appel à deux niveaux, chacun posant des problèmes d'ordre systémique sérieux pour nous, les Membres. En premier lieu, une section a une fois de plus forgé une nouvelle base pour justifier des constations contre la réduction à zéro dans les réexamens – cette fois-ci, en disant que la marge de dumping se rapporte à l'exportateur et qu'il est ainsi d'une certaine manière impossible d'établir l'existence d'une marge de dumping pour une transaction individuelle. Le raisonnement sous-tendant cette approche demeure extrêmement imparfait et ne coïncide pas avec le texte effectivement convenu du traité.

En second lieu, la section s'est écartée de manière significative de la conception admise de la relation entre les rapports des groupes spéciaux et ceux de l'Organe d'appel d'une part, et du rôle de l'Organe d'appel et de celui des Membres d'autre part. Ce rapport tend à conférer un effet juridique nouveau aux rapports de l'Organe d'appel, un effet qui consisterait à habiliter l'Organe d'appel à donner des interprétations faisant autorité des accords visés, prérogative que l'Accord sur l'OMC accorde exclusivement aux Membres.

S'agissant du premier niveau de préoccupation systémique, je me permettrai simplement de relever que le raisonnement suivi par l'Organe d'appel dans ce tout dernier rapport est entaché de nombreuses faiblesses, en ce sens, en particulier, qu'il ne reconnaît pas que les négociateurs du Cycle d'Uruguay ne se sont pas mis d'accord pour prohiber la réduction à zéro dans les réexamens aux fins

de la fixation des droits. Aucune communauté de vues ne s'est dégagée pendant le Cycle d'Uruguay sur cette question malgré les efforts acharnés de nombreux participants, les propositions visant à prohiber la réduction à zéro s'étant heurtées à l'opposition farouche d'un grand nombre d'autres Membres, y compris de plusieurs Membres qui recourent aux mesures antidumping.

Si, cependant, les Membres de l'OMC ne se sont jamais mis d'accord pour interdire la réduction à zéro, le Mémorandum d'accord n'en autorise pas pour autant l'Organe d'appel à créer de nouvelles obligations imposant une telle interdiction. Chaque Membre de l'OMC devrait s'inquiéter de l'approche suivie par l'Organe d'appel, car chacun peut être amené un jour à défendre ses propres lois et réglementations et pourra souhaiter invoquer les résultats négociés du Cycle d'Uruguay, du Cycle de Doha ou d'autres négociations de l'OMC et ne pas être lié par des règles que l'on ne trouve nulle part dans les résultats de ces négociations.

Nous ne nous attarderons pas davantage sur ces éléments cet après-midi. Nous avons en revanche préparé une déclaration écrite qui porte sur les faiblesses persistantes et continues de l'analyse de la réduction à zéro effectuée par l'Organe d'appel; un exemplaire sera disponible dans la salle après la réunion et sera distribué à toutes les délégations.

Le second niveau de préoccupation systémique revêt une telle importance institutionnelle pour le système de règlement des différends que nous nous voyons contraints aujourd'hui d'exposer dans le détail nos inquiétudes.

Dans le présent différend, le Groupe spécial a correctement pris note de ses obligations au titre des articles 11, 3:2 et 19:1 du Mémorandum d'accord et **s'est attelé à sa tâche conformément à ces obligations. Ce faisant, ce Groupe spécial – tout comme un autre groupe spécial avant lui – a examiné attentivement les diverses versions du raisonnement suivi par l'Organe d'appel dans des différends antérieurs portant sur l'utilisation de la méthode de la réduction à zéro dans les réexamens aux fins de la fixation des droits, pour finalement se déclarer en désaccord avec ce raisonnement. Lorsqu'il a interjeté appel, le Mexique a présenté une allégation au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord.**

Les premiers paragraphes du rapport du Groupe spécial concernant cet appel n'ont rien d'exceptionnel. La section rappelle d'abord la tâche incombant au Groupe spécial en vertu de l'article 11 du Mémorandum d'accord, à savoir aider l'ORD à s'acquitter de ses responsabilités et procéder à une évaluation objective de la question, y compris de l'applicabilité des dispositions des accords visés et de la conformité des faits avec ces dispositions. Elle rappelle ensuite qu'aux termes de l'article 3:2 du Mémorandum d'accord, "[l]e système de règlement des différends de l'OMC est un élément essentiel pour assurer la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral". Elle rappelle aussi que les membres initiaux de l'Organe d'appel, dans le cadre de l'un des tout premiers appels qu'il a entendu, ont précisé le statut des rapports adoptés précédemment: ils n'ont aucune force obligatoire, sauf pour ce qui est du règlement du différend entre les parties, mais ils "devraient être pris en compte lorsqu'ils ont un rapport avec un autre différend". Nous ne contestons nullement tout cela, et nous pensons que tous les Membres sont aussi d'accord sur ces points.

La discussion prend cependant par la suite un tour sensiblement différent qui ne repose plus sur le texte de l'Accord sur l'OMC ou même sur des rapports adoptés précédemment. Des expressions telles que ""sécurité et prévisibilité" du système de règlement des différends" commencent à être utilisées, ce qui ne correspond pas au texte puisque le Mémorandum d'accord dit seulement que le système de règlement des différends doit assurer la sécurité et la prévisibilité du "système commercial multilatéral". Les auteurs du rapport affirment aussi que "le fait que le Groupe spécial n'a pas suivi des rapports de l'Organe d'appel adoptés précédemment … compromet la constitution d'une jurisprudence cohérente et prévisible clarifiant les droits et les obligations des Membres au titre des accords visés".

La section conclut en se disant préoccupée par "la décision du Groupe spécial de s'écarter" de la jurisprudence de l'Organe d'appel sur ces questions, déclarant que l'approche du Groupe spécial a de "graves implications pour le bon fonctionnement du système de règlement des différends de l'OMC".

Monsieur le Président, permettez-moi de vous dire que la section de l'Organe d'appel se fourvoie. Cette seconde partie du rapport de l'Organe d'appel procède d'une perception erronée de l'Accord sur l'OMC et de cette organisation pilotée par ses Membres. Ce sont les Membres de l'OMC qui négocient et acceptent des obligations, et nous le faisons par consensus. Nous avons aussi établi un seul et unique moyen d'adopter des interprétations contraignantes des obligations auxquelles nous souscrivons: l'article IX:2 de l'Accord sur l'OMC dispose que la Conférence ministérielle et le Conseil général ont le pouvoir exclusif d'adopter de telles interprétations.

Or, l'approche suivie dans ce rapport de l'Organe d'appel semblerait signifier que les rapports de l'Organe d'appel devraient être traités comme des interprétations des accords visés faisant autorité – c'est à dire qu'ils doivent être suivis par les groupes spéciaux, indépendamment du fait qu'un groupe spécial saisi d'un différend particulier est ou non d'accord avec ces rapports antérieurs. En d'autres termes, les groupes spéciaux sont tout bonnement censés renoncer à leur responsabilité de procéder à une évaluation objective des questions dont ils sont saisis pour se plier simplement aux rapports précédents de l'Organe d'appel.

Une telle approche nuit aux groupes spéciaux et à la responsabilité sérieuse que l'ORD leur confie.

De surcroît, les Membres de l'OMC ont indiqué clairement – en fait, le Mémorandum d'accord le précise deux fois – que les constatations des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel ne peuvent accroître ou diminuer les droits et obligations découlant des accords visés. Peut-être que contrairement à d'autres institutions, l'OMC ne passe pas par des jugements pour favoriser la réalisation de ses objectifs. Toutefois, l'approche suivie dans ce rapport de l'Organe d'appel, notamment les références à une "jurisprudence cohérente et prévisible", tendrait à transformer le système de règlement des différends de l'OMC en un système de "common law". Mais les Membres n'ont jamais conclu d'accord à cet effet.

Et qui plus est, cette section de l'Organe d'appel a soulevé toutes ces préoccupations d'ordre systémique inutilement, d'aucuns pourraient même dire gratuitement. Le rapport a rejeté l'appel présenté par le Mexique au titre de l'article 11, de sorte que toute la discussion se résume à des affirmations incidentes de la part de la section.

Bien sûr, nous souhaitons nous aussi, comme l'Organe d'appel, que les cas similaires soient traités d'une manière similaire. Nous pensons qu'il en va de même de tous les Membres. Nous ne partageons pas toutefois le point de vue défendu dans le rapport selon lequel cela signifie que les groupes spéciaux doivent suivre les rapports adoptés de l'Organe d'appel dans d'autres différends. Pour citer à nouveau le rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *Japon – Boissons alcooliques*, nous pensons plutôt qu'un groupe spécial quel qu'il soit doit tenir compte de tout autre rapport pertinent adopté, qu'il émane de l'Organe d'appel ou d'un autre groupe spécial.

Bien sûr, tenir compte d'un rapport adopté ne signifie pas qu'il faut le suivre aveuglément. Au contraire, cela implique un examen de ce rapport, une analyse de son raisonnement. Nous rappelons à cet égard qu'une évaluation *objective* est une évaluation critique et approfondie. Une telle évaluation peut en fait aboutir à une plus grande clarification des questions en jeu.

Monsieur le Président, le système de règlement des différends fonctionne bien lorsque les règles que les Membres ont instituées pour ce système sont respectées. L'une de ces règles consiste à dire qu'un groupe spécial doit procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris une évaluation objective de "l'applicabilité des dispositions des accords visés pertinents et de

la conformité des faits avec ces dispositions". Quoi que l'on pense des questions de fond en jeu dans ce différend, il ne fait aucun doute que le Groupe spécial a agi ainsi en l'espèce.

Nous sommes donc fermement convaincus que les préoccupations exprimées par l'Organe d'appel au sujet de l'approche suivie par le Groupe spécial sont hors de propos. L'action du Groupe spécial dans le cadre du présent différend n'a pas de "graves implications" pour le système de règlement des différends, mais affirme plutôt la force de ce système.

ANNEXE 2

OBSERVATIONS DES ÉTATS-UNIS CONCERNANT L'AFFAIRE
ÉTATS-UNIS – ACIER INOXYDABLE (MEXIQUE) (ORGANE D'APPEL)

Communication présentée à l'ORD par les États-Unis concernant l'affaire
États-Unis – Mesures antidumping finales visant l'acier inoxydable en provenance du Mexique (WT/DS344)

1. Le 20 décembre 2007, le Groupe spécial *États-Unis – Mesures antidumping finales visant l'acier inoxydable en provenance du Mexique ("États-Unis – Acier inoxydable")* a distribué son rapport final. Dans ce rapport, il a longuement analysé la relation juridique existant dans le cadre du système de règlement des différends de l'OMC entre les rapports des groupes spéciaux et les rapports de l'Organe d'appel. Il a rappelé ce qui suit: "ce n'est pas la première affaire portée devant l'OMC dans laquelle la réduction à zéro simple dans les réexamens périodiques a été contestée. La compatibilité de la réduction à zéro simple dans les réexamens périodiques avec les règles de l'OMC a été mise en question devant les groupes spéciaux *États-Unis – Réduction à zéro (CE)* et *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*. Dans les deux cas, les groupes spéciaux ont constaté que cette pratique n'était pas incompatible avec les obligations énoncées dans les dispositions pertinentes citées par les parties plaignantes. Nous rappelons aussi que l'Organe d'appel a infirmé les décisions des deux groupes spéciaux et a constaté que la réduction à zéro simple dans les réexamens périodiques était incompatible avec les règles de l'OMC".[1]

2. En fait, le Groupe spécial a noté à juste titre "que, même si les rapports adoptés des groupes spéciaux ne li[aient] que les parties au différend auquel ils se rapport[aient], l'Organe d'appel s'attend[ait] à ce que les groupes spéciaux futurs les prennent en compte dans la mesure où les questions dont ils [étaient] saisis [étaient] analogues à celles qui [avaient] été traitées par les groupes spéciaux antérieurs".[2] Le Groupe spécial a par ailleurs conclu avec justesse que "même si le Mémorandum d'accord ne prescri[vait] pas que les groupes spéciaux de l'OMC suivent les rapports adoptés de groupes spéciaux ou de l'Organe d'appel, celui-ci, *de facto*, attend[ait] d'eux qu'ils le fassent dans la mesure où les questions juridiques examinées [étaient] analogues".[3]

3. En même temps, le Groupe spécial a déclaré ce qui suit:

> Nous notons aussi, cependant, que le Groupe spécial *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, tout en reconnaissant la nécessité d'assurer la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral par l'élaboration d'une jurisprudence constante sur des questions juridiques analogues, a appelé l'attention sur les dispositions des articles 11 et 3:2 du Mémorandum d'accord et a laissé entendre que le souci de préserver une jurisprudence constante ne devrait pas l'emporter sur la tâche d'un groupe spécial de procéder à un examen objectif de la question dont il est saisi au moyen d'une interprétation des dispositions conventionnelles pertinentes conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public. Nous partageons aussi la préoccupation exprimée par le Groupe spécial *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)* au sujet de l'obligation pour les groupes spéciaux de l'OMC de procéder à un examen objectif de la question qui leur a été soumise par l'ORD.[4]

---

[1] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.101.
[2] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.104.
[3] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.105.
[4] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.105.

4. Malgré tout ce qui précède, le Groupe spécial a finalement conclu ce qui suit:

> Après avoir examiné attentivement les questions analysées plus haut, nous avons décidé que nous n'avions pas d'autre choix que d'exprimer notre désaccord avec le raisonnement élaboré par l'Organe d'appel au sujet de la compatibilité de la réduction à zéro simple dans les réexamens périodiques avec les règles de l'OMC. Nous sommes conscients du fait que dans deux affaires précédentes, *États-Unis – Réduction à zéro (CE)* et *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, les décisions des groupes spéciaux qui avaient constaté que la réduction à zéro simple dans les réexamens périodiques était incompatible avec les règles de l'OMC ont été infirmées par l'Organe d'appel et que notre raisonnement exposé ci-après est très semblable aux décisions de ces groupes spéciaux. À la lumière de notre obligation, au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord, de procéder à un examen objectif de la question qui nous a été soumise par l'ORD, cependant, nous nous sommes sentis obligés de ne pas suivre l'approche de l'Organe d'appel pour les raisons exposées ci-après.[5]

5. Ces passages montrent que le Groupe spécial était conscient que l'Organe d'appel infirmerait probablement ses constatations et font aussi ressortir l'ampleur du désaccord marqué par le Groupe spécial à l'égard des rapports antérieurs de l'Organe d'appel. Même s'il risquait d'être infirmé, le Groupe spécial a fini par conclure ce qui suit:

> Nous ne sommes pas convaincus que les dispositions conventionnelles citées par le Mexique, sur lesquelles l'Organe d'appel a fondé son raisonnement, imposent nécessairement une définition du "dumping" sur la base de l'agrégation de toutes les transactions à l'exportation.[6]

En particulier le Groupe spécial était "troublé par le fait que le raisonnement de l'Organe d'appel dans les affaires relatives à la réduction à zéro sembl[ait] se fonder principalement sur une interprétation qui n'a[vait] pas de fondement textuel solide dans les dispositions conventionnelles pertinentes".[7] Finalement, le Groupe spécial a dit qu'il "estim[ait] que le raisonnement de l'Organe d'appel n'[était] pas convaincant".[8]

6. Le Groupe spécial a eu raison de penser que l'Organe d'appel infirmerait probablement ses constatations. Le 30 avril 2008, la section de l'Organe d'appel saisie de l'appel a distribué son rapport[9], infirmant les constatations du Groupe spécial.

7. Les États-Unis souhaitent exposer leurs vues sur le rapport de la section de l'Organe d'appel. Ce n'est qu'après mûre réflexion qu'ils ont décidé de le faire, étant donné que l'Organe d'appel avait déjà infirmé les constatations d'un groupe spécial sur cette question, et malgré le fait que le Groupe spécial avait manifesté son désaccord respectueux avec l'Organe d'appel (ce qui est sans précédent) et qu'ils avaient présenté des observations sur un rapport de l'Organe d'appel encore plus ancien – les États-Unis ne formulent pas ces observations à la légère.[10]

---

[5] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.106 (note de bas de page omise).
[6] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.117.
[7] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.119.
[8] Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.121.
[9] WT/DS344/AB/R.
[10] Pour les observations formulées par les États-Unis sur des rapports antérieurs de l'Organe d'appel concernant la question de la "réduction à zéro" dans les procédures de fixation des droits, *voir États-Unis – Lois, réglementations et méthode de calcul des marges de dumping ("réduction à zéro")*, communication présentée par les États-Unis, WT/DS294/16 (17 mai 2006); *États-Unis – Lois, réglementations et méthode de calcul des marges de dumping ("réduction à zéro")*, communication présentée par les États-Unis, WT/DS294/18

8. Pour commencer, les États-Unis souhaiteraient relever que certains Membres ont fait valoir que la réduction à zéro était "inéquitable". Or nombreux sont ceux qui ignorent ce qu'est la réduction à zéro. Il pourrait être utile de l'expliquer brièvement. Si une importation fait l'objet d'un dumping, le Membre recouvre un droit. Si l'importation ne fait pas l'objet d'un dumping, le Membre ne recouvre rien. Voilà en quoi consiste la réduction à zéro: traiter une importation ne faisant pas l'objet d'un dumping comme – ne faisant pas l'objet d'un dumping.

9. Ainsi, le fait que la réduction à zéro ne "gonfle" pas la marge de dumping mais traite simplement les importations ne faisant pas l'objet d'un dumping de façon neutre est une simple question de bon sens. Cette logique apparaît dans l'article VI du GATT de 1994 et dans l'Accord antidumping, qui reconnaissent que les Membres peuvent calculer une marge de dumping transaction par transaction et, donc, recouvrer des droits sur les importations faisant l'objet d'un dumping, et ne pas recouvrer de droits sur les importations ne faisant pas l'objet d'un dumping.

10. À quatre reprises, l'ORD a été saisi de la question de savoir si les marges de dumping pouvaient être calculées par transaction et si la réduction à zéro était donc admissible dans des contextes comme les procédures de fixation des droits. À quatre reprises, des groupes spéciaux – dans lesquels siégeaient des membres d'administration et des négociateurs spécialistes de l'antidumping – ont conclu que la réduction à zéro était admise dans de telles circonstances. À quatre reprises, l'Organe d'appel s'est inscrit en faux. À chaque fois qu'il l'a fait, l'Organe d'appel a donné de nouvelles raisons pour justifier sa position qui ne résistent pas à un examen approfondi. Il n'est donc pas surprenant que *deux* groupes spéciaux aient pris l'initiative d'examiner, puis de rejeter, le raisonnement de l'Organe d'appel, ce qui est sans précédent.

11. Les groupes spéciaux n'ont pas été les seuls à critiquer le raisonnement de l'Organe d'appel. Des universitaires – y compris ceux qui ne sont pas nécessairement partisans des mesures correctives antidumping – ont admis que les constatations de l'Organe d'appel n'avaient aucune base solide dans les textes des accords, et ils ont reconnu le danger que ce comportement extrajuridique présentait pour le système de l'OMC.[11] Ils estiment à juste titre que quelles que soient les opinions personnelles que

---

(19 juin 2006); et *États-Unis – Mesures relatives à la réduction à zéro et aux réexamens à l'extinction*, communication présentée par les États-Unis, WT/DS322/16 (26 février 2007).

[11] *Voir par exemple* Chad P. Bown et Alan O. Sykes, *The Zeroing Issue: A Critical Analysis of Softwood V*, version révisée à paraître dans *World Trade Review*, ("[T]he legal foundation for the Appellate Body's ruling is somewhat dubious, doubly so in the face of the standard of review applicable under the ADA ... The danger of such decisions is that they will undermine confidence in the Appellate Review process and make it more difficult for WTO Members in the future to reach agreement on contentious issues." (page 30)) (Le fondement juridique de la décision de l'Organe d'appel est quelque peu douteux, et d'autant plus au regard du critère d'examen applicable au titre de l'Accord antidumping … Le danger de telles décisions est qu'elles saperont la confiance dans le processus d'examen en appel et qu'il sera à l'avenir plus difficile pour les Membres de l'OMC de parvenir à un accord sur les questions litigieuses. <http://people.brandeis.edu/~cbown/papers/Bown-Sykes-ALI.pdf>; Terence P. Stewart, Amy S. Dwyer & Elizabeth Hein, "*Trends in the Last Decade of WTO Trade Remedy Decisions: Problems and Opportunities for the WTO Dispute Settlement System*" 24 ARIZONA J. COMP. L. 251 (2007); Roger P. Alford, "*Reflections on U.S. – Zeroing: A Study in Judicial Overreaching by the WTO Appellate Body*" 45 COLUM. J. TRANSNAT'L L. 196 (2006-2007) ("The Appellate Body's report in *US – Zeroing* crystallizes some of the concerns that have been expressed in the past regarding judicial excess in the WTO dispute settlement regime." (page 220) (Le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro* cristallise certaines des préoccupations exprimées dans le passé au sujet des excès judiciaires dans le mécanisme de règlement des différends de l'OMC); Phoenix X.F. Cai, "*Between Intensive Care and Crematorium: Using Standard of Review to Restore Balance to the WTO*" 15 TULANE J. INT'L & COMP. L. 465 (2006-2007); Richard H. Steinberg, "*Judicial Lawmaking at the WTO: Discursive, Constitutional, and Political Constraints*" 98 AM. J. INT'L L. 247 (2004); Daniel K. Tarullo, "*Paved with good intentions: the dynamic effects of WTO review of anti-dumping action*" 2 WORLD TRADE REVIEW 373 (2003); John Greenwald, "*WTO Dispute Settlement: An Exercise in Trade Law Legislation*" 6 J. INT'L ECON. L. 113 (2003); John Ragosta, Navin Joneja, et Mikhail Zeldovich, "*WTO Dispute Settlement System Is Flawed and Must Be Fixed*" 37 INT'L LAWYER 697 (2003); Daniel K. Tarullo, "*The Hidden Costs of International Dispute Settlement: WTO Review of Domestic*

l'on peut avoir sur l'antidumping en général, ou sur la réduction à zéro en particulier, si l'Organe d'appel était perçu comme s'arrogeant le pouvoir d'élaborer des politiques, le danger que cela présenterait pour le commerce serait bien plus grand que le fait que des autorités antidumping refusent de procéder à des ajustements pour tenir compte de marges de dumping dites négatives. La raison en est que l'Accord antidumping, comme tous les accords visés, correspond à un équilibre entre des intérêts négocié par les Membres. Lorsque l'Organe d'appel modifie l'équilibre négocié, il outrepasse son pouvoir et ébranle la confiance des Membres dans le fait que les arrangements qui sont négociés sont les arrangements qui seront respectés.

12. À cet égard, la section de l'Organe d'appel chargée de l'affaire *États-Unis – Acier inoxydable* a pour la première fois laissé entendre que si un groupe spécial s'abstenait de suivre le raisonnement de l'Organe d'appel – quelle que puisse être la manière dont ce raisonnement est vicié –, ce groupe spécial agirait à l'encontre de la "promotion de la sécurité et de la prévisibilité" et du "règlement rapide des différends".[12] L'idée que cette section a de son rôle est profondément dérangeante. Les Membres sont convenus de ce qui suit: "[l]e système de règlement des différends de l'OMC est un élément essentiel pour assurer la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral".[13] La section de l'Organe d'appel rend cette disposition de façon erronée en faisant valoir qu'elle concerne ""la sécurité et la prévisibilité" du système de règlement des différends".[14] En fait, le système de règlement des différends assure seulement "la sécurité et la prévisibilité" du système commercial multilatéral lorsque l'Organe de règlement des différends ("ORD"), ainsi que les groupes spéciaux et l'Organe d'appel qui le secondent, respectent les paramètres énoncés à l'article 3:2 – à savoir que les recommandations et décisions de l'ORD ne peuvent pas accroître ou diminuer les droits et obligations énoncés dans les accords visés. Laisser entendre, comme cette section l'a fait, que les groupes spéciaux sont tenus de suivre aveuglément les conclusions erronées de l'Organe d'appel au nom de la sécurité et de la prévisibilité est tout simplement incompatible avec l'article 3:2. Le Groupe spécial l'a reconnu et devrait être félicité pour son attachement aux articles 3:2 et 11 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

13. Cela étant dit, il est important d'examiner le raisonnement spécifique suivi cette fois par la section de l'Organe d'appel ainsi que son approche de la réduction à zéro dans les réexamens aux fins de la fixation des droits.

A. REJET PAR L'ORGANE D'APPEL DE L'HISTORIQUE DE LA NÉGOCIATION

14. En appel, les États-Unis ont expliqué que, même à supposer pour les besoins de l'argumentation qu'il y ait dans le texte une quelconque ambiguïté au sujet de la prohibition de la réduction à zéro, un examen de l'historique de la négociation confirmerait que les Membres n'ont pas convenu de la prohiber. Étant donné l'absence d'une prohibition de la réduction à zéro dans les textes – ni la "réduction à zéro" ni les "marges de dumping négatives" n'apparaissent où que ce soit dans l'Accord antidumping –, on se serait attendu à ce que la section veuille se reporter à l'historique de la négociation si elle envisageait de considérer le texte comme traitant implicitement de la réduction à zéro. Assez curieusement toutefois, la section a estimé que le recours à l'historique de la négociation n'était pas "strictement nécessaire".[15] De plus, bien que la section ait en fin de compte examiné les explications de l'historique de la négociation données par les États-Unis, les conclusions auxquelles elle est parvenue sur l'historique de la négociation ne peuvent tout simplement pas être conciliées avec cet historique.

Anti-dumping Decisions" 34 L. & POLICY INT'L BUS. 109 (2002- 2003); Geert A. Zonnekeyn, "*The Bed Linen Case and its Aftermath*" 36 J. WORLD TRADE 993 (2002); Claude Barfield, *Free Trade, Sovereignty, Democracy: The Future of the World Trade Organization*, 2 U. CHI. J. OF INT'L L. 403 (2001).

[12] Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 161.

[13] Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, article 3:2.

[14] Rapport de l'Organe d'appel, paragraphes 160 et 161.

[15] Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 128.

Le Code antidumping du Tokyo Round autorisait la réduction à zéro

15. Par exemple, en 1979, certaines parties contractantes ont conclu l'Accord relatif à la mise en œuvre de l'article VI du GATT. Comme ce titre est similaire au titre de l'Accord sur l'OMC et de l'accord issu des Négociations Kennedy, nous désignerons l'Accord de 1979 sous le nom qui lui est familièrement donné de Code antidumping du Tokyo Round ("Code"). Comme son nom l'indique, faisant fond sur l'article VI du GATT, le Code énonce d'autres disciplines concernant l'imposition de mesures antidumping, y compris des disciplines concernant la fixation des droits antidumping. Les signataires ont par deux fois soumis des différends, en faisant valoir que la réduction à zéro était incompatible avec le Code. Les deux allégations n'ont pas été retenues.

16. Pendant le Cycle d'Uruguay, d'autres disciplines ont été négociées, ce qui a encore abouti à un autre Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT, que nous désignerons sous le nom d'Accord antidumping. Certains aspects du Code ont radicalement été modifiés, mais pas les dispositions régissant les procédures de fixation des droits – dont il avait été constaté qu'elles ne prohibaient pas la réduction à zéro.[16] En fait, les deux dispositions fondamentales étaient identiques.

17. L'article 8:3 du Code antidumping du Tokyo Round dispose ce qui suit:

> Le montant du droit antidumping ne doit pas dépasser la marge de dumping déterminée selon l'article 2.

18. L'article 9.3 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

> Le montant du droit antidumping ne dépassera pas la marge de dumping déterminée selon l'article 2.

19. Pourtant, la section a examiné l'historique de la négociation et est arrivée à la conclusion extraordinaire suivante: "Nous ne sommes pas persuadés que le[ ] [Code du Tokyo Round] donne[ ] des indications sur le point de savoir si la réduction à zéro simple est admissible au regard de l'article 9.3 de l'*Accord antidumping*."[17] Au moins un groupe spécial avait refusé de constater l'existence d'une prohibition dans l'article 8:3 même. Cette disposition est directement incorporée dans l'Accord antidumping en tant qu'article 9.3. Même à la lumière de ces faits, la section a conclu que l'article 9.3 de l'Accord antidumping prohibait la réduction à zéro dans les procédures de fixation des droits.[18]

---

[16] Par exemple, les États-Unis ont admis qu'il y avait un argument plausible selon lequel l'article 2.4.2 prohibait la réduction à zéro dans les comparaisons moyenne à moyenne dans les enquêtes, en raison de l'utilisation du membre de phrase "toutes les transactions à l'exportation comparables". Il n'y avait pas de disposition correspondante dans le Code.

[17] Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 130.

[18] La section a rejeté la pertinence des rapports de groupes spéciaux interprétant le Code du Tokyo Round parce que ces différends concernaient l'article 2:6 de ce Code – la disposition relative à la comparaison équitable – qui a changé dans l'Accord antidumping. Toutefois, la section n'a pas tenu compte du fait que dans l'affaire *CEE – Droits antidumping sur les bandes audio en cassettes originaires du Japon*, ADP/136 (28 avril 1995) (non adopté), le Japon a *bel et bien* contesté la réduction à zéro au titre de l'article 8:3 du Code et n'a pas eu gain de cause. *CE – Cassettes audio*, paragraphe 11. L'on reste donc perplexe devant l'observation du Japon selon laquelle les négociateurs n'ont pas inclus une prohibition de la réduction à zéro dans l'article 9.3 parce qu'ils avaient déjà estimé qu'elle était prohibée. Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 130. L'on est encore plus surpris que la section s'appuie sur cette observation, qui n'est absolument pas conforme au dossier historique.

De même, les États-Unis sont surpris que la section ajoute foi à l'affirmation faite par les CE dans leur communication, selon laquelle "tout porte à croire qu'il existe un consensus sur le fait que les intérêts des deux parties dans le débat sur l'asymétrie et la réduction à zéro pouvaient être pris en compte dans les dispositions relatives au dumping ciblé qui ont fini par devenir la deuxième phrase de l'article 2.4.2". Rapport de l'Organe

20. Dans son rapport, la section de l'Organe d'appel constate que "la pertinence des" rapports de groupes spéciaux dans le cadre du Code "est réduite par le fait que le" Code était distinct du GATT de 1947 et a "expiré". Ces deux affirmations sont assez surprenantes lorsqu'il est question de l'historique de la négociation. On ne voit absolument pas l'importance juridique qu'a l'expiration d'un accord antérieur qui a fait partie de l'historique de la négociation de l'Accord antidumping. Par définition, l'historique de la négociation n'est rien de plus qu'un "historique" et donc se réfère au passé. Rien ne prescrit que l'historique de la négociation doit seulement couvrir des accords ou des documents encore en vigueur au moment où un accord est interprété. Bien que le Code soit distinct du GATT de 1947, les négociateurs de l'Accord antidumping se sont appuyés sur ses dispositions et s'en sont inspirés, de sorte que l'interprétation de ces dispositions serait directement pertinente pour comprendre l'Accord antidumping. L'Accord de Marrakech reflète cette conception, lorsqu'il précise à l'article XVI:1 que "l'OMC sera guidée par les décisions, les procédures et les pratiques habituelles des PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947 et des organes établis dans le cadre du GATT de 1947". Paradoxalement, plus tard dans son rapport, la section de l'Organe d'appel fait l'éloge de la valeur jurisprudentielle même sans force obligatoire des rapports des groupes spéciaux.

L'article VI du GATT n'interdisait pas la réduction à zéro

21. Le Japon a été une des parties contractantes qui a contesté – sans réussite – la réduction à zéro dans le cadre du Code du Tokyo Round. Le Japon a contesté la réduction à zéro comme étant incompatible avec l'article 2 du Code et, par voie de conséquence, avec l'article 8:3, mais il n'a *pas* contesté la réduction à zéro comme étant incompatible avec l'article VI:1. Il en va de même pour le Brésil dans le différend sur les fils de coton qui l'a opposé à la CEE.[19] Cette affaire a donné lieu à un rapport adopté de groupe spécial qui fait donc partie de l'acquis du GATT.[20]

22. Cet historique confirme que pendant le Cycle d'Uruguay, les négociateurs sont partis du principe que la réduction à zéro n'était *pas* prohibée au titre de l'article VI du GATT ou de l'article 8:3 du Code du Tokyo Round. Le point de vue du Japon selon lequel les négociateurs pensaient que la réduction à zéro était déjà prohibée ne peut pas cadrer avec le fait que ce pays a lui-même essayé, sans succès, de régler un différend concernant ce même sujet avant l'entrée en activité de l'OMC. Les CE n'étaient pas d'accord pour dire que le texte prohibait la réduction à zéro, position confirmée par le moyen de défense qu'elles ont invoqué dans l'affaire *CE – Cassettes audio*. L'article 8:3 était incorporé directement dans l'article 9.3 de l'Accord antidumping. Dans ce contexte, la conclusion de l'Organe d'appel selon laquelle l'article VI:1 du GATT ou l'article 9.3 de l'Accord antidumping prohibe la réduction à zéro dans les procédures de fixation des droits est tout simplement dénuée de fondement.

---

d'appel, paragraphe 130 (citant la communication des Communautés européennes en tant que participant tiers, paragraphe 226). Les États-Unis ont de la peine à comprendre comment, si les CE considéraient que l'Accord antidumping prohibait la réduction à zéro dans toutes les situations sauf le dumping ciblé, elles ont quand même continué à ramener la marge à zéro jusqu'au différend *CE – Linge de lit*, pour lequel les recommandations et décisions de l'ORD ont été adoptées en 2001. *CE – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde*, DS141 (adopté le 12 mars 2001). Si les CE étaient sincères, il apparaîtrait qu'elles reconnaissent avoir intentionnellement manqué à leurs obligations dans le cadre de l'OMC de 1995 à 2001.

[19] *CEE – Imposition de droits antidumping sur les fils de coton en provenance du Brésil*, ADP/137, IBDD, S42/16, adopté par le Comité des pratiques antidumping le 30 octobre 1995.

[20] Par ailleurs, même après la mise en œuvre de l'Accord antidumping, la contestation de la réduction à zéro formulée par l'Inde dans l'affaire *CE – Linge de lit* ne contenait pas d'allégation d'incompatibilité avec l'article VI, pas plus que la contestation de la réduction à zéro formulée par le Canada dans l'affaire *États-Unis – Détermination finale de l'existence d'un dumping concernant les bois d'œuvre résineux*, WT/DS264, adopté le 31 août 2004 ("*États-Unis – Bois de construction résineux*"), ou dans l'affaire *États-Unis – Détermination finale de l'existence d'un dumping concernant les bois d'œuvre résineux (article 21:5)*, WT/DS264, adopté le 1er septembre 2006 ("*États-Unis – Bois de construction résineux (article 21:5)*.

23. À la lumière de l'analyse précédente, il apparaît clairement que la section n'a pas fondé sa "prohibition" de la réduction à zéro sur un texte différemment libellé ou nouveau. Elle a fondé sa prohibition sur l'article VI du GATT et l'article 9.3, qui existaient tous deux (le second en tant qu'article 8:3) du temps du Code du Tokyo Round.

24. Tout au plus, il n'y avait *pas* de consensus sur le point de savoir si la réduction à zéro était déjà prohibée par le texte des accords en question. Compte tenu de ce fait et du fait que l'article 8:3 du Code du Tokyo Round est reproduit dans l'article 9.3 de l'Accord antidumping, et compte tenu de l'existence de l'article 17.6 ii) de l'Accord antidumping, le refus de la section de reconnaître la pertinence de l'historique de la négociation est difficile à comprendre.

25. Les conséquences de la création de nouvelles obligations par la section en l'absence de modifications textuelles sont particulièrement préoccupantes au moment où les Membres s'efforcent d'achever le Cycle de Doha. Le message que cette section adresse aux Membres est qu'il ne suffit pas de garder le silence dans le texte lorsqu'il y a un point de désaccord dans les négociations. Un tel silence risque d'être interprété ultérieurement par l'Organe d'appel comme correspondant à un accord pour changer le sens du texte. Ainsi, si le point de désaccord ne peut pas être réglé par un texte affirmatif, la persistance du désaccord devrait être rendue dans le texte qui confirmerait l'absence de consensus – tâche qui pourrait s'avérer difficile, voire impossible, pour les négociateurs.

26. Si la section ne s'est pas appuyée sur l'historique de la négociation, la question qui se pose alors tout naturellement est: sur quoi s'est-elle appuyée? La section s'est d'abord appuyée sur une analyse en trois points:

a) la marge de dumping est liée à l'exportateur;

b) l'existence d'un dumping et d'une marge de dumping ne peut être constatée qu'au niveau de transactions multiples; et

c) il est obligatoire d'inclure toutes les transactions, faisant l'objet d'un dumping et ne faisant pas l'objet d'un dumping, dans ces transactions multiples.

B. L'ORGANE D'APPEL A MIS L'ACCENT DE MANIÈRE ERRONÉE SUR LES MARGES DE DUMPING DE L'EXPORTATEUR

27. La section examine longuement dans son rapport la question de savoir si une marge de dumping est liée à l'exportateur ou à l'importateur. On ne voit toutefois pas très bien pourquoi cela est important ni pourquoi cela doit être exclusivement l'un ou l'autre. La section elle-même reconnaît que tout prix de dumping résulte d'une négociation entre l'exportateur *et* l'importateur.

28. En tout état de cause, le point de savoir si une marge de dumping est liée à l'exportateur ne règle pas la question de savoir si elle peut être déterminée sur la base de transactions individuelles ou si elle doit toujours être déterminée sur la base de transactions multiples. Une marge déterminée sur la base de l'action d'un exportateur dans le cadre d'une transaction individuelle n'est pas moins liée à l'exportateur qu'une marge déterminée sur la base de transactions multiples effectuées par cet exportateur.[21]

[21] À cet égard, il est intéressant de noter que la section commence par analyser le concept de marge de dumping de l'ensemble des exportateurs et ne passe qu'ensuite à la marge de dumping par transaction. Sur l'examen du point de savoir si une marge de dumping se rapporte spécifiquement à l'exportateur ou à l'importateur, le rapport semble imbriquer la question de savoir si une marge de dumping se rapporte spécifiquement à l'exportateur ou à l'importateur et celle de savoir si une telle marge englobe des transactions multiples. Ainsi, le rapport indique qu'il n'y a "rien dans les articles 5.8, 6.10 et 9.5 de l'*Accord antidumping* qui laisse entendre qu'il est admissible d'interpréter l'expression "marge de dumping" dans le cadre de ces

29. L'accent mis sur le fait d'être "lié à l'exportateur" passe à côté de l'essentiel. Le recouvrement de droits antidumping a pour objet de contrebalancer le dumping. Les importateurs paient les droits. Ainsi, les droits contrebalancent le dumping en dissuadant l'importateur de trouver un intérêt quelconque dans un prix de dumping. L'importateur essaiera d'éviter les prix de dumping en se rendant compte qu'il y a un prix à l'exportation en dessous duquel il ne tirera aucun profit si les négociations avec l'exportateur aboutissent à un prix encore plus bas. Le droit antidumping, payé par l'importateur, réduirait à néant tout bénéfice tiré de telles négociations parce que l'importateur ne pourrait pas revendre à profit la marchandise à un prix inférieur à sa valeur normale.

30. Plus important encore, la conclusion formulée par la section au sujet d'une marge de dumping pour l'ensemble des exportateurs est en contradiction avec l'article 9.3.2. Selon l'Organe d'appel, la marge de dumping d'un *exportateur*, calculée sur la base de *toutes* les transactions de cet exportateur, établit le plafond pour la fixation des droits. Au titre de l'article 9.3.2, l'*importateur* peut demander un remboursement si cette demande est "dûment étayée par des éléments de preuve". Si le montant du droit à acquitter est plafonné par la marge de dumping et que la marge de dumping est calculée sur la base des transactions de l'*exportateur*, comment l'*importateur* peut-il dûment étayer sa demande par des éléments de preuve? L'importateur sait seulement à quoi correspondent ses *propres* transactions. Il ne dispose pas nécessairement de renseignements sur les transactions effectuées par d'*autres importateurs*.

31. En fait, en affirmant que les marges de dumping doivent être calculées pour l'ensemble des exportateurs, la section autorise à son insu des Membres ayant des systèmes de fixation prospective de droits *ad valorem* à *refuser d'accorder des remboursements intégraux*. L'importateur le mieux placé pour demander un remboursement est un importateur qui a réalisé des transactions ne faisant pas l'objet d'un dumping. Il peut étayer sa demande de remboursement par des éléments de preuve concernant ses propres transactions. Si un autre importateur a réalisé des transactions faisant l'objet d'un dumping avec le même exportateur, ces transactions *neutraliseront le remboursement du premier importateur*. Prenons un exemple: la marge de dumping d'un exportateur visée par l'enquête est de 5 pour cent. La valeur normale est supérieure de 5 pour cent au prix à l'exportation. Un importateur sait que tous ses prix à l'exportation ont augmenté, et certains bien plus que des 5 pour cent d'écart. Cet importateur demande un remboursement. Les prix à l'exportation d'un second importateur ont tous diminué, et certains bien plus que des 5 pour cent d'écart. Il s'ensuit que le premier importateur n'obtient pas de remboursement. De plus, le deuxième importateur ne peut pas apporter d'élément de preuve sur lequel fonder une demande de remboursement. Il n'a droit à un remboursement que sur la base des transactions du premier importateur, au sujet desquelles il ne dispose pas d'élément de preuve et il ne peut donc pas fournir d'éléments de preuve à l'autorité chargée de l'enquête pour "étayer dûment" sa demande. Ainsi, en demandant qu'une marge de dumping soit calculée sur la base de

---

dispositions comme faisant référence à des "marges de dumping" multiples existant au niveau d'importateurs individuels". Or la question que la section cherchait à examiner dans cette partie du rapport n'était pas celle des marges de dumping *multiples*, mais celle de savoir si la marge de dumping était calculée pour l'exportateur plutôt que pour l'importateur.

Des questions se posent également au sujet de l'interprétation faite par la section des textes en français et en espagnol. Dans la note 200 de son rapport, la section indique que l'expression "une marge de dumping individuelle" dans la version française de l'article 6.10 de l'Accord se traduit par ""one" single margin of dumping" (""une" marge de dumping unique"). En fait, l'expression française se traduit par "an individual margin of dumping" ("une marge de dumping individuelle"). Il n'est pas question d'"une" ("one") marge ni d'une marge de dumping "unique" ("single"). La traduction de la version espagnole donnée dans le rapport n'est pas meilleure. Le texte espagnol – qui n'est pas reproduit dans la note de bas de page – se réfère à "el margen de dumping que corresponda a cada exportador". Cela se traduit par "une marge de dumping correspondant à chaque exportateur". En tout état de cause, il n'y a aucune raison que l'article 6.10 se réfère à des marges multiples. L'article 6.10 impose l'obligation de calculer une marge de dumping individuelle pour chaque exportateur, par opposition à une marge pour *tous les exportateurs*. Cela n'a rien à voir avec la question de savoir si l'on peut calculer des marges de dumping multiples pour chacun de ces exportateurs.

toutes les transactions de l'exportateur, *la section a autorisé les systèmes prospectifs à refuser de rembourser intégralement des importateurs*.

C. MARGE DE DUMPING PAR TRANSACTION

32. La section consacre ensuite deux paragraphes entiers à la question fondamentale de savoir si la marge de dumping peut être au niveau d'une transaction.[22]

33. Comme les États-Unis l'ont déjà noté, et comme quatre groupes spéciaux l'ont constaté, le calcul d'une marge de dumping par transaction aux fins de la fixation de droits antidumping est une interprétation admissible de l'Accord antidumping. Le fait qu'une marge de dumping peut être calculée par transaction amène à la conclusion que les autorités ne sont pas tenues de compenser une marge de dumping calculée pour une transaction par une marge de dumping négative calculée pour une transaction distincte.

34. Le Canada souscrit à ce point de vue:

> L'autorité chargée de l'enquête fixe des droits antidumping lorsque le prix à l'exportation est inférieur à la valeur normale moyenne pondérée, *mais n'applique pas de droits antidumping à des transactions ne faisant pas l'objet d'un dumping lorsque l'inverse est vrai*. Ce n'est pas la même chose que la pratique de la réduction à zéro …[23]

35. Autrement dit, une interprétation admissible de l'Accord antidumping est qu'un Membre peut calculer une marge de dumping sur la base de transactions individuelles, qu'il n'est pas obligé d'accorder de compensations pour une transaction par rapport à une autre, et donc que la réduction à zéro n'est pas prohibée dans de telles circonstances. Conformément à l'article 17.6 de l'Accord antidumping, si une interprétation est admissible, le maintien d'une mesure reposant sur cette interprétation doit être autorisé.

36. Si une marge de dumping peut être calculée sur la base d'une transaction individuelle, la marge de dumping de l'exportateur est la *même* que le montant du droit antidumping que l'importateur doit acquitter, et les différentes dispositions de l'Accord antidumping s'assemblent parfaitement.[24] L'article 6, qui est axé sur les marges de dumping pour les *exportateurs* – dans lequel l'Organe d'appel a tenté de trouver une prohibition de la réduction à zéro aux fins de la fixation des droits antidumping – s'ajuste facilement avec l'article 9 qui met l'accent sur la fixation de droits pour les *importateurs*. Il convient de garder ce concept à l'esprit pour évaluer les conclusions de la section selon lesquelles l'Accord antidumping prohibe le calcul d'une marge de dumping par transaction.

37. La section indique ce qui suit:

> [L]'*idée* qu'"un produit est introduit sur le marché d'un autre pays à un prix inférieur à sa valeur normale" … nous *donne à penser* que la détermination de l'existence d'un dumping en ce qui concerne un exportateur est correctement faite non pas au niveau de transactions à l'exportation prises individuellement mais sur la base de la totalité des transactions concernant la marchandise visée effectuées par un exportateur pendant la *période couverte par l'enquête*.[25]

---

[22] Rapport de l'Organe d'appel, paragraphes 98 et 99.

[23] Citée dans *États-Unis – Bois de construction résineux (article 21:5) (Groupe spécial)*, paragraphe 5.55 (pas d'italique dans l'original).

[24] Dans son rapport, l'Organe d'appel reconnaît ce fait, mais dans une note de bas de page. *Voir* le rapport de l'Organe d'appel, note de bas de page 219.

[25] Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 98 (pas d'italique dans l'original).

38. Il y a deux aspects importants dans cette conclusion, en particulier, qui appellent des commentaires.

1. Absence de fondement textuel de la prohibition

39. Ce qui saute aux yeux du lecteur, c'est que la section ne cite aucun texte proprement dit qui prescrit le calcul d'une marge de dumping à un niveau particulier (une transaction ou transactions multiples). Au lieu de cela, la section se fonde sur une "idée" qui "donne à penser" à un résultat particulier. Toutefois, une "idée" qui "donne à penser" à une interprétation particulière n'est pas suffisante pour conclure que le texte d'un accord visé prohibe une action particulière. C'est particulièrement vrai dans le cas de l'Accord antidumping, dont l'article 17.6 ii) dispose ce qui suit:

> Dans les cas où le groupe spécial constatera qu'une disposition pertinente de l'Accord se prête à plus d'une interprétation admissible, le groupe spécial constatera que la mesure prise par les autorités est conforme à l'Accord si elle repose sur l'une de ces interprétations admissibles.

40. De plus, un examen plus approfondi des termes sur lesquels s'appuie la section dans son rapport ne corrobore pas son interprétation de l'article VI:1 comme empêchant le calcul des marges de dumping par transaction. L'article VI:1 dispose ce qui suit:

> un produit exporté d'un pays vers un autre doit être considéré comme étant introduit sur le marché d'un pays importateur à un prix inférieur à sa valeur normale, si le prix de ce produit est … inférieur au prix comparable … pour un produit similaire …

41. La section ne donne pas d'explication valable des raisons pour lesquelles cette phrase *empêche* de calculer une marge de dumping par transaction. En effet, le sens ordinaire de ce texte, lu dans son contexte, n'étaye pas la conclusion selon laquelle la *seule* interprétation possible de l'article VI:1 est une interprétation concernant des *transactions multiples*.[26]

42. Le fait que la section s'appuie sur le mot "produit" n'est pas justifié. Le terme "produit" employé à l'article VI ne désigne pas uniquement toutes les transactions dudit produit. Une telle lecture ne peut pas être conciliée avec la manière dont le terme "produit" est utilisé à l'article II:2 b) du GATT de 1994: "Aucune disposition du présent article n'empêchera une partie contractante de percevoir à tout moment, à l'importation d'un produit:

> …
>
> b) un droit antidumping ou un droit compensateur en conformité de l'article VI …"

43. Un droit sera appliqué "à l'importation d'un produit" s'il est appliqué à une transaction particulière. Un droit ne s'applique pas seulement après qu'il y a eu des transactions multiples. L'interprétation du terme "produit" donnée par la section ne fonctionnerait pas non plus avec les autres éléments de l'article II:2.

---

[26] Si l'Organe d'appel avait raison de dire que le terme "produit" ne se réfère pas à des importations individuelles du produit, mais du "produit dans son ensemble", il serait logique que le terme "produit" soit *toujours* employé au singulier dans l'Accord antidumping. Or le terme "produit" apparaît *de fait* au pluriel. Ainsi, l'article 2.3 se réfère au "prix auquel les produits importés sont revendus pour la première fois …". De même, l'article 2.5 indique "lorsque des produits ne sont pas importés directement …". Ainsi, le point de vue de l'Organe d'appel selon lequel le terme "produit" peut *uniquement* se rapporter à des importations multiples du produit, par opposition à une importation individuelle, n'est tout simplement pas étayé par le texte.

44. Le Groupe spécial a examiné avec attention les arguments du Japon, qui s'appuyaient sur l'un des raisonnements exposés dans des rapports antérieurs de l'Organe d'appel, à savoir l'idée que les marges de dumping doivent être calculées pour le "produit dans son ensemble". Le Groupe spécial a noté – comme d'autres groupes spéciaux l'avaient fait avant lui – que l'expression "produit dans son ensemble" n'apparaissait ni dans le GATT de 1994 ni dans l'Accord antidumping.[27] Le Groupe spécial a aussi souscrit à l'analyse ci-après du Groupe spécial *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*:

> Nous ne voyons pas pourquoi l'idée qu'"un produit est introduit sur le marché d'un autre pays" ne peut pas s'appliquer à une vente à l'exportation particulière et exigerait nécessairement un examen de différentes ventes à l'exportation à un niveau agrégé.[28]

45. Ainsi, le Groupe spécial a procédé à une analyse approfondie des *termes exacts* de la disposition pertinente. Toutefois, au lieu d'expliquer *pourquoi* l'analyse approfondie du Groupe spécial était viciée, la section *l'a simplement rejetée* – "contrairement à ce que le Groupe spécial indique …"[29] – sans examiner *aucun* des arguments formulés par le Groupe spécial. En effet, le rapport de l'Organe d'appel ne contient *aucune analyse textuelle de la disposition.*

46. Si l'on pousse cette logique à l'extrême, l'interprétation de l'article VI:1 donnée par la section laisse entendre qu'il n'y a en fait qu'*un* produit, qu'*une* valeur normale et qu'*un* prix à l'exportation, pour *toutes* les marchandises exportées du pays en question. L'article VI:1 n'utilise même pas le terme "*exportateur*". La conclusion de la section selon laquelle l'article VI:1 "donne à penser que la détermination de l'existence d'un dumping … est correctement faite … sur la base de la totalité des transactions … effectuées par *un exportateur* …"[30] n'a aucun fondement textuel.

47. Il faudrait en effet qu'aucune marge ne puisse être déterminée jusqu'à ce que toutes les importations aient cessé. La section semble ne pas tenir compte de ce problème lorsqu'elle fait référence à la "totalité des transactions concernant la marchandise visée effectuées par un exportateur pendant la période couverte par l'enquête".[31] La question de la période pertinente n'est toutefois pas abordée. Rien dans le texte n'indique que cette période doit être la période couverte par l'enquête, et le texte ne précise pas non plus la période devant être utilisée après la période couverte par l'enquête. La section a attribué au texte des mots qui ne s'y trouvaient pas.

48. En résumé, la section n'a pas réussi malgré ses efforts à trouver dans le texte du GATT de 1994 ou dans celui de l'Accord antidumping quelque chose qui étayerait l'idée que la marge de dumping ne peut pas être établie par transaction.

2. Recours erroné aux calculs effectués dans d'autres procédures

49. La section s'est aussi appuyée sur des références "contextuelles". Par exemple, elle a indiqué ce qui suit: "*le point de savoir si* un exportateur pratique ou non le dumping ne peut être établi[ ] que sur la base d'un examen du comportement de l'exportateur en matière de prix tel qu'il ressort de la *totalité* de ces transactions pendant une certaine période".[32] Elle a aussi fait référence au "but" d'un

---

[27] Pour un examen plus approfondi des failles dans le raisonnement concernant le "produit dans son ensemble", *voir États-Unis – Lois, réglementations et méthode de calcul des marges de dumping ("réduction à zéro")*, communication présentée par les États-Unis, 12 juin 2006.

[28] *États-Unis – Mesures relatives à la réduction à zéro et aux réexamens à l'extinction (Groupe spécial)*, WT/DS322/R, adopté le 23 janvier 2007, paragraphe 7.105, cité dans le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.117 (*États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*).

[29] Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 98.

[30] Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 98 (pas d'italique dans l'original).

[31] Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 98.

[32] Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 98. Comme il est indiqué plus haut, l'idée que le texte donne des indications sur cette période de temps est erronée.

droit antidumping, qui est de "contrebalancer le dommage ou la menace de dommage causé par les "importations faisant l'objet d'un dumping" à la branche de production nationale".[33]

50. Toutefois, pour autant que ces arguments aient quelque pertinence, ils concernent les *enquêtes* antidumping. La "détermination de l'existence d'un dumping" a lieu pendant une enquête. La "détermination de l'existence d'un dommage" a lieu pendant une enquête. L'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier inoxydable* ne concernait pas une enquête: il concernait une *procédure de fixation des droits*.

51. Les groupes spéciaux, et l'Organe d'appel lui-même, ont maintes fois noté que les différentes procédures antidumping ont des "buts différents".[34] On ne voit pas très bien pourquoi, même si l'analyse de transactions multiples est nécessaire dans une enquête, une telle analyse est *également* nécessaire dans les procédures de fixation des droits, qui ont un but totalement différent. Comme l'Organe d'appel l'a déclaré, "[l]es disciplines applicables aux enquêtes initiales ne peuvent donc pas être automatiquement importées dans les processus de réexamen".[35]

52. Par ailleurs, dans une note de bas de page, la section a évoqué un rapport publié en 1960 par le Groupe d'experts, qui, comme son nom l'indique, était composé d'un groupe d'experts de l'antidumping. Selon ce Groupe d'experts, "une méthode idéale [pour faire une détermination de l'existence d'un dumping] consisterait à [faire une détermination] pour *chaque importation du produit en cause*".[36] Ainsi, déjà en 1960, les experts de l'antidumping reconnaissaient que l'idéal serait de calculer les marges de dumping sur la base de transactions individuelles. Il apparaît dès lors clairement qu'une interprétation admissible de l'article VI du GATT de 1994 est qu'une marge de dumping peut être déterminée par transaction.

53. Pour rejeter l'interprétation qui va de pair avec la déclaration du Groupe d'experts, la section s'est appuyée sur les points suivants: le Groupe d'experts a reconnu que cette méthode était inapplicable dans la pratique, en particulier en ce qui concerne la détermination de l'existence d'un dommage[37] et, ce qui est peut-être plus remarquable, l'Accord sur l'OMC est entré en vigueur "longtemps après" le rapport du Groupe d'experts. En d'autres termes, la section a estimé qu'un rapport d'experts bien plus proche dans le temps de la conclusion de l'accord en question n'était "guère pertinent" parce qu'il était ancien.[38] Une telle approche semblerait annuler les règles coutumières d'interprétation du droit international public.

---

[33] Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 98.

[34] *Voir*, par exemple, *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne (Organe d'appel)*, WT/DS213/AB/R, adopté le 19 décembre 2002, paragraphe 87; *États-Unis – Mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance du Mexique*, WT/DS282/AB/R, adopté le 28 novembre 2005, paragraphe 170; *États-Unis – Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine*, WT/DS268/AB/R, adopté le 17 décembre 2004, paragraphe 359 ("*États-Unis – Produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine*"); *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon*, WT/DS244/AB/R, adopté le 9 janvier 2004, paragraphe 106; *Mexique – Mesures antidumping définitives visant la viande de bœuf et le riz; plainte concernant le riz*, WT/DS295/R, adopté le 20 décembre 2005, modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS295/AB/R, paragraphe 7.144, citant *États-Unis – Droit antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) de un mégabit ou plus, originaires de Corée*, WT/DS99/R, adopté le 19 mars 1999, paragraphe 6.90.

[35] *États-Unis – Produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine*, paragraphe 359.

[36] Rapport de l'Organe d'appel, note de bas de page 213.

[37] Rapport de l'Organe d'appel, note de bas de page 213.

[38] Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 132.

54. La section semble avoir mal compris la pertinence de la déclaration du Groupe d'experts. Cette déclaration est pertinente pour comprendre l'interprétation admissible de l'article VI.

55. La section n'a pas expliqué pourquoi le fait qu'un système particulier soit *inapplicable dans la pratique sur le plan administratif* amenait à conclure que les Membres étaient nécessairement convenus d'un autre système ayant *un concept de marge de dumping totalement différent*, à savoir un concept qui était différent du point de vue numérique. Les Membres n'ont rien fait de la sorte. Au lieu de cela, ils ont conçu un système *applicable dans la pratique sur le plan administratif* qui leur permettait de fixer un droit avec la *même* marge de dumping Ainsi, les enquêtes peuvent être conduites sur la base de transactions multiples, tout comme les procédures et les réexamens aux fins de la fixation des droits.[39] Indépendamment de la question de savoir si le système décrit par le Groupe d'experts est possible ou non, il donne des indications fondamentales sur la manière dont le concept de marge de dumping a été envisagé dans le cadre du système du GATT de 1947 et de l'OMC.

56. Conformément à l'article 17.6 de l'Accord, la question est de savoir si une marge de dumping par transaction est une interprétation *admissible*. Dans son rapport, le Groupe spécial a indiqué que cela respectait les prescriptions de l'article 17.6.

57. Enfin, la section fonde également son rejet du concept de marge de dumping par transaction sur le fait qu'elle ne croit pas que l'établissement d'une telle marge "peut avoir lieu" aux fins des articles 5.8, 6.10, 6.10.2, 9.4, 9.5, 11.2 et 11.3. Les États-Unis n'ont pas dit qu'une marge de dumping *devait toujours* être calculée par transaction, mais que l'Accord *permettait* de la calculer par transaction et *permettait* aussi de la calculer sur la base de transactions multiples. Ainsi, dans une enquête utilisant une méthode de comparaison moyenne à moyenne, il y aura bien entendu des transactions multiples et la marge de dumping globale sera en fin de compte calculée sur la base de ces transactions. La section n'a en revanche pas expliqué comment le texte exigeait dans chaque cas que le calcul soit effectué sur la base de transactions multiples, en particulier à la lumière de l'historique de la négociation et de la pratique dans le cadre du GATT de 1947, du Code du Tokyo Round et de l'OMC.

58. Il apparaît donc clairement que le texte n'étaye pas le point de vue de la section selon lequel l'article VI prohibe le calcul d'une marge de dumping par transaction et que cette analyse est trop sommaire, définitive et réfractaire aux éléments de preuve contraires. Dans ces conditions, il n'était pas nécessaire et absolument pas pertinent que la section passe à l'examen du troisième volet de son analyse: la question de savoir s'il est admissible lorsque l'on utilise des transactions multiples de ne pas tenir compte du montant à concurrence duquel le prix à l'exportation dépasse la valeur normale. Étant donné que le texte ne prohibe pas le calcul des marges de dumping par transaction, il n'est pas nécessaire d'examiner si le texte autorise expressément "de ne pas tenir compte" de certaines transactions.

D. SYSTÈMES DE LA VALEUR NORMALE PROSPECTIVE

59. Les groupes spéciaux se sont maintes fois appuyés sur l'existence de systèmes de la valeur normale prospective pour confirmer qu'une marge de dumping pouvait être calculée par transaction. Le premier groupe spécial à le faire était chargé d'examiner l'affaire *Bois de construction résineux (article 21:5)*, dans laquelle le Canada – Membre ayant un système de la valeur normale prospective – était la partie plaignante. Dans ce différend, le Canada lui-même a reconnu que les systèmes de la

[39] Les États-Unis rappellent que la prohibition de la réduction à zéro dans les comparaisons moyenne à moyenne au cours des enquêtes est fondée non pas sur la définition du dumping mais sur l'expression "toutes les transactions à l'exportation comparables" figurant à l'article 2.4.2. Aussi, l'existence de transactions multiples n'oblige pas à elle seule à accorder des compensations.

valeur normale prospective fonctionnaient sur la base d'une *marge de dumping par transaction*, comme il est indiqué dans la citation du Canada figurant dans la section C ci-dessus.

60. Chaque groupe spécial, y compris le présent Groupe spécial, ayant constaté que la réduction à zéro était admissible sur la base d'une marge de dumping par transaction, a expliqué que les systèmes de la valeur normale prospective confirmaient le calcul des marges de dumping sur cette base.

61. La section a fait erreur en déclarant que "si la valeur normale prospective a été *incorrectement* déterminée, un réexamen peut être demandé ...".[40] La section présume que, dans les systèmes de la valeur normale prospective, une valeur normale prospective "correcte" peut être déterminée de sorte qu'un examen rétrospectif de toutes les transactions à l'exportation sera inutile. Pourtant la section impose une obligation, à savoir que les importations dont le prix est *supérieur* à la valeur normale prospective doivent compenser les importations dont le prix est *inférieur* à la valeur normale prospective. Selon la conception de la réduction à zéro de la section elle-même, indépendamment de la question de savoir si la valeur normale prospective "correcte" a été déterminée ou non, il faudrait compenser toutes transactions dont le prix est supérieur même à la valeur normale prospective "correcte" par rapport à celles dont le prix est inférieur à la valeur normale prospective "correcte" dans le cadre d'un réexamen au titre de l'article 9.3.2. Les arguments présentés par la section au sujet de la réduction à zéro sont donc incompatibles avec les arguments qu'elle présente au sujet des systèmes de la valeur normale prospective. De plus, cela reviendrait simplement à transformer un système de la valeur normale prospective en un système rétrospectif.

62. En outre, l'élément fondamental d'un système de la valeur normale prospective est qu'il utilise une valeur normale *prospective*, et non une valeur normale *contemporaine*. L'importateur est ainsi informé de la valeur normale prospective de sorte qu'il dispose d'éléments pour savoir si le prix à l'exportation sera suffisant pour éliminer le dumping. Toutefois, dans ses positions sur les systèmes de la valeur normale prospective, la section brise cette certitude en laissant entendre que la valeur normale prospective est soumise à un nouveau calcul rétrospectif.

63. Même cet aspect de l'analyse de la section est vicié. L'article 9.3.2 dispose qu'une demande de remboursement doit être une demande présentée *par l'importateur*, et dûment étayée par des éléments de preuve. À supposer même qu'il existe une valeur normale "correcte", l'importateur ne sait pas à quoi elle correspond. La valeur normale est établie dans le pays d'exportation. Il aurait été illogique que l'Accord autorise un importateur à demander un remboursement sans avoir d'éléments lui permettant de savoir pour commencer s'il a effectivement droit à un tel remboursement, et lui prescrive de demander ce remboursement sur la base d'éléments de preuve qui ne sont pas en sa possession.

E. CONCLUSION

64. Comme les groupes spéciaux l'avaient fait avant lui, le Groupe spécial chargé du présent différend a procédé à une analyse très approfondie fondée sur les textes, de la question de savoir si la réduction à zéro était autorisée dans les procédures de fixation des droits. La section aurait au moins dû admettre qu'il y avait plus d'une interprétation admissible de l'Accord antidumping. Pourtant, au lieu de cela, la section:

- affirme que le texte de l'article VI prohibe la réduction à zéro, mais sans fournir aucune analyse textuelle de cette disposition;

- ne reconnaît pas que, avant que la section ait décidé que la réduction à zéro était prohibée au titre de l'article VI, *cinq* affaires concernant la réduction à zéro avaient été introduites et tranchées, dans le cadre à la fois du Code du Tokyo Round et de

[40] Rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 121 (pas d'italique dans l'original).

l'Accord antidumping, sans qu'une seule allégation au titre de l'article VI ne soit formulée;

- ne reconnaît pas que la réduction à zéro n'a *pas* été jugée incompatible dans les procédures de fixation des droits au titre du Code du Tokyo Round, bien que le Japon allègue le contraire;

- ne reconnaît pas que la disposition clé du Code du Tokyo Round en question dans le présent différend a été incorporée intégralement dans l'Accord antidumping; et

- malgré tous ces faits, conclut que l'historique de la négociation n'est "guère pertinent" pour les questions soulevées dans le présent différend.

65. Le fait que la section a rejeté à la légère l'historique de la négociation et qu'elle voit dans le texte convenu des obligations qui n'y figurent pas devrait donner à chaque Membre matière à réflexion, en particulier au moment où les Membres sont en train de négocier un nouvel ensemble de droits et d'obligations, qu'ils basent tout naturellement ces négociations sur les droits et les obligations dont ils savent qu'ils sont aujourd'hui en vigueur et qu'ils se fondent sur le fait qu'ils ne s'engagent que sur les obligations qui apparaissent dans le texte qu'ils négocient.

ANNEXE E-3

OBSERVATIONS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES CONCERNANT LES OBSERVATIONS DES ÉTATS-UNIS RELATIVES AU RAPPORT DE L'ORGANE D'APPEL *ÉTATS-UNIS – ACIER INOXYDABLE (MEXIQUE)* (DS344)

1. Les Communautés européennes hésitent à formuler la moindre observation relative aux observations des États-Unis sur le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire DS344. Les arguments juridiques ont été réitérés tant de fois; et la question est tranchée si clairement que l'on peut se demander s'il est utile de poursuivre le débat. Cela vient notamment du fait que les États-Unis présentent des communications de plus en plus dénuées d'arguments juridiques et préfèrent par contre répéter indéfiniment des déclarations trompeuses en matière d'arguments, d'autres déclarations qui ne sont guère plus que des slogans, et des affirmations non juridiques sans pertinence. Il apparaît aux CE que les États-Unis cherchent simplement à gagner du temps, sous la pression de mouvements nationaux protectionnistes, ce qui est regrettable et peu compatible avec les obligations des États-Unis au titre du Mémorandum d'accord. Toutefois, pour essayer d'aider le Groupe spécial dans toute la mesure du possible, les CE présentent une fois de plus les points pertinents, qui se dégagent de la communication des États-Unis la plus récente.

2. Premièrement, les États-Unis répètent souvent – comme si c'était un slogan – que les rapports *ne peuvent pas accroître ou diminuer les droits et obligations* des Membres. On peut jouer à ce jeu à deux. Les Communautés européennes ont expliqué que, selon elles, la position des États-Unis diminuait les obligations des États-Unis et les droits des autres Membres de l'OMC en ce qui concernait la question de la réduction à zéro. Le fait de mentionner sans cesse ce slogan n'aide guère à examiner, sur le plan juridique, les *allégations juridiques* qui ont été formulées à l'encontre des mesures en cause, des allégations et arguments juridiques que les États-Unis continuent tout simplement d'ignorer. De tels propos ne remplacent pas une argumentation juridique correcte – même si l'on peut avoir une certaine sympathie pour les États-Unis du point de vue de la procédure, car il est clair que les États-Unis n'ont plus rien à dire sur le plan juridique, ce qui explique pourquoi ils recourent à ce style de communication.

3. Plus précisément, les États-Unis font simplement abstraction de l'autre moitié de l'équation: les rapports *clarifient les dispositions existantes des accords visés conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public*. Et les rapports de l'Organe d'appel portent spécifiquement sur les "questions de droit" et les "interprétations du droit".[1] Bien entendu, une caractéristique essentielle de toute législation formulée en termes abstraits, et soumise à des révisions judiciaires contraignantes, est que son sens doit être clarifié ou interprété dans les procédures ultérieures. C'est tout l'intérêt d'un système de règlement des différends, notamment d'un système dont les résultats sont *contraignants* et devraient être acceptés *sans condition*. *Conjointement*, ces deux déclarations renferment une vérité élémentaire et une caractéristique en matière de législation: nous devons avoir des interprétations; nous ne voulons pas de règles jurisprudentielles. Le fait de citer à maintes reprises une moitié de cette équation revient précisément à ne rien dire sur le plan juridique – et ne serait pas accepté dans un examen de première année d'une faculté de droit – à plus forte raison dans un tribunal de droit international.

4. À cet égard, les États-Unis vont à l'encontre, fondamentalement, d'un des principes essentiels du système de règlement des différends qui est d'assurer "la sécurité et la prévisibilité". Qu'est-ce qui

[1] Mémorandum d'accord, article 17 6).

peut assurer davantage la sécurité et la prévisibilité de ce système que quatre rapports dans lesquels l'Organe d'appel se prononce constamment contre la réduction à zéro? L'affirmation des États-Unis selon laquelle la logique de l'Organe d'appel poussée à l'extrême signifierait que l'Organe d'appel ne pourrait jamais changer d'avis, parce que cela nuirait à "la sécurité et la prévisibilité", n'est qu'un beau discours. En fait, l'Organe d'appel a indiqué que les organes juridictionnels avaient la possibilité de modifier les interprétations juridiques antérieures à la lumière de *raisons impérieuses*. Il va sans dire que les tentatives répétées des États-Unis de présenter les mêmes arguments juridiques ne sont pas des raisons impérieuses.

5. Deuxièmement, les CE ont pris note des documents distribués par les États-Unis à l'ORD concernant le rapport de l'Organe d'appel, comme dans les affaires antérieures portant sur la réduction à zéro. Les CE ne sont pas du tout impressionnées par ces documents. Les CE font observer que l'article 17 14) du Mémorandum d'accord, à la dernière phrase, dispose que la procédure d'adoption est sans préjudice du droit des Membres d'"exprimer leurs vues" sur un rapport de l'Organe d'appel. Naturellement, on ne souhaiterait pas empêcher les Membres de le faire d'une manière générale. Toutefois, les CE sont d'avis qu'il n'est guère approprié, conformément à cette disposition, qu'un Membre distribue un long document qui contient ce qui est en réalité une communication juridique ressassant les communications déjà présentées au groupe spécial et à l'Organe d'appel. Les CE estiment que ces documents n'ont aucune utilité et ne sont guère compatibles avec l'obligation d'un Membre d'accepter le rapport sans condition. Il apparaît aux CE que les États-Unis semblent croire qu'en "élevant la voix" en termes procéduraux, ils pourraient avoir gain de cause. Or, de l'avis des CE, ce genre de manœuvre – qui n'est guère plus que de la propagande – a exactement l'effet inverse: elle confirme simplement que les États-Unis n'ont pas d'autres arguments juridiques sur lesquels ils pourraient s'appuyer.

6. Troisièmement, nous notons que les États-Unis font référence à maintes reprises à la "section" de l'Organe d'appel. L'intention des États-Unis n'est pas très claire en l'espèce, mais nous avons trois observations à formuler. En premier lieu, nous notons que l'Organe d'appel a statué dans plusieurs affaires concernant la réduction à zéro, dans lesquelles les trois personnes siégeant pour une affaire donnée, au sens de l'article 17 1) du Mémorandum d'accord, étaient différentes. Par conséquent, ces rapports ne représentent pas les vues d'une "section" – il s'agit des vues de nombreuses personnes – et de l'Organe d'appel dans son ensemble. En deuxième lieu, et faisant suite au point précédent, les rapports de l'Organe d'appel sont attribuables à l'Organe d'appel lui-même, et non à une "section" particulière de l'Organe d'appel. En fait, conformément à la règle 4 des Procédures de travail de l'Organe d'appel relative à la collégialité, tous les membres de l'Organe d'appel se réunissent périodiquement pour examiner les questions de politique, de pratique et de procédure et procèdent à un échange de vues avant qu'une section mette au point un rapport. En troisième lieu, les rapports sont adoptés en tout état de cause par l'ORD – c'est-à-dire par l'ensemble des Membres de l'OMC. Ainsi, les multiples références des États-Unis à la "section" n'ont simplement aucune utilité et elles pourraient, et devraient, ne pas être prises en compte.

7. Quatrièmement, la question de l'"interprétation admissible" – un autre slogan des États-Unis. L'Organe d'appel a clarifié à juste titre que c'est un moyen de départager les parties qui sert après l'application des règles d'interprétation convenues du droit international public. Et il ne pourrait pas en être autrement. Comme tout juriste pourrait le confirmer, il est possible de *faire valoir n'importe quoi*, aussi absurde ou hypothétique que cela puisse être (comme en témoignent les communications des États-Unis dans les affaires concernant la réduction à zéro). Ce n'est pas parce qu'une chose est "possible ou admissible" en ce sens qu'elle est nécessairement compatible avec les règles d'interprétation convenues de la Convention de Vienne. La manière dont les États-Unis considèrent cette disposition revient à dire que les disciplines contenues dans l'*Accord antidumping* pourraient tout aussi bien ne pas y figurer – puisque les États-Unis peuvent, selon eux, les interpréter à leur gré. Les Membres de l'OMC ne se seraient pas donné la peine de négocier des taux de droits consolidés et un ensemble d'accords complexes si un Membre importateur pouvait, en quelque sorte unilatéralement, imposer des droits antidumping additionnels à volonté, sur la base de la proposition des États-Unis

selon laquelle l'*Accord antidumping* est un "salmigondis abscons" qui veut tout dire pour tout le monde. L'*Accord antidumping* n'est pas un texte religieux. C'est un accord international qui réglemente d'une manière exhaustive et extrêmement détaillée les circonstances limitées dans lesquelles un droit antidumping peut être appliqué, en sus du taux de droit consolidé. En outre, la notion d'"interprétation admissible" n'a rien à voir avec la doctrine *Chevron* des États-Unis, qui réglemente les relations entre les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire aux États-Unis – un problème qui n'a aucun rapport avec un règlement des différends centralisé et contraignant dans une organisation multilatérale de 152 Membres.

8. Cinquièmement, les États-Unis mentionnent à maintes reprises le terme "texte" – un autre slogan des États-Unis – comme pour suggérer que les CE ne s'appuient pas sur le texte de l'*Accord antidumping*. En fait, les États-Unis semblent utiliser ce terme pour faire référence soit au texte contenant l'obligation spécifique en question, soit au sens ordinaire de ce texte – et dans les deux cas, son usage est erroné. Le mot "texte" apparaît une fois à l'article 31 de la Convention de Vienne, et il est évident qu'il fait au moins référence à l'*Accord antidumping* dans son ensemble, englobant donc aussi nécessairement le contexte, l'objet et le but. Ce sont donc les CE qui fondent leur argumentation sur le texte – tout le texte – de l'article VI du GATT de 1994 et de l'*Accord antidumping*; et ce sont les États-Unis qui cherchent à faire abstraction du texte de ces accords.

9. Sixièmement, comme les CE l'ont expliqué longuement, la présente affaire n'a rien à voir avec les "compensations" (le fait de modifier l'allégation, puis de faire valoir qu'il n'y a aucun "texte" prohibant les compensations, n'est pas un moyen de défense). Et l'expression "réduction à zéro" ne rend pas pleinement compte de l'essence du problème, qui est le choix des transactions à prix relativement bas comme base de calcul unique ou principale, sans qu'une configuration pertinente d'un dumping ciblé ne soit indiquée. Les États-Unis refusent donc toujours de répondre aux allégations juridiques effectivement formulées à leur encontre.

10. Septièmement, les États-Unis se plaignent de ce que l'Organe d'appel ne respecte pas la volonté du législateur. Mais, de toute évidence, ce sont les États-Unis qui ignorent purement et simplement la signification des dispositions relatives au dumping ciblé dans le contexte de l'article VI du GATT de 1994 et de l'*Accord antidumping* dans son ensemble. Même si la réalité dans cette affaire ressort de ce qui est implicitement admis dans le propre droit interne des États-Unis (le SAA). Et même si les États-Unis sont incapables de réfuter les communications des CE concernant l'interprétation correcte du membre de phrase "l'existence de marges de dumping pendant la phase d'enquête". Par conséquent, ce sont les États-Unis, et non l'Organe d'appel, qui ne manifestent aucun respect à l'égard de la volonté du législateur.

11. Huitièmement, on ne peut que rester surpris de voir la manière dont les États-Unis continuent à affirmer simplement que leur position est étayée par l'historique de la négociation. Les CE ont expliqué précisément pourquoi c'est le contraire; et les États-Unis n'ont tout simplement pas répondu.

12. Neuvièmement, l'affirmation des États-Unis selon laquelle l'Organe d'appel a modifié son analyse dans différentes affaires est entièrement dénuée de fondement. En fait, l'Organe d'appel s'est contenté, dans toute affaire donnée, d'interpréter les dispositions juridiques qu'il devait interpréter pour régler le différend spécifique dont il était saisi. Il ne faut pas tout décider avant de pouvoir décider quoi que ce soit. Dans le contexte de la réduction à zéro, il y a différentes manières d'exprimer le même point essentiel, selon la mesure spécifique en cause ou les allégations et argument spécifiques qui ont été formulés. Par conséquent, c'est avec beaucoup d'intelligence que l'Organe d'appel a fait preuve d'une grande *modération* jurisprudentielle. Il est extrêmement paradoxal que les États-Unis présentent cela comme une "incompatibilité" et, dans le même ordre d'idées, accusent l'Organe d'appel d'avoir établi des règles jurisprudentielles.

13. En résumé, les observations des États-Unis présentent, une fois de plus, le monde à l'envers – c'est vraiment l'histoire d'Alice "De l'autre côté du miroir". Au point que la position des États-Unis n'est pratiquement pas formulée dans le contexte d'une approche fondée sur des règles; c'est un simple vernis recouvrant de façon à peine voilée une volonté de pouvoir tout à fait évidente. Les CE s'attendent à ce qu'elle soit traitée en conséquence.

ANNEXE E-4

OBSERVATIONS DES ÉTATS-UNIS CONCERNANT LES OBSERVATIONS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES RELATIVES AU RAPPORT DE L'ORGANE D'APPEL *ÉTATS-UNIS – ACIER INOXYDABLE (MEXIQUE)* (DS344)

RAPPORTS CITÉS

Titre abrégé	Titre complet
États-Unis – Acier inoxydable (Mexique) (Groupe spécial)	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures antidumping finales visant l'acier inoxydable en provenance du Mexique*, WT/DS344/R, adopté le 20 mai 2008, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS344/AB/R
États-Unis – Acier inoxydable (Mexique) (Organe d'appel)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures antidumping finales visant l'acier inoxydable en provenance du Mexique*, WT/DS344/R, adopté le 20 mai 2008
États-Unis – Dumping concernant le bois de construction résineux (Organe d'appel)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Détermination finale de l'existence d'un dumping concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada*, WT/DS264/AB/R, adopté le 31 août 2004

1. Les États-Unis remercient le Groupe spécial de leur avoir donné la possibilité de formuler ces observations au sujet des observations des Communautés européennes (les "CE") concernant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)*.

2. Les CE demandent au Groupe spécial, lorsqu'il procédera à son "évaluation objective" au titre de l'article 11 du *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* (le "Mémorandum d'accord"), d'"adopter la même approche" que celle de l'Organe d'appel dans son rapport *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)*. Les CE ont appelé "en particulier l'attention du Groupe spécial sur la déclaration selon laquelle "en l'absence de raisons impérieuses, un organisme juridictionnel tranchera[it] la même question juridique de la même façon dans une affaire ultérieure" (paragraphe 160)".

3. À cet égard, les États-Unis rappellent la constatation du Groupe spécial *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)*: "Nous sommes conscients du fait que dans deux affaires précédentes, *États-Unis – Réduction à zéro (CE)* et *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, les décisions des groupes spéciaux qui avaient constaté que la réduction à zéro simple dans les réexamens périodiques était incompatible avec les règles de l'OMC ont été infirmées par l'Organe d'appel et que notre raisonnement exposé ci-après est très semblable aux décisions de ces groupes spéciaux. À la lumière de notre obligation, au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord, de procéder à un examen objectif de la question qui nous a été soumise par l'ORD, cependant, nous nous sommes sentis obligés de ne pas suivre l'approche de l'Organe d'appel pour les raisons exposées ci-après."[1] Les États-Unis comprennent que, suivant l'approche des CE, le présent Groupe spécial trancherait la question juridique de la réduction à zéro de la même façon que l'a fait l'organe juridictionnel équivalent – le Groupe spécial *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)* – et ne suivrait pas l'approche de l'Organe d'appel.

4. Comme l'Organe d'appel lui-même l'a noté, et comme le Groupe spécial *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)* l'a reconnu, les rapports antérieurs de l'Organe d'appel "n'ont aucune force obligatoire, sauf pour ce qui est du règlement du différend entre les parties en cause".[2] Dans la mesure où le raisonnement suivi dans des rapports antérieurs de l'Organe d'appel est convaincant, ces rapports peuvent être pris en compte, mais ils n'ont pas d'effet lié au principe *stare decisis* dans le cadre du Mémorandum d'accord. En fait, une constatation différente serait contraire à l'article IX:2 de l'Accord sur l'OMC, aux termes duquel seuls la Conférence ministérielle et le Conseil général peuvent donner des interprétations faisant autorité au regard des accords visés. L'Organe d'appel ne peut pas en soi créer cette autorité.

5. Les CE avertissent le Groupe spécial que si celui-ci ne suivait pas l'Organe d'appel, "ses constatations seraient inévitablement infirmées en appel". Or le Groupe spécial *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)* était aussi "conscient[] du fait que dans deux affaires précédentes, *États-Unis – Réduction à zéro (CE)* et *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, les décisions des groupes spéciaux qui avaient constaté que la réduction à zéro simple dans les réexamens périodiques était incompatible avec les règles de l'OMC [avaient] été infirmées par l'Organe d'appel et que [son] raisonnement exposé ci-après [était] très semblable aux décisions de ces groupes spéciaux", mais il a décidé que sa responsabilité, au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord, de procéder à une évaluation objective signifiait qu'il devait s'écarter du raisonnement antérieur de l'Organe d'appel. Le présent Groupe spécial devrait aussi, pour reprendre les termes des CE, "lorsqu'il procédera à une "évaluation

[1] *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.106.

[2] *États-Unis – Dumping concernant le bois d'œuvre résineux (Organe d'appel)*, paragraphe 111 (citant le rapport *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques (Organe d'appel)*); *voir aussi États-Unis – Acier inoxydable (Mexique) (Groupe spécial)*, paragraphe 7.102.

objective de la question dont il est saisi" au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord … adopter la même approche".[3]

6. Les CE estiment aussi que "l'Organe d'appel a de nouveau confirmé que l'interprétation correcte de l'*Accord antidumping* excluait la méthode de la réduction à zéro utilisée par les États-Unis dans les mesures en cause". Comme les États-Unis l'ont démontré dans leurs observations adressées au Groupe spécial, le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)* est gravement entaché d'erreurs.[4] Les constatations de l'Organe d'appel ne sont pas fondées sur le texte de l'Accord antidumping et du GATT de 1994 et contredisent l'historique de la négociation de l'Accord antidumping. Dans la mesure où le présent Groupe spécial prend en compte le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)*, nous pensons que, pour les raisons exposées dans nos observations, il constatera que ce rapport n'est pas convaincant, comme des groupes spéciaux antérieurs ont jugé peu convaincants des rapports antérieurs de l'Organe d'appel.

7. Pour toutes les raisons qu'ils ont exposées dans leurs observations concernant le rapport de l'Organe d'appel et dans les présentes observations concernant les observations des CE, les États-Unis ont l'honneur de demander au Groupe spécial de constater que le rapport de l'Organe d'appel n'est pas convaincant et, lorsqu'il procédera à l'évaluation objective de la question dont il est saisi, de ne pas suivre l'approche de l'Organe d'appel.

---

[3] Il est aussi présomptueux de la part des CE d'affirmer aussi catégoriquement que le Groupe spécial serait infirmé. Les CE ne sont pas l'Organe d'appel et ne savent pas quelle division distincte de l'Organe d'appel interviendrait en appel.

[4] Observations des États-Unis concernant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)* (WT/DS344), paragraphes 11 à 18 et annexe 2.

ANNEXE F

DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL

Table des matières		Page
Annexe F-1	Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Communautés européennes	F-2

ANNEXE F-1

DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL PRÉSENTÉE PAR LES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS350/6
11 mai 2007

(07-1999)

Original: anglais

ÉTATS-UNIS – MAINTIEN EN EXISTENCE ET EN APPLICATION DE LA MÉTHODE DE RÉDUCTION À ZÉRO

Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Communautés européennes

La communication ci-après, datée du 10 mai 2007 et adressée par la délégation des Communautés européennes au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

Les Communautés européennes demandent par la présente qu'un groupe spécial soit établi sur décision de l'ORD conformément aux articles 2:1 et 6:1 du *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* (le "Mémorandum d'accord"), à l'article XXII:2 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (le "GATT de 1994"), et à l'article 17.4 et 17.5 de l'*Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* (l'"*Accord antidumping*") en ce qui concerne une mesure ou des mesures "en tant que telles" prévoyant la pratique ou les méthodes consistant à calculer les marges de dumping en ayant recours à la réduction à zéro, et l'application de la réduction à zéro dans certaines mesures antidumping spécifiées qui sont maintenues par les États-Unis d'Amérique (les "États-Unis"). Le 2 octobre 2006, les Communautés européennes ont demandé l'ouverture de consultations avec les États-Unis en vue de parvenir à une solution mutuellement satisfaisante de la question. La demande a été distribuée dans le document WT/DS350/1 daté du 3 octobre 2006. Les consultations se sont tenues les 14 novembre 2006 et 28 février 2007 par visioconférence au sujet des mesures susmentionnées. Elles n'ont pas abouti à un règlement satisfaisant de la question.

1. Les faits

a) Lorsqu'ils appliquent les procédures de fixation de droits et de réexamen au sujet de mesures antidumping (dites "réexamens administratifs" annuels), les États-Unis mènent une nouvelle enquête et déterminent la marge de dumping sur

la base d'une comparaison entre la "valeur normale" moyenne pondérée pour chaque "groupe de calcul de la moyenne" et les prix de transactions à l'exportation individuelles. Quand ils agrègent les résultats de ces comparaisons pour déterminer le montant total ou la marge totale de dumping du produit visé par l'enquête, les États-Unis ramènent à zéro tous montants négatifs de "dumping". En conséquence, ils calculent une marge de dumping et recouvrent un droit antidumping d'un montant dépassant la marge de dumping effective pratiquée par les exportateurs concernés. Les États-Unis utilisent cette méthode systématiquement dans tous leurs réexamens administratifs annuels portant sur des ordonnances antidumping, et de fait dans tous les types de procédures de réexamen (y compris les procédures de réexamen lié à de nouveaux exportateurs et de réexamens pour changement de circonstances) dans lesquelles ils calculent une marge de dumping.

L'Organe d'appel, dans l'affaire *États-Unis – Lois, réglementations et méthode de calcul des marges de dumping ("réduction à zéro")* (WT/DS294/AB/R), a constaté que l'utilisation de la réduction à zéro par les États-Unis dans leurs "réexamens administratifs" était incompatible avec l'article 9.3 de l'Accord antidumping et l'article VI:2 du GATT de 1994. Dans la même affaire et, ultérieurement, dans l'affaire *États-Unis – Mesures relatives à la réduction à zéro et aux réexamens à l'extinction* (DS322), il a aussi été confirmé que le Département du commerce des États-Unis (le "DOC") employait une "méthode de réduction à zéro" pour calculer la marge de dumping dans ses "réexamens administratifs", comme il est indiqué plus haut, et que cela était incompatible avec les articles 2.4 et 9.3 de l'Accord antidumping.

Cette pratique ou méthode de réduction à zéro est appliquée conformément, en particulier:

- à l'interprétation par le DOC de l'article 771 35) A) et B), de l'article 731, de l'article 777A d) et de l'article 751 a) 2) A) i) et ii) de la Loi douanière de 1930 des États-Unis, suivant l'interprétation donnée dans l'Énoncé des mesures administratives des États-Unis qui accompagnait l'adoption de la Loi des États-Unis sur les Accords du Cycle d'Uruguay donnant effet aux Accords de l'OMC aux États-Unis, et confirmée par les tribunaux internes des États-Unis[1];

- au règlement d'application[2] du DOC, en particulier l'article 351.414 c) 2);

- au Manuel antidumping de l'Administration des importations (édition de 1997) (le "Manuel IA AD"), y compris le ou les programmes informatiques auxquels il fait référence;

- à la pratique systématique et établie du DOC; et

- à la méthode de réduction à zéro du DOC.

[1] Cour d'appel du Circuit fédéral des États-Unis (04-1107) Corus Staal BV and Corus Steel USA INC. v Department of Commerce and Others, 21 décembre 2005, appliquant une doctrine du droit interne des États-Unis selon laquelle les tribunaux doivent s'en remettre aux interprétations de la loi données par l'exécutif (dénommée "doctrine Chevron"), à l'exclusion d'une doctrine du droit interne des États-Unis selon laquelle les tribunaux du pays devraient, chaque fois que cela sera possible, interpréter le droit des États-Unis d'une manière compatible avec les obligations internationales (dénommée "doctrine Charming Betsy").

[2] 19 CFR article 351.

Étant donné que l'incompatibilité de cette pratique ou méthode avec les règles de l'OMC est déjà établie (notamment dans l'affaire DS322), les Communautés européennes ne demandent pas au Groupe spécial de se prononcer sur l'incompatibilité de cette pratique avec les règles de l'OMC.

b) Les États-Unis appliquent cette pratique ou méthode pour calculer les montants du dumping ou les marges de dumping, et pour fixer et recouvrer les droits antidumping. Le niveau de ces droits antidumping est fixé dans les procédures initiales, révisé dans les procédures de réexamen administratif ou les procédures pour changement de circonstances, et la décision concernant la nécessité de maintenir en application les droits antidumping est prise lors des procédures de réexamen à l'extinction. Dans le cadre de ces dernières, le DOC peut déterminer qu'il est probable que le dumping subsistera ou se reproduira si l'ordonnance antidumping est abrogée, notamment parce que le dumping a subsisté à des niveaux supérieurs au *de minimis* après la publication de l'ordonnance. Pour constater que le dumping a subsisté après la publication de l'ordonnance, le DOC se fonde sur les marges de dumping calculées dans la procédure initiale et dans les procédures de réexamen administratif en utilisant la réduction à zéro.[3] Les CE ont indiqué dans l'annexe de la présente demande un certain nombre d'ordonnances antidumping dans lesquelles les droits sont fixés et/ou maintenus sur la base de la pratique ou méthode de réduction à zéro susmentionnée de telle sorte que des droits soit sont acquittés par les importateurs en dépassement de la marge de dumping qui aurait été calculée d'après une méthode compatible avec les règles de l'OMC soit sont acquittés alors qu'aucun droit de ce type n'aurait résulté du recours à une méthode compatible avec les règles de l'OMC.

2. Les mesures en cause et le fondement juridique de la plainte

Les mesures en cause et le fondement juridique de la plainte comprennent, mais non exclusivement, ce qui suit[4]:

Le maintien en application ou l'application des droits antidumping spécifiques résultant des ordonnances antidumping énumérées de I à XVIII dans l'annexe de la présente demande, tels qu'ils ont été calculés ou sont maintenus en place à la suite du réexamen administratif le plus récent ou, selon le cas, de la procédure initiale ou de la procédure de réexamen pour changement de circonstances ou de réexamen à l'extinction, à un niveau dépassant la marge de dumping qui résulterait de l'application correcte de l'Accord antidumping (qu'il s'agisse de droits ou de taux des dépôts en espèces ou d'une autre forme de mesure).

Outre ces mesures, les réexamens administratifs, ou selon le cas, les procédures initiales ou les procédures de réexamen pour changement de circonstances ou de réexamen à l'extinction énumérées dans l'annexe (numérotées de 1 à 52) avec les ordonnances antidumping spécifiques et qui sont aussi considérées par les CE comme des mesures

[3] Ces marges de dumping auront normalement été établies dans les procédures initiales, dans lesquelles la méthode de réduction à zéro condamnée dans l'affaire DS294 aura habituellement été utilisée; article 752 c) 3) de la Loi douanière de 1930, article 315.218 e) 2) i) du règlement d'application du DOC et paragraphes II.B du Sunset Policy Bulletin.

[4] Les mesures en cause comprennent tous les Mémorandums sur les questions et la décision, et tous documents semblables; tous programmes informatiques; tous Mémorandums sur le calcul; tout autre document faisant partie de la mesure ou du dossier; et toutes instructions concernant la fixation des droits.

visées par la présente demande d'établissement d'un groupe spécial en plus des ordonnances antidumping.

Cela comprend les déterminations se rapportant à toutes les sociétés ainsi que toutes instructions concernant la fixation des droits, automatique ou non, qui sont émises à tout moment conformément à l'une quelconque des mesures énumérées dans l'annexe. Les droits antidumping maintenus (sous quelque forme que ce soit) conformément à ces ordonnances, et les réexamens administratifs, ou, selon le cas, les procédures initiales et les procédures de réexamen pour changement de circonstances ou de réexamen à l'extinction énumérées dans l'annexe sont incompatibles avec les dispositions ci-après:

- l'article 2.1 de l'*Accord antidumping* et l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994, parce que les États-Unis n'ont pas déterminé une marge de dumping pour le produit dans son ensemble;

- l'article 2.4 et 2.4.2 de l'*Accord antidumping*, qu'il soit considéré séparément ou conjointement avec les obligations mentionnées au premier point, dans la mesure où la comparaison faite par les États-Unis est inéquitable, utilise une méthode de comparaison injustifiée, recourt à la réduction à zéro, ne calcule pas une marge de dumping pour le produit, et est incompatible par ailleurs avec ces dispositions;

- l'article 5.8 de l'*Accord antidumping*, dans la mesure où une marge de dumping *de minimis* est déterminée de façon erronée comme n'étant pas *de minimis*;

- l'article 9.1 et 9.3 de l'*Accord antidumping*, qu'il soit considéré séparément ou conjointement avec les obligations mentionnées aux premier et deuxième points, dans la mesure où il y a imposition et recouvrement d'un droit antidumping en dépassement de la marge de dumping déterminée selon l'article 2 de l'*Accord antidumping*;

- les articles 9.5 et 11 (y compris l'article 11.1, 11.2 et 11.3) de l'*Accord antidumping*, qu'ils soient considérés séparément ou conjointement avec les obligations mentionnées aux premier et deuxième points, dans la mesure où les déterminations de l'existence d'un dumping effectuées ou invoquées par les États-Unis dans les enquêtes dans le cadre de réexamens ne sont pas établies conformément à l'article 2 de l'*Accord antidumping*;

- l'article 11.1 et 11.3 de l'Accord antidumping, dans la mesure où les États-Unis se sont fondés sur une marge de dumping qui n'avait pas été établie pour le produit dans son ensemble et qui n'était pas conforme à l'article 2.4 et 2.4.2 de l'*Accord antidumping*;

- les articles 1er et 2.1 de l'*Accord antidumping* et l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994, dans la mesure où il y a imposition et recouvrement d'un droit antidumping qui est incompatible avec l'*Accord antidumping*; et

- l'article XVI:4 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce et l'article 18.4 de l'*Accord antidumping*, dans la mesure où les États-Unis n'ont pas pris toutes les mesures nécessaires, de caractère général ou particulier, pour assurer la conformité de leurs lois, réglementations et

procédures administratives avec les dispositions du GATT de 1994 et de l'*Accord antidumping*.

Les Communautés européennes demandent que la présente demande soit inscrite à l'ordre du jour de la réunion de l'Organe de règlement des différends qui se tiendra le 22 mai 2007.

ANNEXE

AFFAIRE I.

BARRES D'ARMATURE EN ACIER POUR LE BÉTON – LETTONIE

US DOC N° A-449-804[5]

RÉEXAMENS ADMINISTRATIFS

Période couverte par le réexamen	Résultats finals (sauf indication contraire)	Résultats finals modifiés	Société	Marge de dumping	Numéro
1er septembre 2004-31 août 2005	71 FR 74900, 13 décembre 2006		Liepajas Metalurgs	5,94%	1
1er septembre 2003-31 août 2004	71 FR 7016, 10 février 2006		Liepajas Metalurgs	5,24%	2
1er septembre 2002-31 août 2003	69 FR 74498, 14 décembre 2004		Liepajas Metalurgs	3,01%	3

RÉEXAMENS À L'EXTINCTION

Détermination finale du DOC	Dossier de l'ITC	Détermination de l'ITC	Ordonnance sur le maintien		
72 FR 16767, 5 avril 2007	731-TA-878				4

AFFAIRE II.

ROULEMENTS À BILLES ET LEURS PARTIES – ITALIE

US DOC N° A-475-801[6]

RÉEXAMENS ADMINISTRATIFS

Période couverte par le réexamen	Résultats finals (sauf indication contraire)	Résultats finals modifiés	Société	Marge de dumping	Numéro
1er mai 2004-30 avril 2005	71 FR 40064, 14 juillet 2006		FAG Italie SKF Italie	2,52% 7,65%	5
1er mai 2003-30 avril 2004	70 FR 54711, 16 septembre 2005		FAG Italie SKF Italie	5,88% 2,59%	6
1er mai 2002-30 avril 2003	69 FR 55574, 15 septembre 2004	69 FR 62023, 22 octobre 2004	Un grand nombre	de 68,29% à moins de 5%	7
1er mai 2001-30 avril 2002	68 FR 35623, 16 juin 2003		FAG SKF	2,87% 5,08%	8

RÉEXAMENS À L'EXTINCTION

Détermination finale du DOC	Dossier de l'ITC	Détermination de l'ITC	Ordonnance sur le maintien		
70 FR 58383, 6 octobre 2005	731-TA-393	71 FR 51850, 31 août 2006	71 FR 54469, 15 septembre 2006		9

[5] Ordonnance initiale: 66 FR 46777, 7 septembre 2001.
[6] Ordonnance initiale: 15 mai 1989; ordonnance sur le maintien: 71 FR 54469, 15 septembre 2006.

AFFAIRE III. **ROULEMENTS À BILLES ET LEURS PARTIES – ALLEMAGNE** **US DOC N° A-428-801[2]**	**RÉEXAMENS ADMINISTRATIFS**					
	Période couverte par le réexamen	**Résultats finals (sauf indication contraire)**	**Résultats finals modifiés**	**Société**	**Marge de dumping**	**Numéro**
	1er mai 2004- 30 avril 2005	71 FR 40064, 14 juillet 2006		FAG/INA GRW SKF Allemagne	4,04% 1,14% 7,35%	10
	1er mai 2003- 30 avril 2004	70 FR 54711, 16 septembre 2005		FAG/INA GRW SKF Allemagne	5,65% 4,58% 16,06%	11
	1er mai 2002- 30 avril 2003	69 FR 55574, 15 septembre 2004	69 FR 63507, 2 novembre 2004	Un grand nombre	de 70,41% à moins de 1%	12
	1er mai 2001- 30 avril 2002	68 FR 35623, 16 juin 2003		FAG Torrington Paul Mueller SKF	1,45% 70,41% 0,19% 3,38%	13
	RÉEXAMENS À L'EXTINCTION					
	Détermination finale du DOC	**Dossier de l'ITC**	**Détermination de l'ITC**	**Ordonnance sur le maintien**		
	70 FR 58383, 6 octobre 2005	731-TA-392	71 FR 51850, 31 août 2006	71 FR 54469, 15 septembre 2006		14

AFFAIRE IV. **ROULEMENTS À BILLES ET LEURS PARTIES – FRANCE** **US DOC N° A-427-801**[2]	**RÉEXAMENS ADMINISTRATIFS**					
	Période couverte par le réexamen	**Résultats finals (sauf indication contraire)**	**Résultats finals modifiés**	**Société**	**Marge de dumping**	**Numéro**
	1er mai 2004- 30 avril 2005	71 FR 40064, 14 juillet 2006		SKF France SNR	12,57% 11,75%	15
	1er mai 2003- 30 avril 2004	70 FR 54711, 16 septembre 2005		SKF SNR	8,41% 11,93%	16
	1er mai 2002- 30 avril 2003	69 FR 55574, 15 septembre 2004	69 FR 62023, 22 octobre 2004	Un grand nombre	de 66,42% à moins de 7%	17
	1er mai 2001- 30 avril 2002	68 FR 35623, 16 juin 2003	68 FR 43712, 24 juillet 2003	France SNR Roulements SKF	3,52% 6,70%	18
	RÉEXAMENS À L'EXTINCTION					
	Détermination finale du DOC	**Dossier de l'ITC**	**Détermination de l'ITC**	**Ordonnance sur le maintien**		
	70 FR 58383, 6 octobre 2005	731-TA-391	71 FR 51850, 31 août 2006	71 FR 54469, 15 septembre 2006		19

AFFAIRE V. **BARRES EN ACIER INOXYDABLE – FRANCE** **US DOC N° A-427-820**[7]	**RÉEXAMENS ADMINISTRATIFS**					
	Période couverte par le réexamen	**Résultats finals (sauf indication contraire)**	**Résultats finals modifiés**	**Société**	**Marge de dumping**	**Numéro**
	1er mars 2004- 28 février 2005	71 FR 30873, 31 mai 2006		Ugitech S.A.	9,68%	20
	1er mars 2003- 29 février 2004	70 FR 46482, 10 août 2005		Ugitech S.A.	14,98%	21

[7] Ordonnance initiale: 67 FR 10385, 7 mars 2002.

AFFAIRE VI. **TÔLES ET BANDES EN ACIER INOXYDABLE, EN ROULEAUX – ALLEMAGNE** **US DOC N° A-428-825[8]**	**RÉEXAMENS ADMINISTRATIFS**					
	Période couverte par le réexamen	**Résultats finals (sauf indication contraire)**	**Résultats finals modifiés**	**Société**	**Marge de dumping**	**Numéro**
	1er juillet 2004-30 juin 2005	71 FR 74897, 13 décembre 2006		Thyssen Krupp Nirosta Gmbh	2,45%	22
	1er juillet 2003-30 juin 2004	70 FR 73729, 13 décembre 2005		TKN	9,5%	23
	1er juillet 2002-30 juin 2003	69 FR 75930, 20 décembre 2004		Thyssen Krupp Nirosta	7,03%	24
	1er juillet 2001-30 juin 2002	69 FR 6262, 10 février 2004		TKN	3,72%	25
	RÉEXAMENS À L'EXTINCTION					
	Détermination finale du DOC	**Dossier de l'ITC**	**Détermination de l'ITC**	**Ordonnance sur le maintien**		
	69 FR 67896, 22 novembre 2004	731-TA-798	70 FR 41236, 18 juillet 2005	70 FR 44886, 4 août 2005		26
AFFAIRE VII. **TÔLES EN ACIER INOXYDABLE, EN ROULEAUX – BELGIQUE** **US DOC N° A-423-808[9]**	**RÉEXAMENS ADMINISTRATIFS**					
	Période couverte par le réexamen	**Résultats finals (sauf indication contraire)**	**Résultats finals modifiés**	**Société**	**Marge de dumping**	**Numéro**
	1er mai 2003-30 avril 2004	70 FR 72789, 7 décembre 2005		Ugine & ALZ Belgique NV	2,96%	27
	1er mai 2002-30 avril 2003	69 FR 74495, 14 décembre 2004	70 FR 2999, 19 janvier 2005	U&A Belgique	2,71%	28
	RÉEXAMENS À L'EXTINCTION					
	Détermination finale du DOC	**Dossier de l'ITC**	**Détermination de l'ITC**	**Ordonnance sur le maintien**		
	69 FR 61798, 21 octobre 2004	731-TA-788	70 FR 38710, 5 juillet 2005	70 FR 41202, 18 juillet 2005		29

[8] Ordonnance initiale: 64 FR 40557, 27 juillet 1999; ordonnance sur le maintien: 70 FR 44886, 4 août 2005.
[9] Ordonnance initiale: 64 FR 25288, 11 mai 1999; ordonnance sur le maintien: 70 FR 41202, 18 juillet 2005.

AFFAIRE VIII. **ROULEMENTS À BILLES ET LEURS PARTIES – ROYAUME-UNI** **US DOC N° A-412-801[2]**	**RÉEXAMENS ADMINISTRATIFS**					
	Période couverte par le réexamen	**Résultats finals (sauf indication contraire)**	**Résultats finals modifiés**	**Société**	**Marge de dumping**	**Numéro**
	1er mai 2003- 30 avril 2004	70 FR 54711, 16 septembre 2005		Barden/FAG SKF IK	2,78% 61,14%	30
	1er mai 2002- 30 avril 2003	69 FR 55574, 15 septembre 2004	69 FR 62023, 22 octobre 2004	Aeroengine Bearings Barden/FAG	61,14% 4,10%	31
	RÉEXAMENS À L'EXTINCTION					
	Détermination finale du DOC	**Dossier de l'ITC**	**Détermination de l'ITC**	**Ordonnance sur le maintien**		
	70 FR 58383, 6 octobre 2005	731-TA-399	71 FR 51850, 31 août 2006	71 FR 54469, 15 septembre 2006		32

AFFAIRE IX. **BARRES EN ACIER INOXYDABLE – ALLEMAGNE** **US DOC N° A-428-830[10]**	**RÉEXAMENS ADMINISTRATIFS**					
	Période couverte par le réexamen	**Résultats finals (sauf indication contraire)**	**Résultats finals modifiés**	**Société**	**Marge de dumping**	**Numéro**
	1er mars 2004- 28 février 2005	71 FR 42802, 28 juillet 2006	71 FR 52063, 1er septembre 2006	BGH Group	0,73%	33
	2 août 2001- 28 février 2003	69 FR 113, 14 juin 2004		BGH	0,52%	34

[10] Ordonnance initiale: 67 FR 10382, 7 mars 2002.

AFFAIRE X. **CERTAINS PRODUITS PLATS EN ACIER AU CARBONE, LAMINÉS À CHAUD – PAYS-BAS** **US DOC N° A-421-807**[11]	**RÉEXAMENS ADMINISTRATIFS**					
	Période couverte par le réexamen	**Résultats finals (sauf indication contraire)**	**Résultats finals modifiés**	**Société**	**Marge de dumping**	**Numéro**
	1er novembre 2004-31 octobre 2005	70 FR 71523, 11 décembre 2006 (Résultats préliminaires)		Corus	2,52%	35
	1er novembre 2002-31 octobre 2003	70 FR 18366, 11 avril 2005		Corus	4,42%	36
	3 mai 2001-31 octobre 2002	69 FR 115, 16 juin 2004	69 FR 43801, 22 juillet 2004	Corus	4,80%	37
	RÉEXAMENS À L'EXTINCTION					
	Détermination finale du DOC	**Dossier de l'ITC**	**Détermination de l'ITC**	**Ordonnance sur le maintien**		
	72 FR 7604, 16 février 2007 (Résultats préliminaires)	731-TA-903				38

[11] Ordonnance initiale: 66 FR 55637, 2 novembre 2001.

AFFAIRE XI. **BARRES EN ACIER INOXYDABLE – ITALIE** **US DOC N° A- 475-829**[12]	**RÉEXAMENS ADMINISTRATIFS**					
	Période couverte par le réexamen	**Résultats finals (sauf indication contraire)**	**Résultats finals modifiés**	**Société**	**Marge de dumping**	**Numéro**
	2 août 2001- 28 février 2003	69 FR 113, 14 juin 2004		Foroni Ugine-Savoie-Imphy SA	4,03% 33,00%	39

AFFAIRE XII. **TÔLES ET BANDES EN ACIER INOXYDABLE, EN ROULEAUX – ITALIE** **US DOC N° A-475-824**[13]	**RÉEXAMENS ADMINISTRATIFS**					
	Période couverte par le réexamen	**Résultats finals (sauf indication contraire)**	**Résultats finals modifiés**	**Société**	**Marge de dumping**	**Numéro**
	1er juillet 2002- 30 juin 2003	70 FR 7472, 14 février 2005	70 FR 13009, 17 mars 2005	Thyssen Krupp Acciai Speciali Terni SpA	3,73%	40
	1er juillet 2001- 30 juin 2002	68 FR 69382 12 décembre 2003		Thyssenkrupp Acciai Terni SpA	1,62%	41
	RÉEXAMENS À L'EXTINCTION					
	Détermination finale du DOC	**Dossier de l'ITC**	**Détermination de l'ITC**	**Ordonnance sur le maintien**		
	69 FR 67896, 22 novembre 2004	731-TA-799	70 FR 41236, 18 juillet 2005	70 FR 44886, 4 août 2005		42

[12] Ordonnance initiale: 67 FR 10384, 7 mars 2002.
[13] Ordonnance initiale: 64 FR 40567, 27 juillet 1999; ordonnance sur le maintien: 70 FR 44886, 4 août 2005.

AFFAIRE XIII. **CERTAINES PÂTES ALIMENTAIRES – ITALIE** **US DOC N° A-475-818**[14]	**RÉEXAMENS ADMINISTRATIFS**					
	Période couverte par le réexamen	**Résultats finals (sauf indication contraire)**	**Résultats finals modifiés**	**Société**	**Marge de dumping**	**Numéro**
	1er juillet 2004- 30 juin 2005	72 FR 7011, 14 février 2007		Atar Corticella/Combattenti	18,18% 1,95%	43
	1er juillet 2003- 30 juin 2004	70 FR 71464, 29 novembre 2005		Barilla Corticella/Combattenti Indalco Pagani Riscossa	20,68% 3,41% 2,59% 2,76% 2,03%	44
	1er juillet 2002- 30 juin 2003	70 FR 6832, 9 février 2005		Barilla Corticella/Combattenti Indalco PAM Riscossa Russo	7,25% 4% 6,03% 4,78% 1,05% 7,36%	45
	1er juillet 2001- 30 juin 2002	69 FR 6255, 10 février 2004	69 FR 81, 27 avril 2004	Garofalo Indalco PAM Tomasello Zaffiri	2,57% 2,85% 45,49% 4,59% 7,23%	46
	RÉEXAMENS À L'EXTINCTION					
	Détermination finale du DOC	**Dossier de l'ITC**	**Détermination de l'ITC**	**Ordonnance sur le maintien**		
	72 FR 5266, 5 février 2007	731-TA-734				47

[14] Ordonnance initiale: 61 FR 143, 24 juillet 1996; ordonnance sur le maintien: 66 FR 55160, 1er novembre 2001.

AFFAIRE XIV. FEUILLES ET BANDES EN LAITON – ALLEMAGNE US DOC N° A-428-602[15]	RÉEXAMENS À L'EXTINCTION				
	Détermination finale du DOC	Dossier de l'ITC	Détermination de l'ITC	Ordonnance sur le maintien	Numéro
	71 FR 4348, 26 janvier 2006	731-TA-317	71 FR 14719, 23 mars 2006	71 FR 16552, 3 avril 2006	48

AFFAIRE XV. CARBOXYMÉTHYLCELLULOSE PURIFIÉE – SUÈDE US DOC N° A-401-808	ENQUÊTES INITIALES				
	Détermination finale du DOC	Dossier de l'ITC	Détermination de l'ITC	Ordonnance antidumping	Numéro
	70 FR 28278, 17 mai 2005	731-TA-1087	70 FR 39334, 7 juillet 2005	70 FR 39734, 11 juillet 2005	49

AFFAIRE XVI. CARBOXYMÉTHYLCELLULOSE PURIFIÉE – PAYS-BAS US DOC N° A-421-811	ENQUÊTES INITIALES				
	Détermination finale du DOC	Dossier de l'ITC	Détermination de l'ITC	Ordonnance antidumping	Numéro
	70 FR 28275, 17 mai 2005	731-TA-1086	70 FR 39334, 7 juillet 2005	70 FR 39734, 11 juillet 2005	50

AFFAIRE XVII. CARBOXYMÉTHYLCELLULOSE PURIFIÉE – FINLANDE US DOC N° A-405-803	ENQUÊTES INITIALES				
	Détermination finale du DOC	Dossier de l'ITC	Détermination de l'ITC	Ordonnance antidumping	Numéro
	70 FR 28279, 17 mai 2005	731-TA-1084	70 FR 39334, 7 juillet 2005	70 FR 39734, 11 juillet 2005	51

AFFAIRE XVIII. ISOCYANURATES CHLORÉS – ESPAGNE US DOC N° A-469-814	ENQUÊTES INITIALES				
	Détermination finale du DOC	Dossier de l'ITC	Détermination de l'ITC	Ordonnance antidumping	Numéro
	70 FR 24506, 10 mai 2005	731-TA-1083	70 FR 36205, 22 juin 2005	70 FR 36562, 24 juin 2005	52

[15] Ordonnance initiale: 6 mars 1987.